AUTOGESTION

L'ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE

tome 11

ÉDITIONS SYLLEPSE

Syllepse, l'alter-éditeur

www.syllepse.net

des livres pour aller plus loin que l'impossible

AUTOGESTION

L'ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE

ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS)

POUR ÉCRIRE À L'ENCYCLOPÉDIE

encyclopedieautogestion@gmail.com

ASSOCIATION AUTOGESTION

https://autogestion.asso.fr/

© Éditions Syllepse 2022
69, rue des Rigoles, 75020 Paris
edition@syllepse.net
ISBN : 979-10-399-0033-1 (papier)
Iconographie et documents : collections particulières

« En quelque lieu et instant que l'autogestion se manifeste spontanément,
elle porte en elle sa généralisation et sa radicalisation possibles»,
Henri Lefebvre

TOME 11

Sommaire

AVANT-PROPOS

13. Argentine, terre d'autogestion

L'AUTOGESTION EN ACTES

ALGÉRIE

17. À l'écoute de l'autogestion industrielle en Algérie
Daniel Guérin

ALLEMAGNE

27. En Allemagne, une majorité des Berlinois·es pour la socialisation des grands groupes immobiliers
Victor Muller

ARGENTINE

31. Les défis récents des entreprises récupérées (2015-2021)
Richard Neuville

40. Première coopérative de journalistes pour la « défense du droit à l'information »
Mario Hernández

41. Cerámica Neuquén mobilisée face à une nouvelle menace de vente aux enchères
Mario Hernandez

41. Coopérative Confluencia : fort soutien fort à la gestion ouvrière de Cerámica Neuquén, contre l'expulsion
Mario Hernandez

43. La coopérative de Madygraf
Mario Hernandez

44. Récupérer un lieu de travail, créer un espace communautaire : l'histoire de la coopérative Chilavert Artes Gráficas
Marcelo Vieta

60. ANTA : le syndicat des travailleur·euses autogéré·es associé·es
Mario Barrios

67. 28 jours de contrôle ouvrier et de grève productive dans la pétrochimie. La lutte de PASA San Lorenzo, en juillet-août 1974
Jean Baptiste Thomas

BELGIQUE

91. Naissance et destin d'une revendication syndicale : le contrôle ouvrier au cours de l'entre-deux-guerres
Jean Neuville

124. Organisations syndicales et contrôle ouvrier
Jean-Claude Vandermeeren

ÉTATS-UNIS

134. Coopératives : un chemin de l'émancipation afro-américaine
Patrick Le Tréhondat

136. La coopération parmi les Noirs américains
W. E. B. Du Bois

145. Les magasins coopératifs des citoyens de Ruddy

147. Une coopérative arrive à Harlem
Charlotte Crump

152. À West Dayton, dans l'Ohio, une coopérative alimentaire annonce une « Renaissance noire »
Steve Dubb

158. Les grévistes de Spectrum créent leur propre fournisseur d'accès à Internet
Whitney Kimball

163. Covid-19 : comment les enseignant·es d'Oakland ont pris le contrôle du retour à l'école
Shelby Ziesing et John Green

FRANCE

167. Marseille : le monde d'Après est en marche
Cuervo

170. Lip et l'autogestion
Tribune anarchiste communiste

184. Le mouvement coopératif en France
Arthur Arnould

GRANDE-BRETAGNE

189. L'Institut pour le contrôle ouvrier (IWC)
Andrée Hoyles

HONGRIE

213. La fondation de la République et la lutte pour le pouvoir des conseils en Hongrie
Dominique Gros

INDE

239. Des luttes populaires actives
Gérard Chouat avec la participation d'Henri Mermé

RUSSIE

245. Les bolcheviks et le contrôle ouvrier 1917-1921
Maurice Brinton
Henri E. Morel

262. Comment fonctionnent les soviets
Un texte inédit de John Reed
Michel Pablo, octobre 1973

SYRIE

280. Les comités locaux de coordination, embryon d'un pouvoir populaire
Joseph Daher

URUGUAY

284. Vivre en autogestion
Propos recueillis par A. Riviste Anarchista

BUTS, CHEMINS ET MOYENS

291. Pensons l'aéronautique pour demain
Organisations membres du collectif : CGT Coordination de l'aéronautique ; EAS (Étudiants pour une aéronautique soutenable) ; CCNAAT ; Collectif des riverains d'ATB ; ATECOPOL ; ATTAC ; UPT ; AMD ; Manifeste pour l'industrie ; Fondation Copernic ; Icare, collectif de salariés ; Collectif « Non au T4 »

301. Discours croisés d'André Gorz et de Cornelius Castoriadis
Timothée Duverger

312. L'autogestion comme mot d'ordre d'action
Michel Raptis

316. Imagination, utopie, socialisme
Michel Raptis

325. Les syndicats, les coopératives et la démocratie politique
Rosa Luxemburg

333. L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière
Léon Trotsky

337. Au sujet du contrôle ouvrier de la production
Léon Trotsky

345. Le potentiel libérateur des coopératives syndicales
Carmen Huertas-Noble, Missy Risser-Lovings et Christopher Adams

352. Quel rôle pour les syndicats dans la période de transition ?
Thèses de l'Opposition ouvrière

361. Coopération et socialisme
Pierre Kropotkine

366. L'autogestion contemporaine
Daniel Guérin

377. Pour un service public construit sur la base de la démocratisation, de la socialisation et de l'autogestion
Réseau syndical international de solidarité et de luttes

381. Marx et le mouvement coopératif
Thomas Lowit

387. Les cellules imaginales de l'économie solidaire
Emily Kawano

397. Économie des travailleur·euses : une 8e rencontre internationale en virtuel
Richard Neuville

LES AUTEUR·ES ET LES MEMBRES DU COMITÉ ÉDITORIAL INTERNATIONAL

AVANT-PROPOS

Argentine, terre d'autogestion

Nous consacrons un important dossier à l'Argentine dans ce volume 11 de l'Encyclopédie. Depuis plus de vingt ans, les travailleur·euses confronté·es aux violentes crises qu'a connues l'Argentine et au démantèlement des outils de production, qui se traduisaient par des licenciements et la misère ont choisi, le dos au mur, de reprendre leur outil de production pour se l'approprier. Loin de rechercher un repreneur improbable, pour remplacer un patron par un autre, ou de recourir à une nationalisation par un État hasardeux, instrument des classes dominantes, ils et elles ont décidé de construire une nouvelle économie au service des travailleur·euses. «Depuis plus de vingt-cinq années, le processus de récupération d'entreprises (ERT[1]) par les travailleur·euses argentin·es a été continu. Il a connu des accélérations pendant et après les crises de 2001 et 2008. Le nombre d'ERT est passé de 29 ERT en 2000 à 128 en avril 2003, à 161 en 2005 (6 900 travailleur·euses), à 205 en mars 2010 (9 362 travailleur·euses), à 311 fin 2013 (13 462 travailleur·eusess), 367 en décembre 2015 (15 948 travailleur·euses), 384 en octobre 2018 (15 525 travailleur·euses). Dans l'attente du prochain relevé, il y aurait 417 ERT aujourd'hui», rappelle Richard Neuville dans sa contribution «Les défis récents des entreprises récupérées» publiée dans ce volume. En 2009, José Abelli, très impliqué dans le processus, déclarait déjà qu' «aujourd'hui, quel que soit l'endroit dans le pays, lorsqu'une entreprise ferme, les travailleurs brandissent le drapeau de l'autogestion. C'est le grand acquis de la lutte de la classe ouvrière argentine». La décennie suivante aura amplement validé cette affirmation.

Il y a quelques années, un syndicaliste argentin expliquait que désormais «nos usines sont nos quartiers». Prise à la lettre cette remarque aurait pu signifier que désormais la lutte de classe s'était déplacée hors de l'entreprise. Il n'en était rien. L'exemple des entreprises récupérées argentines illustre remarquablement le véritable sens ce nouvel adage. Dans l'exemple de la coopérative Chilavert sur laquelle nous publions la contribution de Marcello Vieta, le quartier investit l'entreprise en se mobilisant en défense de son occupation. Puis, la coopérative installée,

1. Les *Empresas Recuperadas por sus Trabajadores* (Entreprises récupérées par leurs travailleurs, ERT) sont des entreprises en faillite ou abandonnées par leurs propriétaires que les travailleurs s'approprient, sans titre de propriété, et remettent en marche sous leur direction et assurent ainsi la pérennité de leur emploi et revenus.

celle-ci investit le quartier en ouvrant un centre culturel ouvert à la population environnante et devient un nouvel espace populaire de socialisation à ciel ouvert. Si la dynamique de la socialisation des moyens de production a déconstruit les rapports de production capitalistes au sein de l'entreprise, cette déconstruction a débordé les rapports de production pour reconstruire des nouveaux rapports sociaux au sein de la communauté plus large des habitant·es du quartier. Cet exemple d'extension d'une lutte ouvrière qui enveloppe l'ensemble des rapports sociaux devrait être une source d'inspiration pour élaborer une stratégie de renversement du capitalisme, pour autant que l'on ne considère pas que accéder au pouvoir signifie la gestion ou l'aménagement de l'État et dont les mouvements sociaux ne seraient que les supplétifs. Il interroge également la revendication traditionnelle de nationalisation, couplée parfois au contrôle voire à la gestion ouvrière. Peut-on penser qu'une délégation, par transfert de propriété à l'État, puisse être un chemin émancipateur ? Comment un État pourrait-il organiser la déconstruction des rapports de production capitalistes sans que ceux et celles qui en sont au cœur puissent être les premier·es acteur·trices de cette émancipation ? Dans le cas de grandes entreprises, dispersées sur plusieurs en unités de production dispersées sur le territoire, ou là les collectifs de travail se sont pas assez développés, cette revendication de nationalisation peut être pertinente, pour autant qu'elle ouvre une dynamique d'appropriation sociale de l'outil de production par les travailleur·euses eux-mêmes sans tutelle en matière d'organisation de la production, de normes salariales ou de répartition des bénéfices. La nationalisation peut sanctionner alors dans ce sens une propriété commune de la société sur ces moyens de production. Mais la stratégie autogestionnaire ne peut s'en remettre à l'État pour découdre les rapports d'oppression. Elle l'intègre dans sa marche, comme un élément dans l'affrontement social qui peut s'apprécier tactiquement comme un levier, lorsque les circonstances sont favorables. L'Argentine est de ce point de vue illustrant. Après connu plusieurs gouvernements réactionnaires, c'est une direction péroniste de centre gauche qui a accédé récemment au pouvoir. Dans ce cadre, les praticien·nes de l'autogestion et des entreprises récupérées par les travailleur·euses ont pu faire avancer ou consolider leur reconnaissance institutionnelle et bénéficier d'un soutien, même limité de l'État. Tout en préservant l'indépendance de cette économie des travailleurs.

La 8e rencontre internationale de l'économie des travailleuses et travailleurs s'est achevée le 13 novembre 2021 à Mexico. Pendant près de deux mois, ce sont entre 1 800 et 2 000 personnes qui ont participé

ou suivi les différentes sessions de ces rencontres via Zoom, Facebook et Youtube. Cet espace international est un moment de rencontres entre des acteur·trices de l'économie alternative : des travailleur·euses impliqué·es dans des syndicats, des coopératives, des entreprises récupérées et autogérées, des organisations de l'économie sociale et populaire mais également avec la participation d'universitaires, de militant·es sociaux, politiques venu·es notamment d'Argentine, du Brésil, d'Uruguay, du Mexique, du Chili, de France, de l'État espagnol des États-Unis et d'Afrique du Sud. Impulsé en 2007 en Argentine, ce rendez-vous régulier des praticien·nes et partisan·nes de l'autogestion, constitue un formidable espace d'échanges, d'expériences et de pratiques porteuses d'avenir.

L'AUTOGESTION EN ACTES

ALGÉRIE

À l'écoute de l'autogestion industrielle en Algérie

Daniel Guérin

Les lecteurs de la *Révolution prolétarienne* trouveront ci-dessous le texte du compte rendu que j'ai publié, à Alger, dans l'hebdomadaire *Révolution africaine* du 4 avril 1964. J'ai rétabli dans ce texte les quelques formulations un peu appuyées que la rédaction m'avait demandées, pour l'usage interne de l'Algérie, d'adoucir.

Néanmoins, il y a dans ce reportage un point de vue que je n'ai pas pu (toujours pour l'usage interne) qu'effleurer et qui eut mérité de plus larges développements : en l'espèce, la pression exercée, parfois cauteleusement, parfois ouvertement, sur les congressistes pour les amener à endosser certaines conceptions du parti ou du gouvernement en contradiction avec les principes libertaires de l'autogestion.

Le représentant du bureau politique du FLN, un jeune blanc-bec du nom de Temmar, avait amorcé la manœuvre en rédigeant un rapport introductif tendant à légitimer le congrès dans le sens souhaité par l'appareil du parti et les hautes sphères du ministère de l'économie. Ce rapport ayant, à l'avance, fait l'objet de critiques assez pertinentes dans *Révolution africaine,* Temmar avait répondu avec hauteur :

> Cet avant-projet est un texte construit par un certain nombre de frères choisis par le parti. Ils sont les mieux informés et les plus aptes à penser les problèmes de l'industrie. C'est au parti seul qu'incombe

la mission d'entraîner notre société vers le socialisme. D'ailleurs, il est le seul qui puisse saisir d'un coup d'œil synthétique la complexe réalité algérienne. En dehors de lui point de salut, point de socialisme possible.

Autant dire que le jeune rapporteur récusait à l'avance toute opinion sur l'autogestion socialiste émanant des travailleurs industriels eux-mêmes qui s'écarterait de la ligne préfabriquée par l'infaillible parti.

Pourtant, au congrès, comme on le verra dans le compte rendu ci-dessous, les choses prirent une tournure fort différente. Le plus souvent, la grosse voix des ouvriers se fit entendre, si puissante et si résolue que le porte-parole de l'appareil dut la laisser s'exprimer en toute liberté, et renoncer à l'infléchir. Il ne prit sa revanche qu'à propos du texte sur le partage du «reliquat» des bénéfices, où, malgré l'opposition bruyante des congressistes, il proclama acquis un vote qui ne l'était nullement. Mais le président Ben Bella faisait, cet instant même une entrée triomphale. Qui eût osé maugréer?

Le ministre de l'économie, Boumaza, plus prudent que Temmar, s'était abstenu de paraître dans la salle du congrès pendant toute la durée des débats. Estimant plus habile de laisser les délégués défouler pleinement, il ne les harangua qu'au moment où allaient s'éteindre les lampions. Son discours, caustique, parfois acerbe, remettait en cause certaines des options prises par le congrès. L'une d'elles, entre autres, demandait la création d'un organisme de crédit dans le secteur socialiste. Cette revendication déplaisait au ministre, visiblement soucieux de ne laisser prendre aucune initiative pouvant apparaître comme un élargissement du secteur socialiste. Mais il a pu manifester son désaccord par une phrase moins méprisante et moins cinglante que celle qu'il jeta a la face de ces mal nippés:

> Ce n'est pas en mettant vos loques en commun que vous allez faire un pardessus... Ce n'est pas en déposant vos quelques sous dans une banque que vous allez régler vos problèmes.

À l'observateur «étranger» en même temps qu'ami, ce premier congrès de l'autogestion industrielle a permis d'entendre, authentique, non dénaturée, sans truchement, la voix même du peuple travailleur. Pendant trois jours, les délégués ne se sont pas contentés de présenter le bilan de leur propre entreprise, des difficultés qu'ils y rencontrent. Admis, de façon fort libérale, par le bureau politique, à s'exprimer sans aucune restriction, à se défouler pleinement, ils ont fait porter leur robuste et impitoyable critique sur toutes les déficiences de l'Algérie nouvelle. Ils ont, enfin, ébauché d'eux-mêmes, les grandes lignes d'un socialisme algérien, avec une lucidité et une audace qui, semble-t-il, les placent bien l'avant de leurs dirigeants politiques et syndicaux.

Je vais essayer, en toute objectivité, de restituer pour le lecteur les coups de hache de ces durs bûcherons, qu'aucune précaution de langage ne retenait et dont la cognée ne frappait que pour mieux construire.

Le congrès n'était pas composé seulement, comme l'avait été celui de l'autogestion agricole, de présidents de comités de gestion, mais de travailleurs élus par leurs pairs. Aussi n'est-il pas étonnant que certains présidents de comités de gestion (une minorité, fort heureusement), aient fait l'objet de rudes critiques : « Il y a encore des séquelles de néocolonialisme sous leur crâne. Ils dilapident les biens du peuple. Ils ont le même dédain pour les ouvriers que les anciens exploiteurs. Ils se rémunèrent aussi grassement. Ils s'attribuent indûment des logements ou des privilèges. Ils roulent en 404 », etc.

Les délégués ont exigé que « la justice de la révolution socialiste marche parallèlement à l'autogestion ». Ils réclament pour ces quelques brebis galeuses des « châtiments exemplaires ».

Un délégué de la coopérative de menuiserie de Am Belda demande, à titre de remède, que désormais le président du comité de gestion soit élu par l'assemblée des travailleurs et non plus par le seul comité de gestion, afin de lui conférer une plus grande représentativité. Cette suggestion n'a pas été retenue par les commissions du congrès chargées de rédiger les résolutions finales du congrès.

Certains directeurs ou « chargés de gestion » sont également sévèrement critiqués. Ils se comporteraient « comme des bourgeois et non comme des ouvriers parmi des ouvriers ». Se targuant d'avoir été nommés par le gouvernement, ils exigeraient des travailleurs l'obéissance. Un délégué résume ainsi le langage qu'ils tiennent aux ouvriers : « Je ne suis pas des vôtres » et commente : « Est-ce l'esprit des décrets de mars ? »

Certains techniciens français ne sont pas épargnés.

> Ils sont venus faire fortune en Algérie, croyant que c'était le Rio Bravo ou la ruée vers l'or. Ils traitent les ouvriers algériens comme des « chiffonniers ». Tout le collectif autogéré travaille, en fait, pour ces gens-là. Ils sont hostiles au socialisme, décidés d'empêcher sa réussite. Ils voudraient maintenir l'économie libérale et le droit bourgeois.

Un délégué souhaite « la venue de techniciens de pays amis, dont la soif du lucre ne se manifesterait pas à chaque instant ».

Contre le « privé »

Le secteur industriel privé est l'objet de doléances du congrès. Il y a entre ce secteur et le secteur socialiste, estiment la plupart des congressistes, une antinomie irréductible. Pour le délégué de la coopérative

Frantz Fanon, d'Alger, «il ne faut pas se faire d'illusions quant à la possibilité d'entraîner le secteur capitaliste pour édifier une société socialiste».

En attendant que l'économie algérienne puisse se passer de lui, il faudrait le contraindre à maintenir la production qu'il ne cesse de saboter. Devraient être nationalisées sans indemnisation les entreprises privées qui se livrent à ce sabotage ou ne fonctionnent pas normalement. La nationalisation du commerce intérieur de gros, du commerce extérieur, des banques est également souhaitée par quelques délégués.

En attendant la disparition du secteur privé, des congressistes demandent le contrôle ouvrier de ses entreprises et incitent les travailleurs du secteur privé communiquer à leurs frères du secteur socialiste tous les secrets de leurs ateliers (fonctionnement technique, résultats comptables, etc.).

Enfin, le secteur privé débauchant par l'offre de salaires plus élevés les travailleurs du secteur socialiste, il est suggéré que les ouvriers qualifies soient liés à l'autogestion par contrat.

Critique de l'appareil d'État

L'administration publique reçoit des congressistes une volée de bois vert. «L'appareil d'État ne correspond pas à notre option socialiste. Il est à changer de fond en comble», disent ensemble la coopérative Frantz Fanon et les Constructions métalliques de Tlemcen, ces dernières évaluant à 80 % le pourcentage des fonctionnaires hostiles à l'autogestion. «Combien d'ouvriers et de paysans y a-t-il dans les organismes de direction de l'État?», demande-t-on.

L'usine Gabet, de Relizane, déclare: «Il faut balayer les réactionnaires qui freinent la révolution dans les plus hautes sphères de l'administration.» L'usine Blanc, d'Alger le Ruisseau, accuse «les messieurs de ces ministères, soit disant socialistes», de passer toutes leurs commandes au secteur privé, car les comités de gestion, eux, n'accordent pas de «pots-de-vin». «L'État algérien doit devenir l'État des travailleurs», affirment la coopérative du bâtiment de Tizi Rached et l'UNIMES.

> La situation actuelle ne peut durer, tout le monde est au courant des abus, mais personne ne réagit. Le moment est venu de passer à l'action et de prendre des décisions. Si nous restons les bras croisés l'autogestion ne vivra pas.

En ce qui concerne les Douanes, en particulier, cette administration a été une des «bêtes noires» du congrès, comme l'avait été la SAP, au congrès de l'autogestion agricole. Les délégués sont unanimes à réclamer l'abaissement des taxes douanières et l'accélération des délais de

dédouanement. Ils affirment que certaines entreprises privées bénéficieraient de détaxes auprès de la douane ou bien qu'en «graissant» certaines «pattes» elles recevraient, sans avoir à attendre leurs marchandises.

L'UGTA, bien qu'estimée par la plupart des congressistes, a pourtant reçu sa part de flèches. «Elle devrait aller vers les travailleurs et non attendre que les travailleurs viennent vers elle.» Pour la SPA, «certains frères du syndicat se croisent les mains dans les réunions locales au lieu d'aller sur le lieu du travail, expliquer aux travailleurs le socialisme». Dans certaines entreprises, les travailleurs qui appartenaient tous à l'UGTA, s'en seraient retirés l'un après l'autre, car les délégués syndicaux ne se seraient pas montrés suffisamment revendicatifs, affirme l'UNIMES.

Le congrès du parti et les travailleurs

Mêmes doléances en ce qui concerne certains organismes locaux du parti. Le délégué de la SPAA (encore lui) s'écrie:

> Certains frères des daïras et des kasmas s'abstiennent de se mêler au peuple dans la rue, les cafés, les mosquées. Nous leur demandons de se dégourdir un peu, car ils sont des travailleurs comme nous. Ils ne se font pas connaître dit peuple. Ils se comportent comme des capitalistes.

Le jeune et ardent délégué de la menuiserie de Birmandréis demande: «Où est le rôle d'explication, d'animation, de formation des cadres du parti? Peut-être dans les grandes villes... En tout cas, nous ne le voyons pas à l'intérieur». Il dénonce cette «insuffisance provisoire du parti» et n'y voit qu'un seul remède: «La participation au parti et à son prochain congrès des masses laborieuses.»

La coopérative Frantz Fallon est du même avis. Il faut «que le congrès du parti rassemble en son sein les meilleurs travailleurs afin de tirer les conclusions politiques nécessaires à l'industrie socialiste. La majorité des ouvriers sont des militants et ils sont capables de s'organiser eux-mêmes à la base. D'ailleurs, beaucoup d'ouvriers et de paysans sont d'anciens militants du FLN. Organisons-nous politiquement dès maintenant, sans attendre qu'on vienne nous organiser».

Quant à l'Assemblée nationale, «combien, demandait-on, groupe-t-elle d'ouvriers et de paysans?» Le même délégué insiste sur une représentation nécessaire du secteur industriel socialiste dans ce parlement, comme dans divers autres conseils.

Néanmoins, quelques délégués s'inquiètent des propositions du bureau politique, concernant la création dans les entreprises industrielles autogérées d'un quatrième rouage (la cellule du parti et la section syndicale),

en plus des trois rouages déjà institués par les décrets de mars (assemblée générale, conseil des travailleurs, comité de gestion). Ils craignent que cet alourdissement de structure ne paralyse les entreprises autogérées qui «du premier janvier à la Saint Sylvestre ne seraient occupées qu'à rédiger des procès-verbaux.»

J'en viens maintenant à l'attitude des congressistes vis-à-vis de certaines propositions concrètes qui leur étaient présentées.

Quelques décisions du congrès

Du rapport du bureau politique, maints délégués avaient retiré l'impression que l'accent était mis sur les conseils régionaux d'animation socialiste au détriment de conseils communaux. La bureaucratisation leur semble, en effet, plus à redouter à l'échelon régional qu'à l'échelon communal. Les travailleurs leur paraissent plus à même d'exercer leur contrôle sur le plan local. Il serait préférable, pensent-ils, de faire d'abord vivre effectivement les conseils communaux qui sont loin de fonctionner partout et d'accroître encore leur autorité.

Les conseils régionaux ne devraient être que l'expression des conseils commune. Précisons qu'au moment du vote des résolutions, un amendement est adopté aux termes duquel la création des conseils régionaux n'implique nullement une suppression des conseils communaux.

Le congrès est unanime à réclamer la constitution, sous l'égide du ministre de l'économie nationale, d'un organisme de tutelle du secteur industriel socialiste. Mais la proposition du bureau politique de créer un seul et même organisme de tutelle pour les deux secteurs (privé et socialiste) ne semble pas avoir la faveur d'un certain nombre de congressistes. Le jeune délégué des Constructions métalliques de Tlemcen, dont l'intervention a été l'une des plus dynamiques du congrès, appréhende que les fonctionnaires chargés de cette double tutelle ne réservent tout leur temps et toutes leurs faveurs au secteur privé et qu'ils ne «sabotent» le secteur socialiste. La coopérative Frantz Fanon observe qu'en RAU [République arabe unie créé en 1958 par l'union de l'Égypte et de la Syrie puis, pendant une courte période, du Yémen.] il existe bien un ministère spécial du barrage d'Assouan. Pourquoi pas un organisme de tutelle spécial pour le secteur socialiste?

Notons, en passant, que l'intervention au congrès du directeur de l'industrialisation, Mohamed Liassine, semble avoir déçu les congressistes à la fois par sa brièveté et par son insuffisance. C'est ainsi que la, «tutelle» du ministère de l'économie, comme ce fonctionnaire en convient lui-même, «n'a pu faute de collaborateurs, s'exercer jusqu'à présent que dans la seule région d'Alger»!

Finalement, les commissions ne se sont pas prononcées sur la nature controversée de l'organisme de tutelle. Et c'est le ministre de l'économie en personne qui, dans son discours de clôture, a forcé la main du congrès en optant pour un seul organisme de tutelle pour les deux secteurs.

D'ailleurs, si un organisme de tutelle est réclamé par la plupart, un délégué de Kabylie a souhaité que la tutelle ne s'exerce pas de façon trop «lourde» et «compliquée». À son avis, il serait plus Important de regrouper des entreprises similaires que de les «coiffer»

La bataille du «reliquat»

La principale bataille du congrès s'est livrée sur la question du partage du fameux «reliquat» des bénéfices. Malgré la visible pression du rapporteur du bureau politique et des présidents de séance, la grande majorité des délégués ont soutenu, avec ardeur, le principe de la distribution des bénéfices. Ils ont rapporté tout d'abord la très modique rémunération (horaire ou mensuelle) de la plupart des travailleurs du secteur socialiste. Ensuite, c'est l'argument d'un stimulant nécessaire qui a été le plus souvent invoqué.

Pour le délégué de la SOTRAPA, «la question du stimulant matériel existe, même si on veut l'ignorer. Il faut augmenter la production par ce moyen. Autrement, on risquerait de la ralentir». Et de lancer cet avertissement solennel: «On cherche par ce biais à liquider l'autogestion, vous tenez son avenir dans vos mains. Demain, peut-être, il sera trop tard!»

Les travailleurs se sentiraient lésés si aucune distribution n'était faite, si les promesses n'étaient pas tenues. Le délégué d'une usine de papier de Saïda s'écrie: «Depuis un an, nous avons dit aux ouvriers, vous l'aurez le partage des reliquats. Si nous les décevons, adieu les ouvriers! Ils iront travailler dans les entreprises privées.» Le délégué de l'usine de Mercier-Lacombe, près de Sidi-Bel-Abbès déclare: «Ce qui a été gagné par la sueur doit revenir à la sueur.»

De nombreux délégués soutiennent que la meilleure façon de venir en aide aux chômeurs, ce serait de consolider l'autogestion, de développer l'économie nationale et ainsi de leur procurer de nouveaux emplois.

Quelques congressistes suggèrent des solutions transactionnelles comme la distribution d'un «treizièmes mois» aux ouvriers ou d'une «prime» du genre de celle récemment accordée aux paysans sous autogestion. C'est un compromis de ce genre qui est finalement proposé, au vote du congrès. Il ne suscite visiblement que peu d'enthousiasme. Un certain nombre de délégués se lèvent et le bras tendu, demandent la parole avec conviction. Mais le président de séance réussit finalement

à enlever le vote au moment même où le président Ben Bella fait son entrée dans· le fond de la salle.

Vigilance démocratique

Pendant toute la durée des travaux, les congressistes ont fait preuve d'une remarquable vigilance démocratique. Des délégués ont critiqué assez vivement le mode de désignation du bureau et des commissions. Toutes les tentatives du bureau de limiter les interventions, ou de les tirer au sort, ou de ne plus donner la parole à de nouveaux orateurs de telle région particulière se sont heurtées au refus catégorique du congrès. «Nous n'aurons pas d'ici un certain temps la possibilité d'exprimer tout ce que nous avons à dire sur cette première année d'expérience de l'autogestion», a déclaré un congressiste obstiné. Des délégués (dont un membre d'une commission) ont exprimé le soupçon que les rapports lus par les délégués à la tribune n'auraient pas tous été transmis aux commissions: «Les travaux des commissions ne sont pas conformes aux débats. Tout ce qui a été dit ici a été jeté au panier.» Le représentant du bureau politique, le frère Temmar, a protesté contre ce manque de confiance et juré que les commissions étaient tenues au courant de toutes les interventions des délégués. Néanmoins, il semble que certains vœux exprimés par la Douane, la refonte des assurances sociales, la création d'une caisse de retraites, l'alignement des avantages sociaux des travailleurs du secteur socialiste sur ceux des fonctionnaires de l'État, la création d'un journal du secteur socialiste industriel permettant «aux travailleurs de mieux se connaître les uns les autres, de confronter leurs points de vue, leurs solutions, leurs remèdes», le lien contractuel des travailleurs qualifiés avec l'autogestion, etc., ne se retrouvent pas, ou ne se retrouvent qu'implicitement, dans les résolutions adoptées.

Vers une conscience, socialiste

Mais de toutes les interventions faites au congrès, ce qui domine, c'est, je crois, l'apparition chez nombre de travailleurs d'une conscience ouvrière socialiste, en même temps que la recherche d'une idéologie socialiste.

Un délégué des manufactures de tabac d'Oran déclare, avec regret: «On parle d'animation socialiste mais nous sommes encore inanimés idéologiquement.» Le délégué de la menuiserie de Birmandréis réclame la création d'écoles socialistes.

Pour tous les délégués l'autogestion est une expérience à la fois précieuse et irréversible. Un délégué de Mascara, s'écrie: «L'autogestion

est l'événement le plus important de notre vie.» Un autre d'Annaba (Bône), déclare aux congressistes:

> Soyez conscient de ce qu'on vous a mis entre les mains. Qu'est-ce que l'autogestion? C'est nous qui conduisons nous-mêmes. C'est nous qui sommes les maîtres. La révolution est issue du peuple et pour le peuple.

Un délégué du Sahara confirme: «L'ouvrier algérien, après avoir été si longtemps humilié, est maître de lui-même.» Enfin, un délégué d'une entreprise d'alimentation de Relizane, au moment de quitter le podium et après avoir crié: «Vive l'UGTA», se ravise, revient au micro et lance: «Vive Nous!»

Pour un délégué, «pas un seul paragraphe des décrets de mars ne doit être changé» et un autre s'indigne: «Il y a des gens qui voudraient modifier les décrets de mars, qui voudraient des décrets de mars sur mesure!» Un troisième, observant que tel mot, (celui de location d'un bien autogéré) ne figure pas dans les décrets de mars s'exclame «Qu'on ne touche pas au secteur socialiste». Tous les congressistes sont conscients que l'autogestion industrielle est semée d'embûches et que les ennemis du socialisme n'ont pas désarmé.

Mais, pour parer ce danger, un travailleur d'une carrière, aux mains calleuses, proclame que les autogestionnaires sont «prêts à se battre à nouveau, comme en 1954».

Et le mot de la fin est trouvé par le jeune gars des Constructions métalliques de Tlemcen: «Une autre révolution est à entamer qui concerne l'économie et la politique. La révolution socialiste commence seulement aujourd'hui.»

PS. Daniel Guérin vient d'apprendre que son compte rendu dans *Révolution africaine,* bien qu'édulcoré, a vivement mécontenté le ministre de l'économie Boumaza, lequel s'en est plaint amèrement à Mohammed Harbi, directeur de l'hebdomadaire. Le ministre a fait les mêmes reproches au journaliste qui suivit le congrès de l'autogestion industrielle pour le compte du très spécial quotidien *Le Peuple,* et, sur ordre de la direction du journal, le «coupable» dut se racheter en écrivant tout exprès un article à la gloire de Bachir Boumaza, la bataille entre socialisme par en bas et gouvemementalisme «socialiste» est engagée en Algérie.

Voici quelques chiffres tirés des thèses préparées par le FLN pour son dernier congrès:

- plus d'un million d'Algériens sont morts durant la guerre. Il y a actuellement en Algérie 300 000 orphelins dont 3 000 de père et de mère.

- 8 0000 villages ont été rasés par l'armée française. Leur population «regroupée» dans de simili camps de concentration, comprenait 3 millions de personnes;
- Les prisons et les camps de concentration proprement dits comprirent 400 000 détenus;
- Le cheptel ovin est passé durant la guerre, de 7 millions de têtes à moins de 3 millions; quant au cheptel bovin, il a pratiquement disparu.

L'Algérie est un pays essentiellement agricole: les paysans constituent de 65 à 70 % de la population. Par contre, il n'y a que 200 0000 emplois industriels pour une population totale de 11 millions d'habitants, soit moins de deux emplois par 100 habitants, alors que pour les pays européens, cette moyenne est d'un emploi pour huit et neuf habitants.

La France absorbait 80 % des exportations algériennes, cependant que 80 % des importations algériennes venaient de France

Les exportations de l'Algérie sont constituées par le pétrole pour 45 % (en valeur), par le vin pour 28 %, par les agrumes pour 14 %, et par le minerai de fer pour 3,3 %.

La propriété rurale algérienne comprend 8 500 exploitations de plus de 100 hectares et 15 000 d'une surface allant de 50 à 100 hectares, soit, au total, près de 4 millions et demi d'hectares; tandis que les petites exploitations, au nombre de 600 000, recouvrent 7 millions d'hectares

De 100 000 à 150 000 travailleurs sont occupés dans les entreprises agricoles autogérées; ils produisent à eux seuls 60 % des denrées agricoles de toute l'Algérie Dans les entreprises industrielles autogérées, il y a 17 000 travailleurs, répartis en 450 entreprises.

Source

Révolution prolétarienne, revue syndicaliste révolutionnaire, n° 494, mai 1964.

Dans le tome 1 de l'Encyclopédie

Décrets instituant des comités de gestion dans les entreprises agricoles vacantes.
Décrets sur l'autogestion des entreprises industrielles et minières.
Décrets sur les règles de répartition du revenu des exploitations et entreprises d'autogestion.
Circulaire relative au mode d'élection des conseils des travailleurs et des comités de gestion.

ALLEMAGNE

En Allemagne, une majorité des Berlinois·es pour la socialisation des grands groupes immobiliers

Victor Muller

Dimanche 26 septembre à Berlin, capitale allemande, une large majorité (56 %) a voté, lors d'un référendum d'initiative populaire, en faveur de la socialisation des grands groupes immobiliers.

Ce référendum faisait suite à une campagne démocratique et auto-organisée qui dure déjà depuis plusieurs années («Deutsche Wohnen und Co enteignen»). Il concerne les groupes immobiliers propriétaires de plus de 3 000 logements chacun, c'est-à-dire un total estimé à environ 240 000 logements. Les grands médias français et étrangers ont beau ne pas faire leur «une» sur cet événement (contrairement aux résultats des élections législatives qui avaient lieu le même jour) : il revêt à nos yeux une signification fondamentale car il montre que des idées et revendications qui sont au cœur du programme historique du communisme, comme l'expropriation des grands groupes capitalistes et leur gestion par les travailleur·euses et les classes populaires, peuvent devenir majoritaires dans le monde d'aujourd'hui, y compris dans des pays qui sont des piliers de l'ordre impérialiste mondial.

Un contexte objectivement favorable à cette revendication

Cet événement majeur avait lieu dans un contexte de hausses vertigineuses des loyers et de multiplication des expulsions de locataires. En effet, la législation locale permet aux propriétaires non seulement d'augmenter les loyers au motif de «rénovations» souvent superficielles, mais d'expulser les locataires qui seraient dans l'impossibilité de supporter ces augmentations. Berlin était pourtant gouverné ces dernières années par une coalition «rouge-rouge-verte» (SPD, écologistes et Die Linke), mais leurs timides tentatives d'encadrer la spéculation immobilière n'ont pas suffi à enrayer la hausse du coût du logement.

Le référendum berlinois avait également lieu en même temps que des élections législatives qui ont révélé un net affaiblissement du régime en Allemagne. Ces élections ont en effet été marquées par un taux d'abstention record et une grande dispersion des voix. Le futur chancelier allemand, qui sera probablement Olaf Scholze (SPD), devra ainsi gouverner en s'appuyant sur une majorité fragile issue d'une coalition à deux ou trois partis.

L'affaiblissement général du régime, notamment par la crise sanitaire, économique et sociale sans précédent qui continue de frapper durement les classes laborieuses en Allemagne, s'est surimposé à la particularité du marché immobilier berlinois, qui a connu une hausse des prix sans commune mesure depuis la réunification RFA-RDA, sur fond de spéculations immobilières sauvages. La conjonction de ces facteurs a permis qu'une revendication fondamentalement communiste comme celle de la socialisation des grands groupes capitalistes, encore très minoritaire il y a quelques années, devienne largement majoritaire parce qu'elle répond aux besoins immédiats des classes laborieuses berlinoises.

Une revendication qu'il faudra imposer par la force

Toutefois, le référendum berlinois prend la forme d'une simple invitation, adressée au Sénat berlinois (l'équivalent du conseil municipal), à légiférer dans le sens du référendum. Autrement dit, le Sénat berlinois n'est pas légalement obligé de suivre l'avis de la majorité des votant·es ! Lors d'un récent référendum (septembre 2017), une majorité avait voté pour le maintien de l'aéroport de Berlin-Tegel, mais la majorité « rouge-rouge-verte » du Sénat avait ignoré le résultat du vote, faisant le bonheur des grands groupes immobiliers, du bâtiment et de l'aviation qui avaient des projets très profitables pour reconvertir l'ancien aéroport en un quartier résidentiel de luxe, et construire un nouvel aéroport gigantesque en dehors de la ville.

Il est donc évident que la victoire du référendum berlinois ne constitue qu'une victoire d'étape. Il faudra dans tous les cas une mobilisation intense pour contraindre la majorité sénatoriale à effectivement exproprier les grands groupes immobiliers. Ces grands groupes ne se laisseront d'ailleurs pas faire, comme ils l'ont déjà montré en orchestrant une campagne de presse calomnieuse dans les grands médias allemands. De la part de ces capitalistes qui n'hésitent pas à expulser leurs locataires pour maximiser leurs profits, on peut anticiper des mesures de plus en plus violentes à mesure que la perspective d'une expropriation se concrétisera. Il faudra donc le cas échéant que le mouvement s'organise

de manière à résister aux tentatives d'intimidation et de répression, et qu'il puisse compter pour cela sur la solidarité internationale.

Socialisation oui, mais sans contrepartie !

L'enjeu de la lutte ne sera pas seulement de forcer le Sénat à respecter la décision majoritaire des Berlinois·es, mais de décider deux points que la formulation du référendum a laissés ouverts. Premièrement, le référendum prévoit, en contrepartie de l'expropriation, un «dédommagement nettement en dessous de la valeur marchande». Mais les prix du marché sont exorbitants, c'est même la raison d'être du référendum ! Même un dédommagement «nettement en dessous» des prix du marché pourrait ruiner la municipalité. Il est clair que le Sénat devrait alors imposer de lourds sacrifices aux habitant·es, en faisant des économies draconiennes sur les services publics, et peut-être aussi faire peser des impôts locaux exorbitants sur les locataires et les petits propriétaires.

Il est donc dans l'intérêt des classes laborieuses de Berlin d'imposer une expropriation sans contrepartie des grands groupes capitalistes. Cette idée d'une expropriation sans contrepartie ne plaira certainement pas à la majorité sénatoriale, et encore moins aux riches spéculateurs immobiliers… mais chaque euro de «dédommagement» qui serait versé aux requins de l'immobilier devrait être payé comptant par le reste de la population.

Deuxièmement, une fois ces logements socialisés, la question cruciale sera de savoir comment ils sont gérés, et donc par qui. On connaît bien en France l'opacité des offices publics de l'habitat, administrés essentiellement par des élus locaux et des représentants de l'État, dont les intérêts et les préoccupations sont le souvent éloignées de celles de la population, voire diamétralement opposées. Le référendum prévoit une gestion «avec la participation démocratique et majoritaire du personnel, des locataires et de la "communauté urbaine" *(Stadtgemeinschaft)*». Que les salarié·es s'occupant des logements sociaux «participent», que les locataires «participent», c'est bien la moindre des choses ! Mais la «participation démocratique» est une notion bien floue, qui ne garantit pas par qui les décisions seront effectivement prises. Et personne ne sait au juste ce qu'est la «communauté urbaine» – si ce n'est une petite porte par laquelle réintroduire les élus locaux.

Cette question est importante, parce que la gestion des logements socialisés comprend les décisions sur le prix des loyers, sur l'attribution des logements et sur leur rénovation. Il est donc juste que leur gestion revienne aux personnes qui ont un besoin vital de pouvoir se loger dignement à des prix abordables, c'est-à-dire aux habitant·zs.

Concrètement, la gestion pourrait par exemple être attribuée à un conseil d'administration des logements socialisés (et du parc actuel de logements publics), élu par tou·tes les habitant·es de la ville qui ne dépassent pas un certain niveau de revenu et de patrimoine. Ce serait le plus juste, mais on se doute bien que ce serait impossible à accepter par les institutions en place, que ce soit au niveau municipal ou au niveau fédéral.

La perspective du pouvoir pour les classes laborieuses

En imposant au Sénat berlinois de légiférer, en excluant toute contrepartie pour les expropriations et en proposant la gestion par les classes laborieuses, le mouvement pour la socialisation des grands groupes immobiliers dépasserait la seule question du logement, car il contesterait frontalement la légitimité des institutions municipales et fédérales. Il constituerait ainsi un pouvoir opposé à celui des riches, qui pourrait se donner pour programme de satisfaire les besoins et de réaliser les aspirations des classes laborieuses dans la capitale allemande. Ce faisant, il constituerait un embryon de gouvernement par les classes laborieuses.

La lutte des Berlinois·es pour la socialisation des grands groupes immobiliers ne fait que commencer, mais elle est déjà riche en enseignements pour nous. Non seulement elle peut donner de bonnes idées aux habitant·es des villes françaises où la vie est trop chère, mais surtout, elle mérite d'être mieux connue pour la question fondamentale qu'elle pose : quelle classe sociale est la plus capable d'exercer le pouvoir de manière à satisfaire les besoins de la population ? Manifestement, ce n'est pas celle à laquelle appartiennent les grands groupes immobiliers…

octobre 2021

Source

L'Anticapitaliste, octobre 2021

ARGENTINE

Les défis récents des entreprises récupérées (2015-2021)

Richard Neuville

Au cours des quatre années de gouvernance néolibérale de Mauricio Macri (2015-2019), les entreprises récupérées par les travailleur·euses (ERT) firent preuve d'une résistance énorme pour continuer à produire. Elles espéraient bénéficier d'un répit et d'un soutien de la part du nouveau président de la nation argentine, Alberto Fernández, péroniste de centre gauche, qui prit ses fonctions le 10 décembre 2019. C'était sans compter avec la pandémie, qui allait sévir et affecter le secteur économique, dont les ERT. Pourtant, pour la première fois, plusieurs militants historiques du processus de récupération d'entreprises par les travailleur·euses et universitaires spécialistes de ce mouvement étaient appelés à occuper des responsabilités dans des ministères et organismes liés à l'économie sociale à partir de 2020. Nous allons analyser ici brièvement ces évolutions.

La résistance aux politiques néolibérales

Les politiques conduites sous la présidence de Mauricio Macri auront affecté le mouvement des ERT argentines[1]. La mise en œuvre de mesures macroéconomiques néolibérales qui se traduisirent par l'ouverture des importations, la perte de pouvoir d'achat, la baisse de

1. Richard Neuville, «Les entreprises récupérées menacées par la politique de Macri», Association pour l'autogestion, 7 juillet 2016 : https://autogestion.asso.fr/les-entreprises-recuperees-menacees-par-la-politique-de-macri/ ; Richard Neuville, «Un processus continu de récupération d'entreprises en Argentine», Association pour l'autogestion, 5 janvier 2017 : https://autogestion.asso.fr/un-processus-continu-de-recuperation-dentreprises-en-argentine/ ; «Las empresas recuperadas por los trabajadores en los comienzos del gobierno de Mauricio Macri.», Estado de situación a mayo de 2016. Programa Facultad Abierta/ Centro de Documentación de Empresas Recuperadas, Secretaría de Extensión Universitaria y Bienestar Estudiantil, Facultad de Filosofía y letras, Universidad de Buenos Aires, Mayo de 2016, 35p. Consultable sur le site *Recuperadas,* www.recuperadasdoc.com.ar/informe-mayo-2016.pdf.

consommation et de la production, des augmentations exorbitantes des services de l'énergie électrique, du gaz et de l'eau, le tout combiné avec le démantèlement des programmes gouvernementaux d'assistance, comme celui du Travail autogéré (PTA) furent un coup terrible porté à ce secteur. Beaucoup d'ERT se retrouvèrent paralysées ou presque du fait d'augmentations exorbitantes ciblées du prix de l'énergie. Certaines ont accumulé des dettes énormes comme l'hôtel Bauen, les trois usines de céramique de Neuquén (dont FaSinPat ex-Zanón). Et, la dévaluation survenue après l'accord avec le FMI en juin 2018 ne fit qu'amplifier le phénomène.

Malgré un contexte politique, économique et social extrêmement difficile, le nombre d'ERT a continué à croître au cours de ces années. Le relevé d'octobre 2018 dénombrait 384 ERT contre 367 en décembre 2015, soit un solde positif de dix-sept[1]. Mais, si le nombre de cas d'entreprises avait augmenté, celui de travailleur·euses avait diminué en passant de 16 000 à 15 525. Une vingtaine d'ERT avait fermé leurs portes pour difficultés économiques ou judiciaires au cours de la période. Les plus affectées au niveau économiques étaient principalement des entreprises industrielles parmi lesquelles trois du secteur de la métallurgie, trois imprimeries, deux usines de céramique, deux fabriques textiles mais aussi le seul chantier naval récupéré, qui fut revendu. Mais parmi les nouvelles ERT (37), il y avait également des entreprises industrielles, principalement dans l'intérieur du pays, avec parfois l'appui de gouvernements provinciaux. Parmi les fermetures, il y avait également des situations d'épuisement de certains collectifs pour lesquels il n'y avait pas eu de renouvellement générationnel permettant de franchir cette étape de difficultés extrêmes.

Pour les auteurs du rapport de 2018, la «résistance continue d'être une qualité intrinsèque des travailleur·euses du processus de récupération d'entreprises en Argentine». Mais elle s'exprime également par «la contestation et la mobilisation, [...] avec leur participation aux manifestations syndicales afin de rendre visibles leurs problèmes à l'extérieur de leur secteur d'influence». À ce titre, le secteur des ERT «continue de bénéficier d'une grande légitimité sociale malgré les attaques des médias hégémoniques inédites à leur encontre». En conclusion, dans un contexte complexe et très difficile de destruction d'activités productives, le secteur «montre une capacité de résistance énorme en

1. Andrés Ruggeri (dir.), «Las empresas recuperadas por los trabajadores en el gobierno de Mauricio Macri. Estado de situación a octobre 2018.», Programa Facultad Abierta/Centro de Documentación de Empresas Recuperadas. Octubre 2018, consultable sur le site *Recuperadas,* www.recuperadasdoc.com.ar/VI-Informe-Situacion-ERT-2018.pdf.

continuant à produire, en faisant émerger de nouvelles coopératives. De nouveau, la classe ouvrière montre le chemin pour récupérer ses droits et sa dignité[1] ».

Économie des travailleur·euses en temps de pandémie

Comme un symbole, en octobre 2020, l'hôtel Bauen baissait les rideaux après dix-sept années sous gestion ouvrière. Les travailleuses et les travailleurs du Bauen, qui résistèrent de manière héroïque contre les différentes tentatives d'expulsion judiciaires et policières, étaient contraint·es d'interrompre leur combat et cette expérience autogestionnaire emblématique faute de moyens pour maintenir l'immeuble en état. Après être parvenu à surmonter la période de pouvoir macriste, c'est donc la pandémie qui leur aura donné le coup de grâce. De 2003 à 2020, l'hôtel Bauen fut le lieu de rassemblement de tout le mouvement des ERT, de la gauche sociale et mouvementiste de Buenos Aires, de l'Argentine mais aussi de l'Amérique latine. Evo Morales, Hugo Chávez et autres dirigeants sociaux et politiques y passèrent également. En 2017, il accueillit l'inauguration de la 6e rencontre internationale de l'économie des travailleur·euses. Mais si les travailleur·euses ont abandonné l'hôtel, ils/elles ont décidé de maintenir la coopérative, l'espace coopératif Bauen, pour reconvertir l'activité sous une autre forme dans un autre immeuble et continuer ainsi d'écrire une page illustre de l'histoire du mouvement ouvrier autogestionnaire argentin. Ils ont été accueillis provisoirement dans des locaux de la Centrale des travailleurs argentins (CTA).

En décembre 2020, la publication d'un rapport rédigé par l'Institut national des associations et de l'économie sociale (INAES) et le programme « Facultad Abierta » portant sur l'impact sanitaire et productif de la pandémie sur les coopératives de travail et les entreprises récupérées montrait que globalement ces structures autogestionnaires avaient eu du mal à capter les mesures d'assistance de l'État[2]. Dans un contexte, qui a fortement impacté l'économie argentine, déjà très affectée par la gestion néolibérale des années Macri, avec la chute du PIB, l'augmentation de la pauvreté et du chômage, etc. des aides publiques ont été développées pour soutenir les unités productives et fournir une assistance aux secteurs les plus vulnérables de la population. Pour les

1. *Ibid*.
2. INEAS y Facultad abierta, *Cooperativas de trabajo y empresas recuperadas durante la pandemia : impacto sanitario y productivo y alcances de las medidas de asistencia del Estado,* Informe de encuesta nacional, Buenos Aires, Diciembre de 2020. Consultable sur le site *Recuperadas,* www.recuperadasdoc.com.ar/INFORMERECUPERADASASPO.html.

auteurs, ces politiques de soutien mis en œuvre par le pouvoir péroniste sont parvenues à contenir les pires effets de la crise, qui sans les aides publiques auraient pu être pires que celle de décembre 2001. Mais l'impact économique et social de la pandémie pour le secteur autogéré de l'économie est plus difficilement mesurable. De par leur statut juridique (en partie non résolu, s'agissant des ERT), ces structures, tout comme les secteurs informels et de l'économie populaire, n'étaient pas toujours éligibles aux subsides du programme d'Assistance au travail et à la production (ATP) qui a concerné des dizaines de milliers d'entreprises et plus de deux millions de travailleur·euses. L'intérêt de ce rapport a également été de montrer l'utilité d'orienter les politiques publiques vers la reprise de l'activité et de soutenir le secteur coopératif.

Récemment, lors d'une interview[1], Andrés Ruggeri, anthropologue, directeur du programme «Facultad Abierta» et principal animateur du réseau de l'économie de travailleur·euses, confirmait que «les ERT ont été particulièrement affectées par la pandémie et que le bilan est très inégal. Les ERT qui étaient en meilleure condition économique avant la pandémie sont celles qui semblent avoir le mieux résisté et les autres ont souffert beaucoup plus et il y a eu des fermetures importantes comme celle du Bauen». Il indiquait également «que des entreprises ont été récupérées pendant la pandémie ces deux dernières années». En outre, il insistait sur la nécessité «que l'État apporte des aides plus importantes. Je ne sais pas s'il va y avoir plus de fermetures mais la situation va continuer à être difficile pour les ERT».

Reconnaissance et/ou institutionnalisation du mouvement ?

Pour la première fois depuis le début du processus de récupération d'entreprises par les travailleur·euses, plusieurs acteurs historiques du mouvement, et non des moindres, ont intégré des ministères ou des organismes publics. Ils assurent leurs responsabilités de directeur de service, de coordinateur ou de conseiller, au sein d'un gouvernement péroniste de centre gauche. C'est, assurément, une première reconnaissance politique à un niveau institutionnel du mouvement des ERT, initié il y a plus d'une vingtaine d'années.

Nous présenterons ici succinctement quatre d'entre eux.

Eduardo Murúa, ex-Montonero et syndicaliste, opposant à la bureaucratie dans la métallurgie. Il fut un précurseur pour la récupération d'entreprises par les travailleur·euses en étant à l'origine de la récupération

1. Interview d'Andrés Ruggeri par Mario Hernández, Émission «¿Sin Salida?», Radio FM La Boca (90.1), Buenos Aires, 21 septembre 2021, www.fmlaboca.com.ar/.

de l'usine métallurgique IMPA à Buenos Aires dès 1998. Il impulsa alors d'autres modalités de lutte et reprit le slogan du Mouvement des sans-terres brésilien : « Occuper, résister, produire ! », qui allait résonner dans toute l'Argentine lors de la crise de 2001[1]. Il créa ensuite la première organisation du secteur le Mouvement national d'entreprises récupérées (MNER) en 2001. Il a été nommé Directeur de politiques d'inclusion économique au sein du ministère du développement social, qui dispose de lignes budgétaires pour soutenir les ERT.

José Abelli, de Rosario (province de Santa Fe), il fut le premier président du MNER et créa ensuite la Federación Autogestión, Cooperativismo, Trabajo (ACTRA). Il a conseillé les travailleur·euses pour la récupération de dizaines d'entreprises dans l'ensemble du pays. Il a été nommé conseiller auprès du ministre du développement productif.

Francisco « Manteca » Martínez, leader de la lutte emblématique pour la récupération et l'expropriation de l'usine Textiles Pigüé (ex-Gatic) en 2004-2005[2]. Il fut président de la coopérative du même nom, qui regroupe 150 travailleur·euses dont 130 associé·es, située à Pigüé (ville de 20 000 habitant·es créée par des colons français originaires de l'Aveyron). Il est actif au sein du réseau international de l'économie des travailleur·euses. Il a été nommé responsable du secteur des entreprises récupérées au sein de l'INAES en juin 2020.

Andrés Ruggeri, fondateur du programme Facultad Abierta au sein de l'université de Buenos Aires, il a dirigé les différentes enquêtes sur les ERT depuis 2002 et a créé le réseau international de l'économie des travailleur·euses, qu'il continue d'animer. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur le sujet[3]. Il a été nommé coordinateur du conseil consultatif de l'INAES.

Il semble prématuré de tirer un bilan de ces nominations de militants et universitaires pour occuper des fonctions de responsabilité dans des ministères ou organismes publics au niveau national. Tout d'abord, au regard de la période qui a été largement perturbée par la pandémie. Ensuite, parce que ces nominations sont récentes et qu'il faut du temps pour obtenir des résultats, particulièrement en politique. Nous nous limiterons ici à lister quelques réactions des intéressés. En préalable,

1. Baptiste Bloch, « Eduardo Murua : le Montonero qui récupérait des entreprises », Blog ¡Ocupar, resistir, producir !, *Médiapart,* 11 février 2011 : https://blogs.mediapart.fr/baptiste-bloch/blog/110211/eduardo-murua-le-montonero-qui-recuperait-des-entreprises.

2. « INAES designa a Francisco Martínez en área cooperativas de empresas e perspectives », Association pour l'autogestion, 4 novembre 2014, https://autogestion.asso.fr/leconomie-des-travailleur-se-s-une-rencontre-sud-americaine-porteuse-de-perspectives/.

3. Livre traduit en français, Andrés Ruggeri, *Occuper, résister, produire*, avril 2015, www.syllepse.net/occuper-resister-produire-_r_74_i_631.html.

il est utile d'indiquer la création d'un registre national des ERT par l'INAES et la définition adoptée pour caractériser les ERT :

> On entend par entreprise récupérée toute entreprise sous gestion de ses travailleurs et travailleuses, constituée en coopérative de travail et provenant d'une entreprise antérieure qui pour faillite, démantèlement, abandon de l'entrepreneur ou autres causes ont entraîné sa fermeture et sa reprise par ses anciens travailleurs[1].

Pour José Abelli, le transfert de l'INAES du ministère du développement social à celui du développement productif « fut un premier grand changement » et « une plaine reconnaissance » du secteur. En effet, il estime que le « développement social est lié aux politiques d'assistance et par une décision du président (Alberto Fernández) nous obtenons que se réalise une demande historique du secteur qui est de considérer les coopératives de production comme une partie de l'économie, de la génération de richesse, des chaînes de valeur[2] ».

Eduardo Murúa valorise son action :

> Le bilan de la dernière année (2020) a été très positif malgré la pandémie. Au sein du ministère du développement social, la plupart des ressources devaient aller aux secteurs les plus pauvres et non à nous, qui au moins avions des emplois. Pour notre secteur, il y avait un budget réduit, mais en tout cas nous avons réussi à faire en sorte que toutes les entreprises récupérées reçoivent une compensation salariale et pour beaucoup d'accéder à des subventions pour acheter des machines ou des matières premières, et nous avons 65 projets qui vont sortir[3].

Il valorise la récupération de Farmacoop, qualifié de « premier laboratoire récupéré au monde », même si elle est antérieure à sa prise de fonction puisqu'elle date de 2019. Néanmoins, ce laboratoire a joué « un rôle actif avec la pandémie car il a commencé à fabriquer du gel hydroalcoolique et, en alliance avec Conicet, l'Université de La Plata et l'INTI (Institut national de technologie industrielle), ils ont développé le premier test rapide qui a été produit en Argentine pour détecter les anticorps Covid-19[4] ».

1. Registro Nacional de Empresas Recuperadas (INAES), www.argentina.gob.ar/inaes/registro-nacional-de-empresas-recuperadas.
2. « Empresas recuperadas : un sector que se construyó en la crisis », *La Capital,* 25 juillet 2021, www.lacapital.com.ar/economia/empresas-recuperadas-un-sector-que-se-construyo-la-crisis-n2676187.html.
3. « Quién es Eduardo Murúa, el funcionario de Alberto Fernández que fue enemigo de Lorenzo Miguel, asesoró a Hugo Chávez y se reúne con el Papa », *Infobae,* 13 février 2021, www.infobae.com/politica/2021/02/13/quien-es-eduardo-murua-el-funcionario-de-alberto-fernandez-que-fue-enemigo-de-lorenzo-miguel-asesoro-a-hugo-chavez-y-se-reune-con-el-papa/.
4. Voir à ce sujet Laura Valles, « El hallazgo fue el trabajo conjunto de una empresa

Quant à Andrés Ruggeri, il pointe certaines limites observées à ce stade : « Nous sommes plusieurs camarades qui ne pensent pas toujours la même chose, qui avons différentes responsabilités mais nous ne sommes pas parvenus à obtenir une politique consistante. Il y a un type d'actions au sein du ministère de développement social, d'autres au développement productif. Il y a différentes conceptions et il en coûte de se mettre d'accord et surtout de passer au concret, il y a bien deux ou trois choses que nous sommes en train de travailler mais qui n'en finissent pas de se concrétiser » et de préciser :

> L'une concerne les changements législatifs et réglementaires, l'autre des stratégies de financement cohérentes et, dans le cas des entreprises récupérées, une politique plus claire en matière d'accompagnement et de sortie de situation précaire[1].

Depuis plus de vingt-cinq années, le processus de récupération d'entreprises par les travailleur·euses argentin·es a été continu, avec des accélérations pendant et après les crises de 2001 et 2008. Il est passé de 29 ERT en 2000 (réel début du processus en 1994) à 128 en avril 2003[2], à 161 en 2005 (6 900 travailleur·euses)[3], à 205 en mars 2010 (9 362 travailleur·euses)[4], à 311 fin 2013 (13 462 travailleur·euses)[5], 367 en décembre 2015 (15 948 travailleur·euses)[6], 384 en octobre 2018 (15 525

recuperada y el sistema universitario nacional – La alianza clave que hizo posible el primer test argentino para detectar anticuerpos de covid », *Pagina 12,* 20 janvier 2021, www.pagina12.com.ar/318294-la-alianza-clave-que-hizo-posible-el-primer-test-argentino-pdf.

1. Interview d'Andrés Ruggeri par Mario Hernández, « Émission ¿Sin Salida ? », Radio FM La Boca (90.1), Buenos Aires, 21 septembre 2021, www.fmlaboca.com.ar/.

2. Andrés Ruggeri (dir.), « Informe del relevamiento entre empresas recuperadas por los trabajadores, Las empresas recuperadas en la Argentina », Programa Facultad Abierta/Centro de Documentación de Empresas Recuperadas, avril 2003, www.recuperadasdoc.com.ar/Informes%20relevamientos/Informe%20Primer%20relevamiento%202003.pdf.

3. Andrés Ruggeri (dir.), « Informe del Segundo Relevamiento del Programa Facultad Abierta, Las empresas recuperadas en la Argentina », Programa Facultad Abierta/Centro de Documentación de Empresas Recuperadas, juillet 2005, www.recuperadasdoc.com.ar/Informes%20relevamientos/Empresas%20Recuperadas%202005.pdf.

4. Andrés Ruggeri (dir.), « Informe del Tercer Relevamiento de Empresas Recuperadas por sus trabajadores. Las empresas recuperadas en la Argentina, », Programa Facultad Abierta/Centro de Documentación de Empresas Recuperadas, Buenos Aires, octobre 2010, www.recuperadasdoc.com.ar/Informes%20relevamientos/informe_Tercer_Relevamiento_2010.pdf.

5. Andrés Ruggeri (dir.), « Informe del IV relevamiento de Empresas Recuperadas en la Argentina. Las empresas recuperadas en el período 2010-2013 », Programa Facultad Abierta/Centro de Documentación de Empresas Recuperadas, 2014, www.recuperadasdoc.com.ar/Informe_IV_relevamiento_2014.pdf.

6. Andrés Ruggeri (dir.), « Informe Las empresas recuperadas por los trabajadores en los comienzos del gobierno de Mauricio Macri. Estado de situación a mayo de 2016 », Programa Facultad Abierta/Centro de Documentación de Empresas Recuperadas, 2016, www.recuperadasdoc.com.ar/informe-mayo-2016.pdf.

travailleur·euses)[1]. Dans l'attente du prochain relevé, il y aurait 417 ERT aujourd'hui.

Ce mouvement autogestionnaire est parvenu à traverser des étapes économiques et politiques délicates mais il n'a cessé de s'amplifier et de s'ancrer en profondeur dans la culture ouvrière du pays au cours de toutes ces années. Nous l'avons vu avec la résistance à la politique néolibérale du gouvernement de Macri et avec la pandémie pendant laquelle 84 % des ERT ont continué à produire. Avec le temps, ce mouvement a obtenu une reconnaissance institutionnelle mais nul doute qu'il saura préserver son autonomie.

7 octobre 2021

Précédents articles rédigés sur le sujet par l'auteur

- « Un processus continu de récupération d'entreprises en Argentine », janvier 2017, Association pour l'autogestion, 5 janvier 2017, www.autogestion.asso.fr/?p=6604 & Alter Autogestion, 3 janvier 2017, http://alterautogestion.blogspot.fr/2017/01/un-processus-continu-de-recuperation.html ; *Autogestion : l'Encyclopédie internationale,* Syllepse/Association pour l'autogestion, tome 7, 2019, p. 22-27.
- « Les entreprises récupérées menacées par la politique de Macri », Association pour l'autogestion, 7 juillet 2016, www.autogestion.asso.fr/?p=6184 & Alter Autogestion, 6 juillet 2016, http://alterautogestion.blogspot.fr/2016/07/les-entreprises-recuperees-menacees-par.html.
- Corédaction avec Nils Solari de la préface du livre d'Andrés Ruggieri, *Occuper, résister, produire : autogestion ouvrière et d'entreprises récupérées en Argentine,* Syllepse, 2015, p. 9-12 ; Association pour l'autogestion, www.autogestion.asso.fr/?p=5098.
- « Quand les entreprises récupérées s'organisent par branche professionnelle, l'exemple argentin de "Red Gráfica cooperativa" », Association pour l'autogestion, 11 décembre 2014, www.autogestion.asso.fr/?p=4773 ; Alter Autogestion, 17 décembre 2014, http://alterautogestion.blogspot.fr/2014/12/quand-les-entreprises-recuperees.html & « Red Gráfica Cooperativa, un réseau pour s'émanciper des lois du marché », *Autogestion : l'Encyclopédie internationale,* Syllepse/Association pour l'autogestion, 2015, p. 185-188.
- « Récupérations d'entreprises en Argentine : entretien avec Andrés Ruggeri », (interview, traduction et annotations), *Contre Temps,* n° 22, été 2014, p. 109-113 ; « Occuper, résister, produire », *Autogestion : l'Encyclopédie internationale,* Syllepse/Association pour l'autogestion, 2015, p. 173-177 ; Alter Autogestion, 22 juillet 2014, http://alterautogestion.blogspot.fr/2014/07/recuperation-dentreprises-en-argentine_22.html.
- « Éléments saillants du 4e relevé des entreprises récupérées en Argentine », mai 2014 ; Alter Autogestion, 10 mai 2014, http://alterautogestion.blogspot.fr/2014/05/elements-saillants-du-ive-releve-des_10.html.
- « Plus de 60 entreprises récupérées ces trois dernières années en Argentine »,

1. Andrés Ruggeri (dir.), « Las empresas recuperadas por los trabajadores en el gobierno de Mauricio Macri. Estado de situación a octobre 2018 », Programa Facultad Abierta/Centro de Documentación de Empresas Recuperadas, 2018, www.recuperadasdoc.com.ar/VI-Informe-Situacion-ERT-2018.pdf.

Rouge & Vert, n° 378, avril 2014, p. 3-4 ; Association pour l'autogestion, 28 avril 2014, www.autogestion.asso.fr/?p=4227 & Alter Autogestion, 28 avril 2014, http://alterautogestion.blogspot.fr/2014/04/plus-de-60-entreprises-recuperees-ces.html ; « Plus de 60 entreprises récupérées entre 2010 et 2013 », *Autogestion : l'Encyclopédie internationale,* Syllepse/Association pour l'autogestion, novembre 2015, p. 180-185.

- Programa Facultad Abierta, « Argentine : des Cahiers pour l'Autogestion/Cuadernos para la Autogestión », Association pour l'autogestion, 27 novembre 2013 : www.autogestion.asso.fr/?p=3651 ; Alter Autogestion, 24 juillet 2013, http://alterautogestion.blogspot.fr/2013/07/argentine-des-cahiers-pour-lautogestion.html.
- « Les entreprises récupérées par les travailleurs en Argentine », dossier, Association pour l'autogestion, 31 octobre 2012 : www.autogestion.asso.fr/?p=2071.
- « Argentine : les entreprises récupérées se consolident ! », *Rouge & Vert,* n° 318, janvier 2011, p. 13-16 ; Alter Autogestion, 3 janvier 2011, http://alterautogestion.blogspot.fr/2011/01/argentine-les-entreprises-recuperees-se.html ; repris sous le titre : « Consolidation des entreprises récupérées », *Autogestion : l'encyclopédie internationale,* format numérique, Syllepse/Association pour l'autogestion, novembre 2015, p. 145-153.
- « Entreprises récupérées en Argentine : "Occuper, résister, produire" », dans Lucien Collonges (coord.), *Autogestion hier, aujourd'hui, demain,* Syllepse, 2010, p. 371-383. Repris sous le titre « Capitale mondiale des entreprises récupérées (La) », *Autogestion : l'encyclopédie internationale,* format numérique, Syllepse/Association pour l'autogestion, 2015, p. 131-145 ; Alter Autogestion, 8 janvier 2011, http://alterautogestion.blogspot.fr/2011/01/les-entreprises-recuperees-en-argentine.html.
- « Argentine : entreprises récupérées », synthèse du deuxième rapport sur les entreprises récupérées par les travailleurs de l'Université publique de Buenos Aires, *Rouge et Vert,* n° 241, juin 2006, p. 14-16 ; Alter Autogestion, 19 mars 2009, http://alterautogestion.blogspot.com/2009/03/argentine-entreprises-recuperees-2.html.
- « Argentine : entreprises récupérées ou "autogérées" », janvier 2004, *Rouge et Vert,* n° 206, juin 2004, p. 8-13 ; Alter Autogestion, 19 mars 2009, http://alterautogestion.blogspot.com/2009/03/argentine-entreprises-recuperees.html.

Première coopérative de journalistes pour la « défense du droit à l'information »

Mario Hernández

La première coopérative de travail composée de journalistes auto-organisé·es de Jujuy a été présentée dans la capitale provinciale sous les prémisses de la « défense de la tâche journalistique » et du « droit à l'information », avec l'objectif d'éduquer, de former au « journalisme responsable ».

L'initiative a été officiellement lancée, à travers une journée intitulée « Journalisme responsable + Citoyenneté alerte », qui a eu lieu le mardi 27 juillet au matin, au Théâtre El Pasillo, situé au 1190 rue José de la Iglesia à San Salvador de Jujuy, et virtuellement par vidéoconférence.

Il s'agit du collectif Periodistas Unidos Autoconvocados de Jujuy (PUAJ), né en 2017, « comme un espace d'échange et de coopération pour la défense de la tâche journalistique et du droit à l'information », indiquent ses membres. « Cette coopérative est née après de nombreuses années de travail à Jujuy avec des collègues journalistes, des travailleurs et travailleuses de la presse et des communicant·es, parce que nous rencontrions des situations particulières de persécution qui portaient atteinte au droit à l'information », a déclaré Mariana Mamaní, journaliste du journal numérique Jujuy Dice et présidente de la coopérative, lors de son intervention.

La journaliste a souligné que l'objectif de la nouvelle institution est « de travailler, d'éduquer, de former et, surtout, de pouvoir contribuer au travail journalistique de la province afin qu'il soit de meilleure qualité et avec un esprit critique pour atteindre les publics ». De son côté, Luis Urtubey, membre du PUAJ, a valorisé « la construction collective » des travailleurs et travailleuses de la presse et des personnes liées à la communication sociale, qui « veulent continuer à contribuer depuis leur place » [...]

Source

Panorama de las recuperadas y movimientos sociales, 2 août 2021.

Cerámica Neuquén mobilisée face à une nouvelle menace de vente aux enchères

Mario Hernández

Les travailleurs et travailleuses de l'entreprise autogérée Cerámica Neuquén [...] ont indiqué que «cette semaine, les céramistes ont appris que le commissaire-priseur, Marcelino Vallejo, avait demandé au juge Cosentino de poursuivre la vente aux enchères de l'usine [...] et laisser 80 familles à la rue. En assemblée, nous avons résolu de nous mobiliser pour exiger que le gouverneur Omar Gutierrez intervienne et fasse avancer le préaccord signé à la fin de 2020, qui prévoit une solution qui donne des réponses aux différentes parties prenantes, y compris les anciens patrons, les anciens travailleurs qui ont décidé d'accepter les indemnités de licenciement en garantissant, bien sûr, de maintenir les emplois et la gestion par les travailleurs. Si le tribunal donne suite à la demande, ce préaccord serait rejeté et débuterait alors un processus conduisant à la vente aux enchères de l'usine».

Par ailleurs, [Les travailleurs et travailleuses de l'entreprise autogérée Cerámica Neuquén] ont appelé les différentes organisations syndicales, politiques, sociales et étudiantes à une réunion de l'Assemblée inter-hospitalière, pour coordonner de nouvelles actions unitaires à l'hôpital Heller.

Coopérative Confluencia : fort soutien fort à la gestion ouvrière de Cerámica Neuquén, contre l'expulsion

Mario Hernández

Le jeudi 18 mars, une conférence de presse s'est tenue aux portes de l'usine («récupérée»), à Neuquén, contre la nouvelle menace d'expulsion et de vente aux enchères. Des dizaines d'organisations sociales, de défense des droits de l'homme et politiques, ainsi que la Confédération Mapuche, entre autres, y ont participé. Une nouvelle décision de justice, signée par le juge Daniel Ferreyra, est arrivée à Cerámica Neuquén. Dans l'ordonnance, il était demandé à l'État de fournir tous les moyens nécessaires pour entrer dans l'usine et de procéder ensuite à l'expulsion.

Le juge Ferreyra a ordonné à la police provinciale d'«informer le tribunal du nombre de membres du Groupe spécial d'opérations qui

seront nécessaires pour mener à bien l'opération». L'opération à laquelle il fait référence consiste à garantir l'entrée du commissaire-priseur désigné par le pouvoir judiciaire pour évaluer l'infrastructure de Cerámica Neuquén, afin de vendre l'usine aux enchères, sous prétexte que c'est la seule façon d'indemniser les travailleurs et travailleuses licencié·es par les anciens propriétaires. La rapidité avec laquelle Mme Ferreyra a accédé à la demande des avocats Jorge Brillo et Alejandro Lozano, qui mènent l'offensive judiciaire contre Cerámica Neuquén, est frappante, étant donné qu'il y a habituellement un long délai dans la résolution d'autres procès en matière de travail.

En outre, le juge a indiqué que la police devrait «informer le ministère de la santé de la province pour assurer la présence des ambulances que l'autorité policière jugera nécessaire et également le service des incendies de la province pour être présent de manière». Elle prépare ainsi le terrain pour une action répressive de la part des forces de sécurité locales, ruinant ainsi toute possibilité de négociation avec les travailleurs et travailleuses qui maintiennent l'unité de production en activité. Quatre-vingts familles dépendent de Cerámica Neuquén, qui a été récupérée par ses travailleurs et travailleuses en 2014 après l'abandon des précédents patrons et qui, depuis, produit sans interruption.

Les travailleurs et travailleuses de la coopérative Confluencia, anciennement Cerámica Neuquén, ont convoqué la presse pour faire état de cette nouvelle attaque de la justice, dans un contexte où un préaccord conclu en 2020 est toujours en vigueur. Le Mouvement pour un toit décent (MTD), les femmes de l'occupation Casimiro Gómez, des organisations sociales et politiques, des travailleurs et travailleuses du textile de la coopérative Traful Newen et des représentants de la Confédération Mapuche de Neuquén ont participé à la réunion.

Bernardo Retamales, président de la coopérative Confluencia a expliqué le sens de la conférence et de l'appel aux organisations: «Nous sommes en état d'alerte et nous défendons à nouveau l'usine [...] Ils viennent pour nous sortir, pour vendre l'usine aux enchères et laisser 80 emplois dans la rue.» Mariano Pedrero, l'avocat des travailleurs et travailleuses de Cerámica Neuquén, a expliqué l'origine de cette démarche de vente aux enchères de l'usine:

> C'est à la demande des avocats des (ex-)travailleurs et (ex-)travailleuses de Cerámica Neuquén, qui veulent recouvrer leurs créances, leurs indemnités. C'est une revendication que nous avons réitérée à plusieurs reprises. Nous ne sommes pas opposés à cette demande, en fait, il existe déjà un préaccord conclu entre l'ancien et le nouveau gouvernement, les anciens patrons, la coopérative et le comité de gestion de la Cerámica Neuquén.

La journée a montré le large soutien à la gestion des travailleurs et travailleuses et le rejet de toute tentative d'expulsion ou de répression envers les céramistes. L'engagement a été pris de renforcer les gardes à l'intérieur de l'usine et d'activer la solidarité en cas de tentative de répression. Dans le même temps, les travailleurs et travailleuses se sont rassemblé·es, le vendredi 26, devant la Casa de Gobierno, pour exiger la présence de responsables du pouvoir exécutif afin d'arrêter cette nouvelle décision de justice et les négociations qui étaient en cours. […]

Ils veulent également expulser la coopérative 1° de Mayo à General Roca

Dans la matinée du vendredi 2 juillet, les travailleurs de la coopérative de bois 1° de mayo à General Roca, Río Negro, ont organisé une distribution de tracts aux portes de l'usine, située sur la route 65, pour protester contre les menaces d'expulsion de la justice provinciale. Il s'agit d'une quarantaine de travailleurs que l'homme d'affaires local Mario López veut mettre à la rue, réclamant les terres qui ont été cédées à l'entreprise de bois il y a onze ans après avoir été récupérées par ses travailleurs. La coopérative 1° de mayo a été expropriée en 2014, par la loi n° 5031 ; cependant le processus judiciaire actuel ignore cette conquête des travailleurs et met en danger la source de subsistance de 40 familles. Julio, ouvrier forestier depuis trente-quatre ans, a déclaré : « Nous n'avons jamais reçu de subvention de l'État et nous générons notre propre salaire et la subsistance de notre famille. »

Source

Panorama de las recuperadas y movimientos sociales, 3 juillet 2021.

La coopérative de Madygraf

Mario Hernández

Madygraf est une coopérative de Garin, dans la province de Buenos Aires, qui a été récupérée par ses travailleurs et travailleuses il y a sept ans, à l'époque où elle s'appelait Donnelley. Les travailleurs et travailleuses se sont retrouvés du jour au lendemain sans emploi. La société a frauduleusement déclaré la faillite, et ne leur a laissé qu'un numéro de téléphone pour toute réclamation. Ils et elles se sont organisés en assemblée, ont pris le contrôle de l'usine, et après une grande lutte, ils et elles ont réussi à la faire exproprier et à la remettre en production. Ils et elles ont organisé des campagnes de production de cahiers à distribuer aux

secteurs à faibles revenus, des cours de formation professionnelle, des tournois et diverses activités pour gagner en visibilité et montrer qu'une usine dirigée par ses travailleurs et travailleuses est possible.

En raison de la chute conséquente du marché de l'industrie graphique, qui s'est aggravée pendant la pandémie, et des tarifs pratiqués par Edenor qui ont étouffé la coopérative, les travailleurs et travailleuses de l'assemblage ont décidé d'effectuer une reconversion technologique partielle vers la production de sacs en papier en remplacement des sacs en plastique. À cette fin, une machine à sacs importée de Chine a été achetée. L'année dernière, ils et elles avaient déjà procédé à une reconversion partielle, pour produire du désinfectant et les distribuer gratuitement aux agents de santé, aux hôpitaux de la région et aux enseignant·es, qui sont les plus démunis face aux politiques publiques de gestion de la pandémie.

Cette conversion permet non seulement de réaliser des économies d'énergie substantielles, mais aussi d'augmenter le nombre d'emplois. C'est une décision qui a nécessité de discuter longtemps, en analysant, par exemple, l'utilisation ou non de panneaux solaires, en dialoguant avec la commune et avec des techniciens et spécialistes universitaires sur la manière de reconvertir leur industrie et aussi pour faire en sorte que l'usine ne pollue pas les quartiers environnants, par exemple, par le traitement des effluents. Ce qui est impensable pour une industrie où le but ultime est le profit des patrons.

31 octobre 2021

Source

Panorama de las recuperadas y movimientos sociales

Récupérer un lieu de travail, créer un espace communautaire : l'histoire de la coopérative Chilavert Artes Gráficas

Marcelo Vieta

Les expériences de travailleur·euses qui se révoltent spontanément, sabotent des machines, occupent ou reprennent les entreprises qui les emploient, ou établissent d'autres modalités de travail autogérées, sont aussi anciennes que le capitalisme lui-même. Pensez aux émeutes récurrentes de la faim des travailleur·euses dans l'Angleterre du 18e siècle, à la Fenwick Weavers' Society en Écosse dans les années 1760, aux

Luddites du début des années 1800, aux Rochdale Cooperative Pioneers des années 1840, à la Commune de Paris de 1871, au Biennio Rosso de 1919-1920 en Italie, à l'économie autogérée de la Catalogne de 1936, à la Hongrie de 1956, à Paris de 1968… et la liste pourrait s'allonger.

L'un des cas les plus récents de résistance spontanée des travailleur·euses, de pratiques alternatives de production et d'occupation des lieux de travail est celui des *empresas recuperadas por sus trabajadores* (entreprises récupérées par les travailleur·euses, ou ERT) en Argentine. Les ERT sont d'anciennes entreprises capitalistes en difficulté, reprises par leurs travailleur·euses et rouvertes sous forme de coopératives. Elles ont commencé à apparaître au début des années 1990, à la suite du tournant néolibéral du pays, et ont connu une forte augmentation pendant la crise sociale, politique et financière de 2001-2002, lorsque de plus en plus d'entreprises ont commencé à se déclarer en faillite, à ne pas payer les salaires des travailleur·euses et à licencier des employé·es sans indemnités. Ce moment de l'histoire récente de l'Argentine a été marqué par un climat antisyndical brutal, l'internationalisation d'une grande partie de l'économie nationale, des abus exorbitants de la part des patrons et, finalement, un système économique qui a implosé de lui-même lorsque le pays a fait défaut pour sa dette nationale massive en décembre 2001.

Certains travailleur·euses ont commencé à prendre les choses en main en puisant dans la longue histoire du militantisme de la classe ouvrière en Argentine et en l'associant à l'activisme communautaire et aux nouveaux mouvements sociaux des précarisé·es qui s'intensifiaient contre le néolibéralisme impitoyable de ces années-là. Aujourd'hui, près de 9 500 travailleur·euses gèrent eux-mêmes leur activité professionnelle dans plus de 200 ERT à travers l'Argentine. Témoignage de l'ampleur de l'attaque néolibérale contre les travailleur·euses du pays dans les années 1990 et au début des années 2000, les ERT sont désormais présents dans toute l'économie urbaine du pays, dans des secteurs aussi divers que l'imprimerie et l'édition, les médias, la métallurgie, l'éducation, la production alimentaire, la gestion des déchets, la construction, le textile, le tourisme et la santé[1].

1. Voir Andres Ruggeri (éd.), *Las Empresas Recuperadas : Autogestión Obrera en Argentina y América Latina*, Buenos Aires, Facultad de Filosofia y Letras, Universidad de Buenos Aires, 2009 ; *Occuper, résister, produire, autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine*, Paris, Syllepse, 2015 ; et Marcelo Vieta, *Taking Destiny into Their Own Hands* (thèse non publiée, Université de York, 2012) ; *Workers' Self-Management in Argentina, Contesting Neo-Liberalism by Occupying Companies, Creating Cooperatives, and Recuperating Autogestión*, Chicago, Haymarket Books, 2021.

Bien qu'il s'agisse d'un prolongement de l'histoire du militantisme ouvrier dans le pays, quelque chose d'unique s'est également produit : les ERT sont devenues l'un des premiers mouvements à grande échelle de prise de contrôle des lieux de travail à émerger en réponse directe aux inégalités, aux fermetures et aux crises du néolibéralisme. La rigueur avec laquelle ce système détruisait les économies et les communautés locales dans le Sud a contraint les travailleur·euses argentins à répondre à cet assaut contre leurs vies d'une nouvelle manière, en fusionnant les luttes sur le lieu de travail avec les luttes de la communauté au sens large. En bref, ils ont reterritorialisé la lutte pour un travail digne et sûr, en mettant en évidence les liens déjà profonds entre les exploitations à l'intérieur d'une usine et les conditions de vie à l'extérieur.

De l'assaut néolibéral à l'« usine ouverte » : la force de travail dehors-dedans

Ce récit se concentre sur la manière dont les mauvais traitements infligés aux travailleur·euses tout au long de l'ère néolibérale argentine ont touché les lieux de travail dans un pays d'Amérique latine autrefois prospère et aujourd'hui dit « en développement ». C'est une histoire racontée à travers les mots et les expériences vécues des travailleurs de l'imprimerie Cooperativa de Trabajo Chilavert Artes Gráficas, dans le quartier de Nueva Pompeya à Buenos Aires, une histoire qui résume ce que des milliers de travailleur·euses à travers l'Argentine ont subi d'un système néolibéral incontrôlé, et ce que certains d'entre eux/elles ont fait pour y remédier.

C'est l'histoire de la récupération d'un lieu de travail par ses travailleur·euses et les communautés et quartiers qui l'entourent. Il s'agit là d'une reterritorialisation d'une entité productive émergeant de la lutte contre l'ordre néolibéral, transformant une entreprise autrefois privée en ce qu'on appelle en Argentine la *fábrica abierta* (l'« usine ouverte »). Ce concept montre de manière frappante comment « le secret capitaliste » qui demeure derrière les murs d'une propriété est éventé lorsqu'un lieu de travail privé devient autre chose[1]. Lorsque les travailleur·euses reprennent les lieux qui les employaient, lorsqu'une entreprise à but lucratif se transforme en entreprise communautaire. Lorsque les travailleur·euses s'emparent et démocratisent leur processus de travail, lorsqu'ils et elles partagent leur espace de travail physique avec des centres communautaires, des écoles gratuites et des espaces culturels, et lorsqu'ils commencent à rediriger une partie de leurs surplus vers la

1. L'expression « le secret capitaliste » en relation avec les ERT a été inventée par Andres Ruggeri *(Las Empresas Recuperadas)*.

communauté locale, ils et elles créent de nouveaux genres de lieux de travail en autre chose qu'un simple «lieu de travail». Ils convertissent un lieu de travail en un espace communautaire prospère.

La question dans l'histoire de Chilavert est, au fond, celle de la marchandise qu'est la force de travail : qui l'achète et la vend, qui la contrôle, qui la possède en fin de compte, et comment ces travailleur·euses l'ont récupérée. Car la force de travail mise au travail – la force de travail dépensée, comme l'appelait Marx – est le catalyseur ou la source de valorisation du capital, ainsi que le lieu de la lutte pour tous les travailleur·euses qui travaillent sous le régime du capital. L'un des sites où cette marchandise est «échangée», où elle est achetée par les capitalistes et vendue par les travailleur·euses, est le lieu de travail capitaliste. Lorsque les travailleur·euses récupèrent leurs lieux de travail et les autogèrent, nous assistons à un moment de réorganisation de la force de travail vers l'autovalorisation du travail vivant plutôt que celle du capital, et la réaffectation des produits de la force de travail dépensée pour la richesse sociale de la communauté, plutôt que la richesse privée des actionnaires et des gestionnaires. Lorsque les travailleur·euses prennent en charge et gèrent eux-mêmes les lieux qui les employaient auparavant, ils et elles bouleversent le mode de valorisation du capital, réorientant le lieu de travail, le processus de travail et leur force de travail pour eux-mêmes et pour les besoins économiques, sociaux et culturels de la communauté.

Une coopérative de travailleurs qui fait la pluie et le beau temps

Nichée au milieu de maisons ouvrières denses et modestes, au numéro 1136 de Martiniano Chilavert, dans le *barrio* de Nueva Pompeya, la Cooperativa de Trabajo Chilavert Artes Gráficas est une petite imprimerie qui a fait ses preuves depuis que les huit travailleurs restants l'ont occupée en 2002. Depuis lors, Chilavert est devenu l'un des ateliers les plus emblématiques d'Argentine.

Aujourd'hui, à l'intérieur de ses murs, on trouve non seulement une imprimerie autogérée, mais aussi un centre artistique et culturel communautaire dynamique connu sous le nom de Chilavert Recupera. Les week-ends, divers cours d'art ont lieu dans l'atelier même. Du lundi au vendredi, tout le monde peut également se rendre au Centre de documentation de l'ERT, géré en partenariat avec des chercheurs du programme de l'université de la Faculté de philosophie et de lettres de l'Université de Buenos Aires et il est souvent visité par des chercheurs

nationaux et internationaux[1]. Il existe également un programme d'école primaire et d'équivalence d'école secondaire, géré par une coopérative d'enseignants vouée à l'éducation populaire qui est apparue au milieu du mouvement des ERT et qui travaille en étroite collaboration avec d'autres entreprises récupérées par les travailleur·euses à Buenos Aires. Les travailleurs de Chilavert ont également contribué à la création de la Red Gráfica Cooperativa (un réseau coopératif des travailleur·euses graphiques), une association coopérative composée de 18 coopératives de graphistes et d'imprimeries plus anciennes (certaines antérieures à l'ère des ERT), créée en 2006 afin de renforcer le poids du secteur graphique coopératif sur le marché, d'effectuer des achats collectifs, de faire pression en faveur de meilleures lois nationales pour les imprimeries et autres entreprises autogérées, et de partager les commandes des clients et les besoins en marketing. Cependant, ce centre diversifié d'engagement communautaire a été construit dans une grande adversité.

« Dormir avec l'ennemi »

Chilavert était à l'origine connue sous le nom de Taller Gráfico Gaglianone, une entreprise familiale fondée en 1923 et qui, au cours de ses 50 premières années, s'est principalement consacrée à la conception et à l'impression d'emballages pour le secteur pharmaceutique. Dans les années 1980, elle s'est transformée en un atelier d'impression et de reliure pour les secteurs prestigieux du livre d'art, du théâtre et pour le gouvernement, sous la marque Ediciones de Arte Gaglianone. Parmi ses clients de l'époque figuraient l'opéra Teatro Colón de Buenos Aires, de renommée mondiale, le Musée national des beaux-arts d'Argentine, le Musée d'art moderne de Buenos Aires, le théâtre municipal General San Martín, ainsi que des entreprises et des organismes publics tels que la Casa Rosada[2], la Bank Boston, la Banco Ciudad et de nombreuses fondations nationales et internationales. Ce furent les années les plus lucratives de l'entreprise, qui employait une cinquantaine de personnes, dont des graphistes, des spécialistes du prépresse, des opérateurs de machines d'impression offset, des spécialistes de la reliure, divers responsables d'atelier, des administrateurs et du personnel de vente et de marketing. En pleine expansion, l'entreprise a embauché une vingtaine de nouveaux travailleurs dans les années 1980, même si

1. En effet, une grande partie de mes recherches d'archives pour mon travail sur les ERT d'Argentine ont un lieu au centre de documentation de l'ERT.
2. Maison Rose, nom familier de la présidence et siège du pouvoir exécutif du gouvernement national.

la plupart des employé·es de l'époque travaillaient à l'atelier depuis la fin des années 1950 et le début des années 1960.

Les problèmes microéconomiques ont commencé à faire surface à la fin des années 1980, au milieu des crises hyperinflationnistes de l'époque. L'actuel président de la coopérative, Plácido Peñarrieta, qui faisait partie des employé·es embauchés pendant la phase d'expansion des années 1980, a illustré une pratique commerciale courante à l'époque en Argentine :

> L'usure des travailleurs ici a commencé à la fin des années 1980 et au début des années 1990, à l'époque de l'hyperinflation… plusieurs années avant 2001, lorsque le propriétaire, Gaglianone, décidait de nous payer parfois toutes les deux semaines, ce qui était ce que notre contrat stipulait, mais avait de plus en plus souvent deux ou trois jours, voire une semaine, de retard. Mais ce n'était pas parce que l'entreprise ne gagnait pas d'argent, non, non. C'était un jeu financier, un tour de passe-passe qu'il jouait avec nous comme des pions afin de gagner plus d'argent parce que, voyez-vous, à cette époque, plus vous retardiez les paiements comme les salaires, moins c'était cher pour celui qui payait parce que le peso se dévaluait quotidiennement. Il en allait de même pour le remboursement des créanciers, etc. Nous, les travailleurs, étions devenu·es une simple transaction commerciale pour lui, un moyen de réduire ses coûts d'exploitation. Bien que la crise de l'hyperinflation ait prétendument pris fin en 1991 avec le régime de «convertibilité» d'un peso pour un dollar mis en place par le président de l'époque, Carlos Menem, et que les chèques pour le paiement des salaires aient été reçus à temps pendant quelques années, le début des années 1990 a été la dernière période de succès relatif de de la direction de Gráfico Gaglianone. Cette période a été de courte durée, car les relations entre les propriétaires et les employé·es ont recommencé à se détériorer au fil de la décennie. Cette fois, d'une manière qui reflète l'esprit néolibéral de l'époque en Argentine, plutôt que de partager les bénéfices croissants de l'entreprise avec les travailleurs de l'imprimerie, Gaglianone, comme des milliers d'autres patrons en Argentine, a décidé de maximiser les profits en forçant les travailleurs à faire plus d'heures sans les rémunérer pour cet effort supplémentaire.
>
> Nous faisions des heures supplémentaires et nous nous donnions à fond dans notre travail, m'a raconté Plácido à propos de la situation des travailleurs de l'imprimerie à cette époque, mais au lieu d'augmenter nos salaires ou de nous payer des heures supplémentaires, il nous disait simplement de travailler plus dur ! C'était toujours «pour le bien de l'*empresa* [entreprise]».

Voyant les possibilités de faire plus de profits (désormais en dollars américains), Gaglianone semble avoir suivi, consciemment ou non, le *zeitgeist* [état d'esprit] individualiste de l'ère Menem. Quoi qu'il en soit, il a profité de la *plata fácil* (l'argent facile) qui provenait du système de crédit de l'époque, promettant toujours de nouvelles et meilleures machines pour imprimer, de nouveaux clients et de nouveaux livres à imprimer, tout en ajoutant souvent qu'un jour ou l'autre il devrait embaucher plus d'ouvrier·es. Mais ses plans de capitalisation ne se sont jamais concrétisés, les clients ne se sont pas matérialisés et les employé·es semblaient travailler plus d'heures pour un salaire moindre au fil de la décennie. De plus, avec une économie nationale récemment ouverte, le secteur de l'imprimerie et de l'édition a connu une concentration dans le secteur avec un nombre réduit de fournisseurs de papier et de grandes imprimeries et sociétés d'édition. Tous ces facteurs ont fait que les petites imprimeries comme Gráfico Gaglianone ne pouvaient pas être compétitives. Le «miracle de Menem», semble-t-il, ne l'était que pour certains.

À la fin des années 1990, l'imprimerie n'a plus enregistré de bénéfices et les succès qu'elle avait connus au cours des décennies précédentes, suivant ainsi le cycle dépressif qui a englouti la majeure partie de l'économie argentine à cette époque. Les conflits de travail se sont intensifiés à l'atelier et Gráfico Gaglianone a perdu des parts de marché. Les travailleurs de l'atelier ont commencé à comprendre que les stratégies d'augmentation de l'intensité du travail, l'absence de compensation pour les heures supplémentaires et d'autres opérations de gestion n'étaient que des moyens pour le patron de leur soutirer davantage de profits. De plus en plus, les travailleurs de l'atelier ont réagi à l'augmentation des taux d'exploitation en se livrant à de petits actes de sabotage dans l'atelier, en organisant des grèves du zèle[1] et en s'engageant parfois dans des débrayages, ce que Plácido a appelé «une série de grèves personnelles par nous, les travailleurs, directement dans l'atelier». Cependant, une partie des travailleur·euses a commencé à comprendre que la stratégie de Gaglianone, à ce moment-là, et les réactions désordonnées à cette stratégie brisaient leur solidarité.

En réponse, un groupe de travailleurs a commencé à affiner des tactiques de résistance. Certains ont fini par avoir l'impression d'être copropriétaires du magasin. Comme l'explique Plácido :

> À ce moment-là, on avait l'impression d'être copropriétaires de l'atelier parce qu'on nous devait tellement d'arriérés de salaire...

1. C'est-à-dire ralentir le rythme de la production.

> Alors, un jour, lors d'une conversation avec le patron, je lui ai dit : « Écoutez, nous ne sommes plus vos employé·es, nous sommes vraiment des actionnaires maintenant, parce que vous nous devez tant de salaires impayés et parce que nous avons travaillé dur ici sans grand retour. » Et le gars me regarde comme si j'étais fou et me dit : « *Pibe, vos no entendés nada* » (« Petit, tu ne comprends rien »).

Le début de la fin pour Gaglianone est arrivé lorsque l'imprimerie a perdu son contrat lucratif avec le Teatro Colón à la fin des années 1990. En 2000, la crise finale de l'entreprise était en cours. Au lieu d'affronter un ralentissement « normal » de son activité, la société avait un autre choix. Les travailleurs restants qui n'avaient pas pris leur retraite, n'étaient pas partis volontairement ou n'avaient pas été licenciés en 2000, vivaient un licenciement lent et douloureux. Non seulement les comptes créditeurs étaient en souffrance, mais les salaires des travailleurs n'étaient pas payés non plus. Par exemple, en 2001, les frères González, Cándido et Fermín, qui avaient tous deux travaillé dans l'entreprise pendant plus de trente-cinq ans, avaient chacun environ 33 000 pesos d'arriérés de salaire[1]. « Et encore, poursuit Plácido, le type vient nous demander de l'aider à sauver l'entreprise, d'attendre encore un peu, qu'il finisse par payer nos salaires. Mais nous ne le croyions plus, c'était comme si nous couchions maintenant avec l'ennemi, vous savez ? Et c'est à ce moment-là que nous avons cessé d'accepter ses fausses offres. »

Promettre de nouvelles machines signifiait en fait vider l'entreprise

En effet, en 2000, le *vaciamiento* (vidage ou démembrement des actifs) de l'entreprise – lorsque les propriétaires prennent les actifs d'une entreprise en difficulté ou en faillite et les vendent ou les utilisent ailleurs pour leur profit personnel plutôt que pour le remboursement des dettes – était devenu le principal projet de Gaglianone. En 2001, l'entreprise est officiellement entrée dans une procédure de restructuration de la dette, appelée *concurso preventivo de acreedores* (audience préventive des créanciers) en Argentine, la phase précédant la déclaration officielle de faillite d'une entreprise[2]. Et, ce qui était en train de devenir une pratique courante à l'époque et qui fait désormais partie intégrante de l'histoire de nombreuses ERT, le vaciamiento s'est poursuivi alors même que le *concurso de acreedores* était en cours, ce qui

1. L'équivalent de 33 000 dollars américains, puisque ces dettes de rémunération avaient été accumulées au cours des années de convertibilité où le peso argentin a été toujours rattaché au billet vert.
2. Le *concurso de acreedores* est une audience sur l'insolvabilité et organise des rencontres de créanciers avec le tribunal des faillites afin de réorganiser le remboursement des dettes avant qu'une entreprise ne se déclare en faillite, proche du chapitre 11 aux États-Unis.

signifiait que Gaglianone tentait de vendre les machines à imprimer de l'atelier. Il s'agissait d'une violation flagrante, mais généralisée, de la loi argentine sur les faillites et, en substance, d'un vol par le propriétaire d'actifs appartenant légalement aux créanciers de Gráfico Gaglianone.

Lorsque les travailleurs sont allés plaider auprès de Gaglianone pour qu'il ne vende pas les machines, qu'il garde la société ouverte à tout prix et expliquant qu'ils étaient prêts à travailler gratuitement pendant un certain temps afin de garder l'entreprise en activité, Gaglianone leur a dit que tout était sous contrôle et que la production s'améliorerait à nouveau une fois qu'il aurait acheté les nouvelles machines qu'il promettait depuis longtemps.

Mais en avril 2002, quatre mois après le «décembre argentin» de 2001 et au plus profond de la crise de la dette du pays, il est devenu évident pour les travailleurs restants que la situation était très différente de ce que Gaglianone leur avait dit. Comme Cándido me l'a expliqué en 2005 : «L'équipement que Gaglianone avait déjà vendu ne figurait pas dans les livres des audiences d'insolvabilité.» Les travailleurs ont fini par s'apercevoir de cette manœuvre et ont empêché les machines de quitter l'atelier. «Il a commencé à vendre les machines sous notre nez et pendant les audiences d'insolvabilité, pendant la procédure de faillite ! Alors, nous les avons prises en charge, les protégeant, dormant à côté d'elles, car nous savions que si elles partaient, nous étions finis.» En effet, «promettre de nouvelles machines, déclarait Cándido dans une interview de 2003, signifiait en réalité vider l'entreprise.» Cette situation n'était pas seulement celle d'un traumatisme partagé au niveau de l'atelier pour les travailleurs restants, elle était également entrelacée avec l'implosion du système économique et de l'establishment politique argentins, ainsi qu'avec l'explosion de nouveaux mouvements sociaux dans tout le pays. La vague de protestations sociales qui émergeait autour d'eux, notamment les blocages de routes par le mouvement des chômeurs (connus sous le nom de *piqueteros*), a fortement influencé des travailleurs comme Plácido, Fermín et Cándido. Dans le même temps, ces expressions contemporaines de la résistance sociale «par le bas» se mêlaient à l'activisme passé de certains travailleurs de Chilavert. Les questions de justice sociale et le militantisme pour les droits des travailleur·euses, par exemple, avaient dominé la vie de Cándido et Plácido pendant un certain temps : Cándido a été délégué syndical pendant de nombreuses années chez Gráfico Gaglianone au sein de la Federación Gráfica Bonaerense (Fédération graphique de Buenos Aires), tandis que Plácido a été un militant influent du droit au logement dans une *villa*

de emergencia[1], où il vit toujours. Fermín, le frère de Cándido, résume cette période et l'imbrication des problèmes à l'intérieur de l'atelier et des tensions sociopolitiques dans la rue : « D'un côté, c'était comme l'âge de glace ici, m'a dit Fermín en 2009, faisant allusion au fait que la production s'était arrêtée et que les machines étaient obsolètes, alors que dehors, dans la rue, la situation était en feu ! »

« Sauter l'obstacle » : le tournant des travailleurs de Chilavert

« Jusqu'à ce moment-là, se souvient Cándido, nous voulions simplement toucher notre salaire de l'année. » Et comme c'était le cas dans presque tous les ERT, l'intention initiale des travailleurs de Chilavert n'était pas de prendre l'entreprise au patron mais, plutôt, de forcer Gaglianone à payer leurs salaires en retard. À un moment donné, au début de l'année 2002, « peut-être par naïveté », comme l'a qualifié Plácido, les travailleurs avaient même proposé de former une coopérative avec Gaglianone afin de lui permettre de se sortir de ses problèmes financiers et de collaborer également pour sauver l'entreprise de la fermeture.

Mais tout a changé pour les huit travailleurs restants le 4 avril 2002, le jour où les machines qui avaient été vendues devaient être retirées de l'atelier. Cette nuit-là, après avoir convoqué une assemblée à la hâte, les huit travailleurs restants ont décidé de commencer à veiller en permanence sur les machines de l'atelier. Comme l'a dit Cándido, c'est ce jour-là qu'ils ont « sauté le pas » en décidant de « se battre » pour ce qui leur revenait de droit[2]. Gaglianone a finalement déclaré la faillite le 10 mai 2002, alors que les travailleurs campaient toujours dans l'atelier, dormant à côté des machines. C'est au cours de ces semaines que le Movimiento Nacional de Empresas Recuperadas (MNER, Mouvement national des entreprises récupérées) est venu aider la résistance des travailleurs, en leur recommandant la tactique qui est depuis devenue la norme pour les ERT : « Occuper l'usine et ne pas en sortir… résister parce que c'est après l'occupation que la loi… arrive », et se constituer en coopérative de travail, comme Eduardo Murúa, ex-employé de l'entreprise. Eduardo Murúa, ancien président de MNER, me l'a dit en 2006[3]. « *Ocupar, resistir, produir* » (« occuper, résister, produire ») était le slogan utilisé par MNER, emprunté au mouvement brésilien de paysans

1. Littéralement « village d'urgence », ces quartiers précaires sont composés de la plupart des migrants de l'intérieur du pays sont également connus de manière plus péjorative en Argentine sous le nom de *villas miserias* (« villes de misère » ou bidonvilles).
2. Cité dans *Lavaca Collective, Sin Patrón : Fábricas y Empresas Recuperadas.*
3. Eduardo Murua (2006), entretien personnel avec l'auteur.

sans terre et de travailleur·euses Sem Terra, et qui résume bien leur stratégie. Produire en tant que coopérative de travailleur·euses était à l'époque en Argentine (et l'est toujours) le meilleur moyen d'«assurer que l'usine puisse continuer à fonctionner… parce que cela permet aux travailleur·euses d'autogérer leur entreprise, de prendre des décisions au sein d'une assemblée et de garantir que les revenus soient distribués équitablement[1]». Les huit travailleurs résistants ont formé une coopérative de travailleurs en mai 2002, l'appelant Cooperativa de Trabajo Chilavert Artes Gráficas d'après le nom de la rue où était située l'entreprise, le nom du leader des guerres d'indépendance argentines. Leur décision de former une coopérative est devenue pour Chilavert, comme pour la plupart des ERT en Argentine, un acte déterminant qui a consolidé leur production autogérée, leur donnant plusieurs protections légales importantes et contribuant à instaurer des processus de travail spécifiques, directement démocratiques et horizontaux qui distinguent les ERT des entreprises privées.

Dans le même temps, les travailleurs de Chilavert ont décidé de continuer à occuper l'usine par équipes de deux, jusqu'à ce que la question de la faillite soit résolue et qu'ils puissent à nouveau travailler librement sans crainte de répression ou d'expulsion. Cette stratégie d'occupation permanente était nécessaire, en particulier le soir, car c'est la nuit qu'ils risquaient le plus d'être expulsés de force et de subir le *vaciamiento* des biens et des machines de l'entreprise par Gaglianone et ses hommes de main.

Pendant cette période, les travailleurs de Chilavert ont commencé à recevoir l'aide de nombreux groupes communautaires et de travailleur·euses d'autres ERT comme IMPAn un atelier de métallurgie, les membres des assemblées de quartier de Palermo Viejo, Congreso, Parque Avellaneda et Pompeya, d'innombrables voisins locaux et les épouses et familles des travailleur·euses, qui leur ont fourni de la nourriture, de la literie et une plus grande présence physique à l'extérieur de l'atelier. Il s'agissait d'une stratégie souvent répétée dans d'autres ERT en Argentine, appelée plus tard par Murúa «la guerre des corps», opposant les travailleur·euses et la communauté à la répression de la police et des propriétaires. Le 24 mai 2002, le premier avis d'expulsion des travailleurs est arrivé avec une forte présence de l'État qui allait donner le ton militant les sept mois suivants d'occupation de l'entreprise : les huit travailleurs occupants ont été accueillis par huit voitures de police, huit véhicules d'assaut (un pour chaque travailleur !), deux ambulances

1. *Ibid.*

et un camion de pompiers. En réponse, plus de 300 voisin·es et sympathisant·es se sont mobilisé·es devant les portes de l'entreprise, tandis que les travailleurs ont érigé des barricades de pneus et de papier brouillon devant les portes principales, prêts à utiliser le papier pour mettre le feu à l'entreprise s'il le fallait ! « Nous allions sombrer avec le magasin si nous ne pouvions pas travailler ici. Nous n'avions pas d'autre choix. Il n'y avait pas de travail ailleurs pour nous et nous avions investi notre sang et notre sueur dans cet endroit », m'a raconté Cándido en larmes un après-midi de 2005. Le bras de fer a pris fin en moins de 24 heures lorsque, en présence de la foule de sympathisant·es et suivi de près par les médias locaux, le commissaire de police de Buenos Aires est intervenu pour convaincre le juge présidant le dossier de faillite d'annuler temporairement l'ordre d'expulsion afin de préserver la paix et de ne pas risquer de faire couler le sang. Les travailleurs ont ainsi remporté deux grandes victoires en l'espace de deux mois : ils ont empêché les machines de quitter le magasin et ils ont réussi à repousser un ordre d'expulsion potentiellement violent.

Le premier livre est mis sur le marché par un trou dans le mur

La suggestion du MNER de continuer à produire pendant l'occupation a été prise au sérieux. C'était important à la fois pour les moyens de subsistance des travailleur·euses et pour leur bien-être psychologique. Ils y parvinrent notamment en vendant les déchets d'aluminium des plaques d'impression qu'utilise à un atelier de métallurgie en ERT, qui les recycle en tubes de dentifrice. Mais, plus important encore, ils ont continué à imprimer des livres, des brochures, principalement pour des éditeurs et des auteurs progressistes, qui sont devenus depuis la principale clientèle de Chilavert. Le moment le plus poétique de l'histoire de Chilavert est l'histoire du livre qu'ils imprimaient et reliaient pendant les premiers jours de l'occupation, qui est également devenu le premier livre qu'ils ont produit en tant que coopérative de travail, un livre d'essais rassemblés par certains des commentateurs argentins progressistes les plus connus de l'époque, intitulé *¿Qué son las asambleas populares?* (Que sont les assemblées populaires ?). Pendant les deux mois qui ont suivi le premier ordre d'expulsion, des policiers ont gardé l'atelier, sur ordre du tribunal, afin d'« empêcher toute activité suspecte à l'intérieur, essentiellement [l'activité] de travail », comme l'a dit avec impertinence le collectif de journalistes Lavaca[1]. Les travailleurs à l'intérieur ont finalement livré le livre en le faisant passer par un trou qu'ils

1. Lavaca, *Sin Patrón*.

ont creusé dans le mur reliant l'imprimerie à la maison d'un voisin. Le voisin, à son tour, plaçait les livres dans le coffre de sa voiture et les conduisait chez l'éditeur pour qu'ils soient distribués, sans que le contingent de policiers qui montait la garde devant l'imprimerie ne s'en aperçoive. Cette histoire est désormais légendaire dans tous les mouvements sociaux radicaux d'Argentine. Le contour du trou dans le mur, aujourd'hui recouvert de briques non peintes, est toujours visible à Chilavert, orné d'une sobre photo encadrée, un autre symbole de la lutte que les travailleur·euses ont dû mener sur la voie de l'autogestion.

Deux autres victoires allaient bientôt suivre pour les travailleurs de Chilavert, qui allaient résonner dans d'autres ERT dans les années suivantes. En octobre 2002, après des manifestations au parlement municipal pour faire pression sur les politiciens et obtenir le soutien du public, et avec l'aide de MNER, l'usine a été temporairement expropriée au nom de ses travailleurs par le gouvernement municipal, devenant ainsi l'une des premières entreprises à être expropriées en Argentine. Et le 25 novembre 2004, Chilavert est devenue l'une des premières entreprises expropriées de façon permanente en Argentine. L'entreprise était à eux !

De l'exploitation, à un lieu de travail horizontal, à un espace communautaire

Depuis ces jours difficiles, les travailleurs de Chilavert ont fondamentalement réorganisé le mode de fonctionnement de l'imprimerie, en l'horizontalisant de l'intérieur et en l'ouvrant à la communauté au-delà de ses murs. À presque tous les niveaux, les processus de décision et de production sont entièrement démocratiques.

Chilavert est administré par un *consejo de trabajadores* (conseil des travailleurs), composé d'un président, d'un trésorier et d'un secrétaire élus parmi les socios (membres), et pour chaque poste le mandat est de deux ans. De plus, l'*asamblea de trabajadores* (assemblée des travailleurs) se réunit tous les mois, ou lorsque des questions touchant l'ensemble de la coopérative sont soulevées. Les responsabilités de gestion ne sont pas assumées par un personnel de gestion engagé, comme c'est le cas dans de nombreuses grandes coopératives, mais sont plutôt réparties entre l'assemblée des travailleurs et le conseil des travailleurs, comme c'est le cas dans la plupart des ERT et de nombreuses petites coopératives. Le conseil assume le rôle d'administrateur de l'entreprise sur une base quotidienne, s'acquittant de tâches telles que la signature des chèques, le suivi des comptes clients, la tenue à jour des livres comptables et les relations avec les fournisseurs et les clients. De plus, et c'est important, les membres du conseil peuvent être démis de leurs fonctions à

tout moment si une majorité de l'assemblée des travailleurs le décide, imitant en pratique, comme l'a dit Ernesto González de Chilavert, le modèle anarchosyndicaliste et communiste de délégués révocables.

Les flux de communication dans l'atelier sont désormais informels, ouverts et flexibles. Les problèmes quotidiens liés à la production sont résolus de manière ad hoc dans l'atelier par le biais de processus de production remaniés, organisés autour d'équipes de travail et en consensus. Ces équipes sont dirigées par l'expert de la ligne de produits ou de la tâche en question, sur la base d'un projet.

Alors que les entreprises plus grandes et plus complexes déploient des processus de production plus formalisés ou hiérarchisés, ce n'est pas le cas à Chilavert, ni dans d'autres petites entreprises en Argentine. À Chilavert, un compañero (camarade) peut temporairement décharger un autre d'une tâche pour s'occuper d'une affaire personnelle ou pour apprendre de nouvelles compétences. De même, des moments de jeu et de repos sont intégrés à la journée de travail. La transformation du rythme de travail par les travailleurs de Chilavert suggère une autre façon pour les protagonistes de l'ERT de re-conceptualiser le travail. J'ai observé de nombreux cas où les compañeros mangent et jouent ensemble, comme lors des déjeuners quotidiens en commun, des matchs de football hebdomadaires ou des barbecues ; les heures de travail varient en fonction des commandes, des contrats ou des tâches spécifiques ; et les pauses sont nombreuses tout au long de la journée. Les travailleurs m'ont dit à de nombreuses reprises que ces processus de production fonctionnent bien avec leurs demandes de travail fluctuantes, qu'ils répondent aux besoins de la vie privée des travailleurs, comme les affaires personnelles ou les visites médicales pendant les heures de travail les jours creux, et qu'ils aident généralement à atténuer les tensions et le stress qui accompagnent la routine quotidienne du travail.

Une autre pratique forte, quoique simple, souligne l'importance de l'incorporation du jeu et du repos dans le nouveau processus de travail à Chilavert. Comme dans toutes les entreprises que j'ai visitées en Argentine, la tradition culturelle du pays consistant à siroter collectivement du maté, l'herbe verte amère que l'on consomme dans une calebasse commune à l'aide d'une bombilla (paille) en métal, est bien vivante : des stations de maté sont visiblement situées à plusieurs endroits bien en vue dans l'atelier. À Chilavert, on voit des travailleurs qui préparent le maté, se retrouvent et boivent ensemble tout au long de la journée de travail. J'ai eu le plaisir récurrent de prendre la pause maté avec eux, parfois avec la délicieuse factura (bonbons cuits au four).

Plusieurs travailleurs de Chilavert m'ont dit que cet acte particulier n'est pas seulement un moyen de rompre la monotonie de la journée de travail, mais aussi un geste symbolique qui reprend et entretient leur culture ouvrière, leur rappelant ce qu'ils ne pouvaient pas faire facilement lorsqu'ils travaillaient pour Gaglianone. Cette pratique qui est un acte apparemment modeste et sans prétention a le puissant effet de préfigurer un autre rythme de vie professionnelle, montrant comment les ouvrier·es argentin·es récupèrent leur temps – la source de la «vraie richesse», selon Marx. C'est un petit moment de reconceptualisation du travail en tant qu'acte social, et la production prend une dimension particulière de la richesse sociale qui suggère des moyens pour unir la pratique culturelle aux tâches économiques, en brisant l'obsession capitaliste de diviser le temps de travail du reste de la vie.

En effet, le reste de la vie s'est infiltré dans cette *fábrica abierta* [fabrique ouverte] de bien d'autres manières. Lors d'une de mes visites le week-end à l'imprimerie ces dernières années, des bénévoles de la communauté donnaient un cours sur une forme d'art appelée fileteado, l'esthétique typographique des bars à tango et des bordels de Buenos Aires du début du 20e siècle, tandis que des travailleur·euses et des visiteur·euses de la communauté jouaient au ping-pong dans le centre culturel. Une autre fois, en juillet 2007, j'ai assisté à une pièce de théâtre[1] sur le mouvement ERT, directement dans l'atelier, au milieu des piles de papier et des machines d'impression. Tous les week-ends, on peut participer à un certain nombre d'événements culturels et sociaux à Chilavert, qui se transforme d'une imprimerie en un centre culturel. De nombreux ERT argentins agissent comme des centres de renaissance culturelle et sociale pour leurs quartiers, qui ont souffert depuis que les gouvernements néolibéraux des années 1990 ont fermé les espaces communautaires pour les remplacer par des centres commerciaux et des magasins.

Pour des entreprises comme Chilavert, accueillir des espaces culturels et communautaires sur le lieu de travail ne procède pas de l'intérêt personnel de relations publiques ou de «responsabilité sociale de l'entreprise». Au contraire, les travailleur·euses des entreprises qui accueillent des projets communautaires ont tendance à considérer leurs espaces de travail comme des prolongements et des parties intégrantes des quartiers dans lesquels ils sont situés. Les entreprises qui accueillent

1. Il s'agit de la pièce sur la récupération de l'ERT Grafica Patricios intitulée *Maquinando : La Historia de la Lucha de la Gráfica Patricios* (2007), collectivement écrit par la troupe de théâtre populaire Grupo Olifante et mis en scène par le dramaturge, acteur et réalisateur argentin Norman Briski. Elle a été présentée dans de nombreux endroits en Argentine depuis 2007.

des espaces communautaires et participent au développement social et économique des communautés environnantes considèrent également ces projets comme des moyens de rendre la pareille aux communautés qui les ont aidés pendant leurs jours de lutte les plus pénibles. De plus, comme les travailleurs de Chilavert me l'ont dit, de tels projets dans une usine ou une entreprise autrefois privée ont des ramifications pratiques et politiques précieuses.

En ancrant l'ERT au cœur de la communauté, il devient beaucoup plus difficile pour l'État de la fermer, tout en augmentant sa valeur sociale dans le quartier. Soulignant l'importance du concept de la *fábrica abierta* pour contrer le discours hégémonique du néolibéralisme, et pour préfigurer un autre mode de vie économique qui fusionne la production de la culture avec la production d'autres formes de richesse sociale au sein de l'entité strictement économique d'une usine, Murua a articulé cette stratégie communautaire sur plusieurs aspects :

> Lorsque nous [créons des ERT comme Chilavert], nous cherchons à ouvrir l'usine à la communauté et c'est pourquoi nous [créons] des centres culturels [dans les ERT]. Ici, au milieu de la ville, et contre le discours unilatéral en faveur de la mondialisation et du néolibéralisme qui existait dans le pays à l'époque, dans les entreprises récupérées, nous avons dit : « OK, nous allons contester le discours de la mondialisation. » C'est pourquoi nous [ouvrons] des centres culturels [qui deviennent] une usine d'idées où les gens… vont discuter d'un autre discours, créer de nouvelles expressions culturelles, et générer… un espace de résistance contre le modèle dominant. Le fait d'avoir un centre culturel dans une usine est un développement unique au monde, dans une usine qui fonctionne pleinement… En même temps que l'usine produit, elle a un centre culturel qui produit aussi – mais qui produit de la culture.

Chilavert est désormais un témoignage vivant de ce que les travailleur·euses peuvent faire – même au milieu de crises socio-économiques graves – pour reprendre le contrôle de leur propre vie productive. Comme Candido l'a suggéré de manière évocatrice : « Nous avons été des éveilleurs de conscience[1]. » L'histoire de Chilavert met en avant les expériences et les luttes récentes des travailleur·euses à travers l'Argentine. C'est l'histoire de défis surmontés collectivement et d'une nouvelle façon de produire de la richesse sociale. Les travailleurs de Chilavert ont réussi à se réapproprier leur force de travail, en s'affranchissant de

1. Entretien avec Candido González (2003) provenant des archives du Centro de Documentación de Empresas Recuperadas (Buenos Aires : Programa Facultad Abierta, Facultad de Filosofia y Letras, Universidad de Buenos Aires).

l'ancien contrat de travail salarié qui les rendait «redevables» d'une partie de leurs journées de travail à leur employeur, le patron Gaglianone. Ils ont «humanisé» leur vie professionnelle, en pratiquant des processus de travail plus ouverts et plus démocratiques, en conciliant davantage leur vie professionnelle et leur vie personnelle, en partageant la richesse produite à l'intérieur de l'entreprise avec le voisinage et en co-créant de nouvelles formes de valeur sociale et culturelle avec les communautés environnantes. L'histoire de Chilavert résonne puissamment avec les luttes similaires des travailleur·euses et des communautés qui tentent de reprendre le contrôle de leur vie économique, sociale et culturelle alors qu'une nouvelle crise financière mondiale continue à se développer sans relâche. Des entreprises comme Chilavert sont devenues des phares d'espoir pour les travailleur·euses et les militant·es du monde entier, qui luttent pour des réalités socio-économiques non exploitrices et non aliénantes. Alors que les travailleur·euses dans le besoin récupèrent leur propre travail, les ERT comme Chilavert étendent finalement l'activité productive au-delà des murs de l'usine et de l'entreprise propriétaire, détruisant symboliquement ces murs et créant quelque chose de nouveau à partir d'espaces communautaires en crise.

Source

Architecture, Landscape, Political Economy, n° 4, p. 160-178, Toronto, 2013.
Page Facebbok de la coopérative : https://es-la.facebook.com/cooperativa.chilavert/.

ANTA : le syndicat des travailleur·euses autogéré·es associé·es

Mario Barrios

Le phénomène des «entreprises récupérées», après que leurs propriétairesx aient fait faillite, souvent de manière frauduleuse, est typique des années post-2001, bien qu'il existe des précédents. Il existe aujourd'hui 380 entreprises de ce type, qui emploient plus de 20 000 travailleurs. La moitié d'entre elles (près de 200) sont situées dans la capitale fédérale et la province de Buenos Aires. La plupart d'entre elles appartiennent à l'industrie métallurgique et mécanique, et également d'usines de réfrigérateurs, des entreprises textiles et de services. Dans cette situation, l'UST[1] et d'autres coopératives ont créé ANTA en 2005, rejoignant la

1. NdE : la Coopérative de travail «Unión Solidaria de Trabajadores» (UST) est composée de travailleurs ayant plus de vingt ans d'expérience dans les activités liées au génie sanitaire : réception, transfert et

CTA[1], puis, le MNER (Mouvement national des entreprises récupérées). Venant d'horizons différents, la première chose qui nous a réunis a été la nécessité d'affirmer que nous sommes des travailleurs. Notre particularité est que nous gérons nous-mêmes notre travail et que nous le faisons de manière associative, en nous organisant en coopératives.

L'ANTA fait donc partie d'un domaine plus large que l'on appelle souvent l'économie sociale, qui comprend également les chômeurs qui ont formé des coopératives à la suite des programmes et des subventions que le gouvernement a mis en œuvre pour régler le conflit social. Selon certains points de vue, nous sommes considérés comme un groupe destiné à disparaître, mais de par notre expérience, notre condition et notre identité, nous nous reconnaissons comme des travailleurs, enfants d'une crise bien plus profonde, celle du travail salarié. Nous nous reconnaissons comme des travailleurs parce que ce que nous mettons en jeu pour produire ou fournir des services est notre propre capacité de travail et nous n'exploitons pas la capacité de travail de quelqu'un d'autre.

Nous sommes des travailleurs parce que ce que nous faisons n'est pas basé sur la logique du profit et de l'accumulation de bénéfices, mais sur une logique de génération de ressources pour servir et améliorer les conditions de vie de nos familles, de notre quartier et de notre communauté.

Nous sommes des travailleurs parce que nous nous reconnaissons comme faisant partie de la lutte historique de la classe ouvrière pour construire une société basée sur la justice sociale. C'est pourquoi nous disons que notre identité, en tant que travailleurs autogérés et associés, est celle de la classe ouvrière.

Sur le chemin que nous avons parcouru, sur la base du travail de et dans nos organisations, nous avons non seulement réussi à donner une continuité à la production, mais nous avons aussi montré que nous pouvions améliorer nos revenus, générer de nouvelles sources de travail et entreprendre des projets sociaux pour résoudre les besoins d'éducation, de santé, de logement et d'infrastructure dans nos quartiers.

Différenciations

Nous sommes différents des camarades chômeurs qui ont choisi d'être indépendants et se débrouillent seuls. Une entreprise de quartier, une

élimination des déchets solides urbains dans la ville de Buenos Aires et la banlieue sud de la Province de Buenos Aires dans le cadre de la Coordination écologique de la zone métropolitaine, société d'État (CEAMSE).

1. La Central de Trabajadores de la Argentina (CTA) est une confédération syndicale argentine fondée en 1991 d'une scission de la CGT argentine.

entreprise récupérée, un foyer paysan, ne signifient pas une autogestion sociale de l'économie, ce sont des expériences d'autogestion productive, qui peuvent déboucher sur une autogestion sociale de l'économie si elles s'articulent dans une stratégie d'occupation et de contestation des espaces économiques et sociaux.

Nous nous opposons à ceux qui considèrent ces expériences comme circonstancielles et passagères, beaucoup d'entre elles développant déjà un discours sur leurs objectifs, comme cela s'est produit avec l'expérience du troc, y compris ceux qui utilisent la récupération d'entreprises comme un instrument d'agitation et de présence médiatique.

Nous n'acceptons pas que les politiques de promotion des coopératives et/ou de l'autogestion soient comprises comme une «aide sociale pour les pauvres». Nous voulons que celles soient comprises et assumés comme de véritables axes de développement productif.

La perspective d'ANTA est différente de celle d'autres mouvements sociaux, qui se concentrent sur la demande de programmes sociaux, ce qui conduit à un modèle clientéliste.

Nous nous différencions des programmes de «développement local» et des «politiques sociales» comme instruments qui viendraient résoudre les conséquences d'un système d'exclusion permanente. Elles visent toutes à promouvoir les micro-entreprises individuelles, familiales ou, au mieux, productives.

Une expression de cette ligne est le Plan Argentina Trabaja [plan gouvernemental de création d'emplois], qui n'est pas vraiment bas sur le principe de la réelle coopération. De plus, la manière dont il est mis en place a un effet négatif sur les salaires des travailleurs qui sont officiellement employés. Un exemple est la municipalité d'Avellaneda, où l'on compte six mille travailleurs coopératifs. Dans de nombreux cas, ils effectuent les mêmes tâches que les travailleurs municipaux pour un salaire bien inférieur. Et quand il y a un emploi vacant, ils appliquent le plan. Tout cela nuit à l'emploi formel. L'autre chose que nous voyons avec l'État, ce sont la création de coopératives fictives. Tout cela nuit à l'emploi formel.

Vision stratégique

Nous parlons de l'autogestion sociale de l'économie comme une proposition de construction politique émanant de la pratique de la classe ouvrière pour satisfaire ses besoins.

Nous concevons l'autogestion comme la gestion directe de toute association par ses propres membres, sans interférence extérieure ou

hiérarchique, dans laquelle prévaut le principe de la participation active et du contrôle démocratique.

Nous sommes également en train de faire en sorte que les modèles d'assemblée pour la prise de décision, la formation et l'échange d'expériences deviennent habituels comme moyen d'apprendre et de générer une autre culture de communication et de prise de décision.

Nous promouvons les moyens de communication formels et informels, la communication «vers l'intérieur», et «vers l'extérieur» et pour cette dernière dans trois sens: commercialisation, organisation syndicale, et se tourner vers la communauté. Autour de ces thèmes, les principales questions qui ont émergé sont les suivantes.

En ce qui concerne la communication externe pour la commercialisation, nous voulons laisser la place aux plus jeunes, car ils ont plus d'idées et maîtrisent mieux la technologie, ce qui facilite la mise en œuvre de certains moyens de propagande.

Nous voulons mettre en œuvre une articulation interne entre les biens et les services que nous produisons afin d'avancer dans la formation de réseaux de commercialisation.

Dans certains cas, il a été décidé de quantifier certaines heures comme des heures de travail et de les ajouter au surplus, c'est-à-dire non seulement celles liées au processus de production mais aussi celles liées aux réunions, aux représentations, aux articulations, à la gestion, dans des activités que l'organisation considère comme fondamentales, de sorte que en être absent est considéré comme une absence de la journée de travail.

Notre objectif est de reconstruire l'expérience du bien-être collectif en tant qu'objectif et de revaloriser les relations de travail et la propriété communautaire. En cela, les mouvements de chômeurs, les assemblées de quartier et la récupération des entreprises par l'autogestion des travailleurs ont été fondamentaux.

La récupération des valeurs et des méthodologies avec lesquelles ces expériences et ces constructions socio-économiques sont développées est la tâche politique que nous nous fixons et notre contribution à l'élaboration d'une stratégie de classe qui lie ces nouvelles formes de lutte et d'organisation entre elles et avec les secteurs syndiqués dans des formes classiques de relations de travail.

Nous recherchons une logique stratégique consistant à repenser l'économie dans ses objectifs, en réorganisant la matrice productive nationale sur les paramètres de la justice sociale et de l'indépendance.

Nous disons qu'il n'y a pas d'autogestion sociale de l'économie sans une stratégie populaire de construction d'expériences dans les circuits

et sous-systèmes économiques qui disputent l'espace de l'économie aux entreprises construites à partir de la logique de la rente.

La préservation des méthodologies qui sous-tendent ces expériences et la construction économique sociale de l'économie est la tâche politique que nous nous posons ainsi que la contribution à l'élaboration d'une stratégie de classe qui lie ces nouvelles formes de lutte et d'organisation entre elles et avec les secteurs syndiqués intriqués dans les modalités classiques de relation d'emploi.

Si l'on considère le contexte économique et politique international, il n'est guère possible de revenir en arrière dans les relations économiques, sociales et politiques, tant dans leur forme que dans leur dimension. Il est possible d'évoluer vers de nouvelles formes capitalistes ou de nouvelles formes de relations, mais nous pensons que les anciennes conditions ne seront jamais restaurées dans la réalité actuelle ou dans le futur.

Il suffit d'examiner les transformations technologiques et leurs conséquences dans les différents domaines de l'économie et de la culture. Le processus de concentration capitaliste détruit le travail et le capital. Cette agglomération de milliers de petits ateliers alimentés par de grandes usines a peu de chances de revenir sous la même forme.

Le processus d'autogestion qui résulte de notre attitude et de nos actes de classe est autre chose. C'est la construction de formes et de modalités concrètes de gestion, d'organisation des facteurs de l'économie, et de la direction de l'organisation du travail social.

Ces processus impliquent de disposer de capacités techniques, de tirer parti des connaissances et du savoir-faire acquis par l'expérience, de s'articuler avec d'autres forces sociales et de s'approprier les avancées scientifiques et technologiques jusqu'alors refusées à la classe ouvrière.

L'autogestion sociale de l'économie est un processus de construction à partir de la pratique, un sauvetage de l'expérience collective et des valeurs communautaires qui la soutiennent.

Le modèle organisationnel

Comme il s'agit d'une organisation de travailleurs et non d'une coopérative, l'adhésion est personnelle. En tout état de cause, les affiliés doivent attester de leur appartenance effective à une organisation de travail autogérée. Cela n'est pas contradictoire avec l'affiliation par branche ou tout autre critère syndical. C'est pourquoi le modèle conçoit la double affiliation. Elle n'est pas non plus opposée, parce qu'elle agit à un niveau différent, à l'articulation en fédérations, chambres ou unions d'organisations de travail autogéré ou de coopératives. L'affiliation au

CTA était logique, puisque la CTA est né avec le projet de construire un modèle syndical différent qui reconnaîtrait tous les travailleurs. En effet, le statut du CTA approuvé en 2006 inclut les travailleurs autogérés parmi les groupes qu'il reconnaît.

Relation avec le syndicalisme

En plus de former une identité commune au sein de chaque projet, nous cherchons à la projeter vers l'extérieur, y compris au niveau organisationnel, puisque c'est dans ce cadre que le sens politique est contenu et construit.

Nous voulons être une représentation syndicale qui garantit la reconnaissance d'un secteur de l'économie sociale qui n'est pas un palliatif d'urgence au chômage, mais l'expression d'une nouvelle réalité économique et sociale.

La construction d'un cadre réglementaire permettrait de s'approprier les outils de la tradition syndicale et coopérative,

La création d'un nouveau sujet, le travailleur autogéré, dépasse également le cadre strictement lié au travail, en apportant des réponses à la multiplicité des problèmes du territoire, dont l'enjeu principal est de faire face au besoin d'inclusion sociale.

Revendications

Nos revendications se concrétisent par la demande de reconnaissance juridique, économique et sociale de notre forme d'organisation du travail, c'est-à-dire celle de l'autogestion et de l'association.

Nous avons non seulement besoin d'un cadre juridique pour que nos droits en tant que travailleurs soient reconnus, mais nous voulons également qu'ils soient reconnus à la fois en termes de potentiel économique et d'acteur distributif.

Nous demandons la reconnaissance de ce que nous appelons un nouveau sujet de droits : le travailleur autogéré, ce qui nécessite la construction d'une nouvelle institutionnalité et d'une nouvelle unité conceptuelle.

Comme la figure du travailleur autogéré et associatif n'est pas légalement reconnue en Argentine par l'État, nous ne pouvons pas accéder à une retraite ou une pension décente, ni à une couverture pour les accidents ou les maladies liées au travail, ni au bénéfice des allocations familiales.

L'ANTA demande également une loi nationale sur l'expropriation et un soutien financier pour la reconversion technologique.

ANTA soutient également les initiatives des coopératives de travailleurs pour une loi pour le secteur.

En termes de droits sociaux, les travailleurs autogérés doivent bénéficier de droits sociaux, ce qui les différencie clairement des travailleurs indépendants ou autonomes.

Les objectifs dans ce domaine sont de préserver nos droits sociaux, en tant que bénéficiaires d'un système de rémunération complémentaire composé d'un salaire unique, d'une sécurité sociale complémentaire, avec une assurance accident et vie personnelle, de congés, d'une prime de Noël et d'allocations spéciales (mariage, naissance, scolarité, etc.).

Activités internationales

Un an après sa création, l'ANTA a également participé au séminaire national du CTA «Syndicalisation des travailleurs informels en Argentine», organisé avec l'OIT-ACTRAV (Buenos Aires, juillet 2006).

Par la suite, en 2008-2009, lorsque la CTA a adhéré à la TUCA continentale [Confédération syndicale des Amériques], il a pris part à un programme de coopération de la TUCA avec le mouvement syndical espagnol sur l'économie informelle, en participant à un séminaire régional (au Panama, séminaire régional «Auto-réforme syndicale et travailleurs de l'économie informelle»). et nous en avons organisé une autre à Buenos Aires.

En même temps, ANTA a été soutenu par le projet CEFS-DGB, ce qui a donné lieu à des publications et à une pratique des rencontres latino-américaines de travailleurs autogérés.

Dynamique dans la CTA

Ces dernières années, depuis le secrétariat d'action sociale du CTA, le travail de l'ANTA s'est projeté vers d'autres composantes de l'économie sociale, à travers l'organisation de rencontres nationales qui incluent les coopératives nées et qui sont sans lien avec les entreprises récupérées.

2017

28 jours de contrôle ouvrier et de grève productive dans la pétrochimie. La lutte de PASA San Lorenzo, en juillet-août 1974

Jean Baptiste Thomas

«On meurt ou on triomphe, au cours d'une révolution, s'il s'agit d'une révolution véritable.» Ces mots écrits en 1965 par Ernesto Guevara dans sa «Lettre d'adieu» marqueront toute une génération militante qui, à l'époque et un peu partout dans le monde, fait ses premières expériences et sera bientôt catapultée dans la mêlée des «années 1968». Avec, sans doute, un peu moins de dramatisme, une révolution ou, du moins, un processus révolutionnaire, lorsqu'il est véritable, est également affaire de «démonstrations», de moments cristallisés dans le rapport de force au cours duquel l'un des antagonistes, en l'occurrence le monde du travail face au capital, incarne ce dont il est capable. L'Argentine des années 1970 n'échappe pas à la règle. Si 1968 commence, là-bas, avec un an de décalage, lors des grands soulèvements ouvriers, étudiants et populaires de Córdoba et de Rosario de l'automne 1969, les «années 1968» vont durer près de sept ans[1]. La séquence 1969-1976 est marquée par un processus syncopé d'affrontements sur le terrain social et usinier vis-à-vis duquel patronat et armée vont se voir obligés de rappeler, à contrecœur, en 1973, le général Perón, qu'ils avaient pourtant chassé de la présidence en 1955, afin de stabiliser la situation. Malgré son prestige auprès du monde du monde du travail, le processus d'insubordination sociale se poursuit et conduit à la première grève générale contre un gouvernement justicialiste, à l'hiver 1975. C'est à ce moment que les militaires, avec la bénédiction du patronat, de Washington et des ambassades occidentales décident de mener à bien un coup de force destiné à briser durablement les reins au mouvement ouvrier et jeter les bases d'un nouveau modèle économique. Ces «années 1968» à l'Argentine, qui culminent donc avec la grève générale de l'hiver 1975 et ne prennent fin qu'avec le putsch du 24 mars 1976, sont le théâtre de multiples combats préparatoires, livrés sur le territoire productif[2].

1. Les références saisonnières du texte sont à lire en fonction du calendrier austral, inversé par rapport à celui de l'hémisphère nord. Ici, «automne 1969», à savoir les soulèvements de Córdoba *(Cordobazo)* et de Rosario *(Rosariazo),* au mois de mai 1969.

2. Pour ce qui est des publications en langue française centrées sur le processus de mobilisations ouvrières et populaires au cours de cette période, on pourra notamment se référer à François GEZE et Alain Labrousse, *Argentine, révolution et contre-révolutions,* Paris, Le Seuil, 1975, ainsi qu'à Guillaume De Gracia,

Parmi ces mobilisations et dans le sillage de ce qu'un ouvrier de l'usine appellera, sur un ton guévariste, «la guérilla contre PASA», il y a le conflit de juillet-août 1974 qui nous occupera ici. Pendant 28 jours les travailleurs de Petroquímica Argentina SA (PASA) de San Lorenzo, le principal pôle pétrochimique d'Amérique latine à l'époque, prennent le contrôle du site et de la production. Au grand dam du patronat états-unien et des péronistes au gouvernement. Toute une «démonstration» que les militaires et le patronat sauront leur faire payer, au prix fort, après mars 1976[1].

Investissements, technologie et syndicat «made dans USA»

PASA, aujourd'hui propriété de la filiale argentine de Dow Chemical, se situe à l'extrême nord du long ruban industriel discontinu de quelque 400 kilomètres qui s'étend de La Plata et sa banlieue manufacturière, passe par Buenos Aires, la capitale et son cordon usinier, et remonte le long du fleuve Paraná, jusqu'au pôle pétrochimique de San Lorenzo, à une vingtaine de kilomètres au Nord de Rosario, sur le dernier tronçon fluvial navigable pour les navires de très gros tonnage. Si le terminal portuaire San Lorenzo-Puerto General San Martín est déjà un important débouché pour l'exportation céréalière et d'oléagineux de la pampa humide, aujourd'hui prépondérante d'un point de vue économique, on vit également avec et du secteur pétrolier, comme en témoigne la toponomie : «Petróleo» ou «Petroquímica», le nom de certains quartiers

De sueur et de sang : mouvements sociaux, résistances populaires et lutte armée dans l'Argentine de Perón (1943-1976), Paris, Syllepse, 2016.

1. Dès le matin du 24 mars, le syndicat combatif de PASA, comme douze autres sections syndicales d'entreprises du Pôle de San Lorenzo, est placé sous le contrôle des militaires. L'ensemble de la direction du syndicat de PASA est incarcérée ou forcée à la clandestinité puis à l'exil. Localement, au cours des premières années de la dictature (1976-1983), ce seront 19 militants ouvriers du cordon industriel de San Lorenzo qui seront séquestrés, torturés et disparus/assassinés. Ces crimes ont donné lieu à deux procès, le premier ouvert en 2013 et le second en 2015, toujours en cours, sans pour autant que les responsables économiques du programme de répression ne soient inquiétés, seuls des responsables militaires et/ou politiques ayant directement participé aux opérations de répression ont été inculpés et, parfois, condamnés. Cet article est en partie basé sur les témoignages et les travaux de plusieurs ouvriers et militants de PASA en poste à l'usine entre la fin des années 1960 et 1976, dont Juan Dowling, ouvrier et militant, à l'époque, de Socialisme Révolutionnaire (SR), de José Luis Poles, ouvrier et militant péroniste d'extrême gauche (Péronisme de Base), de Juan Venanzi, membre de la direction du syndicat, de Horacio Zamboni et Francisco Itarruspe, avocats du syndicat, entre 1967 et 1973, pour le premier, membre de SR, et 1974 et 1976, pour le second, et de Leonidas Ceruti, à l'époque étudiant, militant de SR et, aujourd'hui, principal historien des luttes de PASA dans les années 1960 et 1970 (voir, notamment, Leonidas Ceruti et Mariano Resels, *Democracia directa y gestión obrera. El SOEPU, la Intersindical de San Lorenzo y la Coordinadora de Gremios (1962-1976),* Rosario, Del Castillo, 2006.)

de l'agglomération de San Lorenzo ne laissent aucun doute quant aux activités économiques qui s'y développent[1].

À la fin des années 1960, San Lorenzo représente le pôle pétrochimique le plus important du pays. Son raccordement, en 1959, à l'oléoduc et au gazoduc qui le connecte directement aux régions pétrolières et gazières du nord-ouest argentin, situées à près de 1 200 kilomètres de distance, décide un certain nombre de multinationales états-uniennes à s'emparer de la législation favorable au capital transnational[2] décidée sous le gouvernement «démocratique» d'Arturo Frondizi (1958-1962)[3] – bienveillance qui se poursuivra, par la suite sous le gouvernement militaire des généraux Onganía, Levingston et Lanusse (1966-1973)[4] – pour réaliser d'importants investissements sur place.

> L'installation de Duperial [usine pétrochimique, très importante quoique de moindre envergure, située également à San Lorenzo] et celle de PASA [qui nous intéresse, ici] sont la résultante de cet entrelacs légal de promotion industrielle et d'appel au capital étranger qui permet l'établissement de complexes intégrés dans le pays[5].

Entre 1958 et 1973, ce sont donc 180 millions qui sont investis dans le secteur pétrochimique, dont 76 millions pour PASA, soit un niveau d'investissement comparable à celui qui transforme radicalement l'autre secteur le plus dynamique de l'économie du pays, l'industrie automobile,

1. Nous reprenons, ici, le terme «San Lorenzo» comme le fait la presse économique spécialisée, en tant que tissu urbain et pôle industriel, quand bien même l'agglomération est composée de plusieurs municipalités dont Puerto General San Martín où se situe l'usine PASA.
2. Plusieurs lois et décrets sont adoptés au cours des années 1958 et 1959, sous l'inspiration du ministre «développementiste» de l'économie, Rogelio Frigerio, notamment la «Loi sur les investissements étrangers» et la «Loi de promotion industrielle» (1958) et le décret de 1961 sur le «Régime de promotion de l'industrie pétrochimique».
3. Frondizi, de l'Union civique radicale, est élu à la suite des premières élections «libres» organisées après le renversement par les militaires argentins du gouvernement constitutionnel de Perón (1946-1952, puis 1952-1955, pour le second mandat), en septembre 1955. L'arrivée au pouvoir de Frondizi, censée donner un aspect plus respectable au régime argentin, se fait dans le cadre d'élections partiellement démocratiques dans la mesure où, depuis 1955, le parti justicialiste (péroniste) est proscrit en Argentine. Cette interdiction ne sera levée qu'en 1972 pour permettre le retour du péronisme au pouvoir, l'année suivante, afin de tenter de canaliser la dynamique de luttes sociales en cours depuis 1969.
4. PASA fera partie des quatre firmes étrangères, avec Esso, Ipako et Monsanto, qui intégrera la commission de conseil pour la programmation et coordination du développement de l'industrie chimique et pétrochimique mise en place par Adalbert Krieger Vasena, homme de paille des multinationales, membre des conseils d'administration de nombreuses très grandes entreprises et nommé ministre de l'économie par le général Onganía.
5. Juan Carlos Odisio, «Febo Asoma. Breve Historia del Polo Petroquímico de San Lorenzo», *Anuario Centro de Estudios Económicos de la Empresa y el Desarrollo,* II, n° 2, Buenos Aires, Facultad de Ciencias Económicas, Universidad de Buenos Aires, 2010, p. 205.

principalement aux mains du capital états-unien (Ford et Chrysler) et européen (Fiat, Mercedes, Peugeot, Citroën et Renault).

Créé à l'origine par un consortium de plusieurs multinationales états-uniennes conduit par Fish International Corporation et associant Continental Carbon Company, Witco Chemical Company, Cities Service Oil Company et Continental Oil Company le complexe ouvre en 1964 sur un site de 350 hectares. Il est pourvu d'une piste d'atterrissage, d'une centrale électrique autonome et de son propre accès au port fluvial. C'est, à l'époque, «le» pôle pétrochimique le plus grand et moderne du pays, et l'un des plus importants du continent. Plusieurs opérations industrielles y sont assurées, allant du raffinage (production de LPGs, d'essence, kérosène et diesel) à la transformation des dérivés d'hydrocarbures avec, notamment, la production de solvants (BTX) et de caoutchouc synthétique destinés au marché intérieur argentin, notamment au secteur automobile (plasturgie, peinture et pneumatique). Comparée à la majeure partie du tissu industriel du pays, y compris au niveau de l'industrie automobile où une partie de l'équipement installé sur place à la fin des années 1950 est rachetée par les filiales locales aux maisons mère états-uniennes et européennes et a déjà servi dans les usines d'Europe ou des États-Unis, PASA est «une enclave de haute technologie dans le cadre d'une économie au développement inégal [et combiné], un cas atypique[1]» pour l'Argentine de l'époque.

L'autre élément particulier qui fait de PASA un cas à part dans le panorama argentin de l'époque relève du régime syndical en vigueur sur le site. À l'instar de quelques grosses multinationales installées en Argentine à la fin des années 1950 et au début des années 1960, comme FIAT, PASA a obtenu le droit de contourner les lois sur l'organisation syndicale traditionnelle. En Argentine, cette législation, adoptée sous le premier gouvernement Perón, assure à la CGT, contrôlée par les péronistes, le monopole de la représentation syndicale à travers l'affiliation automatique des salariés d'une entreprise au syndicat de branche qui lui correspond. Comme le souligne non sans ironie Juan Dowling, «avec la technologie, [l'entreprise] importe également un modèle syndical peu commun en Argentine[2]». En vertu de dérogations au Code du travail, donc, les salariés employés sur le site de PASA ne sont pas encartés à la

1. Francisco Iturraspe Et José Luis Poles, «Movimiento sindical y autogestión. El caso del control obrero en PASA», dans Francisco Iturraspe (dir.), *Participación, cogestión y autogestión en América latina,* vol. 1, San José-Caracas, Nueva Sociedad, 1986, p. 77.

2. J. Dowling, «Petroquímicos. La Intersindical y la Democracia. Una experiencia de lucha en la Zona Industrial de San Lorenzo», dans Leôncio Martíns Rodriguez et col., *Nuevas Tendencias en el Sindicalismo : Argentina-Brasil,* Buenos Aires, Biblos, p. 114.

fédération cégétiste de l'industrie pétrochimique (SUPE) mais organisés au sein du Syndicat des Ouvriers et Employés Pétrochimistes Unis (SOEPU), un «syndicat maison», fondé en 1964 au moment de l'ouverture du complexe et qui n'a d'existence ailleurs que dans les départements de San Lorenzo et de Rosario.

Un syndicat jaune qui commence à voir rouge

700 à 800 ouvriers et employés hautement qualifiés travaillent sur le site dans trois secteurs différenciés, opération, maintenance et administration. Bien que disposant d'une grande autonomie dans les tâches qui leur sont assignées, ils sont encadrés par 200 à 300 agents de maîtrise, techniciens et ingénieurs. Nombre des ouvriers sont diplômés d'instituts technologiques de Rosario et sa banlieue, où ils ont été directement démarchés par le service des ressources humaines de la multinationale à la fin de leur formation et sont donc tous très jeunes lorsqu'ils sont embauchés, en 1962-1965. Ils perçoivent un salaire supérieur à la moyenne du secteur pétrochimique, bien plus important, en tout cas, que ce que gagnent les ouvriers du secteur secondaire à l'époque. Les raisons de ce choix sont simples et sont passées en revue dans El Petroquímico, le bulletin syndical du SOEPU, quelques années plus tard :

> Lorsque PASA a formé ses cadres à partir des ouvriers [recrutés], l'entreprise les a préférés jeunes. Jeunesse synonyme de santé, dynamisme, créativité, désirs de progression matérielle [et] d'esprit pur, c'est-à-dire non contaminé par [les luttes syndicales du] passé[1].

Dans une première phase, les résultats sont plutôt probants pour PASA. «Pendant un temps, se rappelle Dowling, [le SOEPU] a effectivement joué le rôle qui lui avait été assigné par l'entreprise. Pendant les grèves [de 1966] appelées par la CGT, nous nous rendions au travail sous escorte policière. En interne, nous étions tous "une grande famille" [...], jusqu'au jour où les choses ont commencé à changer[2]».

Bientôt, en effet, le «syndicat maison» de PASA échappe aux mains de la direction syndicale qui a partie liée avec la multinationale étasunienne. Parmi les jeunes ouvriers embauchés au moment de l'ouverture du site ou immédiatement après, certains ont déjà un bagage politique ou sont

1. El Petroquímico n° 18, cité dans Gabriela Aguilaet María Cristina Viano, «Algunas reflexiones en torno a los trabajadores de la Zona Norte del Gran Rosario en la primera mitad de los años '70. Un estudio de caso», *Anuario*, n° 17, 1995-1996, Rosario, Universidad Nacional de Rosario, p. 373.
2. J. Dowling, «Petroquímicos. La Intersindical y la Democracia. Una experiencia de lucha [...]», art. cité, p. 114.

proches de certains courants locaux de l'extrême gauche, ce que les ressources humaines n'ont pas su détecter. Rosario et sa région sont, en effet, l'un des bastions du mouvement anarchiste et socialiste en Argentine, dès la fin du 19e siècle, façonnant durablement le mouvement syndical local, mais également l'une des places fortes du péronisme ouvrier, après 1945[1]. Ceux qui sont déjà militants ou qui le deviennent au contact du monde usinier du complexe pétrochimique font, dans un premier temps, profil bas, et développent une activité clandestine, appuyée par des activistes qui interviennent de l'extérieur, notamment depuis l'Université de Rosario, toute proche. Lors des premières élections syndicales, plusieurs jeunes délégués combatifs sont élus et, en 1967, le SOEPU passe sous le contrôle de la liste oppositionnelle, la Liste verte qui évince l'ancienne direction. Toute la gauche syndicale et politique de l'usine y participe et on y retrouve, notamment, des militants de Socialisme révolutionnaire et du Péronisme de base qui vont imprimer au syndicat une pratique radicalement nouvelle, fondée sur un exercice systématique de la démocratie ouvrière, de l'AG et de la recherche permanente d'alliances avec d'autres secteurs combatifs à échelle locale mais, également, quoiqu'avec moins de succès, au niveau national[2].

1. Voir, par exemple, L. Ceruti, *Historia del Primero de mayo en Rosario (1880-2000),* Rosario, La Comuna, 2002.

2. C'est là, également, l'autre spécificité de PASA par rapport au reste des conflits de l'époque. Après 1973, la plupart est animée par la gauche péroniste (Montoneros et la Jeunesse travailleuse péroniste, son organisation de surface), de loin la plus influente au sein des mobilisations d'entreprises de la période 1973-1976, par le Parti révolutionnaire des travailleurs (extrême gauche guévariste, qui défend une stratégie politico-militaire) ou encore par les trotskistes (fondamentalement le Parti socialiste des travailleurs, « moréniste », ou, dans une moindre mesure, Política Obrera). Socialisme révolutionnaire est une toute petite structure issue d'une rupture locale, sur des positions conseillistes, du Parti communiste révolutionnaire (à l'époque guévaro-maoïsant). Le rayon d'influence de SR est très circonscrit mais ce petit groupe réussit à organiser dans la zone nord de Rosario, en plus de ses propres cadres, dont un certain nombre travaillent à PASA, jusqu'à une trentaine « de sympathisants, tous membres de commission directives ou délégués des différents syndicats du cordon industriel, notamment de la pétrochimie, de la chimie [Sulfacid et Duperial], quelques-uns du syndicat céramiste et des huileries industrielles [*aceiteros*] » (témoignage militant cité dans G. Aguila et M.C. Viano, « Algunas reflexiones en torno a los trabajadores de la Zona Norte », art. cité, p. 377). Pour un certain nombre de raisons, liées notamment à la disparition en 1973 de Néstor Moglia, premier secrétaire général « classiste » du syndicat entre 1967-1973, mort dans un accident de voiture (probablement un attentat) avec sa femme, puis à l'exil forcé, en 1974, de Horacio Zamboni (avocat du syndicat, cadre de SR comme Moglia), arrêté sur décret par le gouvernement péroniste, à la suite également de dissensions internes quant à l'analyse de la situation politique nationale (l'aile « ouvrière » de SR étant beaucoup plus pessimiste vis-à-vis des possibilités politiques de la situation que son secteur étudiant de l'Université Nationale de Rosario), son influence commence à décliner à partir de 1973 au profit du Péronisme de base, déjà présent sur place. À la différence de Montoneros, qui défend une ligne oscillante vis-à-vis du gouvernement Perón, les différents groupes qui composent la galaxie du PB se situent sur des positions beaucoup plus radicales, de rupture avec le péronisme au pouvoir. Dans

De «syndicat maison» ou «jaune», le SOEPU intègre la mouvance de ce que l'on appelle alors, en Argentine, les courants «classistes» [*clasistas*] ou «lutte de classe» du syndicalisme, en rupture de ban avec le syndicalisme péroniste traditionnel, y compris de gauche. On retrouve, ainsi, des «classistes» à la tête des syndicats des deux sites FIAT de Córdoba (SITRAC et SITRAM), entre 1969 et 1971, ou encore, entre 1973 et 1975, à la tête du syndicat des métallos du pôle sidérurgiste de Villa Constitución, pour ne citer que les exemples les plus connus. Les «classistes» ne font pas mystère de leur anticapitalisme, maintiennent une intransigeance absolue vis-à-vis du patronat et des pratiques de négociation propres à la bureaucratie syndicale péroniste et ne reconnaissent de souveraineté qu'aux AG, seules aptes, selon eux, à décider de l'orientation générale du syndicat. Dans le cas du SOEPU, dès novembre 1967, donc, c'est un long cycle de conflits qui commence avec la direction de PASA, le patronat en général ainsi que le gouvernement national, quelle que soit sa couleur politique. Il ne prendra fin, violemment, que neuf ans plus tard, le 24 mars 1976, avec le coup d'État et, dans le cas de PASA, la mise sous tutelle par décret militaire du SOEPU et de douze autres syndicats combatifs de San Lorenzo et de la banlieue nord de Rosario.

Entre-temps, parmi les nombreux mouvements initiés ou auxquels participent les ouvriers de PASA, à commencer par la grande grève générale de juin et juillet 1975 contre le gouvernement de la veuve de Perón, l'un des plus emblématiques est celui qu'ils mènent entre le 26 juillet et 22 août 1974. Cette «grève productive», pour reprendre le terme employé par Xavier Vigna pour désigner les conflits de type Lip, en France, après 1973[1], n'est en réalité que le «point culminant d'une série de conflits qui, [à cette époque, en Argentine] introduisent comme modalité d'affrontement le contrôle partiel ou total [de la production]

la région de Rosario-San Lorenzo, par ailleurs, il s'agit d'un PB sui generis dans la mesure où, selon l'un de ses cadres de l'époque, il s'agit d'une organisation «complètement luxemburgiste», à la marge des autres fédérations locales qui composent le PB au niveau national (témoignage de «El Negro», dans Pablo Pozzi et Alejandro Schneider, *Los setentistas. Izquierda y clase obrera, 1969-1976,* Buenos Aires, Eudeba, 2000, p. 257). Ces positionnements très hétérodoxes et conseillistes tant de SR que du PB «*rosarinos*» expliquent pour partie le façonnement des luttes et la pratique conflictuelle opérée à PASA et dans la Zone nord de Rosario, mais également leurs spécificités. Le caractère très circonscrit de leur influence et l'absence de relais politique au sein du reste de l'extrême gauche au niveau national pèsent également beaucoup dans la façon dont les mobilisations de la zone industrielle de San Lorenzo peineront à briser le carcan du localisme.

1. Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968 : essai d'histoire politique des usines,* Rennes, PUR, 2007, p. 107.

de l'usine[1]». La question du contrôle ouvrier entendu comme pratique et instrument limitant le despotisme d'usine et l'arbitraire patronal fait partie des revendications introduites par la ligne dure du péronisme combatif lors des congrès de la CGT de La Falda en 1957 et de Huerta Grande en 1962. La question est même évoquée dans le programme du Front justicialiste de libération (FREJULI), la coalition électorale péroniste qui revient au pouvoir en 1973, mais de façon éminemment démagogique et équivoque. On y laisse entendre que «contrôle ouvrier» et «cogestion» seraient synonymes. Jusqu'en 1973, cependant, aucune expérience réelle de contrôle ouvrier n'avait vu le jour. La nouvelle situation ouverte par la victoire électorale du péronisme et, surtout, la poussée ouvrière qui se poursuit, en marge et contre le péronisme au gouvernement, donne lieu à différentes situations de contrôle ouvrier de la production, toutes menées en opposition aux directions officielles du cégétisme orthodoxe. On songera, par exemple, à Indiel-Martín Amato (sous-traitance automobile, La Matanza, banlieue de Buenos Aires), où les travailleurs imposent un contrôle étroit des rythmes et des cadences, à partir de l'hiver 1974, ou encore à Hilandería Olmos-Petroquímica Sudamericana (production de fibres synthétiques, La Plata), où les grévistes organisent la production pendant deux mois, début 1975[2]. À PASA, au cours des vingt-huit jours de conflit, les travailleurs ne se contentent pas de mettre un frein à la toute-puissance patronale. Ils vont assurer la continuité de la production pétrochimique, sous leur propre contrôle, responsabilité et gestion.

Aux origines de l'occupation : une pratique systématique et radicale de la solidarité intercatégorielle

La «grève productive» dont PASA est le théâtre se déroule dans un contexte national très particulier. D'un côté, le «pacte social» CGT-patronat, mis en place par le gouvernement péroniste rappelé aux affaires en 1973, commence à se fissurer. Malgré le prestige de Perón auprès du monde du travail et des classes populaires, en dépit du soutien

1. «PASA. Entraban y salían libremente pero los patrones estaban al cuete», dans *La Causa Peronista* [hebdomadaire officieux de Montoneros], n° 9, Buenos Aires, 3 septembre 1974, p. 6.
2. On notera que ces deux usines, tout comme PASA, seront le fer-de-lance des expériences de coordination locale et par en bas des grévistes de dizaines d'entreprises («*Coordinadoras*») au cours de l'hiver 1975 et qui font partie de l'aile marchante de la mobilisation contre le gouvernement et le patronat (respectivement les Coordinadoras de La Matanza, de La Plata-Beriso-Ensenada et de San Lorenzo pour Indiel, Petroquímica et PASA). Pour approfondir la question des «Coordinadoras», on pourra se référer, en langue française, à J.-B. Thomas, «Insubordination ouvrière, auto-organisation et Coordinadoras interfabriles en Argentine (1975-1976)», *Atlante. Revue d'études romanes,* n° 4, 2016, p. 125-150.

étroit dont bénéficie le gouvernement de la part de la CGT qui dirige, indirectement, le ministère du travail, les grèves et les conflits sociaux, qui sont censés être proscrits par le «pacte social», se multiplient. De l'autre, Perón, dernier recours de l'establishment pour garantir la paix sociale, massivement élu en 1973, après six années de régime militaire, avec près de 62 % des voix au premier tour, décède brutalement, le 1er juillet 1974. La nouvelle plonge le pays dans la sidération et l'inquiétude. Le pouvoir passe à la vice-présidente, Isabel Martínez, la veuve de Perón, qui ne bénéficie pas du même ascendant que le vieux général sur le mouvement ouvrier. La situation économique, par ailleurs, commence à se dégrader, réduisant un peu plus les marges de manœuvre de l'exécutif. Le gouvernement fait le choix de raidir encore davantage sa politique alors que se succèdent les attentats et les assassinats contre le mouvement ouvrier combatif et la gauche révolutionnaire, commandités directement depuis le ministère des affaires sociales qu'occupe un proche de Perón, José López Rega.

Dans ce cadre, le mois de juillet 1974 voit une certaine décrue des conflits en raison de la spirale de violences et, surtout, du contexte endeuillé, et celui de PASA n'est donc que plus révélateur de la séquence politique et sociale que traverse le pays. Sur place, à San Lorenzo, c'est l'agression d'un travailleur sous-traitant de la cantine par un agent de maîtrise qui met le feu aux poudres. L'ensemble des ouvriers de PASA présents sur le site, ce jour-là, le 26 juillet 1974, débraie par solidarité. L'incident crée d'autant plus d'émoi que, non seulement, «la qualité de la nourriture est absolument déplorable[1]» mais, surtout, le salarié agressé est «un camarade que [les militants du SOEPU] auraient voulu voir devenir délégué syndical[2]». Sans doute la situation est suffisamment explosive et la subjectivité ouvrière d'usine suffisamment chauffée à blanc pour que le moindre événement ne fasse précipiter les choses. Une chose est sûre, néanmoins : les grévistes réaffirment l'une des revendications défendues depuis plusieurs années par leur syndicat. Le débrayage de solidarité est l'occasion de rappeler leur demande de résiliation du contrat de Gallucci, l'entreprise qui assure la restauration sur le site, et l'embauche directe du personnel de cantine comme de l'ensemble du personnel sous-traitant opérant sur le complexe pétrochimique par PASA ou, du moins, leur intégration à la convention collective du SOEPU. On ne peut comprendre cette extrême réactivité

1. «Defender a PASA», *Política Obrera* [publication bimensuelle du groupe politique trotskiste éponyme], n° 204, Buenos Aires, 8 août 1974, p. 6.
2. Témoignage de Juan Venanzi, cité dans Martín Escobedo et María Victoria Deux Marzi, *Autogestión obrera en la Argentina. Historia y presente,* Rosarion, Universidad Nacional de Rosario, 2005, p. 83.

et ce très fort sentiment de solidarité intercatégoriel des ouvriers de production à très fort revenu vis-à-vis des salariés précaires d'une entreprise sous-traitante sans se référer à la trajectoire du SOEPU jusqu'alors.

Le syndicat, à partir de 1967, a su briser les limites étroites du corporatisme jaune pour lequel il avait été créé, à l'origine. Il met alors en pratique, chaque fois que cela est possible, une orientation transversale et horizontale d'appui aux luttes et de soutien aux secteurs les plus exposés syndicalement, au niveau local comme national. C'est l'une des raisons pour lesquelles, après que la Liste verte réussit à en évincer l'ancienne direction, en 1967, le SOEPU va bientôt devenir l'un des syndicats les plus combatifs de la banlieue nord de Rosario, notamment en «sortant de l'anonymat [...] à travers une première grève de solidarité avec les ouvriers cordobais[1]», en mai 1969, en soutien du *Cordobazo*. Par la suite, le SOEPU est à l'origine, entre 1970 et 1971, de l'Intersyndicale de San Lorenzo (*Intersindical de gremio*). Plus couramment appelée «la Inter», il s'agit d'une structure interprofessionnelle qui entend coordonner par en bas et sur une orientation très combative plusieurs organismes syndicaux d'entreprise de la zone San Lorenzo-Puerto San Martín, à commencer par les syndicats du secteur chimique, céramiste, agroalimentaire, de l'industrie du papier, et ce alors que l'Argentine vit, à l'époque, sous régime militaire depuis 1966[2]. On comprend aisément, dans ce cadre, que le SOEPU mène systématiquement, à l'échelle syndicale, une politique d'unification des travailleurs de l'ensemble du secteur chimique et pétrochimique (réclamant la constitution d'un syndicat unique), mais également en direction des secteurs sous-traitants qui opèrent sur le site de la raffinerie. Un précédent au débrayage de juillet 1974 remonte à 1971. À l'époque, déjà, l'«aristocratie ouvrière» du SOEPU avait déployé une intense campagne de solidarité vis-à-vis de la grève des travailleuses employées au nettoyage sur le complexe pétrochimique, intégrées par la suite au personnel PASA. Trois ans auparavant, par plusieurs mouvements de pression, le SOEPU avait également obtenu que les ouvriers de maintenance opérant ponctuellement sur site soient couverts par la convention collective de PASA et non par celle, bien moins avantageuse, de la construction, pour «éviter que les *changarine*s [ouvriers payés à la journée] ne puissent potentiellement

1. J. A. Dowling, «Petroquímicos. La Intersindical y la Democracia. Una experiencia de lucha…», art. cité, p. 119.
2. On peut se référer, pour cette question, au chapitre «El SOEPU y la Intersindical de San Lorenzo» dans L. Ceruti et M. Resels, *Democracia directa y gestión obrera. El SOEPU…, op. cit.,* p. 125-153.

être manipulés et être utilisés comme des briseurs de grève contre les ouvriers de PASA en cas de conflit.[1] »

La situation, en 1974, est radicalement différente. L'équipe syndicale qui dirige le SOEPU a gagné en expérience et la base ouvrière du syndicat a su prendre confiance en ses propres forces au fil des escarmouches et des combats partiels menés contre la direction de la multinationale. C'est donc au cours de l'assemblée convoquée à la suite de l'agression de l'employé de la cantine qu'un travailleur du rang du SOEPU propose de mener le combat pour la résiliation du contrat de sous-traitance non pas seulement en poursuivant le débrayage mais en occupant le site de l'intérieur – ce qui est relativement courant dans les conflits de la période 1969-1976[2] – mais, surtout, en continuant la production sous contrôle ouvrier. Comme se souvient Juan Venanzi, ouvrier de production et dirigeant du syndicat, « tout cela s'est passé en raison de l'horizontalité du pouvoir [existant au sein du collectif ouvrier]. Les comités [mis en place pour assurer le contrôle ouvrier] ne se sont pas constitués parce que c'est la [direction du syndicat] qui l'avait exigé, mais parce que c'était un souhait des travailleurs. [Au cours de l'AG] il y a un type qui a dit qu'il fallait faire des comités parce que dans d'autres usines il y en avait déjà et aussi parce qu'il avait lu ça dans un bouquin de Marx[3] ».

La mise en place « naturelle » du contrôle ouvrier

La décision de prendre le contrôle de l'usine surgit donc d'une proposition de la base et témoigne du travail de formation politique qui a structuré l'intervention des équipes militantes au sein du SOEPU. L'idée de poursuivre la production ou, considéré sous un autre angle, de ne pas la bloquer, découle également d'autres considérations. Il s'agit en effet, d'un point de vue pénal et politique, d'éviter le piège consistant à se faire accuser par l'exécutif – soi-disant « populaire » – ou par le ministère du travail – dirigé par un ancien cégétiste et avec lequel collabore

1. Témoignage de Horacio Zamboni, avocat du SOEPU entre 1967 et 1974 et cadre de SR, cité dans Martín Escobedo et Agustín Prospitti, « Estudio de las prácticas sindicales de los trabajadores petroquímicos y metalúrgicos en sur santafesino », *Historia Regional, Sección Historia,* n° 24, Villa Constitución, Instituto Superior de Profesorado nº 3, 2006, p. 56.
2. Pour approfondir la question du répertoire d'action ouvrier dans les grèves sauvages avec occupation de cette même période, on pourra se référer, en langue française, à J.-B. Thomas, « Grèves sauvages, piquets et plastic à Astarsa et Matarazzo. La Zone nord du Grand Buenos Aires à la veille du Rodrigazo » dans Les Langues Néo-Latines n° 375, SLNL, Paris, décembre 2015, p. 107-120.
3. Témoignage de J. Venanzi cité dans M. Escobedo et MV Deux Marzi, *Autogestión obrera en la Argentina…, op. cit.,* p. 83.

étroitement la direction de la centrale péroniste – «d'"ennemis de la nation" [tout en] dépossédant [PASA] de son pouvoir de direction de la production.[1]» Comme nous l'avons vu, les débrayages sont en effet théoriquement interdits depuis la mise en place du pacte social, quatorze mois auparavant. Par ailleurs, la réforme du Code pénal, voulue par Perón, sanctionne durement les grèves et punit les ouvriers participant à des actions sauvages de peines de prison. Cependant, la nouvelle législation péroniste «ne dit rien d'une usine continuant à produire uniquement avec les ouvriers, mais sans chefs ni patron[2]».

Si les ouvriers réussissent à se jouer du gouvernement, ils ont également une connaissance fine du procès de production. Les discussions menées en amont du conflit de même que les pratiques politiques du SOEPU font que, dans un premier temps, le contrôle ouvrier va s'imposer presque comme une évidence. Dowling résume la situation initiale de la façon suivante :

> Lorsque [...] le comité de production [s'est réuni] dans le hangar de maintenance (qui était un peu comme notre quartier général) pour discuter des mesures à prendre pour assurer la poursuite du processus de production, on est restés un moment en silence jusqu'à ce que quelqu'un dise comme si c'était une évidence : il suffit de faire comme d'habitude, laisser l'usine tourner, puisque c'est l'usine qui fait tout tourner[3].

Les grévistes se rendent compte, assez vite, que la situation est, en réalité, un peu plus complexe. Et du point de vue légal, et du point de vue productif.

Sur cet aspect-là, la pérennité du processus est coordonnée par le comité de production. Il se réunit à chaque prise d'équipe, à savoir matin, après-midi et soir, puisque le complexe continue à tourner en 3x8. Toujours selon Dowling, «dès que les collègues entraient et se dirigeaient à leur poste de travail, dans chaque section ou atelier, les ouvriers se réunissaient et discutaient des problèmes existants, des priorités en termes de maintenance, etc. On nommait alors un délégué qui se rendait à la réunion du comité de production pour y exposer ce qui avait été voté dans sa section. Dans ce comité, l'ensemble des représentants de tous les secteurs de l'usine se mettait d'accord sur la manière d'organiser le travail de chaque équipe. On considérait donc

1. J. A. Dowling, «Petroquímicos. La Intersindical y la Democracia. Una experiencia de lucha…», art. cité, p. 125.
2. F. Iturraspe et J. L. Poles, «Movimiento sindical y autogestión…», art. cité, p. 83.
3. Témoignage de Dowling cité dans F. Iturraspe et J.L. Poles, «Movimiento sindical y autogestión […]», art. cité, p. 92.

les priorités et en fonction de la situation on répartissait les collègues travaillant à la maintenance[1] ».

Le contrôle repose essentiellement sur les travailleurs de production et de maintenance mobilisés mais il s'exerce également aux côtés du personnel d'encadrement volontaire. Plusieurs agents de maîtrise et techniciens-cadres, organisés au sein d'une autre structure syndicale, l'APESUP[2], collaborent avec les différents comités et le personnel hiérarchique intermédiaire se situe, globalement, du côté des grévistes. Il en va tout autrement pour les personnels de direction. À la différence de ce qu'il se produit au cours d'autres conflits ouvriers durs de la même période, ils ne sont pas retenus en otages mais leurs déplacements sont encadrés par les travailleurs qui participent au comité de sécurité. Comme le souligne un ouvrier à l'issue du conflit, le personnel de direction « pouvait aller et venir librement, mais il ne servait plus à rien[3] ». Dans le cadre d'un renversement de l'ensemble des liens hiérarchiques, consubstantiel aux moments de grève, les ouvriers balaient d'un revers de la main l'ensemble de la législation d'usine antérieure qui codifie strictement les champs d'intervention de chacun. Ils instaurent ainsi d'autres pratiques, horizontales, plus fraternelles, d'un côté, mais également verticalistes, de l'autre, à la portée symbolique extrêmement importante compte tenu de ce qui, en période « normale », s'articule autour du rapport direction, encadrement et exécutants. Comme le rappelle Dowling :

> [Les cadres] pouvaient circuler librement dans l'usine, après avoir été fouillés à l'entrée, ce qui irritait au plus haut point les « casques blancs » [couleur distinctive des casques de sécurité portés des cadres de PASA] les plus autoritaires. Cette mesure, de l'extérieur, peut sembler une faiblesse, mais dans les faits c'est une des choses les plus intéressantes que nous ayons réussies. Ceux qui auparavant se sentaient indispensables à la bonne marche de l'usine, comme « dirigeants irremplaçables », ont vu leur fonction disparaître de jour au lendemain. On pouvait les voir déambuler dans l'usine comme des touristes, observant comment on battait des records de production, [...] comment on modifiait le processus productif[4].

En effet, au fur et à mesure de la mise en place du contrôle, l'organisation ouvrière de la « grève productive » se complexifie en se

1. *Idem*.
2. Association du personnel supérieur de PASA (« Asociación Personal Superior de PASA »).
3. « PASA. Entraban y salían libremente […] », art. cité, p. 7.
4. Témoignage de Dowling cité dans F. Iturraspe et J. L. Poles, « Movimiento sindical y autogestión… », art. cité, p. 93.

structurant à partir de l'AG des travailleurs. Aux côtés du comité de production et du comité central, tous deux responsables devant les AG de section et, en dernière instance, devant l'AG des travailleurs de PASA, les occupants mettent sur pied d'autres structures. Un comité de sécurité, bientôt renforcé par un comité de discipline, prend en charge le contrôle sécuritaire du site. Le comité de ravitaillement s'occupe, lui, de l'intendance et de la cantine. Un comité de propagande prend en charge les rapports avec l'extérieur de l'usine ainsi que la publication du bulletin que les travailleurs du SOEPU continuent à éditer tout au long du conflit, El Petroquímico. À ses côtés, le comité de lutte centralise les informations quant à l'évolution des négociations avec la direction de la multinationale et le ministère du travail.

Violence et autodéfense

Sur le plan de la sécurité et du suivi politique du conflit, le travail de ces différents comités est d'autant plus important que le climat que vit le pays au lendemain du décès de Perón est extrêmement violent et chaotique. Même si, sur le papier, rien n'empêche des ouvriers d'être «en grève productive», le gouvernement, le ministère du travail et le patronat ne l'entendent pas de la même oreille. Au niveau de la propagande, à l'exception des journaux militants de gauche et d'extrême gauche, la presse relaie la campagne orchestrée par le gouvernement et la direction de PASA destinée à discréditer la lutte des travailleurs pétrochimiques. Les bulletins du syndicat, les réunions publiques organisées, les encarts payants publiés dans la presse sont, en ce sens, l'un des fronts sur lequel combattent également les grévistes.

Ces derniers savent qu'ils ne sont pas à l'abri d'une provocation ou d'un sabotage, voire d'une attaque des commandos paramilitaires mis en place par le ministère des Affaires sociales, en lien avec la bureaucratie syndicale, les syndicalistes péronistes de droite, et qui visent les militants et les ouvriers en lutte, avec la bénédiction du patronat, la complicité de la police et la bienveillance de l'armée. Au moment du conflit, en effet, la situation est caractérisée par la multiplication d'attentats perpétrés par la tristement célèbre Alliance Anticommuniste Argentine. On songera, ainsi, à l'assassinat du député péroniste de base Rodolfo Ortega Peña, le 31 juillet, en plein Buenos Aires, à l'enlèvement et à l'assassinat de quatre militants péronistes montoneros à La Plata, le 6 août, qui fait suite à l'exécution, fin mai, de trois ouvriers et militants trotskistes du Parti socialiste des travailleurs (PST) à Pacheco (banlieue nord de la capitale), ou encore à l'attaque à la bombe contre le syndicat des très combatifs métallos de Villa Constitución, avec lesquels le SOEPU est en

lien, le 1er août, qui ne fait pas de victimes mais qui détruit leur local[1]. Au cours des semaines suivantes ce sont plusieurs figures de premier plan qui sont assassinées : Alfredo Curutchet, avocat du syndicat lutte-de-classe des usines Fiat de Córdoba, le 10 septembre, Atilio López, ancien vice-gouverneur péroniste de gauche de la province de Córdoba et dirigeant du syndicat des chauffeurs de bus, le 16, Julio Troxler, personnalité saillante de l'aile la plus radicale du péroniste, le 20, ou encore Silvio Frondizi intellectuel marxiste et frère de l'ancien président Arturo Frondizi, le 27.

Dans ce cadre, donc, c'est par petits groupes, élus en AG de secteurs, que les grévistes assurent la sécurisation jour et nuit du périmètre du complexe pétrochimique et du site, depuis l'intérieur, ainsi que la défense des locaux du SOEPU, situés à Rosario. Par ailleurs, sans tomber dans une logique militariste, qui imprègne alors une bonne partie de l'extrême gauche argentine, mais sans pour autant reculer devant la nécessité de s'équiper conséquemment compte tenu de la situation que traverse le pays, dans le sillage de ce que serait une milice ouvrière d'usine, c'est un détachement de grévistes qui assure la sécurité du transport de fonds destiné au paiement du salaire et des primes du mois de juillet des ouvriers. Ce faisant, les grévistes empiètent un peu plus sur ce qui relève de la loi ou, simplement, de ce qui peut être toléré, y compris dans le cadre d'une grève, instaurant l'idée d'une nouvelle légitimité, par la pratique.

Plusieurs hypothèses existent quant aux raisons pour lesquelles le conflit ne subit pas, du moins frontalement, une contre-offensive en bonne et due forme de la part du gouvernement central. L'une d'entre elles a trait aux potentialités de la grève en tant que telle. Malgré l'hostilité patronale manifeste qui s'exprime tout au long du conflit, la direction de la multinationale états-unienne est consciente de la façon dont certaines grèves dures menées au cours de la période dégénèrent encore davantage dès lors que le calcul du rapport des forces en présence est erroné. Il est probable que la direction de la multinationale états-unienne ait préféré temporiser, en pariant sur «l'usure et la fatigue des grévistes[2]», comme l'analyse l'un d'entre eux, à l'époque, et qu'elle

1. Situé à un peu moins de cent kilomètres au sud de San Lorenzo, entre Rosario et Buenos Aires, Villa Constitución est un pôle sidérurgique majeur qui sera le cadre, au cours des années 1974-1975, de l'un des processus de lutte les plus intenses de la période, mettant aux prises, directement, plusieurs milliers d'ouvriers sidérurgistes, fortement influencés par l'extrême gauche, le gouvernement péroniste, la bureaucratie syndicale et l'une des fractions les plus concentrées du patronat argentin. José Martínez de Hoz, l'un des principaux cadres dirigeants d'Acindar, la plus grosse usine de Villa, deviendra d'ailleurs, entre 1976 et 1981, ministre de l'économie de la dictature argentine.

2. «PASA, treinta días de control obrero», dans *Avanzada Socialista* n° 117 [hebdomadaire du PST],

ait fait pression sur l'exécutif, le ministère du travail et de l'Intérieur pour éviter une confrontation à l'issue incertaine avec les ouvriers en lutte. Le fait de jouer la montre n'aura pas l'effet escompté, dans le cas spécifique de cette grève. PASA, néanmoins, s'épargne un conflit qui aurait pu faire boule de neige comme cela arrive, par exemple, à Villa Constitución, pendant 59 jours, entre le 20 mars et le 19 mai 1975, à la suite de l'intervention du gouvernement contre le syndicat des métallos. Cela ne veut pas dire, pour autant, que les autorités états-uniennes, sur place, ne suivent pas avec une attention toute particulière l'évolution du conflit au regard des intérêts engagés sur le site[1]. Cependant, ni le Département d'État, ni le Pentagone ni l'ambassade états-unienne en Argentine ne sont partisans, à l'hiver 1974, d'actions qui pourraient compliquer davantage la situation ou compromettre le succès d'un putsch si cette solution venait être à adoptée, comme cela adviendra quelques mois plus tard.

Buenos Aires, 20 août 1974, p. 12

1. En témoignent, par exemple, les quelques documents déclassifiés pour la période, une minorité par rapport à l'ensemble des documents produits, au sujet des intérêts de PASA dans le pays. Ainsi, dans un rapport rédigé quelques jours après le conflit de l'hiver 1974, l'antenne du FBI au sein de l'ambassade à Buenos Aires retient dans son décompte des « actes terroristes » du mois de septembre 1974 « le colis piégé envoyé aux bureaux […] de Petroquimica Argentina Company, dont les principaux actionnaires sont City Service Corporation, Continental Oil Company et Uniroyal In. » (FBI, « Foreign political matters-Argentina. Argentine terrorist activities », Buenos Aires, 9 octobre 1974, document déclassifié le 9 mai 2000, Department of State, p. 4). En comparaison avec les autres événements listés dans ce long rapport de 11 pages, il s'agit d'un quasi fait-divers, mais le fait de l'évoquer montre bien la façon dont les intérêts de la multinationale sont suivis de près par les autorités nord-américaines sur place. Dans un même ordre d'idée, dans un mémorandum rédigé après le coup d'État au sujet des rapports à instaurer avec la Junte militaire, Robert C. Hill, l'ambassadeur états-unien en poste en Argentine entre 1974 et 1977, recommande à son administration de porter une « politique de soutien actif au niveau économique » avec, « par exemple, la concession de trois prêts déjà demandés, auprès de la Export-Import Bank of the United States [de façon à] permettre l'achèvement de la première phase du projet de mise en place de Petroquímica Bahía Blanca » (From Am. Embassy Buenos Aires to SecState, « CASP for Argentina », avril 1976, document déclassifié le 1er juin 1991, Department of State, p. 10). Le projet de pôle pétrochimique de Bahía Blanca est une question qui revient régulièrement au cœur des discussions économiques dans l'Argentine des années 1970. L'appel à projet pour la création de ce gros pôle pétrochimique, financé par des fonds publics argentins sur la base de prêts concédés par les États-Unis, est remporté par la filiale locale de la multinationale états-unienne Dow Chemical (qui se retire, au dernier moment), le consortium à l'origine de PASA ayant été classé en seconde position. C'est, aujourd'hui, Dow Chemical Argentina qui est propriétaire du complexe de Bahía Blanca (qui finit par voir le jour en 1983, et qui est l'un des plus importants du continent), et qui a racheté le site PASA de San Lorenzo, soulignant, dans un certain sens, la lucidité et la clairvoyance des recommandations de l'ambassadeur états-unien en poste à Buenos Aires en 1976.

École de planification

À San Lorenzo, néanmoins, malgré l'ensemble de ces difficultés, le contrôle est pleinement effectif au cours des 28 jours de conflit. Les ouvriers arrivent non seulement à maintenir la production mais, même, à l'augmenter et à assurer l'ensemble des travaux de maintenance et de réparation que nécessite la structure du complexe pétrochimique. Pour ce qui est de la production, en dépit des tentatives de la direction de PASA de faire cesser les approvisionnements, les travailleurs parviennent, à partir des stocks existants notamment, à augmenter la production, en particulier pour ce qui est du styrène (40 %) et de l'éthylbenzène (20 %), deux dérivés pétrochimiques nécessaires à la production de polystyrènes et de peinture[1]. Au cours du mouvement, les grévistes investissent l'ensemble du champ technique et administratif généralement réservé aux cadres. Ils vont ainsi réussir à réaliser un audit dont le résultat est communiqué à la direction de PASA autour des questions de maintenance et de ressources humaines auxquelles ils estiment nécessaire de répondre de façon à relever les niveaux de production. Ils réalisent également, avec succès, mais contre l'avis de la direction, un certain nombre d'opérations de maintenance[2].

L'ensemble de ces activités représentent une véritable école de planification ouvrière de la production pour les occupants, renforçant le processus de renversement des rapports entre dirigeants et exécutants. Tout ceci n'est pas sans rappeler ce qu'observe Gramsci, cinquante ans auparavant, à propos d'une situation bien plus éruptive, dans l'Italie des luttes ouvrières après la Première Guerre mondiale, à savoir que «les journalistes de la classe bourgeoise se tordent de rage, contraints comme ils sont de constater l'activité de la classe ouvrière dans les usines occupées ; activité qui se manifeste par des initiatives, prises par la classe ouvrière, tant dans le domaine de la production, que [...] du règlement intérieur ou dans celui de la défense militaire. Les hiérarchies sociales sont brisées, les valeurs historiques se sont déplacées, les classes

1. Voir notamment «Sigue el control : 19 días que PASA produce más», *Noticias,* n° 256, Buenos Aires, 14 août 1974, p. 8 ; et «PASA : 25 días de control obrero», *Noticias,* n° 259, Buenos Aires, 17 août 1974, p. 9.

2. On peut ainsi lire dans l'un des communiqués de grève des ouvriers la réponse des travailleurs à l'ingénieur Mulet, l'un des cadres de PASA, qui exige la fin du conflit afin d'assurer la maintenance des instruments de catalyse, opération extrêmement complexe que ne peuvent assurer seuls les grévistes, selon la direction, et impliquant l'arrêt d'une bonne partie du site. Les travailleurs y indiquent que l'opération a finalement été réalisée sous leur propre contrôle et supervision, ce à quoi Mulet s'est opposé dans un premier temps avant d'être contraint de céder. Voir L. Ceruti et M. Resels, *Democracia directa y gestión obrera. El SOEPU… op. cit.,* p. 179.

«exécutantes», les classes «instruments» sont devenues des classes «dirigeantes», elles se sont mises à leur propre tête, elles ont trouvé dans leurs rangs les hommes représentatifs, [...] les hommes capables d'assumer toutes les fonctions qui feront d'un agrégat élémentaire et mécanique une cohésion organique [...]. Tout ceci fait se tordre de rage [...] ceux qui croient que la classe bourgeoise a été investie par Dieu des pouvoirs de décision et d'initiative historique![1]». Pour le dire avec les mots d'un gréviste, argentin, «je crois que PASA a été surprise par une nouvelle forme de lutte des ouvriers qu'elle exploite. [...] Elle n'a pas pensé que ses ouvriers, en se voyant architectes du processus productif, allaient gagner en confiance, jour après jour, en sortant de leurs tripes des valeurs que le patronat est incapable de reconnaître. Car sous le capitalisme, un ouvrier, c'est juste un engrenage de la machine[2]».

Au fur et à mesure que le conflit se prolonge, de nouvelles revendications affleurent, notamment celle du passage à la journée de 6 heures ainsi que la nationalisation du site. Il s'agit de mots d'ordre défendus depuis des années par le syndicat, comme on peut le voir de façon assez paradigmatique à la une de *El Petroquímico* (n° 20, novembre 1972). En arrière-fond de l'illustration, on distingue l'un des énormes ballons de butane du site ainsi qu'une torchère allumée, indiquant la continuité de la production, et, au premier plan, un groupe de travailleurs qui manifeste en brandissant des banderoles et des pancartes sur lesquelles on peut lire «cantine», des «salaires dignes» mais aussi «6 heures» et «formation et rotation[3]». La question de la formation et de la rotation sur les postes, de façon à limiter le plus possible le caractère routinier, la pénibilité et la répétitivité de certaines tâches, est bien entendu appliquée pendant la période du contrôle ouvrier:

> Tout au long du conflit, dit un gréviste dans la presse militante, on a travaillé dans un climat différent. [...] Nous nous sentions libérés de toute pression patronale [...] et ça a été pour nous un véritable stimulant[4].

Pour Dowling, l'expérience du contrôle ouvrier a donné «plus de sens à notre journée de travail, que l'on trouvait interminable auparavant. La participation libre au processus, avec l'élection à différentes tâches, avec un système de rotation des mandats, au sein des différentes

1. A. Gramsci «Dimanche rouge» (5 mars 1921), dans *Écrits politiques (1921-1922),* Paris, Gallimard, 1975, p. 383.
2. «PASA, treinta días…», art. cité, p. 12.
3. Reproduit dans L. Ceruti et M. Resels, *Democracia directa y gestión obrera. El SOEPU… op. cit.,* p. 220, annexe 13.
4. «PASA. Entraban y salían libremente…», art. cité, p. 7.

commissions pour gérer l'usine et le conflit [...] donnait au travail [un sens] moins opprimant, aliénant, dépourvu de tout intérêt[1] ».

Faire bloc

Au bout de vingt-huit jours de « grève productive », la direction de la multinationale états-unienne qui avait parié sur l'essoufflement du conflit finit par rendre les armes et cède sur la première des revendications, la question de la sous-traitance et de la précarité des personnels de cantine. Le 22 août 1974, le mouvement est levé par les travailleurs au cours de ce que les grévistes appellent l'« assemblée de la victoire[2] ». Après une lutte d'une telle ampleur, avec un tel niveau de radicalité et mettant en œuvre un tel éventail d'actions, parler de succès au regard de ce qui a été obtenu, à savoir la résiliation d'un contrat de sous-traitance et la promesse d'embauche de 18 personnels précaires, peut sembler à première vue paradoxal. Ce serait cependant limiter le conflit à un horizon strictement économique et en oublier la portée largement symbolique et politique et, surtout, les quelques leçons qui découlent du « mauvais exemple » qui a été donné, pendant près d'un mois, par les pétrochimistes de San Lorenzo et leurs alliés.

La première leçon a trait à leur capacité d'entraînement et à faire bloc, autour d'eux, sans quoi le conflit aurait été tué dans l'œuf ou n'aurait, du moins, pas connu une telle durée. Bien entendu, un certain nombre d'éléments à la fois objectifs et subjectifs ne sont pas favorables à un dépassement de l'isolement relatif, du moins au niveau national, duquel le conflit de PASA reste prisonnier : le contexte général, endeuillé par la mort de Perón, la phase transitoire qui s'ouvre avec le changement à la tête de l'exécutif, la poursuite de la collaboration de la CGT avec le gouvernement et un certain sectarisme spéculaire, tant de la part de la gauche radicale et de l'extrême gauche argentines vis-à-vis du conflit que de la part des dirigeants politiques du SOEPU vis-à-vis des autres courants au niveau national. Le conflit, en effet, est dirigé, comme nous l'avons vu, par des tendances minoritaires au sein de l'extrême gauche, en l'occurrence le PB « *rosarino* » (lui-même minoritaire au sein du PB « national ») et SR, à l'époque en perte de vitesse, deux organisations qui, à leur tour, manquent d'une réelle politique d'envergure nationale pour faire de PASA un combat emblématique. Ce dernier va souffrir de cet excès de localisme qui marque une série de luttes à l'époque, dont

1. Témoignage de Dowling cité dans L. Ceruti et M. Resels, *Democracia directa y gestión obrera. El SOEPU…, op. cit.*, p. 194.
2. « PASA : victoria. La patronal aceptó los planteos », *Noticias,* n° 262, Buenos Aires, 23 août 1974, p. 8.

celui des métallos de Villa Constitución précédemment évoqué, avant la grande vague de grève de l'hiver 1975.

Toutefois, les grévistes de PASA réussissent à tisser un solide réseau de solidarité qui sera précieux au cours des mois suivants. Tout d'abord, avec la poursuite de la production, les travailleurs indiquent qu'ils ne souhaitent pas mettre en danger l'activité des entreprises sous-traitantes de PASA et, par conséquent, des milliers d'emplois indirects au niveau départemental. Par ailleurs, et alors que le pays commence à traverser une grave crise économique qui va aller en s'approfondissant, ils font également la démonstration que ce ne sont pas les salariés qui sont à l'origine du désapprovisionnement et du marché noir qui sont, en réalité, orchestrés par certains secteurs du patronat qui tentent de faire pression sur le gouvernement pour libéraliser les prix et les tarifs. Comme le rappelle un reportage publié dans Puro Pueblo sur le conflit, «aux revendications initiales s'ajoutent d'autres dénonciations liées aux problèmes d'insalubrité et de pollution provoquées par les rejets toxiques [...] qui affectent non seulement les travailleurs de l'entreprise mais également l'ensemble des habitants des quartiers alentour[1]». Ainsi, les grévistes profitent des opérations de maintenance et des réparations qu'ils mettent en œuvre contre l'avis des cadres et de la direction de PASA pour répondre à certaines préoccupations de la population au niveau environnemental[2]. À la demande des habitants de Puerto General San Martín, par exemple, les grévistes procèdent au remblai d'un bassin destiné à l'incinération des déchets plastiques connecté au fleuve. Enfin, au niveau du tissu productif local, les travailleurs de PASA consolident le soutien dont ils bénéficient : ils comptent sur un large front d'organisations qui les appuient avec, en première ligne, les syndicats combatifs du département comme celui de Duperial et Sulfacid (pétrochimie), ou encore les syndicats des travailleurs céramistes, des travailleurs du secteur public (enseignants et travailleurs municipaux de San Lorenzo). Le signe révélateur de la façon dont les travailleurs de PASA réussissent à construire une sorte d'hégémonie ouvrière au niveau zonal est également le soutien qu'ils obtiennent de la chambre syndicale des PME, à savoir l'Union des Commerçants et Industriels de

1. «La Lucha pasa por PASA», *Puro Pueblo,* n° 4, [l'une des revues exprimant les points de vue du Péronisme de Base], Córdoba, première quinzaine d'août 1974, p. 12.
2. Aujourd'hui, la combinaison de pollution liée aux activités du pôle pétrochimique, du trafic routier lié au transport de céréales et d'oléagineux et, surtout, l'intensification de l'agriculture pampéenne (soja transgénique, notamment), avec une utilisation accrue d'intrants, a fait de la région paranéenne l'une des plus contaminées du Cône Sud (pollution des sols, atmosphérique et impacts multiples sur la santé des habitants).

San Lorenzo, parvenant ainsi à neutraliser voire à entraîner derrière eux la petite-bourgeoisie et un secteur des petits chefs d'entreprise locaux.

Rosa Luxemburg (et d'autres) dans la pampa

La seconde leçon a trait à la façon dont la direction du conflit, qui agit en véritable Comité de grève, en lien avec l'AG des travailleurs mobilisés, élargit, à mesure que le conflit se durcit, l'horizon des revendications. À sa façon et avec ses propres méthodes, issues des expériences préalables, le comité central met en œuvre les recommandations formulées dans certains des textes les plus classiques du marxisme révolutionnaire sur la question de la conflictualité ouvrière en période de crise et le programme à y défendre :

> Le mouvement ouvrier de l'époque de transition n'a pas un caractère régulier et égal, mais fiévreux et explosif. Les mots d'ordre, de même que les formes d'organisation, doivent être subordonnés à ce caractère du mouvement. Rejetant la routine comme la peste, la direction doit prêter attentivement l'oreille à l'initiative des masses elles-mêmes. [...] Le comité [de grève] coïncidera formellement avec l'organe du syndicat, mais il en renouvellera la composition et en élargira les fonctions. Cependant, la principale signification des comités est de devenir des états-majors de combat pour les couches ouvrières que le syndicat n'est, en général, pas capable d'atteindre. C'est d'ailleurs précisément de ces couches les plus exploitées que sortiront les détachements les plus dévoués à la révolution[1].

Ainsi, la direction du conflit réussit à poser clairement, en AG, une série de revendications qui sont ratifiées par la base et qui contribuent à irriguer le débat des équipes syndicales combatives et des réseaux militants au niveau régional et au-delà. C'est le cas de la question de la réduction du temps de travail sans réduction de salaire, de la titularisation des précaires et de l'embauche. C'est également le cas de la question de l'étatisation, votée à une large majorité en AG, véritable coup porté contre un gouvernement en mal de légitimité et qui souhaite redorer quelque peu son blason «populaire» en promettant, à l'époque, de nationaliser ici ou là sans jamais revenir cependant sur les contrats léonins signés par les multinationales en Argentine, notamment, dans les secteurs automobile, pétrochimique ou de l'énergie[2]. Comme le

1. Voir Léon Trotsky, «Le pogramme de transition» (1938), dans Léon Trotsky, *Un programme pour la révolution. Programme de transition et textes choisis,* Paris, Communard·es, 2021, p. 282.
2. On songera aux nationalisations symboliques décidées quelques mois plus tard par le gouvernement dans le secteur de l'électricité ou de la distribution du carburant, au printemps 1974. En revanche, en dépit de frictions existantes, notamment par rapport aux grands groupes de l'industrie automobile, ni

rapporte un ouvrier du complexe, dans une interview à La Causa Peronista, pendant le conflit, «on ne veut pas d'une soi-disant "argentinisation" qui transmette l'entreprise à des hommes de paille locaux des yankees; ce qu'on veut, nous autres les travailleurs, c'est que l'État prenne le contrôle de PASA, pour pas que ce soit juste l'histoire d'un changement de noms et que les propriétaires restent les mêmes[1]». Cette question, à l'époque, suscite des débats internes au sein des différents courants qui animent le conflit, notamment autour des caractéristiques que devrait revêtir cette nationalisation, à savoir sous contrôle, ou non, des travailleurs. Cependant, comme le soulignent *a posteriori* Itarruspe et Poles, tous deux militants PB, de la tendance «lutte de classe» du péronisme opposée au gouvernement, «la revendication de nationalisation, adoptée par la majorité des travailleurs, exprimait les limites d'un processus isolé et circonscrit à une seule usine [mais] signifiait le passage du pouvoir sur les moyens de production de la multinationale à un État qui, à ce moment-là, était remis en cause par la majorité des travailleurs de l'usine tant en raison de la politique qu'il défendait que des intérêts qu'il représentait[2]». Il s'agit, dans les faits, d'une revendication transitoire d'agitation que Iturraspe et Poles rechignent à définir plus directement dans le sens où «poser le problème du contrôle veut dire poser, selon Gramsci, le plus grand problème de la période historique [...], c'est-à-dire poser le problème du pouvoir ouvrier sur les moyens de production et par conséquent celui de la conquête de l'État[3]».

En procédant à une série de «démonstrations» remettant en cause le «régime autocratique» ou le «despotisme d'usine», expressions employés indifféremment chez Gramsci ou chez Marx, «en procédant de telle manière, comme le dit Dowling, qu'on démontre à l'entreprise et à la société toute entière qu'en tant qu'ouvriers, qu'en tant que travailleurs, nous sommes capables de gérer, nous-mêmes, nos usines[4]», les pétrochimistes de PASA inscrivent leur combat de 1974 dans le sillage de ce que décrit Rosa Luxemburg dans le quatrième chapitre de Grève de masse, parti et syndicat sa grande œuvre qui analyse la répétition générale que représente la révolution russe de 1905, à savoir «ces grèves

Isabel Perón ni ses ministres n'essayent d'avancer sur le terrain de la remise en cause des contrats les plus léonins signés entre les grandes multinationales étasuniennes et européennes et l'État argentin depuis 1955.

1. «PASA. Como manda el general, los obreros quieren nacionalizar», *La Causa Peronista,* n° 6, Buenos Aires, 13 août 1974, p. 8.

2. F. Iturraspe Et J. L. Poles, «Movimiento sindical y autogestión...», art. cité, p. 88.

3. A. Gramsci, «Contrôle ouvrier» (10 février 1921), dans *Écrits politiques (1921-1922), op. cit.,* p. 379.

4. Témoignage de Dowling cité dans F. Iturraspe et J. L. Poles, «Movimiento sindical y autogestión...», art. cité, p. 92. Nous soulignons.

de démonstration qui, à la différence des grèves de lutte, exigent un niveau très élevé de discipline de parti, une direction politique et une idéologie politique conscientes [ici, en 1974, assurées par l'intervention et le rôle continu exercé par les courants de gauche révolutionnaire au sein de l'usine] et apparaissent donc selon le schéma comme la forme la plus haute et la plus mûre de la grève de masse [et qui] sont surtout importantes au début du mouvement[1] ».

L'absence, à l'époque, d'une coordination nationale des secteurs combatifs qui aurait pu voir le jour, quelques mois auparavant, dans le cadre du grand conflit des sidérurgistes de Villa Constitución, affaiblit indubitablement l'efficacité et la portée politique et symbolique du combat des travailleurs pétrochimistes, qui aurait pu avoir encore plus de retentissement. Néanmoins, la « grève productive » et la dynamique locale qu'elle enclenche, son caractère exemplaire et « démonstratif » vont permettre au SOEPU d'assurer un certain nombre de tâches préparatoires, de remettre en place le réseau militant et syndical qui avait existé au cours de la période 1969-1972 à travers « la Inter » et d'être sur le pied de guerre lorsque commence la montée ouvrière qui va déboucher sur la première grève générale contre un gouvernement péroniste, en juin et juillet 1975, l'un des moments de plus grande conflictualité du cycle d'insubordination sociale et révolutionnaire des années 1969-1976 en Argentine.

La distance historique et la différence de contexte font qu'il serait déraisonnable de plaquer les leçons d'une lutte d'il y a près de cinquante ans, à PASA, sur ce qu'il se joue, aujourd'hui, dans différentes entreprises menacées de fermeture, ou sur d'autres sites industriels sur lesquels pèsent des restructurations et des plans sociaux. Ce qui ne serait pas absurde, en revanche, c'est de tenter de percevoir les échos que la bataille de PASA peut évoquer, aujourd'hui. L'arbitraire patronal et la toute-puissance du capital relèvent de deux éléments : du niveau de rapport de force, d'un côté, mais également du niveau de conscience et de l'horizon politique dont se dote le monde du travail et que les lieutenants du capital au sein même du mouvement ouvrier s'ingénient à maquiller, à fragmenter et à dégrader de façon à ce que, en dernière instance, le système et ses impératifs soient intégrés par celles et ceux que ce même système exploite et casse comme des éléments « naturels » contre lesquels il n'y aurait rien à faire. Face au rouleau compresseur patronal, c'est bien entendu la capacité des travailleuses et des travailleurs, d'une même entreprise, d'un même secteur, voire d'une région

1. R. Luxemburg, *Œuvres,* t. 1, *Réforme ou révolution ? Grève de masse, parti et syndicat,* Paris, Maspero, 1969, p. 164.

ou d'un pays entier, à se constituer en un bloc oppositionnel qui décide, en dernier ressort, de la possibilité, ou non, de battre en brèche les projets de l'antagoniste de classe. La bataille, néanmoins, se mène également sur le plan subjectif, celui du projet à opposer à cet antagoniste et de l'expérience tirée de la mémoire des luttes passées, à savoir sur le plan d'un imaginaire de notre classe, radicalement alternatif, et que l'ensemble des appareils idéologiques et culturels au service du capital s'attellent à raboter et à restreindre. Parmi ces anticorps subjectifs mémoriels à se rapproprier ou à cultiver, il y a cette évidence logique que le système s'emploie à masquer et synthétisée dans une affiche bien connue sortie, en 1973, en solidarité avec la fameuse lutte des Lip : « Le patron a besoin de toi, tu n'as pas besoin de lui ». Derrière le slogan qui déconstruit et décompose ce sur quoi repose, en réalité, cette prétendue toute-puissance patronale, se trouvent les clefs d'un contre-système ancré dans la réalité du travail sans lequel rien ne se produit, ne circule ou ne se reproduit et qui est capable, s'il se met en mouvement, d'entraver et de remettre en cause l'ensemble des ressources du despotisme patronal ainsi que de l'idéologie qui va avec. C'est ce qu'ont démontré, pendant vingt-huit jours, à PASA, 800 ouvriers du rang, à savoir, pour le dire avec Gramsci, « que la classe ouvrière conçoit désormais la possibilité de se débrouiller seule, et de se bien débrouiller[1] ». Avec leurs alliés, les secteurs populaires et les populations aux alentours, ils vont imaginer et dessiner, dans la pratique, un autre monde et une autre vie à l'usine. Source d'imagination et d'inspiration, à défaut d'être un modèle, c'est en cela également que la grande grève de PASA, de juillet-août 1974, peut alimenter, à sa manière, les conflits actuels, présents ou à venir, y compris de ce côté-ci de l'Atlantique.

29 novembre 2021

1. A. Gramsci, « Aux délégués d'atelier de l'usine Fiat-centre et de l'usine Brevetti-Fiat », dans *Ecrits politiques (1914-1920),* Paris, Gallimard, 1981, p. 282.

BELGIQUE

Naissance et destin d'une revendication syndicale : le contrôle ouvrier au cours de l'entre-deux-guerres

Jean Neuville

1. Naissance de l'idée de contrôle ouvrier comme alternative provisoire à la socialisation de l'industrie

Nous avons rencontré le terme «contrôle ouvrier» pour la première fois dans un éditorial de la revue publiée par la commission syndicale du POB[1] fin 1920[2]. Dans un article intitulé «Le contrôle des entreprises», le MSB écrivait :

> Le contrôle des usines consiste à vérifier, non seulement si les conditions de travail revendiquées par le syndicat sont appliquées, mais si les bénéfices des exploitations ne sont pas exagérés, si l'organisation de la production ne comporte pas des anomalies nuisibles à la prospérité de l'industrie

La notion nouvelle se présente, semble-t-il, comme une technique de limitation du pouvoir discrétionnaire du chef d'entreprise technique à mettre en œuvre dans les entreprises qu'il ne sera pas possible de socialiser avant longtemps. La proposition mise en avant repose, en effet, sur deux ordres de faits.

Le premier, c'est qu'une grande partie des industries ne pourront être socialisées dans un proche avenir et qu'il est impossible d'y laisser les ouvriers subir l'autorité absolue de l'employeur.

Le second, c'est que les ouvriers ne peuvent plus accepter que «les patrons profitent de chaque augmentation de salaire, chèrement conquise, pour majorer leurs prix de façon à retirer pour eux-mêmes un

1. La commission syndicale du Parti ouvrier belge (POB) et des syndicats indépendants, fondée en 1899 par le POB, fut à l'origine, en 1937, de la Confédération générale du travail de Belgique (FGTB), qui fut l'une des composantes de l'actuelle FGTB.
2. *Le mouvement syndical belge* (plus loin désigné : *MSB*), 6 novembre 1920, p. 189.

supplément de bénéfices, ou bien s'appuient sur la situation critique de leurs entreprises pour refuser une rémunération suffisante pour assurer la vie des ouvriers».

L'idée de contrôle est, à ce moment, liée à celle de «conseil d'entreprise», présenté comme «organisme propre à accomplir cette mission», mais l'éventuelle structure de cet «organisme» n'est point encore abordée. Une seule chose est précisée: il ne peut être question de remplacer le syndicat par des conseils d'entreprises:

> Il ne s'agit pas de créer des institutions qui viendraient se substituer aux syndicats. Rien ne serait plus dangereux, en effet, si les conseils d'entreprises étaient laissés à eux-mêmes. Ils risqueraient trop souvent de ne tenir compte que de l'intérêt de leur usine, c'est-à-dire de faire de la «collaboration de classe» sous sa forme la plus mauvaise. Les conseils doivent être subordonnés dans une certaine mesure aux organisations ouvrières qui représentent l'intérêt de classe de tout le prolétariat. Les mandataires directs des syndicats doivent y trouver place, au moins dans les grands établissements.

Il paraît évident que l'idée de contrôle des usines est nouvelle dans le syndicalisme belge de cette époque et n'est pas encore formulée comme revendication. «En tout cas, concluait l'article cité, quelle que soit la forme à leur donner – et qu'il y a lieu d'examiner en détail, les syndicats belges vont se donner comme objectif la constitution des conseils d'entreprise[1].» Et encore: «Le problème est posé. À nos camarades d'examiner les solutions les plus favorables.»

Sans que nous puissions en établir l'importance, il est certain que le mimétisme n'est pas étranger à l'apparition de l'idée dans le syndicalisme belge. C'est en effet à cette époque que plusieurs pays entrent dans la voie des conseils d'usine: l'Autriche (loi du 15 mai 1919), l'Allemagne (loi du 4 février 1920). La Tchécoslovaquie un peu plus tard (loi du 12 août 1921). Il y a aussi le souvenir des conseils mis en place dans les usines pendant la guerre pour éviter les difficultés dans l'approvisionnement des armées (les Whitley Councils en Angleterre par exemple). Mais il y a surtout les événements sociaux qui se déroulent en Italie de juillet à septembre 1920, où, au moment de l'occupation des usines, la CGT vote (le 10 septembre) une motion décidant «que l'objectif de la lutte sera la reconnaissance par le patronat du principe du contrôle syndical des entreprises et entend par là ouvrir la voie aux enquêtes plus vastes qui doivent immanquablement amener à la gestion

1. En 1919, le MSB s'élevait contre la conception des «conseils ouvriers» du type russe: «Jusqu'ici, on n'a pas encore trouvé de forme d'action des travailleurs supérieure de l'action syndicale…» (6 septembre 1919, p. 90).

collective et à la socialisation pour résoudre ainsi, de manière organique, le problème de la production».

Ce vaste mouvement a un impact certain sur les conceptions des travailleurs belges. Le MSB le reconnaît lui-même en écrivant, le 23 octobre 1920: «L'Italie traverse en ce moment une crise sociale dont certains épisodes ont vivement frappé les milieux ouvriers et dont l'une des dernières conséquences, le contrôle des usines par les ouvriers, ouvre des perspectives nouvelles au prolétariat.»

II. À LA RECHERCHE D'UNE FORMULE

La création du Conseil économique à la commission syndicale

En octobre 1920, le congrès de la commission syndicale décide la création en son sein d'un conseil économique. «C'est un événement considérable qui saura réaliser les plus hautes espérances de la classe ouvrière. Le but visé n'est rien moins que d'organiser la société sur une tout autre base que celle existante[1].»

Non seulement l'intention des créateurs était de faire mettre au point par ledit conseil la technique de la socialisation, mais de le voir s'occuper également du sort des entreprises non encore assez centralisées pour que leur socialisation s'imposât. C'est donc la même idée qui se retrouve: «En attendant qu'elles soient mûres pour être socialisées, il faudra exercer un contrôle, ce qui amènera la constitution de conseils d'usine. L'organisation et la réglementation de ces conseils fera également partie du domaine d'action du conseil économique.»

Le point 3 des statuts, adopté le 20 juin 1921, indique bien que c'est dans une optique future de socialisation que les conseils d'usine vont être étudiés par le Conseil économique:

> 1. La commission syndicale belge, organisme supérieur des organisations ouvrières syndicales de Belgique basées sur le terrain de la lutte des classes, à la suite des décisions prises en son congrès des 17 et 18 octobre 1920, a constitué le «conseil économique de la commission syndicale», à l'effet de préparer les plans et projets des nouvelles formes d'économie sociale, industrielle et commerciale, qui doivent remplacer le régime capitaliste actuel, source d'antagonisme entre les individus et les pays et base de honteuses rapines et de misères imméritées.
>
> La transformation de la société actuelle sera radicale ou se fera progressivement, selon que les travailleurs seront conscients de la nécessité des changements à opérer et de les ordonner.

1. *MSB,* 26 mars 1921, p. 50.

De toute façon, il importe de préparer la classe ouvrière à son avènement à la direction de la société et de jeter les bases des organismes futurs.
L'adhésion des masses ouvrières à nos syndicats de lutte de classe indique que nos syndicats sont dépositaires des espérances du prolétariat ; d'autre part, la banqueroute flagrante du capitalisme donne confiance dans la réussite prochaine des modifications sérieuses au régime actuel. Le Conseil économique a pour mission d'élaborer des plans ou des projets de règlements, selon le caractère ou le degré de centralisation des industries, des commerces et des moyens d'échange.
Il poursuivra l'institution de conseils d'usine, d'ateliers, de chantiers, conseils de bureaux, de magasins et le contrôle des industries pour aboutir à la nationalisation et à la socialisation.
4. En vue des voies et moyens, le Conseil économique édifiera un programme d'organisation d'économie nationale et internationale.
Dans l'ordre de l'observance ou de la modification des lois, il constituera un Conseil juridique.
L'enseignement général et technique, ainsi que l'organisation des loisirs du peuple formeront également une de ses importantes préoccupations.

Pendant que le Conseil économique se met au travail, l'idée de contrôle est popularisée. Ainsi l'affiche placardée en mars 1921 par la commission syndicale : « Pour la défense de la journée de 8 heures, contre les réductions de salaires, pour le contrôle des entreprises » :

La puissance syndicale acquise par les travailleurs depuis deux ans leur donne le droit de voir clair dans la situation, et c'est pour cette raison que les organisations réclament impérieusement le contrôle des entreprises.
Que les rois de l'industrie nous ouvrent leurs livres, qu'ils acceptent que les délégués ouvriers s'intéressent à l'organisation du travail et de la production, c'est le seul moyen d'arriver à un état de paix relatif.

L'affiche du 1er mai de la même année dira de même : « La voix prolétarienne doit s'élever bien haut pour crier sa volonté d'imposer le contrôle syndical des industries qui doit aboutir à la socialisation de tous les moyens de production. » Par l'action directe ou par l'action indirecte ?

Le Conseil économique, une fois installé[1], s'occupa de la question du contrôle ouvrier. Il s'aboucha avec le groupe parlementaire et Van

1. Installation assez laborieuse, semble-t-il, puisque la première demande aux organisations affiliées de désigner leurs délégués avait été envoyée le 16 décembre 1920 et que le 17 mars 1921, il manquait

Walleghem et De Vlaemynck (secrétaire administratif du conseil) rédigèrent un premier projet qui fut soumis au conseil le 28 décembre 1921.

Très vite, les divergences de vues vont apparaître quant à la voie à suivre. Faut-il avoir recours au législateur ou l'action syndicale doit-elle, sans attendre, tout mettre en œuvre pour créer des conseils afin d'exercer le contrôle de l'industrie.

Ces divergences sont visibles au 20e congrès de la commission syndicale, les 9-11 juillet 1921, qui a le «contrôle des industries» à l'ordre du jour. De Vlaemynck, qui présente le rapport, freine plutôt l'enthousiasme pour ce projet :

> Nous estimons que ce n'est pas dans ce moment actuel que des réalisations fructueuses pourraient s'obtenir dans le domaine du contrôle de l'industrie et nous pensons [...] que ce que nous avons de mieux à faire, c'est d'être prêts pour le moment propice. Lorsque la situation économique sera meilleure, lorsque, à travers le monde, les relations entre les peuples seront rétablies et facilitées, quand le commerce et l'industrie auront repris leur cours normal, c'est à ce moment que nous devrons être prêts. Notre tâche est donc, camarades, d'employer le temps qui nous reste pour nous préparer nous-mêmes et préparer toute la classe ouvrière (Compte rendu, p. 98).

M. De Vlaemynck est peut-être impressionné par la crise économique qui, amorcée dans les derniers mois de 1920, a atteint, au moment du congrès son point le plus bas, tandis que celui de 1920 s'était tenu en plein boom économique. L'impréparation à assumer une mission de contrôle paraît pourtant l'impressionner également et M. Segiers abondera dans ce sens :

> De belles paroles, camarades, et chaque camarade les accepte avec joie. Mais, si demain nous étions en état [...] de faire déposer un projet de loi au Parlement et de le faire triompher grâce à l'action énergique de nos hommes, cette loi, qui nous remplit d'enthousiasme et nous fait vibrer de joie, serait-elle en réalité si belle ? Elle serait assurément le plus grand malheur pour notre mouvement syndical et fournirait la preuve de notre incapacité dans l'exécution (*idem,* p. 107).

La même thèse sera appuyée par M. Marchand, mais cette fois à un point tel qu'il soulèvera des protestations :

> Si l'on déposait et votait aujourd'hui un projet instaurant le contrôle de l'industrie, comme nous le laissent entrevoir les statuts du Conseil économique, ce projet ne serait qu'une vaste mystification.

encore les noms des délégués de neuf organisations nationales. Les statuts du conseil ne furent finalement approuvés que le 26 juin 1921.

> Nous irions à un fiasco complet (Protestations sur divers bancs, *idem,* p. 115).

Mais à côté de cette opposition à la voie indirecte s'appuyant sur l'impréparation, il y a une opposition qu'on pourrait appeler de principe, qui veut, elle, le recours à l'action directe. C'est ainsi que M. Van den Plas, au nom des employés bruxellois, propose un ordre du jour recommandant de ne pas attendre une loi, mais affirmant :

> Qu'il y a lieu pour toutes les organisations syndicales, de créer dans leur domaine, les conseils d'usine, de chantiers, d'ateliers, de bureaux et de magasins, dans le plus bref délai possible.
> Ces conseils doivent être créés par les organisations syndicales et sous leur contrôle.
> Le congrès met les organisations en garde contre la tendance de certaines conceptions capitalistes, qui voudraient faire en sorte que si les industriels sont obligés d'accepter le contrôle des travailleurs, ces derniers devront prendre une part de responsabilité dans la direction ou participer à la répartition des bénéfices.
> Déclare que le contrôle doit être organisé en vue de préparer les travailleurs d'assurer eux-mêmes la production, non à leur bénéfice, mais dans l'intérêt de la collectivité (*idem,* p. 114).

Justifiant cet ordre du jour, M. Van den Plas avait déclaré :

> Nous ne voulons pas attendre, pour transformer la société, que les lois nous permettent de jeter un coup d'œil, nous accordent le droit de regard dans la comptabilité des différentes industries. Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu d'attendre jusqu'au moment où une loi interviendrait pour limiter les conditions dans lesquelles nous aurions le droit de créer des conseils d'usine, pour désigner le point jusqu'où devrait aller notre droit de regard, notre contrôle, pour limiter l'action énergique que nous devons entreprendre, l'action qui tend à préparer le prolétariat à la reprise des moyens de production (*idem,* p. 119).

Mais le rapporteur, M. De Vlaemynck, dans sa réponse aux intervenants, défend la voie législative et s'efforce d'en montrer l'utilité :

> Dans les nations les plus puissantes, on voit très bien que les luttes se mènent au Parlement, de la part de nos amis, à propos de toutes les questions qui intéressent la classe ouvrière, et l'on voit bien que les lois ont une efficacité certaine pour celle-ci.
> Nous estimons que notre projet de contrôle des industries doit être un projet destiné d'être présenté au Parlement. [...] (*idem,* p. 119).
> Nous ne pouvons accepter ni l'ordre du jour de M. Van den Plaa, ni l'ordre du jour de M. Marchand, qui font fi de la loi, alors que nous estimons que l'action du Parlement est efficace, par le fait qu'il

élabore des lois utiles à la classe ouvrière et qui donnent à celle-ci plus de droits et de garanties, lui permettant ainsi de lutter avec plus de certitudes pour l'idéal qu'il poursuit (*idem,* p. 120).

Finalement, le congrès vote un ordre du jour chargeant le Conseil économique «de faire diligence pour élaborer un projet de loi sur le contrôle des industries» et décidant que «toutes les organisations, dès la parution de ce projet, commenceront une campagne de propagande énergique parmi leurs membres et parmi la population, en faveur de ce projet». La commission syndicale était chargée de demander au groupe parlementaire du POB «de déposer et de défendre ce projet devant le Parlement».

Les discussions sur les deux voies de réalisation se retrouvent dans les congrès de centrales.

Celui du bâtiment, en mai 1921, avait entendu un rapport défendant la thèse qu'il ne fallait pas attendre que la loi ait établi le contrôle ouvrier pour y songer. «Se préparer d l'exercer, c'est encore la meilleure propagande qu'on puisse faire pour l'obtenir.»

Une section, celle de Bruxelles, défendra la voie indirecte:

> La section de Bruxelles seule a voulu montrer que les conseils d'usine ne pourraient avoir de valeur qu'à condition de n'être pas consacrés par la loi. Le congrès, sans s'engager formellement sur ce terrain assez neuf, a fait un accueil sympathique aux conclusions du rapport, qu'il a envoyées pour étude complémentaire au conseil national[1].

Le congrès de la Centrale du vêtement qui se tient au mois d'août, est plus radical. Le rapport présenté sur le sujet était, selon l'appréciation du MSB, «conçu dans la note minoritaire. Il proclamait que les conseils sont sans valeur s'ils sont reconnus par la loi et que les conventions collectives sont toujours à l'avantage des patrons». L'ordre du jour adopté fut – toujours selon l'appréciation du MSB – un compromis. Il était pourtant assez clair:

> Le congrès ne place sa confiance que dans les conseils d'ateliers créés par la force syndicale et met les ouvriers en garde contre les conseils institués légalement, parce qu'ils pourraient devenir une entrave pour le libre développement de notre syndicalisme en conduisant à la conciliation obligatoire par suite de l'éventualité que les décisions des conseils légaux auront force de loi[2].

1. *MSB,* 21 mai 1921, p. 87.
2. *MSB,* 10 septembre 1921, p. 164.

3. Un essai d'approfondissement de la notion : la Semaine syndicale de Morlanwez

Du 4 au 10 septembre 1921, la Centrale d'éducation ouvrière[1] organise, à Morlanwez, une « Semaine syndicale » sur la question. De cette semaine d'études, il ressortira que la notion est extrêmement vague dans les esprits et que certains rangent sous ce vocable les choses les plus disparates.

Un essai méritoire de préciser la notion est fait par M. de Man dans le premier exposé :

> Pour que notre discussion soit fructueuse, il faut que nous donnions aux mots « contrôle ouvrier » un sens plus large que celui qu'on leur donne souvent chez nous. Au sens propre, dans la langue française, les mots « contrôle ouvrier » seraient synonymes de ce qu'on appelle couramment le droit de regard, c'est-à-dire le simple droit de contrôle donné aux ouvriers, dans le sens d'une surveillance, de la connaissance de certaines situations jusqu'à présent connues des patrons seulement. C'est la conception la plus étroite. Nous devons y substituer la conception plus large, qui devient de plus en plus courante dans la terminologie internationale du mouvement ouvrier. C'est celle qui prend le mot « contrôle » dans le sens anglo-saxon du mot, où contrôle veut dire : gestion, gouvernement, intervention. C'est donc plutôt la gestion ouvrière qu'il faudrait dire pour faire justice de la notion qui est de plus en plus en train de se préciser dans le mouvement ouvrier universel. Le contrôle ouvrier, en tant qu'idéal, en tant que principe et but ultime est donc, si nous le prenons au sens anglais du mot, assez facile à définir : c'est, en somme, l'application à la production des principes qui sont à la base de la conception de la démocratie dans la vie politique ; c'est, si vous voulez, la démocratie appliquée à l'organisation de la vie économique ; c'est le gouvernement de l'atelier, de l'entreprise, avec le consentement des gouvernés, un gouvernement organisé par la collectivité de ceux qui y travaillent.
>
> Le contrôle ouvrier, dans son sens complet et final, comprend, bien entendu, beaucoup de choses qui ne rentreront pas dans le domaine de notre discussion d'aujourd'hui. Au fond, ce contrôle ouvrier n'est qu'un aspect économique, un aspect industriel de la grande réforme sociale que nous appelons socialisme (Compte rendu analytique, p. 12).

Pour M. de Man, il s'agit moins de se demander où finit le contrôle ouvrier que de rechercher où il commence (*idem,* p. 13). La création

1. La Centrale d'éducation ouvrière est un organisme culturel fondé par le POB en 1911, son premier responsable fut H. de Man.

des organismes qui ont comme mission de surveiller l'application des conventions constitue un début de contrôle ouvrier. Et ceci, même s'il n'y a pas droit de regard, même si le patron ne doit pas exhiber sa comptabilité *(idem,* p. 14).

La reconnaissance de la délégation syndicale par l'usine, est, pour M. de Man, un début de contrôle ouvrier. «Quel que soit le cas, du fait même que les délégués ouvriers sont reconnus, du fait qu'ils ont le droit d'intervenir, ne fût-ce que par simple voie de recommandation, il y a commencement de contrôle ouvrier» (*idem,* p. 15).

M. De Brouckère développe une idée semblable. «Je m'efforcerai, dit-il, de démontrer que toute l'action syndicale, tout le développement spontané de l'action syndicale tendait vers ce contrôle ouvrier depuis longtemps mais qu'elle y a tendu sans voir clairement le but à atteindre» *(idem,* p. 19). «Le contrôle ouvrier est le résultat de l'ensemble des conquêtes syndicales depuis le premier jour» (*idem,* p. 19). Il importe de montrer, dit M. de Brouckère, que «la question du contrôle ouvrier est un aboutissement syndical et que la revendication du contrôle ouvrier n'est pas un nouveau but proposé au syndicalisme, mais qu'il constitue une partie essentielle de son programme. Il importe de montrer que c'est par la persévérance, en continuant son action antérieure, en la développant, en la menant à ses conséquences logiques, que la classe ouvrière parviendra d'obtenir le contrôle ouvrier. Nous arriverons à cette conclusion que c'est par les organes syndicaux que la classe ouvrière avait créés en vue d'une lutte pour les salaires et pour le contrat collectif qu'elle parviendra du moins en grande partie à exercer son contrôle» (*idem,* p. 20).

Une série d'exemples sont alors cités par M. de Brouckère, à partir desquels il veut montrer qu'au fur et à mesure où les conventions collectives établissent un ensemble de règles auxquelles les contrats de travail devront se conformer, «on constate qu'une application n'est possible que par une intervention croissante des ouvriers dans l'organisation du travail (*idem,* p. 23) [...] de telle sorte que, dès avant la guerre, avant que la question du contrôle ouvrier ne fut posée dans les termes où elle se pose maintenant, elle se manifestait déjà par la création de collèges de sectionnaires qui étaient réellement, dans une certaine mesure, de véritables comités du travail. Donc, le développement du contrat collectif conduit de plus en plus à l'affirmation de la nécessité du contrôle ouvrier» (*idem,* p. 24).

M. de Brouckère se sépare pourtant de M. de Man à propos du droit de regard. Pour que le double droit – avoir un organe appliquant le droit ouvrier et intervenir dans les discussions des problèmes

techniques – devienne réel, «il faut que le droit de contrôle se complète par le droit de regard. Tout à l'heure, dit M. de Brouckère, si la discussion avait été ouverte après l'exposé de mon ami de Man, j'aurais peut-être contesté son avis sur un point lorsqu'il disait que le droit de regard n'est que la forme élémentaire du contrôle ouvrier. Je dis, moi, que le droit de regard n'est que le complément du contrôle ouvrier, que ce droit n'aurait aucune raison d'être s'il n'y avait pas un moyen de regarder, si l'ouvrier n'avait pas intérêt à regarder. D'autre part, le contrôle ne serait pas un contrôle ouvrier si le droit de regard n'existait pas» (*idem,* p. 28).

Évoquant la loi allemande qui prévoyait des ouvriers dans le conseil de surveillance, M. de Brouckère estime l'institution de ces commissaires ouvriers de la plus extrême importance «par cette institution seulement, les ouvriers pourront donner une réalité totale à leur droit de contrôle, parce qu'alors seulement ils sauront exactement ce qui se passe à l'usine» (*idem,* p. 29). Il croit même que c'est sur cette question du droit de regard que se concentrera la discussion, quand le projet de loi sur le contrôle ouvrier sera déposé à la Chambre (*idem,* p. 29).

Des dirigeants des diverses centrales de la commission syndicale se succèdent ensuite à la tribune, chacun exposant ce qui a été réalisé dans son secteur dans le sens du contrôle ouvrier. C'est ainsi, par exemple, que M. Van Berckelaer (diamant) signale qu'à la suite d'une action syndicale hollando-belge, il fut admis que «le nombre d'apprentis serait délimité» et la durée du travail réglementée (*idem,* p. 162). Il explique encore qu'après la guerre, une commission mixte a été créée pour le contrôle de l'embauche et du licenciement (*idem,* p. 165).

M. Gris (industrie verrière) signale qu'un courant d'opinion s'est créé dans les régions ouvrières en vue d'obtenir une participation ouvrière dans l'administration et la répartition des bénéfices des sociétés actuellement exploitantes. «Certains patrons, ajoute-t-il, se montrent disposés à examiner avec bienveillance la participation aux bénéfices mais se refusent nettement à accepter la participation à l'administration. Nous estimons ne point devoir accepter l'une de ces propositions sans l'autre...» (*idem,* p. 149).

La plupart des intervenants constatent d'ailleurs qu'il n'y a pratiquement rien en fait de contrôle dans les secteurs dont ils s'occupent. M. Casterman (métal) fait ainsi le recensement des délégations syndicales expliquant qu'elles surveillent l'application des conventions et que les syndicats se sont aussi efforcés d'avoir leur mot à dire dans le licenciement des ouvriers. En conclusion, «il résulte de tout ceci, dit-il, que nous sommes loin encore d'avoir, en métallurgie, le contrôle ouvrier

dans le sens que l'on donne à cette institution. Les idées ne sont d'ailleurs pas encore définitivement fixées sous ce rapport» (*idem,* p. 114). M. Casterman signale qu'une commission a été créée à la Centrale avec mission d'étudier la législation étrangère et d'élaborer un projet de constitution de conseils d'usine (*idem,* p. 115).

Pour les carrières, «il est bien peu de chose à dire au sujet du contrôle ouvrier», constate M. Martel. «Au point de vue du contrôle ouvrier, nous avons résolu, aux Carrières d'Ecaussines, de Marche et de Feluy, une question qui a une très grande importance: c'est celle de l'embauche» (*idem,* p. 116). Dans les carrières de Moha et de Seilles, les ouvriers qui travaillent aux pièces ont limité la production (*idem,* p. 118). Lorsqu'on a examiné la question du contrôle ouvrier à la Centrale, «nous sommes arrivés à cette conclusion qu'il faut, tout en poursuivant l'éducation de la masse et en développant l'organisation ouvrière, nous efforcer d'amener les techniciens dans nos organisations ouvrières» (*idem,* p. 120).

M. Vermeire expose les résultats des conseils de conciliation établis dans certains services publics et admet que «tout cela a peu de rapports avec le contrôle ouvrier...» (*idem,* p. 126).

À propos du secteur des mines, M. Delattre parle aussi des institutions de conciliation tout en déclarant qu'il ne s'agit pas là à proprement parler d'organes de contrôle ouvrier «au sens que l'on donne ordinairement à cette expression» (*idem,* p. 83). «Ce ne sont pas, dit-il, des conseils de contrôle technique ou financier, mais des conseils de contrôle des relations entre patrons et ouvriers» (*idem,* p. 93). M. Delattre parle ensuite de l'inspection ouvrière des mines qui, à son avis, est «un côté du contrôle ouvrier»:

> C'est le contrôle ouvrier de l'application des lois et règlements sur l'exploitation des mines. C'est la surveillance par les ouvriers eux-mêmes des lois qui protègent leur vie, des règlements propres à diminuer les dangers multiples de la mine. Il n'en est donc pas, à mon avis, de plus important et c'est pourquoi je veux en parler (*idem,* p. 93).

On demanda à M. Delattre pourquoi le contrôle véritable n'avait pas été établi.

> Chaque fois que nous réclamions le contrôle des prix de revient afin d'établir le prix du charbon, reprit-il, lorsque nous en préconisions le contrôle permanent, l'objection essentielle a toujours été que, dans les autres professions, on permettait de gagner autant d'argent qu'on le voulait, tandis que chez les mineurs, qui avaient, pendant la guerre, perdu tant d'argent, on ne permettait que des bénéfices réduits.

Si on n'a pu aller plus loin, c'est «parce qu'il a manqué un peu d'éducation syndicale chez les ouvriers qui ont cru qu'ils servaient leurs intérêts en obtenant des augmentations de salaires. [...] D'ailleurs, antérieurement, on ne parlait pas encore autant du contrôle que maintenant» (*idem,* p. 99)[1].

Avec M. Verdonck, de la Centrale du bâtiment, le contrôle ouvrier apparaît comme une source d'information pour étayer l'action syndicale.

> D'après nous, l'on ne peut parler de contrôle ouvrier tant qu'il ne s'agit que de discuter et d'arrêter avec les patrons les conditions et les actes du travail. II n'y a de contrôle ouvrier que lorsqu'il s'exerce sur les actes et les conditions de travail de l'exploitant, c'est-à-dire, sur les possibilités du patronat. Les discussions dans les commissions paritaires et les contrats collectifs sont des moyens qui pourront nous ouvrir la voie et nous mener au contrôle ouvrier réel. Je m'explique. Quand nous négocions avec nos patrons des questions de salaires, de réduction des heures de travail, de réglementation de l'apprentissage, d'embauchage des ouvriers, etc., nous discutons les arguments des patrons; mais, jusqu'ici, nous avons toujours dû les discuter sans avoir aucun contrôle sur leurs affirmations. Aussi longtemps que nous n'aurons pas ce droit de regard, nous considérerons qu'en fait de contrôle ouvrier, rien n'a encore été obtenu.
> Vous concevez dès lors tout de suite comment nous avons considéré la question et comment nous dirigeons notre action: les négociations avec les patrons, sous toutes les formes, sont un bon moyen d'arriver au contrôle ouvrier et d'aller plus loin, car le contrôle ouvrier n'est lui-même qu'un moyen. Mais le contrôle ouvrier doit consister tout d'abord à pouvoir vérifier tout ce que les patrons affirment pour faire opposition au mouvement ouvrier (*idem,* p. 140-141)[2].

> Nous estimons que les délégués, ou les ouvriers formant les conseils d'usine, dit encore M. Verdonck, doivent surtout exercer une mission de surveillance et réunir les éléments nécessaires pour éclairer la direction des syndicats et permettre à celle-ci d'en tirer les

1. Le 18 mars 1922, le congrès de la Centrale des mineurs décidera:
«1. De saisir ses membres de l'importance de cette revendication par la vole de ses assemblées locales et régionales, ainsi que de la presse régionale et corporative; 2. Charge ses délégués au Comité exécutif de la commission syndicale de suivre attentivement toutes les manifestations de cette dernière dans ce domaine; 3. D'agir pour que son projet soit mis au point dans un délai raisonnable en tenant compte de la situation économique, et soumis à l'appréciation de l'opinion publique».
2. Au renouvellement de la convention du bois et de l'ameublement, en mars 1921, la délégation ouvrière avait demandé «communication à l'organisation ouvrière des éléments qui la mettent en mesure d'apprécier les facteurs économiques pouvant justifier une diminution des salaires». Les patrons furent unanimes pour repousser toute espèce de contrôle ouvrier sur l'industrie déclarant vouloir maintenir intacte l'initiative et les prérogatives des industries (*Revue du travail,* avril 1921, p. 378).

conclusions utiles au point de vue des conventions à conclure. Mais, seul le syndicat doit pouvoir le faire (*idem,* p. 146).

III. Le projet de conseils ouvriers de 1922

1. Le contenu du projet

La question du contrôle ouvrier réapparaît au congrès de juillet 1922 de la commission syndicale. Dans les rapports soumis aux délibérations, M. De Vlaemynck lui consacre une courte introduction suivie de l'avant-projet de loi sur les conseils ouvriers d'exploitation, rédigé par le Conseil économique.

D'entrée en matière, M. De Vlaemynck estime que «le congrès ne consacrera pas beaucoup de son temps à la discussion de cette question». Chacun, en effet, s'est rendu compte «de l'importance des obstacles et des difficultés encore à surmonter et [...] que tout un travail d'éducation et d'organisation spéciale était encore à faire».

M. De Vlaemynck fait allusion à la difficulté que la propagation de l'idée rencontrera du côté de la bourgeoisie. Dans ce cadre, il souligne que «dans les milieux de la démocratie chrétienne, du syndicalisme jaune, l'on ne résiste pas à l'indignation qui étreint tout homme quelque peu imbu de droiture devant le lamentable spectacle de détresse et d'anarchie économique et industrielle que nous impose le régime capitaliste, et, lors du congrès de l'exportation tenu il y a quelques semaines, les leaders du mouvement syndical chrétien ne purent s'empêcher de réclamer comme nous impérieusement le contrôle des industries» (p. 17)[1].

M. De Vlaemynck explique en conclusion pourquoi le congrès ne traitera pas longuement du contrôle ouvrier: «Parce que le Conseil économique de notre commission syndicale est tout spécialement

1. Dans son mémoire au congrès national de l'Exportation, tenu à Bruxelles les 28, 29 et 30 avril 1922, la Confédération des syndicats chrétiens et libres de Belgique (souvent désignée à l'époque par les dirigeants de la commission syndicale sous l'appellation de «syndicalisme jaune»), disait en conclusion: «Ouvriers chrétiens, nous voulons qu'à l'anarchie industrielle actuelle succède un régime organisé. Nous n'ignorons pas qu'une transformation est nécessaire dans l'esprit public. Nous y tendons. Le code individualité de nos Lois craque déjà de bien des côtés, sous la pression des faits. Nous sommes convaincus que malgré l'individualisme d'une part et malgré les extravagances démagogiques d'autre part, l'on s'achemine lentement mais sûrement d'un régime de pacification et d'entente par La profession organisée». Rappelant le succès des commissions mixtes (première forme des commissions paritaires actuelles à la CSC demandait la création, sur ce modèle, de commissions «où se rencontreraient les délégués des producteurs, des intermédiaires de l'exportation». Ces commissions auraient centralisées les offres des produits à l'étranger. (voir Rapports du Congrès de l'Exportation, t. 1, p. 293).

constitué pour traiter ce problème à fond et organiser l'agitation et la propagande à travers le pays[1].»

Dans l'exposé qu'il fait devant le congrès, il se demande d'abord pourquoi l'enthousiasme pour cette revendication s'est refroidi :

> Il y a d'abord la crise, dit-il, la perturbation dans la vie économique des peuples et dans la production ; il y a ensuite l'attaque de la bourgeoisie et du patronat contre les salaires et la journée de huit heures. Toutes ces causes ont évidemment obligé le militant à être sur la brèche presque à toutes les heures du jour pour défendre ses maigres conquêtes. De ce fait, il n'était pas possible que les études sur un problème aussi vaste et aussi complexe que le contrôle ouvrier puissent se poursuivre normalement[2].

M. De Vlaemynck constate d'ailleurs que «parmi les ouvriers, il y a, sinon manque absolu, un manque considérable de connaissances et aussi de volonté pour s'attacher à l'étude et à la propagande de cet ardu problème du contrôle ouvrier. Nous devons donc réagir contre cette offensive des patrons, en pénétrant méthodiquement et énergiquement l'esprit des travailleurs de l'importance de cette question du contrôle ouvrier, comme ils en étaient pénétrés il y a une couple d'années» (*idem,* p. 117).

Enfin, M. De Vlaemynck aborde la question de stratégie pour atteindre le contrôle ouvrier :

> Il nous est revenu que certains camarades trouvent inutile de vouloir nous occuper d'établir un projet de loi sur le contrôle ouvrier, qu'une loi ne donnera rien et qu'il faut que ce contrôle soit conquis par les forces ouvrières elles-mêmes. Nous y répondons, comme nous l'avons fait l'année dernière, que nous devons préparer les esprits, qu'un jour doit venir où le contrôle ouvrier sera établi par une Loi dans notre pays. Nous nous empressons d'ajouter que les organisations qui seraient capables de réaliser ce contrôle ouvrier chez elles, n'ont pas à attendre que la loi soit établie (*idem,* p. 117).

Après cette introduction, le président de séance constate qu'il n'y a pas d'orateur inscrit ! Il en conclut que le congrès est d'accord sur l'avis de M. De Vlaemynck, c'est-à-dire : «Pour continuer à étudier la question et pour faire l'éducation de ceux qui seront appelés à exercer le contrôle ouvrier.»

On comprend que dans le rapport pour 1922, la commission syndicale soit amenée à constater que l'enthousiasme pour le contrôle ouvrier a connu une éclipse pendant l'année sous revue. Il l'attribue à la lutte

1. Rapports soumis aux délibérations du congrès de 1922, p. 48
2. Compte rendu analytique du congrès, p. 116.

qu'il a fallu mener pour l'application de la loi des huit heures et pour défendre les salaires contre les attaques déclenchées par le Comité central industriel[1]. Il est cependant nécessaire, dit le rapport, de s'intéresser toujours davantage au problème. C'est dans ce but qu'il sera demandé au congrès de 1923 de prendre certaines mesures[2].

Que contenait le projet de 1922 ? Il prévoyait la création : d'un conseil d'exploitation et de contrôle dans chaque exploitation industrielle, commerciale, de services public et agricole comptant au moins vingt travailleurs ; d'un conseil régional de contrôle par industrie pour chaque centre industriel ; d'un conseil national de contrôle pour chaque industrie ; d'un conseil général de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

Le conseil d'exploitation devait être composé de représentants des ouvriers et employés présentés par les syndicats, choisis dans le personnel et élus par celui-ci. Une fois élu, le conseil devait désigner un président et un secrétaire parmi ses membres.

La direction avait le droit d'assister aux réunions avec voix consultative. Quant à ses attributions, elles étaient formulées ainsi :

1) Veiller à l'observation des conditions de travail, des salaires et de la durée du travail déterminés par la convention collective de travail ou par tout autre organisme reconnu par les parties ;

2) surveiller l'application des lois de protection et d'assurances ouvrières et du règlement intérieur de l'exploitation ;

3) régler l'ordre d'embauchage et de débauchage du personnel en accord avec la direction ;

4) prendre connaissance et éventuellement aider à la perfection de la technique et de l'outillage de l'exploitation ;

5) prendre connaissance : de la constitution et du mode de constitution du capital ; du coût des matières premières ; des prix de revient de la production ; des prix de vente ; des bordereaux d'inventaires ; des bilans publiés.

Le conseil d'exploitation régional était élu par le personnel des exploitations de la région « avec cette modification que les candidats peuvent être choisis en dehors des ouvriers occupés et parmi les permanents des organisations syndicales ». Ses attributions : prendre connaissance des rapports et demandes émanant des conseils d'exploitation ; « il peut user du droit de délégation pour enquêter sur les contestations et conflits, portés à sa connaissance et éventuellement à la demande des parties

1. Le Comité central du travail industriel, devenu plus tard le Comité du travail industriel, fondé en 1898, est à l'origine de l'actuelle Fédération des entreprises de Belgique (FEB).
2. Rapport annuel pour 1922, p. 154.

d'intervenir pour tenter de résoudre les différends». Son comité aurait dû élaborer un rapport général récapitulatif pour le conseil national d'exploitation d'industrie.

Le conseil national d'exploitation d'industrie devait à son tour être élu par les membres des conseils régionaux. Les membres auraient pu être choisis en dehors des ouvriers occupés dans l'industrie pour laquelle le conseil en question était créé ou bien encore parmi les permanents des organisations syndicales. Les attributions de ces conseils d'industrie : prendre connaissance des rapports des conseils régionaux et établir à son tour un rapport pour le conseil général de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. Il «peut charger ses délégués d'intervenir dans le but de mettre fin à des difficultés et des conflits qui auraient surgi relativement à l'action des conseils d'exploitation».

Le conseil général d'exploitation de l'industrie, du commerce et de l'agriculture devait être formé par des délégués désignés par les conseils nationaux d'industrie. Ses attributions : «Le conseil général d'exploitation prend connaissance, examine les rapports d'exploitation fournis par les conseils nationaux d'exploitation. Il les compare, établit ses observations et les communique aux conseils nationaux intéressés.» Il devait élaborer un rapport semestriel.

2. Les directives du congrès de 1923 pour affiner et populariser le projet

Les rapports soumis au 22e congrès de la commission syndicale des 27 et 28 juillet 1923, contenaient une analyse sur le contrôle des entreprises dont l'essentiel est formé par une introduction à l'avant-projet soumis au congrès de 1922, remanié mais où cependant les attributions des diverses institutions prévues restaient pratiquement les mêmes.

Cette introduction souligne d'abord l'amélioration apportée dans le statut ouvrier par les lois sociales, mais aussi l'impuissance de l'inspection du travail à les faire respecter.

> L'intervention des inspecteurs, dit le rapporteur (M. De Vlaemynck), quand elle se produit, est toujours tardive, souvent illusoire, car les sanctions sont bénignes.
>
> Ils [les salariés] estiment qu'une représentation directe des ouvriers employés dans chaque établissement est seule efficace pour veiller de façon constante à l'application des lois existantes.
>
> Lorsqu'ils discutent sur les conditions de travail avec leurs employeurs, ceux-ci invoquent souvent la situation difficile qui est faite à leurs entreprises, mais les ouvriers constatent qu'il y a un gaspillage de matières premières, qu'une mauvaise organisation de la production augmente inutilement le prix de revient, que tel procédé technique employé ailleurs permettrait de fabriquer plus

> avantageusement. Si l'on apportait les changements qu'ils suggèrent, on pourrait faire droit à leurs revendications (p. 17-18).

C'est pour remédier à tout cela que les travailleurs veulent le contrôle ouvrier expliquera le rapporteur. Mais, «il s'y glisse, semble-t-il, une nuance supplémentaire : c'est celle de la conciliation» :

> C'est pour pouvoir surveiller de près l'application des lois protectrices du travail, c'est pour veiller à l'exécution des clauses du contrat de travail, c'est pour pouvoir apporter à la production les résultats de leur expérience et généraliser l'emploi des procédés techniques les plus perfectionnés, c'est pour pouvoir discuter les prix de revient et les résultats des entreprises, c'est enfin pour éviter tous les conflits qui prennent naissance dans une atmosphère de méfiance réciproque et dans les malentendus, que les syndicats réclament une loi établissant le contrôle ouvrier de l'entreprise (p. 18).

Répondant à la question : «Par quels organes les ouvriers peuvent-ils exercer le contrôle le plus approprié aux buts qui viennent d'être énumérés ?» Le rapporteur énumère les institutions prévues par le projet : les conseils d'exploitation, les conseils régionaux d'exploitation, les conseils nationaux, le conseil national de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

Mais, ajoute-t-il, après avoir rappelé la mission de ces institutions, cette activité risquerait d'être sans grande efficacité, si elle s'exerçait ainsi en dehors des forces sociales déjà organisées. Les suggestions des conseils nationaux et du conseil général d'exploitation pourraient être accueillies avec méfiance si elles n'étaient pas, au préalable, confrontées avec la pensée patronale.

> C'est pourquoi, il paraît indispensable aux auteurs du projet que les conseils d'exploitation soient tenus de communiquer leurs rapports aux organisations ouvrières locales intéressées ; que les conseils régionaux et nationaux soient astreints à la môme obligation, non seulement à l'égard des organisations ouvrières, mais aussi vis-à-vis des organisations patronales intéressées.

M. De Vlaemynck ajoutait que «les conseils régionaux, nationaux et général doivent avoir leurs pendants, élus dans des conditions analogues par les employeurs. Des réunions communes des conseils ouvriers et des conseils des patrons peuvent examiner toutes les questions ayant trait à l'industrie et au commerce, à l'exception des conditions de travail».

Quant au conseil supérieur de l'industrie et du commerce, il devait être composé paritairement d'employeurs et de salariés et «jouer pour les questions d'importation, d'exportation, d'approvisionnement en

matières premières, etc., le rôle que le conseil supérieur du travail joue pour les questions ouvrières» (p. 19).

À ce congrès de 1923 de la commission syndicale, la discussion du rapport sur le contrôle ouvrier fut renvoyée à un prochain congrès. Les congrès à s'en être occupé ne paraissent pas avoir été très nombreux en 1922 et 1923. De plus, ceux qui s'en occupèrent ne montrèrent pas un enthousiasme particulier. Nous avons signalé plus haut la décision du congrès des mineurs de 1922. En 1923, un rapport est présenté par M. Mansart au congrès de mars et est accepté sans discussion; le congrès détermine les missions du contrôle ouvrier dans les mines et la neuvième de ces missions est de connaître de «tout ce qui peut contribuer à faire donner à l'œuvre commune le maximum de satisfaction pour les deux parties associées».

On voit que l'idée de conciliation est présente chez les mineurs.

On paraît plus circonspect à la Centrale du bâtiment. Son conseil national, en janvier 1922, qui discute de la question, est partagé entre ceux qui voient la réforme projetée avec optimisme et ceux qui «craignent que les contrôleurs ne se laissent berner par le patron et que ce soit une chaîne qui entrave l'action syndicale». Au congrès de mai 1923, M. Marchand, de tendance communiste, délégué de Bruxelles, critique une nouvelle fois le choix de la voie parlementaire pour arriver au contrôle ouvrier. L'ordre du jour publié par le conseil national de janvier 1922 reflétait déjà sur ce point un compromis voulant satisfaire les deux tendances:

> Considérant qu'il y a lieu de combler certaines lacunes, en ce qui concerne surtout le manque de compétence ouvrière pour exercer un contrôle efficace;
> Engage le comité central à organiser des cours spéciaux en vue de parfaire l'éducation ouvrière dans ce domaine;
> Considérant qu'il ne faut négliger aucun moyen pour arriver à établir ce contrôle, estime qu'il convient de l'imposer par la force syndicale et d'en poursuivre la consécration par l'élaboration d'une loi;
> Décide d'appuyer l'effort de la commission syndicale, qui étudie le problème et qui est en voie, actuellement, d'élaborer un projet de loi de nature à satisfaire aux besoins des ouvriers.

Les lacunes dans la préparation ouvrière dont la constatation semble avoir été admise sans difficultés au Conseil du bâtiment, sont pratiquement la seule chose que retient le congrès du textile en avril 1923.

Par contre, les verriers, à leur congrès de juin 1922, avaient décidé de pousser à la constitution de conseils d'usine. Ils estimaient même que la chose était possible à deux endroits: Chênée et Lembecq.

En tout cas, le congrès de 1923 de la commission syndicale se borna essentiellement à donner des directives pour la propagande en faveur de l'idée, en décidant :

1. la constitution au sein de chaque organisation centrale affiliée d'une commission spéciale ayant pour tâche l'étude et la préparation ;

2. l'élaboration par chacune des commissions syndicales ainsi constituées, d'un plan de travail pour la propagande à semer dans le pays par les centrales intéressées et leurs sections. Ce plan de travail sera communiqué au Conseil économique de la commission syndicale ;

3. le Conseil économique de la commission syndicale condensera ces rapports et en recherchera la simplification et l'uniformisation la plus large possible pour coordonner la propagande des diverses organisations en lui donnant des bases uniformes ;

4. le Conseil économique réunira un groupe de techniciens et pour ce, il fera appel à ceux qui, déjà, ont assuré leurs concours aux différentes centrales affiliées, et également à ceux qui seraient disposés à mettre leurs compétences au service des travailleurs.

IV. Le congrès extraordinaire sur le contrôle ouvrier en 1924

Le rapport de M. de Brouckère

C'est le 17 février 1924 que se réunit un congrès extraordinaire de la commission syndicale, spécialement consacré au problème du contrôle ouvrier. En vue de ce congrès, L. de Brouckère avait rédigé une étude qui fut publiée dans les *Cahiers* de la commission syndicale.

Il y développe la même idée qu'a Morlanwez et évoque toutes les formes de contrôle ouvrier dont l'action du sectionnaire d'entreprise pour l'application des conventions est la base.

> Dans la situation politique présente, dit M. de Brouckère, il n'est pas sûr que nous puissions faire voter prochainement une loi sur les conseils d'usine. Il faut donc que nous nous efforcions de développer par l'effort syndical les moyens de contrôle qui nous sont nécessaires (p. 21).

Pour M. de Brouckère, «les conseils d'usine ou d'entreprises, telles qu'elles ont été organisées dans de nombreux pays au cours de ces dernières années, ne constituent en somme que le développement des institutions de source syndicale…». Les formes seulement sont nouvelles et sont établies par la loi. On a demandé si l'intervention du législateur était souhaitable. «Je considère cette utilité certaine, mais je ne veux pas me dissimuler le danger que pourrait présenter une loi mal faite» (p. 21). L'avantage d'une loi serait de donner à l'institution un caractère vraiment général.

Se basant sur l'examen des législations étrangères, le rapporteur répartit les attributions des conseils d'usine en trois rubriques :

- surveillance de la convention collective. Ceci constitue leur mission principale ;
- la bonne marche de l'usine ;
- renseignements sur la situation des affaires. Il s'agit ici de ce que les Français appellent le « droit de regard ».

Ce droit de regard, « le droit de se renseigner, d'accéder aux écritures » peut être exercé par le conseil d'usine, cependant, dans les cas si fréquents où l'entreprise est gérée par une société commerciale, à qui la loi impose un collège des commissaires représentant les actionnaires, le « droit de regard » paraît pouvoir être assuré de façon plus efficace et plus complète si l'on institue un collège de commissaires représentant les ouvriers. Pour éviter des malentendus qui se sont produits déjà dans certains milieux, je tiens à bien indiquer que ces collèges ne remplaceraient pas, dans mon esprit, les conseils d'usine, mais fonctionneraient à côté d'eux, anse les attributions particulières dont il est question ici. Les fonctions de commissaire et de conseiller pourraient être cumulées[1]. Dans l'idée de M. de Brouckère, ces commissaires ouvriers seraient élus par le personnel de l'usine, mais celui-ci pourrait les choisir en dehors du personnel. Ils devraient jouir des mêmes droits d'investigation que les commissaires des actionnaires. Ils formeraient un collège. De plus, la loi « pourrait stipuler qu'à la demande de l'une des parties, une séance générale (avec les administrateurs) pourra être convoquée sans qu'une proposition toutefois puisse être admise si elle ne réunit la majorité dans chacune des deux parties de l'assemblée » (p. 36).

C'est une véritable participation qu'entrevoit M. de Brouckère :

> Du bout d'une évolution qui se poursuit sous nos yeux, on voit les travailleurs participant à tous les pouvoirs dont l'ensemble constitue le droit de direction, ayant, par conséquent, dans le sens le plus complet du mot, part à la direction elle-même (p. 37).

1. L'année précédente, M. Vandervelde écrivait, dans son ouvrage : faut-il changer notre programme, que le droit de regard est corollaire indispensable du droit de contrôle : « ce droit peut être réalisé sous une forme rudimentaire en donnant au conseil d'usine le droit de questionner le patron et de réclamer des renseignements détaillés sur la marche de l'entreprise. Mais on ne l'organisera de manière pleinement efficace qu'en dormant aux ouvriers, dans chaque usine le droit de nommer un ou plusieurs commissaires ouvriers jouissant de pouvoirs analogues à ceux des commissaires de sociétés anonymes ou coopératives ; c'est-à-dire notamment le droit de voir toutes les écritures. Il n'est pas besoin d'insister, au surplus sur l'intérêt qu'il y aurait à permettre le choix du ou des commissaires en dehors du personnel de l'établissement. En pareilles matières il importe que l'on puisse recourir à des spécialistes » (p. 261).

Il voit même là une façon d'y accéder «conforme à la nature des choses, qui fonde chacun de ses progrès sur l'intérêt ouvrier présenté par la chose nouvelle où l'ouvrier intervient...». Elle lui apparaît de beaucoup la plus logique, la plus effective et la plus sûre. Pourtant, ajoute-t-il, «il ne faudrait assurément pas conclure qu'elle soit la seule et que toutes les autres doivent être négligées. La socialisation de certaines industries en fournit une qui paraît à première vue différente, mais qu'une analyse consciencieuse ferait apparaître comme fort analogue en somme. Je ne puis songer d'aborder ici ce point: le problème de la socialisation est vraiment trop vaste pour être traité occasionnellement. La pénétration des ouvriers dans les institutions où siège plus particulièrement la puissance capitaliste, dans les conseils d'administration des trusts, des banques, des usines apparaît comme offrant une voie plus prompte pour la conquête du pouvoir économique par le prolétariat» (p. 37).

Par contre, «la participation des ouvriers d'une usine à l'administration directe de celle-ci, c'est en fait leur association avec les actionnaires» (p. 38); leur vote serait sans efficacité n'aurait d'autre conséquence que d'engager leur responsabilité[1].

2. Un enthousiasme très mitigé

Selon la coutume des congrès syndicaux, des orateurs des différentes centrales apportent l'opinion de leur organisation, répétant un peu le scénario de la semaine syndicale de Morlanwez. C'est ainsi que M. Duchêne explique qu'à Verviers (textile), «nous avons conquis certaines réformes dont il est question dans le projet de loi relatif au contrôle ouvrier». Et il énumère:

> Nous avons conquis, par notre seule force syndicale, l'observation des conditions de travail, le règlement des conditions de salaires et de la durée du travail, le règlement des questions d'ordre intérieur et le roulement d'établir entre les ouvriers en cas de chômage (Compte rendu, p. 12).

1. «Ce qui caractérise […] le contrôle ouvrier, c'est l'établissement, à l'atelier; d'un régime démocratique, qui limite, dans une mesure plus ou moins large, l'omnipotence patronale. Point ne s'agit, bien entendu, d'associer les travailleurs à l'entreprise, sous la forme d'un actionnariat ouvrier; qui n'est qu'une des formes de la participation aux bénéfices; ou bien de faire admettre une minorité d'ouvriers dans le conseil d'administration d'une entreprise privée, ce qui aboutirait trop souvent, à placer une fonction de la classe ouvrière sous l'influence patronale. Le but primordial du contrôle ouvrier; tel que nous le comprenons, c'est de veiller à l'exécution du contrat de travail, et spécialement au fonctionnement des conventions collectives. Ce contrôle, naturellement, ne peut s'exercer efficacement que dans l'établissement lui-même. Il suppose donc la création d'un organe approprié. On appelle généralement celui-ci conseil d'usine ou d'entreprise» (C. Vandervelde, *O.C.*, p. 259).

M. Berckmans (livre) constate de son côté que «nous avons un contrôle assez prononcé. Nous avons des conventions collectives qui règlent les rapports avec le patronat en ce qui concerne les questions d'apprentissage, de salaires, d'heures de travail, etc. En outre, nous avons le droit d'aller consulter les livres que doit tenir le patron, quand il s'agit de l'application de la loi des huit heures et des dérogations essentielles a y apporter» (*idem,* p. 29). Cependant, avant que le contrôle ouvrier puisse faire l'objet d'un projet à discuter au Parlement, «beaucoup d'eau passera sous les ponts», constate M. Berckmans.

Ce «pessimisme» est partagé par la plupart des intervenants. M. Valet (tramways) déclare qu'à sa centrale, «nous sommes plutôt dans l'expectative...» (*idem,* p. 29). «Quand on examine la question de près, on se rend compte que ce qui manque surtout à la classe ouvrière, pour pouvoir exercer un contrôle réellement sérieux et efficace, c'est d'abord une instruction suffisante, ensuite l'éducation syndicale» (*idem,* p. 30).

Pour M. Liebaers (textile), la question n'est pas mûre: «La classe ouvrière n'est pas prête à soutenir le problème de toutes ses forces; il lui est encore inconnu.» Il rappelle la déclaration de sa centrale: «Puisque la classe ouvrière n'a pas encore été touchée par la question, celle-ci doit être posée directement devant les ouvriers comme une pure revendication syndicale, en débutant par l'instauration des conseils d'ateliers qui, petit à petit, peuvent étendre leur action jusqu'au contrôle» (p. 26).

Même son de cloche de la part de M. Delsinne (journalistes):

> Il apparaît que la réalisation pleine et complète du contrôle ouvrier ne peut être entrevue qu'à une assez longue échéance. [...] Je ne crois pas que la réalisation du contrôle ouvrier puisse être le résultat d'une ardente campagne, car je ne crois pas à l'enthousiasme de la classe ouvrière pour cette réforme (p. 32).

M. Rongy (bâtiment - ouvriers de fabrique) trouve même qu'il serait plus intéressant de s'occuper des assurances sociales.

> Quand il s'agira d'une application rigoureuse et complète du contrôle ouvrier – application portant notamment sur les relations internationales, au point de vue industriel et commercial – eh bien, avouons-le sans fausse honte: nous manquons d'éléments capables d'assumer cette lourde tâche...

«Il est, conclut M. Rongyi, une autre question de la plus haute importance, qui, bien plus que le contrôle ouvrier, serait de nature à soulever l'enthousiasme de la classe ouvrière: je veux parler du problème des assurances sociales» (p. 21, 22). Quant à M. Delattre (mineurs), il s'évertue à souligner les inconvénients et les dangers du contrôle ouvrier.

En premier lieu, «le contrôle ouvrier ne donnera pas à tous les travailleurs, la réalisation de toutes leurs revendications, dit M. Delattre. Il faut le dire nettement afin d'éviter toute désillusion». Pourquoi?

> Il importe, tout d'abord, de remarquer que, une fois le contrôle ouvrier réalisé, la raison jouera un rôle beaucoup plus grand que la force. Celle-ci verra son empire diminuer. Or, il est encore beaucoup de militants, beaucoup d'ouvriers qui s'imaginent que toutes les possibilités d'émancipation, toutes les possibilités de réformes résident dans la force. Avec le contrôle ouvrier, celle-ci jouera un rôle plus modeste, plus effacé, c'est la raison surtout qui interviendra.
> Par le contrôle ouvrier, vous aurez une part dans la direction de l'usine; vous contrôlerez les actes du patron; vous examinerez les bilans, discuterez le prix de revient, etc. C'est donc bien la raison qui remplacera la force, tout au moins en partie!
> C'est pourquoi nous devons nous poser cette question: sommes-nous prêts d'agir par la raison et à laisser la force de côté, tout au moins en partie? Je crois qu'à cette question, nous pouvons répondre franchement: nous ne sommes pas prêts. (p. 15).

Son argumentation, M. Delattre la résume ainsi: «Lorsqu'il leur sera démontré que les revendications ouvrières ne peuvent être satisfaites, ils devront bien s'y opposer. Ainsi, le contrôle ouvrier ne satisfera pas tous les travailleurs.»

Évoquant la possibilité, prévue par le rapport de M. de Brouckère, de réunir le collège des commissaires ouvriers et celui des administrateurs, M. Delattre est convaincu qu'il arrivera que les commissaires ouvriers «doivent condamner les prétentions ouvrières, au lieu de s'attaquer au patron. C'est un des inconvénients graves du contrôle ouvrier» (p. 16).

La conclusion de M. Delattre sur ce premier point «n'est pas que nous devons combattre les contrôles ouvriers, mais je crois devoir appeler l'attention des camarades sur les inconvénients que le contrôle entraîne» (p. 17). Le deuxième danger que voit Delattre est un arrangement employeurs-travailleurs de type corporatif sur le dos de la collectivité.

> Il serait dangereux pour la collectivité tout entière de toujours laisser les commissaires ouvriers et les conseils d'administration discuter ensemble, car, dans certains cas, ils pourraient s'entendre sur le dos des consommateurs, et ce que vient de vous dire le camarade Naves en est la preuve, n'est-ce pas? (nombreuses approbations). La Compagnie du chemin de fer du Nord a augmenté les tarifs, mais on lui a dit: «Parts à deux!». De ce contrôle-là, je n'en veux pas (Vifs et nombreux applaudissements) (p. 17).

M. Delattre voit enfin un troisième danger: celui qui menace le droit de grève:

> Une fois ce contrôle existant, le droit de grève ne sera plus entier. Il faut bien se mettre cela dans la tête. En effet, si l'on nous démontre qu'une revendication n'est pas fondée, nous avons actuellement le droit de nous mettre en grève. Mais, lorsqu'il y aura malentendu sur les renseignements fournis, Lorsque les bilans seront interprétés de deux façons, d'une façon par les délégués ouvriers et d'une autre façon par les patrons, lorsque la situation financière ne sera pas bien définie, aurons-nous encore le droit de refuser l'arbitrage ? Jamais de la vie. [...] (p. 19-20).
> Or, s'il y a arbitrage, il y a sentence, et, s'il y a sentence, il faut prévoir le refus de s'y soumettre et, par conséquent, une sanction. Sommes-nous prêts d'admettre les sanctions ? Avons-nous une conscience suffisamment éclairée pour admettre des sentences en pareil cas ? Je ne le crois pas. (p. 19).

En conclusion, M. Delattre estime qu'il ne faut pourtant pas se croiser les bras.

> Il faut que nous nous efforcions de nous rapprocher du contrôle ouvrier. Mais nous ne ferons notre éducation concernant le contrôle ouvrier que par l'étude des faits, c'est-à-dire par la pratique... Il faudrait que, partout, nous puissions déjà discuter le prix de revient, bien que nous reconnaissions que nous n'avons pas le moyen d'avoir des chiffres qui nous permettent de discuter ces prix comme nous le voudrions. Nous devons pousser à l'établissement de comités de conciliation car [...] la discussion, entre patrons et ouvriers, des questions relatives à l'index, du contrôle de l'index, du contrôle des salaires et des prix de revient, c'est un commencement de contrôle qui habitue la classe ouvrière et qui la met au courant (p. 19).

M. Delattre croit même que le contrôle ouvrier est « un épisode de la lutte des classes : qu'on ne s'imagine pas qu'il n'y a lutte que lorsqu'on se bat. Il y a lutte chaque fois que, grâce à une discussion, ne fût-elle que de cinq minutes, on a diminué le pouvoir patronal. Il faut donc préparer la classe ouvrière à cette action en réclamant partout, non pas l'institution de conseils de contrôle, car cela n'est pas pour demain, mettons-nous bien cela dans la tête, mais l'institution de comités de conciliation » (p 19, 20).

Finalement, il constate que les inconvénients du contrôle ouvrier « sont plus apparents que réels », qu'il ne faut pas avoir peur des responsabilités car, « le jour où le droit de direction tout entier nous sera échu, nous aurions une responsabilité bien plus grande » (p. 20)[1].

1. Dans une conférence faite par M. Delattre à l'initiative du groupe universitaire d'études sociales, à peu près à la même époque, le système de concertation organisé dans les charbonnages sera présenté par l'orateur comme organismes de contrôle. Il rappellera même l'art. 2 de l'AR instituant la commission

M. Bondas sera à peu près seul, en fin de compte, à plaider au nom des métallurgistes pour que la question ne soit pas remise. Certes, dit-il, nous ne résoudrons pas la question du contrôle ouvrier en un jour, «mais il ne faut pas perdre de vue que le contrôle ouvrier, ce n'est pas seulement la réalisation d'un projet tel que celui de la commission syndicale; le contrôle ouvrier s'implante, s'insinue chez le patron, au fur et à mesure que nous lui arrachons une concession, que nous sapons une partie de son autorité» (p. 35).

Les métallurgistes, dit M. Bondas, proposent «la création de conseils d'usine dans tous les établissements industriels, commerciaux et financiers occupant vingt ouvriers au moins», dont la compétence s'exercerait:

- sur les méthodes de production et l'enseignement professionnel;
- sur le contrôle des salaires et appointements;
- sur la technique et le perfectionnement de l'outillage;
- sur l'embauchage et le débauchage des ouvriers, sur la surveillance et l'application des lois de protection des ouvriers et des règlements d'ordre intérieur;
- sur l'application des décisions prises par les commissions paritaires régionales ou nationales (p. 37)[1].

Un ordre du jour du bureau de la commission syndicale, sera, après discussion, voté par une large majorité du congrès, décidant «de continuer avec une ardeur accentuée la campagne pour la réalisation du contrôle ouvrier des exploitations» et demandant aux centrales d'approfondir «l'étude du projet de loi du Conseil économique de la commission syndicale en considérant les suggestions émises au congrès ordinaire».

nationale mixte des mines: «Il est institué une nouvelle commission nationale mixte. Ayant pour but de trouver, par la collaboration de délégués des associations tant patronales qu'ouvrières, des solutions pacificatrices dans toutes les questions concernant le travail des mines». L'assimilation des organismes pour la recherche des «solutions pacificatrices» au contrôle ouvrier, permit à M. Delattre de conclure que «la pratique du contrôle ouvrier exige une mentalité autre que celle qui nous fait uniquement considérer la force, elle demande de la part des ouvriers une confiance suffisante en leurs militants pour écouter leurs avis, les discuter froidement et sans parti pris, même quand ils semblent contraires à l'idée qu'ils se font de leur intérêt» (*MSB,* 1er mars 1924, p. 48).

1. Cette liste qui sera proposée au congrès des métallurgistes en mai 1924 est reprise par M. Bondas dans la conférence qu'il donne au groupe universitaire que nous avons signalé dans la note précédente. Son exposé sur le contrôle ouvrier n'est rien d'autre que la description du système de concertation dans le métal. M. Bondas dira d'ailleurs dans ses conclusions: «Évidemment, ce n'est pas encore le «contrôle ouvrier» tel que ses théoriciens l'ont défini et il y a sans doute plus d'un patron qui accepterait une convention, même très large, et qui se qui se refuserait à admettre le vocable qui indique la chose» (*MSB,* 1er mars 1924, p. 52).

V. La revendication s'estompe

Les quelques «croyants» dans le contrôle ouvrier, à la commission syndicale, avaient-ils espéré que le congrès de 1924 serait le départ de la grande offensive? Il ne semble pas. Présentant les conférences devant le groupe universitaire d'études sociales, le *MSB* écrivait bien, le 1er mars, que le congrès du 17 février «ayant définitivement indiqué les directives qui doivent guider notre action de réalisation, nul doute que chacun se remette au travail avec une nouvelle ardeur pour la conquête du droit nouveau» (p. 45). Mais M. De Vlaemynck, un des plus fervents défenseurs de l'idée ne cache pas le peu d'espoir qu'il y avait d'assister au démarrage de l'action positive pour la réalisation du contrôle:

> Ce n'est pas sans une certaine appréhension que nous avions porté le sujet du contrôle ouvrier à l'ordre du jour de ce congrès spécial de la commission syndicale. Ce fut, il est vrai, à la suite d'une résolution d'un précédent congrès ordinaire, qui s'y résigna, plutôt pour reculer que pour saisir effectivement l'occasion d'une délibération sur une importante et délicate question. Car nous ne pensons pas nous tromper en disant que, le 17 février, nous trouva tous très sceptiques. Plusieurs étaient là par devoir professionnel; beaucoup d'autres étaient venus en curieux, voulaient savoir, voulaient s'instruire; quelques-uns broyaient du noir... La discussion, en se prolongeant, mit en évidence l'énorme charge que l'exercice du contrôle des entreprises par les travailleurs allait faire peser sur les organisations syndicales, dont certaines ont une structure assez faible ou bien encore sont insuffisamment préparées[1].

La même note désabusée se retrouve dans le rapport annuel de la commission syndicale pour 1924, préparé pour le congrès de 1925, où, après avoir évoqué «l'enthousiasme des années 1920 et 1921», le rapporteur écrit:

> Hélas! il faut en rabattre, malgré nos insistances réitérées pour voir les centrales nationales s'appliquer de façon méthodique à l'étude des moyens d'application du contrôle ouvrier dans leurs industries respectives, il faut constater dans ce domaine un relâchement général (p. 121).

Le même rapporteur, rappelant le congrès extraordinaire de 1924, constate que «l'opinion générale était que dans la majorité de nos milieux syndicaux, le contrôle ouvrier n'avait fait qu'effleurer l'esprit des militants et que la masse des membres y était restée indifférente» (p. 121).

1. *MSB,* 29 mars 1924, p. 85.

Par ailleurs, quelques centrales et quelques régionales abordèrent la question, mais en ceci également, M. De Vlaemynck trouvera que le bilan est bien maigre :

> Quelques-unes de nos organisations nationales, dans leur congrès tenu en 1924, se sont occupé de la résolution en question, mais la plupart en restèrent là par la suite.
> D'autres centrales aussi, dans leurs assemblées annuelles, se sont intéressées au problème du contrôle ouvrier, sans toutefois se conformer aux directives énoncées dans la résolution du 17 février 1924.
> D'autres centrales encore ont simplement passé outre à la résolution et ne s'en sont nullement préoccupées.
> Deux fédérations locales de syndicats ont porté à l'ordre du jour de leur congrès de 1924 la discussion de la résolution adoptée en congrès syndicat extraordinaire du 17 février 1924[1].

C'est sans doute le congrès des métallurgistes de mai 1924 qui accorda l'attention la plus sérieuse à la question. M. Van Walleghem y présenta un rapport issu des délibérations d'une commission spéciale mise sur pied par la centrale, rapport dans lequel il déplora que les membres du personnel des entreprises, le mieux à même d'apprécier les éléments sur lesquels devrait s'exercer le contrôle, ne sont pas gagnés au syndicalisme.

> Ces compétences ne sont pas encore avec nous ; elles sont, en règle générale, contre nous. Instrument de direction nécessaire et indispensable, le monde patronal et capitaliste a eu soin de se les approprier en leur faisant des situations industrielles et matérielles que nous pourrions, à certains points de vue, qualifier de lucratives.

Les conclusions votées par le congrès du métal précisaient la compétence des conseils d'usine à créer. On les a lues ci-dessus sous la plume de M. Bondas. Un autre point intéressant à noter dans ces conclusions, c'est la détermination des entreprises qui devraient se voir imposer la création d'un conseil : les établissements industriels, commerciaux et financiers occupant 20 ouvriers au moins ; ceux dont le nombre du personnel n'atteignait pas 20 échappent à l'obligation.

À l'autre pôle de l'intérêt réservé au problème, le congrès de l'alimentation, en juillet, décidait simplement de mettre à la disposition du comité national, un budget permettant d'entreprendre « l'éducation des membres ».

Un an après, le 12 septembre 1925, un éditorial du *MSB* fait le point. Qu'a-t-on fait depuis le congrès de 1924 ?

1. *MSB,* 18 juillet 1925, p. 193.

> Peu, assurément, et il y a d'ailleurs, à cela, de bonnes et nombreuses raisons. On ne peut pas se représenter les organisations syndicales qui ont eu, dans ces derniers temps et encore maintenant, à se défendre contre les attaques patronales, s'occupant de près d'un problème dont la solution, étant donné les rapports actuels entre le capital et le travail, apparaît encore comme lointaine, voire problématique.

La commission syndicale appelle pourtant «à faire quelque chose» au nom du prestige de l'organisation :

> Et faut faire quelque chose. Nos résolutions de congrès ne doivent pas rester lettre morte et il est de toute nécessité, si l'on ne veut pas diminuer l'autorité morale de nos organisations, que l'on s'attelle sans tarder à cette tâche, utile et nécessaire tout à la fois : ouvrir la voie, par une propagande appropriée, à la revendication du contrôle ouvrier. Pouvons-nous espérer que notre appel sera entendu ?

Il ne le fut guère, semble-t-il. Et les appels eux-mêmes s'espacent de plus en plus.

Le rapport annuel pour 1925 se borna à constater que «l'étude du contrôle des entreprises ne put être envisagée de façon sérieuse et notre Conseil économique n'eut pas, de ce chef, l'occasion de déployer une grande activité» (p. 2).

Le rapport sur les revendications syndicales préparées pour le 26e congrès (1928) refait, une fois de plus, la chronologie des congrès et rapports consacrés, après la libération, au contrôle ouvrier. Le rapporteur s'efforce quand même de sauver l'idée en montrant l'importance des causes de l'endormissement de la revendication :

> Les circonstances politiques et économiques, la réaction patronale qui tint les syndicats sur la défensive pendant de longues années et l'incompréhension sociale d'un grand nombre de travailleurs, expliquent seules qu'elle n'ait pas reçu un commencement d'application. Mais ce n'est pas une raison pour désespérer... (p. 126).

On trouve d'ailleurs dans ce dernier rapport une tentative de cerner la notion qui, aux yeux de celui qui le relie un bon demi-siècle après son impression, prend quelque peu figure de testament politique d'une génération dédié à celle qui un jour voudra reprendre la revendication à son compte :

> Certes, dans leur sens restreint, les mots «contrôle ouvrier» n'ont pas la signification que nous leur attribuons. Ils évoquent simplement l'intervention du travail organisé dans l'application des accords conclus avec les syndicats sur les salaires, les heures de prestation et l'ensemble des conditions de travail. Même dans ce cas, le «contrôle ouvrier» aurait son utilité. Mais on ne peut point le limiter d'un rôle aussi modeste ; il doit viser plus haut et s'exercer de telle manière

> que les travailleurs participent effectivement au fonctionnement et à la direction des entreprises (p. 26).

Il y aura encore quelques velléités de soulever à nouveau la question lorsque les socialistes feront partie du gouvernement après une longue période d'abstention (1935) et que le «plan du travail» de M. de Man aura été élaboré (1933) et présenté comme alternative à la crise.

Ces velléités prendront figure de deux articles publiés par Paul Finet dans le *MSB*. Cette fois, l'appellation est «démocratie économique» et M. Finet critique le plan du travail – qui, à son avis, n'amènera pas la démocratie économique – dans un premier article publié dans le numéro du 20 novembre 1935 :

> Si le régime politique nouveau postulé par le Plan du travail doit être un renforcement de la démocratie politique, pour nous, syndicalistes, les transformations dans l'ordre économique doivent être accompagnées de transformations fondamentales dans l'ordre juridique du régime du travail et qui doivent tendre à l'établissement d'une véritable démocratie économique.
> C'est-à-dire que doivent être appliqués dans la vie économique et industrielle, les principes mêmes qui sont à la base de la démocratie dans la vie politique.
> C'est, en d'autres termes, le gouvernement de l'atelier, de l'usine, de l'entreprise, accompli avec le consentement des gouvernés, en l'occurrence les ouvriers, les salariés de l'entreprise. Un gouvernement organisé par la collectivité intéressée. Démocratie politique, d'accord. Mais aussi, sinon plus, démocratie économique (p. 237).

Le gouvernement de l'entreprise «organisé par la collectivité intéressée» paraît être une notion assez proche de ce qu'on appelle aujourd'hui l'autogestion. Mais dans un second article (20 janvier 1936), M. Finet va évoquer plus clairement le contrôle ouvrier.

Que le plan soit réalisé ou non, dit M. Finet, «l'instauration d'une démocratie économique par le contrôle ouvrier reste un des points essentiels et fondamentaux de la doctrine syndicaliste, que le contrôle ouvrier reste une des réformes qu'il importe de réaliser». Il se déclare prêt à se rallier à une formule quelconque accordant aux ouvriers «le droit de participation dans la gestion interne des entreprises». Mais il est trop tôt pour légiférer ; ce qu'il faut, c'est généraliser le système des commissions paritaires :

> En vue d'atteindre à l'établissement de la démocratie économique, nous pensons que le mouvement ouvrier doit, plus que jamais, réclamer la généralisation du système des commissions paritaires et ce pour toutes les industries.

Le système instauré dans les mines par la convention du 19 février 1920 est considéré comme un bon modèle par M. Finet. Le contrôle ouvrier, pour M. Finet, paraît être une participation à la gestion :

> Ce contrôle devra-t-il porter sur toute l'organisation industrielle ou devra-t-il être limité aux questions dans lesquelles les ouvriers sont directement intéressés ? En d'autres termes, quelle part sera réservée aux travailleurs dans la direction interne des entreprises industrielles ?

On se demande même si, finalement, contrôle ouvrier et cogestion ne deviennent pas synonymes dans l'esprit de M. Finet. Car, répondant à la question ci-dessus, il distingue les entreprises nationalisées de celles qui ne le sont pas.

Dans les entreprises nationalisées, « les droits des délégations d'usines doivent être égaux à ceux qui seraient conférés aux représentants du pouvoir central commis à la direction des entreprises considérées comme services publics ». Et M. Finet ajoute : « Certains nous demanderont peut-être, si nous croyons que la classe ouvrière est dès à présent qualifiée pour assurer la cogestion des entreprises. »

Mais si, « dans les entreprises nationalisées, le droit des travailleurs à la cogestion totale ne peut pas être discuté, pour les autres, celles du secteur privé, la prudence exigera que l'on procède par étapes ». La première de ces étapes, pour M. Finet, étant le contrôle ouvrier :

> Dans les entreprises non nationalisées, le mouvement syndical doit se borner, pour l'instant, à réclamer pour les travailleurs le droit de contrôler, à la base, l'application des conventions de travail et l'organisation pratique de la production (p. 37-38).

VI. La Confédération des syndicats chrétiens et le contrôle ouvrier

À son congrès de juin 1921, à la suite du rapport de M. Carels : « Vers l'économie organisée », la CSC se prononcera, incidemment, sur le contrôle ouvrier, au point 6 de la résolution :

> VI. Le fait que les ouvriers doivent se contenter d'un salaire comprimé par la concurrence de prix, ainsi que l'appui accordé par les travailleurs d'une politique de fixation des prix, justifient le contrôle ouvrier sur l'industrie.
>
> Le mouvement syndical ne peut approuver le contrôle personnel et individuel des entreprises, car ce système nuirait trop à l'esprit de solidarité parmi les travailleurs. Toutefois, cette forme de contrôle peut être consentie à condition que les organisations syndicales aient l'influence voulue dans la constitution des organismes de contrôle.

Une motivation identique est invoquée l'année suivante lorsque le comité de la CSC prend position contre l'attitude du Comité central industriel qui – profitant de la dépression économique – demande une diminution générale des salaires de 20 % et l'«assouplissement» de la loi des 8 heures. Le comité conclut, en effet, dans sa réunion du 22 mars 1922, «à l'utilité du contrôle ouvrier sur l'industrie, qui doit permettre aux travailleurs de se rendre compte de la nécessité des sacrifices qu'on leur demande, et leur garantir que ces sacrifices seront compensés par des sacrifices au moins équivalents de la part des industriels, de telle façon qu'ils profitent réellement à la collectivité».

Ce contrôle, la CHC le voit surtout exercé par les commissions paritaires conformément à la résolution que prendra en juillet 1922, le 2e congrès de la Ligue démocratique belge, réclamant «l'octroi aux commissions paritaires d'un droit de contrôle sur l'industrie. Celui-ci serait établi de telle façon qu'elles pourraient décider, en connaissance de cause, sur toutes les questions qui leur seraient soumises».

Sans qu'elle soit réservée – comme celle de Morlanwez dont nous avons parlé ci-dessus – entièrement au contrôle ouvrier, la Semaine syndicale de 1922 aborde le sujet. Cette semaine d'études était consacrée à l'«organisation professionnelle». Une des leçons, donnée par l'avocat Bodart, le futur député démocrate-chrétien de Charleroi, avait comme thème: «Contrôle ouvrier en ce qui concerne spécialement le droit de regard.» Nous n'avons pas perdu connaissance du texte de l'exposé, mais *Le Pays wallon* (11 septembre 1922) rapporte ainsi la définition donnée par M. Bodart:

> Il y a contrôle ouvrier quand les délégués du personnel salarié participent à la gestion quotidienne de l'entreprise, partagent avec le patron le pouvoir de décision, possèdent voix consultative ou délibérative dans les conseils directeurs de l'entreprise et font, en somme, que le gouvernement de cette entreprise tienne compte du consentement des gouvernés.

Ajoutons qu'il n'est pas seulement question, à cette Semaine syndicale, des commissions paritaires (exposé d'A. Bertinchamps), mais aussi des conseils d'usine (exposé de l'abbé Cardolle), confondus semble-t-il, avec le système de délégation syndicale dans les mines.

À aucun moment, on ne trouve dans le mouvement syndical chrétien une campagne aussi systématique en faveur du contrôle ouvrier que l'on a vu du côté socialiste. Il semble même que ce n'est qu'exceptionnellement que le point fut traité par les centrales chrétiennes. C'est le cas pour celle des métallurgistes qui, à son congrès de 1925

(31 mai-1er juin), comprend un rapport sur le contrôle ouvrier qui donnera lieu à la résolution ci-dessous :

> 1. La Centrale élaborera un projet qui devra être déposé et défendu aux Commission nationales de la sidérurgie et de la petite mécanique concernant un premier pas à faire dans le domaine du contrôle ouvrier, à savoir le contrôle sur les commandes ;
> 2. Il faut gagner l'opinion publique à cette réforme ;
> 3. En cas de mouvement de salaire, attacher moins d'importance à quelques centimes d'augmentation ou de diminution de salaire horaire, qu'a la revendication du contrôle des commandes, et ne pas craindre des grèves dans ce but. S'il y a échec, ce doit être un encouragement à persévérer ;
> 4. Il faudra tendre à faire réaliser par la législature le contrôle sur les commandes ;
> 5. Cette première réforme en entraînera d'autres.

C'est surtout sur un système d'organisation professionnelle que la CSC centrera sa propagande dans les deux décennies précédant la guerre de 1940. En 1929, pourtant, les termes conseil d'usine, cogestion, démocratisation de l'entreprise se rencontrent encore incidemment. On peut ainsi lire dans l'éditorial de son bulletin de mars 1929 :

> Nos organisations ouvrières chrétiennes veulent introduire et développer dans l'industrie et le commerce un régime constitutionnel comportant la reconnaissance mutuelle des syndicats d'ouvriers ou d'employés et des groupements patronaux, la collaboration pacifique des représentants de ces différentes organisations au sein de conseils professionnels et aussi l'établissement de conseils d'usine, permettant aux délégués ouvriers de collaborer à la bonne organisation du travail et à la prévention des petits conflits

En mai suivant, l'éditorial, consacré au thème «salaires et cogestion», écrira à propos du frein que mettent les patrons à l'augmentation des salaires qui sont près d'atteindre le «plafond» que permet l'activité industrielle :

> En réalité, les travailleurs ne seront à même de juger de la prospérité industrielle et de poursuivre une politique de salaire en conséquence que le jour où ils participeront effectivement à la cogestion des entreprises.
> C'est un des points d'aboutissement de notre politique de salaires ; dans tous nos efforts pour le relèvement de la rémunération du travail, nous ne devons jamais le perdre de vue...
> Cogestion signifie en fait la réalisation d'une bonne part de notre idéal social et professionnel. Cogestion, c'est, en fait, la démocratisation des entreprises, c'est la substitution d'un régime soucieux des

> droits du travail, de la personnalité et de la dignité du travailleur, de la destination sociale, de l'activité économique au régime autocratique actuel où l'homme, le plus souvent, ne paraît fait que pour produire.

Comme chez M. Finet - cité plus haut -, on assiste donc à la dilution du concept de contrôle ouvrier dans celui de participation à la gestion. Et on ne pourrait pas conclure qu'il s'agit ici d'un avis isolé, personnel. Une des conclusions votées au congrès de 1930 de la CSC se prononce fort clairement pour la cogestion comme facteur de collaboration et de paix industrielles.

> Le congrès proclame une fois de plus la nécessité de réaliser le programme d'organisation professionnelle réclamé par le syndicalisme chrétien afin d'aboutir d'une collaboration organique entre les divers facteurs de la production et d'instaurer la paix industrielle.
> La réalisation de ce programme appelle les travailleurs à participer à la direction de la vie économique et à la cogestion des entreprises...

Ce glissement vers une conception de participation à la gestion n'est pas inconscient. M. Pauwels, président de la CSC, dans son rapport au congrès de 1936 sur «le rôle économique des syndicats de salariés dans l'économie organisée nouvelle» ne laisse aucun doute à ce sujet:

> Sans doute, il se trouve des syndicats qui vont affirmant que le syndicalisme, pour se maintenir doit se confiner sur le terrain social, conserver une position exclusivement revendicative, qu'il doit écarter toute idée de participation effective à la direction de l'économie et, partant, toute responsabilité économique, rester au fond, exclusivement un organisme de combat, adoptant par principe, une attitude oppositionnelle.
> Nous avons toujours pensé que les tenants de cette conception ne se rendent pas compte que, loin de fortifier les syndicats et leur action, ils limitent cette dernière, n'aboutissent qu'à un syndicalisme étriqué et que, en fin de compte, un syndicalisme qui n'accepte pas d'autres tâches et responsabilités, court le danger de s'exclure de la vie réelle et de se condamner à végéter, sinon à disparaître (p. 4).

La dilution du concept contrôle ouvrier dans celui de participation s'affirmera encore davantage à l'approche de la guerre. L'analyse des quatre sessions de la Conférence nationale du travail, en 1939-1940[1] est extrêmement instructive. La déclaration, à la session du 19 février 1940, du ministre du travail, le socialiste gantois Balthazar, est assez significative pour qu'il soit nécessaire d'insister davantage: «Est-ce qu'enfin les

1. Voir «Les conférences nationales du travail», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 118, 14 juillet 1961 et n° 119, 22 juillet 1961.

employeurs et les ouvriers vont se considérer comme des collaborateurs au lieu de mesurer constamment leurs forces respectives en vue d'une bataille prochaine ? Je le souhaite… »

N'est-ce pas cette évolution qui expliquerait la renaissance dans l'après-guerre 1940 de la revendication contrôle ouvrier alors que le projet de 1922 qui devait, en principe, le concrétiser, a été pratiquement repris par la loi de 1948. C'est en tout cas une hypothèse de recherche qui paraît très plausible. Plus plausible sûrement que celle qui y verrait une forme de nostalgie cyclique du mouvement syndical.

Source

Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 909, 1981/4.

Organisations syndicales et contrôle ouvrier

Jean-Claude Vandermeeren

> Il convient de développer le contrôle ouvrier à tous les niveaux, en donnant la possibilité aux travailleurs organisés en syndicat d'exercer une contestation et de proposer des solutions alternatives, grâce à une information obtenue préalablement à toute prise de décision et portant sur l'ensemble des données de la situation économique, financière et sociale.

C'est en ces termes que la Fédération générale du travail de Belgique prônait, à l'unanimité, le contrôle ouvrier lors de son congrès extraordinaire de janvier 1971. Le même mois, le comité de la Confédération des syndicats chrétiens adoptait lui aussi une position favorable au contrôle des travailleurs sur leur entreprise dans le cadre d'une démocratisation généralisée de notre société. Ainsi le contrôle ouvrier était mis à l'ordre du jour presque simultanément par les deux grandes organisations syndicales belges. Déjà dans les années 1920, des leaders du mouvement syndical chrétien avaient réclamé le « contrôle des industries ». Mais la CSC, dans l'ensemble, restait attachée à des formules de coopération sociale, et c'est surtout dans le mouvement socialiste que la question avait été débattue. Elle donna lieu à une semaine d'étude en 1921 et, en 1924, à un congrès extraordinaire qui fut marqué par un rapport de Louis de Brouckère :

> La réalisation intégrale du contrôle ouvrier apparaît en un sens comme le but même auquel nous tendons : affranchir les travailleurs,

tous les travailleurs de toute tutelle et de tout parasitisme, confier à leur collectivité entière la direction totale de la production[1].

La représentation des travailleurs dans l'économie

Après la Seconde Guerre mondiale, la terminologie changera. On ne parlera plus de contrôle ouvrier mais bien de «démocratie économique» ou de «réformes de structures». Sans qu'il s'agisse d'un revirement à l'égard des objectifs finals définis par L. de Brouckère la doctrine de la FGTB reste fondée sur la lutte des classes – cette révision du vocabulaire, accompagnée d'une discussion des moyens à employer, était essentiellement due aux modifications importantes intervenues dans le fonctionnement de l'économie capitaliste (intervention croissante de l'État dans l'économie, multiplication des trusts et des holdings, internationalisation des capitaux, etc.).

Cette évolution eut pour conséquence de déplacer quelque peu le niveau des luttes syndicales, qui, dans les années 1950, se centrèrent sur des objectifs macroéconomiques. Quant aux syndicats, ils acquièrent à cette époque un statut nouveau dans la société et sont reconnus officiellement comme les seuls représentants valables des travailleurs.

Dans l'entreprise, des comités de sécurité et d'hygiène et des conseils d'entreprise sont créés, en application des législations de 1946 et 1948. Ces deux institutions paritaires, qui devaient permettre aux travailleurs d'être consultés, de donner leur avis, de recevoir un certain nombre de renseignements importants quant à la vie de l'entreprise[2], se sont cependant heurtées à une série d'obstacles, qui ont réduit, dans une large mesure, les résultats escomptés. Les représentants des travailleurs (obligatoirement syndicalistes) considèrent souvent que leur position au conseil d'entreprise est ambiguë. Le conseil n'a qu'une compétence consultative, et l'esprit de la loi veut que ceux qui y siègent le fassent dans une optique de coopération plutôt que de revendication.

Les premières réactions des employeurs à un projet de convention améliorant le fonctionnement des conseils d'entreprise sont jugées significatives. Les employeurs se retranchent fréquemment derrière les dispositions légales ou le secret des affaires pour refuser aux travailleurs les informations économiques et financières réellement utiles.

Les aspects positifs ne sont cependant pas négligeables. Le conseil d'entreprise est un lieu de rencontre entre les parties et même parfois le seul organe où les représentants des travailleurs peuvent approcher

1. L. De Brouckère, «Le contrôle ouvrier», *Les Cahiers de la commission syndicale,* Bruxelles, 1924.
2. Compte rendu du colloque de la Fondation André Renard sur l'autogestion, Pont-à-Lesse, 1971.

la direction. Il permet également aux syndicalistes de réunir quelques informations et de limiter les tendances au paternalisme en matière de gestion des œuvres sociales. Retenons aussi, à l'actif de la législation, qu'elle accorde la garantie de l'emploi aux délégués qui siègent dans ces deux institutions.

Le comité de sécurité et d'hygiène semble donner plus de satisfactions à la fois aux travailleurs et aux employeurs. Cette contradiction dans l'appréciation portée sur les deux institutions paritaires s'explique facilement par la différence des sujets qui y sont traités. Les discussions qui ont lieu dans ces comités sont d'ordre beaucoup plus pratique et portent dans la plupart des cas sur des problèmes bien définis, plus concrets que ceux des finances ou de l'économie, et donnant moins de prise aux réticences patronales.

De là à affirmer que tout se passe sans heurts, il y a un pas que nous ne franchirons certainement pas. Dans l'un et l'autre cas, la déception domine les jugements des syndicalistes. On reste bien loin du contrôle ouvrier et même de la cogestion, puisque ces organismes n'ont pratiquement aucun pouvoir de décision.

La description, pour être complète, doit encore signaler l'existence de la délégation syndicale qui, contrairement aux deux institutions abordées ci-dessus, n'est pas paritaire et ne résulte pas d'une loi mais bien de conventions collectives. Son rôle est uniquement revendicatif.

Au-delà de l'entreprise, au niveau macroéconomique, les organisations syndicales participent également aux travaux d'une série de commissions professionnelles ou nationales. Selon André Genot, secrétaire national adjoint de la FGTB, «l'expérience, l'évolution ont montré les insuffisances, les faiblesses de ces organes et la nécessité d'une mise à jour et d'un nouveau départ[1]».

En effet, si le travail accompli dans ces organes, dans le sens d'une limitation des pleins pouvoirs du patronat, n'est certainement pas négligeable, nombre de syndicalistes jugent que les résultats obtenus demeurent nettement insuffisants, et les deux syndicats se montrent soucieux d'apporter des réformes au fonctionnement de ces instances.

Actionnariat et cogestion

Comment améliorer la situation? Les deux grandes organisations syndicales belges repoussent l'actionnariat ouvrier, l'intéressement, l'épargne contractuelle, etc., où elles décèlent des motivations d'origine patronale ou technocratique. La FGTB et la CSC s'opposent à ces

1. *Démocratisation de l'entreprise,* CSC, Bruxelles, 1971.

réformes dans la mesure même où elles refusent l'intégration dans le système capitaliste.

Dans son rapport consacré à la démocratisation économique, la CSC refuse de «suivre les syndicalistes américains qui reconnaissent le système, qui se réservent une grande partie du gâteau et laissent l'entreprise aux mains du capital et des technocrates».

La FGTB est tout aussi catégorique. La résolution de son dernier congrès extraordinaire débute par ces termes:

> Fidèle à ses principes de base, la FGTB rejette toute formule d'intégration dans le système capitaliste. Une nouvelle société de justice dans la liberté et sans privilège ne saurait être réalisée dans le cadre des structures néocapitalistes même aménagées.

La Fondation André Renard, liée à la FGTB, a consacré plusieurs articles à des expériences françaises en la matière. Les jugements des auteurs se sont toujours avérés négatifs:

> Quant au problème du pouvoir ouvrier dans l'entreprise, il n'est absolument pas modifié par l'actionnariat ouvrier. Le fait de posséder quelques actions ne permet nullement plus de justice dans l'entreprise et dans la répartition des revenus. Les conditions de travail n'en sont pas modifiées pour autant[1].

Afin d'être complet, il faut cependant signaler que certaines expériences de salaire d'investissement ont été tentées par les centrales professionnelles du secteur bâtiment de la CSC et de la FGTB.

Quant à la cogestion, solution retenue par les syndicalistes allemands, elle ne semble guère appréciée en Belgique.

La Confédération générale des syndicats libéraux de Belgique, qui comptait, en 1969, 120 698 membres, alors que la FGTB et la CSC réunies en comptaient 1 773 612, est la seule à préconiser la cogestion. Quant à la FGTB, son opposition à ce système de gestion est on ne peut plus catégorique. Dans le rapport préparatoire à son congrès extraordinaire, la FGTB consacre un chapitre entier à la cogestion. Les conclusions sont cependant courtes et claires: «La cogestion: un instrument d'intégration au système capitaliste» ou encore «L'expérience allemande montre que la cogestion n'a pas été conçue pour être un instrument de la lutte des classes[2]».

La CSC, de son côté, semble avoir progressivement abandonné l'idée de cogestion à laquelle elle était antérieurement favorable. Sans doute

1. «Participation, intéressement, actionnariat», *Bulletin d'information et de documentation de la FAR,* n° 19, Liège, 1969, p. 51
2. W. Schugens, *Rapport contrôle ouvrier,* FGTB, Bruxelles, 1970, p. 29.

l'organisation syndicale chrétienne parlait-elle en 1969 de «faire participer activement travailleurs et apporteurs de capitaux en tant qu'associés, à la vie de leur entreprise[1]», mais le rapport *Démocratisation de l'entreprise* de 1971 relève que «la participation ce n'est pas l'intégration des travailleurs dans le régime», et se prononce en faveur du contrôle ouvrier dans une perspective d'autogestion.

Du contrôle ouvrier à l'autogestion

Si le contrôle ouvrier est prôné par les deux grandes organisations belges, cela ne signifie pas nécessairement qu'elles lui donnent exactement la même signification. Selon la FGTB, le contrôle ouvrier se définit en six points:

1. *Qui?* Le contrôle ouvrier ne peut être effectué que par les travailleurs organisés en syndicat. La solidarité et la cohésion des travailleurs à l'intérieur de leur organisation syndicale sont une garantie pour la défense de leurs intérêts, dont ne bénéficient pas les travailleurs isolés.

2. *Quand?* La condition essentielle est d'être informé à temps, c'est-à-dire être informé à la prise de décision et ne pas être mis devant le fait accompli.

3. *De quoi?* De l'ensemble des données d'une situation économique et sociale déterminée. Il ne s'agit donc pas d'une information limitée par des textes ou autres facteurs, mais au contraire de l'ensemble des éléments! permettant de juger de la situation.

4. *Pourquoi?* Pour avoir la possibilité (et non l'obligation) d'exercer le droit de contestation, c'est-à-dire d'émettre éventuellement nos propres propositions alternatives.

5. *À quel niveau?* Le contrôle ouvrier doit se faire à tous les niveaux (entreprises, groupes d'entreprises, région, secteur, nation...) en association étroite avec les travailleurs.

6. *Comment?* Le syndicat doit donc en même temps sauvegarder son entière liberté d'action syndicale, son entière autonomie. Le droit de contester ne consiste pas seulement à sauvegarder l'autonomie syndicale mais aussi à promouvoir des solutions qui rendent techniquement possible cette liberté d'action syndicale[2].

U. Destrée, secrétaire régional du syndicat des employés de la FGTB, donne une autre définition, nullement opposée mais complémentaire:

1. Responsable de l'avenir, Bruxelles, 1969, p. 253.
2. W. Schugens, *op. cit.*, p. 9.

> Moyen terme, le contrôle ouvrier se définit comme une limitation continue de l'arbitraire patronal – grâce à des mesures permettant l'intervention des travailleurs dans des domaines qui avant, leur échappaient – par la conquête progressive, dans le cadre des organisations syndicales, qui conservent leur autonomie et leur liberté d'action, de droits et pouvoir sans cesse nouveaux, assurant aux travailleurs et aux syndicats la maîtrise progressive de tout ce qui concerne la vie économique et sociale, à tous les niveaux[1].

Ces deux définitions sont dans la ligne des principes de base de la FGTB, déjà définis par la charte de Quaregnon en 1894 : «Les travailleurs ne peuvent attendre leur complet affranchissement que de la suppression des classes et d'une transformation radicale de la société actuelle.» La FGTB, qui revendique des pouvoirs propres aux travailleurs, ne reconnaît aucun droit au capital.

Deux conséquences pratiques découlent directement de cette attitude. D'une part, le contrôle ouvrier est considéré par l'organisation syndicale socialiste comme une étape et non comme un but. Une étape qui doit donner aux travailleurs des pouvoirs propres qui les amèneront progressivement à gérer eux-mêmes l'ensemble de l'économie, en un mot, à l'autogestion.

D'autre part, pour la FGTB, il y a incompatibilité totale entre le contrôle ouvrier et la cogestion. Le premier est un instrument de lutte de classe, de conquête du pouvoir, la seconde un instrument d'intégration sociopolitique. Selon la Confédération des syndicats chrétiens, la notion de contrôle ouvrier englobe divers éléments, allant du contrôle comptable au contrôle par le syndicat en général.

> Le contrôle ouvrier et le contrôle de l'organisation syndicale revêtiront toujours un double caractère : ils pourront mener à la contestation comme à l'association, à l'opposition comme au consentement... En conséquence, le contrôle aboutira d'autant plus à la contestation ou à l'opposition de la part des travailleurs et de leurs organisations syndicales, que le contexte de l'entreprise s'avère être soumis à des modes de gestion non démocratiques, c'est-à-dire où la décision est monopolisée par quelques-uns : capitalistes, bureaucrates, ou technocrates.

La tendance à l'opposition se renforcera si l'entreprise même est dominée par la tendance exclusive à rémunérer les seuls capitaux, si l'entreprise est mal gérée, si le travail est exploité, enfin, si l'homme est privé de sa dignité humaine. Dans le cas contraire le contrôle mènera

1. U. Destrée, «Première approche de la notion de contrôle ouvrier», *Cahiers marxistes,* n° 6, juin-août 1970.

davantage à l'association et au consentement[1]. Comme nous l'avons déjà relevé, plus haut, l'incompatibilité entre, sinon la cogestion, du moins une certaine forme de participation et le contrôle ouvrier est vue de façon plus nuancée du côté de la CSC. Nous disons bien «nuancée», car, si l'on s'attarde quelque peu sur ces deux définitions, il semble que les deux positions ne soient pas tellement éloignées l'une de l'autre. La CSC n'hésite pas à employer des termes tels que «participation» ou «association» alors que la FGTB, quant à elle, refuse toute forme de partage de responsabilité avec le patronat. Le mot «partage» est ici primordial et mérite de retenir l'attention. La FGTB se bat pour obtenir uniquement des pouvoirs propres aux travailleurs et signifie par là qu'elle est prête à prendre ses responsabilités, mais qu'elle se refuse catégoriquement à travailler main dans la main avec le capital ou les représentants de celui-ci. Si la CSC revendique également des pouvoirs propres aux travailleurs, elle accepte néanmoins une certaine association avec le patronat, si cette formule permet de rendre à la classe ouvrière sa dignité humaine. L'accord sur la notion centrale des «pouvoirs propres aux travailleurs» fait cependant penser que les divergences ne sont qu'apparentes et certainement pas insurmontables.

Un autre point commun aux deux organisations est de considérer le contrôle ouvrier comme une étape et non comme un but final. La CSC et la FGTB sont en effet unanimes à viser l'«autogestion». Dans son rapport *Démocratisation de l'entreprise,* la CSC s'exprime de la façon suivante : «L'autogestion est un idéal vers lequel on peut tendre[2].» Les résolutions du congrès extraordinaire de la FGTB sont tout aussi claires : «Dans l'immédiat, la FGTB s'attachera à soustraire au patronat un nombre sans cesse croissant de prérogatives et à conquérir, dans une perspective d'autogestion, des droits propres aux travailleurs.» De là à dire que les deux organisations ont exactement la même conception de l'«autogestion», il y a un pas qu'il est encore impossible de franchir à l'heure actuelle. En effet, aucune définition concrète de ce système n'a encore été présentée et chacun s'emploie à rechercher, à penser ce que pourrait être cette forme de gestion considérée comme idéale.

La stratégie des syndicats

Les nuances apparues lors de la comparaison des définitions du contrôle ouvrier se retrouvent bien entendu dans les méthodes d'application proposées.

1. *Démocratisation de l'entreprise, op. cit.,* p. 24.
2. *Démocratisation de l'entreprise, op. cit.,* p. 25.

Les points communs sont cependant nombreux et importants. Ils concernent principalement la réforme du conseil d'entreprise.

Cette institution étant paritaire, la CSC et la FGTB se refusent à revendiquer à ce niveau l'octroi de pouvoirs de décision. En effet, dans le cas contraire, il s'agirait purement et simplement d'une évolution vers la cogestion.

L'étape considérée comme indispensable à la mise en application du contrôle ouvrier est l'information économique et financière. Comment contrôler la gestion d'une entreprise si l'on n'a pas à sa disposition le plan comptable, la structure des prix de revient et de vente, l'évolution des carnets de commandes et des ventes, les plans d'investissements et de recherche, l'affectation des amortissements, des réserves, des bénéfices, etc. ?

Le second point essentiel est de donner au maximum de travailleurs et principalement aux responsables syndicaux une formation suffisante qui leur permettra d'analyser clairement la situation.

Ces deux éléments sont en cours de négociation entre les organisations syndicales et le patronat. Certains résultats non négligeables ont déjà été obtenus. Nous pensons principalement à la convention sur l'emploi, portant particulièrement sur l'information et la consultation du conseil d'entreprise, ainsi qu'à la convention sur le « crédit d'heures » qui permettra à une partie des responsables syndicaux de suivre des cours de formation pendant les heures de travail.

Le troisième point est la révision de la composition du conseil d'entreprise. À l'heure actuelle, les cadres de la société sont le plus souvent assimilés à la délégation patronale puisqu'ils sont désignés par cette partie. La CSC et la FGTB revendiquent le droit d'associer les cadres au contrôle ouvrier, en les présentant et en les faisant siéger dans la délégation des travailleurs.

Le quatrième point est de permettre au conseil d'entreprise de faire appel à la collaboration de personnes extérieures à l'entreprise.

Le cinquième point, au moins aussi important que le précédent, est de considérer que le conseil d'entreprise ne peut pas vivre en vase clos. Il s'agit de lui donner une autre dimension. Il doit pouvoir collaborer avec les conseils d'autres entreprises produisant des fabricants semblables, ou situées dans la même région (liaisons horizontales), mais aussi avec certains échelons supérieurs, tels que les conseils des maisons mères, ou les conseils professionnels (liaisons verticales).

Les deux grandes organisations syndicales semblent toutes deux considérer que la réalisation de ces points constitue une étape indispensable au bon fonctionnement du contrôle ouvrier. Les travailleurs auront

alors en main les instruments qui leur permettront de s'opposer au patronat, de prendre des initiatives, de faire des propositions concrètes, et de soustraire un nombre croissant de problèmes à la libre décision patronale, pour acquérir progressivement des droits propres.

Ce contrôle serait alors effectué non seulement par le biais des représentants des travailleurs au conseil d'entreprise, mais surtout par la délégation syndicale.

La FGTB voit principalement dans le contrôle ouvrier une nouvelle attitude syndicale, plus radicale, facilitée par une série de nouveaux instruments mis dans les mains des travailleurs. La CSC, de son côté, en adoptant une proposition visant à modifier la structure des sociétés anonymes, semble vouloir institutionnaliser le contrôle ! « dans les 200 plus grandes entreprises de Belgique[1] ». Les idées fondamentales du projet sont les suivantes :

1. Les travailleurs doivent, comme les apporteurs de capitaux, être en mesure de participer activement comme associés à la vie de l'entreprise.

2. La fonction d'entreprendre doit être reconnue et comprendre l'administration et la direction de l'entreprise.

3. Il y a lieu de reconnaître une instance chargée des fonctions de contrôle et d'autorisation, dans les matières capitales pour l'existence et le développement de l'entreprise. Le comité est restreint et paritaire. Il se compose de quatre membres qui représentent les associés actifs apporteurs de capitaux, quatre membres qui représentent les travailleurs, un membre qui représente les investisseurs institutionnels, un membre qui représente les fédérations ou confédérations syndicales, un président élu par les membres précédents, qui représente l'intérêt national.

4. Dans les ateliers, divisions et sections, une concertation analogue est réalisée au moyen de conseils d'ateliers, de divisions ou de sections, entre, d'une part, le chef responsable de l'atelier, de la division ou de la section, et, d'autre part, les membres élus du personnel intéressé. Ces conseils ont, en ce qui les concerne, un pouvoir de consultation.

5. Les mandats doivent trouver leur origine à la base. La FGTB ainsi que certains milieux syndicaux chrétiens considèrent que ce projet impliquerait pour le mouvement syndical une coresponsabilité pour les décisions « capitales » adoptées dans l'entreprise. Ils y voient un risque réel d'intégration dans le système capitaliste.

Si la majorité de la CSC a accepté cette proposition comme ligne de conduite, elle ne la considère cependant pas comme son dernier mot.

1. *Démocratisation de l'entreprise, op. cit.*, p. 45.

Le contrôle ouvrier en dehors de l'entreprise

La plus grande part des discussions qui se tiennent au sein des organisations syndicales concerne le niveau de l'entreprise, mais il est indispensable d'examiner également avec beaucoup d'attention comment va s'appliquer le contrôle ouvrier au niveau régional, national ou européen.

Nous avons déjà vu plus haut que les syndicalistes belges étaient représentés sur les plans national et sectoriel. Selon la FGTB, deux problèmes importants se posent en premier lieu :

- l'absence de liaison entre les représentants des centrales dans les divers organismes peut aboutir à des positions contradictoires ;
- l'incidence «régionale» d'un certain nombre d'orientations sectorielles n'est pas toujours suffisamment prise en considération, ce qui aboutit à des tensions inutiles au sein du mouvement syndical.

Il y a donc lieu avant tout d'assurer la liaison entre les représentants des diverses centrales et de tenir compte des aspects régionaux. La solution de ces problèmes doit, selon la FGTB, accroître dans une large mesure à la fois la qualité de fonctionnement de ces institutions et la puissance des organisations syndicales. Quant à la CSC, elle se préoccupe également de l'adaptation de ses structures internes face à ces institutions. Les deux organisations belges revendiquent la mise en place d'une planification démocratique, contrôlée à tous les niveaux par les syndicats, dans le cadre d'une décentralisation réelle du pays.

La FGTB estime enfin que, pour lutter efficacement contre le capitalisme, pour appliquer concrètement le contrôle ouvrier, il faut réunir l'ensemble des travailleurs dans une seule et grande organisation syndicale. La CSC, quant à elle, se montre satisfaite de l'expérience du front commun syndical qui l'unit depuis dix ans à la FGTB et qui permet aux deux organisations de mener ensemble leurs grandes revendications. Elle souhaite l'amplifier, mais affirme cependant : «Nous rejetons les propositions de fusion : une formule simpliste de syndicat unique…[1]»

Quoi qu'il en soit, il est évident que la convergence ou la divergence des attitudes à adopter face au problème de la démocratisation de l'économie sera un facteur primordial quant au rapprochement ou à l'éloignement des deux grandes organisations syndicales belges.

Celles-ci, enfin, sont conscientes du fait que l'action nationale est devenue insuffisante et doit se prolonger sur le plan européen. Elles se sont notamment prononcées à l'égard des projets de création d'un statut de société anonyme européenne.

1. *Responsable de l'avenir, op. cit.*, p. 151-152.

Les propositions visant à créer, au sein de ce nouveau type de société, un comité de surveillance dans lequel seraient représentés les travailleurs, ont été soutenues par la majorité des organisations syndicales des pays de la CEE, et notamment par l'Organisation européenne de la confédération mondiale du travail et par la Confédération européenne des syndicats libres. Ces deux organisations demandent toutefois qu'au lieu d'une représentation, travailleurs n tiers, actionnaires deux tiers, il y ait un tiers de représentants des travailleurs, un tiers de représentants des actionnaires et un tiers de membres représentant l'intérêt général, choisis de commun accord par les deux premières catégories.

Cependant, la FGTB refuse de décider en commun ou de cogérer avec les employeurs. Elle considère que la formule envisagée pour la société européenne fait trop de place à la cogestion et ne correspond nullement à ses conceptions. Au niveau européen aussi, elle demande «la démocratisation de l'économie par le contrôle ouvrier».

Source

Documentation européenne, série syndicale et ouvrière, février 1972.

ÉTATS-UNIS

Coopératives : un chemin de l'émancipation afro-américaine

Patrick Le Tréhondat

En 1907, W. E. B. Du Bois publie une étude sur le mouvement coopératif noir. Ce travail, pour la 12e conférence pour l'étude des problèmes noirs (1907), est une continuation du rapport de 1898, «Quelques efforts des Noirs américains pour leur propre amélioration sociale», rédigé pour la 3e conférence. L'introduction passe en revue le statut des Afro-Américains à travers des recherches sur l'Afrique, les Antilles et les colonies, et comment ces différents contextes ont miné les capacités

économiques et sociales du peuple africain. Le rapport fournit ensuite une histoire de la coopération entre les Afro-Américains, décrivant ses débuts dans l'église africaine et ses progrès ultérieurs comme le système d'évasion des esclaves. Du Bois aborde ensuite les rôles du Bureau des affranchis et de la migration. Enfin il traite des coopératives dont nous présentons des extraits ci-après. On relèvera qu'il raconte comment la population noire à Jacksonville, Floride, en butte aux discriminations raciales dans l'attribution des sièges dans les tramways décident d'ouvrir sa propre ligne de transport, de même que face au «séparatisme blanc» qui interdisait l'entrée d'un parc aux «Nègres et aux chiens» Du Bois entreprend l'ouverture d'une aire d'agrément où la population noire et ses joueurs de baseball peuvent y pénétrer librement. Cinquante plus tard, les pratiques de discrimination raciale dans les transports n'ont pas changé. Lorsqu'à Montgomery, Alabama, Rosa Parks refuse le 1er décembre 1955 d'obéir au conducteur de bus James Blake qui exige qu'elle laisse sa place à un passager blanc et d'aller s'asseoir au fond du bus, un boycott des bus est entamé pour s'opposer à la politique municipale de ségrégation raciale dans les transports publics. Durant ce boycott, la population noire organise sa propre flotte de transports de voitures pour pouvoir se rendre au travail et tenir dans la lutte.

Nous publions ensuite un article paru en 1919 dans *The Crisis,* la revue de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), animée par Du bois, sur les magasins coopératifs des citoyens de Ruddy. On notera l'emploi inattendu du terme de «citoyens» dans le titre de l'article, alors que les coopérateurs de Ruddy étaient privés de tous leurs droits, mais peut-être que l'auteur ou l'autrice de l'article non signé considérait que la fondation d'une coopérative dans les circonstances économiques et politiques que connaissait la population noire leur permettait de fonder une «citoyenneté» sui generis sans attendre son adoubement par l'État. En 1918, Du Bois fonde la Negro Cooperative Guild pour offrir une formation en économie coopérative et inciter les dirigeants noirs à créer des coopératives de consommateurs dans leurs communautés. Douze ans plus tard, en décembre 1930, 25 à 30 jeunes afro-américain·es, suite à un appel de George Schuyler, fondent la Young Negro Co-operative League. Son objectif était de former une coalition de coopératives locales et de

clubs d'achat librement affiliés à un réseau. La Ligue a tenu sa première conférence nationale à Pittsburgh, Pennsylvanie, le 18 octobre 1931. Trente délégués officiels d'organisations membres et 600 participants y ont assisté. En 1932, la Ligue avait formé des sections à New York, Philadelphie, Monessen, Pittsburgh, Columbus, Cleveland, Cincinnati, Phoenix, La Nouvelle-Orléans, Columbia, Portsmouth et Washington, avec un total de 400 membres à la tête de plusieurs magasins coopératifs et coopératives de crédit à travers le pays. Au cours de ses trois années d'existence elle a tenu deux conférences nationales sur les coopératives.

Est-il nécessaire de préciser qu'à l'époque où ces expériences se sont produites, les Afro-Américain·es ne disposaient pas des droits civiques élémentaires (comme le droit de vote) et étaient victimes d'un harcèlement permanent et d'une violence raciste organisée. L'année de publication de «La coopération parmi les Noirs américains» (1907) a vu officiellement 58 lynchages de Noir·es, et celle des «Magasins coopératifs des citoyens de Ruddy» (1919) 76 lynchages.

Nous reviendrons dans les prochains volumes sur les coopératives dans le mouvement afro-américain dans la période suivante après la Seconde Guerre mondiale.

En clôture de ces publications, nous proposons un article sur l'ouverture d'une coopérative en 1942 à Harlem et un autre sur l'essor actuel des coopératives alimentaires dans les quartiers marginalisés et pauvres à l'heure de la crise du Covid-19 et des violences policières racistes.

La pratique coopérative a été et reste un moyen de résistance et d'émancipation de la population noire aux États-Unis.

La coopération parmi les Noirs américains

W. E. B. Du Bois

L'histoire de l'histoire des Noirs est longue et intéressante. Pour certains, il s'agit simplement d'un constat d'échec, tout comme des tentatives similaires l'ont été pendant si longtemps chez les Blancs de France, d'Angleterre et d'Amérique. Cependant, tout comme pour ces derniers groupes, l'échec constituait une éducation pour un succès à

venir dans certaines directions certes limitées. Ainsi, chez les Noirs, nous pouvons déjà voir l'éducation par l'échec commencer à se manifester.

La bénéfique coopération a commencé à l'église, à l'école et dans la société, nous l'avons déjà vu. Pendant l'esclavage, une sorte de quasi-coopération consistait à acheter leur liberté par des esclaves ou leurs parents. À Cincinnati, par exemple :

> En 1835, il y avait à Cincinnati, Ohio, une importante population de couleur, 2 500 personnes de couleur et de ce nombre, 1 195 avaient été esclaves par le passé et avaient gagné leur liberté par rachat, affranchissement ou évasion ; 478 avaient acheté leur liberté au prix de 215 522,04 dollars, ce qui faisait que le prix moyen de chaque personne était de 452,77 dollars. Certains avaient gagné l'argent pour ce rachat alors qu'ils étaient encore en esclavage en travaillant le dimanche, en cultivant un petit lopin de terre qui leur avait été accordé par leurs maîtres, et en accumulant les petits cadeaux qui leur étaient de temps en temps offerts. Parfois, un maître indulgent permettait à un esclave favori de vendre son temps ; il l'engageait alors sur une plantation difficile, réalisant un certain profit dans la transaction. D'autres furent autorisés à aller au Nord, où ils avaient plus de possibilités de gagner de l'argent, et là, à force de travail et d'une épargne des plus exigeante, ils parvenaient à réunir le prix de leur liberté. En 1835, ils étaient nombreux à Cincinnati à travailler ainsi à leur liberté, les maîtres conservant leurs «papiers d'affranchissement» pour plus de sécurité. Une femme a payé 400 dollars pour son rachat, puis a gagné assez pour acheter une petite maison d'une valeur de 600 dollars, chaque dollar était gagné par le lavage et le repassage. La plupart des personnes qui obtenaient leur liberté, dès qu'elle est payée, commençaient immédiatement à travailler pour la liberté d'un père, d'une mère, d'un frère ou d'une sœur, qui étaient toujours en esclavage. Les quatre cinquièmes des personnes de couleur de cette ville avaient des membres de leur famille encore en esclavage. Bien sûr, seuls les maîtres les plus gentils et les plus indulgents permettaient aux esclaves de travailler pour leur liberté[1].

Nous pouvons mieux connaître la situation chez les Noirs en étudiant l'expérience d'une seule ville, puis en nous tournant vers une enquête plus générale.

Baltimore

D'après le témoignage de nombreuses personnes, les gens de couleur de Baltimore semblent avoir été activement engagés dans toutes sortes

1. Hickok, *The Negro in Ohio,* p. 111-112

d'entreprises commerciales même avant la guerre civile. Ces entreprises *ante-bellum* étaient généralement dirigées par des propriétaires individuels. Mais immédiatement après la guerre civile, de nombreux mouvements coopératifs ont vu le jour dans toute la ville. Les épiceries coopératives, les mines de charbon, les sociétés de bienfaisance et d'autres types d'entreprises ont connu un succès marqué pendant de courtes périodes, mais chacune a fini par échouer, soit par manque de capital, soit par manque de personnel qualifié pour la gestion des affaires, ou les deux. L'expérience de ces premières entreprises commerciales, tout comme celle des dernières citées, semble montrer que le patronage des gens de couleur, tant comme actionnaires que comme consommateurs, n'a jamais été refusé à aucune entreprise, lancée par des hommes de couleur, qui présentait la moindre stabilité ou promettait des retours raisonnables pour l'argent dépensé. En effet, la foi de notre peuple dans le soutien des entreprises coopératives, malgré les échecs flagrants des entreprises coopératives parmi nous, ici est des plus remarquables. Et à l'heure actuelle, le soutien des masses populaires est tellement important et volontaire que les plus pessimistes hésiteraient à dire que la douzaine ou plus d'entreprises coopératives qui font des affaires aujourd'hui ne s'en sortiront pas. À part deux ordres secrets, les maçons, qui possèdent une salle publique dans la rue Eutaw Nord, et les Nazarites[1] qui en possèdent une dans la rue Calvert Nord, et quelques institutions caritatives, les seules entreprises qui ont réussi dans le passé étaient celles de particuliers. Parmi les établissements florissants de toutes sortes, dirigés par des particuliers, nous en avons un grand nombre. La question de savoir pourquoi l'individu a réussi alors que son voisin coopératif a échoué n'est pas abordée ici. Mais, à la lecture des esquisses d'entreprises coopératives qui suivent, on ne s'étonnera peut-être pas que les mêmes causes d'échec soient présentes à peu près partout, nous exposerons brièvement la raison ces causes récurrentes.

La première cause généralement attribuée à l'échec est le manque de capitaux. Il s'agit là d'un obstacle réel et pratiquement inévitable. Une organisation à ses débuts, pour ainsi dire, obtient son capital d'un peuple réticent à se séparer pour un court moment de ses économies durement gagnées, et lorsque l'entreprise, dans le stress des pertes et de son besoin de plus de soutien, a besoin d'une aide supplémentaire, ses actionnaires paniquent et refusent d'investir plus d'argent et donc de tout perdre. L'actionnaire de couleur a eu beaucoup de mal à apprendre, à savoir qu'une entreprise non rentable peut être rendue prospère par

1. NdT : Membres d'une Église chrétienne évangélique.

l'apport de capitaux supplémentaires. Cela n'est toutefois pas surprenant si l'on considère la pauvreté des actionnaires. Il s'accroche à chaque fois à ce qu'il a.

Une deuxième cause est le manque de cadres et de travailleurs formés. C'est aussi une cause réelle, qui existe toujours, car nos petites entreprises n'ont pas eu le temps de former des personnes capables de gérer de grandes entreprises ou un grand nombre d'assistants formés, et cette possibilité de formation n'est proposée nulle part ailleurs.

Et pourtant, en dépit de ces causes réelles, je pense que les magasins coopératifs, comme ceux d'Angleterre, où l'on enseigne l'économie aux actionnaires, et les associations coopératives de construction qui vont construire ou rénover des logements pour loger les pauvres confortablement et à bon marché, devraient être possibles dès maintenant.

Une critique générale pourrait être faite à l'encontre de tous les mouvements coopératifs du passé. En d'autres termes, les promoteurs étaient trop désireux de se lancer en affaires et n'ont pas attendu que les actionnaires aient versé suffisamment d'argent pour assurer un démarrage assuré. Parmi les entreprises citées plus bas, il n'y avait en aucun cas où plus de 25 % du capital social étaient disponibles à l'ouverture de l'entreprise, et dans la majorité des cas, c'était beaucoup moins. Si l'ouverture de l'entreprise avait été retardée jusqu'à ce qu'un capital suffisant soit effectivement disponible, si ce capital était pérénisé et la direction placée entre les mains de personnes compétentes, le succès de ces mouvements aurait été assuré. Mais dans de nombreux cas, il n'y a pas eu de dirigeants compétents. Dans d'autres cas, les actionnaires, par ignorance ou pour d'autres raisons, n'ont pas choisi les meilleurs hommes disponibles. Et dans un certain nombre de cas, en particulier dans le cas des associations de construction, les actionnaires ont retiré leur argent prématurément. Presque sans exception, ces entreprises, sans prévoir d'excédent pour l'accroissement de leurs activités, ont déclaré des dividendes exorbitants. On dit dans quelques milieux que les dividendes devaient être versés pour satisfaire la clameur des souscripteurs d'actions. Sans doute, cette explication est en partie vraie ; mais l'ignorance des principes commerciaux sains est la principale raison de verser des dividendes si importants et si tôt dans l'histoire d'une entreprise.

Il y a quelques personnes, naturellement, qui pensent que les promoteurs de ces entreprises ont trompé les gens et qu'ils en ont profité. Sans chercher à prouver l'honnêteté de chaque promoteur – certains ont été malhonnêtes – les causes déjà attribuées, le petit capital, le manque de gestionnaires formés, le manque d'assistants formés, le manque de

presque tout ce qui signifie le succès, sont des raisons suffisantes pour l'échec des entreprises coopératives parmi nous dans le passé.

Sans autre commentaire, je donnerai les informations qui m'ont paru fiables, même si dans certains cas elles peuvent sembler quelque peu floues.

Institut Douglass

Avant la guerre, les gens de couleur de Baltimore n'avaient pas de lieux à eux, en dehors des églises, pour organiser des divertissements publics. Pour répondre à ce besoin, plusieurs hommes de couleur, John H. Butler, Simon Smith et Walter Sorrell, se sont associés et ont acheté en 1863 un grand bâtiment en brique de trois étages sur Lexington Street, près de North, et l'ont transformé en salle. Ils le baptisèrent Douglass Institute, du nom du grand vieux[1] du Maryland. Outre les divertissements publics de toutes sortes, le bal servait de lieu de rencontre pour les mineurs refusant de travailler pour un salaire trop faible. Néanmoins, l'activité était prospère et, en l'espace de quelques années, la totalité de l'hypothèque de 30 000 dollars avec un taux d'intérêt de 13 % par an, un bonus de 1 000 dollars par an, qu'ils avaient accepté de payer tant qu'une partie de l'hypothèque était impayée, un loyer foncier de 2 000 dollars par an et les salaires de 100 à 200 hommes de 2 à 3,50 dollars par jour, en plus des autres dépenses, ont été payés grâce à un petit prêt supplémentaire. [...]

La Banque d'épargne de Lexington

Dans le sillage de la Northwestern Family Supply Co., la Caine la Lexington Savings Bank. Elle a été fondée en 1895 par l'avocat E. J. Waring, qui en a été nommé président. Certains des actionnaires étaient : E. J. Waring, J. H. Murphy, Julius Jobason et d'autres. Son capital social était de 25 000 dollars. Elle a commencé ses activités avec un maximum de 5 000 dollars, dont 2 500 dollars étaient contrôlés par le président. Sur le montant détenu par M. Waring, 2 000 dollars appartenaient à parts égales à deux hommes blancs, MM. Cooper et Singer. La banque a donné grande satisfaction pendant une courte période. Le premier gros dépôt, un dépôt de 100 dollars, a été fait par M. J. H. Murphy. Après moins d'un an, la banque a été contrainte de fermer ses portes. La faillite a été causée par le prêt d'argent sur des garanties insuffisantes. La perte pour les déposants et les actionnaires a été

1. NdT : Frederick Douglass, (1817-1895) abolitionniste, né esclave.

insignifiante. On dit que MM. Cooper et Singer n'ont rien perdu, mais que le président a été mis en faillite par ses manipulations commerciales. Bien que la perte d'argent ait été légère, la confiance et le crédit des entreprises commerciales noires et la foi des Noirs eux-mêmes en elles, ont été ébranlés par rien d'autre que la confiance et de l'admiration dans lesquelles M. E. J. Waring était tenu.

Coopération de production

C'est, bien sûr, le cas le plus rare, comme le prouve l'histoire de la coopération dans toutes les nations.

La Coleman Manufacturing Company a été créée en 1897, à Concord, en Caroline du Nord, par plusieurs hommes de couleur, représentés par un président et un conseil d'administration. Ils se sont mis au travail calmement pour voir si les gens de couleur de tous les États-Unis s'intéressaient ou non à ce genre d'organisation, et l'afflux de lettres et d'argent qui est arrivé me dit, et vous dit à tous, que le Noir s'intéresse à une usine de coton et qu'il en a fait construire une en Caroline du Nord, et qu'il va en construire une autre l'année prochaine. L'usine de la Coleman Manufacturing Company, d'une valeur de 100 000 dollars, est une structure en briques de trois étages vous pouvez comparer au Parker Memorial Hall. [...]

Nous employons entre 200 et 230 garçons et filles de couleur, et pas plus tard que la semaine dernière, nous avons envoyé à Charleston en chercher 50 autres, et dès que nous commencerons la construction de cet autre moulin, en décembre, nous avons l'intention d'employer 100 mécaniciens de couleur. Nous y fabriquons des articles en coton et des fils. Vous pouvez juger de la machinerie de cette usine lorsque le plus grand machiniste du pays, représentant la grande Parker Company, a déclaré la semaine dernière que la machinerie de la Coleman Manufacturing Company était la meilleure du comté de Cabarrus, en Caroline du Nord.

Alors que ce moulin était bien lancé, M. Coleman est mort, et une société blanche a acheté le moulin et le dirige avec l'aide de Blancs.

La New Century Cotton Mills, à Dallas, Texas, a commencé à fonctionner et à former ses agents le 5 janvier 1903, sous la direction d'officiers experts formés dans des usines de la Nouvelle-Angleterre. Les agents étaient des jeunes gens de couleur de notre ville, dont aucun n'avait encore franchi la porte d'une filature de coton.

L'usine est équipée de 3 000 broches, complètes pour la fabrication de fils de chaîne, et dispose des dernières machines améliorées. Le bâtiment principal était un bloc commercial rénové, avec les nouvelles

extensions, 20 000 pieds de surface au sol, avec trois acres de terrain dans l'enceinte de l'usine. L'équipement textile, le système de gicleurs, l'usine électrique privée, l'aiguillage ferroviaire, etc., fournissent toutes les installations et tous les appareils nécessaires à un fonctionnement économique et pratique. Dès sa création, la direction a eu et aura toujours pour objectif de faire de l'usine une institution strictement et purement raciale, illustrant en tout point les réalisations réelles, selon leurs modes respectifs, les commerçants de notre race. Par exemple, chacune des 500 000 briques utilisées dans la construction des bâtiments a été posée par des mécaniciens de couleur ; chaque pièce de bois ou de charpente de cette usine est l'œuvre d'hommes de couleur ; l'érection de toutes les machines, chaudières, moteurs, lignes d'arbres et de contre-arbres, l'érection de toutes les machines textiles, l'installation du système complet d'arrosage automatique pour la protection contre l'incendie et l'installation du système complet d'éclairage électrique, ont tous été accomplis par des hommes de couleur, sous une supervision et selon des instructions appropriées ; et le moulin est aujourd'hui la fierté de chaque homme de couleur qui travaille dans notre ville et est la preuve de leur capacité à faire des choses. [...]

Lits d'huîtres

Les Noirs de Warsaw, Georgie, sont, à quelques exceptions près, engagés dans l'industrie ostréicole, les hommes principalement comme ramasseurs d'huîtres et les femmes et les enfants comme écaillers d'huîtres. Quatre-vingt-dix pour cent de toute la main-d'œuvre employée dans l'industrie ostréicole de l'État est noire. Les usines encouragent les Noirs à louer et à planter des huîtres et beaucoup d'entre eux prennent des baux. Le bail le plus important est celui de l'Association des pêcheurs bénévoles de Géorgie. Cette organisation a quatorze ans et est la plus ancienne organisation à des fins commerciales reconnue parmi les Noirs ostréiculteurs. L'association compte 45 membres et dispose d'un bail de 2000 acres de terrain ostréicole. L'entreprise se porte bien et a indiqué qu'elle avait plus de 1 000 dollars en banque. Six des Noirs de Warsaw sont membres de cette association. Il existe un autre bail précieux de terrains ostréicoles à 10 miles de Varsovie qui, est détenu par des Noirs.

Coopération dans le domaine des transports

Les tramways Jim Crow[1] ont donné lieu à deux expériences intéressantes, l'une ayant échoué partiellement et l'autre ayant réussi pendant sept ans.

À Nashville, il y a eu une tentative d'exploitation d'une ligne de voitures [de tramway]. Environ 20 000 dollars ont été collectés par souscription générale et dépensés ; mais la société a d'abord été trompée par la société qui vendait les voitures, qui se sont avérées trop fragiles pour gravir les collines, et ensuite la compagnie d'électricité a rompu sa promesse de fournir de l'électricité. La société a courageusement tenté de construire une centrale électrique, mais sans succès. Les voitures ont régulièrement roulé pour plusieurs mois, et sont encore utilisées occasionnellement pour des fêtes spéciales.

La North Jacksonville Street Railway, Town and Improvement Co, Jacksonville, Floride

En 1901, le conseil municipal a adopté une ordonnance donnant aux chefs de train le droit d'affecter et de réaffecter les passagers à des sièges dans les voitures [de tramway]. Cette ordonnance était considérée par beaucoup comme pire qu'une voiture séparée [racialement], pour la raison que les conducteurs pouvaient vous assigner un siège dans la voiture et que s'il voulait ce siège pour une personne blanche, il pouvait vous contraindre à vous lever avec votre femme et votre fille et vous obliger à en prendre un autre. Il avait également reçu le pouvoir de la police de vous arrêter. Cet acte a entraîné une grève. Notre peuple, comme presque un seul homme, a cessé de monter dans les voitures. Nos dirigeants se sont réunis à l'église St. Paul A. M. E. dans cette ville lors d'une réunion convoquée, et ont pris des résolutions pour créer une société, pour acheter des voitures. Un ou deux amis m'ont demandé d'aller à cette réunion. J'ai refusé de le faire. J'ai pensé que c'était le moment pour moi d'aller au conseil municipal et de demander une franchise pour construire un parc d'agrément pour les gens de couleur et une voie ferrée de nos propres voyages. Ce que j'ai fait. Les Noirs eux-mêmes nous ont combattus du début à la fin, et les Blancs qui ont obtenu cette loi, ont dit :

> Nous avons en fait rendu les gens de couleur fous après avoir adopté ce projet de loi, qu'ils ont qualifié d'odieux et en leur accordant cette concession, cela les apaisera. Ils ne le construiront pas de toute façon, mais nous nous en serons débarrassés. [...]

1. NdT : soumis à la discrimination raciale entre les passagers.

Puis, tout le monde a commencé à considérer le projet comme un projet utile et un ami, homme d'affaires, fut d'accord pour nous assister. [...]

Les Blancs détenaient le principal de notre émission obligataire et sur un capital social de 150 000 dollars, ils en possédaient environ 43 000, laissant 100 000 dollars d'actions entre les mains d'hommes de couleur, comme le montrent nos livres. Le premier jour, nous avons fait rouler notre voiture, nous avons pris en charge 7 220 personnes, ce qui nous a coûté 340 dollars ce jour-là[1]. Cinq jours plus tard, un parc qui avait l'habitude d'avoir un panneau au-dessus de son entrée, disant : « Nègres et chiens interdits », a été mis à bas, et le samedi suivant, l'équipe de baseball de couleur y a joué une partie.

Les détenteurs blancs d'obligations [de la société de tramway] ont finalement réussi à s'en saisir et à prendre le contrôle de la société au début de 1908.

L'édition a été une méthode de coopération privilégiée

Quelques-uns des journaux appartiennent à des particuliers, mais la plupart d'entre eux sont détenus par des groupes d'actionnaires.

Le journalisme noir aux États-Unis trouve son origine dans l'aspiration à la liberté. Le premier journal noir aux États-Unis a vu le jour à New York, le 30 mars 1827, et s'appelait *The Journal of Freedom,* son rédacteur était John B. Russworm, un diplômé du Dartmouth College de la promotion de 1826, peut-être le premier Noir à recevoir un diplôme d'une institution américaine d'enseignement. Le révérend Samuel E. Cornish, controversé et doté de pouvoirs considérables, s'était associé à lui dans la rédaction.

Ce journal n'exista que trois ans, et d'autres tentatives de publication de journaux par des Noirs échouèrent sans succès notable jusqu'à ce que Frederick Douglass lance *The North Star* à Rochester, N. Y., en 1847. Le nom a ensuite été changé en celui de *Frederick Douglass' Paper,* et Douglass le conservera jusqu'au début de la guerre civile. Par sa durée de vie, son tirage, la qualité de sa contribution et les talents exceptionnels de son rédacteur en chef, cette publication a occupé un chapitre important de l'histoire du journalisme noir.

Le nombre de journaux et de périodiques consacrés à l'intérêt de la race noire a été estimé à 150 ou 500. Dans les annuaires des journaux

1. NdT : la ligne a été ouverte le samedi 22 août 1903, avec des centaines de voyageurs noirs de Jacksonville faisant la queue pour un tour sur « leurs » tramways, conduits et gérés par des Noirs. Mais l'ouverture officielle a eu lieu le 24 août, avec de la musique et des rafraîchissements à Mason's Park.

de 1905, on indique 140 titres de tout genre. Les données accessibles donnent des raisons de penser que ce nombre est au moins de 100. Dans le seul État du Mississippi, vingt publications paraissent à intervalles réguliers, tandis qu'un annuaire de journaux n'en donne que quatre [...].

Source

Economic Co-operation Among Negro Americans, Atlanta, The Atlanta University Press, 1907.

Les magasins coopératifs des citoyens de Ruddy

En août 1918, le rédacteur en chef de *The Crisis* a organisé à New York une réunion des personnes intéressées par l'idée de coopération, sa diffusion et son adoption parmi les personnes de couleur. Parmi les personnes présentes se trouvait B. M. Roddy de Memphis, dans le Tennessee, qui rentra chez lui et se lança dans une campagne active pour l'introduction de la coopération e, traversant le Sud – en commençant, bien sûr, par Memphis. C'est à M. Roddy que nous devons les principaux éléments de cet article. Plusieurs personnes à Memphis intéressées par la coopération, se sont réunies en petits groupes de personnes pour étudier le sujet. En février 1919, une charte de constitution pour l'État du Tennessee a été obtenue et une organisation coopérative a été fondée. Il est apparu clairement aux membres que le but d'une telle organisation était de garantir et de protéger leurs intérêts. Ils devaient eux-mêmes contrôler la distribution des produits de première nécessité et tous les bénéfices devaient être répartis entre eux. La base de la répartition des bénéfices reposait cependant sur le montant des parts détenues par chaque membre et non sur le montant des biens achetés, ce qui est un bon plan.

Dans le cas de cette organisation coopérative particulière, constituée, soit dit en passant, sous le nom The Citizens' Cooperative, le capital social était à l'origine de 5 000 dollars, auquel les membres ont été invités à souscrire au prix de 12,50 dollars par action. Ce montant pouvait être versé en espèces ou par versements hebdomadaires d'au moins cinquante cents. Aucun membre ne pouvait acheter plus de dix actions et chaque membre devait recevoir des dividendes sur ses avoirs chaque fois que l'actif net de la société permettait. Dans les 90 jours suivant après la réception de la charte l'organisation a vendu la totalité de ses actions, d'une valeur totale de 5 000 dollars, et a été obligée de modifier

la charte et de capitaliser à nouveau à hauteur de 15 000 dollars. Le 30 août 1919, 10 000 dollars de ces actions avaient été vendus et maintenant cinq magasins avec des marchés de viande sont en activité. À proximité de chaque magasin se trouve une guilde coopérative noire composée des actionnaires de la société, ceux qui ont déjà payé leurs parts, et des actionnaires potentiels, ceux qui achètent des parts de façon échelonnée. Les membres de ces guildes se réunissent au moins une fois par mois, se tiennent au courant de la littérature coopérative, ouvrent des discussions et font des suggestions. Nous regrettons que les magasins ainsi créés n'aient pas adopté le principe coopératif intégral, à savoir une voix par actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il détient, et que la répartition des bénéfices se fasse en fonction des achats effectués et non actions achetées. Il s'agit d'un principe sage et fondamental et nous espérons qu'il sera respecté à l'avenir.

Malgré cela, on constate que ce qui se passe en réalité est le phénomène d'un groupe de personnes qui achètent et se vendent à eux-mêmes, – qui achètent des produits de première nécessité au prix coûtant et se les revendent à eux-mêmes au prix de détail. Mais ce n'est pas parce que le groupe qui achète est aussi le groupe qui vend que la différence entre le prix de gros et le prix de détail peut être restituée aux membres du groupe sous forme de bénéfices. En d'autres termes, le groupe est son propre intermédiaire et tire profit d'une telle procédure. Les bons résultats de la coopération entre les personnes de couleur ne se limitent pas au rendement de l'épargne. Ils montrent aussi de nouvelles possibilités de gagner sa vie et la possibilité offerte à nos jeunes de couleur de se familiariser avec les méthodes commerciales. En effet, dans ce type d'entreprises de couleur, on utilise naturellement des ressources humaines de couleur chaque fois que c'est possible, ce qui entraîne l'embauche d'employés de couleur, des dactylos, des comptables, etc. Ainsi, dans un sens plus large et différent, nous avons une autre forme de coopération. Les personnes de couleur fournissent leur propre travail et de l'argent pour les services reçus et les bénéficiaires donnent de l'argent pour qu'il soit redistribué aux financeurs de couleur d'origine. Les possibilités d'une telle organisation sont presque illimitées. Ainsi, à mesure que la société coopérative de Memphis se développe, elle se propose de posséder ses propres bâtiments. La propriété d'entrepôts coopératifs serait donc une étape naturelle et facile, et le cercle s'élargit. Les affaires ne sont pas tout ce qu'il y a dans la vie. La coopération vise autre chose que la création de magasins d'alimentation et de vêtements. Elle a pour objet principal l'organisation d'un peuple qui manque cruellement de cette chose particulière. Elle espère introduire une assurance

contre le chômage, la maladie, la vieillesse ; établir un système permettant d'accorder des prêts à des membres méritants sans avoir à supporter des taux d'intérêt élevés. Elle aspire à apporter son aide en cas de grèves et de lock-out, à mettre à disposition des clubs, des hôpitaux, des centres de loisirs. Enfin, la coopération établit l'esprit de fraternité.

Nous avons le témoignage de M. Roddy à Memphis. Ces cinq magasins sont au service de 75 000 personnes qui se retrouvent dans la même préoccupation et montrent que l'intérêt de l'un est l'intérêt de tous, qu'aucun homme dans cette organisation ne peut perdre sans que sa perte n'affecte tous ceux qui lui sont liés. Une attitude imposée peut facilement devenir une habitude. L'intérêt pour l'auto-protection des uns se transforme finalement en un intérêt pour les autres, pour leur propre bien. C'est la leçon de la coopération. La coopération est un effort organisé et non politique du peuple pour contrôler la production et la distribution des choses nécessaires à la satisfaction de ses besoins. Sa première condition est la loyauté et l'amitié envers ses semblables. En général, les actions coûtent 10 dollars. Aucune société ne doit commencer avec moins de 20 membres et 200 dollars de souscription. Avec cette somme, ils achètent d'abord en gros quelques produits parmi les plus utilisés : sucre, farine, café, thé, œufs, etc. Elles les vendent au prix de détail actuel - et non au prix coûtant - à leurs membres. Ils économisent le montant qui représente la différence entre le coût et le prix de vente (le bénéfice qui était auparavant versé au commerçant privé) et le restituent aux membres au prorata de leurs achats. Les personnes intéressées peuvent écrire à l'éditeur.

Source

The Crisis, vol. 19, n° 2, décembre 1919.

Une coopérative arrive à Harlem

Charlotte Crump

Si vous remontez la 150e rue dans le haut de Harlem, entre les avenues Convent et Amsterdam, vous verrez un petit panneau vert et blanc. Il indique Modern Co-op. La façade du petit magasin auquel il est attaché est blanchie à la chaux et, à l'intérieur, la rangée étincelante de pots et de bouteilles le long du mur de droite est assortie au sourire enthousiaste de Walter S. Ramsey, directeur commercial, commis en chef et travailleur le plus ardent pour la première épicerie coopérative noire, exploitée selon les principes de Rochdale dans la région du nord-est.

Lorsque vous avez jeté un coup d'œil sur les rangées de conserves, regardé dans la glacière remplie de beurre, trois catégories, le lait en bouteilles et en cartons, les œufs, trois catégories, le bacon, la charcuterie, le germe de blé, les bouteilles de sodas, noté le pain, les pommes de terre, les cigarettes, le savon, le nettoyant pour porcelaine et surtout les brochures, toutes portant le label Coop, vous avez vu le résultat de la détermination d'un petit groupe de jeunes couples mariés à en avoir plus pour leur argent.

L'épicerie Modern Co-op est née d'une de ces éternelles discussions sur les inconvénients économiques d'être un Noir. On a souvent répété que le salut de la race se trouve dans le mouvement coopératif des consommateurs, mais il est rare que l'on fasse quelque chose à ce sujet. Le nombre de personnes par ailleurs bien informées qui connaissent peu ou pas du tout ce mouvement est stupéfiant.

Les vrais coopérateurs datent leur genèse de 1833, lorsqu'à Rochdale, en Angleterre, un groupe de tisserands a formulé le plan qui est respectueusement appelé «principe de Rochdale» et qui est la bible de la coopération des consommateurs.

L'objectif central de la coopération des consommateurs est simple: obtenir une meilleure qualité pour moins d'argent en éliminant le profit privé. Selon les termes de l'Eastern Cooperative Wholesale, «une coopérative est une entreprise détenue et contrôlée par ses clients pour se fournir en biens et services de qualité fiable, à but non lucratif. Chaque consommateur-membre ou actionnaire dispose d'une voix. Les gains sont partagés entre les membres-consommateurs au prorata de leurs achats. Les coopératives sont l'application des principes de la démocratie aux entreprises».

600 millions de dollars de chiffre d'affaires

La coopération des consommateurs est une aubaine pour les familles à faibles ou moyens revenus, dans lesquelles se trouve pratiquement toute la population noire. Bien qu'il ait été dit que dans tout le pays (avec une forte concentration dans Middle West), les magasins de détail coopératifs réalisent un chiffre d'affaires annuel de 600 millions de dollars, le mouvement ne comporte aucun racket.

Il est difficile de comprendre pourquoi un plus grand nombre de Noirs, un groupe de personnes mises au ban des affaires, n'ont pas considéré ce mouvement comme un moyen de faire des profits pour eux-mêmes

Il est vrai, cependant, que chez les Blancs aussi, l'une des principales fonctions des groupes coopératifs est l'éducation. Les gens doivent être

éduqués à abandonner leurs vieilles habitudes d'achat et à adopter de nouvelles habitudes pour reconnaître la vraie valeur. Ils doivent même être éduqués à sortir de l'habitude de se faire rouler. En outre, peu de journaux publieront des articles sur des coopératives, car d'autres commerçants de gros et de détail pousseraient de puissantes protestations. La plupart d'entre eux détestent profondément l'idée de la coopérative des consommateurs. C'est compréhensible, car si l'idée se généralisait, ils devraient soit s'y joindre, soit rester avec leurs stocks de marchandises.

Un autre problème majeur lié au lancement d'une unité coopérative est l'obtention du capital nécessaire.

Les premiers membres de la Modern Co-op étaient, pour la plupart, des amis personnels dans la tranche des revenus moyens, qui ont constaté que l'augmentation du coût de la vie faisait de gros trous dans leur budget. Leur dégoût pour la qualité inférieure des produits vendus et leurs prix élevés les a amenés à étudier toutes les possibilités d'économie, et lorsqu'ils se sont renseignés, ils ont découvert qu'ils pouvaient former un club d'achat coopératif.

C'est la première étape pour toutes les entreprises coopératives. Lorsqu'elles commencent leur activité commerciale, elles recherchent des faits et des chiffres de l'Eastern Cooperative Wholesale (ci-après dénommée ECW), qui est l'agence de distribution des marchandises portant le label Coop dans la partie orientale du pays. Il existe également un organisme national. Il s'agit de la National Cooperatives, Inc. et toutes les véritables coopératives en font partie.

Commencé avec 20 membres

Lorsque vous créez un club d'achat, vous passez une commande auprès de votre grossiste ECW – dans ce cas, vous vendez la marchandise au prix du marché, mais vous économisez sur les frais généraux en bénéficiant d'un espace de stockage, d'une main-d'œuvre et d'installations de livraison donnés. Vous êtes assuré d'obtenir des marchandises de meilleure qualité et d'obtenir un petit retour sur investissement si le club réalise un bénéfice à la fin de la période fixée. La Modern Co-op à ce stade comptait un noyau de 20 membres. Chacun d'entre eux a versé une contribution de cinq dollars pour effectuer le premier achat auprès de la maison de gros, et le siège social a été établi dans le sous-sol de la maison de Mme Minna K. Ross, membre fondatrice.

Les premières semaines ont été mouvementées, les membres se pressant de rentrer chez eux après le travail pour mettre des étagères, construire des bacs, organiser, discuter et tenir des réunions d'affaires

hebdomadaires. Tout le travail était fait pendant le temps libre et la seule publicité dont ils bénéficiaient était le bouche-à-oreille. Mais au fur et à mesure que les économies sur les produits vendus étaient palpables, l'enthousiasme montait et aucune connaissance d'un membre n'était autorisée à avoir la paix jusqu'à ce qu'il ait promis de faire un achat au moins auprès du club d'achat ou de rejoindre le groupe.

Cette technique était si efficace qu'au printemps 1941, le magasin du sous-sol commença à être bondé et les clients, qui n'étaient pas tous membres, étaient assez nombreux pour que le club parie sur l'ouverture d'un magasin de détail.

En avril, les membres de la coopérative se sont lancés dans une croisade plus fervente que jamais afin de réunir des capitaux pour le magasin. L'investissement minimum a été fixé à 15 dollars par famille membre. Comme à cette époque, ils avaient déjà une centaine de recrues, ils ont estimé qu'ils pouvaient aller de l'avant avec leurs projets.

Ouverture d'un magasin

M. Ramsey a été élu directeur commercial. Son dévouement à la coopérative l'a amené à prendre un congé de son emploi de vendeur dans une entreprise charbonnière et à appliquer à la gestion du magasin sa connaissance des méthodes.

Ce n'est qu'en achetant avec soin les ultimes équipements, en économisant des cents par-ci, en comptant les pièces par-là, que le magasin a pu annoncer qu'il était ouvert le 31 mai, au 479 W. 150 th Street. Aucun jeune parent avec son premier-né n'a été plus fier que les coopérateurs ce jour-là. Ils ont de bonnes raisons de l'être, car des 23 articles stockés lors de la première phase du club d'achat, ils en ont maintenant près de 280, et ils ont traversé la période creuse de l'été avec un chiffre d'affaires hebdomadaire moyen d'environ 300 dollars. Ils vendent même des pneus de voiture, des aspirateurs et des réfrigérateurs sur commande. En plus de M. Ramsey, la Modern Co-op paie un commis à temps partiel, qui est également membre. Les salaires de ces deux personnes seront augmentés le chiffre d'affaires de l'entreprise le permet.

L'entreprise est constituée et capitalisée à 50 000 dollars, ce qui permet l'émission de 10 000 actions d'une valeur nominale de cinq dollars par action. Les actions ne sont pas cessibles, sauf avec le consentement du conseil d'administration, mais elles sont rachetables au pair. Aucun dividende n'est versé. Les bénéfices sont plutôt répartis entre les membres par le biais du système de ristourne, une pratique courante à Rochdale. Dans les jeunes coopératives, comme Modern, la ristourne

des premières périodes est généralement réinvestie dans l'entreprise. Cependant, à mesure que les bénéfices augmentent, les membres consommateurs sont assurés d'un certain pourcentage, décidé par la décision du groupe, en fonction de l'achat effectué.

La Modern Co-op, comme toutes les unités de ce type, a été admise au sein du CEP après avoir passé une période probatoire au cours de laquelle ses potentialités de réussite ont été mesurées.

Ses membres ont le sentiment que la plus grande partie de leur combat est terminée. Ils ont augmenté le nombre de leurs membres et ils soulignent l'importance de l'éducation, en citant les difficultés de la vente du label Co-op qui est relativement peu connu, mais qui est certainement bénéfique pour l'acheteur. En effet, tous les produits Co-op sont certifiés. Ils doivent répondre à des tests de qualité rigoureux et chaque emballage ou boîte doit indiquer clairement son contenu.

Le mouvement est toujours dynamique, et même avec un manque de publicité, il a pris un élan remarquable. Les membres de la Modern Co-op n'ont en aucun cas perdu leur enthousiasme et lancent ce mois-ci une nouvelle campagne d'adhésion.

Une femme au foyer est présidente

Ses activités sont décidées et menées sous la direction du conseil d'administration, dirigé par Mme Thurgood Marshall, qui en est la présidente, et comprenant le père Denzel A. Carty, de la chapelle St. Luke, Melvin Sykes, Mme Minna K. Ross et Fred S. Moore. M. Ramsey est membre de droit du conseil d'administration.

M. Ramsey estime qu'aujourd'hui, entre 30 et 40 % de la clientèle provient de non-membres, mais il espère accroître celle-ci et le nombre de membres en offrant une meilleure qualité de produits à des prix raisonnables.

Il ne fait aucun doute que la Modern Co-op, Inc. a fait «quelque chose là». Ils voudraient convaincre tout Harlem de sa valeur. Harlem est une noix dure à casser, mais si la dévotion aux principes, le travail acharné et l'enthousiasme peuvent le faire, la Modern Co-op a de bonnes chances.

Source

The Crisis, octobre 1941, p. 319 et 330.

À West Dayton, dans l'Ohio, une coopérative alimentaire annonce une « Renaissance noire »

Steve Dubb

Amaha Sellassie est un bâtisseur de paix, un guérisseur social, un combattant de la liberté et un amoureux de l'humanité. Il est instructeur en sociologie et directeur du Center for Applied Social Issues au Sinclair Community College de Dayton, dans l'Ohio. Amaha est président du conseil d'administration du Gem City Market et co-directeur exécutif de Co-op Dayton.

«Nous avons construit ce moment ensemble. L'empreinte de la communauté est présente partout [dans le marché]», a déclaré Amaha Sellassie, président du conseil d'administration du Gem City Market (GCM) et codirecteur exécutif de Co-op Dayton, au *Dayton Daily News* deux semaines avant l'ouverture officielle du marché coopératif. Un signe de la grande notoriété de la coopérative : quelques jours avant l'ouverture, le comédien Dave Chapelle, qui vit à Yellow Springs, à 30 km à l'est, est venu offrir son soutien.

Le magasin du quartier de West Dayton est la première épicerie à service complet que le quartier a vu depuis une décennie. Le 12 mai, jour de l'ouverture, Aliah Williamson de la chaîne de télévision locale WDTN a rapporté :

> Situé sur Salem Avenue, GCM est le premier magasin dans le quartier depuis près d'une décennie et l'un des premiers modèles de ce type. À l'intérieur du magasin se trouve une clinique de santé, une cuisine d'enseignement, une salle communautaire et un café accessible à tous les membres de la communauté.

Chaque fois qu'une nouvelle coopérative alimentaire ouvre ses portes, c'est important pour sa communauté, mais GCM est plus qu'une épicerie appartenant à la communauté. Comme le souligne Kenya Baker, directrice de l'engagement communautaire pour Co-op Dayton, l'organisation à but non lucratif qui a incubé la coopérative, il ne s'agit «pas seulement d'une épicerie, mais d'un mouvement».

Le mouvement qui allait finalement alimenter l'effort d'organisation de la coopérative, comme l'explique la directrice générale de Co-op Dayton, Lela Klein, a commencé le 5 août 2014, lorsque John Crawford III, un homme noir de 22 ans, a été abattu par un policier dans un magasin Walmart à proximité de Beavercreek, à neuf miles au sud-est de Dayton. Crawford marchait dans l'allée, parlait sur son téléphone portable et portait un fusil à air comprimé en vente dans le magasin.

Un client blanc a ensuite appelé le 911. Une vidéo montre l'officier répondant à l'appel, tirant sur Crawford avant même que ce dernier n'ait eu la possibilité de répondre.

La fusillade a eu lieu quatre jours seulement avant que Michael Brown ne soit tué par un policier à Ferguson, dans le Missouri. Comme à Ferguson, le grand jury n'a pas inculpé le policier responsable. Comme à Ferguson, les procureurs semblaient plus enclins à défendre les officiers qu'à les poursuivre. (Six ans plus tard, la ville de Beavercreek a accepté, dans le cadre d'un règlement à l'amiable, de verser 1,7 million de dollars à la famille de Crawford sans admettre sa culpabilité.)

La fusillade d'août 2014 a été filmée par la vidéo de surveillance de Walmart et des protestations communautaires de grande ampleur ont commencé peu après. «Nous nous sommes tous rencontrés grâce à cela, relate Klein. Avec le recul, c'est la façon dont nous nous sommes rassemblés qui était vraiment spéciale.» Baker observe que parce que «des membres de la communauté, de différents groupes ethniques, de différents milieux religieux» se sont organisés autour des protestations, cela a créé un terrain fertile pour un travail plus large de construction de la communauté.

Yogi Berra, le regretté grand joueur de baseball connu pour ses nombreux dictons, a fait remarquer: «On peut observer beaucoup de choses en regardant.» Cela s'est certainement révélé vrai à Dayton. En février 2015, six mois après la fusillade, se souvient Baker, «une cartographie des opportunités a été publiée, qui décrivait les possibilités pour la nourriture, les soins de santé, les emplois, l'éducation, le transport – les principaux piliers de la vie.» La carte utilisait le bleu foncé pour indiquer les grandes opportunités et le bleu plus clair et l'ombrage blanc pour indiquer les faibles opportunités. Les communautés noires, observe-t-elle, «affichaient les couleurs les plus pâles».

Erica Bruton, que Baker décrit comme une «jeune politicienne en herbe», travaillait depuis 2010 comme assistante législative pour la commission municipale de Dayton. Erica Bruton a vu dans la cartographie une occasion pour la communauté de s'organiser; comme le décrit Baker, Erica Bruton a commencé à «galvaniser» les résidents, ce qui n'était pas si difficile à faire dans une communauté déjà mobilisée.

Comme l'explique Baker, après une série de réunions, un consensus s'est dégagé parmi les militants de Dayton sur le fait que «l'alimentation serait la meilleure voie» vers l'autonomisation de la communauté. Le groupe a commencé à explorer un modèle de coopérative. La vision était de «créer un magasin hybride appartenant aux travailleurs et aux membres de la communauté, une coopérative hybride unique en son

genre dans le centre urbain». Baker admet que cette idée n'avait jamais été testée.

Comme Klein l'a mentionné lors de la conférence virtuelle des coopératives alimentaires Up & Coming du mois dernier, le quartier que la coopérative dessert est composé à 80 % d'Afro-Américains, avec un revenu moyen par ménage de 28 000 dollars. Environ un tiers des habitants du quartier dépendent du SNAP (Supplemental Nutrition Assistance Program) ou de prestations alimentaires fédérales similaires. Il n'y avait pas d'épicerie à service complet à West Dayton depuis la fermeture du magasin Kroger du quartier en 2009, au plus fort de la grande récession.

M. Klein, comme M. Baker, a souligné le rôle de M. Bruton, le qualifiant d'«organisateur original» dans ce projet. En particulier, M. Klein note que la combinaison de l'organisation communautaire et du soutien institutionnel a été essentielle. Comme le dit Klein, «dans le travail de base qui a été fait en 2014 et 2015, nous avions soulevé la question des déserts alimentaires». Et cela signifie, selon Klein, que les principaux bailleurs de fonds ont pris au sérieux l'effort de développement des coopératives.

Si le groupe avait essayé en 2013 ou 2014, Klein remarque que «les gens auraient été indifférents». Mais en 2015, «parce qu'il y avait tellement d'inquiétudes au sein de la communauté, lorsque nous sommes apparus avec ce projet, elles étaient prêtes à ce que quelqu'un trouve une solution.» Klein ajoute: «Nous avons eu le soutien de la ville dès la première minute. Du comté. De nos législateurs locaux bipartisans.»

Au total, la coopérative a récolté 5,5 millions de dollars auprès d'une série de partenaires, dont des fondations familiales, la Dayton Foundation, une allocation de crédit d'impôt pour le nouveau marché et des hôpitaux locaux, qui ont vu dans la coopérative un moyen d'agir sur les déterminants sociaux de la santé. Ces fonds ont couvert les coûts de construction et d'équipement. En outre, la coopérative a levé environ 500 000 dollars en capitaux propres auprès de ses membres et 1 million de dollars empruntés auprès d'une institution financière de développement communautaire (CDFI) de l'Ohio. Lorsque la GCM a ouvert ses portes, elle a reçu des messages de soutien sur Facebook des deux sénateurs américains de l'État, Rob Portman (R) et Sherrod Brown (D), ainsi que du gouverneur républicain de l'État, Mike DeWine.

La collaboration, a fait remarquer Mme Klein lors de sa présentation à la conférence le mois dernier, a été le «super pouvoir» de GCM tout au long du projet. Elle a notamment permis de mener une campagne d'investissement traditionnelle soutenue par Tony Hall, ancien ambassadeur

et représentant au congrès de Dayton. Mais elle a également consisté en une organisation approfondie et des partenariats communautaires étendus.

Sellassie a fait une observation similaire lors d'un autre panel lors de la même conférence, estimant que le GCM avait jusqu'à 90 partenariats avec des organisations extérieures. En ce qui concerne l'organisation communautaire, Sellassie a noté que «pour le Gem City Market, du nom du marché de notre déclaration d'intentions à notre conception architecturale, la communauté a été omniprésente. Nous avons été très participatifs». Sellassie a concédé que s'engager dans ces processus communautaires «a pris un peu plus de temps, et c'est parfois un peu stressant, mais c'est plus authentique.» Et, ajoute-t-il, c'est également essentiel pour que la communauté ait un véritable sentiment d'appartenance au marché.

Mme Klein fournit quelques détails sur le projet. Environ 400 personnes ont voté pour le nom du magasin, explique-t-elle, ajoutant:

> Notre architecte a tenu des permanences à la bibliothèque. Des sondages. Des groupes de discussion. Des réunions communautaires. Des visites à domicile. Des fêtes à domicile. Tout. Nous avons été très inclusifs à ce sujet

Apprendre de Greensboro

En 2016, une coopérative alimentaire appelée Renaissance Community Cooperative, ou RCC, a ouvert dans un quartier noir de Greensboro, en Caroline du Nord. Elle était unique dans sa conception et a été largement célébrée pour avoir stimulé l'accès à la nourriture dans une communauté à faible revenu et dans un désert alimentaire. L'effort a suscité une attention nationale, mais au début de 2019, la coopérative a été forcée de fermer ses portes. Par la suite, le Fund for Democratic Communities, une fondation privée locale qui avait soutenu l'effort, a soigneusement documenté les leçons qu'ils ont apprises. Et ces leçons ont été prises au sérieux par les organisateurs de la coopérative de Dayton.

Sellassie a fait remarquer que les organisateurs de la MCG sont «des bénéficiaires directs de Renaissance». Klein le souligne également: «Nous sommes tellement reconnaissants de la sagesse et de l'ouverture d'esprit des gens de Renaissance. Ils ont été tellement honnêtes et introspectifs... nous en bénéficions vraiment.»

L'une des leçons à retenir, selon M. Klein, est l'importance des adhésions dans le quartier. Souvent, avec les nouvelles coopératives alimentaires, avoir 1 000 membres inscrits avant l'ouverture du magasin est

considéré comme un signe de réussite. La RCC en comptait 1 500. Mais avec le recul, ce n'était pas suffisant. Comme l'explique M. Klein, beaucoup de ces 1 500 personnes ont acheté des adhésions à la coopérative par solidarité, mais ne vivaient pas dans le quartier du magasin, ce qui en faisait des acheteurs moins réguliers. Klein ajoute :

> Lorsque nous avions environ 1 500 membres, nous avons constaté la même chose : nous n'atteignions pas notre objectif. Nous tournions avec une clientèle autour de 40 % dans notre voisinage immédiat. Notre objectif initial était de 2 000 membres. Après avoir examiné les données, nous avons fixé un nouvel objectif de 2 000 membres dans la zone commerciale.

Aujourd'hui, alors que le magasin ouvre ses portes, il compte 4 300 membres, dont 53 % sont dans la zone commerciale. L'adhésion à la coopérative coûte 100 dollars, mais la coopérative a travaillé avec des partenaires pour subventionner l'adhésion de ceux qui ne pouvaient pas se permettre cette somme. Les membres à faible revenu paient 10 dollars. La coopérative augmente également le nombre de ses membres en organisant des jumelages « 50/50 », où les partenaires locaux, souvent des hôpitaux de la région, qui paient la moitié des frais d'adhésion.

Une autre leçon a été de respecter les études de marché, un message qui a été renforcé par la Food Co-op Initiative, un organisme à but non lucratif qui conseille les jeunes entreprises dans tout le pays. La vision initiale de GCM était de mettre en place le marché là où un ancien marché avait échoué, comme l'avait fait RCC. Comme l'explique M. Klein, « il y avait un Kroger qui a été fermé en 2009. Il était toujours vacant en 2015. Notre idée initiale était d'ouvrir à cet endroit. Nous avons fait des études de marché qui ont montré que ce ne serait pas un bon emplacement ». Au lieu de cela, le groupe a implanté le marché dans un endroit qui était « plus proche du centre-ville, plus au nord, un meilleur emplacement ».

Une troisième leçon concerne la gestion. Comment embaucher une personne qui connaît les coopératives, l'industrie alimentaire et qui a de bonnes relations avec la communauté ? Réponse : à moins d'être extraordinairement chanceux, on ne le fait pas. Ce que la GCM a fait, note M. Klein, c'est « embaucher le meilleur candidat, qui possède beaucoup de compétences générales et de capacités de leadership, mais qui n'a pas nécessairement une connaissance approfondie du secteur de l'alimentation ou des coopératives », puis travailler avec Columniate, une organisation nationale de consultants en coopératives alimentaires, pour concevoir une formation personnalisée. Klein ajoute que la coopérative a délibérément désigné un responsable différent pour la phase de

construction et pour les opérations, reconnaissant que les deux exigent des compétences différentes.

Est-ce suffisant ? Mme Klein est prudente. Elle note qu'au cours des deux premières semaines, le rendement de la coopérative a dépassé les prévisions – un bon signe – mais il est encore trop tôt.

Une nouvelle conception coopérative

La coopérative GCM n'est pas seulement unique par sa mission et sa communauté, mais aussi par sa structure et sa conception. Selon M. Klein, la propriété de la coopérative sera détenue à 70 % par les travailleurs membres (la coopérative devrait employer 26 personnes, qui deviendront membres après un an d'activité) et à 30 % par les membres de la communauté. Le conseil d'administration sera composé de cinq travailleurs, de trois membres de la communauté et d'un représentant de Co-op Dayton, l'incubateur à but non lucratif à l'origine du projet.

L'épicerie elle-même est différente de l'épicerie de détail typique. Alors que le bâtiment occupe 1 400 m², l'espace de vente au détail est d'environ 743 m². Quant à l'espace restant, comme l'explique Sellassie, en plus du marché lui-même, « nous avons une cuisine pédagogique, une clinique de santé et une salle communautaire à l'intérieur ».

Ces ressources, note M. Klein, permettront non seulement de fournir les services nécessaires, mais aussi de soutenir le soutien de la communauté. « Les partenaires occupent l'espace avec nous ; c'est le leur. Ils en sont vraiment propriétaires », explique Mme Klein. Ces salles, dit-elle, accueilleront des programmes de collation après l'école, des cours de yoga, des espaces lecture pour les enfants, des cours de cuisine et un programme de sevrage tabagique. Klein ajoute que le magasin organisera deux cliniques de vaccination Covid dans la semaine à venir. GCM s'associe à une association à but non lucratif pour gérer ces espaces afin qu'ils ne deviennent pas une gêne pour les opérations du magasin.

Une communauté et une vision plus large

GCM est de loin le plus grand effort d'organisation de coopératives à Dayton, mais pas le seul. GCM n'est qu'un des éléments d'une gamme plus large d'efforts développés par Co-op Dayton. Comme l'explique Baker, ces entreprises et programmes comprennent la fiducie foncière communautaire Unified Power, qui vise à développer un bâtiment appartenant à la communauté à côté de GCM, et 937 Delivers, un service de livraison appartenant à des chauffeurs qui sert d'alternative communautaire à Uber Eats. Le centre à but non lucratif soutient

également d'autres projets, notamment Westside Makerspace (un espace de coworking appartenant aux travailleurs) ; Design to Build, un groupe d'architectes et d'ingénieurs qui effectue des travaux de prédéveloppement pour Unified Power ; et Tribe (Trauma & Resiliency Informed Birth Education). Lors de la conférence Up & Coming, Sellassie a parlé de la vision plus large que porte GCM celle d'une renaissance noire à Dayton et au-delà. Les coopératives, a-t-il souligné, « sont en fait un moyen d'apprendre à pratiquer la démocratie participative dans son essence ». Il a ajouté :

> Nous sommes tellement coincés. Nous avions 40 000 habitants à West Dayton et aucune épicerie à service complet. Certains d'entre nous ont accepté cette situation comme étant acceptable. D'autres parties de la communauté ont deux ou trois épiceries dans un rayon d'un kilomètre. Pourquoi pas nous ? Nous réimaginons ce que nous méritons et, sans attendre Superman, nous le construisons nous-mêmes. Pour moi, c'est le catalyseur et le pouvoir qu'ont les coopératives noires et les coopératives alimentaires en particulier, alors que nous développons cette renaissance dans nos communautés.

16 juin 2021

Source
https://nonprofitquarterly.org/

Les grévistes de Spectrum créent leur propre fournisseur d'accès à Internet

Whitney Kimball

Si, pour un certain nombre de raisons, vous souhaitez réduire les télécommunications en cendres et construire un nouveau fournisseur d'accès à Internet sur leurs restes fumants, bonne nouvelle pour vous. Les travailleur·euses de Spectrum [société d'accès à internet] dans la ville de New York, qui ont survécu à une grève angoissante de quatre ans, ont développé leur propre fournisseur d'accès à Internet. Si la ville lui apporte son soutien, la coopérative People's Choice Communications pourrait libérer les New-Yorkais des gangsters du câble une fois pour toutes.

La ville elle-même se bat presque constamment contre Spectrum. Avec sa montée en puissance à New York, le gouverneur Andrew Cuomo a tenté de l'évincer ; les procureurs généraux ont dû poursuivre

la société pour avoir escroqué 2,2 millions de client·es new-yorkais·es ; et la société a été accusée de mettre ses employés en danger, un mois seulement après le début de la pandémie. Les travailleur·euses syndiqués de Spectrum viennent de fêter le quatrième anniversaire de leur grève, au cours de laquelle Charter, la société mère de Spectrum, a fait de son PDG le troisième cadre le mieux rémunéré d'Amérique.

Les travailleur·euses de Spectrum à l'origine de la coopérative, membres de la section 3 du syndicat International Brotherhood of Electrical Workers (IBEW), sont en grève pratiquement depuis que Charter a fait irruption en 2016 et a acheté Time Warner. Les travailleur·euses ont déclaré que l'entreprise n'a montré aucun intérêt pour une négociation de bonne foi sur la convention collective dont elle a hérité, tentant de se débarrasser des pensions et de l'assurance maladie. « Leur objectif était d'essayer d'éliminer le syndicat, et nous pouvions le voir dès la première fois qu'ils sont venus à la table des négociations », a déclaré Troy Walcott, technicien de sondage, gréviste et délégué syndical de la section 3 de l'IBEW, à Gizmodo. « Ils nous ont présenté une offre qu'il nous était impossible d'accepter. »

Walcott a déclaré au site internet Gizmodo que, si certains ont été contraints de retourner travailler chez Spectrum, environ 1 200 des 1 800 grévistes tiennent toujours le coup et parviennent à joindre les deux bouts avec des petits boulots. Walcott a déclaré que les gens perdent leur maison et que la tension a brisé des familles, alors que l'attention des médias s'est dissipée. « Tout le monde fait comme si de rien n'était, a-t-il déclaré. Nous sommes en quelque sorte un fantôme dans la ville. »

Après avoir tenté de convaincre la ville d'établir un réseau municipal, les organisateurs se sont tournés vers l'idée d'un modèle de propriété coopérative, le genre de concept radical récemment dans le domaine des rêves militants. Les travailleur·euses sont copropriétaires de l'entreprise ; les habitant·es de l'immeuble sont propriétaires du réseau ; la direction ne touche pas un centime. Les résident·es paient les frais d'installation par tranches mensuelles, ce qui, selon les organisateurs, pourrait représenter entre 300 et 400 dollars par appartement. Mais les résident·es couvrent les frais par des paiements mensuels d'environ 10 à 20 dollars, qui couvrent également le service.

En comparaison, l'offre la moins chère de Spectrum est de 50 dollars, avec des forfaits allant jusqu'à 150 dollars, ce qui représente plus du quart du loyer mensuel d'un résident·e d'un logement public.

La coopérative People's Choice exploite une infrastructure légère et évolutive. Le réseau sans fil fixe est activé par un « réseau maillé » : des antennes sont installées sur les bâtiments individuels, qui reçoivent un

signal sans fil du concentrateur central de la coopérative. Les habitant·es des bâtiments connectent ensuite les routeurs via des câbles Ethernet qui fonctionnent normalement.

Sascha Meinrath, un pionnier des réseaux maillés qui a participé à la conception de People's Choice, a comparé le système à une toile d'araignée. En cas de rupture de lien, les antennes des bâtiments peuvent se connecter et se réacheminer entre elles, ce qui réduit la probabilité de pannes à grande échelle.

La coopérative fait une proposition radicale dans la structure même de l'entreprise. Le fait de répartir le réseau entre les client·es et le fournisseur d'accès à internet entre les mains des travailleur·euses implique que les deux groupes obtiennent une part égale du pouvoir de négociation. Les client·es qui possèdent l'infrastructure auront la possibilité de faire appel à un nouveau fournisseur de services s'ils et elles le souhaitent; l'inverse est vrai pour les travailleur·euses, qui peuvent retirer leurs services. «Cela signifie que les gens devront collaborer, et je pense que c'est vraiment intéressant, a déclaré Meinrath à Gizmodo en ajoutant: Cela signifie que nous allons payer des salaires équitables.» «Cela signifie que le service client va être vraiment important». «Il ne s'agit pas d'une organisation caritative, a ajouté M. Meinrath. C'est une entreprise sociale durable.»

Cela signifie également que plus les connexions augmentent, le service devient moins cher au fur et à mesure que les client·es s'inscrivent. «Une fois que vous aurez atteint une masse critique de personnes, vous serez en mesure d'acheter plus de bande passante en gros, ce qui fera baisser le coût par mégabit de façon spectaculaire, a déclaré M. Meinrath. Par "spectaculairement", j'entends qu'il peut baisser de plusieurs ordres de grandeur. La différence entre un et deux gigas est très différente de la différence entre dix et cent gigas. Il est remarquable de constater à quel point la bande passante est bon marché lorsque vous l'achetez en gros.»

Ils n'ont pas encore calculé tous les coûts, mais ils offriront certainement un meilleur retour sur investissement pour les copropriétaires. Nous disposons rarement d'une mesure précise pour définir combien les télécoms facturent au prix fort, mais une enquête de 2015 a révélé que Comcast [groupe de médias américain] empochait 97 % de marges bénéficiaires. La copropriété exige la transparence. L'argent qui reste après les paiements mensuels minimaux prévus est destiné à financer les services communautaires et à rembourser les copropriétaires sous forme de dividendes.

«Le fait de posséder quelque chose d'aussi important qu'un système de distribution par câble va certainement changer la donne dans la communauté que nous desservons», a déclaré Troy Walcott.

Si un nombre relativement faible de personnes utilisent actuellement le système de la coopérative, People's Choice affirme qu'il a déjà le potentiel d'atteindre des centaines de milliers d'habitant·es du Bronx. «Nous avons une grande partie du Bronx couverte par notre antenne, a déclaré Walcott. Maintenant, nous devons aller bâtiment par bâtiment pour faire savoir aux gens que nous sommes là et commencer à les gagner.» Quelques douzaines de grévistes de Spectrum ont été activement impliquées dans les installations, mais Walcott pense qu'au moins une centaine de travailleur·euses attendent dans les coulisses que le projet prenne de l'ampleur.

Selon M. Walcott, ils sont équipés pour atteindre une vitesse minimale de 25 mégabits par seconde (Mbps) en aval et de 3 Mbps en amont, ce qui est la condition pour être légalement considéré comme une connexion à large bande.

L'offre «internet à faible revenu» de Spectrum est de 30 mégabits par seconde, bien que l'entreprise dit que «les vitesses sans fil peuvent varier.» (Spectrum n'est pas connue pour sa transparence, et en 2018, elle a réglé 174,2 millions de dollars à l'État pour des mensonges présumés). Les organisateurs de la coopérative disent que les vitesses pour les client·es en ligne sont maintenant beaucoup plus élevées que la moyenne minimale de Spectrum, mais ils espèrent qu'en passant à une échelle supérieure, People's Choice pourra atteindre une vitesse de téléchargement minimale de 50 mégabits par seconde.

«Jusqu'à l'année dernière, l'idée de créer des réseaux maillés, ou des réseaux sans fil fixes, était essentiellement quelque chose que seuls les fortiches en informatique anarchistes faisaient, comme moi-même», a déclaré Erik Forman à Gizmodo. Erik Forman est chargé de recherche à l'Institute for the Cooperative Digital Economy, un centre de recherche qui envisage des alternatives aux grandes plates-formes technologiques appartenant aux travailleur·euses (un exemple de cet effort est une alternative à Uber appartenant aux travailleur·euses). Il se décrit lui-même comme un «développeur de coopératives». Selon M. lui, People's Choice a été construit principalement à la sueur de son front, avec des subventions de ses partenaires Metro IAF, un promoteur de logements abordables à but non lucratif, et BlocPower, une start-up spécialisée dans les énergies renouvelables. L'institut technologique de l'école de droit de Brooklyn, BLIP, a apporté son soutien administratif, selon M. Forman. Il dit qu'il réfléchit à l'idée de coopératives de travailleur·euses

depuis qu'il a tenté une tentative de syndicalisation chez Starbucks il y a quelques années.

> Beaucoup de personnes que j'ai rencontrées dans le secteur de la restauration disaient que leur rêve était de posséder un jour leur propre restaurant, dit-il. J'ai donc commencé à me dire : et si nous dirigions notre énergie non seulement vers la syndicalisation des employé·es, mais aussi vers l'aide aux travailleur·euses pour qu'ils deviennent propriétaires des lieux où ils travaillent ?

La ville doit maintenant décider si elle accepte l'offre des grévistes de Spectrum. La ville de New York sollicite maintenant des propositions de réseaux sans fil abordables pour les zones mal desservies comme les logements du NYCHA [organisme public de l'administration de New York qui gère les logements sociaux et habitations à loyer modéré]. Au moment de la publication des offres, Gizmodo n'a pas pu joindre immédiatement un administrateur de la ville pour savoir si elle envisageait d'examiner leur proposition.

Même un investissement initial relativement faible pourrait propulser le réseau dans une dynamique autonome. « Avec un financement initial important, nous pouvons nous adresser à un millier de personnes dès le premier jour », a déclaré M. Meinrath. L'alternative consiste à recruter des lots de 100 client·es qui doivent supporter des dépenses initiales plus élevées pour des éléments tels que des pièces d'équipement individuelles qui pourraient être commandées en gros à un coût bien moindre. En d'autres termes, il semble que sans aide, l'avenir soit incertain. La qualité du service n'est pas encore totalement garantie (même si elle ne l'est nulle part). La coopérative pourrait avoir des problèmes d'échelle, et il n'est pas certain qu'elle soit en mesure d'employer des salariés à plein temps. Mais le fait que vous payez l'installation avec une facture mensuelle bon marché offre peu de risques aux personnes qui veulent l'essayer.

Et à ce stade, la ville a peu d'excuses pour rejeter une alternative audacieuse dirigée par les travailleur·euses et soutenue par une coalition sociale. « Je sais que la ville sort des sentiers battus en ce qui concerne de nombreux modèles économiques, a déclaré M. Meinrath. La question ouverte est de savoir si elle joint le geste à la parole. »

Les client·es qui peuvent se permettre de payer les tarifs exorbitants de Spectrum sont en quelque sorte coincés avec l'entreprise. Comme *In These Times* l'a rapporté en février 2020, la ville a honteusement laissé entendre qu'elle allait renouveler le contrat de franchise de Spectrum, qui est protégé par la loi fédérale. L'État ne peut s'en sortir que dans des « cas particulièrement flagrants ».

People's Choice donne la priorité au Bronx, un quartier où le service Spectrum fait cruellement défaut. En novembre 2020, le bureau du contrôleur de la ville de New York a estimé que 100 000 étudiants étaient toujours entièrement privés de service internet. Quelques mois seulement après le début de la pandémie, la société a demandé à la FCC [Commission fédérale des communications] d'imposer des plafonds de données, c'est-à-dire des limites artificielles à l'utilisation d'Internet afin de pouvoir facturer davantage. Des milliers de plaintes publiées par le Better Business Bureau de la région métropolitaine de New York font état de pannes de service, de factures surprises pour des services non utilisés et d'augmentations massives des prix.

« Les grandes entreprises de télécommunications sont plus intéressées par le fait de gagner cinquante à cent dollars par mois en servant les gens de l'Upper East Side [quartiers aisés] que ceux du Bronx, a déclaré Forman à Gizmodo. Ce serait un scandale total si la ville donnait un seul centime de l'argent des contribuables à Spectrum après ce qui a été fait ces quatre dernières années. »

15 avril 2021

Source

Article publié sur le site https://gizmodo.com/

Site de la coopérative People Choice : http://peopleschoice.coop/about-us

Covid-19 : comment les enseignant·es d'Oakland ont pris le contrôle du retour à l'école

Shelby Ziesing et John Green

Un accord syndical ne vaut même pas le papier sur lequel il est écrit s'il n'est pas appliqué. Et nos employeurs ont des antécédents douteux quand il s'agit d'honorer des accords. Ainsi, après avoir négocié un accord sur un plan de réouverture des écoles d'Oakland, nous avons décidé d'un plan ambitieux consistant à mener, sous la direction du syndicat, des inspections de sécurité dans plus de 100 écoles et centres d'éducation de la petite enfance dans un délai de trois semaines.

Une offre qu'ils ne pouvaient pas refuser

C'était en mars lorsque, face à la baisse des taux de cas de Covid et à l'élargissement de l'accès aux vaccinations, l'équipe en charge de la négociation du syndicat Oakland Education Association a conclu un

accord visant à terminer l'année scolaire à Oakland par un apprentissage en personne pour de petites cohortes d'élèves. Une semaine plus tard, nos membres ont ratifié l'accord lors d'un vote serré.

Nous avions insisté - et obtenu – sur des mesures de sécurité solides qui allaient au-delà des directives de l'État et du gouvernement fédéral : distance sociale, petites cohortes d'élèves et stables, ventilation, dépistage sanitaire, masques, lavage des mains, équipement de protection individuelle, et suffisamment de temps pour que tout le personnel de l'école soit vacciné avant le retour des élèves.

Notre droit légal d'inspecter les lieux de travail pour la sécurité est inébranlable en Californie. Mais comme les bâtiments étaient encore vides à ce moment-là, nous ne pourrons pas effectuer de visites sans l'accord de l'employeur, qui devait ouvrir les portes et nous laisser entrer.

Nous avons donc fait à la direction une offre qu'il ne pouvait pas refuser. Lors de la première réunion du conseil scolaire après la conclusion de l'accord, le président de notre syndicat a publiquement invité les membres du conseil à se joindre à nous pour effectuer des visites de sécurité dans chaque école avant le retour des élèves.

Choisir de toucher à nos droits aurait été un désastre de relations publiques bien pire que n'importe quelle accusation de pratique de travail déloyale.

100 écoles en peu de temps

Le fait de s'engager publiquement nous a également permis de nous responsabiliser afin de mener à bien ce qui représentait beaucoup de travail en peu de temps. Nous avons commencé par examiner les données de santé publique et par identifier les écoles situées dans les quartiers où le taux de cas de Covid était le plus élevé. Nous avons fait de ces écoles notre première priorité. En collaboration avec les travailleur·euses scolaires représenté·es par SEIU et AFSCME, nous avons élaboré une liste de contrôle d'une page, dans un langage simple, des mesures de sécurité à rechercher dans chaque école. Des experts en sécurité de notre syndicat national, dont un médecin spécialiste des maladies infectieuses et un ingénieur en mécanique, ont vérifié l'exactitude de nos documents.

Nous avons ensuite formé nos délégué·es syndicaux par le biais de Zoom sur les mesures de sécurité prévues par notre accord, sur la façon de mener une visite de sécurité dans leur école et sur les endroits où ils ou elles pouvaient obtenir de l'aide, si nécessaire. Près d'un membre du syndicat sur dix est un·e délégué·e syndical·e ou un·e responsable élu·e

de notre syndicat, ce qui nous permet d'avoir une bonne couverture des lieux de travail. Nous avons utilisé un formulaire Google pour établir un rapport à la fin de chaque visite et avons fourni des mises à jour régulières aux dirigeant·es syndicaux et aux délégué·es syndicaux. Les responsables et le personnel du syndicat ont participé à presque toutes les visites dans les écoles des quartiers les plus touchés. Les délégué·es syndicaux se sont occupé·es en grande partie des visites sur les autres sites d'Oakland. Dans la mesure du possible, des membres du conseil d'administration de l'école, des parents, d'autres dirigeant·es syndicaux et des administrateur·trices du bureau central nous ont également rejoints.

« Cela a permis de créer un environnement de confiance et de résolution collective des problèmes alors que nous nous embarquions dans ce qui était, pour certains, une entreprise effrayante – la réouverture de notre école pendant le Covid, a déclaré Carrie Anderson, une enseignante du primaire. Les gens ont pu poser des questions et avoir des conversations sur ce qui se passait, sur la façon dont nous étions prêts, sur ce que nous n'étions pas prêts, et sur différents plans réparer ce qui devait l'être avant l'arrivée des enfants. »

Notes sur le travail de soutien

« Les gens se sentaient plus à l'aise en sachant ce qu'ils pouvaient faire respecter, car les attentes étaient vraiment claires et avaient été rendues publiques », a déclaré Vilma Serrano, une enseignante de maternelle de transition. En effectuant ces visites de sécurité, nous nous sommes vite rendu compte que les termes de notre contrat concernant une ventilation sûre étaient trop vagues. Le covid est en suspension dans l'air et les simples masques en tissu de nos élèves ne pouvaient pas filtrer les aérosols, c'était donc une grande préoccupation pour nous. Nous sommes rapidement parvenus à un accord avec l'employeur pour assurer un minimum de quatre renouvellements d'air par heure (ACH) par filtration HEPA dans chaque salle de classe et espace de travail partagé. Nous avons ensuite enregistré une vidéo de formation avec le délégué syndical en chef du Building Trades Council, expliquant les principes scientifiques qui sous-tendent l'utilisation correcte des filtres HEPA portables.

Nous avons également publié un tableau simple montrant combien de filtres HEPA portables seraient nécessaires pour obtenir quatre renouvellements d'air par heure dans des salles de classe de différentes tailles.

Nos yeux et nos oreilles

Dans l'ensemble, nous avons constaté que la plupart des sites étaient prêts à appliquer les mesures de sécurité que nous avions obtenues à la table des négociations. Les données recueillies nous ont permis d'identifier les écoles dont les problèmes de sécurité pouvaient être résolus par les délégué·es syndicaux et les sites qui avaient besoin d'une aide supplémentaire de la part de la direction.

Les visites de sécurité étant en grande partie terminées, les éducateur·trices sont retourné·es dans les écoles pour vérifier la mise en œuvre des mesures. Beaucoup sont retournés dans les bâtiments plusieurs jours avant nos élèves.

Notre équipe de négociation – 18 membres, dont une infirmière de district – a organisé des dizaines de réunions (virtuellement) pour informer les membres sur les mesures de sécurité, les horaires d'enseignement et la politique des congés. Nous avons également encouragé tous nos membres à assister aux webinaires sur la sécurité présentés par notre syndicat au niveau de l'État.

Le syndicat a donc eu des yeux et des oreilles presque partout, en alerte pour les problèmes de sécurité

Prendre le contrôle du processus

Le retour à l'école pendant une pandémie n'aurait jamais pu se faire sans un certain niveau de risque. Mais plutôt que d'attendre que le patron tienne sa promesse de nous protéger, nous avons pris le contrôle du processus. Rédiger notre propre liste de contrôle de sécurité et inspecter nous-mêmes les chantiers nous a permis de garantir les conditions d'enseignement et d'apprentissage les plus sûres possibles pour nos écoles.

Environ un tiers des élèves d'Oakland ont choisi de revenir en personne au cours du printemps. Bien que les élèves et le personnel aient été testés positifs au Covid après la réouverture, il n'y a eu aucune transmission connue entre les élèves ou le personnel à l'école.

Au-delà de la pandémie, nous avons appris une nouvelle approche pour établir systématiquement des normes dans toutes nos écoles. Nous prévoyons de mener d'autres mini-campagnes à l'avenir pour nous assurer que les élèves d'Oakland apprennent dans des bâtiments sûrs, propres et accueillants.

26 juillet 2021

Source

Labor Notes, www.labornotes.org/

FRANCE

Marseille : le monde d'Après est en marche

Cuervo

Près de cinq ans de lutte pour des conditions de travail dignes, puis pour le maintien de l'emploi, au mitan des quartiers Nord de Marseille… Puis, au pire de la période de confinement, une moyenne de 50 000 repas distribués par semaine dans toute la ville lorsque les grandes assos ont déclaré forfait. C'est l'histoire du resto marseillais qui a montré à la planète qu'on pouvait gagner contre McDo.

Le 19 décembre dernier, «l'Après M» reçoit plusieurs centaines de sympathisant·es, habitant·es du quartier, militant·es, pour inaugurer toutes et tous ensemble une nouvelle étape de son incroyable aventure. L'ancien McDo, fleuron de la marque, hyper rentable il y a peu encore, confectionne désormais des burgers veggie à prix libre, forme une plaque tournante déterminante de la vie associative marseillaise et se constitue en société coopérative d'intérêt collectif (SCIC).

José Bové est là, réellement ému et qui répète : « Vingt-trois ans pour faire la boucle. Quand on a démonté le McDo de Millau, on n'aurait jamais pu imaginer qu'on serait là aujourd'hui… » Et d'insister sur ce processus marseillais qui aura démarré par une lutte syndicale pour aboutir à un projet autogestionnaire, profondément politique, et qui est en train de bouleverser le paysage social d'ici.

Il y a cinq ans encore le McDo de Saint-Barthélemy dans les quartiers Nord de Marseille est florissant. Entendre : c'est une pompe à cash pour la franchise. Seul fast-food d'une vaste zone reléguée par les services publics, peu concurrencé par les petits commerces ou les restaurants traditionnels, sa situation est évidemment idéale et explique son succès financier.

Une « lutte de création »

Pourtant, ce qu'on pourrait prendre pour une force – le quasi-monopole sur les quartiers Nord – va faire la faiblesse de McDo. Car son emplacement en fait d'abord une «place du village» dans un territoire

où il n'y a ni espaces verts, ni aires de jeux pour les enfants, ni centre-ville. C'est au McDo que les mamans font faire faire leurs devoirs aux grands pendant que les petits jouent sur les agrès. C'est ici qu'on se donne rendez-vous, ici qu'on cause, pour le prix d'une bouteille d'eau, «histoire de…». Le lieu est investi depuis toujours, autant qu'il est détourné depuis toujours pour y faire société.

Pourtant, tout n'est pas rose pour l'actionnaire qui doit faire face à une résistance constante de l'équipe en place. Largement syndiqué·es, les employé·es du McDo se sont toujours battu·es avec acharnement pour leurs conditions de travail depuis plus de dix ans. Alors que la marque organise un turn-over systémique partout ailleurs (en moyenne : moins d'un an sur le poste), certains travaillent ici depuis vingt ans. La direction n'a jamais été au repos, et c'est à une équipe aguerrie à laquelle elle a toujours dû faire face. Avec Kamel Guémari, le délégué syndical (DS) emblématique de cette lutte et porte-parole de l'Après M, elles et ils ont arraché un 13e mois à l'actionnaire, exemple unique en France, la revalorisation des heures de nuit, de meilleures conditions pour les étudiantes et étudiants.

Mais la gourmandise capitaliste étant ce qu'elle est, McDo hausse le ton, veut toujours plus de profits. Et la bagarre se livre, pied à pied depuis 2018, pour préserver les emplois, puis pour résister à la mise en liquidation par le siège en 2019. Lorsque la crise sanitaire frappe à Marseille, de sporadique, l'occupation devient permanente. L'outil de travail est approprié, détourné au bénéfice du quartier, et avec son plein soutien. Ce qui va devenir l'Après M. est déjà en ordre de bataille, moralement et «politiquement», pour affronter les conséquences du confinement.

Une lucidité de classe

Ailleurs, le Secours populaire, les Restos du Cœur abandonnent la partie. Dans certains quartiers on n'est plus approvisionné du tout, et la famine, réellement, menace. Le McDo de Saint-Barth' fait fi des contraintes de statuts, autorisations ou attestations. Au plus fort de la crise, il livre entre 35 000 à 70 000 colis par semaine partout dans Marseille, et c'est de toute la ville qu'affluent les dons, les bras, les camions pour livrer partout. Le terreau fertile ici, c'est la solidarité. La ville la plus pauvre de France, dont «on ne voit jamais que les Kalach'» a toujours géré ses crises, son chômage endémique (37 %), le déclassement, par la solidarité. Alors l'idée se fait que, de cette crise et des années de lutte, peut émerger quelque chose de nouveau. Kamel : «Nous, on le théorise pas le monde d'après. On le fait.» Et encore : «La

politique se construit au jour le jour, pas besoin d'en parler. Il y a un camion à décharger.»

D'une lutte d'opposition, l'Après M. est passé à une lutte de création. De ce lieu réapproprié, solide, concret, il s'agit de fédérer toutes les initiatives sociales possibles: luttes de femmes, éducation des enfants, réinsertion des personnes qui sortent de prison, développement de l'emploi et partage – par les statuts de la SCIC – de la propriété de cet outil. Kamel, Fathi, Sylvain, toutes et tous les autres, ont donné un sens à cette plateforme: l'Après M. c'est l'association de préfiguration par un resto économique et social. Préfiguration, mais de quoi? Du monde où nous gérons nous-mêmes ressources, vie sociale, notre production et notre consommation.

Et l'autogestion ne s'envisage pas au risque de n'importe quelle compromission. Les tentatives de corruption (par le siège de McDo) ici, on connaît, tout comme on repère les tentatives de récupération associatives, politiques, municipales.

«On ne veut plus d'avant-garde, affirme Fatih président de la SCIC. Les décisions sont prises par les gens, et il n'y a ni sachants, ni non-sachants.» On parle d'«autogestion spontanée» pour signifier qu'il n'est pas besoin de passer du temps à théoriser. Dans un contexte d'urgences et de charge de travail, on observe une lucidité extraordinaire, une maturité née de la convergence d'années de luttes et d'une culture de l'«entraide». Kamel insiste sur ce terme qu'il préfère encore à «solidarité»: «Nos choix au quotidien, notre organisation ne se font pas sur la base de sentiments. Ils se font sur la base de la raison. Tout est réfléchi malgré, et à travers la souffrance et la stigmatisation.»

L'autogestion s'est nourrie du contact avec les Fralib, les gilets jaunes, du travail intersyndical. Mais elle s'établit avant tout sur une conscience aiguë des comportements nécessaires à un projet libertaire. Il s'agit de ne pas tomber dans l'auto-exploitation: on ne se surveille pas, on veille les uns sur les autres; on ne dénonce pas, on démontre par l'exemple; on pratique la polyvalence, la souplesse. On «sert tout le monde, en commençant par la ou le plus souffrant», nous dit une bénévole, d'abord venue par nécessité, et restée pour construire.

Des projets à foison

À Saint-Barthélemy on livre toujours 10 000 colis hebdomadaires. On envisage de revégétaliser plusieurs hectares à proximité pour bientôt y cultiver des légumes; des modèles de cabanes pour abriter les SDF sont à l'étude; les jeunes vont être formés à l'écriture artistique, à la restauration; on fait converger et rayonner toutes les luttes du quartier...

L'enthousiasme est contagieux. Construire, dignité, fierté reviennent en boucle.

«Si on arrive à tomber McDo, on arrivera à tomber Amazon et les autres. C'est le même ADN de destruction…» Pari tenu!

Janvier 2021

Source

Alternative libertaire, janvier 2021.

Lip et l'autogestion

Tribune anarchiste communiste

Il paraît que chez Lip nous n'avons pas affaire à l'autogestion. Il faudrait savoir où elle commence. Ce qui est sûr c'est que les ouvriers de Lip ont globalement résolu les problèmes qui se posaient à eux.

D'abord en mettant fin aux tergiversations de la direction et des administrateurs et en démasquant le plan de démantèlement de leur outil de travail et cela par les moyens les plus directs, malgré la condamnation de la séquestration comme méthode de lutte par les dirigeants de toutes les centrales syndicales; et s'assurent des garanties par la mise à gauche des fruits disponibles de leur travail.

Ensuite au lieu d'occuper purement et simplement l'usine, en décidant de la faire tourner. Non seulement ils ont montré que c'était possible, mais ils ont tout de suite détruit la division hiérarchique du travail en organisant le travail certes en fonction des besoins de leur situation, avec les commissions appropriées, mais aussi en laissant chacun déterminer sa cadence et en montrant que beaucoup de tâches, sont peu considérées comme le nettoyage ou au contraire surestimées comme certaines fonctions de maîtrise et de contrôle pouvaient fort bien être accomplies par rotation par tout le monde.

Il faut noter qu'une grande partie des cadres ne s'est pas opposée au mouvement, que la répression policière a été inefficace, que le soutien populaire et la solidarité ouvrière se sont exprimés à Besançon, en Suisse et dans toute la France.

Mais surtout, en l'absence de tout organe patronal ou étatique de direction, sont apparues des formes de gestion, de pouvoir et de décision qu'il faut bien qualifier de vraiment autogestionnaire. En effet n'en déplaise à Edmond Maire et à ses diatribes au congrès de la CFDT contre les comités de grève, l'organe responsable devant l'assemblée générale des travailleurs est le comité d'action aux structures libres

et ouvertes qui s'est imposé aux sections syndicales et comprend des syndiqués et des non-syndiqués.

Communistes et cégétistes ont été entraînés mais ont vite trouvé le moyen d'essayer de saboter le comité de soutien pour commencer.

Évidemment l'expropriation patronale n'est pas faite, un patron va chasser l'autre et rétablir l'ordre qui ne sera peut-être pas le même qu'avant, mais les ouvriers se battront alors sur la base de leur expérience. Bien sûr l'environnement capitaliste subsiste et le pouvoir politique est inchangé.

Mais il s'est produit trop de choses chez Lip dans un prodigieux raccourci, et qui ne demandent qu'à diffuser ; des structures d'action se sont trop clairement imposées plus par des habitudes syndicales et politiques que par un patronat défaillant, pour que puisse être continuée la diffusion du mot d'ordre éculé, de contrôle ouvrier, vieux truc politique s'il en est.

Nous avions consacré une longue étude au contrôle ouvrier, où apparaissait tout son caractère équivoque dans le n° 4 de *Tribune anarchiste communiste* (4e trimestre 1970).

Les organisations membres du Comité de liaison pour l'autogestion ont fait un important effort pour populariser la lutte de Lip et organiser le soutien par la vente des montres. Nous savons que de nombreux militants frappés par cette expérience de la lutte ouvrière y voient la justification d'un changement des conceptions stratégiques.

Près de huit mois, maintenant se sont écoulés depuis que les personnels de chez Lip ont déclenché une grève illimitée ; de façon autonome, ils conduisent leur lutte dont le caractère foncièrement démocratique, la détermination de ses participants et la légitimité de leurs droits, aient à lui donner un impact que les parties en présence étaient loin de soupçonner.

Surgissant quelques semaines seulement après la morne campagne électorale de mars dernier, les évènements de Besançon viennent démontrer, une fois de plus, que les réels problèmes se posent dans les secteurs de vie active : communes, quartiers, écoles et surtout entreprises.

Beaucoup dans la gauche française, s'accordent à dire que la bataille menée par les travailleurs bisontins, constitue une résurgence des idées-forces actualisées par les événements de Mai 68 ; peu, par contre reconnaissent dans ce mouvement, que l'ampleur situe au premier plan des luttes de classe en France, les caractéristiques essentielles préfigurant l'organisation dont devraient se doter les militants révolutionnaires partisans de l'autogestion.

Les forces en présence

Dans ce conflit qui revêt rapidement des dimensions nationales, l'enjeu devient de taille et nul ne s'y trompe.

La bourgeoisie, qui par l'intermédiaire de ses responsables patronaux et gouvernementaux, essaie, dans un premier temps, de laisser pourrir l'affaire ; puis face à la persévérante détermination des travailleurs, à leur potentiel collectif d'imagination et à la solidarité de la classe ouvrière, le pouvoir se voit contraint d'aborder l'affrontement sur le terrain politique ; pour ce faire, il tombe le masque du médiateur « qui ne veut pas s'immiscer dans les affaires d'entreprises privées » et endosse son uniforme de flic, au service des monopoles, en envoyant ses CRS occuper l'usine de Palente. Par cette brutale intervention policière le gouvernement Messmer entend préserver son prestige et, à travers lui, assurer l'avenir de ce qui est la raison d'être des institutions bourgeoises, bien malmenées en ces circonstances.

La gauche réformiste, par le truchement de l'appareil de la CGT, soutient du bout des lèvres mais essaie de récupérer le mouvement afin de le canaliser sur la voie des négociations habituelles : patronat/syndicats, uniquement ; se gardant bien d'aborder les problèmes politiques soulevés par cette affaire, les partisans du Programme commun entendent par-là maintenir leur hégémonie sur la classe ouvrière et conserver par la même occasion leur image de marque de seul interlocuteur valable du pouvoir ; ne réussissant pas à faire basculer le rapport de force en leur faveur, ils emploient les procédés dont ils sont coutumiers : d'abord freinage de la lutte et de sa popularisation, ensuite abandon total par leurs troupes au moment où le mouvement se trouve le plus isolé ; cet isolement se situe au lendemain du point culminant représenté par la marche du 29 septembre et sur lequel vient se greffer également la lassitude due à la durée de l'épreuve et à l'intoxication entretenue autour de la rupture des négociations avec Giraud.

Les ouvriers en lutte, conscients de mener une des batailles les plus dures de ces trente dernières années, instituent et imposent, face aux pratiques bureaucratiques, une véritable démocratie ouvrière permanente dans le temps et opérante à tous les degrés de l'organisation de la lutte. La parfaite viabilité de cette démocratie, qui ne résulte pas d'un phénomène spontané, mais d'une longue pratique de l'action syndicale, s'articule sur cinq points essentiels et irremplaçables :

- quotidiennement l'assemblée générale de tous les travailleurs qui, mobilisés en permanence, assument eux-mêmes la responsabilité de leurs actions ;
- la circulation ininterrompue des informations par toutes les instances

de l'organisation et ce à l'aide d'un langage simple et facilement perçu par les travailleurs ;

- la recherche et le maintien de l'unité à la base ;
- le comité d'action, instance sans véritables structures, regroupe syndiqués ou non syndiqués de l'usine au moment les plus cruciaux du conflit ; ceux-ci estiment l'enjeu trop important pour en laisser la responsabilité aux seuls délégués syndicaux ;
- les commissions de travail où dans la liberté du choix des tâches, dans un contexte humain où les rapports hiérarchiques ont disparu, les ouvriers acquièrent rapidement un haut niveau de conscience sociale en se familiarisant à l'exercice des responsabilités dans l'entreprise ou en dehors de celle-ci.

Ceci conduit notre J.-C. Guérin à déclarer dans le n° 9 d'*Action* (organe des Centres d'initiative communistes, novembre-décembre 1973) : « Les révolutionnaires professionnels si prompts à donner des leçons à la classe ouvrière seront bien inspirés de réfléchir sur la pratique des Lip dans leurs assemblées, sur la volonté d'unité qui s'y exprime. »

Les tentatives de récupération du mouvement

Dans la mesure où à *Tribune anarchiste communiste* notre propos consiste à nous maintenir dans le cadre de ce qui reste notre raison d'être, à savoir : notre contribution au débat qui se poursuit sur l'autogestion et l'unité de ses partisans, nous tenterons de tirer toutes les leçons nécessaires de ce mouvement de masse, tant par rapport à l'originalité de sa forme que par la portée de son contenu.

Un phénomène que nous devons dénoncer, consiste à déplorer encore une fois, l'autosatisfaction idéologique proclamée par les partis de gauche et la plupart de ce qu'il est convenu d'appeler les groupuscules. En effet, les mots d'ordre et actions des Lip, dans lesquels tout le monde trouve forcément un peu son compte, viennent, comme par enchantement, se plaquer aux schémas et lignes politiques habituels, justifier toutes les analyses, qu'elles émanent des courants trotskistes, maoïstes ou autres gauchistes. Même pour les partisans du Programme commun, qui n'ont pas peur de récupérer ce qu'ils ont tenté de saboter, la démarche des Lip s'inscrit dans leurs propositions de nationalisations ; pour d'autres, c'est contrôler aujourd'hui pour décider demain, c'est aussi le pouvoir ouvrier ou une ébauche de dictature du prolétariat. Comme s'y reconnaître parmi tant de malhonnêtetés, parmi tant d'inexactitudes ?

Situation et conditions particulières de cette grève gestionnaire

Avant de poursuivre, il peut être utile de rappeler certaines conditions objectives, d'ordre matériel, économique ou syndical, sans lesquelles le conflit Lip n'aurait pas revêtu la physionomie que nous lui connaissons.

À Palente, la confection du produit fini, la montre, nécessite l'utilisation de matières premières et de pièces détachées relativement coûteuses ; un complexe assemblage et l'emploi d'un outillage de grande précision impliquent une haute qualification professionnelle des ouvriers ; en outre, les matériels Lip se réparant, entraînent l'entretien d'un service après-vente dont le coût d'exploitation doit encore venir grever les prix de revient ; par contre la production horlogère Lip bénéficie, auprès de la clientèle, d'un préjugé favorable et sa réputation de qualité n'est pas surfaite. L'ancienne direction, de Fred Lip, n'a pas su mettre ses fabrications en rapport avec les exigences du marché actuel ; depuis de nombreuses années déjà, américains, suisses et japonais y introduisent la montre à bas prix, utilisable, toutes proportions gardées, comme le mouchoir de papier que l'on jette après usage. C'est en partie dans ce contexte de concurrence internationale et de concentration capitaliste, que le trust suisse Ébauches devient principal actionnaire de l'affaire ; ses objectifs consistent à rivaliser avec les exportations américano-nipponnes et, pour ce faire il doit démanteler Lip, inutile en partie et coûteux, pour enfin disposer de la marque et en estampiller des produits moins chers.

Chez Lip, la proportion d'ouvriers organisés dans les syndicats est supérieure à la moyenne de syndicalisation dans les entreprises françaises ; contrairement à la représentativité nationale qui entraîne une supériorité numérique de la CGT dans la métallurgie, chez Lip, la position de la CFDT est légèrement majoritaire (environ 200 ouvriers syndiqués à la CFDT pour 150 à la CGT, sur un effectif de 900 à 950 personnes, dont la moitié de femmes).

Depuis plusieurs années, Besançon est devenu le théâtre d'âpres luttes ouvrières (Bourgeois, Rhodia, de Brégille, Mischler, etc.) au côtoiement desquelles beaucoup de travailleurs Lip se sont familiarisés à l'action syndicale ; leur propre statut, dans le cadre des accords passés avec Fred Lip, représente des acquis assez en pointe par rapport aux conventions collectives du reste de la profession ou de la région ; à Palente et Ornans, les syndicats obtiennent : l'échelle mobile des salaires, calculée non seulement sur la base des indices de prix communiqués par l'Insee, mais aussi de ceux communiqués par les syndicats (CGT, CFDT, FO) et des associations familiales ; ce procédé de rattrapage des salaires constituerait, paraît-il, un cas unique en France ; ils obtiennent également,

avec effet à court terme, la préretraite, soit le départ des femmes à 60 ans, celui des hommes à 62 ans, avec dans les deux cas 60 % du salaire.

Sur le terrain de l'action politique, deux cellules d'entreprise sont animées par des militants du PCF et du PSU ; cette cellule PSU de Palente bénéficie de l'exceptionnelle implantation de ce parti, dans la région de Besançon, où il y compte une centaine de militants.

L'incapacité des organisations révolutionnaires à s'adapter aux nouvelles formes de lutte de la classe ouvrière

À la suite de cet examen bien trop rapide, de ce que nous appelons les conditions objectives du conflit, une première série de leçons peut être tirée.

Alors qu'au départ, nous nous trouvons en présence d'un conflit dont les objectifs apparaissent purement revendicatifs (non-démantèlement, non-licenciements, maintien des acquis), au fur et à mesure que se développe la lutte, nous voyons ceux-ci déborder sur des actions et mots d'ordre incontestablement révolutionnaires ; dans le cas présent les notions quantitatives et qualitatives ne présentent pas un caractère inconciliable, mais adroitement articulées par les Lip sur des actions appropriées, elles apparaissent clairement comme complémentaires.

Aux problèmes posés par l'autoritarisme et l'aliénation qui caractérisent les sociétés capitalistes et que conditionnent la recherche croissante du profit et l'inégalité dans la répartition des richesses, les solutions politiques résident avant tout, dans les choix que se fixent les militants en présence, quant à la finalité de leur lutte, au type de société vers lequel ils aspirent et à la façon dont ils s'organisent pour tenter d'y parvenir.

Sous prétexte d'efficacité, vouloir opposer au centralisme économique, politique et culturel des structures bourgeoises, le centralisme démocratique de l'organisation révolutionnaire des travailleurs, ou encore, décalquer les diverses instances du parti révolutionnaire sur le principe jacobin de la délégation des pouvoirs, reflète une attitude autoritaire que seules des conditions historiques précises et limitées dans le temps, pourraient à la grande rigueur expliquer. En un mot, vouloir utiliser les mêmes moyens et les mêmes formes d'organisation que l'adversaire demeure une vue de l'esprit, aux conséquences de laquelle beaucoup devraient songer.

À ce titre, et sur de nombreux points, les Lip innovent et déploient un pouvoir de réflexion et d'imagination sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier français ; dans l'état actuel de la routine sécurisante des partis et syndicats, les ouvriers de chez Lip, pouvaient laisser leurs

délégués puis leurs élus locaux et régionaux se charger de résoudre leurs problèmes. N'ayant confiance que dans leurs seules possibilités, ils assument pleinement leurs responsabilités en prenant eux-mêmes en main leurs affaires ; mieux encore, leur assemblée générale du 13 juin ratifie la décision qui a consisté à mettre en lieu sûr, un stock de montres, d'une valeur d'un milliard d'anciens francs, pouvant servir éventuellement d'« otage psychologique ». Maniant habilement légalisme et illégalisme, ils décident, le 18 juin, de reprendre à leur compte la fabrication des montres et prouvant ainsi : « C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie ».

En quelques semaines de lutte, les Lip font plus pour la cause ouvrière et le socialisme que trente ans de propagande des partis de gauche et syndicats. Pour de nombreux travailleurs, qui se sentent concernés par ce qui se passe à Palente, les Lip par la radicalisation de leurs positions :

- représentent l'unité des travailleurs que les intérêts de classe opposent irrémédiablement à la classe possédante, quelles que soient les propositions de participation ou de cogestion que cette dernière entend promouvoir ;
- démontrent la capacité organisationnelle et gestionnaire de la classe ouvrière lorsque celle-ci reprend la production à son profit ;
- dénoncent l'aliénation et l'inadaptation à l'échelle humaine produites par l'organisation capitaliste du travail, en supprimant les rapports hiérarchiques de production, en instituant le libre choix des travaux, des cadences et la rotation des responsabilités en ce qui concerne les tâches d'intérêt collectif ;
- détruisent le mythe de la légalité bourgeoise, imposent la légitimité ouvrière en se donnant les moyens financiers nécessaires à la poursuite de leur lutte. En séquestrant les administrateurs provisoires, en informant l'opinion sur les intentions malveillantes d'Ébauches et du pouvoir, en s'emparant des locaux et des divers matériels de l'usine, ils mettent à jour le mercantilisme du patronat et des institutions, mais surtout remettent en cause fondamentalement la notion, pourtant bien établie, de propriété privée des moyens de production.

Enfin et redoutant à juste une intervention des forces de l'ordre, les ouvriers évacuent l'usine des matériels et documents indispensables à son fonctionnement et se replient sur des ateliers clandestins préparés à l'avance. Au moment de l'occupation policière, ils évitent tout affrontement physique avec les flics réduisant ainsi l'intervention gouvernementale à une opération de basse police, qu'une importante partie de l'opinion percevra comme un inconditionnel soutien apporté au patronat par le gouvernement.

Déjouant les pièges, ne se risquant pas inutilement, «les Lip continuent». La lutte sur le terrain choisi par eux.

Si prompte à s'organiser de manière autonome, la lutte des Lip ne résulte pas d'un phénomène spontané; un combat comme le leur, que dès le départ les gens de Lip devinaient long et difficile, ne s'improvise pas et les difficultés que les délégués ont rencontrées lorsqu'il a été question de demander aux ouvriers de baisser les cadences, en est une preuve. C'est la conjugaison d'évènements économiques, rendant leur avenir incertain, qui entraîne rapidement chez l'ensemble des ouvriers une combativité et une conscience de classe auxquelles la pratique journalière et les qualités morales et politiques d'une équipe de militants ne sont pas étrangères.

Un conflit ne naît jamais spontanément... Ce que l'on appelle la plupart du temps conflit spontané c'est en réalité l'incapacité des organisations à assumer leur rôle et donc leur dépassement immédiat par les travailleurs. Il n'y a pas de conflit sans prise de conscience collective de la nécessité du combat...[1]

Les Lip et l'autogestion de leur lutte

Si la finalité de notre combat réside dans l'instauration d'une société socialiste, le tout est de savoir quel socialisme nous souhaitons; c'est dans l'organisation et les moyens qu'ils se donnent pour parvenir à cette société que les révolutionnaires en préfigurent la nature, et aucun exemple historique n'est jamais venu infirmer ce concept. En résumé, admettre dans l'action des Lip:

- la parfaite viabilité de la démocratie ouvrière tant sur le plan organisationnel que dans la pratique de leur lutte,
- leur réussite à changer la vie dans l'entreprise (production, le stock de pièces détachées) et financiers (les nouvelles fabrications et l'otage d'un milliard) et leur capacité à faire tourner l'usine en l'absence de toute direction et de toute maîtrise,
- leur autonomie de décision, par rapport aux partis et syndicats, quant à la conduite de leur lutte,

... c'est reconnaître qu'ils ont jeté les bases d'une organisation socialiste de type autogestionnaire et dans le cas présent il ne peut s'agir de rien d'autre, car le contenu de leur lutte va bien au-delà des mots d'ordre proposés actuellement.

Si nous sommes d'accord avec nos camarades de chez Lip quand ils disent qu'un îlot autogestionnaire n'a aucune chance de survivre en

1. Charles Piaget, *Lip,* Paris, Stock, 1973.

milieu capitaliste, contrairement à beaucoup nous pensons qu'il y a autogestion dans la manière qu'ils organisent, orientent et vivent leur lutte, et c'est bien là que les clivages apparaissent.

Le socialisme sera autogestionnaire ou ne sera pas

Pour les partisans du Programme commun, il ne s'agit pas de changer la vie mais de réformer la société capitaliste présente, afin de créer les conditions favorables à un passage au socialisme. Mais de quel socialisme s'agit-il ? On ne le précise pas, car pour eux il n'en existe qu'un : le leur, avec tout ce que cela implique de compromissions avec les tenants du capital (Mitterrand) ou de respect des grands traités internationaux comme Yalta (Marchais). D'ailleurs en nous proposant leur pacte anti-monopoliste, ses défenseurs ne se ménagent-ils pas le concours éventuel des classes moyennes, comme au Chili ? En quoi les nationalisations actuelles ont-elles apporté d'améliorations à la classe ouvrière ? En rien, puisque le produit de son travail échappe toujours au travailleur. Les décisions et rapports de production sont établis par une hiérarchie souvent plus pléthorique et complexe que dans le privé, entraînant une parcellisation du travail et une disparité étendue des salaires. On voudrait nous faire croire, à partir du moment où le président de la République se nommerait Mitterrand, que l'ouvrier de chez Renault pourrait exercer un contrôle ? De qui se moque-t-on ? Chez Renault, que l'on a tendance à nous montrer comme un modèle du genre, il suffit de voir les conditions d'emploi des travailleurs émigrés ou la menace de chômage qui menace l'ensemble du personnel aux premiers symptômes de la crise, pour se rendre compte de la supercherie. N'est-ce pas une entreprise nationalisée, la Société générale, qui vient de torpiller financièrement une tentative de rachat de Lip Palente ? À l'origine des nationalisations, le PCF appartenait au gouvernement et possédait une autre audience et une autre influence que maintenant et il est de notoriété publique que les conditions de travail dans ces entreprises y étaient les mêmes que dans le secteur privé ; ce ne sont pas quelques aménagements d'ordre quantitatif, récupérés et digérés depuis longtemps, qui à l'époque ont changé la face des choses.

Sur le mot d'ordre de pouvoir ou état ouvrier, encore une fois il faudrait savoir de quel pouvoir il s'agit ? Si effectivement les ouvriers d'une entreprise ont le pouvoir de décider de la production, cela constitue un progrès mais ne suppose pas du tout qu'ils possèdent le pouvoir politique et économique. Qui décidera des normes de la planification ? Des options en matière de politique étrangère ? Des budgets et de la répartition des finances, etc. ? Des conseils composés de représentants

élus par les soviets et syndicats de base ? Certainement pas. L'appareil du parti ? Sûrement.

Dans le débat qui se poursuit actuellement avec nos camarades du PSU, nous nous trouvons en présence de deux tendances du mouvement révolutionnaire ; schématiquement l'une, tendance du bureau national, s'appuie sur la stratégie de l'autogestion socialiste et du contrôle ouvrier ; l'autre, tendance Vers le communisme ou Gauche ouvrière et paysanne, s'inscrit dans la tradition marxiste-léniniste du développement des luttes des classes devant déboucher sur la dictature du prolétariat. Si dans l'état actuel des choses nous pouvons prendre à notre compte certaines analyses de la Gauche ouvrière et paysanne, sur la nature du capitalisme actuel ou sur l'inopportunité d'un pacte d'unité populaire rassemblant révolutionnaires et réformistes, nous divergeons avec ces camarades, non pas sur la nature de la dictature du prolétariat, mais sur ce que dissimule ce concept quant à la prise du pouvoir central et au rôle que doit jouer l'avant-garde.

Pour en revenir à Lip, il y a effectivement ébauche de dictature du prolétariat puisque la classe en lutte impose, toutes proportions gardées, ses propres vues à l'ancienne caste dirigeante et à ses alliés ; nous sommes d'accord, quand pour sauvegarder et développer les acquis de la révolution, la classe ouvrière imposera, et souvent par la force, la légitimité de ses droits face aux fatales menées contre-révolutionnaires qui ne se priveront pas d'engendrer les anciennes classes dirigeantes au service desquelles la plupart des composantes des classes moyennes viendront se rallier. Néanmoins nous persistons à préconiser la notion d'autogestion socialiste qui suppose à la classe une autonomie de décision, une démocratie authentique à tous les niveaux de ses organisations de combat, une prise effective des pouvoirs politiques et économiques par les travailleurs dans tous les secteurs de vie active, qu'ils soient d'ordre territorial ou de production ; enfin l'autogestion socialiste implique pour l'avant-garde une insertion complète et permanente dans les masses et un simple rôle de conseiller et de coordinateur. En aucun cas, l'avant-garde ne se substitue à la classe en lui imposant de l'extérieur ses directives. À part l'exemple de la Commune de Paris, nous ne voyons aucun exemple historique où le prolétariat a exercé ses volontés en conservant les bénéfices de sa victoire ; à chaque fois les pouvoirs lui ont été confisqués par le parti, qui se substituant aux masses, exerce sa dictature sur le prolétariat, le parti subissant lui-même, à son tour, la dictature de l'appareil. Ce ne sont pas les références à la Chine ou à l'Albanie qui pourront nous convaincre.

Dans le conflit Lip, nous maintenons que sans la présence d'une équipe de militants, qui ont joué ce rôle de coordinateur et de conseiller, sans jamais prétendre imposer leurs vues spécifiques, ce mouvement n'aurait pas pris cette tournure révolutionnaire et autogestionnaire que nous lui connaissons.

Lorsque la direction du PSU s'en attribue la paternité, grâce à l'application du mot d'ordre de contrôle ouvrier, avancé au dernier congrès de Toulouse de ce parti, nous ne sommes plus d'accord.

En aucun cas nous ne voulons minimiser le rôle joué par le PSU, la CFDT et leurs militants dans cette affaire ; il est bien entendu que sans la solidarité et le soutien organisés et apportés par ces organisations, les Lip ne seraient jamais parvenus seuls à continuer leur lutte au-delà de quelques jours de grève ; ceci dit plusieurs objections doivent être formulées.

L'autogestion est indissociable comme but et moyen ; un contrôle ouvrier n'a de sens qu'en fonction de cela ; l'avant-garde réelle n'est pas l'avant-garde proclamée. Quand le PSU prétend que l'ampleur du mouvement résulte de la judicieuse application, par ses militants de chez Lip, du mot d'ordre de contrôle ouvrier, c'est affirmer d'une part, que la section PSU de l'entreprise a joué un rôle d'avant-garde, c'est ensuite oublier que l'action des Lip s'est portée bien au-delà de ce mot d'ordre.

Il est certain que Piaget et ses camarades de la section PSU, en organisant la lutte, en favorisant l'existence du comité d'action, en réunissant les assemblées générales quotidiennes, où chacun peut s'exprimer librement, en acceptant le contrôle que le personnel exerce sur les délégués, font dans ce conflit figure d'avant-garde ; mais ils ne sont pas les seuls, car de simples militants, uniquement CFDT ou tout simplement inorganisés ou appartenant au CA, ont joué également ce rôle.

Dans une première phase de l'affaire et au cours des négociations il y a bien eu contrôle ouvrier, dont nous sommes partisans d'ailleurs, mais faut-il encore le situer à sa vraie place et en déterminer ses limites.

D'après le *Larousse,* contrôle signifie : vérifier automatiquement le bon fonctionnement d'un dispositif.

Dans la période immédiate qui précède avril 1973, les ouvriers de chez Lip et leurs délégués se rendent bien compte que les commandes ne rentrent pas normalement, et la menace de chômage qui plane depuis plusieurs années sur l'entreprise se précise. C'est dans ces circonstances que les syndicats entament un processus de contrôle ouvrier en décidant d'abaisser le rythme des cadences et de faire participer tous les ouvriers à une campagne de confection et de diffusion d'affichettes, badges, etc.

expliquant les motifs de leurs revendications. Le mot d'ordre consistant à baisser les cadences n'est pas toujours perçu par les ouvriers qui préfèrent effectuer deux heures de grève par jour plutôt que de ralentir leur façon de produire ; les délégués, dans le but de temporiser et de conserver intacts les salaires de tous, commencent alors un travail d'explications qui finit par aboutir dans le sens souhaité.

Le contrôle des cadences a l'avantage de démontrer aux ouvriers, qui ainsi maîtrisent leur outil et leur temps de travail, leur pouvoir d'intervention sur la production, dont les résultats ne dépendent en fait que de leurs efforts et de leurs initiatives ; d'où la révélation de possibilités dont ils n'avaient pas toujours conscience auparavant ; partant de là et malgré la surveillance hargneuse de la plupart des cadres, les travailleurs moins accaparés par leur tâche, peuvent discuter entre eux et réfléchir à leurs problèmes.

Le 18 avril, Saint-Esprit, nommé par Ébauches à la place de Fred Lip, démissionne à son tour. Le tribunal de commerce de Besançon désigne alors deux administrateurs provisoires qui déclarent lors de la prise de leurs fonctions. « Tout peut arriver, nous ne garantissons ni l'emploi, ni l'intégrité de l'entreprise. Des sacrifices du personnel seront nécessaires[1]. »

Bien qu'ils annoncent la couleur, les deux administrateurs ne laissent rien filtrer des intentions du trust Ébauches. C'est au cours d'une réunion du comité d'entreprise, dont les débats furent retransmis par haut-parleur à l'ensemble du personnel, qui convié par les syndicats, attendait à l'extérieur, que la pression des travailleurs se fit plus insistante et que fut décidée la séquestration des deux magistrats. La suite est connue : découverte et fouille de la fameuse serviette dans laquelle les Lip trouvent un plan détaillé de démantèlement et de licenciements. Informés précisément sur les directives d'Ébauches les travailleurs vont pouvoir maintenant mener les actions appropriées.

Ce cheminement d'évènements nous conduit à la soirée du 12 juin où les forces de l'ordre viennent délivrer les deux administrateurs ; ça fait deux jours que la grève avec occupation de l'usine est effective.

À partir du 18 juin, lorsque les ouvriers décident de remettre en marche une chaîne de fabrication, une fois le stock d'un milliard de montres en lieu sûr, le pouvoir patronal est vacant, la maîtrise est absente, car les cadres viennent aussi de quitter le bateau.

Nous assistons alors à une autogestion généralisée de la lutte puisque les travailleurs s'emparent de tous les pouvoirs dans leur entreprise.

1. Charles Piaget, *Lip, op. cit.*

Ne pas admettre cette phase décisive dans leur action c'est déjà nier leurs capacités à assumer ces pouvoirs, et refuser de reconnaître à la classe ouvrière le droit de décider elle-même de son destin.

À la suite de ces constatations deux questions se posent. Pourquoi la section CFDT de chez Lip favorise-t-elle l'existence et le développement d'un comité d'action alors que l'existence même de ce genre de comités, regroupant des non-syndiqués, est stigmatisée par Edmond Maire au cours du dernier congrès confédéral de Nantes ? Alors qu'ils l'expérimentent journellement, aussi bien dans leurs prises de position que dans leur pratique, pourquoi nos camarades PSU de chez Lip ne déclarent-ils pas le caractère autogestionnaire de leur lutte ?

Prétendant à la fois jouer un rôle syndical, en tant que catalyseur des revendications, et politique, en tant que directeur des luttes, les responsables CFDT semblent oublier les limites qu'impose toute légalité d'une organisation, quand, de surcroît, celle-ci se veut un des principaux négociateurs auprès du patronat et du pouvoir. En condamnant publiquement les groupes gauchistes, qui par l'intermédiaire de divers comités de soutien, essaient de faire déborder l'action revendicative sur le plan politique, la CFDT s'érige, elle aussi, en avant-garde dont l'incompatibilité avec son statut légal est flagrante. Aussi quand les nécessités ont voulu que chez Lip, la section CFDT et les travailleurs décident en commun d'actions illégales, la direction de ce syndicat a dû reconnaître les frontières de ses possibilités. Elle a certes continué de soutenir activement, mais en aucun cas elle n'a pu, même en admettant qu'elle le veuille, revendiquer de telles actions. Comme quoi, ne sont opérantes que les seules formes d'organisation dont se dote la base militante et non pas celles qu'imposent les directions.

En l'absence de perspectives politiques à long terme, claires et précises, la direction du PSU continue de maintenir ce parti à mi-chemin entre la voie réformiste et la voie révolutionnaire, jouant un jour la carte de l'électoralisme, le lendemain celle de l'action et de la démocratie directes ; à l'aide de ces savants dosages, cette direction entend préserver l'équilibre du parti, que l'hétérogénéité idéologique et les origines diverses de ses courants, rendent précaire.

Proclamer qu'il n'y a eu que contrôle ouvrier chez Lip consiste à admettre un minimum que l'ensemble du parti peut accepter.

Reconnaître le caractère autogestionnaire de cette lutte et y apporter la caution du parti impliquent des choix politiques de grande conséquence, que ses responsables envisagent verbalement mais que leur politique actuelle ne confirme en rien.

Et là sûrement, nos camarades de Besançon soucieux de se conserver un soutien total de leur organisation, n'ont pas voulu être les artisans d'un éclatement du PSU, à partir d'options autogestionnaires prises en fait et en commun avec les travailleurs.

S'appuyant pourtant sur une base militante solide et partisane de l'autogestion socialiste, le PSU loin de lever les ambiguïtés, qui l'empêchent de devenir un important pôle de rassemblement révolutionnaire, les entretient en s'intégrant à un pacte d'unité anticapitaliste avec les défenseurs du Programme commun ; dans cette perspective, et avec l'aide éventuelle de la CFDT, le PSU pense influencer la politique du PS et du PC ; nous ne doutons fortement et dans le meilleur des cas, nous pensons que le PSU s'acheminera vers une combinaison électorale ; nous leur souhaitons bien du plaisir s'ils commettent l'erreur de participer à un gouvernement traditionnel de coalition des gauches, qui aura à gérer la pénurie et résoudre la crise que leurs prédécesseurs auront pris le soin d'alimenter et de leur laisser.

Où la lutte des Lip reste un modèle exemplaire pour la classe ouvrière

Devant ces projets de haute voltige politique, nous voudrions savoir ce qu'en pense la base militante de chez Lip dont l'action exemplaire ne semble pas avoir servi de leçon à ses dirigeants ? Partant de là, nous sommes en droit de nous demander si la direction du PSU milite vraiment pour l'avènement d'un socialisme autogestionnaire[1].

Malgré cela les Lip continuent de se battre. À l'initiative d'une conférence nationale sur l'emploi ils essaient de relancer la popularisation de leur lutte, dont l'issue semble bien incertaine en regard de la crise qui commence à sévir en Europe occidentale.

Dans un proche avenir, la classe ouvrière et les révolutionnaires de ce pays risquent de se trouver devant une situation et des responsabilités dont le choix des solutions sera lourd de conséquence pour l'avenir du socialisme en France.

Aider, participer, développer la création de cent, mille, dix mille Lip, voilà l'objectif que doivent se fixer les militants révolutionnaires partisans de l'autogestion socialiste.

Source

Tribune anarchiste communiste, n° 11 et 12, 3e et 4e trimestres 1973.

1. À ce propos voir la déclaration du pasteur Cruse, *Le Monde* du 11 décembre 1973, qui démissionne du PSU pour les mêmes raisons qui font que les militants de TAC n'y adhèrent pas, et ce, malgré l'entrée d'une majorité des Centres d'initiative communistes dans ce parti.

Le mouvement coopératif en France

Arthur Arnould

Depuis la chute de la Commune et l'écrasement de la révolution sociale en mai 1871, une partie de la classe ouvrière française, à Paris et dans les départements, semble avoir mis sa confiance dans le mouvement coopératif. Plus d'utopies ! – nous dit-on – des faits. Renonçons aux théories irréalisables, entrons sur le terrain pratique. Le Congrès ouvrier tenu à Paris, l'année dernière, s'est prononcé, en majorité, pour la coopération. La réunion corporative des boulangers n'a guère parlé d'autre chose. Parlons-en donc à notre tour.

La révolution sociale a deux sortes d'ennemis : ceux qui nient la question sociale, et ceux qui, même avec beaucoup de bonne foi, s'imaginent qu'on peut la résoudre en détail, d'une façon fragmentaire, sans toucher à l'ensemble, par une succession de faits, en dehors des principes.

C'est là une grave erreur. Si tous les hommes sont solidaires, toutes les réformes le sont également. Si vous n'en abordez qu'une, si, dans celle-là même, vous n'abordez qu'un seul point – comment voulez-vous que cet atome influe sur le mouvement général ? Or, s'il ne peut ni l'arrêter ni le détourner, il le suivra – et le résultat, par conséquent, sera nul.

Les conditions politiques du travail ont beaucoup changé depuis des siècles. L'esclave est devenu serf, le serf est devenu salarié. Comment se fait-il donc que la condition du travailleur soit restée sensiblement la même, et tend plutôt à empirer ?

C'est que les réformes n'ont jamais porté sur le fond, sur le côté social du problème.

On a déclaré que la personne du travailleur et le travail étaient libres ; – seulement on a oublié que le travailleur affranchi du carcan ou de la glèbe restait esclave de sa misère, de son ignorance, et de l'impuissance que toutes les deux lui créent et que l'instrument du travail n'étant pas aux mains du travailleur, le travail restait forcément à la merci du capitaliste.

La base de l'organisme social n'ayant pas changé, les réformes de superficie et de détail furent submergées, entraînées par le grand courant, et ne laissèrent point de trace d'amélioration dans le sort des masses laborieuses.

L'estomac est fait pour fabriquer du chyle qui devient du sang, par la digestion des aliments. Donnez-lui tous les aliments que vous voudrez, – viande, poisson, légumes, fruits, – il n'en fera jamais que

du chyle qui produira du sang. – C'est sa loi, il la subit, et tout ce qui pénètre en lui, la subit avec lui.

L'organisme social actuel est fait pour produire l'exploitation du travail et du travailleur au profit du capital et du capitaliste. – Il est, à sa façon, un estomac, mais au lieu de faire du chyle il fait du privilège – Quoi que vous mettiez dedans, le résultat ne se modifiera pas, à moins que vous ne changiez le mécanisme lui-même.

Pour cela, il y a un moyen, il est connu : substituer l'association à l'antagonisme, amener la restitution de l'instrument du travail au travailleur, désindividualiser la possession du capital social.

Voilà la solution vraie, large.

En dehors, y en a-t-il une autre ? Peut-on prendre une fraction du problème, et, par là, réaliser un progrès sérieux, un affranchissement quelconque du travailleur ? Beaucoup le croient – ou le disent – aujourd'hui, et cherchent le salut dans la coopération.

Voyons donc si, dans le milieu actuel, la coopération est ou peut être une solution.

On peut répondre carrément – non, et cela pour deux raisons principales. En fait, parce que la coopération est absolument impraticable. En principe, parce que, fut-elle praticable – elle serait impuissante, tournerait le dos au but poursuivi – car elle n'aboutirait qu'à produire une nouvelle classe de privilégiés, à créer une nouvelle couche de capitalistes, qui augmenterait d'autant la misère et l'abaissement des non-capitalistes.

Une première preuve, c'est que l'État n'interdit point le mouvement coopératif, le supporte volontiers, encourage – au moins par sa tolérance – les ouvriers à se lancer dans cette voie.

Or l'État, croyons-le bien, à l'instinct extrêmement sûr de ce qui l'entrave ou le menace. La solution de la question sociale amenant nécessairement la suppression de l'État résorbé dans la collectivité, si la coopération devait résoudre la question sociale, l'État la poursuivrait, la frapperait de ses foudres, comme il poursuit et frappe tous les autres moyens que voudraient adopter aujourd'hui les socialistes.

Donc, il ne craint pas la coopération, donc elle ne peut rien contre lui, donc elle ne peut rien pour le peuple – puisque l'État ne vit qu'aux dépens du peuple, puisque le peuple ne s'affranchira que par la suppression de l'État.

Dès qu'on y regarde d'un peu près, on s'aperçoit, en effet, que la coopération – telle qu'on l'entend à l'heure actuelle – est une solution antirévolutionnaire, une solution de détail, qui, en mettant les choses au mieux, sauverait, enrichirait peut-être un certain nombre d'individus,

dans des conditions spéciales, mais qui ne saurait s'étendre à la collectivité, et qui ne touche en rien à l'organisation capitaliste.

Le coopérateur ne modifie point les conditions actuelles de la production. Quand il réussit, c'est qu'il a pu se les approprier – voilà tout.

Qu'un certain nombre d'ouvriers de certaines professions qui demandent peu de mises de fonds – les plus patients, les plus instruits, les plus capables, les mieux rétribués – puissent s'associer entre eux, fonder quelques ateliers, produire directement sans l'intermédiaire de patrons, en un mot, devenir leurs propres patrons, – cela est admissible.

Mais, après, qu'y aura-t-il de changé ?

D'abord, quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, jamais tous les membres d'une corporation n'en feront partie. Les conditions sociales ne le permettent point. De là, naissance d'une aristocratie ouvrière, formée de quelques individualités plus habiles ou plus heureuses, qui arriveraient tout simplement – comme on dit – à tirer leur épingle du jeu.

Qu'y a-t-il donc là de nouveau, après tout ? Cela se voit tous les jours. Nombre de petits patrons, – autrefois plus qu'aujourd'hui, – sortent de la classe ouvrière. Qu'un tel compagnon serrurier, devienne patron, passe de l'état de salarié à l'état de salariant – qu'est-ce que cela change à la situation des salariés et au salariat ? Qu'au lieu d'un compagnon, ce soit cent, ou mille compagnons, qui, en s'unissant, arrivent à ce résultat – quelle différence y voyez-vous ?

Poussons les choses à l'extrême, supposons, pour un instant – ce qui est absurde, et les coopérateurs le savent mieux que personne, que tous les membres de certaines corporations parviennent à s'affranchir ainsi.

Cette loi peut-elle s'appliquer à toutes les corporations ?

Non ! Et une loi qui ne s'applique pas à tous les phénomènes du même ordre, n'est plus une loi, une solution qui ne résout pas tous les cas d'un même problème, n'est plus une solution.

Que les ouvriers boulangers, ou les ouvriers tailleurs, dont le travail demande l'avance d'un capital relativement faible, réunissent ce capital, exploitent directement des ateliers coopératifs, soit.

Mais les salariés des chemins de fer – mécaniciens, chauffeurs, cantonniers, employés, etc., etc. – pourront-ils se cotiser, construire des voies ferrées qui leur appartiennent, ou racheter les voies ferrées actuelles ?

Mais les salariés des mines pourront-ils, par la coopération, racheter le Creusot, et l'exploiter directement ?

Mais les hauts-fourneaux, les usines dont l'outillage représente des millions – est-ce la coopération des salariés qui fournira les fonds

nécessaires à leur exploitation, quand cette exploitation n'exige pas moins que la coopération de nombreux capitalistes et des grands barons de la finance ?

Mais les ouvriers agricoles, qu'il ne faut pas oublier non plus, etc., etc. ?

On pourrait étendre les exemples à l'infini.

Au point de vue simplement pratique, la coopération n'est donc pas une solution, et ne peut l'être, – dans la société actuelle.

En admettant – ce qui est même fort contestable – que, par elle, un, certain nombre d'ouvriers deviennent leurs propres patrons, et passent de l'état de salariés à celui de capitalistes – ce sera une excellente chose pour eux, mais la question sociale n'aura pas avancé d'un pas. Elle aura plutôt reculé, en ce sens que le nombre des intéressés au maintien des iniquités actuelles aura augmenté. Et c'est ce que comprennent parfaitement les bourgeois qui poussent la classe ouvrière dans cette voie, qui, loin d'être la grande route du progrès, n'est qu'une impasse, un cul-de-sac sans issue.

La coopération est, au socialisme, ce que l'opportunisme est à la politique. Elle est l'impuissance, et elle est l'oubli des principes, la tentative de l'égoïsme individuel, renonçant à réformer la société, pour s'arranger avec elle et s'élever de la classe des exploités à celle des privilégiés – car le coopérateur, s'il réussit, n'est plus qu'un privilégié, lui aussi, ayant acquis accidentellement, son instrument de travail, alors que l'instrument de travail reste de par la loi, un privilège individuel, en dehors de la collectivité.

En résumé, le mouvement coopératif, dans la pratique, n'a jamais rien résolu, en aucun pays.

En effet, ce qui constitue la société coopérative, c'est la réunion du capital et du travail dans les mêmes mains. D'autre part, ce qui constitue le prolétariat – c'est l'absence du capital. Il y a donc là une antinomie à peu près impossible à résoudre. Que le salarié économise, tant qu'il voudra – et la plupart du temps, cela lui est matériellement défendu – il n'arrivera jamais qu'à un résultat fort insignifiant, et aura 99 chances sur 100 de succomber dans la concurrence qui lui sera faite par les gros capitaux, surtout à une époque comme la nôtre, où l'agrandissement du marché devenu universel, et l'introduction des machines, tend de plus en plus à détruire la petite industrie au profit de la grande, qui bientôt sera seule maîtresse, étant seule possible.

Si les sociétés coopératives, au contraire, ont recours à l'emprunt – elles perdent leur caractère, car il faudra payer la part du

capital emprunté, et alors elles rentreront dans la catégorie de toute autre entreprise basée sur la séparation du capital et du travail.

Enfin, si elles réussissent, elles devront s'agrandir, étendre le cercle de leurs affaires, et comme les membres coopérateurs n'y pourront suffire, il faudra qu'ils aient recours, eux aussi, à l'emploi du travail salarié de membres non-coopérateurs, ou coopérateurs à un degré très inférieur.

La plus grande probabilité, d'ailleurs, est sauf très rares exceptions, pour l'insuccès, car dans une société où la concurrence repose sur l'exploitation du travail par le Capital, quiconque ne subit pas cette loi, risque d'être brisée par elle. On ne s'affranchit pas du milieu politique et social : on le change, ou il s'impose à vous.

Si telle est, en gros, la situation au point de vue des faits, elle n'est pas meilleure au point de vue des principes.

Là, le mouvement coopératif, devient dangereux et antirévolutionnaires, nous le répétons, en ce sens que, ne changeant rien aux bases mêmes de l'organisation économique, laissant les choses en l'état, il détourne la classe ouvrière, la classe exploitée, de la préoccupation et de l'étude des termes véritables, sérieux, du problème, et tend à l'affaiblir en la divisant, en donnant à beaucoup de ses membres l'illusion, l'espoir de résoudre la partie du problème qui les concerne, en dehors de la solution générale, en dehors de la loi de solidarité qui veut des principes d'une application universelle.

Mais, nous disent les partisans de la coopération, l'action révolutionnaire est impossible pour le moment, et hors de la coopération, toute tentative nous est interdite.

Est-ce une raison pour déserter les principes ?

Connaître le but est beaucoup. Savoir le chemin pour l'atteindre n'est pas moins. Tous les partis ont la victoire à leur jour. Si, pendant l'inaction forcée et la défaite passagère, nous nous livrons au découragement, à l'abdication, au lieu d'apprendre nettement ce qu'il faut vouloir et comment on y arrive – que ferons-nous à l'heure du triomphe ?

Nous perdrons encore la partie, comme nous l'avons déjà perdue, faute d'être prêts, d'avoir un programme suffisamment défini, suffisamment compris, connu des masses.

Quant à l'interdiction, en France, de toute action ouverte ou propagande sérieuse, elle prouve seulement ceci – que nous avons toujours cru –, c'est qu'un certain milieu préalable de liberté politique, est utile, au large et fécond développement de la révolution sociale.

Source

Le Travailleur, revue socialiste révolutionnaire n° 2, juin 1877, publié par *Archives autonomies.*

GRANDE-BRETAGNE

L'Institut pour le contrôle ouvrier (IWC)

Andrée Hoyles

L'Institut pour le contrôle ouvrier n'a d'un Institut que le nom, si par là on entend une organisation bureaucratique se confinant dans un rôle d'éducation et de recherche, dans l'isolement d'une tour d'ivoire universitaire. L'important n'est pas l'institut lui-même, un ancien entrepôt de Nottingham aménagé pour abriter l'atelier d'imprimerie, des bureaux et un secrétaire. Ce qui compte, c'est que le «mouvement pour le contrôle ouvrier», devenu trop important pour s'administrer de lui-même, a organiquement conduit à la création de l'Institut en 1968. Le siège de Nottingham est avant tout un centre de communication et de publication : bulletin trimestriel de l'IWC, brochures et ouvrages traitant de problèmes spécifiques, revue mensuelle publiée par la Fondation Russell, *The Spokesman*. C'est d'ailleurs ce que l'avant-propos à la première publication de l'Institut soulignait :

> L'Institut se mettra au service du mouvement en demandant à des experts des articles dans le domaine industriel et économique, et en servant de forum pour promouvoir le débat des problèmes de démocratie industrielle dans le mouvement syndical [...]. À l'époque où l'existence même d'un syndicalisme libre et indépendant est remise en cause[1], l'importance croissante du contrôle ouvrier est un fait remarquable. L'IWC espère contribuer à cette croissance, créer un flot continu de publications importantes et aider à organiser des groupes de travail et des conférences au niveau de l'ensemble de l'industrie[2].

Le philosophe Bertrand Russell salua la formation de l'IWC, dont il fut le président honoraire jusqu'à sa mort en 1970, en en soulignant la vocation politique :

1. C'est en 1968, un gouvernement travailliste veut imposer une politique de contrôle des salaires et définir des limites au droit syndical.
2. Ken Coates, avant-propos à la première brochure publiée par l'IWC : *The Way Forward for Workers' Control,* Hugh Scanlon, Pamphlet Series n°. 1.

> Je me réjouis de l'importance croissante du mouvement pour le contrôle ouvrier, car ses revendications vont au cœur de ce qu'a toujours signifié pour moi le socialisme. Le Premier ministre[1] et ses amis ont élaboré une définition toute nouvelle du socialisme, qui comporte la pénalisation des plus pauvres, la capitulation devant les banquiers, l'attaque contre les services sociaux, l'exclusion des gens de couleur et le soutien actif d'un impérialisme provocateur. Lorsqu'un gouvernement fait de l'opportunisme la marque de fabrique de chacune de ses actions, il est du devoir de tous les socialistes de crier «halte» et d'aider à créer une alternative fondée sur les principes socialistes[2].

Bertrand Russell est plus connu pour ses initiatives en politique internationale (Tribunal Russell sur le Vietnam par exemple), mais le soutien qu'il apporta au Mouvement pour le contrôle ouvrier est dans la ligne de son engagement politique de la première heure[3]. Des presses de Nottingham sortent les publications spécifiques de l'IWC et celles de la Fondation Russell, dont la revue mensuelle *The Spokesman*[4] place le débat sur le contrôle ouvrier dans un contexte politique international.

1. Du mouvement pour le contrôle ouvrier à l'Institut pour le contrôle ouvrier

La première conférence (Nottingham, 1964) réunit une centaine de militants socialistes, parmi lesquels des militants syndicaux, quelques «permanents», des universitaires et des journalistes. La plus récente (Birmingham, octobre 1970) réunit plus de 100 délégués, dont 85 % étaient des militants syndicaux. Entre-temps, le mot d'ordre s'est répandu dans le mouvement ouvrier, grâce au soutien d'un nombre important de *shop stewards*[5], aux publications répondant aux préoccupations des travailleurs en lutte et distribuées dans toutes les branches d'industrie, aux commissions de travail et conférences nationales, régionales et par branche d'industrie réunies pour débattre les problèmes généraux de stratégie ou des problèmes particuliers à une industrie donnée. Chaque fois, les participants sont en proportion grandissante des travailleurs et délégués syndicaux; un nombre de plus en plus grand

1. Il s'agit bien sûr de Harold Wilson à la tête du gouvernement travailliste.
2. «The heart of the matter», *The Way Forward for Workers' Control*.
3. Il fut mêlé au syndicalisme politique et au «Guild socialism» au début du siècle.
4. Revue fondée par Russell peu de temps avant sa mort. Le rédacteur en chef, Ken Coates, et bon nombre des membres du comité de rédaction, sont membres et animateurs de l'IWC.
5. Délégués d'atelier, élus par la base; ce sont des militants syndicaux chargés de négocier directement conditions de travail, primes, etc., au niveau de l'atelier, et qui sont «responsables» de nombreuses grèves «non officielles», parfois déclarées officielles par l'organisation syndicale sur laquelle ils font sentir, de l'intérieur, la pression de la base.

d'industries sont représentées (20 commissions industrielles différentes à la conférence de Birmingham)[1]; d'autre part, aux travailleurs, universitaires, et étudiants viennent se joindre quelques parlementaires travaillistes[2] et des délégations étrangères[3]. Les premières conférences furent réunies sous les auspices de différents journaux socialistes (*Voice of the Unions, The Week, Tribune*) et de diverses forces de gauche (London Coopérative Society, The Centre for Socialist Education)[4]; Nottingham (1964); Londres (1965 avec l'aide de la London Coopérative Society; parmi les participants, le secrétaire général du syndicat des techniciens ASSET et quelques parlementaires); Manchester (1965); Nottingham (1966). Un nombre croissant d'organisations politiques de gauche et d'extrême gauche se trouve représenté de fait dont le Parti travailliste, le Parti communiste, la Socialist Labour League (trotskiste), les Young Socialists, l'Independent Labour Party; Coventry (1967) avec la participation de Hugh Scanlon, candidat à la présence du syndicat de la métallurgie, AEF, à l'époque. La 6e conférence (Nottingham, 1968) réunit 450 délégués, parmi lesquels la majeure partie des dirigeants de gauche des syndicats engagés dans la lutte contre la politique des revenus. L'ensemble des délégués ratifia une déclaration qui allait permettre de donner au mouvement une forme plus permanente[5]. Les délégués, après avoir dénoncé la politique du gouvernement travailliste voulant imposer des limites à la liberté syndicale et au droit de grève, déclaraient: cette situation renforce l'opinion selon laquelle on ne peut défendre les formes existantes de contrôle démocratique qu'en les étendant systématiquement à l'ensemble des syndicats eux-mêmes, à l'organisation politique du mouvement travailliste, à l'administration nationale et locale, de même qu'à l'éducation et à toutes les formes d'industrie et de travail. Ces mesures de contrôle feront partie intégrante des luttes journalières des travailleurs, dans leurs organisations

1. Ce sont: aéronautique, automobile, industries chimiques, textiles, électronique, «communications» (presse et TV), transports civils aériens, docks, «distribution», mines, transports publics, postes, transports routiers, aciéries, enseignement, universités, assurances.
2. Stan Orme, Stan Newens (ex-MP).
3. Délégations italienne, tchèque, yougoslave, belge, suédoise, française. Des syndicalistes CGT et CFDT assistèrent à la conférence de Sheffield en 1969, une délégation du PSU (Michel Rocard et Serge Mallet), un membre du Comité de liaison pour l'autogestion et un membre de l'AMR vinrent à la conférence de Birmingham (1970).
4. Le Centre for Socialist Education fut fondé en 1965 et obtint le soutien de toute une série d'organisations et de journaux de gauche et d'extrême gauche: *Tribune, The Week, International Socialism, Labour Worker, the Socialist Register, Voice of the Unions,* The National Association of Labour Student Organisations, The Bertrand Russell Peace Foundation.
5. Nottingham, 31 mars 1968. Cette déclaration a été publiée dans la brochure de Hugh Scanlon, Pamphlet Series, n° 1, IWC

et sur leurs lieux de travail. Cette conférence appelle donc tous les travailleurs, quelle que soit leur occupation, à former des «groupes pour le contrôle ouvrier» pour développer une prise de conscience démocratique, créer un mouvement de soutien pour le contrôle ouvrier dans l'industrie et dans l'économie elles-mêmes, en unissant les groupes en une force nationale à l'intérieur du mouvement socialiste.

Dans la ligne de cette déclaration, l'Institut pour le contrôle ouvrier fut constitué dans les mois qui suivirent:

> Parce que le problème essentiel était celui d'approfondir les contacts déjà établis, de diffuser largement les idées déjà avancées et de charger des groupes de travail de développer ces idées dans des secteurs non encore concernés. Cet Institut était conçu d'abord pour la discussion et la recherche, dans la perspective d'unifier les différents courants de la pensée socialiste. Il défendait toutes les formes de contrôle, aussi bien les mesures révolutionnaires que les mesures réformistes. Il ne s'est pas institué comme une direction, mais comme un service. En même temps, il chercha à définir où cette ligne pouvait s'appliquer avec le maximum de résultats, et il fut décidé de s'intéresser plus particulièrement aux secteurs en pointe de l'économie; or, paradoxalement, c'est dans le secteur nationalisé que ce mouvement fut primitivement le plus fort[1].

Depuis, l'Institut a publié brochures et ouvrages, organisé deux nouvelles Conférences nationales (Sheffield, 1969 et Birmingham, 1970) qui ont réuni chacune plus de 1100 délégués, des conférences régionales et par secteur d'industrie, et son influence continue de croître dans l'organisation de la résistance actuelle à la politique de répression syndicale menée par le gouvernement conservateur. L'IWC est dirigé par un conseil élu pour un an par l'assemblée générale. Responsable devant l'AG, il est révocable et doit se réunir au moins quatre fois par an. Il comprend une majorité de syndicalistes, des universitaires, et un député travailliste. Le président et un conducteur d'autobus londonien (maintenant à la retraite) qui fut vice-président du T&GWU, et le vice-président, un docker londonien, *shop steward* militant. Diverses forces de gauche se trouvent «représentées» au sein du conseil (travaillistes, communistes, marxistes n'appartenant pas, ou plus, à des groupes d'extrême gauche).

L'IWC refuse l'institutionnalisation

> Il est possible d'aider les forces émergentes à se libérer, à discuter et analyser leurs problèmes et à élaborer de fermes théories politiques,

1. Ken Coates, interview publiée en supplément au n° 5 de *L'Internationale,* novembre 1970, p. 331.

économiques et sociales, aidant par là des courants très variés à s'unifier dans l'action et à se renforcer sans perdre leur spontanéité.

L'IWC refuse l'élitisme

Une croyance socialiste fondamentale affirme que la classe ouvrière peut conduire à une société dans laquelle les individus prennent eux-mêmes des décisions au lieu d'en laisser la responsabilité à une «classe dirigeante». C'est cela une société sans classe. Un tel but, et les questions si souvent soulevées de «pouvoir de la classe ouvrière» n'ont aucun sens si les individus qui travaillent dans les organismes de base constituant la société moderne ne peuvent pas créer une volonté collective et la faire sentir.

L'IWC refuse le négativisme

Abandonner toute responsabilité au profit de l'autorité existante, ou ne se dresser face à l'autorité que de façon négative, sans formuler en termes positifs la politique correspondant à la volonté collective des Individus agissant dans chaque organisme social, est se conduire en esclave et non en socialiste.

L'accent est mis sur la nécessité d'un travail en profondeur pour aider à une prise de conscience dans la masse des travailleurs :

La formation de groupes oppositionnels, ou groupes de contrôle ouvrier, nous semble représenter une forme importante d'activité sociale. Plus une telle activité sera poussée, même lentement et patiemment en période calme, plus nous serons prêts en tant que peuple à faire de grands bonds en avant et à conquérir de nouvelles bases pour le socialisme et la démocratie quand la montée soudaine de la conscience politique et de l'action se combine, comme les événements de Mai en France en montrent la possibilité en Grande-Bretagne ou ailleurs, à n'importe quel moment.[1]

La crise actuelle montre l'urgence de cette tâche, et l'efficacité de la résistance ouvrière qui s'organise contre la politique répressive du gouvernement conservateur sera la mesure du chemin parcouru.

2. Résurgence d'un syndicalisme politique

Pour les intellectuels, la possibilité de créer un nouveau courant socialiste vigoureux autour des mots d'ordre de contrôle ouvrier et d'autogestion est liée à l'intérêt porté aux expériences yougoslave et algérienne, dont ils font l'analyse critique[2]. Mais les facteurs qui expliquent cette

1. «Aims, constitution, membership», IWC.
2. Voir en particulier les articles de Tony Topham dans *New Left Review, The Spokesman* et *Fabian Society Pamphlet*.

résurgence d'un syndicalisme politique dans les années soixante sont d'un autre ordre. Il y en a qui sont communs à tous les pays d'Europe occidentale (crise du capitalisme, problème de l'aliénation ressenti de façon plus aiguë), d'autres qui sont plus spécifiquement liés à la situation politique anglaise. L'aliénation est un problème fondamental.

> Elle a toujours existé, et a toujours été ressentie, mais elle est aujourd'hui d'autant plus ressentie que le niveau de vie est élevé, et que le secteur est plus avancé technologiquement... Plus le travailleur vit dans l'aisance, et plus il a des velléités d'indépendance, et plus il ressent la subordination, la hiérarchie, le poids des tutelles[1].

Travailleurs et techniciens tolèrent de plus en plus mal la rupture entre l'application de connaissances technologiques complexes dans les tâches qui leur sont confiées, et l'accroissement de l'aspect dictatorial et arbitraire de l'administration de leur collectivité de travail. D'autre part, la loi de la jungle dans le monde industriel de la compétition produit une accumulation de victimes : les concentrations industrielles entraînent une « rationalisation » de la main-d'œuvre, des mises à pied, et parfois la dislocation de toute une communauté ouvrière. Par exemple, la fusion des compagnies électriques GEC et EE, en 1968, eut pour résultat plus de 4 000 licenciements dans le Nord-Ouest (Manchester, Liverpool), où le pourcentage de chômeurs (3, 9 à 4, 1 %) est déjà supérieur à la moyenne nationale. C'est là un exemple récent, mais caractéristique d'une tendance qui ne fait que s'accentuer depuis le début des années 1960. Et on peut signaler l'aggravation récente de la crise, avec la faillite de Rolls-Royce qui menace de déverser 20 000 chômeurs sur le marché du travail, et de détruire ainsi la vie de toute une communauté ouvrière comme c'est le cas de la ville de Derby (Midlands). Les mises à la retraite anticipées et le chômage créent des problèmes matériels évidents, mais aussi des problèmes humains :

> Même si ces chocs sont amortis par des indemnités et des pensions, la perte de la dignité humaine et du respect de soi qu'elles entraînent ne peut être évaluée. Et fréquemment, les victimes de ces convulsions découvrent qu'elles n'ont ni droit civil, ni même « droit de mendiant » à faire valoir contre les entreprises dans lesquelles elles ont investi leur vie de travail : mais elles doivent aussi faire face à la pauvreté, parfois même à la misère[2].

Cette situation de malaise a très certainement contribué à la politisation des luttes syndicales à mesure que le gouvernement travailliste

1. Ken Coates, interview citée, p. 4.
2. Ken Coates, *What is the IWC,* Pamphlet Series, n° 14, IWC.

appliquait une politique de plus en plus réactionnaire dans le domaine social. Le désenchantement vis-à-vis du Parti travailliste a très vite suivi la vague d'espoir qui avait amené Wilson au pouvoir en 1964. Le terrain était favorable à la croissance du mouvement pour le contrôle ouvrier.

> L'orientation du gouvernement travailliste [...] tendait à remettre en cause le pouvoir des syndicats dans l'entreprise, et le contrôle que les ouvriers avaient instauré eux-mêmes. Depuis deux décennies, on avait assisté à une extension du pouvoir des syndicats, extension qui s'est opérée sans projet élaboré, mais de fait, les travailleurs ont fait du contrôle ouvrier un élément important de leur condition de travail : contrôle de l'embauche, élimination des non-syndiqués, contrôle des cadences et des rythmes, sécurité du travail. Ces contrôles de toutes sortes, établis par les délégués d'ateliers *(shop stewards),* sous la pression de la politique de rationalisation de l'économie, impulsée par le gouvernement travailliste, entrent progressivement en compétition avec la compétitivité de l'entreprise du point de vue capitaliste[1]. La première confrontation ouverte entre syndicats et gouvernement travailliste eut lieu en 1966, avec la grève nationale des marins au cours de laquelle le mot d'ordre de l'«ouverture des livres de comptes» fut repris par un mouvement de masse des travailleurs engagés dans la lutte. Les revendications, salariales au début, englobèrent bientôt les revendications visant la sécurité et la contestation du pouvoir absolu du *skipper* par l'introduction d'un *shop steward* à bord[2]. C'était la première fois depuis bien longtemps qu'un syndicat reprenait à son compte des revendications de cet ordre. Depuis, le débat sur la démocratie industrielle et le contrôle ouvrier n'a cessé de s'étendre sur le terrain politique. Le retour des conservateurs au pouvoir, leur projet de loi sur les «relations industrielles», doublé de leur politique de dénationalisation et de contrôle étroit des augmentations de salaires, créent la présente situation de crise aiguë. L'IWC est engagé, aux côtés d'autres organisations comme le Comité national de liaison des shop stewards, dans la lutte politique menée par les travailleurs contre un gouvernement répressif qui s'en prend à leurs libertés fondamentales.

3. Contrôle ouvrier et autogestion

Non à la participation

Les groupes d'extrême gauche accusent volontiers l'IWC d'ouvrir la porte à l'intégration du mouvement ouvrier dans un système capitaliste

1. Ken Coates, Interview citée, p. 21.
2. Revendications reprises lors de la grève des marins de février 1970. Pour une documentation sur ces grèves, voir *Not Wandet on Voyage* et *It's Men's lives…,* et *Anarchy,* n° 86, avril 1968.

capable de toutes sortes d'adaptations, et donc d'amener, en fin de compte, à une démobilisation des travailleurs. Les militants de l'IWC sont très conscients de ce danger «participationniste», tout en soulignant qu'il y a aussi des «dangers» pour les capitalistes, en aiguisant l'appétit des travailleurs auxquels on n'offre qu'un succédané de contrôle. Il est bien évident que certaines mesures de contrôle ouvrier peuvent être «dévoyées», et qu'il est parfois difficile d'établir la ligne de démarcation entre «l'institutionnalisation des revendications de contrôle ouvrier» (comme, dans certaines entreprises, les «comités de productivité» créés avec l'accord du patronat et des représentants syndicaux), et d'autre part les situations embryonnaires de double pouvoir (que l'on trouve par exemple dans le contrôle exercé par les dockers sur l'embauche). L'IWC se présente comme un mouvement ouvert dans lequel le débat peut et doit se poursuivre entre toutes les tendances, révolutionnaires et réformistes. Tout en se montrant très méfiant par exemple vis-à-vis des réformes législatives, on refuse l'antiparlementarisme dogmatique:

> Des formules qui aiguisent l'appétit et la prise de conscience du contrôle ouvrier peuvent être adoptées par une législature bourgeoise. De même que les forces socialistes peuvent faire des faux pas en direction de l'intégration, les gouvernements, quand ils sont aux abois, peuvent chercher des concessions allant dans le sens opposé. Il ne faut pas oublier, et c'est important, que des réformes peuvent se trouver d'un côté de la ligne de démarcation à un certain moment, et de l'autre dans des circonstances différentes[1].

Mais à chaque instant, on souligne la nature répressive du pouvoir de l'État:

> Ce pouvoir, loin de donner une expression à l'initiative démocratique, l'inhibe et la frustre. Cela n'est nulle part plus évident que dans le domaine des relations industrielles, dans lequel l'État est intervenu de façon constante pour contenir les pressions pour le contrôle démocratique, ou les transformer en expériences sans danger pour la survivance intégrale de la propriété souveraine[2].

C'est dans cette optique de critique permanente qu'il faut voir la ligne de force de l'IWC: dénonciation continuelle des efforts sans cesse renouvelés faits par les pouvoirs en place pour transformer les revendications de contrôle ouvrier en illusions de participation. En cela d'ailleurs il y a une communauté de pensée avec Ernest Mandel, qui

1. Interview, Tony Topham, juin 1969.
2. *Worker's Control,* Ken Coates et Tony Topharn, 24 novembre 1965. Cette lettre fait partie d'une correspondance échangée à propos des articles qu'ils avaient publiés dans la *Revue internationale du socialisme,* août 1965.

souligne la nécessité d'implanter les idées de contrôle dans le système actuel, au risque de se condamner à marcher perpétuellement sur une corde raide :

> Où se trouve la démarcation entre double pouvoir et institutionnalisation ? C'est là le vrai problème et la vraie difficulté. Il est très difficile de trouver une formule applicable partout. Je suis tenté de suggérer que toute forme de « revendication précise » dont la réalisation est compatible avec le fonctionnement plus ou moins harmonieux du système capitaliste, qui ne crée pas une situation de crise explosive, de « rupture », comme disent nos amis italiens, est une situation, l'« institutionnalisation » qu'il faut éviter. Au contraire, toute demande précise dont la réalisation crée pour le système une crise permanente, une situation de conflit permanent, est un élément embryonnaire de double pouvoir [...]. Comme dans tant de questions, on peut appliquer ici cette vérité éternelle de la dialectique marxiste : le vrai test de toute connaissance est la praxis [...]. C'est seulement dans la pratique qu'on peut découvrir si on a vraiment mené une campagne pour le « double pouvoir », ou si on a permis au « néocapitalisme » d'intégrer un groupe de travailleurs militants. Mais ceci ne devrait absolument pas vous inhiber. Si vous ne risquez rien et si vous vous limitez à des sermons abstraits, vous n'avancerez pas d'un centimètre vers le socialisme. Mon conseil serait donc : allez-y à plein, tout en gardant présents à l'esprit les dangers que j'ai essayé de souligner[1].

Définitions : contrôle ouvrier ou autogestion

Le contrôle ouvrier est souvent dénoncé comme un mot d'ordre dépassé et dangereux. Les écueils sont faciles à souligner dans le contexte de l'histoire du mouvement ouvrier anglais depuis le début du siècle. C'est un slogan qui s'impose, à l'époque de la première guerre· mondiale, dans le contexte anarchosyndicaliste, à une période qui connaît des grèves dures comme celles des mineurs du Pays de Galles (1915) révoltés contre l'essai d'imposition légale d'un système d'arbitrage obligatoire. Dans les années 1930, la doctrine de la lutte des classes recule pour faire place, de la part des syndicats, à une attitude plus conciliatrice, voire, dans certains cas, à une véritable « collaboration de classes ». Le mot d'ordre de contrôle ouvrier n'a pas complètement disparu du vocabulaire mais prend une acception toute différente dans ce nouveau contexte. Ken Coates souligne les deux concepts très différents que l'on retrouve dans l'histoire du mouvement ouvrier :

1. Ken Coates et Tony Topham, *op. cit.*, p. 361-362.

> Dans le premier cas, selon le socialiste allemand Thalheimer, «le contrôle de la production signifie l'administration des industries par les travailleurs» [...]. C'est le sens que lui donnent presque invariablement les orateurs au cours des débats du TUC sur l'administration populaire des industries nationalisées dans les années 1930. Mais une autre tradition a conduit à un concept très différent qui définit le terme de contrôle ouvrier dans des contextes où des syndicalistes militants ont réussi à arracher quelques-unes, où la plupart, des prérogatives patronales contre l'attitude unilatérale des patrons. Il est abusif d'employer le même terme pour décrire deux conditions si différentes. Cela impliquerait en effet qu'il existe une continuité ininterrompue dans la progression démocratique, qui, à partir de l'imposition d'un veto syndical aux licenciements, conduirait au renversement final des relations capitalistes de propriété[1].

Pour l'IWC, le contrôle ouvrier est un mot d'ordre qui suppose une situation de lutte de classes :

> Il semble incorrect de parler de contrôle ouvrier quand l'autorité suprême est supposée reposer sur les travailleurs, car le «contrôle» implique un ensemble plus ou moins complexe de «freins», ou même de vétos, exercé par l'une des parties en présence sur la conduite de l'autre. La revendication du contrôle ouvrier, interprétée littéralement, est donc implicitement ou explicitement une revendication pour un renversement des rôles dans une société divisée en classes. Les travailleurs veulent limiter le champ d'action d'autres personnes, administrateurs ou patrons, et non pas, comme on le suppose souvent, simplement «contrôler» des objets inanimés comme les machines ou les matières premières[2].

En quoi cela diffère-t-il du réformisme pur et simple ? Le réformiste croit qu'il suffit de lutter pour des réformes pour abattre, graduellement, le capitalisme. Le militant qui considère le contrôle ouvrier comme une revendication transitoire, une remise en question du régime capitaliste à partir des préoccupations immédiates et à travers les luttes actuelles, agit dans une perspective révolutionnaire et prépare, dans la formulation de ses méthodes de lutte aujourd'hui, la société de transition qu'une crise révolutionnaire peut instaurer demain. Le contrôle ouvrier, objecte-t-on aussi, peut être dénaturé et mener aux pires pratiques de collaboration. À cela Ken Coates répond :

> Évidemment, si les travailleurs contrôlent l'embauche et les licenciements, il peut y avoir une situation telle que les capitalistes octroient aux travailleurs la responsabilité de discipliner leurs camarades de

1. *Ibid.*, p. 362-363.
2. *Ibid.*

> travail. Et bien sûr, nous nous opposons très fermement à cela car nous sommes loin de penser que le propre des forces syndicales ou des organisations de travailleurs *(action committees, shop stewards)* est de mettre leurs camarades de travail à la porte, à la place de la direction. En fait, le réformisme n'est nullement inhérent au contrôle ouvrier, car celui-ci se reproduit invariablement dans un contexte d'hostilité et de confrontation des forces ouvrières et des capitalistes. Donc le contrôle ouvrier est toujours la recherche par les ouvriers d'un pouvoir que le patron leur refuse, ou résiste à leur concéder[1].

Ailleurs, il redéfinit les mesures de contrôle dans ce contexte :

> Que ce soit au niveau du contrôle de la base sur l'embauche et des accords sur un taux de syndicalisation à 100 %, ou au niveau d'une inspection détaillée des livres de compte d'une entreprise par les syndicats et d'un veto des travailleurs sur les décisions concernant les investissements et la distribution des bénéfices, le contrôle ouvrier suppose un équilibre entre des forces hostiles, une division de l'autorité entre des adversaires inconciliables[2].

Il s'agit donc d'un contrôle ouvrier offensif, alors que les termes d'autogestion et de *self-management* sont associés habituellement à des expériences bien particulières, impliquant la disparition préalable de la propriété privée. En effet, en anglais, «autogestion» est lié à la situation algérienne, et désigne le système d'administration d'entreprises nationalisées, et *self-management* décrit l'expérience yougoslave de gouvernement d'un secteur «socialisé». On préfère donc parler de contrôle ouvrier pour désigner «l'empiétement offensif des syndicats sur les pouvoirs patronaux dans un cadre capitaliste[3]», réservant le terme d'autogestion ouvrière *(workers' self-management)* pour indiquer «des essais d'administration démocratiques dans une économie socialisée[4]». On ne passera pas graduellement d'un stade à l'autre.

> Tout en insistant sur le fait qu'une simple continuité institutionnelle d'un stade à l'autre est à peine pensable, il semble cependant évident que le contrôle ouvrier peut être une école utile pour l'apprentissage de l'autogestion, et que la notion d'autogestion peut-être un stimulant important à des revendications de contrôle. Entre les deux, quelle que soit la manière dont elle sera accomplie, se trouve la transformation politique de la structure sociale[5].

1. Ken Coates, interview citée, p. 5.
2. *Ibid.,* p. 363. Voir aussi, Michael Barratt Brown, *Opening the Books,* Pamphlet Series, n° 4, IWC.
3. Ken Coates et Tony Topham, *op. cit.,* p. 363.
4. *Ibid.*
5. *Ibid.*

Le choix du mot d'ordre de contrôle ouvrier, de préférence à celui d'autogestion, est en fin de compte un choix politique, dû à la conscience du danger de dévoiement de toute tentative d'autogestion dans le cadre capitaliste, et de l'effet «démobilisateur» des récupérations patronales d'une lutte ayant engagé la masse des travailleurs. Choix politique aussi, dans l'affirmation de ne pas se confiner dans une optique groupusculaire : l'IWC veut aider à animer un mouvement de masse, rester en contact avec la masse des travailleurs à laquelle il ne prétend pas donner des instructions et dont il ne veut pas se présenter comme un état-major. Il propose des analyses et une stratégie à partir de l'analyse politique du rapport des forces en présence. Il a choisi le mot d'ordre qui pouvait servir de levain pour élever le niveau de conscience politique au sein des luttes syndicales, sans nier pour autant que cela ne résout pas le problème de la stratégie à long terme du renversement de la société capitaliste. La tâche actuelle que se donne l'IWC est de préparer le terrain par une remise en question des pouvoirs patronaux : non pas encourager les travailleurs à se faire les collaborateurs compréhensifs des patrons dans la difficile gestion des entreprises (que ce soit le patron dans une entreprise privée, ou l'État-patron dans une industrie nationalisée), mais les alerter, leur permettre d'identifier instantanément toutes les tentatives de déviation participationniste qui ne peuvent manquer de se produire – la participation étant «le dernier retranchement des capitalistes[1]» et, à chaque nouvelle étape du déroulement des luttes, définir des tactiques de contre-attaque. Cette recherche de nouvelles formes de lutte qui caractérise l'action des travailleurs révolutionnaires partout en Europe trouve ici une formulation adaptée à la tradition du mouvement ouvrier britannique.

4. IMPLANTATION ET IMPORTANCE

Ce qui compte, plus que les quelques centaines de membres de l'IWC, c'est l'influence que celui-ci a été amené à exercer par l'intermédiaire des Conférences, groupes de travail et publications. Les 1 150 délégués de la conférence de Birmingham n'étaient pas seulement là en tant qu'individus ; certains, *shop stewards* ou délégués syndicaux, «représentaient» plusieurs dizaines ou plusieurs centaines de travailleurs. Quant aux publications, elles répandent les idées débattues par les militants du contrôle ouvrier non seulement parmi les syndicalistes de gauche, mais même dans les organisations social-démocrates qui les reprennent

1. Voir l'expérience de la nationalisation des aciéries.

volontiers, en les déformant, bien sûr[1]. Le débat sur la participation s'en trouve alimenté et transformé, les notions de contrôle ouvrier sont débattues dans un plus large public. On a même vu une violente polémique se dérouler au parlement entre un député conservateur et un député travailliste, au cours de laquelle le député conservateur, sur un ton parfois hystérique, rappela l'histoire de l'IWC, ses buts et les dangers de son influence grandissante :

> Quand nous considérons cette situation et les gens liés à l'Institut pour le contrôle ouvrier qui vient d'être créé, et quand nous considérons les recommandations qui sont faites dans les publications de l'Institut sur la démocratie industrielle, nous voyons que le contrôle ouvrier n'est pas simplement un plaisant usage des mots voulant nous assurer de bonnes relations industrielles et un système convenable de consultation. Loin de là ; c'est un pas sur la pente glissante destinée à conduire à une situation dans laquelle les ouvriers pour reprendre les paroles de ceux qui prennent part à ce mouvement veulent le contrôle et la propriété de toute l'industrie. [...] En d'autres termes, les licenciements seront discutés par les ouvriers, la nomination des directeurs sera décidée par les ouvriers, et il n'y aura ni propriété privée individuelle, ni propriété privée des moyens de production *(« no private property and no private ownership »)*. Nous ne voyons là ni le socialisme, ni le communisme, mais quelque chose qui va au-delà, en d'autres termes, le principe du contrôle ouvrier absolu. [...] Le contrôle ouvrier, par l'intermédiaire de l'Institut pour le contrôle ouvrier, est une menace sérieuse pour l'industrie, pour nos syndicats et pour l'ensemble de notre système de négociations collectives[2].

C'était le 17 mars 1970, au cours d'un débat de la commission parlementaire sur la nationalisation des docks alors que les ports étaient paralysés par une grève nationale d'une journée et qu'une manifestation de dockers débordait les consignes de dispersion et marchait sur la Chambre des Communes. L'influence de l'IWC est-elle aussi dangereuse que veut bien le croire le député conservateur de Glasgow ? On peut essayer de la définir selon différents points de repère : implantation

1. La nationalisation des aciéries et le débat sur la nationalisation des docks ont montré ce que le gouvernement travailliste entend par « démocratie » industrielle ; l'exemple le plus récent est une brochure publiée après la défaite travailliste aux élections de 1970, dans laquelle l'ancien ministre de la Technologie M. Anthony Wedgwood-Benn « se convertit » soudain au contrôle ouvrier. Ken Coates et Tony Topham y répondent sur un ton de mépris cinglant dans un article reproduit dans *Trade unionists : We Can Defeat the Tory Bill !*, Spokesman pamphlet, n° 11, et dans *The Spokesman*.
2. Il s'agit de M. Taylor, député conservateur de Glasgow (Cathcart). Débat reproduit dans le bulletin de l'IWC, vol. 2, n° 6-7, p. 44.

par région, par industrie, influence dans les organisations syndicales et sur la définition des objectifs de lutte.

Les groupes régionaux

Ils sont assez peu nombreux à avoir une existence formelle mais réunissent à intervalles réguliers des militants ouvriers, *shop stewards* et délégués syndicaux, et des universitaires (en proportion variable), publient parfois un bulletin local sur l'état des luttes, étudient les problèmes de structure de l'industrie clef de la région en analysant leur expérience vécue[1]. Ils regroupent des militants d'appartenance politique et syndicale variée. Il y a plusieurs groupes à Londres, il y en a dans les grandes villes industrielles de province : Birmingham (industrie automobile), Nottingham (mines, enseignement), Sheffield et Scunthorpe (aciéries), Hull (docks, pêcheries, transports), Bristol (aéronautique) ; et au Pays de Galles (Cardiff et Swansea : mines, aciéries ; travail commun avec militants du mouvement nationaliste gallois).

Les groupes industriels

Il y a des groupes réguliers se réclamant spécifiquement du contrôle ouvrier (docks, aciéries, ouvriers agricoles), et d'autres qui étaient à l'origine des groupes intersyndicaux de délégués *(Joint shop stewards coordinating committees),* mais qui inscrivent en permanence la discussion des revendications de contrôle ouvrier à l'ordre du jour des réunions (automobile, aéronautique)[2]. Il y a enfin les groupes qui se réunissent rarement en dehors des conférences annuelles dont ils constituent les commissions de travail : à la conférence de Birmingham, il y avait 20 groupes industriels[3], réunissant de quelques dizaines à quelques centaines de participants (350 à la « commission » de l'industrie automobile), et

1. Par exemple un bulletin mensuel local, *Humberside Notes* ; ou la préparation collective de brochures de l'IWC sur les aciéries (groupes de Scunthorpe et de Sheffield).
2. Ces groupes ont tous publié des rapports sur leurs activités, sous forme d'articles ou de brochures : *The Dockers' Next Step ; Hull and London Port Workers' Control Groups,* IWC, Pamphlet Series, n° 12 ; *Steel Workers Next Step, a Group of Sheffield Workers,* IWC, Pamphlet Series, n° 7 ; *Farmworkers' Control,* Nick Hillier, IWC, Pamphlet Series, 36), n° 20 ; *The Aircraft Industry and Workers' Control, Discussion Document, Bristol Siddeley Engines Shop stewards Combined Committee,* publié par le syndicat T&GWU ; *Workers' Control in the Motor Industry,* Bob Harrison and Walter Kendall, IWC, Pamphlet Series, n° 6 et *Democracy in the Motor Industry,* édité par Ken Coates, IWC ; un Comité de coordination des *shop stewards* de l'industrie automobile travaille depuis septembre 1969 et doit publier son rapport dans l'année 1971 ; les trois *shop stewards* que la BBC a interviewés lors d'une émission spéciale consacrée à la conférence de Birmingham représentent trois des quatre plus grandes entreprises : Sid Harroway (Fords Dagenham), George Slessor (Vauxhall Luton) et Pat Powell (Routes Coventry), et sont tous trois membres du PC
3. Ces commissions étaient regroupées pour une session de mise en commun des problèmes et expériences à un niveau atomisé (métallurgie, transports, négociations de productivité, etc.)

discutant des rapports préparés à l'avance par des rapporteurs de liaison d'une conférence à l'autre. Cette structure est floue, mais un minimum de coordination intervient par l'intermédiaire du siège de Nottingham qui centralise et dissémine les informations, distribue les publications et met en rapport les militants isolés.

L'IWC et les organisations syndicales

> J'essaie de me tenir au courant de toutes les publications de l'Institut pour le contrôle ouvrier, car je le considère comme une organisation d'une grande importance, ayant une énorme influence, particulièrement dans le Transport and General Workers' Union et l'AEF non pas tant sur la majorité des syndiqués que sur la grande bataille qui se déroule de nouveau à l'intérieur du mouvement syndical, entre les dirigeants syndicaux traditionnels qui veulent perpétuer les méthodes traditionnelles en usant de leurs pouvoirs traditionnels, et ceux qui veulent cette forme particulière de contrôle ouvrier [1].

Cette déclaration d'un député conservateur est un compliment qui se veut envenimé (suivent des accusations de maoïsme). Suivant l'optique dans laquelle on se place, cette implantation dans les organisations syndicales fait la force de l'IWC, ou impose des limites à son action. C'est sur les militants de base et les *shop stewards* que le mouvement a fondé sa base industrielle. Depuis les premières mesures de politique industrielle réactionnaire du gouvernement travailliste, et surtout depuis la fondation de l'Institut, un nombre croissant de permanents et de dirigeants syndicaux ont adhéré au mouvement, y voyant un moyen de lutter pour préserver les libertés syndicales. Les dirigeants nationaux des deux plus grandes organisations syndicales sont liés de près à l'Institut : Jack Jones, secrétaire général du Transport and General Workers' Union (T&GWU, 1 600 000 adhérents), est l'un des vice-présidents honoraires de l'IWC[2] – il en est de même de Hugh Scanlon, président de l'Amalgamated Union of Engineering Workers (AUEW, anciennement AEF, confédération de la métallurgie, 1 400 000 adhérents) ; Emie Roberts, secrétaire général adjoint de l'AUEW et Bill Jones (secrétaire général adjoint du T.& GWU et membre du conseil général du TUC jusqu'à sa retraite) sont tous deux membres du conseil de l'Institut. Certaines de ces personnalités ne peuvent pas être définies comme militantes, mais il ne faut sous-estimer ni l'importance de leur présence dans le mouvement (cela attire l'attention de l'ensemble des travailleurs et aide à répandre plus largement les mots d'ordre et les idées), ni les dangers d'institutionnalisation que cela représente pour le mouvement.

1. M. Taylor (MP Glasgow), rapport parlementaire cité.
2. Sont aussi vice-présidents honoraires : Alex Kitson, secrétaire général du syndicat écossais de la métallurgie, et Alf Lomas, secrétaire politique de la London Cooperative Society.

Leur présence dans le mouvement aux côtés d'une majorité de militants de base et de *shop stewards* (qui, dans les organisations syndicales, sont organisés en groupes de pression forçant la main aux permanents et aux dirigeants) illustre la relation complexe qui existe entre la base et la direction syndicale, et que les groupes d'extrême gauche simplifient souvent à l'extrême en rejetant tout ce qui n'est pas strictement la base. Cette base militante pourrait facilement être isolée de l'ensemble des travailleurs, surtout bien sûr en période calme, si elle n'avait le soutien des permanents syndicaux locaux. D'autre part, en s'associant à l'IWC, les dirigeants nationaux des grandes confédérations qui sont d'ailleurs eux-mêmes objectivement plus à gauche que leurs prédécesseurs reconnaissent de fait que leur propre base est organisée en dehors d'eux et qu'ils ne peuvent pas l'ignorer. Enfin, on peut souligner la présence de dirigeants syndicaux se réclamant du contrôle ouvrier au sein même du conseil général du TUC Les militants de base n'attendent pas grand-chose d'une organisation bureaucratisée et conservatrice comme le TUC, mais il ne semble pas que même les *shop stewards* les plus militants soient prêts à le détruire. On peut concéder à des dirigeants syndicaux comme Bill Jones, Jacks Jones ou Hugh Scanlon le bénéfice d'avoir brisé le bloc réactionnaire qui dominait le TUC depuis la grève générale de 1926. Même si cela ne se voit guère dans la ligne de «non-action» proposée par Vic Feather à propos du projet de loi conservateur sur les relations industrielles, la possibilité d'actions militantes (grèves tournantes, grève générale d'un jour, refus d'enregistrement des syndicats si le projet de loi est voté au Parlement) est sérieusement débattue au conseil du TUC ce qui représente un pas vers la gauche, tout relatif bien sûr, par rapport à la situation de l'après-guerre, dans laquelle le TUC collaborait sans réserve à la politique gouvernementale de contrôle des salaires. Dans tout cela, le plus intéressant est peut-être qu'à ce niveau apparaît clairement la politisation du mouvement ouvrier, et que les limites en sont visibles : le militantisme ouvrier n'a pas (encore) débordé les organisations traditionnelles. Malgré leur frustration devant la ligne préconisée par le TUC pour protester contre le projet de loi conservateur (dénonciation de l'action directe), les plus militants des *shop stewards* continuent à déclarer qu'ils veulent faire pression sur le TUC[1] pour le

1. La manière dont cette pression se fait sentir est elle-même une démonstration de la complexité des rapports de la base avec les directions. Après les dénonciations de l'action directe par le TUC, y compris Jack Jones et Scanlon, lors de la grève du 8 décembre contre le projet de loi conservateur, la pression de la base a été particulièrement nette dans l'AUEW ; il en résulte des prises de position beaucoup plus fermes de Scanlon, qui maintenant encourage officiellement et soutient les grèves tournantes officielles d'une journée par semaine dans la métallurgie, et brave ainsi ouvertement l'injonction gouvernementale. L'autre

forcer à soutenir une grève nationale d'un jour. Méconnaître cette situation serait faire preuve d'un irréalisme dangereux. Un énorme travail d'éducation, de persuasion et de propagande est encore nécessaire.

L'IWC et la définition des luttes

L'influence des analyses de l'IWC sur la formulation des revendications et la stratégie des luttes syndicales n'est pas toujours facile à isoler. Évidente dans les revendications formulées lors des projets de nationalisation des aciéries et des docks, elle est tout aussi certaine, mais moins nette, dans la formulation des revendications et les tactiques élaborées par les syndicats pour la négociation des accords de productivité. Le T&GWU, qui était initialement favorable aux accords de productivité, y voyant un moyen de pousser les revendications de salaire dans le contexte de la politique de contrôle des revenus, adopte maintenant une attitude très critique à leur égard. Dans la plus récente des brochures qu'il publie à l'intention des *shop stewards*, on retrouve bon nombre de mises en garde et de suggestions formulées dans la série de brochures que l'IWC a consacrées à la lutte contre cette importante offensive patronale[1]. En effet, ces négociations de productivité, présentées comme une modernisation du mécanisme des négociations de salaire répondant au développement technologique, sont une technique importée des USA et destinée à détruire le pouvoir des *shop stewards*, au profit des bureaucrates syndicaux. La résistance des militants aux accords de productivité a été critiquée par le gouvernement travailliste et par certains dirigeants syndicaux comme déraisonnable et rétrograde ; en fait, elle est une réaction de légitime défense de la part des militants de base. Le rôle de l'IWC dans la formulation des techniques de contre-attaque utilisables par les *shop stewards* est une contribution directe à la défense de la démocratie industrielle contre l'institutionnalisation croissante du mouvement syndical[2]. On pourrait aussi développer le rôle joué par

grande centrale syndicale ne peut que suivre dans la même direction, et si le T&GWU et l'AUEW encouragent une grève générale d'un jour contre le projet de loi, ce qui est du domaine du possible (alors qu'en décembre 1970 c'était à peine pensable), le militantisme ouvrier peut largement déborder les consignes de prudence du TUC. Il y a comme une spirale dont évidemment on ne sait pas très bien où elle mène.

1. Et c'est important en ce qui concerne la zone d'influence : le T&GWU est le syndicat qui réunit le plus grand nombre de *shop stewards,* est représenté dans plus de cent branches d'industrie, et à ce double titre, joue un rôle prépondérant dans la définition de la politique des négociations de salaires à la base. Les brochures dont il s'agit sont : *Productivity Bargaining*, n° 2 ; *Opening the Books,* n° 4 ; *Job Evaluation and Workers' Control,* n° 16, en plus des nombreux articles publiés dans les bulletins, dans le *Trade-Union Register,* 1969 et 1970, *The Spokesman*.

2. Voir brochures citées. Pour résumer brièvement le mécanisme, on veut faire accepter le passage de négociations à la base, entre shop stewards et direction locale, de tarifs concernant le travail aux pièces

l'IWC dans la campagne pour l'ouverture des livres de comptes patronaux, dans une perspective de lutte de classes et de dénonciation des abus et du pouvoir arbitraire du patronat. Au lieu d'ouvrir la porte à des pratiques de collaboration, il s'agit d'armer les travailleurs contre les manœuvres patronales et de leur permettre « de discuter en connaissance de cause, ou du moins avec un minimum de connaissances au niveau national et au niveau de l'entreprise, des rapports entre salaires, profits, productivité et prix[1] ».

Les militants de l'IWC accepteraient sans aucun doute la formulation que Mandel donne dans le même article d'une politique d'offensive ouvrière que les syndicats pourraient prendre à leur compte :

> Il faut réclamer le droit de contrôle, c'est-à-dire le droit de veto de l'organisation syndicale au niveau de l'entreprise, sur toute une série d'opérations qui impliquent de la manière la plus immédiate le phénomène du travail aliéné : à savoir l'organisation du travail, la structure des équipes, les droits disciplinaires des chefs d'équipe, la division du travail au niveau de l'entreprise et ses modifications, les cadences et les rythmes de travail, le calcul des primes de rendement collectives, l'organisation d'écoles d'apprentissage (parce que vous avez là un aspect tout à fait fondamental de l'aliénation qui est la déformation systématique de la connaissance et de la mentalité ouvrière sous prétexte de « formation professionnelle »). Toutes ces revendications ont la portée d'une véritable politique de contrôle ouvrier, d'une véritable politique d'offensive ouvrière qui mettrait en question réellement, au niveau de l'entreprise, le droit de disposition du capital sur l'outil et sur le travail. À partir du moment où les syndicats accepteraient pareille orientation et déclencheraient

et primes, etc. à des négociations conduites à un niveau plus élevé dans la hiérarchie syndicale, de tarifs plus difficiles à remettre en question à tout moment par l'action directe. Le rôle du shop stewards, devenu moins crucial, perd de son importance aux yeux des travailleurs de l'atelier qu'il représente, et les dirigeants syndicaux se voient ainsi débarrassés de militants souvent encombrants. La diminution du nombre des grèves « spontanées » est donc vue d'un œil assez favorable par les directions syndicales, et est tout bénéfice pour les patrons. Un exemple illustre assez bien ceci : British Leyland vient de faire accepter un nouveau taux de rémunération horaire de 21 shillings (42 livres par semaine pour 40 heures) par 160 travailleurs dans son usine de Cowley ; c'est un record, qui par ricochet va faire monter les revendications dans d'autres entreprises automobiles. Mais, « du point de vue de la direction de British Leyland, le nouvel accord de Cowley a une importance énorme, et pourrait bien être le premier pas vers le rétablissement d'une situation saine du point de vue des bénéfices dans cette branche de l'entreprise en difficulté » 9 millions de livres sterling en 1970 (*Guardian,* 6 février 1970). L'article du *Guardian* précise ensuite que, malgré la résistance actuelle de 4000 travailleurs n'ayant pas signé l'accord, c'est « le premier pas vers l'abolition du système traditionnel de travail aux pièces qui est responsable de tant de grèves onéreuses dans l'industrie automobile ».

1. Ernest Mandel, « Réformes de structure et contrôle ouvrier », *Réforme de l'entreprise ou contrôle ouvrier,* CCES, n° 70-71, p. 26.

> une campagne d'éducation et de mobilisation des travailleurs autour de ces objectifs, cette politique pourrait aboutir réellement à des prises de conscience et à des combats qui deviendraient rapidement des combats pour le régime socialiste dans son ensemble, et contre l'aliénation du travail dans son ensemble[1].

Pareil optimisme quant à la rapidité du succès n'est peut-être pas de mise dans le contexte britannique, mais l'IWC partage la confiance de Mandel dans ces formes de lutte.

Le contrôle ouvrier repris par un dirigeant syndical

Hugh Scanlon, président de l'AUEW, a assisté à trois des quatre conférences les plus récentes de l'IWC, et y a fait des discours importants. Il est intéressant de comparer la formulation qu'il donne au contrôle ouvrier, la place qu'il lui accorde dans la stratégie syndicale et l'optique dans laquelle il se place, avec les positions, en France, de la CFDT. À cet effet voici des extraits du discours qu'il prononça à la 6e conférence de Nottingham le 31 mars 1968 :

> Même l'extension du type actuel de contrôle ouvrier peut être considérée comme n'ayant qu'une fonction d'observation et de limitation des «droits» du patronat. Les travailleurs demandent une voix effective dans la politique d'administration. Cette aspiration est particulièrement sensible dans les industries nationalisées où évidemment il est des plus normal de trouver la revendication selon laquelle l'administration doit obligatoirement obtenir le consentement des travailleurs dans toutes les questions concernant la politique industrielle. Les syndicats envisagent une extension radicale du champ d'action collective, allant au-delà des salaires et englobant les conditions de travail et d'emploi d'une façon très large[2].

Il résume ensuite les propositions faites par le groupe de travail sur la nationalisation des aciéries sous contrôle ouvrier, soulignant le contrôle de la base sur les conseils ouvriers démocratiquement élus à tous les niveaux ; puis il continue :

> Le mécanisme suggéré donne aux travailleurs et aux syndicats à la fois le pouvoir d'inspection et de veto, permettant ainsi l'extension de l'influence des travailleurs sur l'administration au-delà des limites de la négociation collective défensive.

Il souligne les dangers de ce système s'il est ramené à la simple participation :

> Il y a bien sûr le perpétuel dilemme des syndicats lorsqu'ils discutent

1. *Ibid.*
2. *The Way Forward for Workers' Control,* IWC, pamphlet serie n° 1.

> la question de l'autogestion ouvrière : les syndicats peuvent difficilement jouer le double rôle d'organisations de défense, démocratiquement responsables envers leurs adhérents dont ils doivent mettre en action les désirs, et d'autre part le rôle d'administrateurs participant à la formulation de la politique industrielle, et en cela responsables auprès de l'ensemble du public en ce qui concerne l'efficacité et l'augmentation de la production.

Il définit l'impossibilité de fonctionnement de quelques industries nationalisées dans une économie « reposant de façon prédominante sur l'industrie privée » qui les utilise et en tire profit ; l'impossibilité d'un « contrôle efficace dans un secteur spécifique tant que les "hauts lieux" dominant l'économie ne sont pas propriété collective ». Il dénonce l'allocation aux travailleurs de certaines « sphères d'intérêt » :

> Les travailleurs sont supposés avoir des « droits » sur le domaine social, la formulation des griefs, et une participation aux aspects de la politique gestionnaire qui ne remettent pas en question la politique des bénéfices, tandis que les patrons ont le « droit » de disposer de leur propriété, y compris la main-d'œuvre qu'ils louent, en accord avec la politique patronale. Cette conception amène à la formulation des « sphères d'intérêt séparées » qui mine tous les projets de participation ouvrière et limite ainsi le domaine des organismes paritaires de consultation. En tout ce qui est essentiel, les fonctions de planification financière, technologique et à long terme sont maintenues à l'écart de tout veto ouvrier. Des consultations approfondies de cette nature, si elles sont progressistes, n'en sont pas moins un pâle reflet d'une participation ouvrière complète.

Devant les fusions et la politique de rationalisation, il rappelle que « seule la propriété collective totale peut donner à la fois aux travailleurs et au public le contrôle de ces combinés géants », et que « la nationalisation des industries de base sous "contrôle ouvrier à tous les niveaux" est la politique officielle de l'AEF ». Il souligne la nécessité de l'indépendance des syndicats qui « ne doivent pas être directement impliqués dans le contrôle de l'industrie. La valeur des syndicats reste dans leur capacité d'action indépendante pour remédier aux griefs des travailleurs et agir comme organe médiateur de protection contre l'injustice », et de défendre les travailleurs dans la détermination des salaires, ceci même après la démocratisation de l'industrie. Enfin, il attire l'attention sur la nécessité de lutter contre la « bureaucratisation irresponsable » en introduisant la révocabilité des responsables par la base et l'interchangeabilité des postes. Voilà qui souligne le chemin parcouru et les limites actuelles du mouvement : il est un ferment dangereux bien implanté dans le

monde syndical, mais il doit dépasser le cadre d'une stratégie syndicale pour déboucher sur la politique.

L'IWC et les forces politiques de gauche

Les organisations politiques d'extrême gauche reprochent à l'IWC ses liens avec le Parti travailliste social-démocrate, et le vouent de ce fait au réformisme. Bon nombre de militants du mouvement sont encore membres du Parti travailliste, malgré la virulence de leurs attaques contre le gouvernement de Wilson et leur critique des déclarations des dirigeants du parti depuis que celui-ci se trouve dans l'opposition. Cela peut paraître inconséquent, mais c'est la réalité politique anglaise et il serait futile, pour un mouvement voulant s'appuyer sur la masse des travailleurs, de l'ignorer. Ayant refusé de prendre une option groupusculaire, l'IWC reconnaît la nécessité d'agir, en une première étape, à travers les structures existantes (syndicats et Parti travailliste) : on travaille à élever le niveau de conscience de l'ensemble des travailleurs là où ceux-ci se trouvent, en les rencontrant sur leur propre terrain et en constituant un programme au lieu de prêcher dans l'abstrait. Cela ne signifie pas que l'on ignore la nécessité de créer un parti révolutionnaire entraînant la masse des travailleurs, outil politique plutôt qu'avant-garde qui, donnant des ordres à ses troupes, nierait ainsi dans sa pratique toutes ces déclarations sur le droit des travailleurs au contrôle de leur propre situation, et sa croyance en la possibilité de créer une société où l'autogestion serait la forme naturelle d'administration du socialisme. Le débat politique se poursuit pour définir une stratégie proprement politique, et la réponse apportée dans l'action à la crise économique et politique actuelle sera cruciale pour l'avenir de l'IWC, et de l'ensemble de la gauche. Le parti communiste anglais a adopté une position prudente vis-à-vis de l'IWC : ni soutien officiel, ni opposition ouverte, mais dialogue, malaisé parfois. Un certain nombre des militants de la première heure, dont plusieurs sont maintenant au conseil de l'IWC ou qui jouent un rôle clef dans les groupes régionaux et industriels, sont membres du parti communiste. À la conférence de Birmingham, une séance a été consacrée à un débat entre Bert Ramelson (PC)[1], Tony Cliff (IS, International Socialism, comparable dans ses positions à Lutte ouvrière en France), et Tony Topham (IWC) sur la négociation des accords de productivité. La conférence a aussi accueilli une délégation du comité de liaison des *shop stewards,* dont le président et le secrétaire sont communistes : une motion de soutien à l'initiative du Comité de

1. Bert Ramelson est le responsable du secteur industriel du PC.

liaison pour la grève politique du 8 décembre 1970 (contre le projet de loi conservateur) fut votée à l'unanimité par les délégués[1]. Le débat avec le PC se poursuit donc sur des bases programmatiques, et dans l'action commune ; mais il ne s'agit pas d'une alliance. L'IWC critique le PC anglais pour sa politique industrielle essentiellement défensive, fondée sur le «militantisme des revendications alimentaires» *(money-wage militancy)* ; il n'y a guère de programme de lutte en dehors des augmentations de salaire et de la défense des *shop stewards* et des syndicats. La réponse du PC est qu'en régime capitaliste on ne peut avoir de programme que défensif, et que le slogan de contrôle ouvrier, «parce qu'il manque de réalisme et qu'il est impossible à mettre en pratique, gênera plus qu'il n'aidera la tâche réalisable et nécessaire qui est d'étendre les droits des travailleurs dans de nouveaux domaines et dans l'ensemble des entreprises, à la fois dans le secteur privé et public[2]». Il reste que bon nombre de militants du PC sont étroitement liés aux campagnes de lutte lancées ou soutenues par l'IWC dans le domaine industriel. La plupart des groupes d'extrême gauche se réclament du contrôle ouvrier, mais leur attitude vis-à-vis de l'IWC va de l'«entrisme» à l'indifférence et aux dénonciations ouvertes. La Socialist Labour League (SLL, trotskiste) ne voit dans les conférences de l'IWC qu'un public de travailleurs militants tout trouvé pour la diffusion, aux portes, de son journal Workers' Press. Le Socialist Party of Great Britain (SPGB) voit dans le mot d'ordre de contrôle ouvrier, en théorie, un pas dans la bonne direction, mais en pratique, une dangereuse manœuvre menant à l'intégration inévitable de la classe ouvrière. Parmi les groupes de tendance anarchiste, les attitudes varient. Le groupe Freedom suit de près le développement de la campagne pour le contrôle ouvrier depuis ses débuts, et y a consacré des analyses critiques mais constructives dans son journal *Freedom*. Le groupe Commitment est représenté aux conférences, mais dénonce les structures politiques et syndicales comme séparées de la base par définition, et garde ses distances vis-à-vis de tout mouvement qui ne choisit pas de redéfinir d'abord la société à partir de la souveraineté de l'individu[3].

1. Le texte de cette longue motion a été publié dans *Trade Unionist We Can Defeat Tory Bill,* Spokesman Pamphlet, n° 11. Le texte de l'appel du Comité de liaison des *shop stewards* à leur conférence du 14 novembre 1970 y fait suite.
2. Bert Rarnelson, «The possibilities and limitations of workers' control», dans *The Debate on Workers' Control,* IWC, 1970, p. 20. Cette brochure réunit des articles parus dans *Marxism Today,* revue théorique du PC de Grande-Bretagne
3. C*ommitment on Industrial relations,* tract distribué à la conférence de Birmingham.

Solidarity dénonce «les ambiguïtés du contrôle ouvrier» en signalant que le slogan a pu être utilisé pour désigner: (1) la participation pure et simple; (2) la participation de représentants de la base dans la définition de la politique d'un syndicat; (3) une revendication liée à la nationalisation des industries. Et il rejette les trois positions qui pour lui représentent grosso modo la position de tout parti social-démocrate (1), la position d'IS (2) discutée plus loin, et celle de l'IWC (3). À tout cela, Solidarity oppose une «fédération de conseils communautaires, conseils ouvriers, conseils d'université, conseils scolaires, etc.» et «ce sont ces conseils qui doivent décider le pourquoi et le comment du fonctionnement de la société[1]» et insiste sur la nécessité d'une révolution préalable. La réponse de l'IWC est qu'en plus d'une définition de la société post-révolutionnaire, il est urgent de définir un programme et des stratégies permettant de passer de la société capitaliste d'aujourd'hui à la société autogérée d'après la révolution. On retombe sur le débat concernant le programme de transition et la validité des concepts de double pouvoir et contrôle ouvrier dans ce contexte. C'est ce débat qui est au centre de la controverse entre IS et l'IWC La position d'IS semble avoir évolué depuis l'opposition inconditionnelle à toute stratégie de «transition» comme l'ouverture des livres de comptes patronaux (1964-1965) à une réalisation de la nécessité d'élaborer une technique de contre-offensive dans la lutte entre travailleurs et patronat autour des négociations de productivité (témoin le livre de Tony Cliff, *The Employers' Offensive,* publié en 1970, dont les arguments ont parfois une ressemblance frappante avec ceux qui sont avancés dans le cadre de l'IWC). L'autre point de discordance concerne l'analyse «sociologique» du mouvement syndical britannique: pour IS, les directions syndicales sont inévitablement intégrées dans le système capitaliste et seule la spontanéité de la base peut servir de point d'appui à la révolution; pour certains, il s'agit de créer une structure syndicale dissidente fondée sur les *shop stewards*. L'IWC oppose à cette analyse la réalité, beaucoup plus complexe et ambiguë. La conscience politique se construit, et c'est inévitable, quoique sans doute regrettable, par la remise en question des structures syndicales «de l'intérieur» des organisations existantes. Le débat se poursuit à l'intérieur d'IS, et entre les deux organisations, qui sont d'accord sur le rôle clef joué par les *shop stewards*. La lutte dans laquelle les travailleurs britanniques sont actuellement engagés, même si elle se déroule essentiellement dans la forteresse syndicale du monde industriel, est une lutte politique. L'ennemi actuel est le gouvernement

1. Voir *Solidarity* (North London), vol. VL, n° 6, p. 12-16.

conservateur, mais l'adversaire réel est le système qui perpétue la force parlementaire par laquelle l'opposition travailliste d'aujourd'hui attaque un projet de loi qui n'est qu'une suite de la «politique des revenus» qu'elle préconisait hier quand elle était au gouvernement[1]. La nature même de l'IWC limite ses formes d'action dans la situation présente : n'étant pas un parti politique, il ne peut pas donner de directives d'action ; n'étant pas un syndicat, il ne peut pas appeler à la grève générale contre le projet de loi conservateur. Ce qu'il peut faire, c'est servir de catalyseur (par des réunions, conférences, débats, publications, motions de soutien et de solidarité, etc.) ; c'est aider à identifier les problèmes, justifier et encourager l'action directe à l'intimidation gouvernementale s'appuyant sur une démocratie formelle[2]. Ce qu'il doit faire, c'est travailler à une nouvelle forme d'organisation politique qui exprime, dans son fonctionnement et sa structure, le socialisme démocratique mis en action dans les luttes pour le contrôle ouvrier. Il ne suffit pas d'identifier tous les niveaux où le pouvoir patronal peut être mis en question, mais il faut faire la même chose pour le pouvoir d'État et trouver un moyen d'articuler les luttes à un niveau proprement politique. Une ambiguïté fondamentale reste à résoudre dans la gauche britannique : faut-il «restructurer complètement» le Parti travailliste après l'avoir «capturé» et provoqué de ce fait une scission, ou faut-il créer un parti d'un type nouveau, évitant l'impasse parlementaire du parti communiste et l'isolement groupusculaire ?

Source

Revue *Autogestion et socialisme,* n° 16-17, juillet-octobre 1971.

1. Voir la comparaison entre les documents des conservateurs («Fair deal at work») et des travaillistes («In place of strife») , *Trade-Union Register,* 1970, p. 276-303.
2. Voir *Can We Kill that Bill ?* (Spokesman Pamphlet, n° 16). À l'argument conservateur : «Nous avons reçu un mandat de la majorité, une grève contre les lois que nous promulguons est moralement injustifiable», est opposée la nécessité de l'action directe pour défendre la démocratie réelle contre la démocratie formelle.

HONGRIE

La fondation de la République et la lutte pour le pouvoir des conseils en Hongrie[1]

Dominique Gros

Octobre 1918, la formation du conseil national magyar (CNM) et l'éruption populaire

Rien ne put donner une meilleure image de la prostration de l'aristocratie hongroise à la veille de la révolution que l'attitude du comte Tisza dans les derniers jours d'octobre. Après le manifeste impérial du 16, Tisza et ses partisans ne purent faire autrement que de se résigner à la rupture du dualisme dont ils avaient été pendant tant d'années les plus acharnés défenseurs. Le 18 octobre, au parlement l'ancien premier ministre lance avec lassitude : « Nous avons perdu la guerre. » D'après un témoin, « ses dires et ses actions ultérieures ne furent plus que les gestes d'un somnambule à demi-mort[2]. »

Déjà, le 16 octobre, il avait échappé de justesse à un attentat monté par Janos Lékai, anarchosyndicaliste membre du groupe d'Otto Korvin. Le 31 octobre, il fut assassiné par un groupe de soldats révolutionnaires et mourut en déclarant : « Ça devait arriver[3]. »

Le 8 octobre, le MSZDP [Parti social-démocrate de Hongrie] avait publié une adresse au peuple hongrois dénonçant l'« oppression nationale », anticipant sur la formation des États successeurs de l'Empire, exigeant la dissolution du gouvernement, la dissolution du parlement et la formation d'une assemblée nationale élue au suffrage universel.

1. Extrait de la thèse de Dominique Gros *Les conseils ouvriers : espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie, 1917-1920. Les 133 jours de la Commune hongroise,* 1974.
2. Gabor Vermes, « The October revolution dans Hungary from Karolyi to Kun » dans *Hungary in Revolution,* University of Nebraska Press, 1971 p. 31-32.
3. Jozsef Farkas, « Mindenki ujakra Reszül » (chacun se prépare au nouveau), cité dans, G. Vermes, *op. cit.* p. 32.

C'est cette plateforme qui servira de base à la constitution du conseil national magyar[1].

Le 24 octobre, à l'annonce de la mutinerie des troupes croates de Rjeka (Fiume), les officiers hongrois manifestèrent publiquement en faveur de la paix et d'un gouvernement dirigé par Karolyi.

Dès le début du mois, Karolyi parlait ouvertement de la nécessité de créer un conseil national, mais les partis intéressés ne parvenaient pas à s'entendre. Le parti de Karolyi ne pouvait encore prétendre dominer la coalition petite-bourgeoise formée en juin 1917. Ce n'était, d'après Jaszi, «ni un véritable parti bourgeois, ni un parti paysan… Il ne procurait à la révolution aucune force de masse bien organisée, fusionnée en un même ensemble par un strict programme économique». Le parti radical ne pouvait réellement s'appuyer que sur des journaux – *Huszadik Szazad* (Le 20e siècle), *Nyugat* (L'Ouest) et *Vilag* (Le Monde) – dont l'audience réduite ne pouvait prétendre contrebalancer l'influence exercée par l'importante presse socialiste[2].

Cependant, il fallait agir vite, car les mouvements d'indépendance progressaient dans les pays tchèques et yougoslaves tandis que l'agitation des ouvriers, des soldats et des paysans rendait l'insurrection imminente. L'appel social-démocrate du 8, qui ne contenait que la plateforme de la révolution bourgeoise, fut un pas décisif dans la voie du rassemblement et de l'unification de la petite bourgeoisie, dont Buchinger, Garami et les autres dirigeants réformistes acceptaient la tutelle tout en fournissant le support qui manquait aux dirigeants nationalistes. Mais en même temps l'appareil du MSZDP, soumis à la pression croissante de la classe ouvrière, tendait désespérément de colmater les brèches.

À la conférence socialiste du 13 octobre, l'opposition «centriste» fut partiellement désarmée par le soutien que la direction du parti apporta à une résolution en faveur de l'action révolutionnaire. L'appareil commençait à être débordé sur sa gauche : Janos Vanczak, un des dirigeants du syndicat des métallos proposait d'armer les travailleurs tandis que Béla Szanto, futur membre fondateur du Parti communiste, incitait les soldats à l'action directe.

1. Notre étude des évènements d'octobre-novembre est fondée sur les sources suivantes, Tibor Hajdu, *Az 1918, As magyarorszagi… lgari demokratikus fotradalom* (La révolution démocratique bourgeoise de 1918 en Hongrie), p. 31-42 («La constitution du Conseil national magyar»); Vilmos (Wilhelm) Bëhrn, l*m Kreuzfeuer zweier Revolutionen,* p. 53-70; G. Vermes, op. cit.; Albert Kaas, Fedor de Lazarovie, *Bolshevism dans Hungary, The Bela Kun period, p.* 43-50; O. Jaszi, *op. cit.,* chap. 2 et 3; O. Jaszi, *Magyariens Schulâ, Ungams Sühne* (La faute des Magyars, l'expiation de la Hongrie).
2. O. Jaszi, *Magyariens Schuld…,* p. 24.

Le 25 octobre, le Conseil national se constitua avec les représentants des Indépendants de Karolyi, des Radicaux et des Sociaux-démocrates (Garami, Kunfi, Weltner, Böhm, et Garbai) et fit connaître son programme[1] :

1) Traité de paix et indépendance de la Hongrie.

2) Règlement du problème des nationalités sur la base des principes de Wilson.

3) Démocratisation de l'administration et du parlement.

4) Libertés publiques : suffrage universel, libertés de presse et de réunion.

5) Réformes sociales : répartition des terres, socialisation des monopoles taxation des accumulations excessives de capital.

6) Redressement de la production.

7) Alliance de toutes les organisations nationales pour réaliser ces buts.

Le même jour se constitue autour de Szanto et de quelques jeunes officiers rapatriés de Russie un « conseil de soldats » qui fédère les représentants de toutes les unités et des groupes de soldats démobilisés.

Dans un premier temps, ce conseil fait des offres de service au CNM (conseil national magyar). Karolyi écrit à ce sujet[2] :

> Le conseil de soldats voulait d'abord se réunir dans ma maison. Je n'avais pas très confiance en eux et je suis parvenu, au bout de quelques jours à les mettre dehors. Je n'ai jamais assisté à aucune de leurs réunions, et, pour parler franc, le conseil national ne les a jamais considérés jusqu'au dernier jour comme des hommes sérieux

Les « socialistes-révolutionnaires », les membres de l'ancienne opposition socialiste du MSZDP (B. Szanto) et les militants les plus actifs du parti ouvrier prirent rapidement contact avec ce conseil de soldats. Ce dernier se considérait avant tout comme la direction militaire du soulèvement armé et acceptait le contrôle politique des représentants du MSZDP, car il jugeait le parti à travers ses éléments les plus radicalisés[3]. En l'espace de 48 heures le conseil parvint à coordonner toutes les forces militaires de la capitale et disposa de 80 unités de gardes mobiles prêts à répondre aux consignes d'action.

Également le 25 octobre, la jeunesse étudiante forma un conseil de 50 membres qui se fixa pour premier objectif la mise en liberté des militants du Cercle Galilée et la suppression de la censure. Le conseil

1. Böhm, *op. cit.,* p. 53 ; Karolyi, *Memoirs…,* p. 126 ; Z.A.B. Zeman, *op. cit.,* p. 241, etc.
2. M. Karolyi, Egy Egész Vilag Ellen (contre le monde entier), p. 445, cité dans Tibor Hajdu, Tanacsok *Magyarorszagon 1918-1919…,* p. 32.
3. T. Hajdu, *ibid.*

ouvrier de Budapest ne commencera à se reconstituer qu'à partir du 30 à l'initiative des hommes de confiance et des anciens animateurs des grèves de janvier et de juin. Il tiendra sa première séance publique le 2 novembre, par conséquent après victoire de la révolution démocratique bourgeoise.

Depuis le 23 le pays était sans gouvernement : Wekerlé avait décidé de rendre sa démission effective. Karolyi tenta alors de former légalement son propre gouvernement mais il se heurta au refus de l'archiduc Joseph, nommé « *homo regius* » [vassal du roi] à Budapest par l'empereur Charles. L'entrevue qu'il obtint le 25 avec l'empereur ne donna point les résultats qu'il escomptait ; le monarque jugea le programme du CNM exorbitant[1].

Lorsque Karolyi rentre à Budapest, la foule l'attend avec impatience. Les romanciers Jérôme et Jean Tharaud, qui ont assisté à la scène, décrivent l'atmosphère[2] :

> On se rue, on s'écrase avec une sorte de fureur toujours bizarrement silencieuse. Soudain, une clameur énorme, un vrai rugissement… Karolyi vient d'apparaître sur le perron de la gare. On salue en lui follement le libérateur de la Hongrie. Il parle avec des gestes saccadés. Personne n'entend ce qu'il dit, mais on applaudit de confiance. Martin de Lovaszy (Marton Lovaszy) lui crie : « Prends le pouvoir tu le tiendras du peuple sinon du roi ! – Citoyens, clame une voix puissante, nous avons un ennemi de plus, c'est le roi Charles !.. »

Le 26 octobre, le CNM publie une proclamation dans laquelle il affirme sa légitimité et demande aux gouvernements étrangers de traiter directement avec lui plutôt qu'avec un « gouvernement arbitraire qui a désormais perdu tout contact avec les travailleurs de Hongrie[3] ».

Quelques jours auparavant, l'empereur, venu inaugurer l'université de Debrecen, a été conspué par la foule. Le 27, les ouvriers et les soldats de Budapest manifestent devant l'hôtel Astoria, siège du CNM, en réclamant la république et la signature immédiate de la paix. La police intervient et tire sur les manifestants.

Karolyi veut éviter tout affrontement, mais en même temps il ne veut pas être contraint de céder trop rapidement à la vague révolutionnaire

1. Pour les jours qui précèdent l'explosion du 30, consulter les témoignages en français de Jules Nyiri, « Ce que fut la révolution d'octobre 1918 en Hongrie », p. 1-20 ; J. Diner-Denes, *La Hongrie, oligarchie, nation, peuple,* avec une préface de Léon Blum. Le récit romancé que donne Arpad Szelpal dans *Les 133 jours de Béla Kun,* est partiellement utilisable du point de vue documentaire et historique.
2. Jérôme et Jean Tharaud, *Quand Israël est roi,* p. 120 (Il s'agit d'une chronique romancée, réactionnaire et antisémite).
3. O. Jaszi, *Révolution…,* ch. 2.

et tente d'aménager la succession légale de la république à l'Empire ; il écrira plus tard : « La foule attendait et demandait des actes tandis que nous tentions… de trouver une solution pacifique[1]. » Dans cette période, même Tisza et les pires ennemis du comte Karolyi souhaitaient sa nomination par l'empereur : il semblait être le seul homme qui fût capable de sauvegarder au moins une partie des intérêts des propriétaires et de la bureaucratie impériale et de contenir en même temps le mouvement de masse par des promesses et des mesures d'apaisement. Le comte Julius Andrassy, que Charles IV a nommé le 24 comme ministre impérial des Affaires étrangères partage entièrement ce point de vue ; au demeurant, Karolyi est le seul dirigeant politique hongrois dont les sympathies pour l'Entente soient connues à l'étranger, et notamment en France[2].

Les ouvriers se mirent spontanément en grève le 29 au matin ; ceux des usines d'armement défilent dans la capitale les armes à la main. La garnison de Budapest bien qu'elle comportât de nombreux soldats bosniaques, affirme sa loyauté à l'égard du CNM, suivie par la police, les fonctionnaires des services postaux et par l'administration des chemins de fer. Le chef de la police de Budapest, le général Géza Lukachich, partisan fanatique de l'Empire, était disposé à intervenir, mais le lendemain il reçut de Charles IV l'ordre de ne rien faire. À partir du 30, il aurait eu bien du mal à trouver ne serait-ce qu'une centaine de policiers disposés à tirer sur la foule[3]. Il préférait attendre la démobilisation des soldats pour tenter de les désarmer et assurer l'ordre avec des unités soigneusement reconstituées.

Le 30 octobre, à l'heure du déjeuner, les ouvriers de la plupart des usines se réunissaient en assemblées générales pour élire des délégués chargés de reconstituer le grand conseil de Budapest. Plus de 100 000 travailleurs participent à ces réunions, et adoptent partout une résolution identique :

> L'assemblée constate que des tâches sans précédent attendent le prolétariat hongrois. C'est pourquoi elle trouve nécessaire la mise en place d'une organisation de combat pour compléter et réunir les organisations qui existent déjà ; elle veut donc mettre en place immédiatement le conseil ouvrier. Elle ordonne en même temps au corps des représentants de l'usine d'élire sans délai les délégués des travailleurs de l'usine au conseil ouvrier[4].

1. M. Karolyi, *Contre le monde entier,* p. 379.
2. Julius Andrassy, *Diplomacy and the War,* p. 284.
3. T. Hadju, *Az 1918, As magyarorsagi polgari…,* p. 51-60 ; 1. Deak, « Budapest and the hungarian révolution of 1918-19 » dans, *The Slavonic and East European Review*, janvier 1968, p. 129.
4. *Nepszava,* 31 octobre 1918.

Comme on peut l'observer à Berlin (novembre 1918), l'élection des délégués au conseil central de Budapest, la formation même de ce conseil précèdent la constitution des comités d'usine ; les représentants («*Bizalmi*») dont parle la résolution du 30 sont pour la plupart des délégués syndicaux, des militants socialistes. L'historien Tibor Hajdu démontre qu'à la veille de l'explosion révolutionnaire seules quelques usines (Ohrenstein, Kapp...) ont élu des comités[1].

Le conseil central, dès sa formation, polarise l'énergie de la classe ouvrière et suscite seulement par contrecoup la multiplication des comités d'usine. Le mouvement ne procède pas, comme l'expliquaient jadis les anarchistes proudhoniens (et aujourd'hui certains partisans de l'autogestion) de la mise en application d'un «système» fédératif harmonieux, mais de la nécessité pour la classe ouvrière de centraliser son combat contre l'État dans une phase pré-insurrectionnelle et d'unir toutes les composantes de ce combat au sein d'une même instance élue.

Comme pendant la grève générale de janvier, les militants qui sont à l'initiative de cette centralisation révolutionnaire sont des délégués syndicaux, des membres du parti socialiste, les cadres organisateurs qui se sont dégagés du cours de la lutte présente ou des combats antérieurs (comité inter-usines de Budapest, socialistes-révolutionnaires de Linz et de Wiener-Neustadt en Autriche). En novembre 1918 les Révolutionnäre Obleute [organisation des délégués révolutionnaires de Berlin] joueront le même rôle. À cette étape, mais aussi, comme nous le verrons, après la prise du pouvoir, les conseils ne se développent pas contre les organisations politiques et syndicales mais au contraire par leur intermédiaire et pour les soumettre à leur contrôle. (Les choses se sont passées de façon différente en Russie entre avril et octobre 1917 dans la mesure où les comités d'usine sont apparus comme les substituts ou les auxiliaires de syndicats faibles ou inexistants[2].)

Étant donné la confusion entre syndicat et parti, l'attachement des ouvriers hongrois à une organisation politico-syndicale qu'ils veulent unitaire, il était inconcevable que le mouvement des conseils se développât en marge du MSZDP et des syndicats d'industrie.

L'importance de la résolution du 30 réside en ce qu'elle constitue une véritable définition (ou plutôt le résultat d'une prise de conscience collective) du rôle des conseils dans la période qui conduit au soulèvement de masse. Bien entendu, l'appareil réformiste, jadis hostile à la formation des conseils, a tiré les leçons de janvier[3], et il saura faire élire

1. T. Hajdu, *Tanacsok magyarorszagon 1918-1919…*, p. 35.
2. *Oktyabrskaya revolutsiia i fabzavkomy, op. cit.,* t. 1.
3. Grève générale de janvier 1918. Mouvement d'une ampleur sans précédent qui a secoué toute l'Europe

au conseil central une énorme majorité de ses plus fidèles partisans ; l'initiative des délégués révolutionnaires sera noyée, absorbée par l'ensemble du processus électif que, seule, la direction du parti a la capacité de maîtriser à l'échelle de toute la capitale.

Ainsi, comme ce fut le cas pour le parti bolchevique entre mars et octobre 1917, il appartiendra au parti communiste hongrois, entre le décembre 1918 et mars 1919, de construire sa propre fraction, d'imposer aux dirigeants l'exécution des résolutions votées par les assemblées ouvrières, de favoriser le contrôle des travailleurs sur les instances supérieures de l'organisation des conseils. C'est du moins ce qu'il tentera de faire dans le court délai qui lui fut imparti par l'Histoire.

Le délégué bolchevique Glebov Avilov, lors de la 3e conférence des syndicats russes (1917), Guillet proposa que les comités d'usines favorisent le recrutement syndical et coopère avec les sections syndicales dans des «commissions de contrôle économique» afin de les renforcer. Au premier congrès pan-russe des syndicats à Petrograd (7-14 janvier 1918), les comités d'usines furent intégrés aux syndicats. La thèse de l'intégration fut défendue notamment par Riazanov. Dans l'après-midi du 30 les ouvriers en grève se joignent, en chantant l'*Internationale* et la *Marseillaise des travailleurs,* aux soldats,· aux étudiants et même aux bourgeois dans les multiples cortèges qui envahissent la rue de la capitale. Incontestablement les évènements de Prague et de Zagreb portaient l'effervescence à son comble. Les soldats marchent en tête, la plupart des civils sont armés de façon hétéroclite ; des groupes occupent les casernes, le quartier général, les gares, le central téléphonique, les dépôts de vivres et la plupart des administrations. La révolution est déjà victorieuse, sans affrontement sérieux, parce que les forces susceptibles de maintenir l'ordre sont mêlées aux manifestants et que l'armement général dissuade les réactionnaires les plus convaincus. Le conseil national, porté puis dépassé par les évènements, ne sait plus que faire. Le comte Janos Hadik, nommé pour moins d'un jour à la présidence du Conseil, évite de se montrer afin de ne pas exciter la colère populaire. Dans ses mémoires, Mihaly Karolyi décrit ainsi l'état d'esprit des leaders nationalistes :

> Le 30 au matin, à 5 h 30, un officier inconnu me réveilla. Il se présenta comme étant le président du conseil de soldats, organisation formée peu de temps auparavant et qui n'avait rien à voir avec le conseil national. Il m'informa qu'ils allaient occuper tous les bâtiments publics, toute la ville, et qu'ils exigeraient ma nomination comme premier ministre ; que les matelots étaient prêts à tirer sur

centrale et danubienne.

> le palais de l'archiduc. Quant à moi, j'eus la plus grande difficulté à le détourner de ce projet. Nous n'étions pas encore prêts à passer au stade révolutionnaire. Le même jour, tard dans l'après-midi, nous apprîmes que le conseil de soldats avait occupé les casernes. Nous étions stupéfaits. Les évènements se déroulaient indépendamment de notre volonté. Le soir, les révolutionnaires sautèrent sur l'occasion. Ils occupèrent sans rencontrer la moindre résistance les postes militaires de la garnison les bâtiments publics, les casernes et la poste centrale[1].

C'est seulement dans la matinée du 31 que le CNM reprit la tête des opérations avec l'appui de Garami et de tous les dirigeants politiques du conseil national. Toute la nuit l'hôtel Astoria fut assiégé de délégations pressant Karolyi de prendre en main le gouvernement. Alors que la grève générale était déjà effective, la *Nepszava* du 31 déclare[2] :

> La révolution a éclaté... Les principaux points de la grande ville ont été occupés sans effusion de sang... Le commandement de la place a été saisi. La contre-révolution va probablement tenter de reprendre le pouvoir. Vous devez montrer que vous faites cause commune avec nos frères soldats. Ouvriers, sortez dans la rue, cessez le travail !

Cette injonction tardive encourage le développement de la révolution mais complique les relations entre les dirigeants réformistes et les partis bourgeois au sein du conseil national.

Avec l'accord de Garami, le CNM demande aux soldats de rentrer dans les casernes et aux ouvriers de reprendre le travail le lendemain. Il n'est pas entendu. Les ouvriers des faubourgs se proposent de constituer avec les soldats une « garde de volontaires » afin de prévenir les pillages et les désordres qui pourraient nuire à la révolution. Dans la soirée, Mihaly Biro, responsable du syndicat du livre, invite le CNM à former une armée populaire ; le plan est tourné en dérision par les chefs de la police, mais Biro parvient en quelques heures à constituer une puissante organisation armée de syndicalistes reliée aux milices ouvrières constituées dans plusieurs usines[3].

La rapidité des évènements déjouait tous les plans. Béla Szanto lui-même ne pensait sans doute pas que les choses iraient si vite puisque l'insurrection qu'il préparait au sein du conseil de soldats ne devait avoir lieu que le 4 novembre. La bourgeoisie et la Cour de Vienne n'étaient déjà plus en état de prévoir quoi que ce soit, hormis la nécessité de resserrer les rangs autour de Karolyi. Peu de temps avant d'être

1. M. Karolyi, *Memoirs…, op. cit.,* p. 117.
2. *Nepszava,* 31 octobre 1918.
3. V. Böhm, *op. cit.,* p. 81.

assassiné, Tisza fit une démarche en ce sens auprès du conseil national. Karolyi, gêné par la sinistre réputation du tyran, repousse ses offres de service[1] :

> Le comte Tisza envoya un message disant qu'il considérait le fait de se joindre au conseil national et de l'aider dans son travail comme un devoir patriotique. Nous répondîmes qu'il n'était pas désirable, étant donné l'état actuel de l'opinion publique, qu'il se chargeât de quelque occupation publique que ce soit, que la solution la plus sage pour lui en ce moment était de partir en province et qu'il serait peut-être possible, plus tard, de songer aux dissensions avec les hommes politiques du passé et avec les classes qu'ils représentaient.

Le roi essaye de rattraper le temps perdu. Il charge l'archiduc Joseph de nommer Karolyi comme premier ministre.

> Nous croyions, écrit Jaszi, que cette nouvelle allait susciter un enthousiasme délirant et que la popularité du roi serait rapidement établie. Mais c'est le contraire qui se produisit. D'ailleurs, les masses considéraient le gouvernement Karolyi comme constitué après la révolution nocturne du 30. Quand je parus au balcon pour faire connaître à la foule la décision royale j'entendis à plusieurs reprises ce genre d'exclamation :
> – Le roi ? Mais· qui est le roi maintenant ? Karolyi ne fut pas nommé par le roi... C'est par la volonté de la révolution que Karolyi est premier ministre ! Vive la République ![2]

Des télégrammes arrivaient sans cesse au CNM, dans lesquels les conseils nationaux de province demandaient l'abolition de la royauté, et même l'instauration de la république socialiste (conseils nationaux de Györ ou de Nagyszenas)[3]. Les portefeuilles du nouveau gouvernement furent répartis de façon inégale entre les organisations membres du CNM. Le parti de Karolyi retint la plupart des postes, en confia un au radical Jaszi (ministère des nationalités) et deux aux sociaux-démocrates Garami (ministère du commerce) et Kunfi (travail et prévoyance sociale[4]). Dès sa formation, le cabinet de Karolyi lança une sorte de programme minimum, en ce qui concerne la nature du régime et les réformes sociale[5] :

1. M, Karolyi, *Memoirs…, op. cit.,* p. 124.
2. O. Jaszi, *Revolution, op. cit.,* p. 45.
3. T. Hajdu, *Tanacsok, op. cit.,* p. 44. 40.
4. (23) T. Hajdu, *Az 1918 As magyarorszagi…,* p. 6-75. Description détaillée du nouveau gouvernement, de sa composition et de l'orientation politique de chaque membre.
5. O. Jaszi, *Revolution, op. cit.,* ch. 3, The meaning and aims of the october revolution ; le texte intégral de la proclamation et des discussions préparatoires se trouve dans Sandor Gabor et autres, *A Magyar Munkasmozgalom Törtenetenek Valogatott Dokumentumai* (Documents choisis de l'histoire du mouvement

1) conclusion d'un traité de paix. Liquidation du système dualiste [empire d'Autriche et un royaume de Hongrie];

2) règlement du problème des nationalités sur la base des principes de Wilson;

3) démocratisation du parlement et de l'administration;

4) libertés publiques: nouvelles lois électorales, liberté de presse, introduction du jury dans le système judiciaire;

5) réforme agraire radicale «au bénéfice des grandes masses», socialisation des monopoles, taxation des «accumulations excessives de capital»;

6) rétablissement de la production;

7) cessation des hostilités et des alliances militaires.

Pour ne pas affaiblir la position de ce gouvernement qui ne déclarait pas ouvertement sa rupture avec la monarchie, le roi Charles délia le 1er novembre Karolyi du serment de fidélité. Cela laissait au premier ministre la possibilité de proclamer ultérieurement la république en profitant d'une accalmie, et sans heurter de front la monarchie.

Les ouvriers commençaient à demander des prises de position plus fermes. Ceux des usines de munitions de Csepel, de l'usine Wolfner, de Mav, de l'Izzo et de l'usine aéronautique d'Albertfalva constataient «avec la plus grande stupeur», dans une déclaration commune du 1er novembre, «que le conseil national hésitait, qu'il reconnaissait encore l'existence du pouvoir royal[1]».

L'équilibre politique était d'une telle instabilité que le gouvernement devait agir avec les plus extrêmes précautions, pour ne pas effrayer les hauts fonctionnaires et le patronat tout en conservant l'appui des masses. Le partage des pouvoirs à Budapest, c'est-à-dire en fait pour toute la Hongrie, va refléter cette instabilité.

Les forces de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie étaient concentrées autour du gouvernement et du CNM, celles du prolétariat autour du conseil de soldats et du conseil ouvrier qui se comportaient déjà comme un pouvoir potentiel tout en continuant d'adresser leurs requêtes au gouvernement.

L'indécision et la faiblesse sont la marque constante de l'activité gouvernementale, car la révolution bourgeoise a été amorcée sous l'impulsion de la classe ouvrière; des centaines de milliers de prisonniers reviennent de Russie soviétique. Partout en Europe la classe ouvrière

ouvrier hongrois) vol. 5, novembre 1917-mars 1919. Procès-verbaux du conseil des ministres du 31 octobre 1918, p. 299.

1. T. Hajdu, *Tanacsok, op. cit.,* p. 44.

se dresse contre les conséquences de la guerre mondiale ; nulle part la classe bourgeoise et sa bureaucratie d'État ne sont aussi déliquescentes qu'en Autriche-Hongrie.

La MSZDP, représentée tant au CNM qu'au conseil ouvrier de Budapest, tentait à la fois de modérer les ambitions des conseils et de hâter la réalisation des réformes promises. Par conséquent, la crise de l'appareil réformiste, soumis aux pressions contradictoires des deux classes antagonistes, ne pouvait que s'aggraver avec le développement de la révolution. Plusieurs faits démontrent que cette crise à éclater au sommet du parti avant de gagner la masse des militants et qu'elle a pour enjeu la prédominance de l'un ou de l'autre pouvoir. Quelques jours avant la révolution, Garami fut saisi par les partis bourgeois d'une offre de coalition en vue de former un gouvernement «national» au-dessus des classes, c'est-à-dire un gouvernement capitaliste.

Le projet fut repoussé par la majorité de la direction du MSZDP ; celle-ci opéra un tournant au cours de la nuit du 30 au 31 et présenta au parti sa collaboration avec le gouvernement Karolyi comme le prolongement naturel de son appartenance au CNM Elle fit entériner cette position par la première séance du conseil ouvrier de Budapest, le 2 novembre[1].

Les premières difficultés sérieuses au sein de la direction étaient apparues avec les actions intempestives de Béla Szanto. La nomination de Jozsef Pogany en qualité de commissaire du gouvernement au sein du conseil de soldats n'arrangera pas les choses. Pogany qui menait incontestablement son jeu personnel au sein du conseil mais appuyait les revendications les plus extrêmes, avait été désigné sur proposition personnelle de Kunfi sans que la direction du parti ait été consultée. Le 4 novembre, une réunion commune des commissions exécutives du parti et des syndicats dut rendre publique la résolution suivante : «Les membres du parti ne doivent jamais accepter de tels postes, missions ou fonctions sans avoir reçu à cet effet l'accord de la direction du parti et du conseil syndical[2].» Comme le conseil de soldats, principal foyer de l'agitation révolutionnaire, ne semblait pas disposé à se soumettre aux recommandations des dirigeants socialistes et risquait de compromettre par ses initiatives la politique de compromis avec le gouvernement développée par Garaml, Buchinger, Bokanyi et leurs amis, la direction décida d'y envoyer trois délégués particulièrement fidèles (Nikolaus Cservenka, Oszkar Levai et Jenö Werner). Rien n'y fit ; au mépris de la discipline de parti Pogany les fit remplacer par Nikolaus Kiss, Jakab

1. V. Böhm, *op. cit.,* p. 58.
2. *Ibid.*, p. 92.

Kertész et Vedres. Malgré ces déboires, le comité exécutif du MSZDP et le CNM obtinrent le 4 novembre du conseil de soldats qu'il prît avec eux l'engagement de s'abstenir de toute interférence avec les fonctions exécutives du gouvernement, car «la nation dans son entier a chargé le gouvernement d'exercer le pouvoir de sorte qu'il soit investi d'une autorité exclusive et illimitée[1]». La question du pouvoir ne fut discutée de façon approfondie au conseil ouvrier de Budapest qu'au début de janvier 1919, à l'initiative des centristes du MSZDP. Le 16 novembre, le CNM proclama la république au Parlement, en assemblée plénière[2] :

1) la Hongrie est une république populaire autonome et indépendante de tous les autres pays ;

2) la Constitution de la République populaire sera établie par l'Assemblée nationale constituante qui doit être incessamment convoquée sur la base d'un nouveau droit électoral ;

3) tant que l'Assemblée nationale constituante n'en aura pas décidé autrement, le pouvoir suprême de l'État sera exercé par le gouvernement populaire sous la présidence de Mihaly Karolyi et avec le soutien du conseil national ;

4) le gouvernement populaire doit adopter d'urgence les lois populaires :

a) sur le droit de vote secret égal et direct tant au niveau parlementaire qu'au niveau municipal ;

b) sur la liberté de la presse ;

c) sur les tribunaux populaires de jurés ;

d) sur la liberté d'association et de réunion ;

e) sur la réforme agraire concernant la paysannerie sans terre.

Il y avait près de 300 000 personnes rassemblées devant le Parlement. Les principaux orateurs étaient les sociaux-démocrates Kunfi et Garami. Le premier fit un discours enflammé. Garami, honorant à sa manière le point 6 du programme gouvernemental du 31 octobre, se contenta de déclarer[3] : «Nous avons beaucoup parlé, maintenant au travail !» Les ouvriers et les soldats ne l'entendaient pas ainsi. Partout, ils manifestaient, faisaient ouvrir les prisons et libéraient les détenus politiques.

Le courant le plus conservateur du MSZDP acceptait de brader la force de près d'un million d'adhérents socialistes, cinquante années d'expérience acquises dans le combat contre la réaction féodale et le capitalisme, pour une place de second ordre dans un gouvernement

1. A. Kaas, F. de Lazarovic, *op. cit.*, p. 56.
2. V. Böhm, *op. cit.*, p. 94.
3. G. Vermes, *op. cit.*, p. 38

chancelant soutenu à bout de bras, mais en désespoir de cause, par la grande bourgeoisie, la haute administration et même le clergé.

Toutes les forces attachées à l'ancien régime convergeaient maintenant vers le nouveau gouvernement, protestaient de leur attachement à la république, sans pour autant renoncer à s'organiser contre la république. Dès le 12 novembre tout en se déclarant disposées à adhérer au CNM et au conseil de soldats, l'Association nationale des officiers et une organisation bourgeoise baptisée pour l'occasion Association des travailleurs intellectuels exigeaient le maintien dans leur poste de ceux des fonctionnaires et des directeurs, cadres et patrons du secteur privé qui avaient été révoqués par les conseils ouvriers[1].

Quelques jours après la proclamation de la république, le haut clergé forma un «conseil catholique». Son dirigeant, l'évêque Ottokar Prohaska, qui sera un des principaux instigateurs de la contre-révolution, déclara le 25 novembre :

> Ce n'est pas la contre-révolution que veut l'Église ! Révolution ou contre-révolution, la question se pose autrement. Il faut agir. Nous voulons nous réjouir de ce qu'il nous soit permis de témoigner de l'harmonie entre la hiérarchie et le peuple[2].

Au lieu d'appeler ouvertement les conseils à la prise du pouvoir Zsigmond Kunfi, que les évènements ultérieurs forceront à évoluer vers la gauche, préconisait une «suspension de six semaines de la lutte des classes[3]».

Le 16 novembre, le parti publiait dans *Nepszava* le programme qu'il entendait défendre dans le cadre du gouvernement de Karolyi. Il lui faut, pour soutenir le capital, nier jusqu'à l'existence même de la révolution en cours[4] :

> Les ouvriers sociaux-démocrates... savent fort bien que toutes les révolutions doivent avoir leurs prémisses historiques et qu'en ce moment les conditions nécessaires à la révolution sociale font défaut. Tout ce que le peuple travailleur peut faire présentement est de combattre pour développer la démocratie jusqu'à son niveau le plus élevé, de veiller jalousement à la liberté de propagande et de s'efforcer avec un zèle inégalé d'accomplir la tâche gigantesque consistant à persuader, à éclairer, à organiser l'opinion publique. La première condition pour la réalisation du socialisme est la réorganisation de la production après le chaos de la guerre. La seconde, non moins

1. W. Böhm, *op. cit.,* p. 157.
2. *Nepszava,* 26 novembre 1918.
3. R. L. Tökes, *Bela Kun and the Hungarian Soviet Republic,* p. 89.
4. *Nepszava,* 16 novembre 1918.

> impérative que la première, est la pénétration complète des idées du socialisme dans les larges masses populaires... Nous, sociaux-démocrates, saluons le 16 novembre, la naissance de la république bourgeoise hongroise, car nous fûmes les premiers à combattre pour sa réalisation. Mais en même temps nous désirons indiquer parmi nos objectifs à long terme et déclarer que le 16 novembre ne fut que le premier pas et que nous combattons avec toutes les armes de l'agitation, de la persuasion, de l'organisation de masse et de l'éducation de masse pour le but du socialisme, c'est-à-dire la république sociale.

Les apaisements de la direction réformiste, son soutien inconditionnel au gouvernement bourgeois ne pouvaient empêcher ni la radicalisation des masses, particulièrement visible en province, ni la consolidation de l'opposition socialiste

À Budapest, la révolution bourgeoise s'était élevée sur les épaules du prolétariat, comme la révolution de février 1917 en Russie. La foule en liesse avait transformé la capitale en un immense forum où l'on manifestait sa soif de liberté et de changement par des chants, des concerts et d'interminables discussions où tout ce qui avait trait à la royauté, au capital, aux privilèges, au vieux monde était accablé. La ville se couvrait d'affiches illustrant l'écroulement des trônes.

Le 31 octobre et le 1er novembre le peuple manifestait en arborant des milliers de chrysanthèmes, dites «roses d'automne» *(Oszi Rozsa),* traditionnellement distribuées avant la Toussaint. Pour les derniers jours de l'Empire, la fête des morts et «la révolution des roses d'automne» prenaient un sens doublement symbolique que la presse ne put manquer de souligner: on vantait la sagesse du peuple qui s'était insurgé sans verser le sang de ses ennemis, mais on comprenait que le caractère pacifique de cette révolution en demi-teinte n'était dû qu'à l'armement du prolétariat et à la faiblesse profonde de l'opposition monarchiste.

On savait aussi que le peuple en armes ne s'arrêterait pas aux discours lyriques du 31, prodigués généreusement par les membres du conseil national depuis le balcon de l'hôtel Astoria, et que les ouvriers, qui défilaient sous le drapeau de leur classe en chantant l'*Internationale* autant que les hymnes patriotiques, voudraient bientôt «parler russe», réaliser l'«État à bon marché», le socialisme, la Commune pour laquelle avait combattu à Paris Léo Fraenkel, organisateur du parti ouvrier hongrois[1].

1. Léo Fraenkel, ouvrier bijoutier de nationalité hongroise fut organisateur en France de la section lyonnaise de la 1re Internationale (1867), puis secrétaire du conseil fédéral parisien. Élu membre de la Commune par les insurgés du 13e arrondissement, il fut nommé «délégué au travail et à l'échange». Condamné à mort par contumace après la défaite. Retourne en Hongrie et participe à la fondation du parti ouvrier.

Le gouvernement devrait bientôt abandonner sa politique de concessions forcées et laisser la place au prolétariat. Déjà, quelques patrons et propriétaires fonciers préféraient fuir, «pacifiquement», plutôt que de subir les conséquences prévisibles des occupations de terres et d'usines. Conscient de sa propre faiblesse, Karolyi avait déclaré quelques jours avant la révolution :

> Ou bien je serai à la tête de la révolution et dans ce cas je maintiendrai l'ordre selon les forces dont je dispose, ou bien je céderai le pas au peuple exaspéré qui, dans ce cas, établira un gouvernement soviétique[1].

Le combat des conseils locaux pour la destruction de l'État impérial

En province, les nouvelles de la révolution du 30 se propagèrent rapidement. Les paysans, sous la direction des soldats démobilisés, commencèrent par chasser les représentants locaux de l'ancien régime : le préfet, les gendarmes et parfois les curés. En même temps, ils commencèrent à occuper les terres mais sans procéder au partage, car ils attendaient sur ce point que le gouvernement Karolyi réalisât ses promesses.

En quelques jours la révolution gagna les campagnes les plus reculées. La cible préférée des paysans est le *Jegyzö,* sorte de fonctionnaire municipal chargé de taxer et de réquisitionner les biens de la population rurale, réputée pour ses privilèges et ses abus ; la plupart ont été chassés, expropriés ou massacrés par les villageois[2].

Dans les chefs-lieux de district, l'administration était plus épargnée que dans les villages, et les fonctionnaires impériaux, plus habiles et moins directement mis en cause, se rangèrent au moment voulu du côté de la république pour conserver leurs places.

Là où la classe ouvrière était forte, les conseils prenaient la tête du mouvement insurrectionnel et s'emparaient des principaux services publics. Les dirigeants socialistes locaux, partagés entre les aspirations des masses et le souci d'obéir aux ordres envoyés par les instances supérieures du parti se soumettaient généralement à l'impulsion révolutionnaire. ·

Dans les régions dominées par les minorités allogènes, les conseils nationaux roumains, slovaques, saxons ou yougoslaves s'emparaient de l'administration, mais leur activité se développait en marge des conseils

1. M. Karolyi, *Contre le monde entier,* p. 442.
2. T. Hajdu, Tanacsok…, p. 38 ; En ce qui concerne la révolution dans les campagnes, voir, du même auteur, *Az 1918 As magyaronzagi polgari…,* p. 92-104 ; Istvan Kato, *Az 1918 As Novemberi parasztmozgalmak* (les mouvements paysans de novembre 1918). *Siècles,* 1956, t. 90, n° 3, p. 394-415.

magyars. La révolution démocratique bourgeoise, en plaçant l'indépendance magyare et le droit à l'autodétermination au centre de ses préoccupations, ne pouvait refuser aux différentes nationalités le droit de constituer leur propre représentation.

La division des conseils par nationalité, interférant avec la constitution sur une base de classe des conseils d'ouvriers de soldats et de paysans, faisait naître des contradictions dont l'ancienne administration et les petits notables bourgeois pouvaient facilement tirer profit en prenant localement la tête des conseils populaires ou nationaux. Cela est évident en Transylvanie, compte tenu de la pression exercée par la monarchie roumaine. Par contre, les notables et fonctionnaires allemands eurent beaucoup de mal à rassembler sous leur égide la population germanique.

1) Cette nationalité était assez dispersée sur le territoire.

2) L'influence de la social-démocratie portait les nombreux ouvriers allemands à constituer des organisations indépendantes des notables.

Tandis que le professeur Bleyer forme le 1er novembre un *Volksrat* des Allemands de Hongrie, les socialistes regroupent les ouvriers souabes de Transylvanie et du Banat et forment le 4 novembre un second *Volksrat* à Temesvar. Seuls les Allemands du Burgenland font ouvertement campagne pour le rattachement à l'Autriche[1]. Dans l'ensemble et surtout dans la Hongrie magyare, l'autorité des conseils nationaux était d'autant plus forte que le Parlement était dissous et que le CNM n'avait aucun moyen de faire appliquer ses directives en province : ils confisquaient les stocks des capitalistes et des gros commerçants, perquisitionnaient chez les personnes accusées de marché noir, distribuaient les vivres à la population et aidaient les conseils ouvriers à imposer au patronat une amélioration des conditions de travail. Des « bureaux de plaintes » recueillaient les doléances de la population[2].

Les conseils nationaux ou populaires des villages et des petites villes étaient soumis en règle générale au contrôle démocratique des paysans et des ouvriers. Ainsi, la *Nepszava* du 2 novembre rapporte que dans le village d'lsaszeg « la population revendiquait que l'administration du village soit dirigée par ses délégués, sous l'ordre desquels elle se plaçait volontiers. Puis, ils ont élu, à main levée, un conseil populaire composé de soldats, d'ouvriers et de cultivateurs. Le conseil populaire a pris immédiatement des dispositions pour le maintien de l'ordre en mettant

1. Schlereth, Ludmilla, *Die politische Entwicklung des Ungarldndischen Deutchum während der revolution 1918-1919.*

2. T. Hajdu, *op. cit.*, p. 52.

sur pied une garde nationale, et pour la solution des problèmes du ravitaillement[1] ».

Dans les départements, les districts et les grandes villes des conseils nationaux furent fréquemment constitués par le *Jegyzö,* le maire ou le préfet qui se contentèrent de coopter, avec l'approbation du CNM, les principaux notables de l'administration impériale. Par exemple, le chef du district établissait à l'avance la liste des membres et leur adressait une convocation de ce type[2] : « Je vous invite respectueusement, en tant que futur membre du conseil, à la réunion constitutive qui se tient dans mon bureau. »

Les préfets s'efforçaient de former les conseils départementaux à partir des organisations politiques officiellement représentées au CNM Dans les départements de Bereg et d'Esztergom l'ancienne assemblée départementale de la monarchie se transforma d'elle-même en conseil national par simple changement d'appellation.

Mais dans la plupart des districts, subdivision administrative qui supposait l'existence d'une coordination étatique allant du village jusqu'au pouvoir central, il n'y eut pas de conseil national. Enfin, dans les villes ouvrières, les conseils ouvriers reléguèrent au second plan le conseil national ou s'emparèrent de sa direction[3].

Alors qu'en octobre la seule évocation de la république suffisait à semer un vent de panique au sein de la bureaucratie monarchiste, les ci-devant cherchaient maintenant à faire cause commune avec toutes les couches attachées à la survie de la propriété privée des moyens de production. C'est l'explosion révolutionnaire qui les y contraignait. Par conséquent, les conseils nationaux locaux n'étaient pas une force homogène.

Il serait faux de dire qu'ils constituaient tous au même degré le germe d'un second pouvoir face à l'administration de l'ancien régime ; à l'échelon des départements ils étaient l'enjeu des classes possédantes, prisonniers de la bureaucratie féodalo-capitaliste qui essayait d'attirer la petite bourgeoisie libérale et commerçante. Aux échelons inférieurs, par contre la tendance au regroupement autonome des ouvriers, des paysans pauvres et des soldats portait les conseils nationaux sur le versant de la révolution prolétarienne. La complexité des rapports de classe et de leur traduction organisationnelle découle de ce que dès octobre la classe ouvrière s'était intégrée à la révolution démocratique bourgeoise en poursuivant ses propres objectifs de classe ; ainsi la contradiction entre le

1. *Nepszava,* 2 novembre 1918.
2. T. Hajdu, *op. cit.,* p. 57.
3. *Ibid.*

pouvoir monarchique et le pouvoir bourgeois naissant tendait progressivement à se réduire à l'opposition des conseils prolétariens à toute la coalition des possédants. On ne peut donc se fonder seulement sur la terminologie (conseils nationaux, populaires, ouvriers, etc.) pour tracer les lignes de clivage qui permettraient de décrire le développement de la dualité du pouvoir. Il existe un clivage profond entre les conseils nationaux locaux et ceux des conseils départementaux où tentait de se réinvestir l'appareil d'État ; mais on peut aussi distinguer, parmi les conseils nationaux locaux, ceux qui subissent l'influence prépondérante du prolétariat rural, des mineurs, des ouvriers et des soldats révolutionnaires et ceux qui restent sous la coupe de la moyenne paysannerie et du clergé. Il serait encore insuffisant de concevoir ces clivages sur la base d'un simple découpage sociologique : c'est la nature des dispositions prises par les conseils qui détermine leur position de classe. Il est certain par exemple que les conseils nationaux qui réclament la socialisation des usines et des mines, qui dirigent les occupations de terres, remplacent la gendarmerie par le peuple en armes, se placent nettement sur le terrain de la révolution prolétarienne quand bien même ils protesteraient de leur fidélité au gouvernement Karolyi ; ceux dont les propriétaires ont su accaparer la direction et ont rompu avec la monarchie mais s'en tiennent aux conquêtes démocratiques bourgeoises.

La situation va se clarifier à partir de janvier, principalement à cause de l'évolution de la situation internationale, mais aussi sous l'influence du parti communiste qui saura tirer parti des désillusions populaires et de l'impuissance du gouvernement. Le développement rapide des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats va absorber les conseils populaires locaux et les dresser contre le gouvernement Karolyi. En basculant du côté de la classe ouvrière, la petite bourgeoisie urbaine et surtout la paysannerie pauvre commenceront à se diriger vers la révolution socialiste.

Les paysans pauvres, qui constituent la couche la plus nombreuse de la population rurale, sont appelés à jouer un rôle décisif dans cette évolution politique. Dans les régions où la structure de la propriété est la plus contrastée dans le Viharsarok («coin des orages», par référence à un passé chargé de révoltes paysannes) et le Kunsàg, ce sont eux qui dominent largement les conseils populaires ou nationaux. Mais la moitié des conseils de villages regroupaient toute la paysannerie. Les petits fermiers et les petits propriétaires paysans attendaient surtout de la révolution le partage des terres. Pour réaliser cette ambition ils s'appuyèrent souvent sur les couches plus aisées, encouragés dans ce sens par les directives du CNM qui demandait que toute la population se

fasse représenter au sein d'un unique conseil de village. Par contre, ces mêmes paysans exprimaient clairement leur défiance à l'égard des ouvriers agricoles et des domestiques, soit pour faire valoir une indépendance économique toute relative mais chèrement acquise, soit par crainte des revendications concurrentes qu'ils pouvaient avancer en ce qui concerne le partage des grands domaines.

La fraction politiquement la plus avancée et la plus résolue des conseils de villages était constituée par les soldats démobilisés, eux-mêmes anciens paysans ou salariés agricoles qui avaient parfois conservé la structure des conseils de soldats ou bien s'étaient tout simplement intégrés aux conseils nationaux. Dans la périphérie des grandes villes industrielles et des bassins miniers, où des conseils ouvriers se formaient quotidiennement dans la première quinzaine de novembre, les couches les plus défavorisées de la population rurale (terrassiers, journaliers, domestiques), conseillés et appuyés par les ouvriers d'usine ou les mineurs, parvenaient à exercer au sein des villages un certain ascendant sur les propriétaires et les fermiers. Ce sont eux qui, les premiers, se sont attaqués à la gendarmerie à l'administration, et ont occupé les latifundia[1].

Dans un premier temps la petite paysannerie attendit avec confiance la réforme agraire du gouvernement Karolyi ; c'est en partie pour cette raison qu'elle eut tendance à lier son sort à celui des gros fermiers et des paysans moyens : ces petits notables, influents au sein des organisations coopératives et auprès des commerçants, semblaient pouvoir exercer une influence positive sur le CNM où ils étaient représentés et favoriser la mise en œuvre des réformes espérées depuis si longtemps. En outre, ils régentaient le marché agricole avec d'autant plus d'assurance que l'éviction des fonctionnaires despotiques semblait avoir restituée au producteur local davantage d'indépendance. Libérés pour un temps des contraintes étatiques, les villages n'obéissaient ni aux ordres du gouvernement ni à ceux du conseil national, du district (quand il existait), ou du département. Ils se constituaient en véritables petites républiques indépendantes, protectionnistes, organisant les échanges dans un rayon limité et au hasard de l'offre et de la demande. Habitués à n'attendre de l'État que taxes et réquisitions, ils ne se souciaient pas d'assurer l'approvisionnement des grandes villes et cherchaient à éviter les transports de marchandises par chemin de fer, complètement désorganisés par le pillage et la démobilisation.

1. *Ibid.*, p. 43-44, du même auteur, *Az 1918 As magyarorszagi…*

La méfiance à l'égard de l'administration est telle que le chef du district de Zenta se plaint le 6 novembre auprès du gouvernement de ce que «le peuple ne veut même pas entendre parler des anciens employés». Trois jours plus tard, pris de panique, il rapporte[1] :

> Élus municipaux chassés. Pouvoir illimité des conseils nationaux. S'emparent des caisses municipales. Abattent et distribuent à la population le bétail réquisitionné pour l'État. Formation de gardes nationales absolument inutilisables... Villages entre les mains de la racaille. Autorités impuissantes.

Le gouvernement essaya d'organiser des unités spéciales de répression contre les soulèvements de la paysannerie pauvre et des ouvriers agricoles en prenant appui sur les officiers d'ancien régime et sur les paysans riches. C'est ainsi qu'un village de la région d'Arad fut bombardé sur requête du commandement militaire de Temesvar. Les forces de gendarmerie, regroupées au niveau des districts et des départements, après avoir subi la colère des paysans, opéraient des raids punitifs dans les villages et procédaient à de nombreuses exécutions sommaires. T. Hajdu estime que l'administration du gouvernement républicain fit plus de victimes parmi les paysans que celle du régime des Habsbourg et de la monarchie hongroise[2].

C'était en fait, sous le sigle républicain, la même administration, le même appareil d'État en proie à la panique. Mais lorsque les gros propriétaires ou les fonctionnaires ne pouvaient venir à bout des révoltes locales, ils essayaient aussi, et parfois avec succès, d'opposer les conseils ouvriers au prolétariat agricole ; cela leur était d'autant plus facile que le MSZDP s'était traditionnellement détourné des aspirations paysannes. La manœuvre ne réussissait pas toujours ; ainsi les ouvriers d'une usine d'armement de Györ, envoyés dans un village pour le «maintien de l'ordre» se joignirent à la population locale pour chasser le *Jegyzö,* le curé et le pharmacien qui s'opposaient au pouvoir du conseil populaire.

À partir du 15 novembre, le ministre de l'intérieur adresse une circulaire aux préfets, leur demandant de veiller à ce que les conseils locaux se subordonnent à l'État. De son côté, le CNM adressait aux conseils locaux une requête semblable.

Loin de s'affaiblir, l'organisation autonome de la population rurale progressait et gagnait des couches hésitantes comme les employés municipaux, paralysés jusque-là par la crainte des sanctions administratives.

1. *Ibid.*, p. 60.
2. *Ibid.*, p. 66-67, 117 et suiv.

Progressivement dépossédée de ses attributions, la machine administrative du royaume n'est pas morte ; elle commence à secréter les forces de la contre-révolution qui se rassembleront au printemps de l'année 1919 contre le prolétariat avec l'appui des armées de l'Entente.

Suivant, à deux mois d'intervalle, l'exemple de la bourgeoisie tchèque, le gouvernement Karolyi tente de supprimer les organes qui l'avaient porté au pouvoir. Par une loi du 30 janvier, les conseils nationaux locaux furent transformés en « conseils du peuple provisoires ». Il s'agissait d'instituer des organismes paritaires composés de fonctionnaires et d'édiles nommés par le préfet ainsi que de représentants des anciens conseils municipaux. Dans tous les cas les paysans pauvres étaient exclus. Cette mesure provoqua la colère des paysans. Le gouvernement recula : une nouvelle loi fut publiée en février, conservant la libre élection des « conseils du peuple » mais limitant leur sphère d'action à celle des anciens conseils municipaux, incompétents en matière de transactions foncières et de fermage. Cette loi interdisait la révocation des élus. Ni l'un ni l'autre texte ne parviennent à freiner la révolution du peuple. Ils restèrent lettre morte.

Le conseil ouvrier central et le conseil de soldats de Budapest

En novembre, la presse de la capitale relatait quotidiennement la formation des conseils les plus variés. Les artisans, les commerçants, les policiers, les pharmaciens, les prêtres, les médecins suivaient l'exemple des ouvriers et des paysans. Sans doute voulaient-ils se protéger de cette façon contre les assauts de la classe ouvrière et faire apparaître leurs privilèges, leurs passe-droits, les manifestations de leur autorité publique comme de légitimes revendications. Un « conseil de police » s'était constitué sous la direction de Karolyi Dietz, chef de la police ; des comtes et des politiciens bourgeois de Budapest avaient formé un « conseil national Sicule ». Les couches les plus réactionnaires se mettaient ainsi au goût du jour. Mais on aurait tort d'interpréter la « contagion soviétique » dans l'ensemble des couches non prolétariennes comme une manœuvre concertée de la contre-révolution.

L'organisation de la population de Budapest sur le mode soviétique traduisait surtout l'évolution rapide de la petite bourgeoisie vers la classe ouvrière. On ne peut qu'interpréter en ce sens la formation du « conseil étudiant » ou celle du « conseil ouvrier de la santé publique » qui regroupait autour des employés et ouvriers des hôpitaux et bon nombre de pharmaciens et de médecins[1].

1. *Ibid.*, p. 62, p. 127 pour les paragraphes suivants.

L'essentiel de l'activité des comités d'usines et des différents soviets convergeait vers un organe central, le conseil ouvrier de Budapest, qui était appelé à jouer pour la Hongrie tout entière un rôle comparable à celui du conseil d'ouvriers et de soldats de Petrograd.

La direction du MSZDP voulut transformer le conseil ouvrier de Budapest (COB) en une sorte de commission élargie de délégués du parti ; de même, les conseils locaux et les comités d'usine auraient été assimilés à des organes du parti et des syndicats. L'appareil réformiste tirait argument du monopole traditionnel de l'organisation politico-syndicale pour tenter de faire prévaloir son contrôle sur la libre élection des délégués et restreindre par là même le choix des représentants ouvriers.

Le journal bourgeois *Vilag* relate ainsi la séance constitutive du COB du 2 novembre :

> Dans la salle de réunion de la nouvelle mairie se sont réunis aujourd'hui les présidents et les secrétaires des syndicats qui ont constitué au nom des ouvriers et des employés des entreprises, des usines et des ateliers de la capitale, le conseil ouvrier. Le conseil approuve les dispositions adoptées par le conseil national auquel il décide d'adhérer[1].

Les socialistes du courant droitier Mor Preusz et Jànos Vanczak furent élus à la présidence du COB, Deszë Bokanyi fut chargé de la direction des délégués du COB au sein du CNM La bureaucratie social-démocrate parvint à se faire accepter par les délégués d'usines en laissant passer des résolutions d'inspiration nettement révolutionnaire : l'une d'elles exigeait le remplacement de l'armée régulière par des milices populaires, la surveillance du conseil municipal de Budapest par un comité de trois membres dont deux auraient été choisis au sein du COB et un au sein du conseil de soldats de Budapest (CSB)[2].

Aussitôt élus, les dirigeants droitiers du COB se sont empressés d'oublier les résolutions votées, ou plutôt de les transformer, en décidant que le COB, le CNM et le conseil des employés de la capitale enverraient chacun un délégué au sein du conseil municipal.

La Nepazava fit paraître le 5 novembre un statut des conseils ouvriers urbains qui n'avait été présenté ni au COB, ni même aux instances inférieures du parti. D'après ces statuts, les 365 membres du C0B devaient comporter 126 représentants du parti et de diverses associations politiques, sociales et culturelles contrôlées par le parti, et 239 délégués des seules sections syndicales. Ces dispositions, immédiatement mises en

1. *Vilag,* 3 novembre, cité par T. Hajdu, *op. cit.,* p. 46.
2. *Nepszava,* 3 novembre 1918.

œuvre, enlevaient toute initiative aux comités d'usines. D'autre part, le statut était rédigé de telle sorte que les conseils ouvriers, «véritable représentation des intérêts de classe des ouvriers organisés de Hongrie», devaient se subordonner à la direction du parti. On ne devait élire des conseils que là où existait une section social-démocrate. Bien plus, les conseils ouvriers devaient considérer la commission exécutive des délégués du parti comme leur seule représentation nationale, et ne pouvaient élire en congrès leur propre direction.

Comme ce statut bureaucratique ne concernait que les conseils des villes, sa mise en application ne pouvait qu'isoler davantage les conseils locaux et renforcer les tendances isolationnistes de la paysannerie.

L'organisation et la composition statutaires des conseils étaient excessivement étriquées: seules les instances régulières du parti pouvaient les convoquer, seuls étaient éligibles ceux qui depuis un an au moins travaillaient dans la même corporation, adhéraient au parti et possédaient un abonnement à la *Nepszava*. Ces dispositions interdisaient aux jeunes ouvriers, aux nouveaux militants et aux sans-parti d'accéder à des responsabilités au sein des conseils; il s'agissait surtout de couper la route à la jeunesse enthousiasmée par la révolution bolchevique, aux prisonniers de guerre qui n'avaient évidemment pas pu s'abonner à *Nepszava* depuis 1915 dans les camps tsaristes!

La «commission centrale exécutive» du COB fut composée en majorité de bureaucrates ou de militants encore influencés par la bureaucratie. Mais pour éviter que la crise du parti ne se répercute à la direction du COB l'appareil réformiste dut aller encore plus loin: la commission exécutive ne fut jamais convoquée jusqu'à la révolution de mars 1919. Enfin, bien que la période des 2-13 novembre 1918 fût décisive pour l'ennemi de classe, le parti s'abstint de convoquer le COB pendant plus d'une semaine. Lorsqu'à la seconde séance (13 novembre), les délégués des usines firent observer cette lacune, Weltner répondit: «Rien ne nous a manqué depuis 11 jours... et même si nous nous étions réunis, cela n'aurait point hâté le cours des évènements.»

Cette déclaration péremptoire de défiance à l'égard du COB était assortie d'une mise en garde: «On ne peut pas se battre actuellement pour l'abolition de la propriété privée, but du socialisme[1].» La réunion du 13 décida d'instituer des conseils d'arrondissement entre les conseils d'établissements ou d'usines et le conseil central et de créer à chaque échelon des «commissions techniques» appropriées aux différentes modalités du contrôle ouvrier. Aucune de ces mesures ne fut appliquée.

1. *Nepszava,* 14 novembre 1918.

Le 18 novembre, l'opposition socialiste commença à se manifester contre le «gouvernement bâtard» et à exiger d'énergiques mesures de socialisation. Le ministre de l'intérieur Batthyany était particulièrement visé. Mais la fraction· social-démocrate parvint à faire voter une motion d'après laquelle «l'ensemble des questions posées seraient discutées par la direction du part[1]».

Dans les conseils ouvriers de province, les résolutions reflétaient plus fidèlement l'état d'esprit des masses et la base militante put se faire entendre en profitant de la distance qui la séparait de la direction social-démocrate et du pouvoir central. L'historien Tibor Hajdu démontre que ce décalage entre la capitale et la province est identique à celui qui apparut en Russie, dans le mouvement soviétique, après la Révolution de février. Les responsables locaux du MSZDP étaient portés à ne suivre que leurs propres convictions et encourageaient fréquemment les occupations d'usine, les premières mesures de contrôle ouvrier sur la production et la constitution de milices ouvrières. La direction du parti pouvait d'autant moins imposer sa volonté aux sections de province qu'elle était en train de subir de profonds remaniements : les leaders droitiers comme Ernö Garami, entièrement accaparés par la politique gouvernementale et les manœuvres au sein de la bourgeoisie, avaient pris du champ par rapport au fonctionnement du parti ; les leaders centristes comme Kunfi ou Pogàny avaient tendance à s'adapter au mouvement des masses et certains d'entre eux, comme Hamburger, Landier, Varga apparaissaient désormais au premier plan[2].

Malgré toutes les garanties dont s'entourait l'appareil réformiste à l'égard du COB, malgré le décalage entre Budapest et la province, tout le pouvoir potentiel de la classe ouvrière se concentrait autour du COB et du CSB qui constituaient virtuellement aux yeux de tous les travailleurs le centre politique du combat pour la prise du pouvoir. C'est pourquoi la *Nepszava* du 5 novembre avait tenu à déclarer en vertu de l'accord passé entre le gouvernement bourgeois et les notables du MSZDP :

> Le conseil national, le conseil ouvrier, le conseil de soldats sont les organismes de contrôle du gouvernement, ses organismes de propagande, mais ils ne sont pas des instances ayant pouvoir de décision[3].

Le gouvernement et ses alliés entendaient maintenir l'ensemble des conseils, même les plus modérés, dans· le cadre d'attributions purement

1. *Nepszava,* 18 novembre 1918.
2. T. Hajdu, *op. cit.,* p. 52.
3. *Nepszava,* 5 novembre 1918.

consultatives. Cet effort portait particulièrement sur le conseil de soldats de Budapest, centre de la force armée du prolétariat, qui en prenait à son aise aussi bien avec les consignes du parti qu'avec les décrets du gouvernement. Dès le 3 novembre le gouvernement fit savoir que des compétences du CSB étaient prises en charge officiellement par le ministre de la défense et la Préfecture de police. Au cours du conseil des ministres du 4, Kunfi eut beaucoup de mal à persuader ses collègues qu'il n'était pas possible de supprimer les conseils de soldats. L'indépendance relative du CSB à l'égard du parti social-démocrate découlait de ce que les socialistes et les syndicats ne disposaient pas d'une organisation spécifiquement militaire dans les casernes. Le CSB, composé de plus de mille membres, était une assemblée démocratique dont la composition dépendait presque exclusivement des votes effectués par les soldats. Cette situation ne changea pas fondamentalement après la nomination de Pogany à la tête de ce conseil militaire.

Le gouvernement parvint à faire accepter au CSB la tutelle du ministère de la défense et à lui ôter les compétences administratives dont il s'était spontanément saisi, mais jamais il n'osa le heurter de front car il était le représentant du prolétariat en armes. Pogany, malgré son indiscipline et ses excentricités, représentait une ultime garantie contre la bolchevisation. Soucieux de conserver à la fois la confiance des délégués et celle de la direction de son parti, il attaquait le parti communiste avec d'autant plus d'acharnement qu'il lui fallait céder toujours d'avantage aux injonctions révolutionnaires des soldats, Sous la pression des évènements, il dut abandonner en février cette position intenable et prendre ouvertement parti pour les communistes[1].

Aussitôt après l'ordre de démobilisation du ministre Béla Linder, le gouvernement se trouva dépourvu de toute force militaire pour maintenir l'ordre et faire obstacle aux prétentions territoriales des armées tchèques et roumaines. Une petite armée régulière fut hâtivement reconstruite avec les cinq dernières classes d'appelés, et atteignit à la fin de novembre un effectif de 70 000 hommes[2]. Mais comme les soldats avaient élu des conseils auxquels s'associaient, en dehors de toute réglementation officielle, les démobilisés, les ouvriers et les paysans en armes, il était impossible de restaurer la hiérarchie disciplinaire et de séparer l'armée de la population. C'est pour cette raison que le ministère de l'intérieur préférait faire appel à l'ancienne gendarmerie pour réprimer les révoltes paysannes.

1. T. Hajdu, *op. cit.*, p. 107-111.
2. V. Böhm, *op. cit.*, p. 91, décembre 1918.

Après que le ministère de la défense eût essayé de remplacer les conseils de garnison par des officiers nommés et responsables devant les seules· instances gouvernementales, le CSB décida, à la fin novembre, d'adresser à Albert Bartha, successeur de Linder, un mémoire sur le système des conseils de soldats. Un décret ministériel du 2 décembre reconnut l'existence des conseils de soldats comme «organisations destinées à garantir les succès de la révolution». Le secrétaire d'État à la défense Friedrich fut chargé d'étudier la question de l'élection des officiers avec l'état-major; en même temps qu'il faisait sur ce point quelques concessions à Pogany, il mettait sur pied, en relation avec la principale organisation contre-révolutionnaire (le Move) des bataillons d'alerte qui furent officiellement placés par un décret du 4 décembre sous les ordres d'officiers monarchistes.

Avertis du double jeu de Friedrich, Pogany et le CSB se portèrent avec toute la garnison de Budapest en armes devant le ministère de la défense pour exiger la démission de Bartha et le droit d'élire tous les officiers. Au cours de cette journée révolutionnaire du 12 décembre, le CSB envoya à Karolyi un véritable ultimatum concernant la réorganisation du ministère. Karolyi révoqua aussitôt Albert Bartha et son secrétaire d'État et les remplaça respectivement par le comte Sàndor Festetics et Vilmos Böhm, membre du comité exécutif du MSZDP, dirigeant du syndicat de la métallurgie et futur commandant en chef de l'Armée rouge. Le même jour, le ministre de l'intérieur Batthyany dut démissionner.

Lorsqu'en janvier 1919 Böhm devint ministre de la défense, il essaya à son tour d'empêcher tout contrôle des conseils de soldats sur les stocks de munitions et les arsenaux. À partir de cette période, le CSB se détacha nettement de la politique de la direction du MSZDP, demanda la destitution du gouvernement Karolyi et la formation d'un gouvernement «purement socialiste». Pour désarmer la contre-révolution et juger les suspects il préconisa la formation d'un «comité révolutionnaire» composé de représentants du COB, du MSZDP et du parti communiste[1].

Source

Autogestion et socialisme, n° 30-31, mai-juin 1975.

1. T. Hajdu, *Az 1918 As magyarorszagi…,* p. 136-138, 232-240; V. Böhm, *op. cit.,* pp.115-122; T. Hajdu, Tanacsok…, p. 107-111, A. Kass, F. de Lazarovic *op. cit.,* p. 73-74.

INDE

Des luttes populaires actives

Gérard Chouat avec la participation d'Henri Mermé

Les luttes sociales qui se déroulent en Inde depuis plusieurs mois constituent un évènement considérable même si ça n'est guère apparu dans les grands médias. On a pu lire qu'il s'agit du mouvement social numériquement le plus important des 21e et 20e siècles, ce qui est vrai, ceci étant lié au statut de l'Inde «plus grande démocratie du monde» avec une population se situant au deuxième rang mondial.

L'Inde est un État fédéral, avec un pouvoir réel des gouvernements régionaux. Ceci entraîne des disparités importantes dans les politiques menées par exemple entre New Delhi et le Kerala seul État dirigé par le Parti communiste d'Inde (marxiste). Le gouvernement actuel du pays est dirigé par Narendra Modi du BJP, parti nationaliste, qui a profité de l'épuisement du Parti du Congrès dirigé depuis l'indépendance par la «famille» Gandhi Nehru. Son slogan «Shining India» (L'inde brillante) a un double sens : d'un côté, un ultranationalisme religieux hindouiste, de l'autre. La volonté de remplacer une économie avec un fort rôle de l'État par une économie libéralisée capitaliste de marché moderne. Après l'indépendance, une économie très centralisée à grande participation étatique et ultra-nationale a permis un développement finalement assez lent, mais aussi, ne l'oublions pas, la «révolution verte» donc la fin non de la grande pauvreté mais de la famine. Cette ère, très marquée par le parti du Congrès, a cédé la place à une ère de porosité aux grands investissements étrangers et, à l'inverse, d'investissements Indiens à l'étranger (ex. Arcelor Mittal...). Surtout, dans une deuxième étape, correspondant peu ou prou à la montée du BJP, s'est instauré un capitalisme de libre entreprise.

Si l'Inde s'est indiscutablement modernisée et a à présent accès aux technologies les plus modernes (dans les domaines de l'informatique, des biotechnologies et du spatial, par exemple), les inégalités se sont fortement accrues (et elles étaient déjà extrêmement importantes), et même il existe une ségrégation géographique entre des zones

résidentielles pour cadres (Vasant Vihar par exemple à New Delhi) et les bidonvilles installés jusque dans le cœur des villes. De nombreuses coexistences choquantes existent avec un exemple extrême quasi caricatural à Mumbai (Bombay). Le célèbre hôtel Taj Mahal et sa vue sur la Porte des Indes donnent directement sur des rues nettement plus pauvres et où il y a toujours des mendiant·es cinq mètres après la sortie. Surtout, les migrations dans les grandes villes se sont accompagnées de l'extension faramineuse des bidonvilles (les fameux *slums*). Pire encore, si la famine a dans l'ensemble disparu, ainsi que les grandes épidémies (à part le Covid, bien sûr, dont seule la nouvelle flambée après la fête des couleurs – Holi – est une caractéristique spécifique du pays). Il existe à présent de grands centres industriels «classiques» et textiles dont évidemment les bas prix sur le marché mondial sont dus au recrutement des personnels dans les slums. Enfin le système des castes, officiellement aboli, reste très visible, en réalité, ne serait-ce que par des attitudes et accents dans le langage qui identifient quasi à coup sûr un Brahmane. Le développement des campagnes est encore plus inégalitaire que celui des villes et les habitant·es des villages sont souvent encore très pauvres avec des exceptions notables suivant les États (Goa, Kerala, par exemple, où ils ont un niveau supérieur à la moyenne).

Deuxième caractéristique du BJP : un ultranationalisme hindouiste visant à faire des musulman·nes des citoyen·nes de seconde zone associée à une position très dure vis-à-vis du Pakistan ou des régions contestées : le Cachemire est sous quasi-État de siège après une vraie période d'isolement complet (y compris avec coupure des communications) avec une occupation par l'armée fédérale et la révocation de son statut d'autonomie. Surtout, les lois sur la nationalité passées par le BJP font effectivement de ces derniers des citoyen.nes de deuxième zone à qui la nationalité indienne peut être refusée. Le passage de cette législation a entraîné des émeutes de la population musulmane dans les grandes villes suivies de contre-manifestations aux allures de pogromes y compris dans les universités centrales (cas de la JNU Jarwahal Nehru Université à New Delhi par exemple) dont les étudiant·es se sont élevé·es toutes religions confondues. Des mini-pogromes se sont déroulés avec la complicité de la police malgré le désaveu des autorités municipales de Delhi contre le pouvoir central…

À l'encontre de la politique menée par Modi le mouvement actuel est totalement intercastes chez les hindouistes et totalement interreligieux. Son origine est une opposition à la volonté politique du gouvernement Modi de poursuivre la libéralisation de l'économie. Jusqu'ici, depuis les premiers gouvernements du Congrès, l'État était très interventionniste

dans la fixation des prix agricoles assurant ainsi un revenu minimal aux paysan.nes qui à 95 % ne disposent que de petites exploitations. Désormais, les paysan.nes peuvent vendre leurs denrées, sans intermédiaires, à des acheteurs privés et court-circuiter les *mandits*, les vieux marchés réglementés, où l'État assurait un prix minimal sur certains aliments de base, principalement le blé et le riz. Ce choix a été décidé en pleine crise sanitaire sans aucune concertation avec les organisations paysannes. La promulgation de ces lois a eu lieu mi-septembre, et celles-ci ont très vite été analysées comme ultralibérales, dans le contexte du passage à une économie capitaliste débridée allant à l'encontre des régulations mises en place dès les années 1950, qui ont tout de même permis la «révolution verte».

Dès lors l'objectif est évident. Copie résumée d'un article de la Croix paru en décembre 2020, à l'issue du premier mois de mouvement et dans la préparation du blocage de Delhi. Le recul de l'État dans le secteur suscite cependant une immense inquiétude dans les campagnes, tant le monde paysan se porte mal. Les agriculteurs sont de plus en plus vulnérables, dans un contexte de crise agraire qui s'intensifie. En 2019, 10 281 Indiens vivant de l'agriculture se sont suicidés. La problématique de la fragmentation des terrains agricoles est un cycle infernal, avec 86,2 % des agriculteurs ne possédant que des surfaces de moins de 2 hectares. Désormais, les paysan·nes redoutent de devenir les victimes des intérêts des géants de l'agroalimentaire et de la distribution. «Les grandes compagnies vont ruiner nos vies!», lance Prem Singh, un fermier de 50 ans. Il a rejoint le site de Singh avec une vingtaine d'hommes de son village du Pendjab. Dans leurs rangs, le discours anticapitaliste est devenu la norme. «Boycottez Reliance!», peut-on lire sur une pancarte accrochée à un tracteur qui cible ainsi le conglomérat de l'homme d'affaires Mukesh Amani. D'autres écriteaux visent celui de Gautam Adjani. Ces deux milliardaires indiens sont suspectés de vouloir exploiter la filière sur le dos des paysan·nes. «Ce gouvernement travaille pour Adjani et Amani, par pour nous, affirme Gardée Singh, représentant d'un syndicat paysan. Ils vont nous prendre nos terres de force. Nous voulons garder le système des *mandits* et des prix minimaux!»

Il s'agit aussi de réformer et supprimer les *mandits*, ces marchés d'États régionaux ou provinciaux où les marchandises sont achetées à prix fixe pour les plus nécessaires (blé, riz par exemple) et peuvent également être achetées, en dernier ressort, par l'agence alimentaire nationale, la Food Corporation of India, pour soutenir les prix depuis la révolution verte, qui redistribue si nécessaire à bas prix aux défavorisé·es.

Nouvelle citation. Aux yeux de Bruno Dorin, économiste au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) en poste à New Delhi, «les conséquences possibles sont plus complexes»:

> L'implication de multinationales indiennes, capables de fournir d'importants investissements de stockage ou de réfrigération, pourrait conduire à ce qu'elles acquièrent localement des positions monopolistiques, autrement dit le pouvoir de contrôler les prix.

C'est évidemment l'objectif principal… Mais on ne comprend pas le soutien populaire si on oublie que les *mandits* ont un rôle distributif: des quantités de blé, de riz, et d'une vingtaine d'autres denrées achetées par les pouvoirs publics sont revendues à très bas prix aux plus pauvres dans des échoppes gouvernementales.

D'emblée, le mouvement d'opposition à ces lois a réuni des masses importantes, au départ du Pendjab (forte majorité sikh, d'où le nombre de turbans vu sur certaines photos), qui ont dès le 25 novembre convergé sur New Delhi pour établir un gigantesque campement, avec leurs tracteurs vite rejoints par des originaires des États voisins (Haryana, Uttar Pradesh, et Rajasthan). Il en a été de même quasi immédiatement aux alentours de Mumbai (Bombay), état du Maharastra, mais aussi dans une moindre mesure Calcutta, État du Bengale-Occidental, et Chennai (Madras), État du Tamil Nadu Deux dates de grève générale ont été fixées: les 26 novembre et 8 décembre 2020, avec une dynamique quasi insurrectionnelle, les tracteurs marchant sur New Delhi, avec l'appui des organisations syndicales ouvrières. Une première journée de grève nationale ouvriers et paysans a réuni le 8 janvier plus de 250 millions de personnes (les syndicats ouvriers se limitant à des revendications économiques).

Le gouvernement Modi a suspendu ces lois après un arrêt de la Cour suprême du 12 janvier, mais cela n'a pas suffi, Les affrontements ont été alors très durs, les barrages policiers étant plusieurs fois débordés à Delhi, et lors d'une nouvelle manifestation, le fort Rouge (palais forteresse des Moghols) envahi par certains manifestant·es lors d'une nouvelle grosse manifestation à Delhi le 26 janvier, après qu'une baisse de soutien ait été visible de la part des syndicats. Le gouvernement Modi a tenté, sans succès, d'exploiter cette «intolérable violence» présentée comme (ça l'est un peu) l'équivalent en France de l'envahissement de Versailles… La question de savoir s'il y a eu action de provocateurs ou pas fait débat…

Depuis, le gouvernement ne recule plus, et a fait des pas en avant dans la répression, sans pouvoir toutefois aller trop loin (il a des forces

importantes bloquées au Cachemire) et surtout perd peu à peu de l'influence dans la population. Surtout, le mouvement s'est étendu effectivement à d'autres revendications dont la suspension de certaines privatisations, tandis que des actions unitaires se multipliaient. Par exemple, comme le cite Jacques Chastaing, dans l'État du Tamil Nadu en ébullition, en plus du soulèvement paysan, début mars il y a eu des grèves massives de dimension nationale des fonctionnaires d'État, des employé·es des crèches et garderies rurales, des employé·es des compagnies d'assurances, des banques, des cheminot·es, des étudiant·es, des électricien·nes… et l'AIADMK, le parti qui dirige l'État, allié du BJP, tremble, car les élections approchent…

Surtout, le mouvement s'est structuré. Les campements sont pérennes (Delhi est en quelque sorte «semi-assiégé»), et sont intercastes/confessions : Intouchables, ouvrier·es, jeunes, étudiant·es, syndicalistes, *Adivasits* des tribus, hindous, sikhs, musulman·es, bouddhistes… avec des débats tous les soirs mélangeant revendications paysannes, ouvrières, écologiques, et fait nouveau, l'entrée en lice massive de femmes paysannes ou non, Intouchables, musulmanes, sikhs ou hindoues, souvent des employées des crèches rurales et aides-soignantes rurales en lutte elles-mêmes depuis des mois, qui commencèrent à investir la mobilisation paysanne à partir du 29 janvier 2021.

Les *manhanpachayats* structures traditionnelles d'assemblées paysannes qui se sont en décembre-janvier transformées en structures de démocratie directe du soulèvement actuel sont des assemblées générales régulières locales ou régionales ouvertes à toutes et tous, femmes, jeunes, ouvrier.es, Intouchables, musulman.nes, sikhs, hindous tous ensemble, ce qui il y a quelques mois était inenvisageable. Les *manhanpachayats*, qui peuvent réunir jusqu'à des dizaines de milliers de partisan·nes, sont des structures qui veillent à l'organisation concrète de la lutte, organisent les péages autoroutiers gratuits continus, le boycott des chaînes de magasins, stations essence, entrepôts, entreprises des capitalistes qui soutiennent Modi, permettent aux campements paysans de Delhi regroupant des centaines de milliers de personnes, d'être alimentés en nourriture, eau, équipements divers… Ce sont elles qui mettent aussi peu à peu en place des structures pas seulement de lutte mais de vie quotidienne en rapport avec leurs idéaux et objectifs, de solidarité pour les plus pauvres, en matière de nourriture, de santé, d'école… et tous les aspects de la vie civile, jusqu'aux mariages, gratuits, sans prêtres, sans rituels religieux.

Nouveau pas en avant en mars : le 5, grève générale massivement suivie contre les privatisations dans l'État de l'Andhra Pradesh notamment

contre la privatisation de l'aciérie Viag (33 000 salariés) qui a été massivement suivie ; les transports publics étaient totalement arrêtés, comme les rickshaws, les écoles, les services publics, pas un seul magasin n'était ouvert, tout était arrêté. Ce processus de privatisation a été lui aussi suspendu…

Nouvelle journée de grève générale le 26 mars… La façon de riposter du gouvernement a été d'avoir recours à ses nervis, qui ont le 2 avril, tenté d'assassiner par tir de balles et jets de pierres, le leader paysan Rakesh Tikait, alors qu'il revenait d'un meeting qu'il avait tenu au Rajasthan… Les leaders ont annoncé qu'ils pourraient rendre œil pour œil, dent pour dent, avec de l'autre côté des menaces : ainsi dans l'État de l'Haryana que le BJP dirige mais où il perd de plus en plus le contrôle de l'État, un premier ministre a été empêché d'atterrir avec son hélicoptère dans son État et de rentrer dans sa propre maison par les piquets paysans, le gouvernement a sorti une nouvelle loi qui permet de prendre leurs propriétés aux personnes ayant participé à des manifestations illégales, ce qui a mis encore un peu plus en colère les paysan.nes.

Conclusion provisoire. S'il est illusoire de faire des *manhanpachayats* actuellement des organes précurseurs d'une prise de pouvoir par un gouvernement « ouvriers paysans », on a au minimum une situation type 1968 en France, pire un succédané de 1905 en Russie. En clair, ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme avant ni du futur qu'on leur propose, ceux d'en haut perdent de plus en plus le contrôle général de la situation, et une répression massive sanglante est sans doute impensable, une partie de la police et de l'armée, à la différence de ce qui s'est passé au Cachemire, n'y étant pas prête… Tout dépendra de façon ultime de la capacité de ces structures de double pouvoir partiel à générer un programme politique central, de se diffuser dans l'ensemble du pays ce qui n'est pas le cas à ce stade et d'affirmer un leadership au plan national. La situation actuelle est donc par beaucoup d'aspects pré révolutionnaire. Sans plus mais pas moins, ce qui est déjà un événement

12 avril 2021

Source

Commission internationale d'Ensemble !

RUSSIE

Les bolcheviks et le contrôle ouvrier 1917-1921

Maurice Brinton

L'ouvrage de Maurice Brinton, *The Bolsheviks and Workers Control, 1917-1921,* a été publié en 1970 par le groupe Solidarity de Londres[1]. Celui-ci fait partie d'un ensemble constitué par plusieurs groupes autonomes anglais, réunis autour de la plate-forme «As we see it» que nous publions ici après le texte de Brinton. Le groupe de Londres, formé en 1960 sous le nom Socialism Reaffirmed, a publié depuis cette date le journal *Agitator,* puis (à partir de 1961) *Solidarity for Workers' Power* (une soixantaine de numéros parus) ainsi que de nombreuses brochures (une quarantaine). Les grands axes des activités et de la propagande de Solidarity ont été : a) au début des années 1960, la participation à la lutte contre l'armement atomique dans le cadre du «comité des 100» (dont l'action s'est développée en marge des organisations bureaucratiques existantes et a réussi à mobiliser des milliers de militants pendant plusieurs années) et aux luttes et occupations pour protester contre la hausse des loyers, les conditions de logement, etc., (il s'agit de luttes qui ont commencé beaucoup plus tôt en Angleterre qu'en France, et qui ont un impact beaucoup plus grand qu'ici sur l'opinion) ; b) la diffusion d'informations sur les problèmes d'organisation et le contenu des luttes ouvrières (voir par exemple, récemment, les brochures *Strategy for Industrial Struggle* de Mark Fore et *Under New Mangement? The Fisher-Bendix Occupation*) ; c) la critique des sociétés bureaucratiques (textes sur la révolution hongroise de 1956, réédition de *L'Opposition ouvrière* d'Alexandra Kollontaï, traduction du *Kronstadt* de Ida Mett, etc.) ; d)

1. Solidarity 123 Lathom Road, Londres E. 6. Il a été traduit depuis en allemand, suédois, hollandais, japonais, grec et, récemment, en espagnol (*Los bolcheviques y el control obrero,* Paris, Ruedo Ibérico, coll. «El viejo topo», 1972).

la publication de textes sur les aspects les plus nouveaux des luttes révolutionnaires (une excellente brochure sur Mai 68 en France, des discussions sur l'enseignement, le rôle de la femme, une autre sur les rapports entre répression sexuelle et politique[1], etc.), et, notamment, plusieurs textes importants publiés par la revue française *Socialisme ou Barbarie* (1949-1965) (dont les idées ont eu une influence décisive sur l'orientation du groupe), en particulier «Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne» de P. Cardan [C. Castoriadis], *S. ou B.,* n° 31-33, 1960-1962, sous le titre *Modern Capitalism and Révolution*, 1965, et «Sur le contenu du socialisme», *S. ou B.,* n° 22, 1957, sous le titre *Workers' Councils and the Economies of A Self-Managed Society,* 1972.

On trouvera un résumé des positions de Solidarity: critique radicale des pays de l'Est, vus comme des sociétés d'exploitation, et de la bureaucratie comme nouvelle classe dominante; critique de la conception léniniste de l'organisation et des rapports entre l'organisation et les masses; définition du socialisme comme gestion ouvrière de la production et de toutes les activités sociales; critique des conceptions marxistes traditionnelles sur la dynamique et la nature de la crise de la société capitaliste, et de la conception traditionnelle de la politique révolutionnaire comme activité «spécialisée» séparée des autres activités sociales, dans le texte «Ce que nous sommes, ce que nous voulons» («As we see it») publié à la fin de ce volume.

Henri E. Morel

Ce livre a un double objectif: apporter un certain nombre d'éléments nouveaux à la discussion en cours sur le contrôle ouvrier, et tenter de présenter une nouvelle analyse du destin de la révolution russe. On verra que ces deux objectifs sont indissociables.

Le contrôle ouvrier

On parle à nouveau du contrôle ouvrier. Les «nationalisations» (à l'Est ou à l'Ouest) et le gouvernement du «parti de la classe ouvrière» (encore une fois, à l'Est comme à l'Ouest), ont manifestement échoué.

1. Maurice Brinton, *Authoritarian Conditioning, Sexual Repression and the Irrational in Politics,* traduit et publié sous le titre *L'irrationnel en politique* par le groupe français qui public le journal *Informations Correspondance Ouvrières*; celui-ci reproduit fréquemment des articles de *Solidarity.*

Ces moyens n'ont satisfait ni les espoirs ni les attentes des masses - et ne leur ont donné aucun pouvoir sur les conditions dans lesquelles elles vivent. Ceci a suscité un regain d'intérêt pour le «contrôle ouvrier», et pour des idées qui, dans un autre contexte, étaient largement diffusées au début du siècle. Aujourd'hui, des gens aussi différents que les Jeunes libéraux et les travaillistes «de gauche», des syndicalistes fatigués et des «trotskistes» de telle ou telle espèce sans oublier, cela va de soi, les anarchosyndicalistes et les «marxistes-libertaires» – parlent tous de contrôle ouvrier. De deux choses l'une : ou bien, tous ces gens ont des objectifs communs – ce qui semble peu probable – ou bien ce que les mots cachent est ici aussi important que ce qu'ils découvrent. Nous voudrions contribuer à dissiper cette confusion en rappelant comment, à un moment critique de l'histoire, s'opposèrent les partisans de différentes conceptions du contrôle ouvrier, en montrant qui l'emporta, pourquoi, et quelles en furent les conséquences.

Ce retour aux fondements historiques du débat n'est pas motivé par un goût particulier de l'archivisme ou des discussions ésotériques. Le mouvement révolutionnaire en Grande-Bretagne – à la différence d'autres pays européens ne s'est jamais beaucoup occupé de théorie, préférant en général une approche plutôt empirique des problèmes. Ceci peut l'avoir aidé parfois à éviter l'enlisement dans les marécages de la spéculation métaphysique, mais les effets nocifs d'une telle attitude, pour ce qui est de la clarté et de la cohérence, ont été importants. Sans une claire compréhension des objectifs et des forces (y compris les forces idéologiques) qui y font obstacle, la lutte révolutionnaire tend à devenir effectivement celle où «le mouvement est tout, le but n'est rien». Sans perspective claire, les révolutionnaires tombent fréquemment dans des pièges – ou s'égarent dans des impasses - qu'ils auraient pu facilement éviter avec un minimum de connaissance de leur propre passé.

La confusion qui règne autour du problème du contrôle ouvrier (du moins en Angleterre) est en partie une affaire de vocabulaire. Dans le mouvement révolutionnaire anglais (et dans une certaine mesure, dans la langue anglaise), on distingue rarement de façon nette «contrôle» et «gestion», fonctions qui peuvent éventuellement se recouper, mais qui sont en général tout à fait distinctes. Dans la littérature politique française, espagnole, ou russe, deux termes différents («contrôle» et «gestion», «control» et «gestion», «*kontrolia*» et «*upravleniye*») désignent respectivement une domination partielle ou totale des producteurs sur le processus de production. Il n'est pas difficile de voir pourquoi cette distinction est importante.

Car il y a deux situations possibles. Dans l'une, la classe ouvrière (l'ensemble des producteurs) prend toutes les décisions fondamentales. Elle le fait directement, à travers des organismes de son choix avec lesquels elle s'identifie complètement, et qu'elle sait pouvoir dominer totalement (comités d'usine, conseils ouvriers, etc.). Ces organes, composés de délégués élus et révocables, se fédèrent probablement sur une base régionale ou nationale. Ils décident (accordant le maximum d'autonomie possible aux collectivités locales) qu'est-ce qu'il faut produire, comment, à quel frais, et aux frais de qui. L'autre situation possible est celle où ces décisions fondamentales sont prises «ailleurs», «de l'extérieur», c'est-à-dire par l'État, le Parti, ou n'importe quel organisme sans de véritables liens avec le processus de production lui-même. La «séparation entre les producteurs et les moyens de production» (base de toute société de classe) est maintenue. Ce genre de solution ne tardera pas à montrer ce qu'elle est: une nouvelle forme d'oppression. Et ceci quelles que soient les bonnes intentions révolutionnaires de l'organisme en question, et quelles que soient les dispositions qu'il prenne (ou ne prenne pas) pour que les décisions politiques soient soumises de temps à autre à la ratification ou à l'amendement.

Il y a des mots pour décrire ces deux situations. Gérer signifie prendre les décisions soi-même, en tant que personne ou collectivité souveraine, et en pleine connaissance des informations nécessaires. Contrôler signifie superviser, inspecter ou vérifier les décisions prises par d'autres. Le «contrôle» implique une limitation de souveraineté ou, au mieux, un état de double pouvoir dans lequel certains déterminent les objectifs tandis que les autres s'emploient à ce que les moyens appropriés soient mis en œuvre pour les réaliser. Historiquement, les controverses au sujet du contrôle ouvrier ont éclaté précisément dans de telles conditions de double pouvoir économique.

Comme toutes les formes de double pouvoir, le double pouvoir économique est essentiellement instable. Il évoluera, soit vers une consolidation du pouvoir bureaucratique (la classe ouvrière exerçant de moins en moins de contrôle), soit vers la gestion ouvrière, la classe ouvrière prenant la production entièrement en charge. Depuis 1961, lorsque Solidarity commença à défendre en Angleterre l'idée de la gestion ouvrière de la production, d'autres se sont mis à réclamer «le contrôle ouvrier direct», «le contrôle ouvrier total», etc. – autant d'aveux tacites de l'impropriété (ou du moins de l'ambiguïté) des formulations précédentes.

Ce serait être bien peu clairvoyant que de ne voir dans tout cela qu'une question de purisme linguistique, une chicane terminologique

ou doctrinaire. Nous devons affronter à la fois les obstacles présents et ceux hérités du passé. Nous ne sommes pas surgis de nulle part sur la scène politique. Nous faisons partie d'une tradition révolutionnaire libertaire pour laquelle ces notions avaient une profonde signification. Et nous ne vivons pas politiquement dans le vide. Nous vivons dans un contexte historique spécifique, où se déroule un combat permanent. Dans ce combat, les intérêts antagonistes des différentes couches sociales (bourgeoisie, bureaucratie et prolétariat) s'expriment à travers des revendications différentes, formulées plus ou moins clairement. Et dans ces controverses, il y a essentiellement des idées divergentes du contrôle et de la gestion. Contrairement à Humpty Dumpty, nous ne pouvons faire dire aux mots uniquement ce que nous voulons. Le mouvement révolutionnaire est du reste l'une des forces en présence dans ce combat social. Et que nous le voulions ou non, que nous en soyons ou non conscients, la majeure partie du mouvement révolutionnaire est imprégnée de l'«ethos», la tradition, et les conceptions organisationnelles du bolchevisme. Or dans l'histoire de la révolution russe – particulièrement de 1917 à 1921 – le problème du «contrôle ouvrier» opposé à la «gestion ouvrière» devint immédiatement brûlant. «De 1917 à 1921, le problème de la gestion de l'industrie devint le baromètre le plus sensible de l'affrontement des conceptions sur la création d'un nouvel ordre social. [...] Ce fut de tous les sujets de conflit réel entre les factions communistes, le plus constant et le plus explosif[1]»; et, pourrait-on ajouter, entre les bolcheviks et les autres tendances du mouvement révolutionnaire. Des milliers de révolutionnaires furent tués et des centaines de milliers furent emprisonnés, avant qu'on n'ait mis un point final à l'affaire.

La plupart de ceux qui entrent maintenant dans le mouvement révolutionnaire sont peu familiarisés avec ces controverses. Il ne faut pas faire de cette ignorance une vertu. La clarification est essentielle, mais nous trouvons ici de nouveaux problèmes. La pauvreté méthodologique, l'a-historicisme (et parfois même l'anti-intellectualisme) de nombreux révolutionnaires qui devraient savoir ce qui s'est réellement passé, est un premier obstacle, tragique. Et, suprême ironie, les héritiers du bolchevisme, qui aujourd'hui parlent le plus fort du «besoin de théorie» et du «besoin d'étudier l'histoire», sont précisément ceux qui ont plus de choses à cacher (si l'on cherchait quel fut le véritable rôle historique de leurs ancêtres), et qui ont le plus à perdre (si l'on présentait une alternative cohérente qui mette en question leurs croyances pétrifiées).

1. R. V. Daniels, *The Conscience of the Revolution,* Harvard University Press, 1960, p. 81.

La confusion qui subsiste encore à propos du contrôle ouvrier n'est pas seulement terminologique, ou due à la méconnaissance du passé. Elle est en grande partie délibérément entretenue. Aujourd'hui, par exemple, il y a des léninistes et des trotskistes endurcis (dans la Socialist Labour League, dans l'International Marxist GrouP ou parmi les «dirigeants» d'International Socialism[1]) qui préconisent le contrôle ouvrier sans la moindre gêne. Cherchant à profiter de la confusion qui règne actuellement dans le mouvement, ils parlent de contrôle ouvrier comme si :

a) ils entendaient par là ce que des gens politiquement «peu avertis» peuvent penser que cela signifie (c'est-à-dire que les travailleurs devraient prendre eux-mêmes les décisions fondamentales concernant la production) ;

b) comme si, eux et la doctrine léniniste dont ils se réclament, avaient toujours poursuivi ce but – et comme si le léninisme avait toujours reconnu dans le contrôle ouvrier le fondement universel d'un nouvel ordre social, et non pas un simple mot d'ordre utilisé pour des raisons d'ordre tactique dans des contextes historiques spécifiques et très limités[2].

Le problème de l'autogestion n'est pas un problème ésotérique. Et la discussion la plus large sur ce problème n'a rien d'abstrait ou de sectaire. L'autogestion, c'est tout simplement le contenu de la révolution de notre époque. Cela, en soi, justifierait un livre comme celui-ci. Mais les implications d'une étude de cette période (la Russie de 1917 à

1. La Socialist Labour League est l'équivalent anglais de la tendance trotskiste dite «lambertiste» en France ; l'IMG correspond à la tendance que représente la Ligue communiste en France ; International Socialism est un groupe d'extrême gauche dont les fondateurs se sont séparés du trotskisme en définissant l'URSS comme une société capitaliste d'État.

2. On ne retrouve pas cette duplicité chez toutes les tendances trotskistes : il y en a de franchement réactionnaires. Par exemple, K. Coates et A. Topham écrivent : «Il nous semble qu'il faut parler de «contrôle ouvrier» quand les syndicats (sic !) limitent par leurs luttes le pouvoir de la direction dans un cadre capitaliste, et d'«autogestion ouvrière» quand il s'agit d'une tentative de gestion démocratique d'une économie socialisée» (*Industrial Democracy in Great Britain,* Macgibbon and Kee, 1968, p. 363). Trotsky, lui, parlait fort clairement. Bien que n'attribuant pas la fonction du contrôle ouvrier aux syndicats, il faisait une nette distinction entre «contrôle» et «gestion». «Ainsi, pour nous, le mot d'ordre de contrôle est lié à la période de dualité de pouvoir dans la production qui correspond au passage du régime bourgeois au régime prolétarien […]. Dans la langue universelle, on appelle contrôle le travail de surveillance et de vérification, par une institution, du travail d'une autre institution. Le contrôle peut être très actif, autoritaire et général. Mais il reste toujours le contrôle. L'idée même de ce mot d'ordre est née du régime transitoire dans les entreprises où le capitaliste et son administrateur ne peuvent plus faire un pas sans le consentement des ouvriers ; mais où, d'autre part, les ouvriers […] n'ont pas encore acquis la technique de la direction, et n'ont pas encore créé des organes nécessaires pour cela.» (L. Trotsky, «Et maintenant ?» [1932], dans *Écrits*, t. 3, p. 214-215, Paris, 1959).

1921) ne s'arrêtent pas là. Car cette étude pourrait également fournir la base d'une nouvelle analyse du destin de la révolution russe – et nous allons aborder maintenant brièvement cet aspect du problème.

La révolution russe

Proposer un point de vue nouveau sur ce qui s'est passé en Russie, en 1917 et après, c'est, presque toujours risquer d'être fort mal compris. Si, en plus, les questions posées et la méthodologie suggérée diffèrent de celles qui ont cours actuellement, il ne s'agit plus alors d'un risque à courir, mais d'une certitude. Ce n'est pas la première fois que nous avons eu l'occasion de signaler que la présentation systématiquement déformée des faits est une sorte de mode de vie pour la gauche traditionnelle, et que rien n'est plus pénible pour celle-ci qu'une idée nouvelle.

Durant les cinquante dernières années, toutes les organisations existantes de la gauche ont élaboré une véritable mythologie (et une antimythologie tout aussi suspecte) à propos de la révolution russe. Les social-démocrates, fétichistes du parlementarisme, voient «l'échec du bolchevisme» dans sa «pratique antidémocratique». Le péché originel, pour eux, ce fut la dissolution de l'Assemblée constituante. Le soi-disant mouvement «communiste» (staliniens, trotskistes, maoïstes, etc.) parle avec une fierté toute filiale de la «Glorieuse révolution socialiste d'Octobre». Ils cherchent tous à vanter et à populariser ses premières conquêtes, tout en ayant des opinions divergentes sur ce qui est arrivé par la suite – quand, pourquoi et à qui. Pour de nombreux anarchistes, le fait que l'État, ou le «pouvoir politique», ne fut pas immédiatement «aboli», prouve, de façon suffisante et irréfutable, qu'il ne s'est rien produit de réellement important[1]. Le SPGB[2] tire plus ou moins la même conclusion, mais il l'attribue au fait que le salariat ne fut pas aboli, la majorité de la population russe n'ayant pas eu le privilège de connaître le point de vue du SPGB (tel qu'il était exprimé par des porte-parole dûment mandatés par son comité exécutif), et n'ayant pas cherché par

1. On peut trouver un exemple de ce genre d'analyse ultra-simplifiée du destin de la révolution russe dans le livre de Voline *La Révolution inconnue,* Paris, 1947, rééd. P. Belfond, Paris, 1970. «Le Parti bolchevique, une fois au pouvoir, se transforma en maître absolu. La corruption le gagna rapidement. Il s'organisa lui-même en caste privilégiée. Et plus tard, il écrasa et soumit la classe ouvrière pour l'exploiter, sous de nouvelles formes, et selon ses intérêts particuliers».

2. Parti socialiste de Grande-Bretagne. Il s'agit de fait, malgré ce nom, d'une petite organisation issue de l'une des premières organisations socialistes anglaises de la fin du 19e siècle, qui a peu de choses en commun avec les grandes organisations social-démocrates du continent.

conséquent à gagner une majorité parlementaire au sein des institutions russes existantes alors.

De tous côtés, chacun essaye d'utiliser la révolution russe en fonction de sa propre propagande, n'en retenant que les aspects qui semblent s'accorder avec une analyse particulière de l'histoire, ou avec une perspective particulière pour le présent. Tout ce qui était nouveau, tout ce qui semblait contredire les théories du moment ou détruire des catégories bien établies, a été systématiquement «oublié», minimisé, déformé, nié.

Toute tentative de réévaluation de l'expérience cruciale de 1917-1921 est condamnée à susciter des oppositions. Les premiers à réagir seront les *apparatchiks* qui, pendant des années, se sont efforcés de protéger les organisations «révolutionnaires» (et l'idéologie «révolutionnaire») contre la double menace de la subversion et du renouveau. Il y aura néanmoins aussi des résistances dans l'esprit de beaucoup de militants honnêtes, qui cherchent la voie de la véritable politique révolutionnaire. Il ne s'agit pas ici d'une simple résistance psychologique, mais de phénomènes beaucoup plus profonds, et il ne suffit pas d'évoquer le rôle réactionnaire et l'influence des «instances dirigeantes» pour les expliquer de façon satisfaisante. S'il est difficile pour le militant moyen de saisir pleinement ce qui était en jeu dans quelques-uns des problèmes qui surgirent dans les premiers moments de la révolution russe, c'est parce que ces problèmes sont parmi les plus difficiles et les plus importants (si ce n'est les plus difficiles et les plus importants) auxquels la classe ouvrière ait été jamais confrontée. La classe ouvrière fit une révolution qui alla au-delà d'un simple changement de personnel politique au sommet. Elle put exproprier les anciens propriétaires des moyens de production (modifiant de ce fait profondément les rapports de propriété). Mais jusqu'à quel point fut-elle capable de – ou était-elle disposée à – transformer de façon révolutionnaire les rapports de production? Chercha-t-elle à détruire la structure d'autorité que les rapports de production entretiennent et perpétuent dans toutes les sociétés de classes? Jusqu'à quel point était-elle disposée à gérer elle-même la production (et donc la société dans son ensemble) ou jusqu'à quel point tendait-elle plutôt à déléguer à d'autres cette tâche? Et jusqu'à quel point l'idéologie dominante triompha-t-elle, poussant la classe ouvrière à remplacer ses ennemis avoués par un parti qui déclarait parler «en son nom»?

Répondre à ces questions est une tâche importante, mais difficile. L'un des dangers qui menace quiconque cherche à analyser sans parti pris la «période héroïque de la révolution russe», est celui de l'«identification

rétrospective» avec telle ou telle tendance ou individu agissant alors sur la scène politique (Osinsky, Kollontaï, Maximov, Makhno ou Miasnikov, par exemple). Il s'agit d'un passe-temps politique sans intérêt, où les révolutionnaires se retrouvent vite en train de se poser ce genre de questions: «Que fallait-il faire à tel ou tel moment?»; «Telle ou telle action était-elle prématurée?»; «Qui avait raison à tel ou tel congrès?»; au lieu de chercher à comprendre le cours des événements dans les grandes lignes (recherche qui, elle, a un sens). Nous espérons avoir évité ce piège. Quand, par exemple, nous étudions la lutte de l'Opposition Ouvrière contre les dirigeants du parti (en 1920 et 1921), il ne s'agit pas pour nous de «prendre parti». Il s'agit de comprendre ce que les forces en conflit représentaient réellement et quelles étaient, par exemple, les motivations (et les limites idéologiques et autres) de ceux qui semblaient s'opposer à la tendance à la bureaucratisation de tous les aspects de la vie sociale. Un autre danger (ou le même, sous un autre aspect) menace ceux qui s'aventurent pour la première fois sur ce terrain, et n'arrivent pas à échapper à la mythologie officielle: rester prisonniers de la légende même qu'on cherche à détruire. Ceux, par exemple, qui cherchent à «démolir» Staline (ou Trotsky ou Lénine) peuvent réaliser avec succès leur objectif immédiat. Mais il arrive aussi qu'ils «réussissent» à condition de ne pas apercevoir, ni rapporter, les traits les plus fondamentalement nouveaux de cette période: l'action autonome de la classe ouvrière cherchant à transformer totalement les conditions de son existence. Nous espérons avoir aussi évité ce piège. Si nous avons cité longuement les déclarations de certaines personnalités ce n'est que dans la mesure où elles résument assez bien les idéologies qui, à un moment donné de l'histoire, guidaient les actions et les pensées des hommes. Tout au long de ce récit, du reste, nous avons senti que la seule façon de traiter sérieusement de ce que les bolcheviks disaient ou faisaient, c'était d'expliquer le rôle qu'ont joué socialement leur propos et leurs actes.

Essayons d'exposer maintenant nos propres prémisses les méthodologiques. Nous croyons que les «rapports de production» – les rapports qui s'établissent entre les personnes ou les groupes dans le processus de la production des biens – sont les fondements essentiels de toute société. Un certain type de rapports de production est le dénominateur commun de toutes les sociétés de classes. C'est celui dans lequel le producteur ne domine pas les moyens de production mais est, au contraire, à la fois «séparé d'eux», et des produits de son travail. Dans toutes les sociétés de classes, les producteurs sont subordonnés à ceux qui dirigent le processus de production. La gestion ouvrière de la production – qui

implique la totale domination des producteurs sur le processus de production – n'est pas pour nous une affaire secondaire. C'est le noyau même de notre politique. C'est le seul moyen qui permette de dépasser les rapports autoritaires (dirigeants-exécutants) dans la production et de créer une société libre, communiste ou anarchiste.

Nous croyons aussi que les moyens de production peuvent passer dans d'autres mains (par exemple dans celles d'une bureaucratie se les appropriant collectivement) sans transformer pour autant de façon révolutionnaire les rapports de production. Dans ces conditions – et quelle que soit la forme de propriété – la société demeure une société de classes, car la production est toujours dirigée par une instance autre que les producteurs eux-mêmes. Les rapports de propriété, en d'autres termes, ne reflètent pas nécessairement les rapports de production. Ils peuvent servir à les masquer et, en fait, ils le font souvent[1].

Nombreux sont ceux qui partagent ces conceptions. Mais ce qui n'a jamais été tenté jusqu'ici, toutefois, c'est d'appliquer ce cadre conceptuel global à l'histoire de la révolution russe. Ici, nous ne pouvons qu'énoncer les grandes lignes d'une telle approche[2]. Vue sous cet angle, la révolution russe représente une tentative, infructueuse, de la classe ouvrière russe, pour détruire des rapports de production qui devenaient de plus en plus oppressifs. L'énorme soulèvement de 1917 put venir à bout de la suprématie politique de la bourgeoisie (en détruisant la base économique sur laquelle elle était fondée : l'appropriation privée des moyens de production). Il modifia le système existant des rapports de propriété. Mais il n'arriva pas (en dépit d'efforts héroïques en ce sens) à transformer les rapports de production autoritaires qui caractérisent toutes les sociétés de classes. Des fractions de la classe ouvrière (les plus actives dans le mouvement de comités d'usine) essayèrent certainement d'infléchir la Révolution dans cette direction. Mais leur tentative

1. Pour une discussion plus complète de ce concept — et de toutes ses implications, voir « Les rapports de production en Russie » de P. Chaulieu (C. Castoriadis) dans le n° 2 de *Socialisme ou Barbarie* (mai-juin 1949), repris dans C. Castoriadis, *La société bureaucratique,* t. 1, *Les rapports de production en Russie,* Paris, 10/18, 1973, p. 205-281. Bien que l'idée puisse surprendre beaucoup de « marxistes », elle avait déjà été exprimée par Engels : dans une lettre à Schmidt du 27 octobre 1890, il écrivait : « Dans un État moderne, il faut non seulement que le droit corresponde à la situation économique générale et soit son expression, mais qu'il possède aussi sa cohérence interne et ne porte pas en lui sa condamnation du fait de ses contradictions internes. Et le prix de cette création, c'est que la fidélité du reflet des rapports économiques s'évanouit de plus en plus […]. Le reflet des rapports économiques sous forme de principes juridiques a nécessairement aussi pour résultat de mettre les choses la tête en bas » (Marx-Engels, « Lettres sur *Le Capital* », Paris, Éditions sociales, p. 369-370).

2. Qu'une telle analyse soit possible, c'est ce que tendrait à nous faire croire une courte mais excellente brochure de J. Barrot, « Notes pour une analyse de la révolution Russe » (sd).

échoua. Il est important d'analyser les causes de cet échec, et de voir comment de nouveaux maîtres remplacèrent les anciens.

Quelles étaient les forces qui se dressèrent contre ceux qui cherchaient une transformation totale des conditions de vie dans la production ? Il y eut d'abord, naturellement, la bourgeoisie. La bourgeoisie avait tout à perdre dans ce bouleversement social total. Si la gestion ouvrière l'emportait, elle allait perdre, non seulement la propriété des moyens de production, mais aussi la possibilité de garder des positions privilégiées, que ce soit comme « expert » ou à des postes de direction. Il n'est guère étonnant que la bourgeoisie ait été soulagée quand elle s'aperçut que les leaders de la révolution « n'iraient pas plus loin que la nationalisation » et qu'ils tenaient à laisser intacts les rapports dirigeants-exécutants, dans l'industrie et ailleurs. Il est vrai qu'une partie importante de la bourgeoisie lutta désespérément pour regagner sa propriété perdue. La guerre civile fut sanglante, et longue. Mais des milliers de gens qui, par leur culture et leurs traditions, étaient plus ou moins attachés à la bourgeoisie expropriée, trouvèrent l'opportunité de pénétrer dans la « forteresse révolutionnaire » – par la petite porte – et de reprendre leur rôle de dirigeants du processus du travail de l'« État ouvrier ». Ils se saisirent avidement de cette opportunité inattendue. En foule, ils rejoignirent le Parti, ou décidèrent de coopérer avec lui, applaudissant cyniquement chaque phrase de Lénine ou de Trotsky sur la « discipline du travail » ou la « direction par un seul homme ». Bientôt, ils furent nombreux à être nommés (d'en haut) aux postes dirigeants de l'économie. Fusionnant très vite avec la nouvelle « élite » politico-administrative, dont le parti lui-même constituait le noyau, les secteurs les plus « éclairés » et les plus compétents techniquement de la classe expropriée reprirent rapidement des positions dominantes dans les rapports de production.

Deuxièmement, le mouvement des comités d'usines avait à faire face aux tendances ouvertement hostiles de la « gauche », comme les mencheviks. Les mencheviks répétaient inlassablement que la Révolution ne pouvait être que démocratique-bourgeoise et qu'il ne pouvait donc y avoir d'avenir dans les tentatives de gestion de la production par les travailleurs. Tous ces efforts furent dénoncés comme « anarchistes » et « utopiques ». En certains endroits, les mencheviks furent effectivement un sérieux obstacle pour le mouvement des comités d'usines ; mais leur opposition était acquise d'avance, et elle fut de principe et permanente. Troisièmement, l'attitude des bolcheviks – qui fut beaucoup plus ambiguë et déconcertante : entre mars et octobre, les bolcheviks appuyèrent le développement des comités d'Usines, mais ce fut pour se retourner violemment contre eux dans les dernières semaines de 1917,

en essayant de les intégrer dans de nouvelles structures syndicales, ce qui était la meilleure façon de les émasculer. Ce processus, qui est minutieusement décrit dans ce livre, devait jouer un rôle important, en empêchant la lutte croissante contre les rapports de production capitalistes d'atteindre son but. En fait, les bolcheviks canalisèrent les énergies libérées entre mars et octobre dans une attaque réussie contre le pouvoir politique de la bourgeoisie (et contre les rapports de propriété sur lesquels il était basé). À ce niveau, la révolution fut «victorieuse». Mais les bolcheviks furent aussi «victorieux» en restaurant «la loi et l'ordre» dans l'industrie – loi et ordre qui reconsolidaient les rapports autoritaires de production, qui pendant une brève période avaient été sérieusement ébranlés.

Pourquoi le parti agit-il ainsi? Pour répondre à cela, il nous faudrait faire une analyse beaucoup plus complète du parti bolchevique et de ses rapports avec la classe ouvrière que celle que nous pouvons faire ici. Une fois de plus, il faudrait s'écarter à la fois de la mythologie («Le grand Parti bolchevique»; «l'arme forgée par Lénine»; «le fer de lance de la révolution»), et de l'antimythologie (le parti comme incarnation du «totalitarisme» du «militarisme», de la «bureaucratie», etc.), et chercher constamment à comprendre au lieu de délirer ou de fulminer. À un niveau superficiel, l'idéologie et la pratique du parti étaient étroitement liées aux circonstances historiques spécifiques de la Russie tsariste, dans la première décade de ce siècle. La clandestinité et la persécution expliquent partiellement (bien qu'elles ne les justifient pas) la structure organisationnelle du parti et sa conception des rapports avec la classe[1]. Ce qui est plus difficile à comprendre, c'est la naïveté des dirigeants bolcheviques, qui ne semblaient pas se rendre compte des conséquences que devait avoir fatalement ce type d'organisation et ce type de rapports avec la classe dans l'histoire ultérieure du parti.

Un porte-parole de l'orthodoxie bolchevique aussi important que Trotsky pouvait écrire à propos des premiers moments de l'histoire du parti:

> Des routines d'appareil s'étaient déjà formées dans l'illégalité. Un type de jeune bureaucrate révolutionnaire se précisait. Les conditions de la conspiration limitait étroitement, il est vrai, les formes de la démocratie (élections, contrôle, mandats), mais il n'est pas niable que les membres des comités avaient encore rétréci, plus qu'il ne le fallait, les limites de la démocratie intérieure et s'étaient montrés plus rigoureux envers les ouvriers révolutionnaires qu'envers

1. Qui apparaissent de façon explicite dans la théorie (*Que faire?* et *Un pas en avant deux pas en arrière* de Lénine), et dans la pratique du bolchevisme, de 1901 à 1917.

> eux-mêmes, préférant commander même lorsqu'il eut été indiqué de prêter l'oreille aux masses. Kroupskaïa note que dans les comités bolcheviques, de même qu'aux congrès, il n'y avait presque pas d'ouvriers. Les intellectuels l'emportaient. «Le membre du comité, écrit Kroupskaïa, était d'ordinaire un homme plein d'assurance... En règle générale, le "comitard" n'admettait aucune démocratie à l'intérieur du Parti... de plus, il n'admettait pas les innovations... il ne savait pas, et ne voulait pas s'adapter à des circonstances rapidement changeantes»[1].

On commença à en sentir les conséquences lors des événements de 1905. Dans de nombreux endroits les soviets s'étaient constitués. «Le comité bolchevique de Petersbourg s'étonna d'abord d'une innovation telle que la représentation des masses en lutte indépendamment des partis et n'imagina rien de mieux que d'adresser un ultimatum au soviet: faire sien sur l'heure le programme social-démocrate ou se dissoudre. Le soviet de Petersbourg et avec lui les ouvriers bolcheviques qu'il comprenait, passa outre sans sourciller[2]». Broué, un des défenseurs les plus habiles du bolchevisme, est obligé d'écrire que «ceux qui dans le Parti bolchevique étaient les plus favorables aux soviets voyaient uniquement en eux, et dans le meilleur des cas, des auxiliaires du parti. [...] Ils ne comprirent que tardivement le rôle qu'ils pouvaient jouer, l'intérêt qu'ils représentaient pour y accroître leur influence et y lutter pour la direction des masses[3]». Le problème est parfaitement résumé par cet incident. Les cadres bolcheviques se considéraient comme des dirigeants de la révolution: tout mouvement non lancé par eux ou en dehors de leur contrôle, leur semblait systématiquement suspect. Le problème est parfaitement résumé par cet incident. Les cadres bolcheviques se considéraient comme des dirigeants de la Révolution: tout mouvement non lancé par eux ou en dehors de leur contrôle, leur semblait systématiquement suspect[4]. On a souvent dit que les bolcheviks furent «surpris» par la création de soviets: cet euphémisme ne doit pas nous tromper. La réaction des bolcheviks fut beaucoup plus

1. Léon Trotsky, *Staline,* Grasset, Paris, 1948, p. 82-88, [réed. Syllepse, 2021]. Il s'agit du 3e congrès du parti (25 avril-10 mai 1905). Voir à ce sujet l'analyse de Claude Lefort: «La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire», *Les Temps modernes,* n° 39, décembre 1948-janvier 1949, repris dans *Éléments d'une critique de la bureaucratie,* Genève, Droz, 1971, p. 11-29.
2. Léon Trotsky, *ibid.,* p. 95.
3. Pierre Broué, *Le parti bolchevique,* Paris, Minuit, 1963, p. 35.
4. La même attitude allait se retrouver à l'intérieur du parti lui-même. Comme il arriva à Trotsky de l'écrire, cette fois en approuvant: «les statuts devaient exprimer la «méfiance organisée de la direction», une méfiance se manifestant par un contrôle vigilant du sommet sur le parti», I. Deutscher, *Le Prophète armé,* Paris, Julliard, Paris, [1954] 1962, p. 115.

qu'une simple «surprise». Elle reflétait toute une conception de la lutte révolutionnaire, toute une conception des rapports entre travailleurs et révolutionnaires; et l'action des masses russes, dès 1905, avait montré que ces conceptions étaient déjà dépassées.

La séparation entre les bolcheviks et les masses devait apparaître à plusieurs reprises en 1917. Cela fut d'abord évident pendant la révolution de février, puis à l'époque des «Thèses d'avril», et une fois de plus à l'époque des Journées de juillet[1]. Il a été admis à plusieurs reprises que le parti fit des «erreurs» en 1905 et 1917. Mais cette «explication» n'explique rien. Ce qu'on devrait plutôt se demander c'est: comment ces «erreurs» furent-elles possibles? Et on ne peut répondre à cette question que si l'on comprend le type de travail réalisé par les cadres du Parti, dès sa création jusqu'à l'époque de la Révolution. Résultat des conditions particulières de la lutte contre le tsarisme, et de leurs propres conceptions d'organisation, les dirigeants du parti (du comité Central aux responsables des groupes locaux) se trouvaient dans une situation qui ne leur permettait que des liens fort peu étroits avec le mouvement ouvrier réel. «Un véritable agitateur, écrivait Lénine, qui montre quelque talent, ou du moins promet d'en avoir, ne doit pas travailler à l'usine, nous devons considérer qu'il doit vivre du soutien du Parti... et passer dans la clandestinité[2]». Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les quelques cadres bolcheviques d'origine ouvrière aient perdu rapidement tout contact réel avec leur classe.

Le Parti bolchevique était déchiré par une contradiction qui permet de mieux comprendre son attitude avant et après 1917[3]. Sa véritable force résidait dans les travailleurs avancés qui le soutenaient. Il est indéniable que cet appui fut parfois numériquement important, et sincère. Mais ces travailleurs ne contrôlaient pas le parti: les révolutionnaires professionnels tenaient fermement la direction entre leurs mains. Dans un sens, c'était inévitable. La fabrication d'une presse clandestine et la diffusion de la propagande ne pouvaient être assurées régulièrement que par des militants constamment en mouvement, et parfois contraints de se réfugier à l'étranger. Un travailleur ne pouvait devenir un cadre bolchevik qu'à condition de cesser de travailler et de se mettre à la disposition du Parti, qui pouvait alors l'envoyer en mission spéciale dans n'importe quelle ville. L'appareil du parti était entre les mains de spécialistes de

1. Non, nous ne disons pas que le renversement militaire du gouvernement provisoire e était possible en juillet. Nous faisons simplement remarquer que le parti était loin de comprendre ce que voulaient réellement les masses.
2. Lénine, *Sochineniya,* IV, 441.
3. Voir à nouveau C. Lefort, *ibid.*

la révolution. Telle était la contradiction : les forces vivantes, réelles, d'où provenait la force du Parti, ne pouvaient le contrôler. En tant qu'institution, le parti échappait totalement au contrôle de la classe ouvrière russe. Les problèmes qu'eut à affronter la révolution russe après 1917 ne résolurent pas cette contradiction, elles ne firent que l'exacerber. L'attitude du parti en 1917 et après est le produit de son histoire. C'est ce qui rendit si vaines les tentatives, au sein du parti, des diverses oppositions de 1918-1921. Elles ne comprirent pas qu'une prémisse idéologique donnée (le postulat de l'hégémonie du parti) entraînait nécessairement certaines conclusions dans la pratique. Mais peut-être ce genre d'analyse ne va-t-il pas assez loin. À un niveau plus profond, la conception même de ce type d'organisation et ce type de rapport avec le mouvement de masses reflètent l'influence non reconnue de l'idéologie bourgeoise, chez ceux-là mêmes qui cherchaient opiniâtrement à détruire la société bourgeoise. La conception qui assure que la société doit obligatoirement être divisée en « dirigeants » et « exécutants », l'idée selon laquelle certains sont nés pour dominer et d'autres ne peuvent réellement se développer au-delà d'une certaine limite, a été, depuis des temps immémoriaux, le postulat tacite de toute classe dominante. Que les bolcheviks eux-mêmes l'aient en fin de compte acceptée montre encore une fois à quel point Marx avait raison en déclarant que « les idées dominantes de chaque époque sont les idées de la classe dominante ». Face à une organisation aussi « efficace », aussi solide, construite sur des idées de ce genre, il n'est pas étonnant que les comités d'usine nés en 1917 n'aient pas été en mesure de conduire la révolution jusqu'au bout.

Le dernier obstacle qu'eurent à affronter les comités était inhérent au mouvement des comités lui-même. Bien que certains individus aient fait preuve d'une extraordinaire lucidité, et bien que le mouvement ait représenté la plus haute manifestation de la lutte de classes en 1917, le mouvement dans son ensemble ne parvint pas à comprendre ce qui lui arrivait, ni à offrir une résistance sérieuse. Il ne réussit pas à généraliser son expérience, et le témoignage qu'il en a laissé est malheureusement très fragmentaire. Incapable de formuler publiquement ses propres objectifs (l'autogestion) en termes clairs et positifs, il était inévitable que d'autres profitent de ce vide. Avec une bourgeoisie en pleine désintégration et une classe ouvrière insuffisamment forte et consciente pour imposer ses propres solutions aux problèmes qui divisaient la société, le triomphe, et du bolchevisme, et de la bureaucratie, était assuré.

L'analyse de la révolution russe montre que si la classe ouvrière permet à un groupe spécifique, séparé des travailleurs eux-mêmes, de

prendre en main la gestion de la production, elle perd aussi toutes les possibilités de contrôler elle-même les moyens de production. Le résultat de la séparation du travail productif et des moyens de production, c'est une société d'exploitation. Et quand les simples travailleurs n'ont plus d'influence sur des institutions comme les soviets, il ne sert à rien d'appeler ce régime «régime soviétique». Aucun effort d'imagination ne peut le faire prendre pour le reflet des intérêts de la classe ouvrière. La question fondamentale : qui gère la production après le renversement de la bourgeoisie ? devrait donc devenir désormais le centre de toute discussion sérieuse sur le socialisme. Aujourd'hui, la vieille équation (liquidation de la bourgeoisie = État ouvrier) popularisée par d'innombrables léninistes, staliniens et trotskistes, est tout à fait insuffisante.

En 1917, les travailleurs russes créèrent des organes (comités d'Usine et soviets) qui devaient assurer la gestion de la société par les travailleurs eux-mêmes. Mais les soviets passèrent entre les mains des fonctionnaires bolcheviques. Un appareil d'État, séparé des masses, fut rapidement reconstitué. Les travailleurs russes ne parvinrent pas à créer de nouvelles institutions qui leur auraient permis de gérer et la production, et la vie sociale. Cette tâche fut par conséquent assumée par d'autres, par un groupe dont cette gestion devint la fonction spécifique. La bureaucratie organisait le processus du travail dans un pays où elle était également maîtresse des institutions politiques.

Tout ceci exige une sérieuse réévaluation de plusieurs notions fondamentales. Le «pouvoir des travailleurs» ne peut pas être identifié ou assimilé au pouvoir du Parti, ce que firent continuellement les bolcheviks. Comme disait Rosa Luxemburg, le pouvoir ouvrier sera l'œuvre de la classe et non d'une minorité agissant au nom de la classe. Il doit être l'émanation de l'engagement actif des travailleurs, rester sous leur influence directe, être soumis au contrôle de l'ensemble de la population, être la conséquence de la conscience politique croissante du peuple. De même, la notion de «prise du pouvoir» ne peut pas désigner – comme c'est bien évidemment le cas chez tous ceux qui croient vivre encore dans le Petrograd de 1917 – un putsch semi-militaire, fomenté par une minorité. Il ne peut non plus représenter uniquement la défense – même si celle-ci est bien entendu nécessaire – des positions gagnées par la classe ouvrière contre les tentatives de la bourgeoisie pour les reconquérir. Ce que la «prise du pouvoir» implique réellement, c'est que la grande majorité de la classe ouvrière comprend enfin clairement sa capacité de gestion de la production et de la société – et s'organise à cette fin.

Ce texte n'est en aucune façon une étude économique de la Russie de 1917 à 1921. C'est, au mieux, une chronologie sélective de la vie du monde du travail. La plupart du temps, les faits parlent d'eux-mêmes. À certains moments, nous avons jugé opportun de présenter notre propre point de vue, surtout quand nous sentions que tous les protagonistes de certains grands débats historiques avaient tort, ou restaient prisonniers de tel ou tel système d'idées qui les empêchait de comprendre le véritable sens de ce qui arrivait. Nous ne faisons allusion aux événements et aux étapes de la guerre civile que pour donner le contexte de certaines controverses, – et pour en finir une fois pour toutes avec l'argument classique selon lequel beaucoup de mesures décrites furent prises «à cause de la Guerre Civile».

On nous reprochera probablement d'avoir, d'un bout à l'autre du récit, insisté sur les différentes luttes intérieures du parti et non sur les actions de millions d'hommes qui, pour une raison ou une autre, n'ont jamais rejoint le parti ou qui, dès le début, comprirent à quoi aboutissait sa politique. L'«accusation» a un certain fondement, mais ce défaut est presque inévitable. Les aspirations de milliers d'individus, leurs doutes, leurs hésitations, leurs espoirs, leurs sacrifices, leur désir de transformer les conditions de leur vie quotidienne et leur lutte pour y parvenir, ont sans aucun doute autant contribué à «faire» l'histoire que les résolutions des congrès du parti et les discours des dirigeants. Mais une activité qui n'a ni règles, ni statuts, ni tribunes, ni chantres, appartient presque par définition à ce que l'histoire écrite efface. Une conscience du problème – si aiguë soit-elle – ne remplacera pas le matériel perdu. Et un essai comme celui-ci est en grande partie affaire de documents. Les masses font l'histoire – mais elles ne l'écrivent pas. Ceux qui l'écrivent ont dans la plupart des cas d'autres soucis – que ce soit le culte des ancêtres ou la justification rétrospective – que la présentation équilibrée des faits.

Il y aura aussi un autre genre de critiques. On ne mettra pas en question l'exactitude des citations de Trotsky et de Lénine, mais on affirmera qu'elles sont «sélectives», et que «d'autres choses aussi» ont été dites. Une fois de plus, nous plaidons coupable. Mais il faut souligner qu'il y a déjà suffisamment d'hagiographies dans le commerce (comme celle de Deutscher par exemple) dont «l'objectivité» n'est que le masque d'un travail apologétique fort habile. Il y a du reste une autre raison pour exhumer ce matériel. Cinquante années après la révolution – et alors qu'il n'y a plus d'«isolement» depuis fort longtemps – il est évident que le système bureaucratique russe n'a pas grand-chose à voir avec le modèle de la Commune de Paris (délégués élus et révocables, ne

recevant que l'équivalent d'un salaire d'ouvrier, etc.) auquel fait allusion Lénine dans *L'État et la révolution.* En fait, il est difficile de trouver dans la théorie marxiste une anticipation de ce qu'est la structure sociale russe. Il nous semble donc plus pertinent de citer les déclarations des dirigeants bolcheviques de 1917 qui jouèrent un rôle sur l'évolution de la société russe que celles qui, comme les discours des dirigeants travaillistes le 1er mai, sont restées pour toujours dans le domaine de la rhétorique.

Source

Autogestion et socialisme, n° 24-25, septembre-décembre 1973.

Comment fonctionnent les soviets

Un texte inédit de John Reed

Peu avant de quitter le Chili, au début d'août 1973, Alessandro Chelen m'a fait part d'une acquisition qui l'enchanta : une petite brochure en espagnol, datant de mai 1919, contenant un article inconnu de John Reed ! Il avait découvert ce « trésor » dans la maison d'un militant du parti socialiste habitant le nord du pays. Alessandro Chelen dirigeait au Chili les éditions Quimentu, bien connues des marxistes de toute l'Amérique latine. Écrivain et militant de longue date du parti socialiste chilien, Alessandro Chelen possédait une bibliothèque privée comptant parmi les plus importantes du pays, particulièrement riche en ouvrages concernant l'histoire du mouvement ouvrier chilien, latino-américain et international. Son érudition marxiste et générale était très vaste. On ignore encore actuellement son sort depuis que les maîtres sanglants de Santiago règnent sur la nuit qui recouvre le pays. En publiant ce texte inconnu en français de John Reed, avec la courte note qui le préfaçait dans la brochure en question, de même qu'un article de Lénine paru dans la *Pravda* du 6 mars 1919 et contenu dans la même brochure, nous voulons rendre hommage aux très nombreux révolutionnaires chiliens qui, à l'exemple d'Alessandro Chelen, ont lutté de leur mieux pour la victoire au Chili d'un socialisme basé sur l'organisation démocratique directe des travailleurs.

John Reed, journaliste américain de grand talent, parmi les meilleurs de son pays, a visité pendant plusieurs mois la Russie

soviétique accompagnée de sa femme, écrivain distingué elle aussi. Rentré aux États-Unis, John Reed publia ses impressions sur la Russie bolchevique, et celles-ci, en raison de leur objectivité et impartialité, provoquèrent une énorme sensation. Le travail ci-dessous (et que nous traduisons de la version italienne) présente une image vivante et réaliste de la manière dont fonctionne le régime des soviets. Il serait superflu de souligner son immense valeur en tant que document. (préface originale)

Michel Pablo, octobre 1973

Au beau milieu du chœur d'injures et de mensonges qui s'élèvent de toute part contre la Russie des soviets retentissent des clameurs horrifiées : «il n'y a aucun gouvernement en Russie !», «il n'y a aucune organisation des ouvriers russes !», «On n'y travaille pas !», «On n'y travaille plus !». On emploie ainsi contre elle, de façon systématique, la calomnie.

Comme tous les socialistes le savent, comme je le sais moi-même – et étant donné que je fus présent lors de la révolution russe, je puis en témoigner – il existe aujourd'hui à Moscou et dans toute ville, toute agglomération du pays, un organisme politique complexe soutenu par la grande majorité de la population et qui fonctionne d'une manière aussi satisfaisante qu'un gouvernement populaire de formation récente peut fonctionner.

Les ouvriers de Russie, sous la pression de la nécessité et des exigences de la vie ont créé une organisation économique qui est en passe de se transformer en une véritable démocratie ouvrière.

Je donnerai un schéma descriptif de la structure de l'État des soviets.

L'histoire des soviets

L'État des soviets est basé sur les soviets ou conseils – des ouvriers et des paysans. Ces conseils – institution caractéristique de la révolution russe – firent leur apparition en 1905 quand, durant la première grève générale des ouvriers, les fabriques de Petrograd et les organisations syndicales envoyèrent des délégués à un comité central. Ce comité de grève fut nommé «conseil des députés ouvriers». Il organisa fin 1905 la seconde grève générale, envoya des émissaires à travers toute la Russie et, pendant un bref laps de temps, fut reconnu par le gouvernement impérial comme l'organe officiel et autorisé de la classe ouvrière révolutionnaire russe.

Quand la révolution de, 1905 échoua, une partie des membres du conseil prit la fuite tandis que les autres furent envoyés en Sibérie. Mais ce type d'organisation unitaire s'avéra si extraordinairement efficace en tant qu'organisme politique, que tous les partis révolutionnaires inclurent un conseil des députés ouvriers dans leur programme pour le prochain soulèvement. En mars 1917, quand devant la Russie toute entière agitée comme une mer en furie le tsar abdiqua, le grand-duc Michel renonça au trône et la faible Douma fut forcée de prendre en mains les rênes du gouvernement, le conseil des députés ouvriers surgit à nouveau complètement structuré. En peu de jours, il s'amplifia de manière à comprendre aussi des délégués de l'armée et fut nommé «conseil des députés ouvriers et soldats». Le comité de la Douma, d'autre part, était composé l'exception de Kerensky – de bourgeois, et n'avait aucun rapport avec les masses révolutionnaires.

Mais il fallait combattre, il fallait rétablir l'ordre, il fallait défendre le front. Les membres de la Douma ne savaient comment accomplir ces multiples tâches; ils furent obligés de recourir aux représentants des ouvriers et des soldats, en d'autres termes aux conseils. Les conseils prirent part à l'action révolutionnaire, au travail pour coordonner les différents secteurs d'activité et maintenir l'ordre... En plus, ils assumèrent la tâche de défendre la révolution contre la trahison bourgeoise.

À partir du moment où la Douma fut contrainte de faire appel aux conseils, deux organismes gouvernementaux commencèrent à coexister en Russie. Ils entrèrent en compétition et cela jusqu'en novembre 1917, date à laquelle les soviets, sous la direction des bolcheviks, renversèrent le gouvernement de coalition. Comme je l'ai déjà dit, les soviets étaient alors composés d'ouvriers et de soldats; peu après se formèrent des soviets de paysans. Dans la majeure partie des villes les soviets des ouvriers et des soldats s'unirent et tinrent ensemble leur congrès panrusse. Les soviets des paysans, par contre, furent maintenus séparés par les éléments réactionnaires qui les dirigeaient et ne s'unirent aux ouvriers et aux soldats qu'après la révolution d'Octobre et la constitution du gouvernement des soviets.

La constitution des soviets

Le soviet se basa directement sur les ouvriers des fabriques et les paysans de la campagne.

Les soviets des députés soldats existèrent jusqu'au début de l'année 1918. Ils furent abolis après la démobilisation de l'ancienne armée et le traité de Brest-Litovsk; les soldats furent alors incorporés dans les usines et les formations agricoles. Au début, les délégués des soviets des

ouvriers, des paysans et des soldats étaient élus suivant des règles variant selon les nécessités et l'ampleur de la population aux différents endroits. Dans certains villages, les paysans élirent un délégué pour cinquante votants. Les soldats des garnisons envoyèrent un certain nombre de délégués pour chaque régiment en rapport avec la force de celui-ci, mais l'armée en campagne établit un système électoral différent. De la même façon, les ouvriers dans les grandes villes s'aperçurent rapidement que leurs soviets devenaient trop grands s'ils ne limitaient pas le nombre des représentants à un pour cinq cents votants. Les premiers congrès panrusses des soviets furent convoqués suivant un système d'un délégué pour 25 000 votants ; mais en fait, les délégués représentaient des masses électorales de quantités diverses.

Jusqu'en février 1918, n'importe qui pouvait voter pour élire des députés aux soviets. Si la bourgeoisie avait exigé et organisé sa représentation aux soviets, celle-ci lui aurait été accordée. Par exemple, durant le régime du gouvernement provisoire, il y eut une représentation bourgeoise au soviet de Petrograd : un délégué de l'Union des professions libérales qui comprenait des médecins, des avocats, des professeurs, etc. En mars, la constitution des soviets fut élaborée plus à fond et universellement appliquée.

Le droit de suffrage fut limité :

a) aux citoyens de la République socialiste russe ayant 18 ans accomplis le jour des élections ;

b) à tous ceux qui gagnaient leur vie par un travail productif et utile pour la société et étaient membres des organisations syndicales. Étaient privés du droit de vote :

a) ceux qui employaient le travail d'autres personnes pour en tirer profit ;

b) ceux qui vivaient d'une rente non gagnée par leur travail ;

c) les commerçants et agents du commerce privé ;

d) les membres des communautés religieuses ;

e) les anciens membres de la police et de la gendarmerie ;

f) les membres de l'ancienne famille régnante ;

g) les déficients mentaux ;

h) les sourds-muets ;

i) les condamnés pour délits infamants ;

j) et les agents d'entreprises lucratives.

En ce qui concerne les paysans, mille paysans envoyaient un représentant au soviet du *volost* ou village : les soviets des *volosts* envoyaient des délégués au soviet du district qui, à son tour, en envoyait au soviet de

l'Oblast ou de la province. Pour faire partie de celui-ci sont également élus des délégués des soviets ouvriers de la ville. Le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, qui était en pleine activité lorsque je me trouvais en Russie, peut offrir un exemple du fonctionnement de l'organisation gouvernementale urbaine de l'État socialiste. Il était formé d'environ 1 200 délégués et, en des circonstances normales, tenait une session plénière toutes les deux semaines. En même temps, il désignait un comité exécutif central de 110 membres élus sur une base de représentation proportionnelle des partis ; ce comité exécutif central invitait à participer aux travaux des membres du comité central de tous les partis, du comité central des syndicats professionnels, des commissions des entreprises et des autres organisations démocratiques. À côté du grand soviet de la ville existaient, en plus, des soviets de quartiers constitués par des délégués de chaque quartier au soviet de la ville voisine et responsable de l'administration de leur secteur urbain. Naturellement, dans certains quartiers il n'y avait pas de fabriques et, par conséquent, pas de gouvernement ; et il n'y avait pas de représentant de ces quartiers dans le soviet de la ville ni dans celui du quartier. Mais le système des soviets est extrêmement souple, et si les cuisiniers ou les garçons de café, les gens du quartier ou les employés de maison ou encore les cochers de ce quartier s'organisaient et demandaient à être représentés, les délégués les acceptaient. L'élection des délégués est basée sur la représentation proportionnelle, ce qui veut dire que les partis politiques sont représentés en proportion du nombre des votants de la ville. De telle façon qu'on vote pour un parti et pour un programme politique et non pour la personne des candidats. Les candidats sont désignés par le comité central du parti politique et on peut leur substituer d'autres membres du parti. De plus, les délégués ne sont pas élus pour une période déterminée, mais susceptibles d'être révoqués à tout moment. Jamais n'a été créé aucun corps politique aussi souple et qui réponds sous cette forme à la volonté populaire. Et cela était d'autant plus nécessaire qu'au cours d'une révolution la volonté populaire change très rapidement. Un exemple parmi tant d'autres. Pendant la première semaine de décembre 1917 eurent lieu certaines manifestations en faveur de l'Assemblée constituante, c'est-à-dire contra le pouvoir des soviets. Des gardes rouges irresponsables tirèrent alors contre un de ces cortèges et firent quelques morts. La réaction devant cette violence stupide fut immédiate : en douze heures, la constitution du soviet de Petrograd fut modifiée ; plus d'une douzaine de députés bolcheviques furent démis et remplacés par des mencheviks… il ne fallut pas moins de

trois semaines pour calmer le ressentiment public et permettre le rappel et la réintégration progressive des bolcheviks.

L'État des soviets

Au moins deux fois par an arrivent de toute la Russie des délégués au congrès panrusse des soviets. En théorie, ces délégués sont choisis par des élections populaires directes dans les provinces à raison d'un délégué pour 125 000 votants et dans les villes à raison d'un pour 25 000. Mais en pratique, ils sont seulement élus parmi les membres des soviets provinciaux et urbains. Une session extraordinaire du congrès peut être convoquée à tout moment à la demande du comité exécutif central panrusse ou à celle de soviets représentant un tiers de la population ouvrière de la Russie, Ce congrès est composé de deux mille délégués environ. Il se réunit à la capitale en tant que Grand soviet et délibère sur des points essentiels de la politique nationale. Il élit un comité exécutif central, similaire au comité central du soviet de Petrograd, qui convoque par invitations les délégués des comités centraux de toutes les organisations démocratiques.

Ce comité exécutif central des soviets de toute la Russie s'est développé de telle manière qu'il est devenu le Parlement de la République soviétique. Il se compose de près de trois cent cinquante-cinq membres. Entre chaque session du congrès panrusse, il est l'autorité suprême, mais son action se trouve circonscrite par la ligne fixée au dernier congrès ; il est absolument responsable de tous ses actes jusqu'au congrès suivant. Par exemple, le comité exécutif central peut – et ainsi fut fait en réalité – ordonner que soit signé le traité de paix avec l'Allemagne. Mais il ne peut le rendre obligatoire pour la Russie. Seul le congrès panrusse a qualité pour le faire.

Le comité exécutif central élit en son sein onze commissaires qui seront les chefs des comités desquels ils dépendent. Ces commissaires peuvent toujours être révoqués et sont strictement responsables devant le comité exécutif central. Les commissaires élisent à leur tour un chef ou président. Quand le gouvernement des soviets fut constitué, ce chef a été Lénine. Si sa direction n'était plus approuvée, Lénine pouvait à tout moment être révoqué par la délégation de la masse du peuple russe ou, au bout de quelques semaines, directement par le peuple russe lui-même. La fonction principale des soviets est la défense et la consolidation de la révolution. Ils expriment la volonté politique des masses non seulement dans tout le pays au congrès panrusse, mais aussi dans chacun de leurs sièges où leur autorité est, pratiquement, suprême.

Cette décentralisation est effective, car ce sont les soviets locaux qui créent le gouvernement central, et non le gouvernement central qui crée les organes locaux. Mais malgré l'autonomie locale, les décrets du comité exécutif central et les ordres des commissaires ont force de loi pour tout le pays. En effet, dans la République des soviets, ce ne sont pas des intérêts régionaux ou de groupes qui doivent être sauvegardés mais la cause de la révolution qui est la même partout. Des observateurs mal informés, en majeure partie des intellectuels de la classe moyenne, répètent sans cesse qu'ils sont favorables aux soviets mais contre les bolcheviks. C'est une absurdité. Certes les soviets sont les organismes représentatifs les plus parfaits de la classe ouvrière, mais ce sont aussi les instruments de la dictature du prolétariat contre laquelle, de toute évidence, s'opposent les partis antibolcheviques. Par conséquent la mesure de l'adhésion du peuple à la politique de la dictature prolétarienne n'est pas fournie seulement par le nombre des membres du parti bolchevique ou parti communiste, mais aussi par le développement et l'activité des soviets locaux dans toute la Russie.

L'exemple le plus décisif de ce fait est donné par les paysans qui ne se sont pas mis à la tête de la révolution et dont l'intérêt primordial et exclusif fut la confiscation de la grande propriété. Dès le début, le soviet des Députes paysans n'a pratiquement pas eu d'autre fonction que celle de résoudre la question de la terre. La faillite de la solution donnée par le gouvernement de coalition naissant a fait que les paysans portèrent leur attention vers les aspects sociaux du problème, poussés à cela par la propagande continuelle de l'aile gauche du Parti socialiste-révolutionnaire, par les bolcheviks et par le retour au village des soldats révolutionnaires. Le parti traditionnel des paysans est le Parti socialiste-révolutionnaire. La grande masse inerte de la population des campagnes, dont l'unique intérêt était la terre et qui n'avait ni psychologie combative ni initiative politique, ne voulut rien savoir des soviets. Mais les paysans qui participèrent aux soviets se rallièrent bien vite à l'idée de la dictature du prolétariat, se convertissant en soutiens actifs du gouvernement des soviets.

Dans le bureau du commissariat à l'agriculture, Petrograd, il y avait une carte de la Russie piquée d'épingles à tête rouge, chacune indiquant un soviet de députés paysans. Quand je vis pour la première fois cette carte accrochée dans le vieux local des paysans, les signes rouges étaient éparpillés çà et là sur une énorme étendue et leur nombre pendant quelque temps n'augmenta pas. Les premiers huit mois de la révolution il y avait des provinces entières où les soviets de paysans n'existaient que dans une ou deux grandes villes et également dans

quelques rares villages. Mais après la révolution d'Octobre on pouvait voir toute la Russie devenir rouge et, petit à petit, de village en village, de comité en comité, de province en province se propageait l'idée de la formation des conseils paysans.

Au temps de l'insurrection bolchevique on avait pu élire une Assemblée constituante ayant une majorité contraire aux soviets. La chose eut été impossible un mois plus tard. J'ai assisté à trois congrès panrusses de paysans à Petrograd. Les délégués présents étaient des socialistes-révolutionnaires de droite. Ils s'étaient réunis (et ils tenaient toujours des réunions très agitées) sous la présidence de conservateurs du type d'Avksentiev et de Peshkanov. Peu de jours après ils virèrent à gauche, tombant sous la direction de pseudo-radicaux du type Tchernov. QueIques jours plus tard, la majorité devint extrêmement radicale et Maria Spiridonova fut élue à la présidence. C'est alors que la majorité conservatrice se sépara, formant un congrès de dissidents qui, peu après, était réduit à rien, tandis que le corps principal avait envoyé des délégués au palais Smolny pour s'unir avec les soviets. Les choses allèrent toujours ainsi. Je n'oublierai jamais le congrès des paysans qui eut lieu fin novembre ; Tchernov lutta pour la direction et fut vaincu. Alors se produisit un fait merveilleux. Une procession grise de travailleurs de la terre se dirigea vers le palais Smolny. Elle traversa les rues couvertes de neige en chantant, drapeau rouge déployé claquant au vent glacial de l'hiver. C'était par une nuit obscure. Au sein de Smolny des centaines d'ouvriers attendaient pour recevoir leurs frères paysans et, dans la pénombre, les deux cortèges avançant l'un vers l'autre se rencontrèrent tous tombèrent dans les bras les uns des autres versant des lames et poussant des cris de joie.

Les commissions agraires

Les organisations ouvrières

Ce sont les soviets qui votent les lois institutionnalisant les transformations économiques fondamentales, mais ces lois ne peuvent être appliquées que par les organisations populaires locales. Ainsi la confiscation et la distribution de la terre furent confiées à des commissions agraires composées de paysans et élues par les travailleurs ruraux à l'instigation du prince Lvov, premier président du gouvernement provisoire.

Certes, on ne pouvait faire moins à l'époque que résoudre la question de la terre, diviser les grandes propriétés et les distribuer aux paysans.

Ainsi le prince Lvov invita-t-il les populations rurales à élire des commissions *ad hoc* dont l'objectif était non seulement d'étudier les besoins de l'agriculture mais également d'examiner et de déterminer

la valeur de la propriété foncière. Cependant, quand ces commissions tentèrent de fonctionner, les propriétaires terriens les en empêchèrent. Dans ces conditions, dès que les soviets s'emparèrent du pouvoir, leur première mesure fut la promulgation du décret relatif à la terre. On procédait ainsi à la réalisation d'un projet non pas complètement bolchevique, mais à celle du programme élaboré sur la base de plusieurs centaines de pétitions paysannes. Le décret abolissait pour toujours tout droit privé sur la terre et sur les ressources naturelles de la Russie et conférait aux commissions la mission de distribuer la terre aux paysans tant que la question n'était pas définitivement résolue par l'Assemblée constituante. La Constituante dissoute, le décret devint définitif.

Exception faite de quelques dispositions générales et d'une partie du décret relative à l'émigration proposée comme solution dans les lieux où la population était par trop excédentaire, les particularités de la confiscation et distribution étaient entièrement laissées à l'initiative des commissions locales. Kalagaiev, premier commissaire à l'agriculture, compulsa une série de règlements pour servir de guide aux paysans dans leur action ; Lénine, cependant, dans un discours prononcé devant le comité exécutif central incita le gouvernement à laisser ceux-ci libres de régler la chose par des moyens révolutionnaires, engageant seulement les paysans pauvres à s'unir pour combattre les riches. « Faites en sorte, dit Lénine, qu'à chaque paysan riche s'opposent dix pauvres. »

Naturellement, aucun travailleur rural ne pouvait s'approprier la terre mais il pouvait prendre la part qu'il désirait et la cultiver comme si elle était à lui. Néanmoins la politique du gouvernement visait, à travers l'action des commissions locales à combattre cette tendance les paysans qui désiraient agir comme s'ils étaient propriétaires étaient libres de le faire, mais en ce cas ils ne recevaient aucune aide du gouvernement. Les administrations coopératives agricoles, au contraire, recevaient des crédits, des semences, des instruments de travail et une direction technique moderne. À toute commission agraire étaient rattachés des agronomes, des ingénieurs des eaux et forêts et, pour coordonner l'action des formations locales, on élisait un organisme central, appelé Commission agraire centrale, siégeant à la capitale, et qui se trouvait en contact direct avec le commissariat à l'Agriculture.

En Russie, les organisations ouvrières du genre de celles qui existent actuellement ont moins de vingt ans d'existence. Avant la révolution de 1905, l'organisation syndicale des ouvriers était peu développée et prohibée par la bi. Durant la révolution de 1905, les membres des organisations professionnelles étaient cinquante mille environ et la réaction de 1906 les dispersa avec une rigueur extrême. Les organisations russes

eurent un développement artificiel. Elles furent créées par des intellectuels qui, après une étude scientifique des organisations ouvrières d'autres pays, tracèrent sur le papier le plan de la fédération ouvrière idéale (combinaison des syndicats français avec des organisations de type allemand) et l'appliquèrent en Russie. Les organisations russes ont un caractère industriel et une extension plus grande. Par exemple, aussi bien les ouvriers d'une fabrique de canons que les charpentiers qui font les chariots sont membres de la Fédération des ouvriers métallurgistes. Pendant les premiers trois mois de la révolution, le nombre des ouvriers organisés s'éleva à, plus de deux cent mille ; cinq mois plus tard il dépassait le million et, après deux mois, il marchait sur les trois millions. Comme cela arrive partout les organisations s'efforcèrent d'obtenir de plus hauts salaires, des horaires plus courts et de meilleures conditions de travail. Elles demandèrent un bureau d'arbitrage et de représentation au ministère du travail du gouvernement provisoire.

Mais cela ne suffisait pas aux ouvriers russes en révolution.

Bien qu'une grande partie entrât dans les organisations, de nombreux ouvriers ne voyaient pas la nécessité de s'organiser, et la lutte entre les masses et les gros industriels était menée par les Fédérations de manière lente et confuse. Alors, comme ce fut le cas avec les comités des soldats en campagne, la constitution des organisations se forma de telle manière qu'elles en vinrent à une politique inspirée par des éléments réactionnaires désireux de freiner la rapide pulsation de la vie des grandes masses. Ainsi, à l'époque de la révolution bolchevique, le comité central des ouvriers des Téléphones, des employés des Postes et Télégraphes et des Chemins de fer purent se mettre en grève contre les bolcheviks siégeant à l'institut Smolny et, durant un certain temps, les isoler de toute la Russie. Ceci en dépit de la majorité révolutionnaire des ouvriers qui convoquèrent leurs assemblées et condamnèrent la direction politique des anciens dirigeants, élisant de nouveaux comités.

Les commissions internes de fabriques

Quand eut lieu la révolution de mars, les propriétaires et directeurs de nombreux établissements industriels ou bien les abandonnèrent, ou bien furent évincés par les ouvriers. Ce fut tout particulièrement le cas des entreprises de l'État, livrées aux employés irresponsables du tsar. Se trouvant sans dirigeants, sans surveillance et aussi très souvent sans ingénieurs et employés de l'administration, les ouvriers se virent placés devant l'alternative de prendre en mains la direction du travail ou de mourir de faim. Une commission fut désignée, élisant un délégué pour chaque section de l'usine. Cette commission chercha à continuer de faire

marcher la fabrique. Naturellement au début la chose semblait désespérée. Certes, de cette manière on pouvait coordonner les fonctions des diverses sections, néanmoins, le manque d'une formation technique chez les ouvriers conduisait souvent à des résultats catastrophiques.

On en était là quand, lors d'une assemblée d'usine, un ouvrier se leva et dit :

> Camarades ! De quoi nous préoccupons-nous ? La question du personnel technique ne présente pas de difficultés. Souvenez-vous. Le patron n'était pas un technicien, le patron n'avait pas les connaissances d'un ingénieur ou d'un chimiste ou même d'un administrateur. Tout son rôle se réduisait à être le propriétaire. Quand il avait besoin d'aide technique, il payait les gens qui pouvaient la lui procurer. Eh bien ! Maintenant, c'est nous qui sommes les patrons. Nous allons payer des ingénieurs et des administrateurs qui travaillant pour nous !

Dans les entreprises de l'État, le problème était relativement simple car la révolution avait automatiquement chassé le « patron » et nul ne l'avait remplacé. Mais quand les commissions de fabriques s'étendirent aux entreprises privées, elles furent insidieusement combattues par les propriétaires, la majeure partie desquels avaient passé des accords avec les organisations.

Dans les entreprises privées également les commissions internes furent le résultat d'une nécessité. Après les trois mois de la révolution pendant lesquels la classe moyenne et les organisations ouvrières travaillèrent ensemble dans une atmosphère d'utopique harmonie, les industriels commencèrent à s'alarmer du pouvoir et des ambitions accrues des organisations ouvrières, tout comme les propriétaires fonciers prirent peur devant les nouvelles conditions rurales, les dirigeants des soviets et les comités de soldats… Vers la première moitié de juin commença une campagne plus ou moins consciente de toute la bourgeoisie pour stopper la révolution et détruire les organisations démocratiques. Les industriels projetèrent de tout écraser dans l'œuf, depuis les commissions internes jusqu'aux soviets. L'armée fut désorganisée, privée d'armes, de vivres et de munitions. Certaines positions furent livrées aux Allemands, Riga par exemple. Dans les campagnes on conseilla aux paysans de cacher le grain, provoquant des désordres tels qu'on donna ainsi aux Cosaques l'occasion de rétablir l'ordre.

Ensuite, dans le secteur industriel le plus important de tous, on procéda au sabotage des machines et de la production en général, on boycotta les transports ; les mines de charbon, de métaux et les autres sources de matières premières furent endommagées de mille manières.

On s'efforça de saper l'activité des entreprises et de replacer les ouvriers sous le joug de l'ancien régime économique.

Ainsi les travailleurs se virent contraints de se défendre. La commission interne de fabrique fut mise en place. Il se peut que les ouvriers russes aient commis des erreurs, même des actes ridicules, et dans le monde entier on s'étendit complaisamment là-dessus ; ils exigèrent des salaires impossibles, cherchèrent à appliquer des procédés scientifiques d'élaboration compliquée sans avoir une expérience suffisante et même, dans certains cas, ils demandèrent au patron de revenir pour assumer l'administration de ses biens. Mais ces cas furent rares. Dans la majorité des entreprises les ouvriers trouvèrent en eux suffisamment de ressources pour diriger l'industrie sans patrons.

Les propriétaires cherchèrent à falsifier les livres, cacher les commandes ; la commission interne fut obligée de chercher comment contrôler les livres. Les propriétaires s'arrangèrent pour que les travaux marchent mal et la commission dut monter la garde afin que rien n'entre ou ne sorte de l'entreprise sans permission.

Quand des fabriques étaient sur le point de fermer pour manque de combustible ou de matières premières, etc., les commissions internes furent obligées d'envoyer des émissaires à travers la Russie, aux mines, aux sources de pétrole du Caucase, aux plantations de coton de Crimée. Pour la vente également de leurs produits, les ouvriers durent envoyer des délégués spéciaux. Étant donné les carences des chemins de fer, ceux-ci passèrent des accords avec les fédérations des cheminots afin d'obtenir des moyens de transport. Pour se défendre enfin contre les briseurs de grèves, la commission se chargea, également de l'embauche et du licenciement du personnel. De cette façon la commission interne de fabrique, issue du chaos russe, fut contrainte par la force des choses d'apprendre à gérer l'entreprise ; de sorte que quand l'occasion s'en présenta les travailleurs purent sans inconvénients majeurs en assumer le contrôle.

Comme exemple de la collaboration des masses on peut mentionner le fait que les deux cent mille pouds de charbon saisis en décembre sur les réserves de la flotte de la Baltique furent destinés par les commissions des marins à maintenir en activité les fabriques de Petrograd durant la pénurie de charbon. Les établissements Obucoff, entreprises métallurgiques qui travaillaient pour la marine de guerre, avaient comme dirigeant de leur commission interne un russo-américain nommé Petrovsky, assez connu en Amérique comme anarchiste. Un jour le chef de la production des torpilles dit à Petrovsky que celle-ci devait s'arrêter vu l'impossibilité où on était de se procurer certains petits tubes employés

pour leur fabrication et fournis par une usine dont les produits avaient été tous vendus trois mois à l'avance. La fermeture de la section des torpilles entraînerait le chômage de 400 ouvriers. «Je vous procurerai des tubes», dit Petrovsky et il se rendit directement à l'usine où on les fabriquait et où, au lieu de parler au directeur, il chercha le dirigeant de la commission interne. «Camarade, lui dit-il, si dans deux jours nous n'avons pas ces tubes notre fabrication de torpilles s'arrêtera et 400 ouvriers seront sans travail.»

Le chef de la commission chercha dans ses livres et découvrit que quelques milliers de tubes avaient été réservés par trois établissements privés voisins. Il s'y rendit avec Petrovsky et prit contact avec les dirigeants des commissions internes. On constata que dans deux fabriques les tubes n'étaient pas nécessaires dans l'immédiat; le jour suivant l'usine Obucoff avait à sa disposition le matériel requis et l'atelier des torpilles ne fut pas fermé. II y avait à Novgorod une fabrique de tissus. Quand la révolution commença le patron déclara: «La situation est trouble; tant que la révolution dure nous ne pouvons réaliser aucun bénéfice. Nous allons donc suspendre le travail jusqu'à ce que les choses deviennent plus claires.» Ainsi fut fait et le personnel des bureaux, ainsi que les chimistes, ingénieurs et directeurs prirent le train pour Petrograd. Mais le jour suivant la fabrique fut réouverte par les travailleurs.

Ces ouvriers étaient peut-être un peu plus ignorants que la majeure partie des autres travailleurs, ils ne connaissaient pas les processus techniques de la production, de la direction et de la vente. Ils nommèrent une commission interne et, ayant découvert une réserve cachée de combustible et de matières premières, ils reprirent la fabrication des cotonnades.

Ne sachant trop ce qu'ils pouvaient faire des tissus une fois fabriqués, ils commencèrent par se servir amplement, eux et leurs familles; puis comme certains de leurs métiers à tisser avaient besoin de réparations, Ils envoyèrent une délégation à un atelier du voisinage disant qu'ils étaient disposés à donner des tissus en échange de l'aide technique requise. Après cela ils passèrent un contrat avec la coopérative locale, lui fournissant leurs cotonnades en échange de produits alimentaires, et allèrent jusqu'à échanger des tissus de coton pour du combustible des mines de charbon de Karkof. De la Fédération des chemins de fer ils obtinrent des moyens de transport. Pour finir ils saturèrent le marché local de tissus de coton mais se trouvèrent devant une exigence qu'ils ne pouvaient satisfaire avec leurs produits: le loyer. Cela se produisit au temps du gouvernement provisoire quand existaient encore des

propriétaires de la terre. Le loyer devait être payé en espèces. Alors ils chargèrent tout un train avec leurs marchandises et l'envoyèrent à Moscou sous la garde d'un membre de la commission.

Celui-ci laissa le train à la station et s'en fut à travers une ville. Il entra dans une boutique d'un tailleur à qui il demanda s'il avait besoin de cotonnades.

– Combien en as-tu ?, demanda celui-ci.

– Un train entier.

– À quel prix ?

– Je ne sais pas ? Qu'est-ce que vous payez d'habitude ?

Le tailleur lui donna une somme infime et le membre de la commission qui jamais n'avait vu tant d'argent à la fois rentra à Novgorod tout content. Mais une question du loyer avait été également résolue par une commission interne qui avait réglé la production de manière que la vente comporte des excédents tels que le loyer de tous les ouvriers puisse être payé. C'est de cette manière que, dans toute la Russie, les ouvriers acquéraient les connaissances nécessaires des principes fondamentaux de la production industrielle et aussi de la distribution ; c'est ainsi qu'ils purent lors de la révolution de novembre prendre leur place dans l'engrenage du contrôle ouvrier.

En juin 1917 se tint le premier congrès des délégués des commissions internes ; mais, à cette époque, celles-ci n'existaient qu'à peine hors de Petrograd. Ce fut néanmoins un congrès important. Étaient délégués ceux qui, aujourd'hui, constituent les grandes masses populaires : en majeure partie des bolcheviks ainsi que divers syndicalistes et anarchistes. L'accent principal des discussions fut placé sur une protestation contre la tactique des fédérations. Sur le plan politique, les bolcheviks allaient répétant qu'aucun socialiste ne devait participer avec la bourgeoisie à un gouvernement de coalition. Le congrès des délégués des commissions internes adopta la même attitude concernant l'industrie. En d'autres mots, la classe des capitalistes et celle des travailleurs n'avaient aucun intérêt commun ; aucun ouvrier conscient ne pouvait être membre d'un comité d'arbitrage ou de conciliation, sauf pour faire savoir aux industriels les revendications ouvrières. Aucun accord entre capitalistes et ouvriers ; la production industrielle devait être absolument contrôlée par les travailleurs.

Antérieurement, les fédérations de métiers avaient combattu âprement les commissions internes. Mais comme celles-ci étaient en mesure de s'implanter au cœur de la direction des usines, elles consolidèrent et étendirent facilement leur pouvoir. De nombreux ouvriers n'éprouvaient pas le besoin d'entrer dans une fédération, mais tous éprouvaient

celui de participer à l'élection d'une commission interne qui avait le contrôle immédiat du travail.

D'autre part, les commissions reconnaissaient la valeur des fédérations ; aucun ouvrier nouveau n'était admis s'il ne possédait pas la carte des organisations syndicales. L'application locale des règlements des diverses fédérations incombait aux commissions internes. Aujourd'hui, les organisations de métiers et les commissions internes travaillent en parfaite harmonie, chacune dans son secteur respectif.

Le contrôle ouvrier

Dans le secteur industriel la propriété privée n'a pas été encore abolie en Russie. Les propriétaires de nombreuses usines conservent leurs titres de propriété et ont même droit à un petit intérêt du capital investi, mais tout cela à condition de coopérer à la bonne marche et l'extension de l'entreprise. Ils ont été néanmoins écartés de la direction, et s'ils cherchent à licencier des ouvriers ou à empêcher le travail, ils sont immédiatement expropriés. Dans toutes les entreprises publiques u privées les conditions de travail sont les mêmes ainsi que les horaires et les salaires.

La raison de cette survivance d'un régime semi-capitaliste dans un pays prolétarien est que la Russie, pays économiquement arriéré et entouré d'États capitalistes bien organisés, a besoin, dans l'immédiat d'une production industrielle accrue pour pouvoir résister à la pression de l'industrie étrangère.

L'organe au moyen duquel l'État exerce son contrôle sur l'industrie, comme aussi sur le travail de la production, s'appelle le conseil du contrôle des travailleurs.

Cet organe central siégeant à la capitale se compose de délégués élus par les conseils locaux du contrôle ouvrier, qui sont constitués à leur tour par des membres des commissions internes, des syndicats professionnels, d'ingénieurs, techniciens et experts. Une commission exécutive centrale traite les affaires de chaque État de l'Union soviétique. Elle est composée de simples travailleurs, en majeure partie d'ouvriers d'autres États, de façon qu'aucun intérêt particulier ne puisse influencer sa conduite. Les conseils locaux rapportent au congrès panrusse les cas de confiscation d'entreprises, l'informent de la quantité de combustible, de matières premières, de moyens de transport et de main-d'œuvre que nécessite leur secteur et servent de guide aux ouvriers dans l'apprentissage de la gestion des différentes industries. C'est au conseil panrusse qu'il revient de procéder à la confiscation des entreprises industrielles

et de distribuer de manière équilibrée les ressources économiques des différentes localités.

Du conseil du contrôle ouvrier dépend ladite Chambre des assurances. Les ouvriers sont assurés contre le chômage, les maladies, la vieillesse et la mort. Les primes d'assurance sont payées par les propriétaires tant dans les entreprises privées que publiques ; la somme due à l'ouvrier est toujours égale un montant complet de son salaire. Dans l'État socialiste le système salarial est maintenu. C'est un, ajustement nécessaire au monde capitaliste mais, en même temps, entre en action le mécanisme conduisant à son abolition ; ceci d'autant plus que tout le système fonctionne sous le contrôle des ouvriers eux-mêmes. Lénine a dit très clairement qu'il considère l'existence des capitalistes comme un pas en arrière, comme une défaite passagère de la révolution, ajoutant qu'il sera nécessaire de conserver ce système tant que les ouvriers n'auront pas atteint un degré d'auto-organisation et d'autodiscipline tel que permette d'entrer en compétition avec l'industrie capitaliste.

Conseil suprême de l'économie publique

La République russe des soviets, comme Lénine lui-même l'a clairement montré, ne tend vers aucune espèce de gouvernement politique, mais vers une véritable démocratie industrielle. Lénine est allé jusqu'à prévoir une éventuelle transformation des soviets en organes économiques de caractère purement administratif. Le prototype de ce futur parlement économique existe déjà en Russie. Il se nomme conseil suprême de l'économie publique et il est formé de délégués des principales commissions pour la terre et du conseil du contrôle ouvrier. C'est à ce conseil que revient la tâche de régulariser la vie économique du pays, diriger et contrôler le courant de la production, administrer les ressources naturelles appartenant au gouvernement, surveiller les importations et exportations. II a faculté de créer des industries nouvelles, d'entreprendre la construction de nouvelles voies ferrées et de routes, d'exploiter des mines nouvelles, de construire de nouvelles fabriques et d'exploiter les ressources hydrauliques. La commission exécutive du conseil est composée de cinquante membres, chacun d'entre eux s'occupant d'une des cinquante branches de la vie économique du pays, comme les chemins de fer, l'agriculture, etc. Ces membres sont élus de la manière suivante : les diverses organisations professionnelles – comme l'Institut des ingénieurs des mines, etc. – indiquent quels sont leurs meilleurs hommes, et les délégués des commissions agraires ainsi que les organes du contrôle ouvrier choisissent entre eux les candidats.

Les cinquante membres du conseil suprême dirigent chacun son bureau et sont aidés par des commissions techniques spécialisées pour chacun des différents secteurs. Se trouvent réunis des représentants des soviets, du commissariat au Travail, du commissariat au Commerce, à l'Industrie et aux Finances, des représentants des commissions internes, des soviets de paysans, des coopératives, etc.

À ce bureau on présente les projets. Supposons qu'il s'agisse du projet d'un chemin de fer de Moscou à Novgorod. On présente le plan au commissaire qui s'occupe des chemins de fer ; si celui-ci le rejette, le projet passe par un bureau d'appel ; si celui-ci l'accepte, il s'adresse à ses commissions techniques et les charge de s'occuper des problèmes de leur compétence. D'autres commissions, ensemble avec les représentants des organisations des ouvriers métallurgistes, établissent le budget. On pose alors la question aux délégués des organisations locales ouvrières et paysannes : « Le chemin de fer est-il nécessaire ? Quel sera le trafic de passagers, de combustible, de matières premières, de produits manufactures et de machines agricoles ? »

En d'autres termes, dans le secteur économique on ne met sur pied aucune nouvelle entreprise si le peuple n'en éprouve pas la nécessité ; on veille d'abord à satisfaire les besoins les plus urgents. Dès le mois de décembre 1917, bien que la Russie ait été en mille morceaux et qu'elle fut en guerre contre tous les pays du monde, de vastes projets ont été présentés et on procéda à leur exécution. Il était question, par exemple, de construire un réseau de chemins de fer pour desservir les trois cents mines de l'Oural et d'utiliser les six grands fleuves de la Russie septentrionale pour alimenter en énergie, lumière et chaleur une vaste étendue du pays.

Les coopératives de la Russie

Si déjà, avant la révolution, n'avaient pas existé des organisations démocratiques, il n'y a aucun doute que la révolution russe eut été vaincue. Le réseau commercial ordinaire de distribution aurait été complètement démantelé. C'est seulement grâce aux coopératives de consommation qu'on a pu alimenter le peuple ! Le système établi fut adopté plus tard par les municipalités comme aussi par le gouvernement.

Avant la révolution les sociétés coopératives comptent plus de douze millions de membres. L'association est pour les Russes une chose naturelle, car c'est une réminiscence de la vie communautaire qui persiste, dans les campagnes pendant de longs siècles. Dans les usines Poutilov, où travaillaient plus de quatorze mille ouvriers, la coopérative fournissait en vivres, logement et aussi en vêtements plus de cent mille

personnes. Tous ceux qui pensent qu'en Russie ne saurait exister aucun gouvernement en raison de l'absence d'une force centrale, oublient cette tendance coopérativiste des Russes ; ils voient la Russie actuelle comme une espèce de commission servile siégeant à Moscou, dirigée de manière tyrannique par Lénine et Trotsky et défendue par des gardes rouges mercenaires.

La vérité ? C'est précisément le contraire. L'organisation que j'ai décrite existe dans quasi toutes les communautés. Si une partie considérable de la Russie était vraiment contre le gouvernement des soviets, les soviets n'existeraient pas une heure de plus.

Ceux qui critiquent le régime soviétique sont en train, précisément ces jours-ci, de murmurer contre un article de Lénine qui a paru dans la *Pravda* du mois d'avril et qui maintenant est reproduit dans la brochure *Les soviets à l'œuvre.* Le grand homme d'État prolétarien dit aux ouvriers dans cet article qu'ils doivent arrêter de bavarder, de faire des grèves, de chaparder et il les invite à maintenir une discipline rigide et à augmenter la production. Il loue le système Taylor d'organisation scientifique du travail, explique le manque d'expérience et d'instruction des masses russes, analyse les causes du chaos existant dans l'industrie et l'agriculture.

Le prolétariat victorieux dans la lutte contre la bourgeoisie doit maintenant concentrer toute son attention sur le problème d'organiser la Russie ; s'il ne réussit pas à le résoudre, la révolution est destinée à périr. « De quoi s'agit-il exactement ? », vocifèrent les critiques -- et parmi eux il y a des socialistes. De quoi s'agit-il, sinon du retour à une nouvelle tyrannie exercée sur les masses par de nouveaux patrons. Et voyez, Lénine lui-même admet que les Russes se sont avérés incapables d'organiser l'État utopique qui n'existait que dans son imagination et dans ses rêves...

Il n'en est rien. L'État socialiste ne doit pas être un retour à la simplicité primitive, mais, au contraire, un système social doté d'une efficacité supérieure à celle de l'État capitaliste. Dans le cas spécial de l'Union soviétique, les travailleurs ont le devoir d'acquérir dans l'immédiat la capacité de s'opposer au capital étranger et, en même temps, de pourvoir aux besoins de la Russie. Et ce qui est valable pour la Russie l'est aussi pour les ouvriers du monde entier. Mais dans aucun autre pays les dirigeants n'ont la perception lucide d'un Lénine ; dans aucun autre pays ils ne sont aussi unis et aussi conscients. En Russie existent des groupes d'entreprises Industrielles, comme les mines dans l'Oural et comme les usines de Vladivostock, dans lesquelles le contrôle des travailleurs s'est avéré supérieur à la direction du propriétaire capitaliste. Et n'oublions

pas que l'entreprise industrielle appartient aux travailleurs et est gérée dans l'intérêt des travailleurs.

En juin 1918, Lénine disait à un Américain que le peuple russe n'était pas encore révolutionnaire : « Si dans les trois mois les masses ne le deviennent pas, la révolution périra. »

Nous comprenons maintenant ce qu'il voulait dire. Le mot « révolutionnaire » n'indique pas seulement une mentalité capricieuse de révolte. Que ce qui doit être détruit le soit, mais le monde nouveau doit être reconstruit par un effort incessant de labeur. Nous autres, pour le bien du monde entier, nous espérons que la grande Russie va progresser et aller de l'avant. Dans nos oreilles résonne la marche inexorable des bataillons de fer du prolétariat.

Source

Sous le drapeau du socialisme, n° 61, novembre-décembre 1973.

SYRIE

Les comités locaux de coordination, embryon d'un pouvoir populaire

Joseph Daher

À la fin de 2011 et au début de 2012, les forces du régime ont commencé à se retirer ou ont été expulsées par les groupes armés de l'opposition d'un nombre croissant de régions. Dans le vide laissé, les organisations locales de base ont commencé à se transformer en structures ad hoc de gouvernement local, dans lesquelles les militant·es des comités locaux de coordination (CLC) ont souvent constitué le noyau principal des conseils locaux. Dans certaines régions libérées des forces armées du régime, des administrations civiles ont également été créées pour compenser l'absence de l'État et prendre en charge ses fonctions dans divers domaines, comme les écoles, les hôpitaux, les routes, les systèmes d'eau, l'électricité et les communications. Omar Aziz, un

militant anarchiste de 63 ans qui a été arrêté en octobre 2012 et est mort sous la torture dans une prison du régime en février 2013, a été le premier à appeler à la mise en place de conseils locaux en octobre 2011. À Damas et dans sa périphérie, ses idées et ses appels à la création de conseils autonomes ont probablement inspiré leur mise en place, mais la réalité sur le terrain et la nécessité pour les militant·es et les populations locales d'organiser politiquement la société et de coopérer avec les groupes d'opposition armés y ont également largement contribué.

Selon la chercheuse Rana Khalaf, le premier conseil local a été établi dans la ville de Zabadani à la fin de 2011, avec pour objectif principal de coordonner les civils et les groupes d'opposition armés. Il est ensuite devenu un prototype de gouvernance locale imité dans toutes les zones du pays contrôlées par l'opposition. Les conseils locaux se sont également développés rapidement dans la périphérie de Damas au début et au milieu de l'année 2012, comme à Douma, qui était habité par plus d'un demi-million de personnes à l'origine, bien que leur nombre ait diminué au fil des années. Le conseil local démocratiquement élu de la ville de Douma a été établi en septembre 2012 et a servi de modèle à de nombreux autres à travers les zones libérées. En 2016, le conseil local comptait 298 membres élus. La ville de Douma était divisée en 18 zones géographiques. Dans chaque zone, un comité de quartier était formé, composé de 20 à 25 membres, qui se réunissait périodiquement et constituait le lien entre le conseil local et les citoyens. Au sein du conseil local, les membres du comité, du conseil et du bureau devaient s'accorder sur les conditions et principes suivants : « Le membre doit soutenir la chute du régime dictatorial corrompu et l'établissement d'un état civil et démocratique, basé sur la révocabilité des mandats et travailler à cette fin. » Les dirigeants et les fonctionnaires de Douma qui ont fait défection du régime ont créé un conseil local de services relativement efficace fournissant certains services de manière autonome par rapport au régime.

Des exemples similaires de conseils locaux efficaces existaient également dans le nord du pays, comme à Manbij, dans le nord-est du gouvernorat et à Raqqa, jusqu'à ce que les deux villes tombent sous l'occupation de l'État islamique et du Levant (ISIL) en 2014. À Manbij, le conseil local, connu sous le nom de Conseil révolutionnaire, avait été fondé en secret en avril 2012, trois mois avant que la population locale ne prenne le contrôle total de la ville. Pendant la période initiale, il a organisé des manifestations pour expulser la police et les forces de sécurité, et s'est coordonné avec les conseils locaux et révolutionnaires d'autres villes. Lorsque les forces armées du régime se sont retirées à la

fin du mois de juillet 2012, le conseil local a pris le contrôle des institutions étatiques abandonnées et s'est efforcé de maintenir la vie (par exemple, en organisant un système d'assurance maladie, en déblayant les décombres causés par les bombardements, en collectant des fonds et en distribuant de l'aide), malgré les bombardements aériens. La plupart des activités ont été menées par un groupe d'environ 50 jeunes activistes appelé Mouvement pour le changement et la construction à Manbij. Le système d'assurance maladie gratuite a notamment été organisé dans le cadre d'une campagne intitulée «votre santé est importante pour nous», qui a fait appel à des médecins et autres travailleurs bénévoles et a bénéficié à une centaine de familles. Des rapports de santé mensuels ont également été établis sur l'état de chaque famille afin de garantir la prise en charge des familles dans le besoin et d'éviter les retards.

Jusqu'au départ des forces du régime de la ville d'Idlib en mars 2015, Raqqa avait été la seule capitale provinciale libérée du régime. Au début, la ville a souffert d'un énorme vide de pouvoir, en particulier dans les services publics, tandis que les rues étaient remplies d'ordures et de vestiges des barricades du régime. Cela n'a pas duré longtemps car les activistes et les organisations locales ont commencé à organiser la gestion des services de la ville et d'autres besoins nécessaires aux habitant·es, malgré le bombardement constant de la ville par les forces armées du régime. C'est à cette époque que le Conseil local de Raqqa a été créé après la libération de la ville. Plus de quatre cents activistes indépendant·es et représentant·es d'organisations de la société civile, d'organes révolutionnaires et de clans locaux ont initialement élu 50 membres pour former le secrétariat général. Ce dernier a ensuite élu les membres du conseil local en son sein et a joué le rôle de la municipalité en fournissant divers services. Les organisations populaires se sont considérablement développées dans la ville et étaient le plus souvent dirigées par les jeunes. Plus de 42 mouvements et organisations sociales étaient officiellement enregistrés à la fin du mois de mai 2013. L'un des groupes de jeunes influents dans la ville était le mouvement Haquna (notre droit), qui se présentait comme un mouvement de jeunes pour les droits humains qui «croit en la nécessité de construire une Syrie civile et démocratique, fondée sur la liberté, la justice et l'égalité entre tous ses citoyens, et le respect de toutes les croyances religieuses». Ils ont joué un rôle important en aidant à la gestion de la communauté civile à Raqqa et en remplissant le vide laissé par l'expulsion des forces du régime.

La province d'Alep et la ville, où l'insurrection armée s'est retrouvée avec plusieurs millions d'individus sous son contrôle après l'expulsion

forcée du régime de ces zones entre mi-2012 et début 2013, ont également connu l'expansion des conseils locaux et des formes de gouvernances. Le conseil local comptait 25 membres élus chaque année, non pas directement par la population, mais qui étaient sélectionnés sur des listes par les membres des assemblées des soixante-trois conseils de la zone libre d'Alep. Les représentants des associations professionnelles avaient également le droit de vote – avocat·es, ingénieur·es et enseignant·es.

Cela ne signifiait pas que les conseils locaux ne présentaient pas de lacunes, comme le manque de représentation des femmes ou des minorités religieuses et ethniques en général. Selon une étude sur l'activisme civil en Syrie en 2014, la participation des femmes était faible. Quatre conseils locaux ont fait état d'une représentation féminine allant jusqu'à 17 %. Ils étaient situés dans les régions de Hama, Raqqa et Alep. La faible participation des femmes s'est poursuivie dans la plupart des conseils locaux tout au long du soulèvement. Selon une étude menée par le centre de recherche Omran for Strategic Studies entre janvier et mai 2016 sur 105 conseils locaux (sur 427 dans toute la Syrie), seuls 2 % des membres étaient des femmes.

D'autres problèmes existaient également. Huda Yahya, une militante de la province d'Idlib, bien que décrivant les conseils locaux comme des mini-gouvernements remplaçant les institutions de l'État et concernés par la fourniture de services publics à la population civile, a fait valoir les éléments suivants :

> Ces conseils ont montré certaines formes de désorganisation, de pratiques non démocratiques, de représentation des (grandes) familles et de sous-représentation des femmes. Ils n'ont pas non plus réussi à gagner la confiance des citoyens.

Les conseils civils n'étaient pas non plus toujours complètement autonomes par rapport aux groupes militaires, dépendant souvent d'eux pour leurs ressources, ou parce que les membres du conseil étaient largement sélectionnés en fonction de l'influence des groupes militaires locaux.

Les membres du conseil étaient également souvent choisis plutôt qu'élus, en fonction de l'influence des chefs militaires locaux, des structures claniques et familiales, et des formes de notabilités locales. Selon la chercheuse Agnès Favier, « la majorité des conseils locaux (plus de 55 %) n'ont pas vu le jour par le biais d'élections », mais ont été établis par des mécanismes d'« autosélection des élites ».

Un autre problème rencontré a été le besoin de compétences professionnelles et techniques particulières. Par exemple, dans le

gouvernement de la province d'Idlib, l'une des conditions pour être élu était d'être diplômé universitaire. Cela permettait aux classes supérieures de monopoliser la représentation de ces conseils.

Malgré ces limites, les conseils locaux ont pu rétablir un niveau minimal de services sociaux dans leurs régions et bénéficier d'un certain niveau de légitimité. Le rôle des conseils locaux s'est poursuivi tout au long des débuts de la révolution syrienne, malgré les multiples menaces et l'approfondissement de la guerre, dans divers territoires contrôlés par l'opposition. Cependant, le nombre de conseils locaux n'a cessé de diminuer au fil des ans en raison des avancées militaires des forces pro-régime qui ont capturé les territoires contrôlés par l'opposition et des attaques des groupes armés fondamentalistes islamiques et djihadistes contre les conseils civils, les remplaçant par leurs propres conseils.

Source

Syrie : le martyr d'une révolution, à paraître aux éditions Syllepse.

URUGUAY

Vivre en autogestion

Propos recueillis par A. Riviste Anarchista

Depuis 1955 (date de sa création la Comunidad del Sur) a représenté la plus importante expérience de vie communautaire réalisée par des militants anarchistes. L'intervention militaire devait mettre fin à 20 années d'autogestion. Les autorités militaires déclaraient, en 1976, que l'existence même de la Communauté était incompatible avec le «nouvel Uruguay». De novembre 1974 au début avril 1975, une camarade de Rome a vécu au sein de la Comunidad del Sur. Carla nous raconte ici son expérience.

Ma première intention était d'y rester un petit mois afin de vivre à fond cette expérience qui me semblait décidément très intéressante.

Mais une fois là-bas, je me suis aperçue que quelques semaines ne m'auraient pas suffi pour connaître et comprendre tout ce qui me tenait à cœur. C'est pourquoi j'ai décidé de prolonger mon séjour. D'une façon générale, et tout en ayant une grande estime pour les camarades de la Comunidad del Sur et leurs réalisations, tout en sachant aussi combien de sang, de souffrances et de sacrifices leur a coûté une telle expérience, personnellement j'émets quelques réserves quant à la validité absolue d'un tel type de vie. J'en ai parlé avec les camarades là-bas, en leur expliquant qu'il me semblait – qu'il me semble toujours – que de telles expériences nécessitent une excessive dispersion d'énergie en tout genre pour le fonctionnement «interne»: énergies qui sont par conséquent détournées d'une utilisation «externe» possible. C'est pourquoi je ne croyais pas pouvoir vivre en permanence dans la communauté, même si, maintenant, je ne sais plus...

Comment entrait-on dans la communauté?

Dès l'instant que quelqu'un demande à être admis dans la communauté, on cherche à être avec lui, à agir et travailler avec lui; il y a plusieurs types de réunions pour discuter avec cette personne, généralement avec deux ou trois camarades au maximum. Le résultat de ces réunions est finalement soumis à l'assemblée et c'est elle qui juge de la maturité du nouveau venu dans le but de l'intégrer à tous les aspects de la vie communautaire ou pas de la communauté, y compris ceux qui étaient momentanément dans les services domestiques ou les secteurs non productifs. Dans chaque centre de production, les membres de la communauté recevaient un salaire qu'ils reversaient immédiatement dans la caisse communautaire. Ces fonds étaient collectivement administrés. L'institution familiale étant abolie (du moins sous son aspect économique), chaque individu recevait en fonction de ses nécessités et, naturellement, selon les disponibilités de la caisse commune. Les personnes qui n'étaient pas en mesure de produire, comme les vieux, les enfants ou les malades, recevaient un revenu en fonction de leurs besoins. L'assemblée de la communauté, à laquelle participaient les adultes ainsi que les adolescents qui se sentaient capables d'y assister, se tenait chaque semaine et elle était, dans tous les sens du mot, l'organe décisionnel. Outre les problèmes économiques et logistiques, on y abordait tous les sujets qui pouvaient intéresser la communauté dans son ensemble, tandis que les problèmes personnels étaient discutés dans des réunions plus restreintes et les résultats étaient rapportés devant l'assemblée, ceci pour d'évidentes raisons pratiques. Le critère organisationnel en ce qui concerne la production était celui de la rotation des tâches, aussi bien à l'intérieur de la communauté (cuisine commune, services,

etc.) que dans les divers centres productifs. Ceci ne veut pas dire que l'on ne tenait pas compte de la production, mais partout où cela était possible, on appliquait la rotation.

Comment était organisée la Comunidad del Sur?

La Comunidad del Sur formée par un noyau social regroupant quatre centres de travail autonomes : la typographie, le jardin potager, l'atelier artisanal et la crèche ; chacun avait une structure indépendante qui lui permettait de s'ouvrir sur l'extérieur. Dans les centres productifs travaillaient, outre les membres de la communauté, des camarades qui sans en faire partie étaient en accord avec les principes du coopérativisme et sur la méthode de l'autogestion. Tous participaient sur un pied d'égalité, aussi bien au niveau économique que décisionnel. Chaque centre productif était organisé en tant que coopérative. La vie de chacun des centres était réglée par des assemblées abordant tous les problèmes : économiques, sociaux et personnels. Il existait un moment de coordination générale constitué par l'assemblée mensuelle à laquelle assistaient tous les camarades, membres.

Dans quel secteur de la communauté as-tu travaillé?

En sachant, dès le départ, que mon séjour serait bref et que mon but était de connaître la Comunidad del Sur sous tous ses aspects, il a été décidé avec les camarades que je passerais par tous les postes, mon temps d'arrêt dans chacun d'eux étant plus court que celui qui était habituel pour les membres de la communauté.

II serait intéressant de parler de chaque travail, mais pour ne pas nous étendre trop, je préfère parler surtout de la typographie qui était d'ailleurs le principal secteur productif et celui qui impliquait le plus grand nombre de camarades (quand j'y étais, vingt personnes y travaillaient dont dix de la communauté).

La typographie était gérée par une assemblée hebdomadaire. Les thèmes fixes en étaient : 1) bilan du travail de la semaine précédente qui comprenait aussi bien les heures de travail effectuées par chaque personne que la production de chaque tache ; 2) bBilan des entrées et des sorties de la semaine écoulée ; 3) planning de travail (avec le nombre de personnes nécessaires pour chaque tâche) pour la semaine en cours.

À part ces trois aspects, chaque assemblée abordait les problèmes de la cohabitation commune dans le cadre de la typographie.

Qu'imprimait-on à la typographie?

La typographie faisait un travail commercial qui en était son support. En des temps de moindre répression, les membres de la communauté

avaient pu réaliser un programme d'édition propre dans le but de divulguer les idées communautaires, anarchistes et même plus largement d'émancipation sociale, de culture alternative, de pédagogie libertaire... II y avait même eu une activité de presse clandestine ! Mais lors de mon passage, le climat politique avait contraint à réduire au strict minimum ce type d'activité.

Quels étaient les rapports entre la communauté et les gens du quartier ?

Les camarades de la Comunidad del Sur ont toujours accordé une grande importance à cet aspect de leur vie « extérieures ». Lorsqu'ils habitaient dons le « quartier sud » ils développaient un intense militantisme dans le quartier qui s'est poursuivi ensuite autour du nouveau siège, mais sous des formes différentes. Avec l'avancée de la répression, cette activité militante s'est toujours plus réduite. Au cours de la période où j'y ai vécu, on ne pouvait plus vraiment parler de militantisme bien, qu'il y ait eu de nombreuses relations de type social et humain, surtout à travers la crèche qui accueillait, en plus des enfants de la communauté, une vingtaine d'enfants du quartier.

À ton avis, ta vie dans le cadre communautaire n'était-elle pas un peu limitée, fermée, toujours restreinte (ou presque) aux mêmes gens ?

Il est certain que les rapports particulièrement étroits qui s'établissent dans une vie communautaire ont tendance à « renfermer » un peu d'ambiance ; mais, fondamentalement, je crois que pour avoir été une communauté, celle du Sud a toujours été particulièrement ouverte. Sache, entre autres choses, qu'au cours des fins de semaines, la communauté recevait des visiteurs lesquels ne se limitaient pas à « jouer » aux curieux mais participaient, même pour peu de temps, à de nombreux aspects de la vie communautaire, les échanges et les rapports avec l'extérieur ont toujours été une réalité importante.

Prends en compte le fait que la communauté a toujours constitué un pôle de référence pour le mouvement anarchiste uruguayen (en même d'autres pays) et ne s'est jamais comportée comme un îlot fermé à la réalité des autres camarades. II est certain que les liens à l'intérieur étaient vraiment très étroits, en règle générale. Je pense aux profondes relations que j'ai pu établir avec des membres de Comunidad del Sur en quelques mois seulement et elles me permettent de comprendre quels doivent être les liens d'amitié unissant ces camarades qui vivent l'expérience depuis dix ou vingt ans.

Quel type de vie culturelle déroulait au sein de la communauté ?

Même de ce point de vue, la vie de la communauté était active, riche en stimulants. Les discussions politiques étaient fréquentes et concernaient un peu tout. II y avait également des conférences et de petits cours sur des thèmes précis (histoire, politique, philosophie, littérature, géographie, etc.). Une attention toute particulière était portée à la vie culturelle des enfants et des adolescents. Le problème fondamental était aucun doute celui des différences culturelles engendrées par la société autoritaire et inégalitaire : au sein de la communauté on essayait de régler ces problèmes en les prenant par la racine.

Pour conclure, que voudrais-tu dire aux camarades, après avoir vécu un temps dans la Comunidad del Sur?

Je crois que tous les camarades devraient faire un effort pour comprendre ce que vraiment pu être l'expérience de la Comunidad del Sur et la valeur réelle de leurs réalisations aussi bien dans le domaine du travail autogéré que dans celui de la vie communautaire. Pour moi, Comunidad del Sur représente une expérience dont nous devons tirer beaucoup de leçons, mais surtout celle-ci : tenter de mettre en pratique nos idées, dès aujourd'hui, en les transformant ainsi en une réalité construire tous ensemble.

Source

Agora, revue libertaire internationale, n° 4, hiver 1980-1981, http://archivesautonomies.org/

BUTS, CHEMINS ET MOYENS

Pensons l'aéronautique pour demain

Organisations membres du collectif : CGT Coordination de l'aéronautique ; EAS (Étudiants pour une aéronautique soutenable) ; CCNAAT ; Collectif des riverains d'ATB ; ATECOPOL ; ATTAC ; UPT ; AMD ; Manifeste pour l'industrie ; Fondation Copernic ; Icare, collectif de salariés ; Collectif « Non au T4 »

Ce document présente la synthèse des trois ateliers citoyens qui se sont tenus en novembre 2020 à la suite du forum social et environnemental de l'aéronautique organisé le 10 octobre 2020 à Toulouse. L'objectif de ces ateliers a été d'esquisser des propositions qui seront développées dans les prochains mois et que nous présenterons lors d'un évènement autour de l'été 2021.

Texte fondateur du collectif

Ce texte élaboré par différents acteurs de l'aéronautique toulousaine définit ce qui pourrait être construit ensemble dans l'objectif de défendre le secteur aéronautique, touché à la fois par les conséquences de la crise Covid et les nécessaires transformations à mettre en œuvre pour accompagner la transition écologique.

Nous avons dressé les constats suivants :

- sur le plan écologique, le trafic aérien doit entamer une décroissance, afin d'atteindre les objectifs fixés par le protocole de Kyoto et les accords de Paris ;
- sur le plan économique, le territoire toulousain ne peut pas rester une mono-industrie, cela le rend trop vulnérable ;
- sur le plan social, il faut préserver et défendre les emplois des bassins d'activité régionaux (agglomération toulousaine, MecanicValley, Tarbes…)

Pour préserver l'emploi, l'environnement et les savoir-faire, les participants soulignent qu'une reconversion partielle du secteur est nécessaire, tout autant qu'une diversification de ses activités. Pour réduire le trafic aérien, il faut entamer une réflexion collective sur nos modes de transport, leurs usages et leurs impacts, et donc déterminer des critères de comparaison (impact environnemental, rapidité, coûts, nuisances

sonores et pollutions de l'air pour les populations survolées, etc.). Il nous faut réfléchir aux avions que nous voulons faire voler et pourquoi. Ainsi, les participants souhaitent fixer plusieurs objectifs en vue d'une collaboration :

- Établir un plan de reconversion partielle, en recensant les attributs du secteur aéronautique : compétences des salarié·es, ressources matérielles, foncières et en équipements des entreprises, etc. Ces attributs, individuels ou collectifs, pourront ensuite être analysés pour déterminer leur potentiel d'utilisation dans un autre secteur
- Réfléchir collectivement au sens que nous voulons donner à l'aérien et à sa cohérence avec les autres modes de transport. Ainsi, nous donnerons plus de sens à notre industrie et aux emplois qu'elle continuera de sous-tendre et que nous souhaitons préserver. Nous tenons également à réfléchir plus largement à la façon dont nous

- En élargissant au maximum les bases de ce réseau en construction (à l'exception des partis politiques), nous proposons de porter les résultats auprès des décideurs, via des assises/états généraux de l'aéronautique dont les contours sont encore à définir (organisateurs, thèmes, invités, dates etc.) ou du lobbying auprès des pouvoirs publics et des entreprises.

Synthèse Atelier 1

« Quels sont les besoins sociétaux et comment y intégrer les compétences de la filière aéronautique ? »

Ce premier atelier avait pour objectif de faire travailler les participants sur trois notions : les compétences présentes dans le secteur aéronautique, les besoins sociétaux et des propositions de projets. Notre contrainte forte a été d'organiser un atelier numérique, nous avions donc insisté sur l'aspect collaboratif et ludique.

Le premier temps d'échange a permis assez rapidement d'établir un catalogue de nombreuses compétences, techniques ou non, que l'on retrouve au sein de notre secteur.

Cela est à mettre en perspective avec les travaux déjà menés par des organismes tels que Pôle Emploi ou des syndicats qui ont déjà travaillé sur ce sujet.

Ensuite, parmi tous les thèmes possibles, quatre thèmes ont été choisis par les participants : l'agriculture, l'énergie, le transport et l'éducation. Ces thèmes ont été élargis au sein des sous-groupes qui se sont formés car, très vite, les participants se sont rendu compte que certains sujets impliquaient d'en traiter d'autres. Cela va dans le sens du constat que

des solutions proposées, bien que locales ou sectorielles, impliquent des changements transverses.

Agriculture/Alimentation/Eau/Biodiversité

Les échanges ont mis en évidence un besoin important de revenir à une alimentation de qualité et locale, vertueuse à la fois pour la santé, l'écologie, et l'économie locale. Également mis en évidence, la nécessaire gestion écologique de l'eau, qui est un vrai enjeu d'avenir.

Les idées proposées par le groupe ont ainsi été les suivantes :

- communication/réseaux : créer un espace numérique permettant la mise en relation des producteurs avec les consommateurs, sur la base d'une cartographie des structures existantes ;
- éducation/formation : créer un nouvel organisme de sensibilisation et d'accompagnement au changement de modèle de société autour de l'agroécologie, la gestion écoresponsable de l'eau et insérer l'écoresponsabilité dans les cursus scolaires par l'intermédiaire de projets éducatifs ;
- politiques publiques/privées : créer un outil d'aide à la décision qui permette d'établir des diagnostics, des modélisations et de proposer de la méthodologie pour aller vers une agriculture vertueuse, une meilleure gestion de l'eau, et la protection de la biodiversité.

Énergie

La thématique a été focalisée sur la production et les usages dans les bâtiments et l'industrie.

Beaucoup de projets autour des modes de production d'énergie renouvelable ont été proposés, mais d'autres thématiques ont été abordées comme l'efficacité énergétique des bâtiments, l'empreinte environnementale des matériaux, l'économie circulaire, les usages ainsi que la sensibilisation/information/formation.

Parmi les nombreuses propositions, quatre projets furent plébiscités dont deux mis en rapport avec une diversification des moyens de production de l'industrie aéronautique :

- méthanisation industrielle et compostage industriel par reconversion des moyens de production aéronautique ;
- produire des chauffe-eau solaires à partir de l'outil industriel aéronautique ;
- développer de l'électroménager plus durable et réparable (et produit localement) : éco-industrie locale ;
- promouvoir l'éc-conception dans le bâtiment et le recyclage des déchets du bâtiment.

Transport

La particularité de ce groupe a été d'avoir une introduction d'un membre de Railcoop qui est une société coopérative ferroviaire créée en 2019, dont le projet est de redonner du sens à la mobilité ferroviaire en impliquant citoyens, cheminots, entreprises et collectivités autour d'une même mission : développer une offre de transport ferroviaire innovante et adaptée aux besoins de tous les territoires.

Parmi les problématiques abordées par Railcoop, les participants ont voulu traiter plus en détail la réhabilitation des anciennes lignes et le fret ferroviaire.

Il est à souligner que dans ce domaine, quasiment toutes les compétences peuvent se trouver dans le secteur aéronautique, une synergie pourrait donc facilement être trouvée.

Éducation / Formation / Recherche

La discussion a commencé sur un constat : un manque de lien entre la technique et les compétences transverses qui semblent être liées au manque de formation sur la transition écologique dans les cursus actuels. Il est à noter qu'une belle impulsion est en cours, tirée notamment par la demande forte des étudiants.

L'interdisciplinarité pourrait également permettre d'éviter des non-sens tels que des innovations technologiques écocides. Afin de l'éviter, une cocréation est proposée avec nécessairement un expert environnemental qui travaillerait sur les projets afin de garantir le respect de l'environnement et du v

Côté recherche, il semble primordial de renforcer l'étude de l'environnement et du climat pour continuer à comprendre les changements et pourquoi ils interviennent. Ainsi, n'oublions pas qu'une condition nécessaire est de refinancer la recherche autrement que via l'industrie qui aura nécessairement des biais incompatibles avec l'indépendance nécessaire de la recherche.

Décorréler la recherche et les cursus universitaires de l'industrie semble être une bonne chose afin de ne pas brider la recherche à des besoins industriels.

Enfin, l'aspect interculturel de notre industrie pourrait être une force à apporter à d'autres domaines, notamment dans l'éducation, pour que ce multiculturalisme soit une base pour tout le monde et ainsi pose les bases d'une certaine idée de la paix sociale.

Quelques idées qui ont été soulevées lors de l'atelier :

Mettre en place une plateforme ouverte et de collaboration pour gérer, produire et diffuser des contenus éducatifs et des formations

Mettre en place des formations scientifiques et transverses des personnes en difficulté pour favoriser la réinsertion professionnelle

Mettre en place une Structure/Organisation spécialisée dans le management des compétences et la diversification industrielle des territoires

Synthèse Atelier 2

«De la mono-industrie aux projets d'avenir : quelle stratégie pour l'emploi ?»

Dans une perspective de transition de la filière aéronautique vers des projets d'avenir répondants aux besoins sociétaux (Atelier 1) et environnementaux (Atelier 3), l'objectif de cet atelier était, d'une part, d'établir de sauvegarder l'emploi et, d'autre part, d'esquisser un modèle économique et social capable de répondre à ces projets d'avenir, notamment pour sortir les territoires de la mono-industrie. Deux groupes, appuyés par les deux économistes B. Borrits et B. Friot, ont travaillé séparément sur ces deux thèmes pour faire des propositions présentées et débattues ensuite en plénière.

Nous avons retenu trois axes de revendications formulées lors de ces ateliers :

1) Pour un financement démocratique de l'économie

Aujourd'hui, le financement des entreprises est une prérogative quasi exclusive du capital qui échappe à la décision et au contrôle des citoyens et des travailleurs. Il est dicté par des intérêts privés qui considèrent l'environnement, la santé, et le vivre ensemble comme des externalités. Pourtant, ce sont à travers les choix d'investissements que se détermine l'avenir. Pour le secteur aérien et la construction aéronautique, est-il raisonnable d'investir dans un appareil de production fondé sur des perspectives de croissance à 4 % ? Ne faudrait-il pas investir dans la transition des entreprises vers des productions plus écologiques (voir atelier 1) ? Actuellement cette décision est prise par un petit nombre guidé par les logiques de marché que les détenteurs de capital et leurs fondés de pouvoir s'emploient à développer pour augmenter leurs profits.

Nous pensons au contraire que ces choix d'importance nationale et internationale doivent relever de la décision démocratique tant ils engagent l'avenir de l'humanité et de l'ensemble du vivant. C'est dans cet esprit que les ateliers ont formulé les propositions suivantes :

- créer des mesures coercitives comme l'interdiction des stock-options ou l'encadrement des salaires ;
- concevoir des alternatives aux institutions internationales actuelles (OMC, FMI...) ;

- favoriser les «nouveaux modèles économique» (NME) afin de développer l'économie sociale, écologique, locale ainsi que la solidarité et la coopération entre les entreprises (par exemple pour rééquilibrer les relations donneurs d'ordre sous traitants);
- donner aux citoyens et aux travailleurs le contrôle du partage de la valeur ajoutée pour un rééquilibrage en faveur des salaires et de l'investissement de long terme (par exemple à l'aide de la création d'une cotisation sociale à l'investissement qui socialise une partie de la valeur ajoutée, dont le produit sera affecté aux investissements choisis par les citoyens et les travailleurs);
- créer une fiscalité incitative pour favoriser la transition écologique;
- mettre en place des plans de soutien étatique pour orienter les activités de la filière vers des objectifs écologiques;
- inciter financièrement la création d'entreprises à fonctionnement démocratique (Scop, SCIC, GIE, ...);
- relancer la recherche publique pour mutualiser les travaux de recherche et faire des résultats de ces travaux des biens communs.

2) Pour un contrôle démocratique des entreprises

L'objectif de ce deuxième axe est de donner du pouvoir aux parties prenantes de l'entreprise (salariés, citoyens, usagers, politique) pour répondre aux enjeux environnementaux et aux besoins sociétaux. En effet, tout comme la planète, l'humain doit être considéré comme une finalité et non comme un coût qu'il faudrait absolument réduire.

Pour cela, nous proposons de:

- modifier les statuts de l'entreprise pour permettre une réelle démocratie dans son organisation; les salariés et les citoyens sont légitimes et compétents pour décider des orientations et des choix stratégiques des entreprises;
- renforcer l'intervention publique, seule à même d'imposer une stratégie industrielle aux grandes entreprises (comme Airbus) en:
- planifiant et en synchronisant les activités du secteur de l'aéronautique et au-delà;
- répartissant l'aménagement sur le territoire;
- intégrant les critères écologiques dans les choix des produits et des processus;
- conditionnant les aides publiques et la commande publique à des contreparties: prises de participation au capital, garanties sur l'emploi, investissement dans la recherche et le développement, aménagement des territoires, justice sociale;

▪ nationaliser les entreprises, bien que nous soyons conscients que cette solution est très dépendante des orientations politiques des gouvernements. Pour s'en affranchir, il est préférable de donner le contrôle et la propriété des entreprises aux salariés, usagers, riverains, représentants politiques (par exemple par des dispositifs d'autogestion, de socialisation, ou d'augmentation de la participation au capital). Des formes d'organisation d'entreprise allant dans ce sens existent déjà : les Scop, SCIC, etc. D'autres types d'organisations permettent de contrôler le sens des activités de l'entreprise, telles les Entreprises à Mission ou les

3) Droits des salariés

L'objectif de ce troisième axe est de sortir du chantage à l'emploi et du lien de subordination pour émanciper les travailleurs.

Cela permet de faciliter le redéploiement des compétences des salariés tout au long de leur parcours professionnel en donnant de réels moyens de reconversion, en rendant les travailleurs libres de participer à la vie démocratique (pour éviter l'autocensure et les mesures discriminatoires), en évitant la crise de sens (dissonance cognitive), et en permettant la transparence du droit des affaires (faciliter l'action des lanceurs d'alerte).

Pour cela nous proposons de dépasser et sécuriser l'emploi et la mobilité professionnelle en :

▪ créant une sécurité sociale professionnelle dont le droit au salaire et à la formation, décorrélés de l'emploi ;

▪ aménageant le temps de travail pour permettre de se former et d'organiser sa vie personnelle ;

▪ interdisant les licenciements ;

▪ diminuant le temps de travail subordonné pour permettre à chacun de participer à la vie sociale, syndicale ou politique selon ses aspirations ;

▪ recensant les compétences et en facilitant la mise en relation entre les projets professionnels de chacun et les besoins de l'économie, en particulier l'économie sociale et solidaire.

Synthèse Atelier 3

« Quel transport aérien pour demain ? Les enjeux sanitaires et environnementaux. »

Le but de cet atelier était de faire émerger des propositions concrètes pour un nouveau modèle de trafic aérien. L'introduction a présenté des repères historiques sur un trafic générateur de pollutions toujours plus importantes et a décliné leurs effets sur la santé et le climat.

L'intervention finale de l'ingénieur centralien Laurent Castaignède a apporté un regard extérieur et des pistes de réflexion.

Dès les années 1950, avec la naissance de l'aviation à réaction, le problème du bruit et des pollutions générées par le transport aérien s'est posé. À partir de 1971, l'OACI met en place une réglementation mais peu contraignante pour les États membres. Dès lors, le trafic aérien se développe rapidement, doublant tous les 15 ans : 9 millions de passagers en 1946, 2 milliards en 2005, et 4 milliards en 2017. Depuis les années 2000, cette croissance s'est fortement appuyée sur le développement du *lowcost*. Les critiques portent surtout sur les nuisances sanitaires et climatiques. En 2018, les émissions de CO2 de l'aviation ont représenté 2,4 % des émissions mondiales ; en 2011, l'impact climatique de l'aviation, s'élevait à 3,5 % de l'impact anthropique total depuis le début de l'ère industrielle. L'efficacité énergétique s'est améliorée ; mais, depuis, le trafic a été multiplié par 4. Les émissions ont donc presque doublé. Les solutions techniques proposées par les industriels ne sauraient résoudre le problème : les agrocarburants ne représentent que 0,002 % des carburants, et l'hydrogène reste, pour l'instant, une technologie non maîtrisée pour le transport aérien.

Sous-atelier 1 : « Repenser les usages de l'aviation ? »

Les principaux segments de passagers du transport aérien sont le voyage touristique 53 %, le voyage pour raisons familiales 25 %, le voyage professionnel 22 %.

Seuls 5 % des êtres humains ont déjà pris au moins une fois l'avion. Il semble que les voyages professionnels vont connaître une décrue notable (notamment en raison du développement du numérique, etc.). Pour les voyages familiaux, c'est plus complexe. Il y a une forte inégalité des situations (familles éclatées, recomposées, internationalisées...), à mettre en perspective avec le fait qu'une partie de ces situations a été rendue possible par le développement de l'aviation. C'est donc sur le tourisme qu'il faut concentrer les actions :

1/ Repenser le voyage : remplacer les multiples voyages par la possibilité de poser deux fois dans sa vie un congé voyage de six mois permettant de prendre le temps de faire un long voyage avec des transports lents, inciter les entreprises à accorder des plages de congés plus longues pour favoriser les voyages moins carbonés, valoriser le tourisme local, régional, national, réguler (ou interdire) la publicité pour les voyages en avion, repenser l'imaginaire touristique en intégrant le temps du transport dans le voyage.

2) Réguler les voyages : mettre en place des quotas, non échangeables de voyage par personne et par an, calcul du CO2 émis par personne, fournir des bonus aux gens qui choisissent de prendre le train (jours de congé supplémentaires pour compenser le temps plus long), remplacer le fret aérien par le train et le bateau à voile, interdire la vente de billet à prix inférieur au coût réel.

3) Restreindre les usages de l'aviation : transport de médicaments, ou urgents, voyages très lointains ; le transport aérien permet de rompre l'isolement de certains territoires qui ne bénéficient pas d'autres moyens de transport.

4) Étudier le report modal et la relocalisation, investir massivement dans les autres modes de transport, billets à tarifs subventionnés pour le tourisme local/le train, améliorer la desserte des trains, les horaires, la durée des trajets, développer le train de nuit, régionalisation de la société plutôt que mondialisation

5) Permettre une transition aérienne « solidaire » : contrôler la contre-productivité des mesures : obligation de construire une aide économique aux pays privés de l'apport du tourisme de masse, en contingentant ensuite l'accès, ne pas restreindre le voyage aux seules populations riches et pouvoir démocratiser l'envie de voyager, inclure les pays en développement dans la transition, éviter le repli localiste, permettre aux usagers du *lowcost* de voyager sans avion.

Sous-atelier 2 : « Quels leviers pour contrôler l'évolution du transport aérien ? »

Sans déclarer la guerre au transport aérien, il est nécessaire de le réglementer, de limiter sa croissance. Pour cela redonner à l'avion son juste prix en utilisant l'outil fiscal, interdire les vols intérieurs inférieurs à 1 000 km, redynamiser les trains et rouvrir ceux de nuit, ne pas trop compter sur des solutions technologiques, exclure des changements souhaités les usages indispensables de l'aviation. Les participants ont déterminé onze leviers :

1) taxes : sur le kérosène, et/ou les passagers (plus élevée si dépassement des quotas CO2) ;

2) aéroports : moratoire sur la construction et les extensions, réduction du trafic aérien sur tous les aéroports, réorganisation d'Orly ;

3) *lowcost* : réduire sa part ; prix minimum du billet d'avion, arrêt des subventions ;

4) contrôle du trafic aérien et pilotage : interdire les vols de nuit, restriction progressive des créneaux de vol, limiter les vols intérieurs aux vols transit, fixer un taux d'émissions aux compagnies par an ;

5) quotas : pour les entreprises, et d'émissions CO2 par personne pour tous les usages ;

6) efficacité : limiter les vols de l'aviation privée, imposer un prix du fuel neutre en CO2 ;

7) incitations : compte miles, (non échangeable) afin de limiter les distances parcourues par personne, possibilité d'augmenter le nombre suivant les raisons de déplacement ;

8) contrôle des usages des entreprises : favoriser les visioconférences, contrôler l'usage des déplacements professionnels (éviter les abus) ;

9) report modal : investir massivement dans le ferroviaire, aérien interdit si une alternative train est disponible pour moins de quatre heures de trajet, subventionner le train (fret et voyageurs), limiter le fret intérieur au transport ferroviaire, interdiction du fret aérien si une meilleure alternative existe ;

10) tourisme : restreindre en priorité l'usage touristique, fixer un temps de séjour minimum ;

11) niveau international/libre échange : limiter les effets de l'économie ultra libérale et de la concurrence.

Sous-atelier 3 : « Une démocratie aérienne. Comment faire évoluer la gouvernance du transport aérien ? »

Il s'agit d'un secteur placé dans une situation de quasi-autogestion au niveau mondial. Quatre niveaux de gouvernance apparaissent : international (OACI et États), européen (EASA, CEAC, UE), national (DGAC, Parlement), local/aéroport (DGAC/DSAC, régions, CCI.)

1) Le niveau international paraît le plus logique pour approcher l'enjeu environnemental et climatique. Le système « un État, une voix » et l'évolution des acteurs vers toujours plus d'indépendance vis-à-vis des États laissent peu d'espoir pour de nouvelles réglementations contraignantes.

2) Le niveau européen parait la bonne échelle pour pousser vers une réglementation environnementale, par exemple en matière de taxation du kérosène.

3) Au niveau français, la DGAC, l'État, Airbus, Air France et les grands aéroports s'opposent à la décroissance du trafic.

4) Au niveau local, le tourisme et le désenclavement sont mis en avant pour convaincre les élus locaux de la nécessité de croissance du trafic aérien. Obtenir la fin des subventions est une priorité

Les propositions suivantes ont été formulées lors des discussions : faire émerger la notion de « capacité environnementale » des aéroports qui

permet de sortir de la croissance sans fin rendue possible par les supposés progrès techniques, délibéraliser le transport aérien et l'intégrer dans les «communs» (la notion de «commun» permet de repenser l'organisation socio-économique), mettre en œuvre une «gouvernance des transports» transverse, sortir les acteurs économiques du trafic aérien des contraintes du libre marché, donner aux entreprises à fort impact sanitaire et environnemental le statut d'«entreprise de mission» (loi PACTE), construire au niveau européen une stratégie bas carbone, etc.

En conclusion, ce ne sont pas les compétences ou les idées qui manquent dans notre industrie ; de nombreuses compétences sont transposables à d'autres domaines et notamment pour des projets répondant à des besoins sociétaux. Néanmoins, nombre de salariés restent attachés à l'aéronautique et ils sont les fers de lance de la transition du secteur. Cette transition sera nécessairement collective et volontaire et devra être accompagnée pour que les salariés en soient acteurs et non victimes. Et parallèlement il y a urgence sanitaire, climatique et humaine à revoir radicalement le transport aérien.

Face aux enjeux sociaux, territoriaux et environnementaux, des pistes existent pour les transports, y compris pour le transport aérien. À partir des résultats de ces ateliers, le collectif PAD va formuler des propositions détaillées et argumentées pour apporter des solutions ambitieuses, vertueuses et réalistes pour les populations et les territoires.

Novembre 2020

Discours croisés d'André Gorz et de Cornelius Castoriadis

Timothée Duverger

Mai 68 est un choc culturel, l'événement ouvre une brèche dans la modernité organisée, sert de catalyseur à des idées souterraines de groupes antérieurs comme Socialisme ou Barbarie. En France, «une attitude hypercritique domine [les années 1970] où la théorie devait être une arme». C'est la crise de la modernité organisée, la postmodernité jaillit, les identités collectives (classes, nations, etc.) qui structuraient la société sont mises en question, l'historicisme se meurt au profit d'une mise en sens spontanée du réel, *hic et nunc,* en dehors des grands récits.

Le couple antitotalitarisme-autogestion émerge dans la continuité de la gauche non communiste qui se cherchait après-guerre. L'antitotalitarisme se nourrit des critiques des intellectuels contre le « socialisme réellement existant », de leur rupture avec les partis de gauche, en particulier le Parti communiste français (PCF), et de l'énonciation d'une démocratie radicale comme projet de transformation sociale. L'autogestion, nécessairement plurielle, possède un noyau commun, à savoir « la radicalité de l'ambition, qui se veut héritière du projet révolutionnaire de libération humaine ; le réalisme "pratique" de la démarche ; le refus de séparer les moyens et les fins, la "voie" et l'"issue"[1] ». Il s'agit d'une tentative de résolution de la dialectique moderne entre liberté et discipline par la victoire du premier terme. Deux pensées singulières incarnent cette force nouvelle, ce courant hypercritique. André Gorz et Cornelius Castoriadis, même génération imprimée par la Seconde Guerre mondiale et le cycle de haute croissance qui l'a suivie, tous deux étrangers naturalisés Français, détenteurs d'une identité plurielle traduite par de multiples pseudonymes, l'un journaliste, l'autre économiste, deux marxistes, hétérodoxe pour l'un, repenti pour l'autre, ce sont deux penseurs antitotalitaires de l'autogestion[2] qui dialoguent avec les nouveaux mouvements sociaux, donnant ainsi un ancrage dans l'action à leurs discours, dans un rapport complexe entre l'idée et le réel. Comment les discours politiques de Gorz et Castoriadis[3] participent-ils de la crise de la modernité organisée ?

Ils formulent d'abord une critique de l'hétéronomie-aliénation des sociétés modernes, sur la conviction qu'est politique tout ce qui concerne l'institution du social, c'est-à-dire la mise en forme de la coexistence humaine. C'est une critique artiste du capitalisme qui dénonce l'inauthenticité, l'étouffement de la créativité et de la liberté par la froide raison instrumentale[4], à laquelle répond la critique autogestionnaire.

La critique de l'aliénation la volonté de puissance

La critique se concentre sur l'essence prométhéenne de la modernité, qu'elle vienne de l'Est ou de l'Ouest. Le capitalisme est décrit comme

1. F. Georgi, « Construire l'autogestion », dans F. Georgi (dir.), *Autogestion, la dernière utopie ?,* Paris, Publications de la Sorbonne, Paris, 2003, p. 17.
2. L'autogestion et l'autonomie sont ici synonymes et seront employées indifféremment.
3. NdE : outre les nombreuses notes du texte d'origine à propos d'écrits d'A. Gorz et C. Castoriadis, on pourra aussi se reporter à Cornelius Castoriadis, « Autogestion et hiérarchie », , *Les Utopiques,* n° 10, Paris, Paris, Syllepse, 2019.
4. L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 83-84.

un imaginaire actif qui transforme et bouleverse toutes les sphères de la vie sociale soumises à la logique de l'expansion illimitée de la production[1]. Y sont associés les mythes positivistes d'un sujet tout-puissant et d'un monde intégralement rationnel[2]. Mais pour Castoriadis, « cette maîtrise est une pseudo-maîtrise, et cette rationalité une pseudo-rationalité[3] ». Le communisme est lui qualifié de « catéchisme scientifico-religieux » qui sert de courroie de transmission dans le monde ouvrier au productivisme capitaliste[4], ou encore d'« idolâtrie du développement des forces productives[5] ». C'est tout le projet moderne reposant sur l'alliance de la science, de la technique et de l'économie qui est interrogé. La société technicienne qui impose sa rationalité et évacue la dimension politique des problèmes est récusée par André Gorz, engagé dans le mouvement antinucléaire : « Des choix de société n'ont cessé de nous être imposés par le biais de choix techniques. » L'économie-discipline est accusée de séparer artificiellement les fins des moyens :

« Toute l'idéologie de l'économie comme "logique du choix des moyens" est basée sur cette absurdité[6]. » Il faut donc abandonner la représentation de l'*Homo œconomicus*, « rompre avec la rationalité économique[7] ». Gorz rejoint ici e père de la bio économie, l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen, qui, à la lumière de la loi de l'entropie de Sadi Carnot[8], visa à réinsérer l'économie dans la biosphère[9]. L'économie orthodoxe est ainsi présentée comme une science inexacte aux fausses prévisions, un « édifice formel et vide[10] » qu'il faudrait « replonger [...] dans le social-historique [11] », c'est-à-dire rendre ouvert aux incertitudes. Les lois de l'économie fondées sur le projet mythique de *mathesis*

1. C. Castoriadis, « La hiérarchie des salaires et des revenus », dans C. Castoriadis, *L'expérience du mouvement ouvrier,* t. 2, *Prolétariat et organisation*, Paris, 10/18, 1974, p. 65.
2. « Les significations imaginaires », dans *Une société à la dérive. Entretiens et débats, 1974-1975*, C. Castoriadis, Éditions du Seuil, Paris, 2011 [2005], p. 111.
3. C. Castoriadis, D. Cohn-Bendit et le public de Louvain-la-Neuve, *De l'écologie à l'autonomie*, Paris, Le Seuil, 1981, p. 23.
4. C. Castoriadis, « La question de l'histoire du mouvement ouvrier », dans *L'expérience du mouvement ouvrier. Comment lutter,* t. 1, C. Castoriadis, Paris, 10/18, 1974, p. 111.
5.C. Castoriadis, « Discussion avec les militants du PSU », dans C. Castoriadis, *Le contenu du socialisme*, Paris, 10/18, 1979, p. 284.
6. C. Castoriadis, *Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Le Seuil, 1978, p. 189-190.
7. A. Gorz, *op. cit.,* p. 23.
8. C'est le passage irréversible de l'ordre au désordre.
9. N. Georgescu-Roegen, *La décroissance. Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la Terre.
10. C. Castoriadis, « Les significations imaginaires », *op. cit.,* p. 98.
11. C. Castoriadis, « Pourquoi je ne suis plus marxiste », dans C. Castoriadis, *Une société à la dérive, op. cit.,* p. 69.

universalis tombent, la philosophie de l'histoire marxiste où règne la nécessité aussi[1].

La hiérarchie

Pour Castoriadis, en plus de cette volonté de puissance, l'Est et l'Ouest partagent la bureaucratie, synonyme de hiérarchie[2]. Si le premier est un «capitalisme bureaucratique total», le second est un «capitalisme bureaucratique fragmenté[3]». André Gorz surenchérit, établissant la continuité entre les deux formes par la technique: «Le socialisme n'est pas immunisé contre le techno-fascisme[4].» Dans les deux cas il y a «destruction des capacités autonomes au profit de la division capitaliste du travail[5]». Toute l'organisation sociale est traversée par ce principe, il y a donc «destruction de la société civile par l'État» qui prend en charge l'individu de l'école – accusée, dans une veine illichienne[6], de formater les individus – à l'usine[7]. Car «la fonction que la hiérarchie managériale assume à l'échelle de l'usine, l'état central l'assume à l'échelle de la société dans son ensemble[8]».

L'archétype de ces sociétés bureaucratiques, c'est le nucléaire qui cristallise toutes leurs propriétés. André Gorz ne manque pas de le dénoncer en parlant de «montée de l'électrofascisme[9]» caractérisée par le déficit démocratique, l'alliance avec les intérêts économiques, la puissance du lobby, l'opacité, la centralisation et la concentration[10]. Et de décrire l'autonomisation de la technique en ajoutant que «la société nucléarisée suppose la mise en place d'une caste de techniciens militarisés, obéissant, À la manière de la chevalerie médiévale, a son propre code et a sa propre hiérarchie interne, soustraite à la loi commune et investie de pouvoirs étendus de contrôle, de surveillance et de réglementation[11]».

Si la critique artiste est dominante dans les discours, elle est articulée à une critique sociale[12]. L'aspiration à la liberté va de pair avec le besoin

1. *Ibid.*, p. 69-70.
2. C. Castoriadis, «Discussion avec les militants du PSU», *op. cit.,* p. 284.
3. «S'il est possible de créer une nouvelle forme de société», dans *Une société à la dérive*, C. Castoriadis, *op. cit.,* p. 174.
4. A. Gorz, *op. cit.,* p. 27.
5. *Ibid.*, p. 44.
6. NdE: référence à Ivan Illich (1926-2002), un des penseurs de l'écologie politique.
7. *Ibid.*, p. 46.
8. *Ibid.*, p. 124.
9. *Ibid.*, p. 119.
10. *Ibid.*, p. 114-128.
11. *Ibid.*, p. 123.
12. L. Boltanski et E. Chiapello, *op. cit.,* p. 83-84.

de sécurité : « Il y a aliénation de la société toutes classes confondues à ses institutions[1]. » Castoriadis donne une interprétation darwinienne de la bureaucratie, il constate qu'« un système hiérarchique est basé sur la concurrence des individus et la lutte de tous contre tous[2] ».

La société de consommation

L'aliénation ne concerne pas que l'homme-producteur, le consommateur est atteint de façon plus insidieuse par l'inauthenticité. Castoriadis prend des accents tocquevilliens lorsqu'il dénonce « la privatisation des individus[3] », c'est-à-dire le repli sur l'existence individuelle, microfamiliale et les intérêts personnels, sans souci de la société autour. Il y a ainsi apathie des individus, destruction de l'espace public par cette « bureaucratisation molle, sans terreur[4] », conséquence de la « fabrication sociale de l'individu [...] par la société capitaliste instituée[5] » qui procède d'une double soumission de l'individu. À son aliénation productive à la bureaucratie s'ajoute une adhésion aux « besoins économiques » suscités. C'est une forme d'*amor fati*[6] qui mobilise les désirs des hommes au service du capital. Le consommateur prime sur le producteur, l'aliénation est joyeuse, la servitude volontaire.

Ainsi de la « bagnole » qui, comme l'a montré Ivan Illich dans *Énergie et équité*[7], malgré les odes à la liberté dont elle se pare, « a pour envers une dépendance radicale[8] ». Non seulement l'énergie et l'entretien nécessaires sont marchands, mais il se produit en plus un effet de saturation de la circulation, le seuil de contre-productivité étant dépassé en raison de sa diffusion exponentielle. Toute solution alternative a dans le même temps été écartée jusqu'à créer un monopole radical de son usage. Et le cercle se referme : « D'objet de luxe et de source de privilège, la bagnole est ainsi devenue l'objet d'un besoin vital : il en faut une pour s'évader de l'enfer citadin de la bagnole[9]. » L'autonomie prend alors tout son sens, c'est un projet d'autolimitation, indissociable en cela de la question écologique : il y a articulation de la critique artiste

1. C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil, [1975] 1999, p. 164.
2. C. Castoriadis, « Autogestion et hiérarchie », dans C. Castoriadis, *Le contenu du socialisme*, *op. cit.*, p. 319.
3. C. Castoriadis, « Les significations imaginaires », *op. cit.*, p. 118.
4. *Ibid.*, p. 119.
5. C. Castoriadis, D. Cohn-Bendit et le public de Louvain-la-Neuve, *op. cit.*, p. 26.
6. Locution latine utilisée par Friedrich Nietzsche, qui signifie « l'amour du destin » ou « l'amour de la destinée ».
7. I. Illich, *Énergie et équité*, Paris, Le Seuil, 1975.
8. A. Gorz, *op. cit.*, p. 80.
9. *Ibid.*, p. 83.

à la critique écologique[1]. Gorz affirme qu'«il faut rompre avec l'idéologie de la croissance[2]», et précise : «Le lien entre "plus" et "mieux" est rompu. "Mieux", ce peut être "moins"[3]». Car, avoue Castoriadis, «la critique de la bureaucratie et de la dégénérescence de la révolution russe me conduisait à l'idée d'autonomie du prolétariat[4]».

L'utopie autogestionnaire - l'autonomie

L'autonomie est protéiforme : elle «peut qualifier une pensée, une volonté, un individu, une communauté, un territoire, en renvoyant au grec *autonomos* : qui se gouverne par ses propres lois[5]». Elle est d'abord individuelle, c'est une quête d'authenticité : «C'est ma loi, opposée à la régulation par l'inconscient qui est une loi autre, la loi d'un autre que moi[6].»

Castoriadis reprend ici l'analyse freudienne qui fait de l'inconscient le réceptacle de l'environnement social. Il ne cherche donc pas à éliminer les influences extérieures, qui sont irrémédiables, mais à fabriquer un nouveau rapport élucidé à l'autre qui permette une appropriation consciente. Dès lors, cette autonomie a pour corollaire la responsabilité[7].

L'autonomie est aussi collective avec la société autonome :

> L'auto-institution permanente et explicite de la société ; c'est-à-dire un état où la collectivité sait que ses institutions sont sa propre création et est devenue capable de les regarder comme telles, de les représenter et de les transformer[8].

Soit une société «qui n'est pas asservie à son passé ou à ses propres créations[9]». Ainsi la première qualité de la société autonome est la réversibilité de ses décisions, rien ne doit y être figé dans le marbre, sacralisé, puisque tout est immanent. La seconde, c'est le dévoilement des ressorts de la décision. La transparence de l'information en est la pierre angulaire, ce qui exige une démocratisation de l'information, la «coopération entre ceux qui ont un savoir-compétence et ceux qui

1. È. Chiapello, «Capitalism and its criticism», dans *New Spirits of Capitalisms? Crisis, Justifications, and Dynamics,* Oxford, Oxford University Press.
2. A. Gorz, *op. cit.,* p. 14.
3. *Ibid.*, p. 36.
4. C. Castoriadis, «La question de l'histoire du mouvement ouvrier», *op. cit.,* p. 18.
5. D. Allan Michaud, *L'avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990…*, Paris, L'Harmattan, , 1989, p. 30.
6. C. Castoriadis, , *L'institution imaginaire de la société, op. cit.,* p. 151.
7. C. Castoriadis, «S'il est possible de créer une nouvelle forme de société», *op. cit.,* p. 188.
8. C. Castoriadis, «Pourquoi je ne suis plus marxiste», *op. cit.,* p. 78.
9. *Ibid.*, p. 77.

assument le travail productif[1]». Donc la fin de la division verticale du travail, la jonction des cols blancs et des cols-bleus.

Cela signifie d'abord l'égalité, celle des salaires et du temps de travail[2]. Une égalité dans la différence : «Nous sommes autres, mais nous voulons être égaux pour ce qui est du pouvoir[3]», dit Castoriadis. Pour maîtriser son agir, la société doit non seulement évoluer dans de petites unités décentralisées (c'est l'ère du *smalll is beautiful*[4]), mais aussi opérer l'«inversion des outils[5]», pour une technique au service de l'homme (de sa liberté et de sa créativité) et non l'asservissant. Une tension interne traverse l'autonomie collective. Castoriadis cherche à configurer un nouvel équilibre entre liberté et discipline, et non à pencher en faveur de l'un ou l'autre pôle :

> La question de [...] l'autonomie de la société est aussi la question de l'autolimitation de la société. Autolimitation qui a deux versants : la limitation par la société de ce qu'elle considère comme les souhaits, tendances, actes, etc., inacceptables de telle ou telle partie de ses membres ; mais aussi, autolimitation de la société elle-même dans la réglementation, la régulation, la législation qu'elle exerce sur ses membres.

L'institution

Castoriadis tente ainsi de résoudre ce que Luc Boltanski nomme la «contradiction herméneutique» : d'un côté, il faut croire aux institutions pour stabiliser la société, mais de l'autre, celles-ci étant incarnées, elles ne sont que des fictions[6]. Castoriadis propose de «supprimer l'État, le monopole légal de la violence dans les mains d'un appareil séparé de la société[7]». André Gorz, lui, fait effort pour penser la transition, le dépérissement progressif de l'État. Il distingue la sphère hétéronome, à savoir l'État et le marché auxquels serait réservée la production du nécessaire, de la sphère autonome, dont l'archétype est l'atelier communal autogéré revalorisant l'intelligence de la main[8], la première sphère finançant la seconde et s'effaçant graduellement jusqu'à être remplacée par elle.

1. C. Castoriadis, «Autogestion et hiérarchie», *op. cit.*, p. 312.
2. C. Castoriadis, «Discussion avec les militants du PSU», *op. cit.*, p. 293 et 295.
3. C. Castoriadis, «L'exigence révolutionnaire», dans C. Castoriadis, *Le contenu du socialisme*, *op. cit.*, p. 366.
4. A. Gorz, *op. cit.*, p. 24.
5. *Ibid.*, p. 27.
6. L. Boltanski, *Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, 2009, p. 132.
7. C. Castoriadis, «L'exigence révolutionnaire», *op. cit.*, p. 343.
8. Gorz, *op. cit.*, p. 103.

Castoriadis, de son côté, cherche plutôt les clés de la pérennisation, il se demande comment «transformer l'état exceptionnel de la révolution en un état institué de fonctionnement régulier de la société[1]». Il ne souhaite pas la suppression des institutions mais en appelle à «des institutions nouvelles [...] un nouveau type de rapport entre la société et ses institutions[2]». Une correspondance absolue entre les institutions et la société, nouveau totalitarisme, ne lui convient pas davantage car l'absolu c'est le néant[3]. Il adopte donc une approche réaliste: «La politique devient une composante de l'auto-institution de la société, la composante correspondant à un faire lucide, élucidé autant qu'il est possible[4].» L'autonomie n'est donc pas un état, mais un processus, un devenir-conscient[5]. Castoriadis insiste: «Il faut dénoncer ce préjugé absolutiste pseudo-révolutionnaire, selon lequel ou bien il y aurait une coupure radicale et totale, ou bien on serait récupéré à 100 % par le système[6].»

Les voies de la transformation

Les deux intellectuels pragmatiques indiquent les voies de la transition. Chez Castoriadis, cela se traduit par une vision singulière de l'histoire comme création: «Il n'y a pas de chemin; pas de chemin qui soit déjà tracé[7]», dit-il. Cette génération spontanée a toutefois sa filiation. D'abord son mythe des origines: «Il y a une guerre historique, commencée par le *dèmos* grec et les premiers philosophes d'Ionie[8].» Puis arrive la modernité qui la reformule, désacralise les institutions en même temps qu'elle les resacralise (c'est la tension interne à la loi, sans cesse à refaire et pourtant votée comme pérenne): ce sont les révoltes anarchistes en Espagne en 1936-1937, en Hongrie en 1956 ou à l'Est comme à l'Ouest en mai 1968.

Concrètement, pour Castoriadis, la politique révolutionnaire de la société autonome, c'est la praxis opérée par le «projet», qu'il définit comme une «praxis déterminée, considérée dans ses liens avec le réel, dans la définition concrétisée de ses objectifs, dans la spécification de

1. C. Castoriadis, «Discussion avec les militants du PSU», *op. cit.,* p. 290.
2. C. Castoriadis, «Ce que les partis ne peuvent pas faire», *op. cit.,* p. 196-197.
3. C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.,* p. 169.
4. C. Castoriadis, «L'exigence révolutionnaire», *op. cit.,* p. 327.
5. C. Castoriadis, «La source hongroise», dans *Le contenu du socialisme*, *op. cit.,* p. 382.
6. C. Castoriadis, «Ce que les partis ne peuvent pas faire», *op. cit.,* p. 197.
7. C. Castoriadis, «La source hongroise», *op. cit.,* p. 408.
8. C. Castoriadis, «S'il est possible de créer une nouvelle forme de société», *op. cit.,* p. 187. Castoriadis vu par Wiaz dans *Le Nouvel observateur* du 26 janvier 1976. [Association Castoriadis www.castoriadis.org/fr].

ses médiations[1]». Son réalisme ne se dément pas. Alors que l'élan de Mai 68 s'essouffle à la fin des années 1970, il perçoit que l'utopie autogestionnaire ne se suffit pas à elle-même pour mobiliser les masses. Il propose donc de lier l'aspiration à l'autonomie à une «création culturelle», un nouveau mode de vie plus désirable[2]. Mais plus encore que cette action militante consciente ayant pour horizon l'autonomie, il insiste sur les transformations obtenues sur la longue durée par les mouvements «implicites» du prolétariat, des femmes ou des jeunes[3].

André Gorz, lui, prenant acte de la mutation en cours du capitalisme qui érode son efficacité productive, affirme la fin de la conception léniniste du parti[4]. Il observe à côté des revendications économiques traditionnelles l'émergence de «revendications extra-économiques, dites "qualitatives"[5]», et propose d'articuler les revendications du travail et du hors-travail, le local et le global. S'il ne récuse pas le cadre national du syndicat, il le limite à un rôle de coordination et en appelle à «une démultiplication de la direction des luttes[6]». Au quotidien, il s'agit de trouver le difficile équilibre entre les comités de lutte et le syndicat[7]. Les deux intellectuels insistent sur la nécessité de donner une unité, une traduction universelle, aux luttes qui, reconfigurées, semblent éclatées. Ce sont les nouveaux mouvements sociaux (féministes, écologiques, juvéniles, etc.) qu'«on peut regrouper sous l'égide de la même signification : de mouvement vers et pour l'autonomie[8]».

Conclusion

Les discours d'André Gorz et Cornelius Castoriadis participent de la crise de la modernité organisée, de sa réflexivité. Ils tentent de réinventer la modernité démocratique à partir de la société civile contre la «culture politique de la généralité[9]». Cette dernière, représentée par l'État et son corollaire l'imaginaire techno-économique, ne saisit l'homme que sous l'angle unidimensionnel et hétéronome du producteur consommateur. La «critique artiste» y puise sa force radicale, déconstruit l'aliénation.

1. C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.*, p. 115.
2. C. Castoriadis, D. Cohn-Bendit et le public de Louvain-la-Neuve, *op. cit.*, p. 45.
3. C. Castoriadis, «La question de l'histoire du mouvement ouvrier», *op. cit.*, p. 95.
4. A. Gorz, *op. cit.*, p. 150.
5. *Ibid.*, p. 151.
6. *Ibid.*, p. 163-164.
7. *Ibid.*, p. 167.
8. C. Castoriadis, «Les significations imaginaires», *op. cit.*, p. 117.
9. P. Rosanvallon, *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 13.

L'autonomie apparaît alors dialectiquement comme une quête d'authenticité, individuelle ou collective. Gorz et Castoriadis plaident pour un nouveau rapport aux institutions : leur critique de l'État n'est pas nihiliste, elle cherche au contraire à promouvoir la société civile et l'individu. Ce n'est que sur les voies de la transformation qu'ils divergent, là où Castoriadis donne sa préférence au conseillisme, André Gorz œuvre à l'articulation du spontanéisme et du syndicat.

Libertaire, la « critique artiste » est libéral compatible. Luc Boltanski et Ève Chiapello font d'ailleurs l'hypothèse de son assimilation par le capitalisme :

> Tournant le dos aux demandes sociales qui avaient dominé la première moitié des années 1970, le nouvel esprit s'ouvre aux critiques qui dénonçaient alors la mécanisation du monde (la société postindustrielle contre la société industrielle), la destruction des formes de vie favorables à la réalisation des potentialités proprement humaines et, particulièrement, de la créativité, et soulignaient le caractère insupportable des modes d'oppression[1].

Cette postérité prouve que la critique venant des marges politiques peut, lorsqu'elle irrigue l'esprit d'une époque, se déployer dialectiquement jusqu'à atteindre le cœur du système et le transformer. Ce qui ne donne cependant aucune indication sur l'orientation de cette hybridation… Aujourd'hui, cette critique est réactivée par le courant « culturaliste » de la décroissance, héritier direct de Mai 68, événement structurant d'une génération. Serge Latouche marche ainsi dans les pas de Castoriadis lorsqu'il évoque l'« invention de l'économie[2] » au siècle des Lumières, une création imaginaire qui peu à peu en vient à se déconnecter du réel. Ainsi aussi lorsqu'il propose de « décoloniser l'imaginaire[3] » pour « sortir de l'économie[4] », c'est-à-dire sortir de l'économicisation du monde et entrer dans une « société autonome[5] » où le citoyen remplace l'homme unidimensionnel producteur-consommateur. Il reprend ainsi le projet d'autonomie de Castoriadis doublement caractérisé par une rupture symbolique et la mise en œuvre d'une démocratie radicale d'institution permanente. Et il précise qu'« en toute rigueur, il conviendrait de parler d'"a-croissance", comme on parle d'"athéisme", plutôt que de "décroissance". C'est d'ailleurs très précisément de l'abandon d'une foi ou d'une religion qu'il s'agit : celle de

1. L. Boltanski et E. Chiapello, *op. cit.,* p. 288-289.
2. S. Latouche, *L'invention de l'économie*, Paris, Albin Michel, 2005.
3. S. Latouche, *Décoloniser l'imaginaire. La pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Lyon, Parangon, 2005.
4. S. Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris Fayard, 2010, p. 87-92.
5. *Ibid.*, p. 211.

l'économie, de la croissance, du progrès et du développement[1]». Le «courant culturaliste» est suivi par son héritier, le «courant démocratique[2]», représenté par le journal *La Décroissance* dont le politologue Paul Ariès a longtemps été un des contributeurs réguliers. Celui-ci, lorsqu'il parle de «renouer avec l'autonomie[3]», ne manque pas lui aussi de citer Castoriadis, dont il loue la position intermédiaire, sur une ligne de crête entre la désinstitutionnalisation et la servitude volontaire. La décroissance choisit donc la voie équilibrée d'une réinstitutionnalisation continue, c'est-à-dire une autonomie authentique, une société qui se donne à elle-même ses propres limites.

André Gorz, qui a vécu dix ans de plus que Castoriadis, a eu l'opportunité de porter lui-même son héritage dans les premières années du nouveau millénaire et d'actualiser sa pensée. Pour lui, la figure de l'autonomie c'est désormais le hacker, nouveau démiurge social:

> L'activité du hacker repose sur une éthique de la coopération volontaire dans laquelle chacun se mesure aux autres par la qualité et la valeur d'usage de son apport au «pot commun», et se coordonne librement avec eux[4].

Mais chacun est en capacité de devenir son propre maître grâce à la technologie de l'impression 3D (c'est-à-dire la fabrication de toutes sortes d'objets à partir d'une machine solidifiant une résine liquide photosensible), outil convivial qui ouvre la voie à la réalisation de l'*homo faber* et à l'utopie des ateliers communaux autogérés et en réseau[5]. À l'heure où une nouvelle brèche s'ouvre dans l'hypermodernité avec l'instabilité de tous les systèmes et la convergence des crises – économique, politique, énergétique, technique, écologique –, la «critique artiste» a l'opportunité de jaillir à nouveau, couplée à la critique sociale et à la critique écologique, dans une articulation inédite conduisant à la création d'un écosocialisme susceptible de générer une nouvelle bifurcation historique.

Source

Les Utopiques, n° 15, «Écologie, une urgence syndicale», Paris, Union syndicale Solidaires/Syllepse, 2020.

1. *Ibid.*, p. 17.
2. Sur la distinction des courants de la décroissance, voir T. Duverger, *La décroissance, une idée pour demain,* Paris, Le Sang de la Terre, 2011, p. 17-18.
3. P. Ariès, *La décroissance. Un nouveau projet politique*, Lyon, Golias, 2009, p. 241-245.
4. A. Gorz, *L'immatériel : connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée, 2003, p. 94.
5. A. Gorz, *Ecologica, ,* Paris, Galilée, p. 118.

L'autogestion comme mot d'ordre d'action

Michel Raptis

On n'a jamais parlé autant de l'autogestion dans un pays capitaliste, qu'actuellement en France.

Dans l'espace de quelques semaines l'idée de l'autogestion a tenté les milieux les plus divers, jusqu'au pouvoir, qui dans la personne de De Gaulle, se fait maintenant l'avocat de la «participation[1]».

Certes, le contenu que chacun donne à l'autogestion n'est pas le même. Mais le dénominateur commun tous ceux qui parlent de «participation» consiste dans le fait que tous admettent la nécessité de la participation démocratique des producteurs et des citoyens à la gestion de la vie économique, politique et sociale du pays. Ce qui les différencie c'est naturellement l'ampleur et la forme concrète que doit prendre cette «participation» à la gestion.

II serait particulièrement intéressant et de toute façon utile et même nécessaire, de réunir toutes les opinions émises dans les milieux les plus divers au sujet de l'autogestion, pour démontrer à quel point cette idée est devenue consciemment ou inconsciemment, de manière claire ou confuse, une idée-force, une idée centrale, partir de laquelle on sent qu'il est possible et nécessaire de remodeler l'ensemble de la vie sociale.

Chose significative ce sont les organisations se réclamant de la classe ouvrière qui ont, à des degrés divers, le moins parlé de l'autogestion. Ainsi par exemple, le PCF et la CGT dont le rôle global dans les événements, jugé objectivement, mérite bien le titre de «grande trahison», ont adopté l'attitude d'ironiser au sujet du mot d'ordre «creux», «confus», etc. de l'autogestion. Pour ces directions il ne s'agissait guère d'avancer des mots d'ordre transitoires capables de mettre en cause, par leur dynamisme, le régime capitaliste, et encore moins de viser à la conquête du pouvoir et au socialisme. En tant que directions classiquement réformistes, elles ont préféré le «réalisme» à toute épreuve d'un programme minimum exclusivement salarial.

1. La «participation», certes, est la «cogestion» avec le patronat, et surtout la participation aux bénéfices. Mais que de Gaulle déclare le capitalisme «périmé» et considère que les travailleurs exit un mot à dire sur la marche de l'entreprise, c'est, évidemment, un signe des temps. Car prise au mot cette position ouvre la voie aux travailleurs et à leurs organisations pour revendiquer, au moins, le contrôle ouvrier sur les entreprises et l'ouverture de leurs livres. On s'étonne que les organisations traditionnelles n'aient vu jusqu'ici que «ruse» simple du pouvoir. Seule la CFDT, par concurrence, entre autres contre la CGT a osé parler de «pouvoir ouvrier» complet. Le rôle des syndicats par rapport à l'autogestion n'est pas de déléguer à eux le pouvoir des travailleurs mais d'aider ces derniers à apprendre et exercer l'autogestion.

Mais quand on sait que même en Tchécoslovaquie, l'institutionnalisation des conseils ouvriers et l'introduction de l'autogestion sont vus par Brejnev comme des concessions d'un gouvernement «social-démocrate» (celui de Dubcek) un courant droitier, on s'étonne moins de voir Waldeck Rochet, disciple fidèle de l'école stalinienne et de ses épigones soviétiques se garder bien d'«innover» en la matière.

L'attitude prise par les différents groupes se réclamant du «trotskisme» est plus pénible.

Car en réalité, aucun d'eux, ni celui de Lambert ni celui de Frank, ni Voix ouvrière n'ont campagne systématique pour l'autogestion. Ils n'ont qu'épisodiquement parlé, ici et là de «gestion ouvrière de la vie économique», et le plus souvent de «contrôle ouvrier».

En aucun moment ils n'ont fait campagne pour la gestion des usines, des entreprises et des services sociaux en grève par leurs travailleurs, organisés en conseils ouvriers.

En aucun moment ils n'ont explicité le socialisme démocratique dont ils se réclament en tant que système basé sur l'autogestion par les producteurs et les citoyens à tous les échelons de la base au sommet et dans tous les domaines, économique, politique, culturel, social.

Prisonniers d'une conception, d'une économie essentiellement, sinon exclusivement étatisée et centralement planifiée, selon la tradition soviétique, ils éprouvent toujours une difficulté invincible à tirer critiquement les conclusions de cette expérience et à épouser le courant profond des nouvelles générations qui aspirent un socialisme avant tout réellement démocratique, autogestionnaire. Par fractionisme également ils répugnent à utiliser franchement un mot d'ordre soi-disant «pabliste».

En réalité, seul le PSU et en partie comme nous l'avons déjà noté la CFDT ont parlé d'autogestion, ainsi que des groupes «anarcho-communistes». Le PSU en particulier a su développer le thème du «socialisme démocratique» basé sur l'autodétermination des travailleurs aussi loin qu'il a pu dans le cadre de sa ligne générale centriste de gauche qui lui vaut actuellement un succès certain parmi les milieux radicalisés des «éduqués» et même de quelques jeunes travailleurs.

Notre propre tendance était depuis longtemps la mieux préparée pour comprendre l'actualité brûlante de l'autogestion et saisir tout son dynamisme à chaque étape du processus révolutionnaire.

Et c'est grâce à cette préparation qu'elle a su avancer pendant la première phase de la crise révolutionnaire ouverte en France les mots d'ordre transitoires les plus appropriés à la situation.

Ce qui est important dans une situation comme celle qui se développe actuellement en France, n'est pas d'avancer des slogans généraux

et abstraits par exemple vive le socialisme, vive la révolution, vive le pouvoir ou le gouvernement ouvrier etc. mais de lier la propagande pour les buts généraux a des mots d'ordre transitoires aidant les masses à engager la lutte pour ces buts.

Le mot d'ordre de l'autogestion a la particularité d'être à la fois un mot d'ordre transitoire et un mot d'ordre carrément socialiste.

De ce point de vue il était parfaitement juste et nécessaire d'insister, comme nous l'avons fait, pour que les ouvriers et les travailleurs qui ont suivi le mouvement des étudiants occupent les usines et les différents services sociaux, réalisent eux aussi l'essentiel du message de ce mouvement ; en commençant gérer, comme les étudiants leur université, eux aussi leurs lieux de travail professionnel. Les étudiants sont passés de la « contestation » verbale de la société « néocapitaliste » à l'acte révolutionnaire de l'abolition pratique du contrôle de cette société sur leurs écoles, grâce à la gestion de ces dernières par eux-mêmes (les étudiants et les professeurs).

Les travailleurs devraient en faire autant en rejetant la grève passive et l'occupation passive des lieux du travail, pour passer à leur autogestion. À partir de ce moment on franchit automatiquement une étape pour accéder à un niveau de la lutte qualitativement supérieur qui ouvre largement la nécessité et par conséquent la perspective également du pouvoir.

C'est par l'autogestion que se pose et se réalise la lutte pour le pouvoir, car l'autogestion même limitée, au début, aux seuls lieux du travail, signifie abolition pratique du pouvoir capitaliste.

Donc il n'est pas du tout nécessaire de conquérir préalablement le pouvoir pour lutter pour l'autogestion.

Il faut commencer par poser la question de l'autogestion des lieux du travail, pour entamer la lutte pour le pouvoir tout entier.

C'est donc dans cette logique, dans ce développement dynamique, que réside le caractère du mot d'ordre transitoire par excellence de l'autogestion.

Ceux qui évoquent les problèmes pratiques découlant de l'autogestion de telle ou telle usine, ou entreprise particulière, pour réfuter la validité du mot d'ordre, sont les avocats malintentionnés d'une mauvaise cause.

Car tout d'abord il n'est certes pas question de pratiquer l'autogestion en régime qui demeure capitaliste.

L'autogestion, en tant que mot d'ordre transitoire n'est applicable qu'à des périodes révolutionnaires comme celle que nous venons de connaître en mai et juin en France, devant évoluer rapidement de la dualité du pouvoir vers la prise du pouvoir.

C'est dans cette perspective que les questions pratiques de la gestion de telle ou telle usine, entreprise, ou de tel service social, trouvent leur solution concrète. Mais c'est d'autre part la réalisation immédiate de la gestion des entreprises et des services sociaux affectant directement la vie des travailleurs (en matière par exemple d'alimentation, de transports, de santé, etc.) qu'on matérialise pour eux (les travailleurs et la population en général) la possibilité et même l'efficacité du pouvoir ouvrier.

Et cet exemple partiellement commence s'avère vite d'une contagion irrésistible. En France tout fut joué pendant la première phase de la crise révolutionnaire ouverte sur cette question précise : transformer la grève et l'occupation passives, en gestion active par les travailleurs.

Seules quelques entreprises, surtout en province (à Nantes en particulier) animées par des éléments d'avant-garde, avaient commencé à poser pratiquement la question de leur autogestion.

Mais en général, sur le reste, le contrôle contre-révolutionnaire du PCF et de la CGT a réussi à se maintenir.

Il n'y a pas eu jonction effective des étudiants et des ouvriers, et il n'y a pas eu transmission pratique du message des étudiants aux ouvriers : gérer leurs lieux de travail comme eux avaient commencé à gérer leurs écoles.

Mais il est quasi certain que lorsque la nouvelle vague de la révolution commencée éclatera, le mot d'ordre de l'autogestion rencontrera un terrain infiniment mieux préparé pour sa propagation pratique rapide, peut-être comme une véritable traînée de poudre.

Quant à la signification de ce mot d'ordre en tant que contenu réel du socialisme démocratique à bâtir après la prise du pouvoir, notre Tendance s'est exprimée dans plusieurs textes, de manière exhaustive sur cette question. II me suffit de rappeler que pour nous, bâtir une société socialiste autogérée ont tous les niveaux et dans tous les domaines, présuppose une conception de l'État, du parti, des syndicats fort différente de celle sol disant « léniniste ».

Par des institutions auxquelles se délègue pratiquement de manière permanente, le pouvoir de la classe, mais des institutions qui démontrent pratiquement leur souci d'aider la classe à se déprolétariser culturellement, économiquement, fonctionnellement, et à jouer de plus en plus pleinement son rôle en tant que classe dirigeante.

Donc un effort dès le début pas seulement pour institutionnaliser formellement l'autogestion mais pour aider culturellement les travailleurs à gérer effectivement leur société. Également un effort dès le début pour déprolétariser économiquement les travailleurs en adoptant

un mode de rémunération selon le travail fourni c'est-à-dire selon la masse de valeur produite par chaque travailleur, une fois les défalcations faites (démocratiquement) pour la reproduction et l'entretien de la société[1].

L'autogestion dans la société transitoire du capitalisme au socialisme parachevé, doit nécessairement s'articuler adéquatement d'un côté avec le plan et de l'autre côté avec le marché.

Ce sont tous ces éléments qui font partie de notre conception du fonctionnement global de l'autogestion dans le cadre d'un régime où la révolution a déjà vaincu.

Source

Sous le drapeau du socialisme, n° 45, juin-juillet 1968.

316 Imagination, utopie, socialisme

Michel Raptis

Historiquement, l'utopie est une création de l'imagination quand La réalité sociale n'est pas encore mure pour la pensée conceptuelle. L'imagination agit pour transférer dans l'avenir une vision sociale, que la réalité à la fois détermine et rejette. De la brume d'une réalité encore immature, confuse, que la pensée critique, mais également la disposition éthique de l'homme vers l'«absolu», repousse et rejette, se lève la vision de l'utopie.

L'utopie est une création de la capacité de notre cerveau à imaginer, c'est-à-dire à transformer des éléments de la mémoire et de l'expérience en constructions sociales plus satisfaisantes pour notre jugement, mais également pour notre tendance éthique vers l'absolu. Quand l'être social ne nous satisfait plus, sans qu'il existe encore la nécessaire maturité objective et subjective pour la solution du problème, intervient l'imagination qui transfère dans l'avenir l'esquisse générale d'une «société plus parfaite». L'imagination agit à travers l'utopie, comme une sorte de «songe en éveil», puisant ses éléments dans notre regard critique et éthique sur la réalité sociale. Ainsi l'utopie n'est pas complètement détachée de la réalité, mais plonge ses racines les plus profondes dans celle-ci, transforme de manière créatrice mémoires et expériences du passé et du présent de la pensée et de la praxis humaine totale.

1. Voir, entre autres, la préface à mon travail concernant «le dossier de l'autogestion en Algérie», *Cahiers de l'Autogestion*, n° 4, Paris, Anthropos.

Pour cette raison, toute imagination, toute utopie est non pas absolue mais historiquement limitée, déterminée elle aussi, en dernière analyse, par le passé historique et son environnement présent. L'imagination est une fonction supérieure de notre cerveau, qui caractérise l'évolution de notre être total, biologique et social, au-delà de l'automatisme et de la mémoire. Grâce à l'imagination, à la transformation créatrice des données des sens et de la pensée, nous dépassons le présent et nous trouvons des solutions qui tout en s'esquissant au début comme une vision, une utopie, acquièrent peu à peu «chair et os», mûrissent et deviennent la ligne directrice de la réalité de demain.

Ce sont des matérialistes à bon marché, n'ayant pas conscience du dynamisme spirituel total de l'être humain, qui sous-estiment le rôle de l'imagination appliquée également dans le domaine de l'utopie sociale. L'imagination ne se nourrit pas seulement de la disposition endogène de l'homme développé vers le «bien», le «beau», le «meilleur», l'«absolu». Elle se nourrit également de la structure théorique critique de sa pensée. La pensée théorique n'est pas un simple reflet de la praxis sociale de l'homme, ni de la réalité objective. Elle a sa propre fonction spécifique, qui lui permet une compréhension plus profonde de la réalité, de la nature et de la société, et en même temps une attitude plus critique mais aussi plus créatrice envers cette réalité.

Pour cette raison, tous ceux qui se sont préoccupés particulièrement du sujet de la pensée théorique, de la «raison pure», qu'ils aient été «idéalistes» ou «matérialistes», ont rendu un service inestimable. Comme Platon, Kant, Hegel, pour mentionner les plus importants.

La pensée théorique nourrit l'imagination et parce qu'elle satisfait plus profondément la disposition éthique et esthétique de l'homme, et parce qu'elle renforce son esprit critique. En somme parce qu'elle contribue à une compréhension plus profonde de l'être social, dans sa dynamique ; c'est dire parce qu'elle ne se limite pas à la compréhension statique de l'être social, mais saisit ses contradictions et son mouvement. Par conséquent, elle appréhende ses tendances à long terme, dont se servent de manière consciente ou inconsciente imagination et l'utopie.

Ce n'est pas un effet du hasard que de grands théoriciens inclinent vers l'utopie sociale, comme Platon pour qui la République idéale est une manière de surmonter, par l'imagination, la déception que lui procurent la dégradation et le danger de décomposition de la cité hellénique de son époque.

Quand la société reste inerte, lorsqu'il n'y a pas encore une classe, une couche, un vecteur de masse capable de promouvoir une critique sociale radicale et une action radicale pour la transformation de la

réalité sociale, alors l'utopie devient l'apanage de quelques individus avancés, critiques, ou révoltés comme le furent depuis le mythique Prométhée, les More, les Campanella, les Cabet, les Babeuf, les socialistes utopiques, Saint-Simon, Fourier, Owen, ou les contemporains Zamlatine, Orwell, etc.

L'utopie d'ailleurs peut être «optimiste» ou «pessimiste» selon la projection que l'on fait des tendances du présent dans le futur. Mais à partir du moment où se manifeste un «sujet révolutionnaire» de masse, l'utopie s'exprime à travers ce sujet, particulièrement dans les moments de sa révolte en masse, de la «révolution sociale». Alors les couches les plus radicales poussent la révolution commencée vers son accomplissement le plus complet possible, tandis que les couches les plus conservatrices s'efforcent au contraire de circonscrire la révolution dans le cadre de l'«historiquement possible», qui coïncide avec leurs propres intérêts particuliers, matériels, politiques, culturels.

L'utopie est toujours la vision idéologique des individus et vecteurs radicaux de masse les plus avancés, de la «base» face à toute forme de «représentation» conjoncturelle de celle-ci. L'utopie s'identifie avec la réalisation la plus radicale possible du changement social, qui établit une société plus «juste», libre, «développée», réellement démocratique.

Lors de la révolution anglaise du 17e siècle, de la révolution française du 18e siècle, de la révolution russe du 20e siècle, on a vu se manifester cette tendance, ainsi que dans tous les grands moments sociaux de l'histoire. Lors de mai 1968 en France, ce n'était pas par hasard qu'un des mots d'ordre parmi les plus centraux et mobilisateurs fut «l'imagination au pouvoir», leitmotiv de toute utopie sociale.

Dans l'histoire séculaire de l'utopie, le développement du marxisme au 19e siècle constitue un tournant. Car d'un certain point de vue, le marxisme de Marx est l'utopie historique la plus audacieuse avec les phases du «socialisme» et du «communisme». Mais d'un autre point de vue, le marxisme est une rupture avec toutes les formes de «socialisme utopique» et avec toutes les «robinsonnades» qui ont nourri les visions d'une préhistoire encore immature de l'humanité. Le marxisme de Marx est une synthèse spécifique dans laquelle coexistent la pensée théorique, et même «scientifique», et la disposition éthique, voire esthétique, vers l'«absolu» de l'homme. Mais tout cela s'inscrit dans le processus historique concret déterminé par la «loi» qui correspond à chaque phase du mouvement historique incessant.

Marx considérait qu'il avait découvert la «loi» du mouvement économique de la société capitaliste. C'est en partant de cette base théorique, «scientifique», qu'il jugeait toute autre forme de socialisme ou

de communisme «vulgaire», car ne tenant pas compte des conditions historiques concrètes, de leurs contradictions et de leurs tendances, c'est-à-dire de la «loi» spécifique de leur fonctionnement.

Certes, lorsque nous parlons de «loi» dans le domaine social, nous ne devons pas assimiler cette notion à celle des «lois de la nature». II s'agit plutôt des tendances qui découlent d'une analyse des conditions fondamentales caractérisant le fonctionnement de chaque système social, sans jamais oublier que l'être social, à l'encontre des objets des sciences de la nature, se caractérise par son incessant mouvement historique, son mouvement dans le temps et la complexité des influences qui s'exercent sur lui. En dernière analyse, l'être social est le résultat des hommes subissant, mais aussi faisant, leur propre histoire.

La critique exercée par le marxisme de Marx sur l'utopisme social n'est pas du tout simplement négative. Comme dans le cas de sa critique de l'«anarchisme», Marx souligne les côtés également «positifs» de l'utopisme, qui résident surtout dans sa critique de la société bourgeoise, et dans sa quête de la libération totale de l'individu. La relation du marxisme à l'utopie est dialectique. Non seulement le marxisme ne rejette pas intégralement le passé de l'utopie, non seulement il explique et justifie celle-ci, mais il l'inclut dans ses propres perspectives. Car incontestablement, il existe dans le marxisme une disposition éthique vers l'«absolu», étant donné que son objectif n'est pas la froide réalité matérielle, mais la société et l'homme social.

Toutes les soi-disant conceptions «scientifiques matérialistes», pales interprétations du marxisme, ne tiennent pas suffisamment compte de la nature spécifique de l'être social qui est l'objet de la théorie expérimentale du marxisme. II s'agit d'une théorie découlant de l'expérience et de la praxis sociales, s'enrichissant et se renouvelant à partir d'elles, et qui se vérifie de manière critique et créatrice dans la pratique sociale.

L'«utopisme» du marxisme s'exprime dans l'esquisse de sa vision du «socialisme» et du «communisme». Tout d'abord en ce qui concerne le «socialisme», phase inférieure du «communisme», il est nécessaire de rappeler qu'effectivement Marx dans son *Capital* s'est contenté de l'analyse critique des données fondamentales du fonctionnement du capitalisme classique, découvrant la «loi», la tendance déterminante de son évolution économique, et s'est abstenu de donner des «recettes» pour les marmites de l'avenir. Dans la *Critique du programme de Gotha* en particulier, Marx s'est contenté de généralités, d'un intérêt cependant fondamental, en ce qui concerne le passage du capitalisme au socialisme et certaines caractéristiques de celui-ci.

Marx a laissé au mouvement social des masses le soin de déterminer, quand les préconditions historiques seraient mûres, le contenu concret du «socialisme» dans les domaines politique, culturel, et même économique. Pour cette raison, sa méthode d'investigation de l'être social et du devenir social diffère fondamentalement aussi bien du «socialisme utopique» que de l'anarchisme, qui construisent et veulent mettre en pratique immédiatement des sociétés «idéales», «parfaites».

Marx se contente de caractériser le «socialisme» comme un régime dans lequel existe «la propriété commune des moyens de production» à la place de la «propriété privée». La tendance éthique, esthétique et vers l'«absolu» d'un tel régime se déplace pour Marx à la phase supérieure du «communisme». Une phase d'ailleurs qui ne serait pas la «dernière» dans la marche historique de l'humanité.

De quelle manière concrète fonctionne politiquement, culturellement, mais aussi économiquement le «socialisme»? Cela ne concerne pas Marx, qui considère que les conditions encore immatures à son époque ne lui permettraient pas un examen théorique «scientifique», rigoureux de cette question. II est en tout cas incontestable que pour Marx, le «socialisme», préparant le «communisme», contient déjà une dimension éthico culturelle, et qu'il ne s'agit en aucun cas de se limiter à un résultat simplement économico-politique, au service de la production matérielle d'un régime social qui empêcherait par ailleurs, lui aussi, à sa manière, le plein développement de l'individu.

Rosa Luxemburg et Lénine à leur tour soulignent que le contenu réel du «socialisme» consiste en ceci: «La masse des travailleurs cessera d'être une masse qu'on gouverne, pour vivre elle-même la vie économique et politique dans sa totalité et la réorienter scion sa propre volonté libre.» (Rosa) Il s'agit «d'assurer le plein bien-être et le développement total, libre, des membres de la société.» (Lénine). Le «socialisme» selon Marx se prolonge par le «communisme» qui supprime le salariat, les classes, l'État, et grâce à la minimalisation du temps social nécessaire de travail, au bénéfice d'un temps libre plus en plus ample, rend en définitive possible le développement intégral de l'individu.

S'agit-il d'une simple «utopie» ou de l'aboutissement d'une tendance de l'évolution sociale, du mouvement réel présent, de ses contradictions et de leur dynamique? Marx à plusieurs reprises a expliqué que son «communisme» découle de l'analyse théorique critique du capitalisme dans le sens suivant: l'évolution de ce régime obligera en définitive les hommes à lutter pour la «solution communiste». Ainsi l'«utopie communiste» s'avère découler, en dernière analyse de la pensée théorique critique appliquée dans l'investigation de l'être social, pensée

aidée d'un côté par l'imagination créatrice, et de l'autre par l'activité sociale radicale des masses. II ne s'agit par conséquent ni d'une simple «vision», ni du résultat d'une «loi» mécanique quelconque, mais de l'aboutissement d'une tendance incluse dans le présent, mue par les hommes obligés de prendre conscience des directions dans lesquelles existent des «solutions» et de butter pour celles-ci,

Il est naturel que les attaques principales du conservatisme social se portent particulièrement contre le genre d'«utopisme» qu'est le marxisme de Marx. Car son «utopie» est nourrie par les trois sources de la pensée théorique critique, de l'imagination créatrice et de l'action sociale radicale. Le conservatisme doit par conséquent lui opposer une pensée «scientifique» cherchant la «vérité objective» sans la «brouiller» par des considérations d'ordre «éthique, esthétique, philosophique». Cependant, nous le répétons, la nature de l'être social ne se prête pas à une telle pensée «froide», «positive», «scientifique», comme s'il s'agissait d'un quelconque objet des sciences «naturelles», «positives».

Les réactions contre toute «utopie», et particulièrement contre celle du marxisme de Marx, se renforcent à notre époque, pour un ensemble de raisons. La principale n'est certes pas le prétendu nouveau «progrès scientifique» qui regonfle les conceptions concernant le rôle du «hasard», de l'«indétermination», y compris dans la nature, de l'intervention subjective dans la compréhension et la détermination de la «réalité objective», etc. Toute pensée théorique critique s'appliquant à la réalité sociale complexe doit, certes, prendre en considération le progrès scientifique et de toutes les conclusions découlant de ses méthodes. De ce point de vue, les penseurs du 19e siècle, Darwin, Marx, Freud, ont exprimé dans leurs théories certaines limitations qui s'expliquent par la manière dont ils ont interprété le progrès scientifique de leur époque et dont ils furent influencés par lui. Mais rien ne justifie l'idée selon laquelle un Marx aujourd'hui aurait pu négliger un véritable progrès scientifique et ne pas en tenir compte pour enrichir sa conception fondamentalement «matérialiste» et «dialectique» de la nature et de la société.

De tout ce qu'il a écrit, dit, et de la méthode qu'il a élaborée, il est possible et nécessaire pour chaque marxiste d'aujourd'hui d'enrichir effectivement avec tout élément nouveau vraiment scientifique La théorie expérimentale critique du marxisme appliqué à son véritable objet qu'est la réalité sociale, avec ses contradictions et son mouvement. De toute façon, c'est de cette manière qu'il faut utiliser aujourd'hui le «marxisme» comme le principal instrument gnoséologique que nous possédions toujours pour démystifier la réalité sociale, pour la

compréhension plus profonde de ses manifestations économiques, politiques, idéologiques, toujours dans le but d'utiliser cette connaissance comme moyen de changement radical de la société. Il n'y a du reste qu'aucune force capable dans le monde des hommes réels, vivants, de les empêcher de lutter pour un avenir meilleur de la société.

Tous ceux qui s'efforcent aujourd'hui de tuer la disposition «utopiste» de l'homme au nom d'une «froide» science «objective», sont objectivement les éternels vecteurs du conservatisme social, les Épiméthées du statu quo social, caractéristiques en particulier des pays capitalistes avancés de notre temps.

Ces pays souffrent depuis plus de dix ans déjà de la crise économique qui a renversé la vision d'une société de consommation internationale secrétant un niveau matériel toujours croissant. Cette illusion avait commencé à influencer l'intelligentsia de la décennie précédente, et était considérée comme démentant les perspectives «pessimistes» de la théorie marxiste dans le domaine économique et social. Et cela d'autant plus que cette conception se combinait avec la déception grandissante découlant du «socialisme existant» dans les pays de l'Est, considéré comme le résultat pratique du marxisme, dénoncé comme «plutôt une religion, une idéologie totalitaire, qu'une théorie scientifique».

Mais la crise économique dure, invalidant la science économique bourgeoise de toutes les écoles, et elle se combine avec le développement de nouvelles découvertes scientifiques et applications technologiques. Pour un marxiste, ce fait découle de la tendance endogène du capitalisme vers la mécanisation et l'automatisation généralisée de l'économie, dans laquelle prédomine le capital fixe, et qui est le moyen classique du capitalisme pour dépasser ses crises.

Mais pour les «antimarxistes» incurables, ce fait alimente leur propre «utopie»: la préparation d'un monde nouveau dans lequel prédominera une économie mécanisée, informatisée, y compris dans le domaine des services sociaux, avec un temps de travail limité et un niveau matériel de nouveau en hausse incessante. Ce qui n'est pas «prévu» encore, c'est dans combien de temps nous sortirons de la crise à l'échelle internationale, et si ce nouvel Eden concerne tout le monde ou bien seulement quelques pays privilégiés, et même dans ces pays des catégories privilégiées à côté de vastes zones de «nouveaux pauvres». En même temps cette «utopie» néocapitaliste fait abstraction de l'éventualité d'une guerre atomique et de la destruction grandissante de l'environnement.

Face à cette «utopie» s'esquisse celle vers laquelle tendent, à l'ouest et à l'est, des masses de citoyens avancés rejetant aussi bien la société de consommation mécanisée, avec comme principaux mobiles l'argent,

le profit, l'individualisme, que le système bureaucratique sans libertés, recherchant de manière plus ou moins consciente une participation effective à l'ensemble de la vie sociale.

L'idée centrale de cette utopie est celle de l'autogestion sociale généralisée comme, dans sa forme la plus intégrale jusqu'à maintenant, la recherchent la classe ouvrière et la société polonaises quand elles parlent de la «République autogérée». Cette même idée est celle qui mobilisait les foules dans Paris révolté en mai 1968, et lors du printemps de Prague.

Le succès de l'idée de l'autogestion ces vingt-cinq dernières années, qui a été introduite dans les programmes d'un large faisceau d'organisations politiques et syndicales de la gauche traditionnelle, mais aussi de la gauche révolutionnaire, s'explique par des raisons plus profondes. La principale de ces raisons est la montée parallèle du niveau culturel des masses dans les pays avancés, et de la forme de plus en plus concentrée du pouvoir politique et de toute autre forme de pouvoir, comme c'est le cas par exemple du pouvoir découlant du monopole de l'éducation supérieure et du savoir. II existe une contradiction explosive dans un tel processus, qui normalement devrait conduire vers une démocratisation en profondeur de la vie sociale. Mais c'est le contraire qui se produit, aussi bien dans le cadre du régime capitaliste que dans celui des États bureaucratiques.

Cependant, il devient de plus en plus clair qu'il est non seulement nécessaire, mais également maintenant possible de soumettre la vie sociale au contrôle grandissant de la société. Parce que c'est le seul moyen d'arriver à l'augmentation et à la juste répartition de la productivité du travail social nécessaire, sur la base de laquelle existe aujourd'hui la possibilité d'un temps libre de plus en plus important.

Or ce temps est la précondition matérielle absolument indispensable pour le plein développement de l'individu.

II n'est pas d'une importance décisive que l'idée de l'autogestion s'interprète aujourd'hui de plusieurs manières, déformée, mutilée, ou présentée comme une «utopie» irréalisable. Car s'agissant de la transformation la plus radicale de la société, qui mettrait fin non seulement à la séculaire exploitation économique mais également à l'exploitation et l'aliénation plus générale découlant de la structure hiérarchique, autoritaire de la société, on peut imaginer que la lutte sera longue et les réactions très violentes et polymorphes. En effet, il s'agirait d'une réelle révolution intégrale, c'est-à-dire d'un changement social radical, plus profond que celui de la «révolution de classe» au sens étroit où l'interprètent les «archéo-marxistes». II s'agirait d'une «révolution» enrichie

non seulement par l'abolition effective de l'exploitation économique, mais aussi de celle découlant par exemple de l'androcratie de la société. De plus, elle tiendrait compte de l'environnement écologique dans lequel se développe notre vie économique et sociale, et elle s'efforcerait de fonder dès le début un système économique, politique et culturel qui tendrait vers la démocratisation réelle et rapide de la vie sociale, plaçant l'«homme total humain» au centre de son contenu.

C'est cette direction générale que prend l'utopie sociale à notre époque, mue par les possibilités objectives nouvelles, et par la conscience, acquise par un nombre élevé d'individus, de la nécessité d'un tel changement. Ainsi commencera à s'esquisser le cadre de la République autogérée de demain. Il ne s'agirait pas d'arriver *ex nihilo* à une société d'emblée intégralement «idéale», mais de poser dès le début les bases politiques, économiques, culturelles dont découlerait une dynamique vers une telle direction générale.

Le problème de tous les «néomarxistes», à l'ouest et à l'est, concernés par le thème de la République autogérée comme contenu concret et unique du terme «socialisme» à notre époque, est de savoir, en se fondant sur toutes les expériences historiques passées tendant vers cette «utopie», comment déterminer d'une manière plus concrète son contenu dans les domaines politique, économique et culturel. Pour cette raison, ils étudient plus particulièrement les enseignements de mai 1968, du Printemps de Prague, de l'expérience polonaise avec le mouvement politico-social spécifique qu'est Solidarité et sa recherche d'une République autogérée. Mais ils tiennent également compte de l'expérience yougoslave, ainsi que du fonctionnement de l'État dans les républiques bourgeoises avancées, comme également des efforts déployés dans ces pays pour leur modernisation sociale.

II ne s'agit donc pas d'une simple «résurrection» de la «démocratie directe des conseils», comme les masses surtout ont voulu l'instaurer en Russie en 1917, mais d'une société moderne avancée, complexe, dans laquelle le «sujet révolutionnaire» n'est pas seulement constitué par les ouvriers industriels traditionnels, mais aussi par de nouvelles couches amples de travailleurs, par la jeunesse presque dans son ensemble, par les femmes; une société qui cherche la «loi» générale de son mouvement, sa tendance déterminante générale. Cette tendance sera orientée vers la réalisation d'un équilibre de plus en plus satisfaisant aussi bien pour la société dans son ensemble que pour l'individu, entre la participation de chacun à la totalité de la vie sociale, et la société comme un tout. C'est une tendance vers un approfondissement constant du fonctionnement réellement démocratique de la société, qui puisse satisfaire la conscience

et les aspirations de chaque citoyen intégral, se sentant à la fois libre et solidaire «de ses autres soi-mêmes».

Quels rapports sociaux d'activité productrice, d'auto-administration de la société, quels rapports culturels entre les individus d'une telle société, entre femmes et hommes, doivent caractériser une «République autogérée»? C'est une question qui naturellement ne s'épuise pas avec une simple référence à «la démocratie directe des conseils». Ces rapports doivent devenir l'objet d'une étude détaillée, qui a déjà commencé, sur une «base expérimentale scientifique», à travers les expériences historiques du mouvement social concret d'hier et d'aujourd'hui, avec l'aide de l'imagination.

Source

Sous le drapeau du socialisme, organe de la Tendance marxiste-révolutionnaire internationale (TMRI), n° 101-102, janvier-février 1986.

Les syndicats, les coopératives et la démocratie politique

Rosa Luxemburg

Le socialisme de Bernstein tend, nous l'avons vu, à faire participer les ouvriers à la richesse sociale, à transformer les pauvres en riches. Par quelle voie y parviendra-t-on? Dans ses articles parus dans la *Neue Zeit* et intitulés: «Problèmes du socialisme», il n'y faisait que de très vagues allusions. Dans son livre, en revanche, il nous donne sur cette question toutes les précisions désirables. Son socialisme dit être réalisé par deux moyens: par les syndicats ou, comme il dit, par la démocratie économique et par les coopératives. Grâce aux premiers il veut supprimer le profit industriel, par les secondes le profit commercial.

Les coopératives, et d'abord les coopératives de production sont des institutions de nature hybride au sein de l'économie capitaliste: elles constituent une production socialisée en miniature, qui s'accompagne d'un échange capitaliste. Mais dans l'économie capitaliste l'échange domine la production; à cause de la concurrence il exige, pour que puisse vivre l'entreprise, une exploitation impitoyable de la force de travail, c'est-à-dire la domination complète du processus de production par les intérêts capitalistes. Pratiquement, cela se traduit par la nécessité d'intensifier le travail, d'en raccourcir ou d'en prolonger la durée selon la conjoncture, d'embaucher ou de licencier la force de travail selon les besoins du marché, en un mot de pratiquer toutes

méthodes bien connues qui permettent à une entreprise capitaliste de soutenir la concurrence des autres entreprises. D'où, pour la coopérative de production, la nécessité, contradictoire pour les ouvriers, de se gouverner eux-mêmes avec toute l'autorité absolue nécessaire et de jouer vis-à-vis d'eux-mêmes le rôle d'entrepreneurs capitalistes. De cette contradiction la coopérative de production meurt, en ce sens qu'elle redevient une entreprise capitaliste ou bien, au cas où les intérêts des ouvriers sont les plus forts, qu'elle se dissout. Tels sont les faits. Bernstein les constate lui-même, mais visiblement sans les comprendre, puisqu'il voit, après Mme Potter-Webb, dans le manque de «discipline» la cause de l'échec des coopératives de production en Angleterre. Ce qui reçoit ici la qualification superficielle et plate de «discipline» n'est autre chose que le régime absolu qui est naturel au capital et que les ouvriers ne peuvent évidemment pas employer contre eux-mêmes[1].

D'où il résulte que la coopérative ne peut assurer son existence au sein de l'économie capitaliste qu'en supprimant, par un détour, la contradiction qu'elle recèle entre le mode de production et le mode d'échange, en se soustrayant artificiellement aux lois de la libre concurrence. Elle ne peut le faire qu'en s'assurant par avance un marché, un cercle constant de consommateurs, la coopérative de consommation lui en fournit le moyen. Voilà la raison - c'est Bernstein qui nous le révèle - de la faillite des coopératives de production autonomes, dont l'existence ne peut être assurée que par une coopérative de consommation; cela n'a rien à voir avec la distinction entre les coopératives d'achat et de vente inventées par Oppenheimer.

On constate donc que l'existence des coopératives de production est liée actuellement à l'existence des coopératives de consommation; il en résulte que les coopératives de production doivent se contenter, dans le meilleur des cas, de petits débouchés locaux et qu'elles se limitent à quelques produits de première nécessité, de préférence aux produits alimentaires. Toutes les branches les plus importantes de la production capitaliste: l'industrie textile, minière, métallurgique, pétrolifère, ainsi que l'industrie de construction de machines, des locomotives et des navires sont exclues d'avance de la coopérative de consommation et, par conséquent, des coopératives de production. C'est pourquoi, même en faisant abstraction de leur caractère hybride, les coopératives de production ne peuvent jouer le rôle d'une réforme sociale

1. «Les coopératives ouvrières de production sont elles-mêmes au sein de la forme ancienne la première brèche faite à cette ancienne forme, quoique naturellement dans leur organisation réelle partout elles reproduisent forcément toutes les défectuosités du système existant», Marx, *Le Capital,* livre 3, ch. 27, t. 11, p. 287, trad. Molitor, Paris, Coste.

générale, pour cette raison que la réalisation générale implique d'abord la suppression du marché mondial et le morcellement de l'économie mondiale actuelle en petits groupes de production et d'échange locaux : il s'agirait, en somme, d'un retour de l'économie du grand capitalisme à l'économie marchande du Moyen-Âge.

Mais, même dans les limites de la réalisation possible, dans la société actuelle les coopératives de production jouent le rôle de simples annexes des coopératives de consommation ; celles-ci sont donc au premier plan et apparaissent comme la base principale de la réforme socialiste projetée. De ce fait, la réforme socialiste basée sur le système des coopératives abandonne la lutte contre le capital de production c'est-à-dire contre la branche maîtresse de l'économie capitaliste et se contente de diriger ses coups contre un capital commercial et plus exactement le petit et le moyen capital commercial ; elle ne s'attaque plus qu'aux branches secondaires du tronc capitaliste.

Quant aux syndicats qui, dans la doctrine de Bernstein, sont un autre moyen de lutter contre l'exploitation du capital de production, nous avons déjà montré qu'ils sont incapables d'imposer l'influence de la classe ouvrière sur le processus de production, pas plus en ce qui concerne les dimensions de la production que ses procédés techniques.

Examinons maintenant l'aspect purement économique du problème, ce que Bernstein appelle « la lutte du taux de salaire contre le taux du profit » ; or cette lutte ne se poursuit pas dans l'abstrait, dans un espace immatériel, mais dans le cadre bien déterminé de la loi des salaires qu'elle ne peut abolir, mais seulement réaliser. Cela apparaît avec évidence quand on examine le problème sous une autre face et que l'on se pose la question du rôle véritable des syndicats. Bernstein assigne aux syndicats une mission particulière dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière : c'est à eux, dit-il, de mener la bataille contre le taux du profit industriel et de le transformer progressivement en taux de salaire ; or les syndicats n'ont absolument pas le pouvoir de mener une politique d'offensive économique contre le profit, parce qu'ils ne sont rien d'autre, en réalité, que la défense organisée de la force de travail contre les attaques du profit, l'expression de la résistance de la classe ouvrière à la tendance oppressive de l'économie capitaliste. Et ceci pour deux raisons.

1) Les syndicats ont pour tâche d'agir par leur organisation sur le marché de la force de travail, mais l'organisation est constamment débordée par le processus de prolétarisation des classes moyennes qui amène continuellement sur le marché du travail de nouvelles recrues.

2) Les syndicats se proposent d'améliorer les conditions d'existence, d'augmenter la part de la richesse sociale qui revient à la classe ouvrière ; mais cette part est sans cesse réduite, avec la fatalité d'un phénomène naturel, par l'accroissement de la productivité du travail. Pour s'en rendre compte, il n'est pas nécessaire d'être marxiste, il suffit d'avoir eu une fois entre les mains le livre de Rodbertus[1] intitulé : *Zur Beleuchtung der sozialen Frage* («Pour éclairer la question sociale»). À cause de ces facteurs objectifs, qui sont le fait de la société capitaliste, les deux fonctions essentielles du syndicalisme se transforment profondément, et la lutte syndicale devient un véritable travail de Sisyphe. Ce travail de Sisyphe est pourtant indispensable si l'on veut que l'ouvrier reçoive le taux de salaire qui lui revient dans la situation conjoncturelle du marché, que la loi capitaliste se réalise et que la tendance dépressive du développement économique soit stoppée ou plus exactement atténuée dans son effet. Mais vouloir que les syndicats parviennent à réduire progressivement le profit à l'avantage du salaire implique :

1) que cessent la prolétarisation des classes moyennes et l'accroissement numérique de la population ouvrière ;

2) que la productivité du travail cesse d'augmenter ; dans le cas où ces deux conditions sociales seraient réalisées il s'agirait ici aussi - comme à propos de l'économie corporative de consommation - d'un retour à une économie antérieure au capitalisme.

Les deux moyens grâce auxquels Bernstein prétendait réaliser la réforme socialiste, à savoir les coopératives et les syndicats, se révèlent donc absolument incapables de transformer le mode de production capitaliste. Bernstein en a lui-même une conscience plus ou moins claire ; il ne les regarde que comme des moyens de réduire le profit capitaliste et d'enrichir les ouvriers, ce qui revient à renoncer à lutter contre le mode de production capitaliste ; il oriente le mouvement socialiste vers la lutte contre le mode de répartition capitaliste. Bernstein lui-même définit à plusieurs reprises son socialisme comme une tentative d'introduire un mode de répartition «juste» , «plus juste» (p. 51 de son livre) et même «encore plus juste» (*Vorwärts,* 26 mars 1899).

Il est vrai que l'aiguillon qui pousse d'abord vers le mouvement socialiste les masses populaires, c'est le mode de répartition «injuste» du régime capitaliste. En luttant pour la socialisation de toute l'économie, la social-démocratie témoigne en même temps de son aspiration

1. Rodbertus, économiste et homme politique (1805-1875). D'idées libérales il défendait l'idée d'un socialisme d'État. Dans sa théorie de la «quote-part décroissante du salaire», il soutient que les ouvriers touchent une part toujours décroissante du revenu national ; pour y remédier il propose que l'État fixe de manière autoritaire et une fois pour toutes cette quote-part.

naturelle à une répartition «juste» de la richesse sociale. Mais nous avons appris, grâce à Marx, que le mode de répartition d'une époque déterminée n'est que la conséquence naturelle du mode de production de cette époque : en conséquence, la social-démocratie intensifie sa lutte non pas contre le système de la répartition dans le cadre de la production capitaliste, elle vise à supprimer la production marchande capitaliste elle-même. En un mot, la social-démocratie veut établir un mode de répartition socialiste en supprimant le mode de production capitaliste, tandis que la méthode bernsteinienne consiste à l'inverse à combattre le mode de répartition capitaliste dans l'espoir d'arriver à établir progressivement par ce moyen même, un mode de production socialiste.

Sur quoi Bernstein fonde-t-il alors la réforme socialiste ? Sur certaines tendances déterminées de la production capitaliste ? Non, car : 1) il nie ces tendances ; et 2) nous le savons par ce qui précède, il voit dans la transformation socialiste de la production la conséquence d'une transformation de la répartition, et non l'inverse. Les fondements du socialisme de Bernstein ne sont donc pas d'ordre économique. Après avoir complètement renversé le rapport du but et des moyens du socialisme, après avoir abattu ce fondement économique, il ne peut pas donner à son programme un fondement impérialiste, il est obligé d'avoir recours à l'idéalisme.

«Pourquoi faire dériver le socialisme de la contrainte économique ?», écrit-il. «Pourquoi dégrader l'intelligence, le sentiment de la justice, la volonté humaine ?» (*Vorwärts*, 26 mars 1899). Bernstein prétend que la répartition plus juste qu'il souhaite sera réalisée non par le fait d'une nécessité économique contraignante, mais par la libre volonté de l'homme ou plutôt, puisque la volonté elle-même n'est qu'un instrument, par la conscience de la justice, bref, grâce à l'idée de la justice.

Nous en revenons donc au principe de la justice, à ce vieux cheval de bataille que, depuis des millénaires, chevauchent tous les réformateurs du monde entier, faute de plus sûrs moyens historiques de progrès, à cette Rossinante fourbue sur laquelle tous les Don Quichotte de l'histoire ont galopé vers la grande réforme du monde, pour revenir déconfits avec un œil au beurre noir.

Tel est donc le socialisme de Bernstein, qui a pour fondement social les rapports entre riches et pauvres, pour contenu le principe des coopératives, pour but une «répartition plus juste» et pour légitimation historique l'idée de justice. Comme Weitling, il y a plus de cinquante ans, avait défendu avec plus de force, d'esprit et de brio cette sorte de socialisme ! Assurément le génial tailleur ne connaissait pas encore

le socialisme scientifique. Or pour faire passer aujourd'hui, un demi-siècle plus tard, sa doctrine mise en pièces par Marx et Engels, pour en recoudre les morceaux et la présenter au prolétariat allemand comme le dernier mot de la science, il faut aussi un tailleur… mais celui-ci est bien loin d'être génial.

Au même titre que les syndicats et les coopératives qui en constituent le fondement économique, le postulat politique de la théorie révisionniste est un développement toujours croissant de la démocratie. Les explosions réactionnaires actuelles ne sont pour le révisionnisme que des «sursauts» fortuits et éphémères dont il ne faut pas tenir compte dans la ligne générale de la lutte ouvrière. Pour Bernstein, la démocratie apparaît comme une étape nécessaire de l'évolution de la société moderne; que dis-je? La démocratie est pour lui, comme pour le théoricien bourgeois du libéralisme, la loi fondamentale de l'évolution historique en général, à la réalisation de laquelle doivent tendre toutes les forces actives de la vie politique. Or, dans cette formulation absolue, ce jugement est faux; c'est là une manière petite-bourgeoise et superficielle de schématiser les résultats d'une période très courte de l'histoire de la bourgeoisie: les vingt-cinq ou trente dernières années. Si l'on examine de près l'évolution de la démocratie dans l'histoire, et simultanément l'histoire politique du capitalisme, on obtient un résultat différent.

Tout d'abord nous trouvons la démocratie dans les structures sociales les plus différentes: dans les sociétés communistes primitives, dans les États esclavagistes de l'antiquité, dans les communes du Moyen Âge. De même, nous rencontrons l'absolutisme et la monarchie constitutionnelle dans les régimes économiques les plus divers. D'autre part, le capitalisme à ses débuts, au stade de la production marchande, donne naissance à une constitution démocratique dans les communes municipales du Moyen Âge; plus tard, dans sa forme plus développée, au stade de la production manufacturière, il trouve dans la monarchie absolue la forme politique qui lui correspond. Enfin, au stade de l'économie industrielle développée, il produit nécessairement en France la République démocratique (1793), la monarchie absolue de Napoléon Ier, la monarchie nobiliaire de l'époque de la Restauration (1815-1830), la monarchie constitutionnelle bourgeoise de Louis-Philippe, puis de nouveau la République démocratique, encore une fois la monarchie de Napoléon III, et enfin, pour la troisième fois, la république. En Allemagne, la seule institution véritablement démocratique, le suffrage universel, n'est pas une conquête du libéralisme bourgeois, mais un instrument servant à l'unification politique des petits États; il a par

conséquent cette seule fonction dans le développement de la bourgeoisie allemande qui se satisfait parallèlement d'une monarchie constitutionnelle semi-féodale. En Russie le capitalisme a prospéré longtemps sous le régime de l'absolutisme oriental sans que la bourgeoisie ait manifesté le moins du monde le désir de voir s'instaurer la démocratie. En Autriche le suffrage universel est apparu surtout comme le moyen de sauver la monarchie en voie de décomposition. En Belgique enfin, la conquête démocratique du mouvement ouvrier, le suffrage universel, est un effet de la faiblesse du militarisme et par conséquent de la situation géographique et politique particulière de la Belgique et surtout, ce «morceau de démocratie» est acquis, non pas par la bourgeoisie, mais contre elle.

Le développement ininterrompu de la démocratie que le révisionnisme, à l'instar du libéralisme bourgeois, prend pour la loi fondamentale de l'histoire humaine, ou du moins de l'histoire moderne, se révèle, quand on l'examine de près, comme un mirage. On ne peut établir de rapports universels et absolus entre le développement du capitalisme et la démocratie. Le régime politique est chaque fois le résultat de l'ensemble des facteurs politiques aussi bien internes qu'externes ; à l'intérieur de ces limites il présente tous les différents degrés de l'échelle depuis la monarchie absolue jusqu'à la République démocratique.

Nous devons donc renoncer à établir une loi historique universelle du développement de la démocratie, même dans le cadre de la société moderne ; si nous nous tournons vers la phase actuelle de l'histoire bourgeoise, nous constatons, ici aussi, dans la situation politique, l'existence de facteurs qui n'entrent pas dans le cadre du schéma de Bernstein, mais conduisent au contraire à l'abandon, par la société bourgeoise, des conquêtes obtenues.

D'une part, les institutions démocratiques - c'est un fait important - ont terminé leur rôle dans le développement de la société bourgeoise. Dans la mesure où elles ont aidé à l'unification des petits États et contribué à la création de grands États modernes (Allemagne, Italie) elles ont épuisé leur utilité. Le développement économique a, entre-temps, achevé l'œuvre de cohésion interne des États.

On peut faire les mêmes remarques à propos de toute la machine politique et administrative de l'État passant d'un organisme féodal ou semi-féodal à un mécanisme capitaliste. Cette transformation, historiquement inséparable du développement de la démocratie, est aujourd'hui si complètement achevée que les composantes purement démocratiques de la société, le suffrage universel, le régime républicain, pourraient être supprimées sans que l'administration, les finances,

l'organisation militaire eussent besoin de revenir aux formes antérieures à la Révolution de mars 1848, en Allemagne.

On constate donc que le libéralisme est devenu comme tel inutile à la société bourgeoise, il en entrave même le développement à d'autres égards. Il faut mentionner ici deux facteurs qui dominent toute la vie politique des États actuels : la politique mondiale et le mouvement ouvrier – l'un et l'autre n'étant que deux aspects différents de la phase actuelle du capitalisme.

À cause du développement de l'économie mondiale, de l'aggravation et de la généralisation de la concurrence sur le marché mondial, le militarisme et le marinisme, instruments de la politique mondiale, sont devenus un facteur décisif de la vie extérieure et intérieure des grands États. Cependant si la politique mondiale et le militarisme représentent une tendance ascendante de la phase actuelle du capitalisme, la démocratie bourgeoise doit alors logiquement entrer dans une phase descendante. En Allemagne, l'ère des grands armements, qui date de 1893, et la politique mondiale inaugurée par la prise de Kiao-Tchéou, ont eu pour compensation deux sacrifices payés par la démocratie bourgeoise : la décomposition du libéralisme, et le passage du Parti du Centre de l'opposition au gouvernement. Les dernières élections au Reichstag, en 1907[1], qui se sont déroulées sous le signe de la politique coloniale allemande, marquent l'enterrement historique du libéralisme allemand.

La politique extérieure jette donc ainsi la bourgeoisie dans les bras de la réaction – mais la politique intérieure l'y pousse aussi : la montée de la classe ouvrière. Bernstein le reconnaît lui-même : pour lui la légende de l'ogre social-démocrate, autrement dit l'orientation socialiste de la lutte ouvrière, est responsable de la trahison de la bourgeoisie libérale. Il conseille donc au prolétariat, pour rassurer le libéralisme effrayé et le faire sortir du repère de la réaction où il s'est réfugié, d'abandonner le but final du socialisme. En faisant ainsi de l'abandon du socialisme une condition première, des prémisses sociales de la démocratie bourgeoise, il démontre d'une manière éclatante à la fois que la démocratie contredit l'orientation interne actuelle de l'évolution sociale, et que le mouvement ouvrier est un résultat direct de cette orientation.

1. Les élections au Reichstag de janvier 1907 furent appelées « élections hottentotes » : elles venaient à la fin des sanglantes guerres coloniales contre les Héréros et les Hottentots et furent marquées par un certain recul de la social-démocratie, qui perdit un grand nombre de sièges. La propagande gouvernementale réussit à faire, au cours de la campagne électorale, l'union des partis bourgeois et conservateurs contre le SPD.

Mais il prouve encore autre chose : il prétend que la condition essentielle d'une résurrection de la démocratie bourgeoise est l'abandon par la classe ouvrière du but final du socialisme ; par là même, il démontre à l'inverse la fausseté de son affirmation selon laquelle la démocratie bourgeoise est une condition indispensable du mouvement et de la victoire socialistes. Ici, l'argumentation de Bernstein se meut dans un cercle vicieux : sa conclusion anéantit ses propres prémisses.

Pour sortir de ce cercle, il suffit de reconnaître ce que le libéralisme bourgeois a rendu l'âme, épouvanté par le développement du mouvement ouvrier ; on conclura que le mouvement ouvrier socialiste est aujourd'hui le seul soutien de la démocratie, il n'en existe pas d'autre. On verra alors que ce n'est pas le sort du mouvement socialiste qui est lié à la démocratie bourgeoise, mais inversement celui de la démocratie qui est lié au mouvement socialiste. On constatera que les chances de la démocratie ne sont pas liées au fait que la classe ouvrière renonce à la lutte pour son émancipation, mais au contraire au fait que le mouvement socialiste sera assez puissant pour combattre les conséquences réactionnaires de la politique mondiale et de la trahison de la bourgeoisie.

Quiconque souhaite le renforcement de la démocratie devra souhaiter également le renforcement et non pas l'affaiblissement du mouvement socialiste ; renoncer à la lutte pour le socialisme, c'est renoncer en même temps au mouvement ouvrier et à la démocratie elle-même.

1898

Source

Extrait du chapitre 2 de *Réforme sociale ou révolution*.

L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière

Léon Trotsky

Ce texte a été rédigé en juin 1938 à la suite d'échanges entre Trotsky et Rodrigo Garcia Treviño, qui était l'un des dirigeants de la Confederación de Trabajadores de México (Confédération des travailleurs du Me xique, CTM), et qui avait tenté de persuader Trotsky de l'importance de la gestion ouvrière décidée par le gouvernement Cárdenas pour les chemins de fer et les entreprises pétrolières nationalisées. Trotsky fut apparemment ébranlé puisqu'il annonça qu'il allait réfléchir. Ce texte est le résultat de ses réflexions qu'il envoya quelques jours après à

Garcia Treviño. L'exemplaire trouvé chez Garcia Treviño portait des corrections manuscrites de Trotsky.

Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières du pouvoir d'État. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis particulier. Il s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner, soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions et conquérir ainsi la possibilité de jouir d'une certaine liberté à l'égard des capitalistes étrangers. La politique actuelle du gouvernement en est au second stade : ses plus grandes conquêtes sont les expropriations des chemins de fer et de l'industrie pétrolière.

Ces mesures sont intégralement du domaine du capitalisme d'État. Toutefois, dans un pays semi-colonial, le capitalisme d'État se trouve sous la lourde pression du capital privé étranger et de ses gouvernements, et il ne peut se maintenir sans le soutien actif des travailleurs. C'est pourquoi il s'efforce, sans laisser glisser de ses mains le pouvoir réel, de placer sur les organisations ouvrières une partie importante de la responsabilité pour la marche de la production dans les branches nationalisées de l'industrie.

Que devrait être dans ce cas la politique du parti ouvrier ? Ce serait évidemment une erreur désastreuse, une parfaite escroquerie que d'affirmer que la route vers le socialisme ne passe pas par la révolution prolétarienne mais par la nationalisation par l'État bourgeois de diverses branches de l'industrie et de leur transfert aux mains des organisations ouvrières. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Le gouvernement bourgeois a effectué lui-même la nationalisation et a été obligé de demander la participation ouvrière à la gestion de l'industrie nationalisée. On peut, bien entendu, esquiver le problème en citant le fait que, sauf si le prolétariat s'empare du pouvoir, la participation des syndicats à la gestion des entreprises de capitalisme d'État ne peut donner de résultats socialistes. Cependant, une politique aussi négative de la part de l'aile révolutionnaire ne serait pas comprise par les masses et ne contribuerait qu'à renforcer les positions opportunistes. Pour les marxistes, il ne s'agit pas de construire le socialisme des mains de la bourgeoisie, mais

d'utiliser les situations qui se présentent dans le cadre du capitalisme d'État et de faire progresser le mouvement révolutionnaire des ouvriers.

La participation aux parlements bourgeois ne peut plus désormais donner de résultats positifs importants ; dans certaines conditions, elle conduit même à la démoralisation des députés des ouvriers. Mais aux yeux des révolutionnaires, cela ne constitue nullement un argument en faveur de l'antiparlementarisme.

Il serait inexact d'identifier la politique de participation des ouvriers à la gestion de l'industrie nationalisée et la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois (ce que nous appelions ministérialisme). Tous les membres du gouvernement sont liés les uns aux autres par les liens de solidarité. Un parti qui est représenté au gouvernement est responsable de toute la politique gouvernementale, dans son ensemble. La participation à la gestion d'une branche donnée de l'industrie laisse l'entière possibilité d'une opposition politique. Dans le cas où les représentants des ouvriers sont en minorité dans la gestion, ils ont l'entière possibilité de le dire et de publier leurs propositions qui ont été repoussées par la majorité, de les porter à la connaissance des travailleurs, etc.

On peut comparer la participation des syndicats à la gestion de l'industrie nationalisée à la participation des socialistes aux municipalités, où les socialistes remportent parfois la majorité et sont ainsi amenés à gérer une importante économie municipale, alors que la bourgeoisie domine toujours l'État et que les lois de la propriété bourgeoise demeurent en vigueur. Dans la municipalité, les réformistes s'adaptent passivement au régime bourgeois. Sur ce terrain, les révolutionnaires font tout leur possible dans l'intérêt des travailleurs et, en même temps, enseignent à chaque étape aux travailleurs qu'une politique municipale est impuissante sans la conquête de l'appareil d'État.

La différence, bien entendu, réside en ce que, dans le domaine des municipalités, les ouvriers s'emparent de certaines positions par des élections démocratiques, tandis que, dans celui de l'industrie nationalisée, c'est le gouvernement lui-même qui les invite à prendre certains postes. Mais cette différence est purement formelle. Dans l'un et l'autre cas, la bourgeoisie est obligée de concéder aux ouvriers certaines sphères d'activité. Et les travailleurs les utilisent dans leur propre intérêt.

Il serait léger de fermer les yeux sur les dangers qui découlent d'une situation dans laquelle les syndicats jouent un rôle dirigeant dans l'industrie nationalisée. La base en est le lien entre les sommets des dirigeants syndicaux et l'appareil du capitalisme d'État, la transformation des représentants mandatés du prolétariat en otages de l'État bourgeois. Mais si grand que puisse être ce danger, il ne constitue qu'une partie

d'un danger, ou plus exactement, d'une maladie générale, à savoir la dégénérescence bourgeoise des appareils syndicaux à l'époque impérialiste, pas seulement dans les vieux centres des métropoles mais également dans les pays coloniaux. Les dirigeants syndicaux, dans l'écrasante majorité des cas, sont des agents politiques de la bourgeoisie et de son État. Dans l'industrie nationalisée, ils peuvent devenir et ils sont déjà en train de devenir ses agents administratifs directs. Contre cela, il n'y a que la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier en général, et en particulier pour la formation dans les syndicats de solides noyaux révolutionnaires capables, tout en préservant l'unité du mouvement syndical, de lutter pour une politique de classe et pour que les organismes dirigeants soient composés de révolutionnaires.

Un danger d'une autre sorte réside dans le fait que les banques et autres entreprises capitalistes dont une branche, d'industrie nationalisée, dépend au sens économique du terme, peuvent utiliser et utiliseront des méthodes particulières de sabotage pour faire obstacle à la gestion ouvrière, pour la discréditer et la pousser au désastre. Les dirigeants réformistes essaieront d'écarter ce danger en s'adaptant servilement aux exigences de leurs fournisseurs capitalistes et en particulier des banques. Les dirigeants révolutionnaires, au contraire, tireront du sabotage des banques la nécessité de les exproprier et d'établir une banque nationale unique qui serait le centre comptable de l'économie tout entière. Bien entendu, cette question doit être indissolublement liée à la question de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

Les différentes entreprises capitalistes, nationales et étrangères, vont inévitablement commencer à comploter avec les institutions de l'État pour faire obstacle à la gestion ouvrière de l'industrie nationalisée. Par ailleurs les organisations ouvrières, qui participent à la gestion des différentes branches de l'industrie nationalisée doivent s'unir pour échanger leurs expériences, se soutenir économiquement les unes les autres, agir en unissant leurs forces sur le gouvernement, les conditions du crédit, etc. Un tel bureau central de la gestion ouvrière des branches nationalisées de l'industrie doit être évidemment en contact étroit avec les syndicats.

Pour résumer, on peut dire que ce nouveau domaine de travail comporte à la fois les possibilités et les dangers les plus grands Les dangers consistent en ce que, par l'intermédiaire de syndicats contrôlés, le capitalisme d'État peut tenir les ouvriers en échec, les exploiter cruellement et paralyser leur résistance. Les possibilités révolutionnaires consistent en ce que, s'appuyant sur leurs positions dans des branches exceptionnellement importantes de l'industrie, les ouvriers peuvent de

toutes leurs forces lancer leur attaque contre les forces du capital et contre l'État bourgeois. Laquelle de ces possibilités va-t-elle prévaloir ? Dans combien de temps ? Il est naturellement impossible de le prédire. Cela dépend entièrement de la lutte entre les diverses tendances au sein de la classe ouvrière, de l'expérience des ouvriers eux-mêmes, de la situation mondiale. En tout cas, pour utiliser cette forme nouvelle d'activité dans l'intérêt de la classe ouvrière et pas de l'aristocratie et de la bourgeoisie ouvrière, il n'y a qu'une condition qui soit nécessaire : l'existence d'un parti marxiste révolutionnaire qui étudie avec soin chaque forme d'activité ouvrière, critique toute déviation, éduque et organise les travailleurs, gagne de l'influence dans les syndicats et assure une représentation ouvrière révolutionnaire dans l'industrie nationalisée.

juin 1938

Source

Léon Trotsky, *Œuvres,* t 18, Saint-Martin d'Hères, Institut Léon Trotsky, 1984.

Au sujet du contrôle ouvrier de la production

Léon Trotsky

En réponse à votre question, je veux esquisser ici quelques échanges de vues préliminaires, quelques considérations générales sur le contrôle ouvrier de la production.

La première question qui se pose est celle-ci : peut-on envisager le contrôle ouvrier de la production comme un régime stable, évidemment pas éternel, mais assez long ? Pour répondre à cette question, il faut définir plus clairement la nature de classe d'un tel régime. Les ouvriers ont le contrôle. Cela signifie que la propriété et le droit de commandement restent aux mains des capitalistes. Ainsi, ce régime a un caractère contradictoire se caractérisant à sa manière comme un interrègne économique.

Le contrôle est nécessaire aux ouvriers non dans un but platonique, mais pour influencer pratiquement la production et les opérations commerciales des entreprises. On ne peut y aboutir si le contrôle ne se transforme pas d'une façon ou d'une autre, dans telle ou telle limite, en une gestion directe. Ainsi, dans sa forme élargie, le contrôle ouvrier signifie une sorte de dualité du pouvoir à l'usine, dans les banques, dans les maisons de commerce, etc.

Pour être durable, résistante, «normale», la participation des ouvriers à la direction de la production devrait être basée sur la collaboration de classe et non sur la lutte de classes. Mais une telle collaboration de classe n'est possible qu'entre les sommets des syndicats et les organisations capitalistes. De telles expériences furent nombreuses: en Allemagne (la démocratie économique), en Angleterre (le mondisme), etc. Mais dans tous ces cas il s'agit non pas du contrôle ouvrier sur le capital, mais de la domestication de la bureaucratie ouvrière par le capital. Une telle domestication peut, comme le démontre l'expérience, durer assez longtemps: cela dépend de la patience du prolétariat.

Mais plus on est près de la production, de l'usine, de l'atelier, moins un tel régime est possible, car il s'agit là des intérêts immédiats et vitaux des ouvriers, et tout le processus se déroule sous les yeux mêmes des ouvriers. Le contrôle exercé par les comités d'usine n'est concevable que sur la base d'une lutte de classe, aiguë, et non de la collaboration. Mais cela signifie qu'il y a dualité du pouvoir dans l'entreprise, dans le trust, dans toutes les branches de la production, dans toute l'économie.

Quel régime social correspond au contrôle ouvrier de la production?

Il est clair que le pouvoir n'est pas encore aux mains du prolétariat: car dans ce cas nous aurions non pas le contrôle ouvrier sur la production, mais le contrôle de l'État ouvrier sur la production comme introduction au régime de la production étatique sur la base de la nationalisation. Nous ne parlons ici que du contrôle ouvrier sous le régime capitaliste et le pouvoir de la bourgeoisie. Or, la bourgeoisie, qui se sent bien en selle, ne permettra jamais la dualité du pouvoir dans ses entreprises. Le contrôle ouvrier n'est donc réalisable qu'à la condition d'un changement brutal du rapport des forces au désavantage de la bourgeoisie et de son État. Le contrôle ne peut être imposé que par force à la bourgeoisie par le prolétariat, qui est en voie de lui arracher le pouvoir, et par là même la propriété des moyens de production. Ainsi, le régime du contrôle ouvrier est provisoire, transitoire, par son essence même, et ne pouvant que correspondre à la période de l'ébranlement de l'État bourgeois, de l'offensive du prolétariat, de la retraite de la bourgeoisie: c'est-à-dire à la période de la révolution prolétarienne comprise dans le sens le plus large du mot.

Si le bourgeois n'est plus le patron, c'est-à-dire n'est pas complètement le maître, dans son usine, il s'ensuit qu'il ne l'est pas non plus dans son État.

Cela signifie qu'au régime de la dualité du pouvoir dans les entreprises correspond le régime de la dualité de pouvoir dans l'État.

On ne doit pas cependant comprendre cette relation mécaniquement comme si la dualité du pouvoir à l'usine et dans l'État naissait le même jour. Le régime de la dualité du pouvoir dans sa forme développée comme une des étapes possibles de la révolution prolétarienne dans chaque pays, peut se développer différemment dans chaque pays avec des éléments multiples et divers.

Ainsi, par exemple, dans certaines circonstances (une crise économique profonde, durable, une organisation solide des ouvriers dans les entreprises, une faiblesse relative du parti révolutionnaire, une force relative de l'État ayant en réserve un fascisme fort, etc.) le contrôle ouvrier de la production peut devancer considérablement la dualité du pouvoir politique dans le pays.

Dans les conditions que nous venons d'esquisser à grands traits, conditions particulièrement caractéristiques pour l'Allemagne, la dualité du pouvoir pour le pays peut prendre naissance précisément dans le contrôle ouvrier, comme une de ses sources principales. Il faut s'arrêter sur ce point, rien que pour rejeter le fétichisme de la forme soviétique que les épigones de l'IC ont mis en circulation. Selon l'opinion officielle qui a cours actuellement, la révolution prolétarienne ne peut s'accomplir uniquement qu'à l'aide de soviets, qui ne doivent être constitués que directement en vue de l'insurrection armée. Tout ce schéma ne vaut rien. Les soviets ne sont qu'une forme d'organisation et le problème se résout par le contenu de classe de la politique et non pas par sa forme. En Allemagne, il y eut les soviets d'Ebert-Scheidemann. En Russie, les soviets conciliateurs attaquaient en juillet 1917 les ouvriers et les soldats. Par suite de cela, Lénine pensait un moment que nous réaliserions l'insurrection armée non pas en nous appuyant sur les soviets, mais sur les conseils d'usine... Ce calcul se trouva rejeté par le cours des événements, car nous eûmes le temps en deux mois et demi avant l'insurrection de conquérir les soviets les plus importants. Mais ce seul exemple démontre combien nous étions peu enclins à considérer les soviets comme une panacée. En automne 1923, en opposant à Staline et aux autres la nécessité urgente de passer à l'offensive politique, je luttais en même temps contre la création, en Allemagne, de soviets, par ordre, parallèlement aux conseils d'usines qui, en fait, commençaient à jouer le rôle de soviets.

Beaucoup de faits laissent à penser qu'aussi dans l'actuel essor révolutionnaire, les conseils d'usines pourront, à un certain stade de leur développement, jouer en Allemagne le rôle de soviets et les remplacer. Sur quoi est-ce que je base cette supposition ? Sur l'analyse des conditions dans lesquelles prirent naissance en février-mars 1917 les soviets

en Russie et en novembre 1918 en Allemagne et en Autriche. Là comme ici, les principaux organisateurs des soviets se trouvaient être les mencheviks, les social-démocrates, contraints à cela par les conditions de la révolution «démocratique» durant la guerre. En Russie, les bolcheviks réussirent à enlever les soviets aux conciliateurs. En Allemagne cela n'a pas réussi, et c'est ce qui a déterminé la disparition des soviets.

Actuellement, dans l'année 1931, le mot «soviet» sonne d'une façon toute différente qu'en 1917-1918. Aujourd'hui, il est synonyme de la dictature bolchevique, donc un épouvantail entre les mains de la social-démocratie.

En Allemagne, les social-démocrates ne reprendront non seulement pas pour la deuxième fois l'initiative de créer des soviets ni même de se joindre volontairement à une telle réalisation mais ils la contrecarreront par tous les moyens. Aux yeux de l'État bourgeois et particulièrement de sa garde fasciste, le fait que les communistes se mettront à créer des soviets équivaudra à une déclaration ouverte de guerre civile par le prolétariat et peut en conséquence occasionner un conflit décisif avant que le Parti communiste ne l'eût considéré comme utile lui-même.

Toutes ces considérations nous laissent à douter que l'on réussisse en Allemagne à créer des soviets englobant réellement la majorité des ouvriers, avant l'insurrection et la prise du pouvoir. Il est plus vraisemblable, à mon point de vue, que les soviets naîtront en Allemagne, le lendemain de la victoire, comme étant déjà des organes immédiats du pouvoir.

Le problème des conseils d'usine se pose tout autrement. Ils existent déjà maintenant. Ils sont créés par les communistes et par les social-démocrates. Dans une certaine mesure, les conseils d'usine réalisent l'unité de front de la classe ouvrière. Ils approfondiront et élargiront cette fonction dans la mesure de l'afflux révolutionnaire. Leur rôle grandira, de même que leur immixtion dans la vie de l'usine, de la ville, dans les branches d'industrie, dans les régions et enfin dans l'État. Les congrès provinciaux, régionaux et nationaux des conseils d'usines pourront servir de base à des organes qui en fait, joueront le rôle de soviets, comme organes de la dualité du pouvoir. Entraîner les ouvriers social-démocrates dans ce régime au moyen des conseils d'usine sera beaucoup plus facile que d'appeler les ouvriers à construire des soviets à un jour fixe et à une heure dite.

Le centre des Conseils d'usine d'une ville donnée, peut pleinement jouer le rôle d'un soviet de la ville. On pouvait observer cela en Allemagne déjà en 1923. Élargissant leur fonction, se donnant des tâches de plus en plus hardies, créant leurs organismes nationaux, les

conseils d'usine peuvent se transformer en soviets unissant étroitement les ouvriers social-démocrates, communistes, et servir de point d'appui pour l'insurrection. Après la victoire de tels conseils d'usine-soviets devront inévitablement se départager en conseils d'usine, au sens propre du mot, et en soviets, comme organismes de la dictature prolétarienne.

Nous ne voulons nullement dire par cela que la création des soviets soit, d'avance, totalement exclue en Allemagne, avant la révolution prolétarienne. On ne peut aucunement prévoir toutes les variantes imaginables du développement. Si la décomposition de l'État bourgeois précédait de beaucoup la révolution prolétarienne et que le fascisme se soit brisé et décomposé avant l'insurrection prolétarienne, alors des conditions seraient réalisées pour la création de soviets comme organes de lutte pour le pouvoir. Il est clair qu'en ce cas les communistes auraient, en son temps, étudié la situation et lancé le mot d'ordre des soviets. Cela serait la condition la plus favorable des conditions possibles pour l'insurrection prolétarienne. Si elle se présente il faut l'utiliser jusqu'au bout. Mais on ne peut absolument pas compter dessus à l'avance. Dans la mesure où les communistes sont contraints de compter avec un appareil étatique suffisamment fort de la bourgeoisie et avec l'armée de réserve du fascisme qui se cache derrière son dos, la voie à travers les conseils d'usine apparaît beaucoup plus vraisemblable que celle des soviets.

Les épigones ont d'une manière toute mécanique ancré l'idée que le contrôle ouvrier sur la production, de même que les soviets, ne sont réalisables que dans des conditions révolutionnaires. Si les staliniens tentaient de faire de leurs préjugés un système conséquent, ils raisonneraient sans doute de la manière suivante : le contrôle ouvrier comme une sorte de dualité de pouvoir économique n'est pas concevable sans dualité du pouvoir dans le pays, qui à son tour ne peut se présenter sans opposer des soviets au pouvoir bourgeois ; en conséquence, diront les staliniens, le mot d'ordre de contrôle sur la production ne peut être lancé qu'en même temps que le mot d'ordre des soviets.

Il est évident d'après ce qui vient d'être dit plus haut, qu'une telle construction est fausse, schématique, irréelle. Pratiquement, elle se transforme en une sorte d'ultimatum, que le Parti pose aux ouvriers : Moi, Parti, je ne vous permets de lutter pour le contrôle ouvrier qu'à la condition que vous soyez d'accord pour construire des soviets. Mais, et cela est toute la question, ces processus ne doivent pas obligatoirement être parallèles et simultanés. Sous l'influence de la crise, du chômage et des combinaisons de rapines des capitalistes, la classe ouvrière peut, dans sa majorité, se trouver prête à combattre pour l'anéantissement des secrets commerciaux, et pour le contrôle des banques, du commerce et

de la production avant qu'elle n'arrive à la conviction de la nécessité de la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Engagé sur la voie du contrôle de la production, le prolétariat sera inévitablement poussé à la prise du pouvoir et des moyens de production. Les problèmes du crédit, des matières premières, du marché amènent sans retard la question du contrôle en dehors des limites des entreprises isolées. Dans un pays si hautement industrialisé que l'Allemagne, les seuls problèmes de l'exportation et de l'importation doivent immédiatement élever le contrôle ouvrier jusqu'aux tâches générales de l'État et opposer les organismes centraux du contrôle ouvrier aux organes officiels de l'État bourgeois. Les contradictions du régime inconciliables, par leur essence même, avec le contrôle ouvrier s'aiguiseront inévitablement avec l'élargissement de sa base et de ses tâches, et deviendront à bref délai insupportables. L'issue à ces contradictions peut être trouvée ou bien dans la prise du pouvoir par le prolétariat (Russie), ou bien dans la contrerévolution fasciste, instituant une dictature ouverte du capital (Italie).

En Allemagne, précisément, avec sa forte social-démocratie, la lutte pour le contrôle ouvrier sur la production sera, selon toute vraisemblance la première étape du front unique révolutionnaire des ouvriers, précédant leur lutte ouverte pour le pouvoir.

Peut-on cependant lancer aujourd'hui même le mot d'ordre du contrôle ouvrier ? La « maturité » de la situation révolutionnaire est-elle suffisante pour cela ? Il est difficile de répondre à cette question de loin. Il n'est pas de mesure qui permette de juger d'un seul coup et sans erreur le degré de la situation révolutionnaire. On est forcé de la mesurer dans l'action, dans la lutte, à l'aide d'instruments les plus variés... L'un de ces instruments et peut-être l'un des plus importants dans la situation actuelle est justement le mot d'ordre du contrôle ouvrier de la production.

L'importance de ce mot d'ordre réside avant tout, en ceci que sur sa base on peut réaliser le front unique des ouvriers communistes, social-démocrates, sans-partis, catholiques, etc.

L'attitude des ouvriers social-démocrates est d'une importance décisive. Le front unique des communistes et des social-démocrates c'est là précisément la condition politique fondamentale qui manque en Allemagne pour une situation révolutionnaire immédiate. La présence d'un fascisme solide est évidemment un obstacle sérieux à la victoire. Mais le fascisme ne peut conserver une force attractive que dans des conditions où les forces du prolétariat sont dispersées et faibles, ce qui prive ce dernier de la possibilité de conduire le peuple allemand sur le

chemin de la révolution victorieuse. Le front unique révolutionnaire de la classe ouvrière est déjà en soi un coup politique mortel porté au fascisme.

Voilà pourquoi, disons-le en passant, la politique de la direction du PC allemand dans la question du plébiscite a un caractère particulièrement criminel. L'ennemi le plus perfide n'aurait pu inventer un moyen plus sûr pour opposer les ouvriers social-démocrates au parti communiste et entraver le développement de la politique du front unique du prolétariat.

Il faut maintenant réparer cette erreur. Le mot d'ordre du contrôle ouvrier peut beaucoup y contribuer. Mais il faut l'aborder d'une façon juste. Lancé sans aucune préparation sur un ordre bureaucratique, le mot d'ordre du contrôle ouvrier peut être non seulement un coup manqué, mais aussi compromettre encore plus le parti aux yeux de la masse et miner la confiance des ouvriers qui aujourd'hui votent pour lui. Avant de mettre en avant publiquement ce mot d'ordre de combat d'une importante responsabilité, il faut bien tâter la situation et préparer le terrain.

Il faut commencer par en bas, à l'usine, à l'atelier. Il faut vérifier et essayer les problèmes du contrôle ouvrier sur l'exemple de quelques entreprises industrielles bancaires et commerciales typiques. Il faut prendre pour point de départ des cas particulièrement probants de spéculation, de lock-out voilé, de diminution frauduleuse de profit ayant pour but une diminution de salaire, ou d'une augmentation frauduleuse du prix de revient ayant le même but, etc. Dans les entreprises qui sont victimes de machinations de cette sorte, il faut, par l'intermédiaire des ouvriers communistes, tâter le pouls de l'état d'esprit de la masse ouvrière retardataire, et avant tout des ouvriers social-démocrates. À savoir dans quelle mesure ils sont prêts à répondre à la revendication d'abolir le secret commercial, et à établir le contrôle ouvrier sur la production.

Il faut commencer par poser le problème sur son plan purement technique en se servant des exemples, particuliers les plus probants, mener une propagande opiniâtre, pour mesurer ainsi la force de résistance du conservatisme social-démocrate. C'est là un des moyens les meilleurs pour juger dans quelle mesure la situation révolutionnaire a «mûri».

Ce tâtonnement préalable du terrain présuppose en même temps, de la part du Parti, un approfondissement de la question tant du point de vue théorique que du point de vue de la propagande. Le Parti doit instruire de façon sérieuse et pratique les ouvriers avancés et avant tout les membres des comités d'usine, les militants syndicaux en vue, etc.

Ce n'est que la marche de tout ce travail de préparation qui peut, dans la mesure de ses succès, indiquer à quel moment le parti peut d'une position purement propagandiste passer à une agitation ouverte et à des actions pratiques immédiates sous le mot d'ordre du contrôle ouvrier.

La politique de l'opposition de gauche dans cette question découle assez clairement, tout au moins dans ses traits fondamentaux, de ce qui a été dit plus haut. Il s'agit pour commencer, de la *propagande* pour une juste compréhension principielle du problème et en même temps de l'*étude* des conditions concrètes de lutte pour le contrôle ouvrier.

L'opposition doit, à l'échelle réduite et dans les limites modestes qui correspondent à ses forces, commencer ce travail de préparation qui est caractérisé plus haut, comme étant une des tâches immédiates du parti. En rapport avec ces tâches l'opposition doit chercher des liaisons avec les communistes militant dans les conseils d'usine et les syndicats, leur expliquer notre compréhension de la situation générale et apprendre par eux comment appliquer notre juste compréhension du développement de la révolution, aux conditions concrètes de l'usine et de l'atelier.

P. S. Je voulais terminer sur ce point, mais il me vient à l'idée que les staliniens peuvent nous faire l'objection suivante : Vous êtes prêts « à retirer » pour l'Allemagne le mot d'ordre des soviets, mais vous nous avez critiqués et accusé âprement parce que nous nous sommes refusés, en son temps, à lancer le mot d'ordre des soviets en Chine.

En réalité une telle « objection » n'est qu'un sophisme des plus bas, fondé sur le même fétichisme d'organisation, c'est-à-dire sur l'identification de la nature de classe avec la forme d'organisation. Si les staliniens avaient déclaré en son temps, qu'en Chine il y a eu des raisons qui empêchaient l'instauration de la forme soviétique, et s'ils avaient proposé une autre forme d'organisation de l'unité de front révolutionnaire de la masse, plus adéquate aux conditions chinoises, nous aurions, bien entendu, prêté à cette proposition toute l'attention nécessaire. Mais on nous a proposé de remplacer les soviets par le Kuomintang, autrement dit d'asservir les ouvriers aux capitalistes. Il s'agissait dans notre discussion de la nature de classe de l'organisation, et nullement de sa « technique » organisationnelle. Mais il faut ajouter à cela que précisément en Chine, il n'y avait aucun empêchement subjectif à la construction de soviets, si on a en vue la conscience des masses, et non les alliés d'alors des staliniens : Chang kai Chek et Wan Tin Wei. Il n'y a aucune tradition social-démocrate et conservatrice chez les ouvriers chinois. L'enthousiasme pour l'Union soviétique était vraiment sans partage. Même l'actuel mouvement paysan en Chine tend à prendre

des formes soviétiques. La tendance des masses pour les soviets était d'autant plus forte en 1925-1927.

20 août 1931

Source
www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1931/08/lt19310820c.htm

Le potentiel libérateur des coopératives syndicales

Carmen Huertas-Noble, Missy Risser-Lovings et Christopher Adams

En cette période de Covid-19 et de crise économique qui affecte de manière disproportionnée les communautés BIPOC [Noir·es, autochtones et personnes de couleur], beaucoup réalisent que nous avons besoin d'une économie inclusive et ancrée dans la solidarité pour atteindre une justice économique transformatrice. Une économie basée sur la solidarité doit inclure des alternatives aux entreprises capitalistes, telles que les coopératives de travailleur·euses et les coopératives de travailleur·euses syndiqués («coopératives syndicales»)[1].

Les coopératives syndicales peuvent remédier à de nombreux préjudices auxquels les travailleur·euses sont confrontés aujourd'hui. Les coopératives syndicales offrent une alternative à nos entreprises/systèmes capitalistes, qui, à la base, sont conçues pour exploiter le travail et créer une dynamique de pouvoir qui laisse trop de travailleur·euses, en particulier les travailleur·euses BIPOC, soumis à des abus permanents sur le lieu de travail – y compris des salaires de misère, la rétention de salaire et des conditions de travail dangereuses.

Les coopératives syndicales transfèrent le pouvoir économique et politique aux travailleur·euses et aux communautés dans lesquelles ils elles vivent en offrant aux travailleur·euses-propriétaires la possibilité non seulement de partager les bénéfices mais aussi de participer démocratiquement à la gouvernance du lieu de travail. Cependant, la propriété seule ne suffit pas. La manière dont nous possédons doit également être différente. Nous ne pouvons pas simplement reproduire le statu quo ; nous devons redéfinir les systèmes qui organisent la production, la

1. Pour plus d'informations sur les coopératives syndicales, voir Carmen Huertas-Noble, « Worker-Owned and Unionized Worker-Owned Cooperatives : Two Tools to Address Income Inequality », *Clinical Law Review,* n° 2, 8 mars 2016.

distribution et la reproduction[1] de nos besoins et de nos désirs, ainsi que la manière dont ils sont satisfaits.

Pour obtenir une part équitable des bénéfices économiques de ce qu'ils et elles produisent et pour faire face aux diverses crises auxquelles trop de communautés sont confrontées, telles que l'insécurité alimentaire, la mauvaise santé et la pauvreté, les travailleur·euses doivent contrôler le pouvoir politique global des entreprises qui constituent le cœur de notre économie politique. Puisque le pouvoir de contrôler une entreprise est basé sur la possession de titres d'actions, les travailleur·euses doivent contrôler ces actions. Les coopératives de travail et les coopératives syndicales offrent cette possibilité[2].

La façon dont nous valorisons le travail doit également être différente. Nous devons considérer la main-d'œuvre non pas comme une simple dépense, mais comme créatrice de richesse. Même si l'économie se redresse, nous constatons que de nombreuses entreprises continuent d'exploiter leurs travailleur·euses, alors que ces derniers sont principalement ceux et celles qui ont été jugé·es essentiel·les pendant cette pandémie et qui ont été ou sont une bouée de sauvetage pour tous et toutes. Ces entreprises prétendent qu'il y a maintenant une pénurie de main-d'œuvre parce que certain·es de ceux qui ont droit au chômage (ce qui ne comprend pas tous les travailleur·euses)[3] ont choisi de ne pas reprendre certains emplois en raison de leur faible rémunération[4].

Pour être clair, ce n'est pas parce que le chômage est trop élevé. C'est parce que ces entreprises versent des salaires de misère qui ont été normalisés depuis trop longtemps ; des salaires de misère que le gouvernement doit compléter par le biais de divers programmes, notamment le programme d'aide alimentaire supplémentaire (SNAP) et Medicaid. L'ironie de la chose est que ces mêmes entreprises qui se plaignent des travailleur·euses recevant une aide gouvernementale ont elles-mêmes reçu une aide gouvernementale directe par le biais de ce que l'on

1. Plus précisément, la reproduction sociale. David Harvey et Cindi Katz, « Reproduction sociale. Partie 1 », *Chroniques anticapitalistes.*

2. Chris Adams, Carmen Huertas-Noble, et Melissa Risser, « Scaling worker cooperatives as an economic justice tool for communities in crises », dans Ray Brescia et Eric K. Stern (éd.), *Lawyering Through Crisis : Understanding the Professional Role of Lawyers as Leaders and Problem Solvers,* New York, NYU Press, 2021, p. 233.

3. Par exemple, les travailleurs sans papiers ne sont généralement pas couverts par l'assurance chômage. De plus, les employés couverts doivent répondre à plusieurs critères pour avoir droit à l'assurance, et les demandes peuvent être facilement contestées par les employeurs. Voir : Département du travail, *Before You Apply for Unemployment Benefits,* Albany, État de New York, 8 juillet 2021.

4. C'est une façon bizarre d'envisager le problème. Voir Steve Dubb, « GOP Governors find a new way to harm workers », *NPQ,* 2 juin 2021.

appelle le «Paycheck Protection Program[1]», des prêts qui étaient/sont substantiels.

Ce n'est pas par hasard que les lieux de travail capitalistes exploitent les BIPOC et les autres communautés marginalisées. En fait, le système a été créé et est maintenu par la violence et l'oppression, tout cela au nom de l'accumulation et de la thésaurisation de la richesse et du pouvoir pour une minorité au détriment de la majorité.

Le capitalisme est une affaire d'extraction et d'altération. Les Afro-Américain·es sont passé·es du statut de capital dont les corps et le travail ont été volés par les esclavagistes suprématistes blancs à celui de travailleur·euses exploités dont le travail, bien qu'ils et elles aient contribué à la richesse de ce pays, est considéré comme une dépense à minimiser. Nous devons tenir compte de cette histoire et de la manière dont elle a façonné notre économie afin de réparer et d'avancer vers une économie solidaire qui aide les communautés BIPOC non seulement à survivre mais à prospérer.

Pourquoi syndiquer les coopératives de travail associé

Bien qu'on soit loin du pic de syndicalisation de 35 % atteint dans les années 1950[2], en 2020, le taux de syndicalisation des travailleur·euses était de 10,8 %; les membres syndiqué·es à temps plein avaient un salaire hebdomadaire médian de 1 144 dollars en 2020, contre 958 dollars pour les non-syndiqués[3]. Et notamment, malgré l'histoire raciste des syndicats, la syndicalisation est plus importante parmi les travailleur·euses noir[4]. Nous avons besoin d'une économie centrée sur l'humanité et l'équité. Les coopératives syndicales peuvent aider les travailleur·euses à créer des emplois stables et bien rémunérés et, surtout, à corriger et à prévenir certaines des conditions économiques oppressives auxquelles sont trop souvent confrontées de nombreux BIPOC et autres communautés marginalisées.

Les coopératives syndicales peuvent aider les travailleur·euses à obtenir des structures salariales équitables, une participation aux bénéfices, une gouvernance démocratique sur le lieu de travail et une circulation

1. Lydia DePillis, «This company got a $10 million PPP loan, then closed its plant and moved manufacturing jobs to Mexico», *ProPublica,* 30 juin 2021.
2. Drew DeSilver, «American unions membership declines as public support fluctuates», *Pew Research Center,* 20 février 2014.
3. Bureau of Labor Statistics, US Department of Labor, «News release: Union member-2020», 22 janvier 2021.
4. Shamed Dogan, «Unions ignore long history of excluding minorities from jobs», *St. Louis Post-Dispatch,* 13 novembre 2017.

locale des bénéfices. L'objectif est de créer non seulement une richesse personnelle mais aussi une richesse communautaire.

Les coopératives donnent également la priorité au souci de la communauté et de la solidarité des travailleur·euses. Par exemple, au plus fort de la pandémie en 2020, une coopérative de travailleur·euses de Caroline du Nord a réorienté sa production pour créer des équipements de protection individuelle (EPI) pour les travailleur·euses médicaux, y compris les travailleur·euses-propriétaires de la plus grande coopérative de travailleur·euses des États-Unis, Cooperative Home Care Associates (CHCA)[1]. La CHCA, située dans le Bronx, est également syndiquée. Fondée en 1985, CHCA compte environ 1 100 membres, dont la plupart sont des BIPOC, et réalise un chiffre d'affaires annuel de plus de 60 millions de dollars.

Structurellement, les coopératives de travail associé protègent les intérêts des travailleur·euses en tant que travailleur·euses, indépendamment de leurs intérêts en tant que propriétaires. Étant donné que les coopératives de travail associé existent dans un contexte de néolibéralisme mondial, les travailleur·euses-managers subissent des pressions pour privilégier le profit au détriment d'un environnement de travail de meilleure qualité. Les séances de négociation peuvent aider à garantir que les besoins des travailleur·euses-propriétaires en tant que travailleur·euses sont au centre et que les problèmes de l'atelier sont traités.

De plus, étant donné la grande expérience des syndicats dans la gestion des procédures de règlement des griefs, les coopératives syndicales offrent aux travailleur·euses un environnement plus stable pour régler les différends, au lieu de laisser les pressions s'accumuler à l'interne sans aucun mécanisme de règlement.

Les réseaux syndicaux, qui s'étendent bien au-delà du lieu de travail d'une seule coopérative de travailleur·euses, peuvent contribuer à définir des normes industrielles et à plaider pour des changements de politique. Non seulement cela profite à la viabilité économique de la coopérative, mais cela relie également les coopératives à des mouvements plus larges pour la justice économique. Les syndicats offrent également aux coopératives de travailleur·euses l'accès à des avantages collectifs, notamment une assurance maladie et des plans de retraite. Les fonds de formation et d'éducation des syndicats peuvent aider à former les membres des coopératives à la résolution des conflits, aux compétences spécifiques à l'industrie, à la gouvernance et à la gestion démocratiques.

1. Steve Dubb, «Masks, mutual aid, and our broken supply chains: A North Carolina Story,», *NPQ*, 13 avril 2020.

Les syndicats peuvent également fournir une aide à la recherche et un soutien juridique.

Le soutien des syndicats aux coopératives

Depuis le 19e siècle, les syndicats ont, à un certain niveau, incubé des coopératives et se sont associés à elles. Par exemple, le soutien aux coopératives de travailleur·euses était au cœur de la stratégie des Chevaliers du travail[1]. Non seulement les coopératives fournissaient un emploi alternatif aux travailleur·euses pendant les grèves, mais les coopératives représentaient un rejet de «l'esclavage salarial» du capitalisme industriel. Cependant, alors que les syndicats acceptaient de plus en plus le système salarial capitaliste, les coopératives ont perdu la faveur des travailleur·euses[2].

En raison du scepticisme historique de certains syndicats à l'égard de l'actionnariat salarié, compte tenu de leur expérience des plans d'actionnariat salarié (ESOP), de nombreux syndicats explorent aujourd'hui le potentiel des coopératives syndicales en tant que modèles de justice économique. Les coopératives syndicales offrent aux syndicats la possibilité de renforcer leur base, en particulier dans les secteurs qui ont toujours été difficiles à organiser, comme le travail à domicile, qui est en grande partie effectué par les travailleur·euses BIPOC, le travail effectué par des immigrants sans autorisation de travail, ou le travail des entrepreneurs indépendants. Les coopératives syndicales peuvent également contribuer à lutter contre la dégradation des conditions de travail dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui, marquée par l'externalisation. Les coopératives syndicales peuvent également être en synergie avec le modèle d'autogestion des travailleur·euses de certains syndicats.

Le rôle des organisations à but non lucratif dans le développement des coopératives

Les organisations à but non lucratif peuvent jouer un rôle similaire et complémentaire à celui des syndicats dans le développement de coopératives syndicales, ou plus généralement d'entreprises commerciales démocratiquement responsables. Selon un cadre analytique appelé «théorie des parties prenantes», «les entreprises existent pour les groupes qui font de l'entreprise une "affaire en marche" – c'est-à-dire

1. Kevin Vazquez, «Union-Coops: Updating an old idea for modern needs», *On Labor,* 15 février 2021.
2. Eric Nirnbach, «Unions and Worker Co-ops, Old Allies, Are Joining Forces Again», *Labor Notes*, 5 septembre 2017.

avec les groupes qui font partie du schéma coopératif qui permet à une entreprise de voir le jour et de réussir au fil du temps[1] ».

Un rapport de janvier 2021 de l'Office of the Surgeon General des États-Unis constate que « les entreprises parties prenantes… celles qui ont mis en œuvre les principes de la théorie des parties prenantes… ont tendance à obtenir de meilleurs résultats commerciaux, notamment une plus grande innovation et des bénéfices plus élevés[2] » par rapport aux entreprises non parties prenantes. Plus important que les avantages pécuniaires dérivés de l'approche de la gouvernance d'entreprise basée sur la théorie des parties prenantes, il y a la simple question de l'injustice sous-jacente au fait que « pratiquement toutes les réalisations de l'ère moderne ont été oblitérées par des différences marquées entre ceux qui en bénéficient et ceux qui n'en bénéficient pas… mais une vaste quantité de potentiel humain reste inexploitée et pourrait contribuer à l'inclusion totale et équitable de chacun en Amérique[3] ».

Le rapport décrit les moyens par lesquels les organismes sans but lucratif peuvent contribuer au développement des conditions nécessaires à la création et à la prospérité des coopératives syndicales. Par exemple, une fiducie foncière communautaire retire des biens immobiliers du marché en limitant leur utilisation dans un but précis pour une communauté spécifique – une entreprise contrôlée démocratiquement, par exemple. La fin de la menace constante de voir disparaître une entreprise en raison des forces coercitives du marché contribue à améliorer la santé des travailleur·euses-propriétaires de la communauté. Les institutions financières de développement communautaire (CDFI) peuvent également participer au développement économique coopératif en fournissant des aides financières, des services d'assistance technique. Les services offerts par une CDFI peuvent inclure une assistance

1. Le concept de parties prenantes dans les entreprises est apparu dans les années 1960 et 1970 et a gagné en importance dans les années 1980 et 1990 après la publication initiale en 1984 de *Strategic Management : A Stakeholder Approach de R. Edward Freeman,* US Department of Health and Human Services, Office of Surgeon General, Community Health and Economic Prosperity Engaging Businesses as Stewards and Stakeholders-A Report of the Surgeon General (Atlanta, : US Department of Health and Human Services, Centers for Disease Control and Prevention, Office of the Associate Director for Policy and Strategy, 2021), chap. 3, « The meaning, purpose, and opportunity of business in 21st Century America, Key Takeaways », p. 48.

2. US Department of Health and Human Services, Community Health & Economic Prosperity, Washington, HHS, 2021, p. 51.

3. US Department of Health and Human Services, Community Health & Economic Prosperity, Washington, HHS, 2021, chap. 7, « A Way Forward for Community Health & Economic Prosperity », p. 132.

technique pour le développement de structures de gouvernance et de fonctionnement démocratiquement responsables.

Les organisations à but non lucratif peuvent apporter leur soutien en matière de comptabilité, de facturation et d'autres tâches administratives de «back-office» aux organisations qui démarrent ou qui passent à la propriété coopérative avec un plan clair de transfert de ces responsabilités à la coopérative. Les entreprises sociales à but non lucratif et les fournisseurs de services peuvent également jouer un rôle important dans la résolution des conflits entre les membres d'une coopérative. Idéalement, une coopérative, surtout lorsque ses membres réunissent le capital social nécessaire à un fonctionnement efficace, devrait avoir accès à un tiers neutre pour faciliter les discussions entre les membres ayant des intérêts conflictuels, réels ou perçus. Étant donné la nature sociale du travail de nombreux organismes sans but lucratif axés sur les services, la résolution des conflits peut être un rôle clé qu'ils peuvent jouer.

Les entités publiques, les organismes à but non lucratif et les sous-traitants qui administrent et dispensent des programmes de développement de la main-d'œuvre peuvent inclure les processus démocratiques dans le cadre d'un programme de formation. Les institutions à but non lucratif, comme les universités et les hôpitaux, peuvent utiliser leur pouvoir d'achat en tant que consommateurs pour favoriser les organisations qui sont déjà des coopératives de travail ou qui développent la capacité de fonctionner en coopérative en responsabilité démocratique.

Un objectif encore plus ambitieux, surtout pour les institutions sans but lucratif, pourrait être de se regarder et d'envisager ce à quoi pourrait ressembler une transition vers une coopérative syndicale sur cinq, dix ou même cinquante ans[1]. Par exemple, les établissements d'enseignement, en tant que générateurs de connaissances, et moteurs de l'innovation, emploient les méthodes et les habitudes hiérarchiques et de la soumission au sein de leurs propres structures de gouvernance d'une manière qui n'est pas différente des entreprises à but lucratif[2]. Qu'il existe ou non des relations de cause à effet bien identifiées entre les pratiques administratives des établissements d'enseignement et les pratiques économiques externes, l'absence d'opportunités significatives de pratiquer la démocratie au sein d'un établissement est certainement plus susceptible d'entraîner une absence de démocratie à l'extérieur de l'établissement que de créer les conditions de son émergence.

1. Voir Chao Guo, «The road less traveled: Establishing the link between nonprofit governance and democracy», *NPQ*, 28 mai 2019.
2. Duncan Kennedy, «Legal education and the reproduction of hierarchy», n° 32 *Legal Educ.* 591 (1982).

Conclusion

Les coopératives de travail associé syndiquées ne sont pas une panacée, mais elles offrent des lieux de travail qui pratiquent une réelle démocratie au quotidien. Pour cette raison, elles peuvent servir de modèles pour construire un mouvement significatif en faveur de la démocratie économique et de la justice économique et sociale transformatrice. Entre-temps, elles offrent également la possibilité de s'attaquer à l'inégalité et à l'insécurité économiques, en particulier pour les personnes qui sont confrontées à des obstacles à l'obtention d'emplois sûrs et stables, comme les BIPOC, les immigrants, la communauté LGBTQ+ et les personnes qui ont été incarcérées[1].

Les organisations à but non lucratif peuvent être des partenaires communautaires essentiels pour aider à développer le mouvement des coopératives syndicales en fournissant les ressources nécessaires, notamment en sensibilisant au modèle, en réunissant les parties prenantes et le financement, et en aidant à construire l'infrastructure d'un écosystème coopératif robuste.

14 juillet 2021

Source

https://nonprofitquarterly.org

Quel rôle pour les syndicats dans la période de transition ?[2]

Thèses de l'Opposition ouvrière

Depuis quelques années des syndicats (CGT et Solidaires) soutiennent, face aux licenciements, la reprise d'entreprises par ses salarié·es sous de forme de coopérative. Les syndicats doivent-ils favoriser ces expériences d'autogestion ou en rester à leur fonction de défense des intérêts immédiats des travailleur·euses ? Nous publions un texte de l'Opposition ouvrière, tendance oppositionnelle dans le Parti bolchevique, animée notamment par Alexandre Chliapnikov et par Alexandra Kollontaï, qui pose plus généralement le problème du rôle des syndicats dans

1. Pour en savoir plus, voir Adams, Huertas-Noble et Risser, « Scaling worker cooperatives as an economic justice tool for communities in crises », notamment la p. 234.
2. Titre de la rédaction de l'*Encyclopédie*.

la période de transition. Au-delà des circonstances historiques particulières dans lesquelles s'inscrit cette contribution, la question plus générale du rôle du syndicalisme dans la gestion de l'entreprise autogérée est posée et cette contribution nourrit un débat toujours d'actualité.

Situation générale

1. Les résolutions des congrès panrusses des syndicats ont clairement fixé le rôle et les tâches des syndicats à notre époque de transition. Le premier congrès panrusse des syndicats qui s'est tenu en janvier 1918 a ainsi défini leurs tâches :

> Actuellement les syndicats doivent axer leur travail sur les problèmes de l'organisation économique. Les syndicats, en tant qu'organismes de classe du prolétariat établis sur le «principe de la production» doivent organiser la production et relever les forces détruites du pays.

Le deuxième congrès a affirmé en février 1919 que «les syndicats, lors de leur travail commun avec les soviets dans le domaine du renforcement et de l'organisation de l'économie, sont passés du stade du contrôle de la production à celui de son organisation et ont pris une part active aussi bien à la gestion d'entreprises particulières qu'à la direction de toute la vie économique du pays». La fin de cette résolution conclut :

> Par leur activité directe dans tous les domaines du travail soviétique, par le fait qu'ils peuvent donner naissance à des organismes d'État, les syndicats doivent éduquer aussi bien leurs propres organisations que les masses ouvrières ; ils doivent les préparer non seulement à la gestion de la production mais aussi à la direction de l'appareil d'État.

Le troisième congrès qui a eu lieu en avril 1920 a formellement confirmé les principales décisions des deux congrès précédents ; il a donné une série d'indications et de recommandations concrètes aux syndicats sur la façon dont ils doivent participer à l'organisation de l'économie et il a réduit le nombre des problèmes fixés par les résolutions des premier et deuxième congrès. Le programme du Parti communiste russe, accepté lors du 8e congrès du Parti en mars 1919, a défini de façon particulièrement nette les tâches concrètes des syndicats.

La section «économie» du programme du PCR contient dans son point 5 les mots suivants :

> L'appareil organisationnel de l'industrie spécialisée doit s'appuyer en premier lieu sur les syndicats. [...] Ceux-ci, qui font déjà partie,

> conformément aux lois de la République soviétique et à la pratique qui s'est instaurée, de tous les organismes centraux et locaux de gestion de l'industrie, doivent parvenir à concentrer en leur pouvoir la gestion de l'économie dans son ensemble.

Les problèmes de la construction économique ayant remplacé ceux de la guerre et les méthodes militaires de travail s'étant muées en procédés démocratiques, une crise est apparue dans les syndicats ; elle s'exprime par le fossé séparant le travail quotidien des syndicats des tâches fixées par les résolutions des congrès et confirmées par le programme du Parti. Lors des deux dernières années, la pratique des organismes du Parti et de ceux de l'État a été de diminuer systématiquement le travail des syndicats et de réduire pratiquement à zéro l'influence des syndicats ouvriers dans l'État soviétique. Le rôle des syndicats dans l'organisation et la gestion de la production a été ravalé à celui d'un bureau d'information, ou de placement des travailleurs aux postes administratifs ; il n'existe aucune coordination entre les organismes d'État et les syndicats ; les organisations du Parti sont débordées par les conflits. Un aperçu de la situation de la presse syndicale donne une bonne illustration de la position des syndicats eux-mêmes. Les syndicats ne possèdent encore ni papier ni presse à imprimer. Les revues des syndicats les plus puissants sortent avec plusieurs mois de retard. Les imprimeries d'État font toujours passer en dernier le travail des syndicats.

Cet affaiblissement du rôle et de la signification des syndicats se produit au moment où l'expérience des trois dernières années de la révolution prolétarienne prouve qu'ils ont totalement suivi, et avec conséquence, une ligne communiste, qu'ils ont attiré de nombreux ouvriers sans parti, où il est clair pour tous que la réalisation du programme du PCR dans notre pays (dont la population est composée en majorité de petits producteurs) exige une organisation de masse, solide, pourvue d'autorité et accessible pour de larges couches du prolétariat. La réduction de la signification et du rôle concret des syndicats en Russie soviétique signifie l'apparition d'une haine de classe dirigée contre le prolétariat qui doit être immédiatement éliminée.

Tâches immédiates et activité des syndicats

Pour la première fois est donnée à la République des travailleurs la possibilité réelle de connaître un moment de «répit», d'abandonner la sanglante lutte armée contre la contre-révolution interne et souterraine, contre l'impérialisme mondial, et de concentrer toutes les forces du pays afin de surmonter la ruine économique et de relever le potentiel producteur. L'expérience de quatre années de révolution et de trois

années et demie de lutte et de construction soviétiques enseigne que la réalisation des tâches posées n'a été réussie que dans la mesure où de larges couches des masses ouvrières ont participé à leur mise en pratique. Nous devons prendre cette expérience en considération et nous devons agir de telle sorte que les masses ouvrières soient directement concernées par la gestion de l'économie.

Une victoire sur la désorganisation économique – c'est-à-dire le relèvement des forces productives de notre pays – n'est possible que si un changement profond du système existant et des procédés d'organisation et de gestion de l'économie est effectué. Le système qui consiste à s'appuyer sur une machine bureaucratique encombrante pour rétablir l'économie empêche toute initiative créatrice de la part des producteurs organisés dans les syndicats. Une certaine dualité dans la gestion de l'économie a été introduite du fait que les fonctionnaires, les personnes nommées d'office, des spécialistes douteux mènent la politique économique de façon bureaucratique sans faire appel aux producteurs organisés ; des conflits constants sont ainsi engendrés entre les comités d'usine et leurs directions, entre les syndicats et les organisations économiques. Toutes les conditions créées par ce système freinent l'apparition d'enthousiasme pour la production chez les masses laborieuses et constituent un obstacle à leur participation active et systématique à la lutte contre la désorganisation économique. Il faut donc définitivement modifier cette situation.

Actuellement se fait jour en Union soviétique une tendance à ne pas mettre en pratique les résolutions du programme du Parti relatives au rôle et aux tâches des syndicats ; ceci témoigne du fait qu'il n'existe aucune confiance réelle dans les forces de la classe ouvrière. Les éléments de l'avant-garde consciente de la classe ouvrière, les communistes organisés, doivent énergiquement s'efforcer de surmonter ce manque de confiance et d'éliminer la routine bureaucratique dans le Parti. Les syndicats ont expliqué à la majorité des producteurs que la défense réelle de leurs intérêts de classe à notre époque réside dans la victoire sur la désorganisation économique et dans le redressement des forces productives de la république, ce qui impose la suppression du système actuel ; en fait l'existence même de la classe ouvrière de notre pays dépend du succès de la réalisation des tâches économiques. L'approche bureaucratique des problèmes de la reconstruction économique ne permet pas d'obtenir les résultats maximums dans la production, ce qui provoque discorde, manque de confiance et démoralisation dans les rangs des ouvriers.

La situation économique difficile de notre pays, caractérisée par la pénurie de métaux, de combustibles, l'insuffisance d'équipements de toutes sortes et de matières premières, exige que des mesures soient rapidement prises afin d'éloigner la catastrophe menaçante. Afin de relever la productivité, il paraît capital de mener dans les organisations ouvrières une politique économique fidèle à la ligne des syndicats et des unions de production, et de leur accorder une influence décisive dans les organismes économiques d'État chargés d'assurer le rassemblement et la répartition des moyens matériels du pays. La direction de l'économie apparaît être en même temps le gouvernement des masses ouvrières. L'organisation et la gestion de l'économie par les unions de production permettent d'établir une direction unique et de supprimer les antagonismes entre les masses ouvrières et les spécialistes ; théoriciens et praticiens disposent ainsi d'une grande liberté pour organiser et administrer leurs secteurs.

Les unions professionnelles et les unions de production constituent le noyau d'une organisation économique collectiviste ; elles sont établies sur la base de la démocratie ouvrière, du principe de l'élection et de la responsabilité de tous les organes à tous les échelons. Lors de leur existence, les syndicats ont acquis suffisamment d'expérience et formé de nombreuses personnes douées de capacités et de talents administratifs et économiques. Des « ouvriers-managers » dirigent des branches entières de l'économie : industrie militaire, constructions mécaniques, métallurgie. Des organisations collégiales ou de simples « ouvriers-managers » s'occupent de plusieurs centaines d'entreprises industrielles complexes. Mais les dirigeants de ces entreprises, tout en étant les représentants des syndicats et des organismes économiques, ne sont responsables que devant ces derniers et non devant les organismes qui les ont nommés. Les syndicats ne peuvent même pas leur demander des comptes. Ce phénomène serait supprimé par l'union dans les syndicats de la direction et de la base.

Il est absolument indispensable d'abandonner le système actuel de gestion bureaucratique coupée de l'initiative des masses laborieuses ; il faut commencer par renforcer les cellules de base des syndicats et des unions de production (comités ouvriers de fabrique et d'usine) en leur fixant comme but de se préparer à la gestion directe de l'économie : ainsi pourrait être réalisé avec succès le passage du stade actuel de la collaboration passive avec les organismes économiques à celui de la participation active, consciente et créatrice à la direction de toute la vie économique du pays. Pour accélérer ce passage, il est nécessaire de prendre les mesures suivantes :

- procéder à une délimitation précise entre les différents syndicats selon les types de production ;
- renforcer les moyens techniques, matériels et humains des syndicats afin de les rendre capables de remplir leurs nouvelles tâches ;
- choisir les ouvriers des syndicats et des comités ouvriers en fonction de leurs capacités à résoudre les problèmes concrets des syndicats. Il revient à la base, sous le contrôle des syndicats, d'effectuer ce choix ;
- personne ne doit être nommé à un poste de l'administration économique en dehors du syndicat ;
- aucun des candidats proposés par le syndicat ne peut être écarté ; le Conseil supérieur de l'économie et ses organismes sont obligés de le retenir ;
- tous les ouvriers nommés ou proposés par les syndicats sont responsables devant eux et révocables à tout moment ;
- les syndicats, reconnus capables par le Conseil supérieur central des syndicats d'assurer directement la gestion de certaines branches industrielles, commencent immédiatement ce travail quel que soit le degré de préparation des autres syndicats.

Les syndicats doivent accorder toute leur attention aux fabriques et aux usines, aux entreprises et aux établissements ; ils doivent développer l'activité et la conscience des ouvriers sur leurs lieux de travail. Les syndicats doivent donc être des écoles de communisme. Ils doivent organiser la production de façon telle que les ouvriers deviennent des édificateurs conscients du communisme en l'établissant sur la division rationnelle du travail alors qu'ils étaient auparavant les appendices d'une machine économique morte. La moindre vis du serreur de boulons, le moindre fil du tisserand, le moindre clou du forgeron, la moindre brique du maçon doivent servir de fondation et de ciment à l'établissement de nouvelles relations de production. L'éducation communiste doit être effectuée sur ces bases.

La gestion de l'économie

A. Indications générales

Les formes achevées de l'organisation de la gestion de l'économie et le système définitif des relations mutuelles entre les différents organismes économiques doivent conduire les syndicats et les unions de production actuels à concentrer entre leurs mains la gestion de l'économie dans son ensemble, en tant que tout indivisible.

La concentration de la gestion de toute l'économie de la République ne sera possible que si tous les organes de gestion économique – centraux

et locaux – sont élus par les représentants des ouvriers organisés. Ainsi pourraient être réalisées l'unité de commandement et de volonté nécessaire à l'organisation de l'économie et la possibilité réelle pour les masses ouvrières d'influencer par leurs initiatives le développement du pays.

L'organisation de la gestion de l'économie dans son ensemble appartient au congrès panrusse des producteurs, réunis dans les syndicats de production : ce Congrès élit l'organe central dirigeant l'économie de la République :

- les congrès panrusses des unions de production de branches et secteurs économiques donnés élisent leurs organismes directeurs ;
- les congrès locaux des syndicats et des unions de production élisent les organismes directeurs au niveau des régions, des provinces, des districts et des rayons. Ainsi peuvent s'allier le centralisme de la production et l'initiative locale. Les sections des organes directeurs des régions, provinces, districts, rayons se réunissent en unions professionnelles.

Les entreprises, créées selon le principe de la production, doivent se grouper afin de mieux utiliser les moyens techniques et matériels (groupements, glavk[1]). Les entreprises de même nature qui se trouvent dans la même ville ou le même village reçoivent une direction unique créée par le syndicat ; celles qui sont dispersées géographiquement ont une direction nommée par les congrès de leurs comités ouvriers, convoqués par les syndicats.

B. Organisation des comités ouvriers dirigeant les entreprises

Tous les ouvriers et employés occupés dans les entreprises et les institutions de la république, étant membres des syndicats et des unions de production, doivent participer activement à la gestion de l'économie afin d'assurer au plus vite des bases socialistes à l'organisation du travail et de la production.

Tous les ouvriers et les employés, sans distinction d'emploi ni de profession, travaillant dans des unités économiques distinctes (telles que fabriques, usines, puits de mines, entreprises de transport et de communications, entreprises agricoles) disposent directement des richesses se trouvant sous leur direction ; ils sont responsables de leur bonne conservation et de leur utilisation rationnelle devant tous les travailleurs de la république.

Participant à l'organisation de la gestion de leur entreprise, ouvriers et employés en élisent l'organe directeur : le comité ouvrier.

1. Les *glavk* correspondent à des directions de ministère.

Le comité ouvrier constitue le maillon organisationnel primaire d'une union de production donnée ; il est formé sous le contrôle de cette union.

Les tâches du comité ouvrier, chargé de diriger une usine ou une branche économique, sont les suivantes :

- direction de l'activité de production de tous les ouvriers et employés de l'unité économique donnée ;
- attention accordée à tous les besoins des producteurs.

Selon les dispositions et les instructions du syndicat, les membres du comité doivent se répartir le travail de gestion de l'économie de façon à fixer la responsabilité personnelle de chacun parallèlement à la responsabilité collective reposant d'abord sur le président.

Les travailleurs d'une entreprise donnée, sous la responsabilité et la direction du comité ouvrier et du syndicat, élaborent et approuvent l'activité de l'entreprise, son programme de travail et son organisation interne dans les limites des dispositions législatives existantes et des tâches confiées.

C. Organisation de la vie quotidienne des ouvriers

En vue de relever notre économie, il est absolument nécessaire de verser une partie des salaires en nature : cela permettra d'élever la productivité du travail et d'améliorer la vie quotidienne des producteurs. Toutes les mesures énoncées ci-dessous doivent être liées par un système de barèmes et doivent s'intégrer aux salaires payés en nature :

- suppression du paiement des rations et des objets de consommation d'usage courant donnés aux travailleurs selon un système de tickets et de bons des magasins de distribution ;
- suppression du paiement des repas des ouvriers et de leurs familles, des bains, des tramways, du théâtre, des loyers, du chauffage et de l'éclairage ;
- concentration des institutions militaires et soviétiques afin de procurer des logements aux ouvriers là où le problème se pose avec acuité ;
- réparation des logements ouvriers et recours aux moyens des entreprises dans la mesure où cela ne les empêche pas de remplir les tâches fondamentales de la production ;
- reconnaissance de l'importance de la construction de cités ouvrières et de « communes » ; inscription dans le programme du Komgosor pour la période à venir de la construction de nombreux logements ouvriers ;
- organisation de trains et de tramways spéciaux dont les horaires coïncident avec ceux des usines ;

- mesures visant à ravitailler en priorité les ouvriers en produits de grande consommation ;
- simplification et accélération de la réception des vêtements de travail, des primes, etc. ; organisation auprès des entreprises de cordonneries et de teintureries afin d'aider les ouvriers ; les entreprises doivent soutenir ces ateliers aussi bien en ce qui concerne leur équipement que leurs possibilités d'approvisionnement en matières premières indispensables ; assistance technique des entreprises à l'économie communale lorsqu'il existe une exploitation communale de potagers, etc. ; réparation des machines agricoles par les entreprises dans les régions rurales.

Toutes ces mesures doivent être prises en considération lors de l'établissement du budget des entreprises (budget monétaire et comptes exprimés en nature). Toutes les mesures qui ont été énoncées ci-dessus doivent être réalisées en premier lieu dans les entreprises nationalisées ; dans les entreprises privées et artisanales, elles le sont avec la permission du syndicat. Il est nécessaire d'introduire les mesures concernant l'ensemble d'une entreprise en fonction de ses résultats ; les mesures concernant les ouvriers doivent être considérées comme des récompenses et être attribuées en priorité aux meilleurs.

Le président du CC du syndicat panrusse des métallurgistes : Chliapnikov ; le vice-président : M. Vladimirov ; le secrétaire : A. Skliznev ; membres : I. Koriakine, V. Plechkov, S. Medvedev. Direction centrale des usines d'artillerie : membre du CC et président : A. Tolokontsev ; membres : P. Borissov, G. Bruno, Ia. Koubychkine. Vice-président du soviet de l'industrie de guerre : K. Orlov. Directeur du glavk de l'aviation : Mikhailov. Directeur de l'usine d'État de constructions mécaniques (Gomza) : A. Vassiliev. Le président de la direction centrale de l'industrie lourde : I. Kotliakov. Le président de la direction centrale de l'Union des usines de constructions mécaniques moyennes : I. Barouline. Le président de la direction de l'usine Sormovski : Tchernov-Grechnev. Membre du comité de la section moscovite du VSRM : N. Ivanov. Le directeur du Département de la propagande de production du VSRM : N. Kopylov. Le président du CC du syndicat panrusse des mineurs : A. Kisselev ; membres : M. Mikov, S. Lossev, V. Sivert, S. Aroutouniants, A. Gorbatchev, A. Storojenko. Membre du CC des mineurs et membre du collège du Conseil des mines et du Conseil supérieur de l'économie : V. Strokine. Le président du Comité de rayon de Kizelov des mineurs : I. Ialounine ; membres : S. Rytchkov, A. Mironov, I. Lagounov, P. Fedourine, A. Zarboudaiev. Le président du CC du syndicat des ouvriers du textile : I. Koutouzov. Le président du CC du syndicat des travailleurs de la terre : N. Kouriak ; membre : Khitrov. Le président de la commission provinciale de Koursk pour l'approvisionnement des ouvriers :

Izvorine. Le membre de la commission de contrôle du Parti près le CC du PCR : Tchelychev.

18 janvier 1921

Source

Texte traduit en 1974 par Pierre Pascal d'après le compte rendu sténographique du 10e congrès du Parti communiste russe, *Desiati siezd PCR (b), Stenografitcheskii otchiot,* Institut de marxisme-léninisme auprès du comité central du Parti communiste d'Union soviétique, édition d'État de littérature politique, Moscou, 1963.

Site de *La Bataille socialiste,* https://bataillesocialiste.wordpress.com/

Coopération et socialisme

Pierre Kropotkine

Il faut se reporter aux années trente et quarante de ce siècle pour réaliser l'enthousiasme avec lequel on envisageait alors la coopération, ou bien l'«association», comme on disait en France, et pour apprécier l'audace de Proudhon qui osa l'attaquer de front.

L'association, dans les idées d'alors, devait tout changer. Pour éviter de payer un tribut formidable aux intermédiaires du commerce, un groupe d'ouvriers se cotisait pour acheter ensemble un sac de farine, et la revendre aux membres du groupe au prix de revient, plus quelques frais minimes d'administration. Et, peu à peu, à force de privations et de luttes, ce groupe réussissait à en attirer d'autres et à se fournir mutuellement tout ce qu'ils consommaient à 20 ou 30 % au-dessous des prix chez les fournisseurs marchands.

Ce petit essai devait peu à peu réformer le monde. La petite coopération ferait tache d'huile, elle finirait par englober tous les travailleurs. Elle supprimerait les intermédiaires. Pain, viande, logement seraient fournis au prix de revient : le travailleur s'émanciperait du vautour-intermédiaire. Il gagnerait l'habitude de l'association, de la gérance de ses propres affaires. Il toucherait du doigt les avantages du communisme et acquerrait graduellement des vues plus larges sur les rapports nationaux et internationaux.

Puis, en utilisant une part des bénéfices pour élargir les affaires, on créerait des groupes producteurs. Au lieu d'acheter le drap ou les chaussures au fabricant capitaliste, on formerait des associations de production qui fourniraient aux associations de consommateurs tout ce qu'elles achètent aujourd'hui aux vautours capitalistes. Peu à peu, ceux-ci seraient éliminés de la production, aussi bien que de la consommation.

Et si les travailleurs réussissaient à forcer l'État à leur ouvrir crédit pour la production (projet Louis Blanc, repris plus tard par Lassalle et encore en vogue dans la démocratie socialiste), la révolution économique serait faite.

Le travailleur, affranchi du capitaliste, se trouverait en possession de l'outillage nécessaire pour produire. Il jouirait du produit intégral de son travail. Les bons de travail aidant, pour permettre à l'ouvrier d'acheter sans attendre que la vente de ses produits soit faite, c'était la révolution sociale accomplie.

Il ne serait pas juste de traiter le mouvement coopératif d'insignifiant. Au contraire. En Angleterre et en Écosse, plus de 1 600 000 personnes et ménages font partie des coopératives de consommation. Les coopératives se rencontrent partout, surtout dans les villes et villages du Nord. Leurs affaires se chiffrent par des milliards de francs. Et la coopérative centrale, en gros, à Manchester, qui fournit tout aux coopératives locales, est un établissement formidable, dont les magasins à plusieurs étages couvrent tout un quartier, sans parler de ses immenses magasins dans les docks de Liverpool. Elle envoie ses cinq ou six vaisseaux chercher le thé en Chine, elle achète le sucre aux Indes, le beurre au Danemark, les cotonnades aux grands producteurs, et ainsi de suite... – «Supposez une révolution sociale à Manchester, demandai-je aux administrateurs, pourriez-vous nourrir et vêtir toute la cité, et distribuer les produits dans tous les quartiers? – Avec notre matériel, nos arrangements et les hommes de bonne volonté, ce serait fait en vingt-quatre heures. Fournissez l'argent ou le crédit pour acheter, – il n'y aurait pas l'ombre de difficulté», fut la réponse immédiate.

Et c'est vrai. Il faut voir l'établissement pour comprendre la justesse de l'affirmation.

En outre, la tendance est depuis quelque temps de fonder des associations de production sur une large échelle, qui fabriquent le nécessaire. Après nombre d'échecs, les coopérateurs anglais ont réussi à faire bien marcher leurs fabriques de chaussures, leurs moulins à farine, leurs boulangeries. Un tiers du pain mangé par les 686 000 habitants de Glasgow est déjà fourni par les coopératives.

En un mot, les coopérateurs anglais et écossais ont eu un succès considérable; ils sont une force qui grandit encore. Seulement, ce succès est tel que les premiers coopérateurs s'en seraient détournés avec dégoût; car, jusqu'à ces dernières trois ou quatre années, où l'esprit socialiste a commencé à envahir les coopératives, aussi bien que la bourgeoisie elle-même, les coopératives anglaises restaient les forteresses du bourgeoisisme ouvrier.

Quant à leurs effets directs sur le bien-être de l'ouvrier, ils sont bien minces.

Nos lecteurs suisses se souviennent de la misère qui régnait à la Chaux-de-Fonds en 1877-1878. On ouvrit alors une cantine municipale, où l'on avait un bon repas à bas prix. Mais déjà, deux mois après l'ouverture de la cantine, le loyer des chambres dans un rayon d'un demi-kilomètre de la cantine avait monté d'au moins cinq francs par mois. – «Mais monsieur peut bien payer cinq francs de plus pour la chambre, puisqu'il sera à deux pas de la cantine», répondaient ces dames avec un doux sourire.

Le gros bourgeois anglais a fait plus : il a imposé le partage des bénéfices dus aux coopératives. Il y a quelques années, un coopérateur de Newcastle nous amena chez un vieux mineur qui devait nous initier aux avantages de la coopération, et il le fit en ces termes :

> Eh bien, vous voyez. Avec 9 shillings de salaire par semaine, je vis aujourd'hui tout aussi bien que je vivais, il y a vingt ans, avec 16 shillings. Et cela, grâce à la coopérative. La maisonnette m'appartient ; je l'ai achetée par la coopérative et n'ai plus de loyer à payer. Sur tout ce que j'achète, j'économise au moins 30 %. Et mes neuf shillings suffisent là où seize suffisaient à peine.

On prévoit notre question : «Mais pourquoi ne gagnait-il plus que 9 shillings au lieu de 16 ?» et l'on prévoit aussi la réponse : «Le travail ne marche pas ; nous ne travaillons que trois jours par semaine !»

Autrement dit : puisque le capitaliste a tout avantage à tenir une armée de mineurs, qu'il ne fera travailler que trois jours par semaine et qui, au moment où les prix du charbon montent, pourront doubler la production – il le fait. Il fait en grand ce que les bonnes dames de la Chaux-de-Fonds faisaient en petit. Il profite de la coopérative.

Ces deux petits tableaux – deux petits coins de la réalité – résument toute l'histoire des coopératives. La coopérative peut accroître le bien-être de l'ouvrier ; cela va sans dire. Mais pour que l'ouvrier ne perde pas tout l'avantage à la suite de salaires rognés, de chômages exagérés, de rentes sur la terre et, partant, des loyers montant toujours, et des impôts toujours grandissants, – pour que l'avantage acquis par la suppression de l'intermédiaire ne soit pas volé par le seigneur foncier, le banquier, le patron et l'État, il faut qu'il attaque de front cette nouvelle coopérative de vautours ; il faut qu'il lutte avec eux par la famine ou la torche des grèves, par la conspiration et la révolte. Et s'il ne le fait pas – il a travaillé pour l'autre coopérative, celle des vautours.

On en arrive toujours au même point. La lutte, la guerre contre l'exploiteur, reste toujours la seule arme de l'exploité. Mais il y a pire.

Tandis que la lutte, par la grève, la guerre aux machines, la guerre contre le seigneur foncier (qui prend mille caractères divers selon les localités), et la révolte contre l'État, unit les travailleurs, – ces expédients, tels que la coopérative, les divisent.

En effet, jusqu'à ces dernières trois ou quatre années, il n'y avait pas en Angleterre pire patrons que les coopérateurs. Leurs congrès de 1886 et 1887 étaient frappants sous ce rapport. L'égoïsme des coopérateurs, surtout dans le Nord, a été un des plus grands obstacles au développement du socialisme dans cette partie de l'Angleterre. La peur de perdre le peu qu'ils avaient acquis après tant de luttes – l'homme aime toujours ce pour quoi il a lutté – s'élevait comme une barrière contre toute propagande de solidarité, soit dans les grèves, soit dans la propagande des idées socialistes. Il était bien plus facile de convertir un jeune bourgeois au socialisme que d'y amener un coopérateur.

Cela change aujourd'hui, empressons-nous de le dire à haute voix. Certainement, cela change ; mais le « comment » du changement est hautement instructif. Cela change, parce que d'autres ont mieux fait à côté.

En effet, lors de la dernière grève des mineurs du Yorkshire, tout le monde lisait avec stupéfaction que la coopérative en gros de Manchester avait versé 125 000 francs d'un coup au fonds gréviste. On imagine l'effet de ce cadeau sur l'issue de la grève. Mais ils ont fait mieux. On nous affirme que la coopérative centrale avait ouvert un crédit de près d'un million de francs aux petites coopératives locales dans les villages de mineurs, et quiconque sait combien la négation de tout crédit est un article de foi chez les coopérateurs, appréciera encore mieux cette avance qui permit aux coopératives locales d'ouvrir crédit aux mineurs.

Des amis dignes de foi nous affirment, en outre, que dans les nouvelles associations de production, les relations entre ouvriers-ouvriers et ouvriers-patrons changent complètement, et nous nous empressons d'admettre qu'il en soit ainsi.

Mais d'où vient donc ce vent nouveau qui souffle dans les coopératives ?

Des « théoriciens », parbleu ! Les coopératives aussi se ressentent du souffle de socialisme qui fait aujourd'hui des recrues jusque dans le camp ennemi des bourgeois.

Deux courants se dessinaient nettement, il a cinquante ans, au sein des socialistes. Les uns voulaient être « pratiques » et se lançaient dans une série d'expédients. « Puisque les travailleurs ne sont pas communistes, disaient-ils, il faut les rendre communistes par intérêt personnel. La coopérative, basée sur l'égoïsme personnel, les habituera au

communisme.» Et pendant cinquante ans on a fait la pratique de cet expédient, avec les résultats que l'on connaît.

Mais, heureusement, il y avait aussi des «théoriciens», des «écervelés», parmi les socialistes. Ils n'ont pas voulu entendre parler d'esprit communiste développé par l'étroit égoïsme pécuniaire. Ils ont tourné le dos aux expédients (tout comme nous, anarchistes, tournons aujourd'hui le dos aux expédients politiques et économiques). Ils ont suivi leur évolution naturelle.

Deux lignes divergentes se sont ainsi produites de cette façon. Les hommes aux expédients ont suivi l'une, les socialistes ont suivi l'autre. «Vous êtes des théoriciens, des rêveurs, des insensés, des fous, a-t-on dit à ceux-ci, vous devriez devenir pratiques, faire de la coopération et le reste!» À quoi ils répondaient avec un mépris hautain et suivaient leur voie – la voie de la propagande et de la révolte contre tout l'ensemble de la civilisation actuelle, contre toutes les formes de l'exploitation à la fois.

Et ils avaient mille fois raison. Les deux lignes ont divergé de plus en plus. Et voilà que maintenant lorsque le socialisme, dans son entier, et l'anarchie, dans son entier, ont fait impression profonde sur les idées du siècle, lorsque la révolte contre toute exploitation économique et étatiste a fait des recrues dans toutes les couches sociales, – les «expédientistes» aussi sont atteints, et leur ligue commence à verser dans le courant socialiste.

Elle sera forcée d'y verser entièrement. Autrement, elle appartiendrait au monde qui s'en va, et serait condamnée à disparaître.

Peut-on demander, après cela, si les socialistes ont eu raison de refuser les compromis et de rester «théoriciens», comme les bourgeois aimaient à dire? S'ils rentraient dans le courant coopérateur – faux à son origine même, puisque basé sur l'affranchissement partiel de l'individu, dans une partie minime seulement de ses servitudes, – si le courant socialiste versait dans la coopération, il y était noyé, il devenait méconnaissable, il y perdait son essence même; il devenait ni chair ni poisson – un compromis.

Mais il a préféré rester dans son isolement. Plutôt être une poignée que de perdre ses traits distinctifs, de sacrifier le meilleur de sa pensée! Et il a fini par forcer l'autre courant à donner tout ce qu'il devait donner, à se développer entièrement et, alors, verser ses eaux dans le courant socialiste.

Absolument la même chose arrive avec le courant anarchiste. Nous savons que dans la révolution sociale l'association des consommateurs et des producteurs sera une des formes de la société naissante. Mais

pas cette association ayant pour but d'encaisser sa plus-value ou son bénéfice. Et nous propageons toute notre pensée, nous soufflons toute notre révolte contre le monde qui s'en va. Nous propageons nos idées partout, dans l'union ouvrière, dans la coopération comme dans les masses ouvrières non organisées – et en faisant cela, – puisque nous sommes dans le vrai, – nous finirons par faire verser tous ces courants partiels dans un grand courant : l'anarchie.

1895

Source
Les Temps Nouveaux n° 13, 27 juillet-2 août 1895.

L'autogestion contemporaine

Daniel Guérin

La défaite de la révolution espagnole avait privé l'anarchisme de son seul et unique bastion dans le monde. De l'épreuve, il sortit écrasé et dispersé, et, dans une certaine mesure, discrédité. La condamnation prononcée contre lui par l'histoire était d'ailleurs sévère et, par certains côtés, injuste. Ce n'était pas lui le vrai, ou en tout cas le principal, responsable de la victoire franquiste. L'expérience des « collectivités », rurales et industrielles, menée dans les circonstances les plus tragiquement défavorables, laissait derrière elle un bilan largement positif. Mais elle fut méconnue, sous-estimée, calomniée. Pendant des années le socialisme autoritaire, enfin débarrassé de l'indésirable concurrence libertaire, demeura, de par le monde, maître du terrain. La victoire militaire remportée par l'URSS en 1945 contre l'hitlérisme, d'incontestables et même de grandioses réussites sur le plan technique semblèrent, un moment, donner raison au socialisme d'État.

Mais les excès mêmes de ce régime ne tardèrent pas à engendrer leur propre négation. Ils firent naître l'idée que la paralysante centralisation étatique devait être assouplie, les unités de production disposer d'une plus large autonomie, que les ouvriers seraient incités à travailler mieux et davantage s'ils avaient leur mot à dire dans la gestion des entreprises. Dans un des pays vassalisés par Staline furent engendrés ce qu'on appelle, en médecine, des « anti-corps ». La Yougoslavie de Tito s'affranchit d'un joug trop pesant et qui faisait d'elle une sorte de pays colonisé. Elle procéda à une réévaluation de dogmes dont le caractère antiéconomique sautait maintenant aux yeux. Elle se remit à l'écoute des maîtres du passé. Elle découvrit, elle lut, discrètement, l'œuvre de

Proudhon, elle puisa dans ses anticipations. Elle explora également les zones libertaires, trop méconnues, de la pensée de Marx et de Lénine. Elle creusa, entre autres, la notion de «dépérissement de l'État» qui, certes, n'avait pas été tout à fait rayée du vocabulaire politique, mais qui n'était plus qu'une formule rituelle, vidée de toute substance. Remontant à la courte période où le bolchevisme s'était identifié avec la démocratie prolétarienne par en bas, avec les soviets, elle y glana un mot prononcé, puis vite oublié, par les conducteurs de la révolution d'octobre: celui d'autogestion. Elle ne prêta pas moins d'attention aux embryons de conseils d'usine que la contagion révolutionnaire avait fait surgir, à la même époque, en Allemagne et en Italie, beaucoup plus récemment en Hongrie, et elle se demanda, comme l'écrivit dans Arguments, Mellen Roberto Guiducci[1], si «l'idée des conseils, que le stalinisme avait pour des raisons évidentes étouffées ne peut être reprise en termes modernes».

Lorsque l'Algérie décolonisée accéda à l'indépendance et que ses nouveaux dirigeants s'avisèrent d'institutionnaliser les occupations spontanées de biens vacants européens auxquelles avaient procédé les paysans et les ouvriers, elle s'inspira du précédent yougoslave, démarqua sa législation en la matière.

L'autogestion est, incontestablement, si les ailes ne lui sont pas rognées, une institution de tendances démocratiques, voire libertaires. À l'instar des collectivités, espagnoles de 1936-1937, elle vise à confier la gestion de l'économie aux producteurs eux-mêmes. À cet effet, elle installe dans chaque entreprise, par voie d'élection, une représentation ouvrière, à trois échelons: l'assemblée générale souveraine, son abrégé délibératif, le conseil ouvrier, enfin l'organe exécutif: le comité de gestion. La législation prévoit certaines garanties contre la menace d'une bureaucratisation: les élus ne peuvent faire reconduire indéfiniment leurs mandats, ils doivent être engagés directement dans la production, etc. En Yougoslavie, les travailleurs, en dehors des assemblées générales, peuvent également être consultés par référendum. Dans les très grandes entreprises, les assemblées générales ont lieu par unité de travail.

En Yougoslavie comme en Algérie, une fonction importante est assignée, au moins en théorie, en en tant que perspective d'avenir, à la commune, où l'on se targue de faire prévaloir la représentation des travailleurs autogestionnaires. En théorie toujours, la gestion des affaires publiques devrait tendre à la décentralisation, s'exercer de plus en plus sur le plan local.

1. *Arguments*, juin-septembre 1957.

Mais la pratique s'écarte sensiblement de ces intentions, Dans les deux pays en question, l'autogestion fait ses premiers pas dans le cadre d'un État dictatorial, militaire, policier, dont l'ossature est formée par un parti unique, le gouvernail tenu par un pouvoir personnel et paternaliste échappant à tout contrôle, toute critique. Il y a donc incompatibilité entre les principes autoritaires de l'administration politique et les principes libertaires de la gestion économique.

À quoi s'ajoute la coexistence de l'autogestion et d'un très important secteur privé : en Yougoslavie, exclusivement rural ; en Algérie, non seulement rural, mais aussi et surtout industriel, commercial, bancaire : les banques privées s'y montrent peu disposées à financer l'autogestion. En l'absence d'une Banque de l'autogestion, en vain réclamée par les autogestionnaires et refusée par le gouvernement, la banque centrale utilise les fonds liquides que les entreprises autogérées sont tenues de lui confier, pour accorder des crédits au secteur privé. Ainsi l'autogestion finance elle-même son redoutable concurrent capitaliste. Par ailleurs, le commerce de gros, demeure privé, prélève sur l'autogestion des bénéfices considérables. Les entreprises privées disposent de cadres techniques et d'une main-d'œuvre spécialisée mieux rétribuée, ce qui leur permet de débaucher les meilleurs ouvriers du secteur socialiste. Elles ont, au surplus, la faveur de l'appareil d'État qui leur passe, de préférence, ses commandes.

Par ailleurs, en dépit des précautions prises par le législateur, une certaine bureaucratisation tend à se manifester au sein même des entreprises. La majorité des travailleurs n'est pas encore suffisamment mûre pour une participation effective à l'autogestion. Elle manque d'instruction, de connaissances techniques, elle n'a pas suffisamment dépouillé la vieille mentalité salariale, elle abdique trop volontiers ses pouvoirs entre les mains de ses délégués. Le résultat est qu'une minorité restreinte assume la gestion de l'entreprise, s'arroge toutes sortes de privilèges, n'en fait qu'à sa guise, se perpétue dans la fonction dirigeante, gouverne sans contrôle, perd le contact avec la réalité, se coupe de la base ouvrière, qu'elle traite parfois avec orgueil et dédain et, se faisant, démoralise les travailleurs, les indispose contre l'autogestion.

Contre ces tendances, il arrive que les travailleurs réagissent d'une manière que leurs censeurs qualifient de « primitivisme » ou d'« ouvriérisme ». Ils se réclament d'un « égalitarisme outrancier ». Ils traitent en bloc leurs cadres de « bureaucrates ».

Enfin, le contrôle de l'État s'exerce souvent de façon si indiscrète et si oppressive que la véritable gestion échappe aux « autogestionnaires ». L'État place des directeurs aux côtés des organes de l'autogestion sans

trop se soucier de leur agrément, qui, aux termes de la loi, devrait pourtant être sollicité. L'ingérence de ces fonctionnaires dans la gestion est souvent abusive et parfois ils se comportent avec la même mentalité arbitraire que les anciens employeurs. Dans les très grandes entreprises yougoslaves, la nomination des directeurs est exclusivement une affaire d'État : ces postes sont distribués par le maréchal Tito à sa vieille garde.

En outre, l'autogestion dépend étroitement de l'État sur le plan financier. Elle vit des crédits que celui-ci veut bien lui consentir. Elle n'a la libre disposition que d'une partie restreinte de ses bénéfices, le reste étant versé à titre de redevance au trésor public.

En théorie, la rémunération des travailleurs doit se composer de deux parts : un acompte tarifaire et une participation aux bénéfices. Mais, en pratique, les deux versements tendent à se confondre, soit que l'entreprise escomptant les résultats futurs, additionne acompte et « participation » sur chaque feuille de paie, soit qu'elle transforme la « participation » en allocation d'une « prime » ou d'un treizième mois de salaire. Le travailleur, de cette façon, a toujours l'impression qu'il est un salarié et ce qui devrait former l'attrait psychologique essentiel de l'autogestion, à savoir la « désaliénation », la disparition de la mentalité salariale, s'en trouve émoussé.

L'État ne se sert pas seulement des revenus de l'autogestion pour développer les secteurs retardataires de l'économie, ce qui n'est que justice, mais il les affecte à la rétribution de l'appareil gouvernemental, d'une bureaucratie pléthorique, de l'armée, des forces de l'ordre, à des dépenses de prestige parfois démesurées. La sous-rémunération des autogestionnaires compromet l'élan de l'autogestion et en contredit les principes mêmes.

Par ailleurs, l'entreprise est soumise aux plans économiques du pouvoir central, établis arbitrairement et sans consultation de la base d'où une limitation considérable de sa liberté d'action. En Algérie, l'autogestion doit, au surplus, abandonner complètement a l'État la commercialisation d'une part importante de sa production. En outre, toujours en Algérie, elle est mise en vasselage par des « organes de tutelle », qui, sous couleur de lui fournir une assistance technique et comptable désintéressée, ont tendance à se substituer à elle et à devenir eux-mêmes gestionnaires.

La « tutelle » empiète également sur l'autogestion en regroupant les fermes autogérées en domaines trop vastes, sans que les assemblées générales aient été consultées, et les distances entre les diverses unités d'un domaine ainsi unifié rendent impossible le contrôle effectif de sa gestion par les travailleurs. Elle centralise à l'excès le matériel agricole, transférant les machines à sa guise ou les envoyant à de lointains centres

de réparation étatisés où elles demeurent immobilisées trop longtemps, et dont les tarifs sont prohibitifs. Elle tend, enfin, accroître les pouvoirs des directeurs et cadres au détriment des prérogatives des organes ouvriers de l'autogestion[1]

D'une façon générale, la bureaucratie de l'État totalitaire voit d'un mauvais œil la prétention à l'autonomie de l'autogestion. Comme l'entrevoyait déjà Proudhon, elle ne souffre aucun autre pouvoir en dehors du sien. Elle a la phobie de la socialisation et la nostalgie de la nationalisation, c'est-à-dire de la gestion directe par les fonctionnaires de l'État. Elle vise à empiéter sur l'autogestion, à réduire ses attributions, voire à l'absorber.

Le parti unique ne regarde pas l'autogestion avec moins de méfiance. Lui non plus ne saurait tolérer de rival. S'il l'embrasse, c'est pour mieux l'étouffer. Il a des sections dans la plupart des entreprises. La tentation est forte pour lui de s'immiscer dans la gestion, de faire double emploi avec les organes élus par les travailleurs ou de les réduire au rôle d'instruments dociles, de fausser les élections en confectionnant à l'avance les listes des candidats, de faire entériner par les conseils ouvriers des décisions qu'il a déjà prises à l'avance, de manipuler et d'infléchir les congrès nationaux des travailleurs.

Contre ces tendances autoritaires et centralisatrices, certaines entreprises autogérées réagissent par la manifestation de tendances autarciques. Elles se comportent comme si elles étaient composées de petits propriétaires associés. Elles entendent fonctionner au bénéfice exclusif des travailleurs en place. Elles sont enclines à réduire les effectifs de manière à partager le gâteau en moins de parts. Elles ne manifestent qu'un dédain égoïste à l'égard des travailleurs saisonniers (qu'en Algérie d'ailleurs la loi exclut de l'autogestion). Elles voudraient produire un peu de tout, au lieu de se spécialiser. Elles s'ingénient à contourner les plans ou règlements qui prennent en considération l'intérêt de la collectivité entière. En Yougoslavie où la libre concurrence a été maintenue entre les entreprises, à la fois à titre de stimulant et pour la protection du consommateur, la tendance à l'autonomie conduit à des inégalités flagrantes dans les résultats d'exploitation des entreprises, en même temps qu'à des irrationalités économiques.

Ainsi l'autogestion est-elle animée d'un mouvement de pendule qui la fait balancer continuellement entre deux comportements extrêmes : excès d'autonomie, excès de centralisation, « autorité ou anarchie »,

1. Dès août 1963, Michel Raptis mettait en garde Ben Bella contre les excès de « tutelle » qui menaçaient l'autogestion. Son rapport vient d'être publié dans le numéro de septembre 1965 de *Sous le drapeau du socialisme.*

«ouvriérisme ou caporalisme», selon l'expression de l'ex-président Ben Bella. La Yougoslavie, en particulier, à travers les années, a corrigé la centralisation par l'autonomie, puis l'autonomie par la centralisation, remodelant sans cesse ses institutions, sans réussir encore à atteindre un «juste milieu».

La plupart des faiblesses de l'autogestion seraient, semble-t-il, évitées ou corrigées s'il existait un authentique mouvement syndical, indépendant du pouvoir et du parti unique, émanant des autogestionnaires et les encadrant tout à la fois. Il n'est que trop vrai que l'autogestion, au moins à ses débuts, peut difficilement se suffire à elle-même. Le particularisme d'entreprise, la tendance à la bureaucratisation des élus exigent d'être redressés par un organisme ayant exclusivement en vue les intérêts de classe de l'ensemble des travailleurs, et capable de les faire coïncider avec l'intérêt général. Ce rôle indispensable de solidarité, de coordination, de planification a été assumé, dans l'expérience des collectivités espagnoles de 1936-1937, par l'anarchosyndicalisme.

Or, en Yougoslavie comme en Algérie, le syndicalisme ouvrier, ou bien joue un rôle secondaire, fait figure de «rouage inutile», ou bien il est par trop subordonné à l'État, au parti unique. Il ne remplit donc pas, ou il ne remplit que très imparfaitement, la fonction de conciliation entre autonomie et centralisation qui devrait être la sienne et qu'il assumerait beaucoup mieux que les organismes politiques totalitaires; dans la mesure, en effet, où il émanerait strictement des travailleurs, qui se reconnaîtraient en lui, il serait l'organe le plus apte à harmoniser les forces centrifuges et centripètes, à «équilibrer», comme disait Proudhon, les contradictions de l'autogestion.

Cependant, le tableau ne devrait pas être poussé trop au noir. L'autogestion, certes, a de puissants et tenaces adversaires, qui n'ont pas renoncé à l'espoir de la faire échouer, mais c'est un fait qu'elle a démontré dans les deux pays où elle est en cours d'expérimentation, sa dynamique propre. Elle a entrouvert aux ouvriers de nouvelles perspectives et leur a restitué une certaine joie au travail. Elle a commencé à opérer dans leur mentalité une véritable révolution. Elle y a fait pénétrer les rudiments d'un socialisme authentique, caractérisé par la disparition progressive du salariat, la désaliénation du producteur, son accession à la libre détermination. Elle a contribué ainsi à relever la productivité. Malgré les tâtonnements inévitables d'une période de noviciat, elle a à son actif des résultats appréciables. Ses déboires, quand elle en présente à son passif, ne s'inscrivent pas tant au niveau des producteurs qu'à des niveaux situés au-dessus d'eux: à savoir, dans la paralysie, l'impéritie ou la corruption des appareils bureaucratiques.

Les petits cercles d'anarchistes qui suivent, de loin, l'autogestion yougoslave et algérienne la regardent avec un mélange de sympathie et d'incrédulité. Ils sentent bien qu'a travers elle des bribes de leur idéal sont en train de passer dans le réel. Mais l'expérience ne se déroule guère selon le schéma idéal prévu par le communisme libertaire. Elle est tentée, tout au contraire, dans un cadre «autoritaire» qui répugne à l'anarchisme. Et ce cadre lui confère, sans aucun doute, un caractère de fragilité; il est toujours à craindre que le cancer autoritaire ne la dévore. Si pourtant l'autogestion était scrutée de plus près, et sans parti pris, il serait possible d'y relever des signes plutôt encourageants.

En Yougoslavie, l'autogestion est un facteur de démocratisation du régime. Grâce à elle, le recrutement se fait sur des bases plus saines, en milieu ouvrier. Le parti en vient à animer plutôt qu'à diriger. Ses cadres deviennent de meilleurs porte-parole des masses, plus sensibles leurs problèmes et à leurs aspirations. Comme l'observait récemment Albert Meister, un jeune sociologue qui a pris la peine d'étudier le phénomène sur place[1], l'autogestion possède un «virus démocratique» dont la contagion, à la longue, s'exerce sur le parti unique lui-même. Elle est pour lui comme un «tonique». Elle soude ses échelons inférieurs avec la masse ouvrière. L'évolution est si nette qu'elle amène les théoriciens yougoslaves à tenir un langage que ne désavouerait pas un libertaire. C'est ainsi que l'un d'eux, Stane Kavcic, annonce: «La force de frappe du socialisme en Yougoslavie ne peut être à l'avenir un parti politique et l'État agissant du sommet vers la base, mais le peuple, les citoyens ayant un statut leur permettant d'agir de la base au sommet.» Et de proclamer hardiment que l'autogestion affranchit «de plus en plus de la discipline rigide et de la subordination qui sont caractéristiques de tout. parti politique[2]».

Certes, il y a dans ce langage une part de démagogie ou de bluff, et l'auteur ne tarde pas à se reprendre, pour ajouter, dans une sorte de repentir: «Le rôle du parti doit demeurer décisif.» Par ailleurs, chaque fois que, dans les usines, l'intrusion excessive du parti provoque les protestations des autogestionnaires, le régime flétrit aussitôt les «tendances anarchisantes», c'est-à-dire «la méfiance ou le refus systématique des principes prônés par le parti».

Il n'en reste pas moins que, quinze ans plus tôt, le langage antiautoritaire de Stane Kavcic aurait été impensable et qu'il marque, malgré

1. Albert Meister, *Socialisme et autogestion, l'expérience yougoslave,* Paris, Le Seuil, 1964.
2. Stane Kavcic, *L'autogestion en Yougoslavie,* Belgrade, Section yougoslave de l'exposition internationale du travail, 1961.

toutes les réserves qu'il est prudent de formuler à son sujet, un incontestable pas en avant.

En Algérie, la tendance est moins nette, l'expérience trop récente et elle est, au surplus, en danger, aujourd'hui, d'être remise en cause. Avant la chute du régime Ben Bella, les tuteurs eux-mêmes croyaient devoir s'élever contre le mot «tutelle». Si le vasselage leur semblait inévitable dans une période embryonnaire, il «ne sera pas toujours indispensable, affirmaient-ils. C'est une fonction dont on prévoit, progressivement, la prise en charge par les comités de gestion eux-mêmes, lorsque ces derniers se seront pourvus de cadres[1]». Le responsable, alors, de la commission d'orientation du FLN, Hocine Zahouane, n'hésitait pas, à la fin de 1964, à publier dans les journaux quotidiens, un article dans lequel il dénonçait les tendances des organes de tutelle, à se placer au-dessus des travailleurs et à les caporaliser: «Alors il n'y a plus de socialisme. II y a seulement changement de forme dans l'exploitation des travailleurs.» L'auteur de cet article officieux demandait, en conclusion, que les producteurs «soient réellement maîtres de leur production» et non plus «manipulés à des fins étrangères au socialisme».

Une aile gauche du FLN et du syndicalisme ouvrier dénonçait à voix haute l'intrusion de la bureaucratie étatique dans l'autogestion: Elle s'efforçait d'élargir cette dernière par la mise en place de rouages qu'avait prévus le législateur, mais qui n'étaient pas encore entrés en application, tels que l'autonomie financière des entreprises autogérées et le fonctionnement, au niveau de la commune, de conseils communaux d'animation de l'autogestion. L'objectif avoué de ces militants d'avant-garde était la fusion de la municipalité et des conseils communaux, le jour où les deux organismes seraient aux mains des travailleurs. De la «restructuration» du parti unique amorcée depuis le congrès d'avril 1964, ils escomptaient son assainissement par un plus large recrutement au sein des masses ouvrières et paysannes et, comme en Yougoslavie, sa revigoration, par la contagion du «virus» démocratique.

L'aile marchante de l'autogestion espérait aussi élargir considérablement le champ d'application, d'une part, par le contrôle ouvrier dans les entreprises du secteur privé, étape vers la gestion ouvrière, d'autre part, par une réforme agraire qui eût socialisé la grande propriété autochtone encore existante. Une sorte de conflit de classes se livrait quotidiennement à l'intérieur du régime algérien autour de l'autogestion. Il a, provisoirement, abouti à la victoire brutale du conservatisme antisocialiste, consommée par le coup d'État militaire du 19 juin, le

1. Avis exprimé par l'Office national de la réforme agraire dans *Le Peuple,* Alger, 29 mai 1964.

kidnapping de Ben Bella, l'arrestation des leaders de la gauche socialisante : Mohammed Harbi et Hocine Zahouane, suivie de celle de milliers de militants. Cependant, malgré la dictature et la terreur, les syndicats de l'UGTA continuent à lutter résolument pour la sauvegarde l'autogestion, contre les deux périls qui la menacent : l'étatisation des entreprises ou leur restitution au capitalisme privé.

La réussite, au moins partielle, de l'autogestion, notamment en Yougoslavie, est en train d'amener les dirigeants de l'URSS à une réévaluation de leurs méthodes de gestion économique. Khrouchtchev, avant sa chute, le 15 octobre 1964, semblait avoir compris, bien que tardivement et timidement, la nécessité d'une décentralisation industrielle. Dès 1955, lors d'une visite en Yougoslavie, il avait admis, devant l'auditoire restreint d'un conseil ouvrier, « que le système de gestion de l'économie soviétique avait un peu vieilli, et que l'on cherchait actuellement à lui donner des formes moins périmées ». Au 22e congrès du Parti communiste russe (1961), on se mit à reparler de « l'autogestion des masses ». À la fin de 1962, le plénum du comité central du parti adoptait une résolution attirant l'attention « sur la nécessité de développer encore les principes démocratiques de la participation des travailleurs à la gestion de la production ». Au cours d'un nouveau voyage en Yougoslavie, en août 1963, « K », reconnaissant les succès remportés dans ce pays par l'autogestion ouvrière, avait promis d'envoyer en Yougoslavie une commission d'experts aux fins d'envisager le rétablissement de l'autogestion ouvrière en URSS et son inclusion dans la nouvelle constitution. Au cours du congrès des syndicats soviétiques (28 octobre-4 novembre 1963), le président de la centrale syndicale, Grichine, déclara : « Le développement de l'État socialiste amènera peu à peu sa transformation en autogestion sociale communiste qui associera les soviets, les syndicats, les coopératives et les autres organisations de masse des travailleurs. » Au début de décembre 1964, sous le titre « L'État de tout le peuple », la *Pravda* a publié un long article s'attachant à définir les changements de structure grâce auxquels la forme de l'État « dite du peuple tout entier » diffère de celle de la « dictature du prolétariat », à savoir : progrès de la démocratisation, participation des masses à la direction de la société par la voie de l'autogestion, revalorisation des soviets et des syndicats, etc.

Sous le titre : « Un problème majeur : la libéralisation de l'économie », Michel Tatu, dans *Le Monde*, a mis à nu les maux les plus graves « dont souffre toute la machine bureaucratique soviétique, et au premier chef l'économie ». Le niveau technique atteint par celle-ci rend de plus en plus insupportable le joug de la bureaucratie sur la gestion. Les directeurs d'entreprise ne peuvent, dans l'état actuel des choses, prendre une

décision en aucune matière sans en référer à au moins un bureau et plus souvent une demi-douzaine.

> Personne ne conteste le progrès économique, technique et scientifique remarquable qui a été réalisé en trente ans de planification stalinienne. Mais le résultat est précisément que cette économie se range aujourd'hui dans la catégorie des économies développées, et que les vieilles structures qui ont permis de conduire à ce stade s'y révèlent totalement et de plus en plus gravement inadaptées. [...]
> Pour venir à bout de l'énorme force d'inertie qui règne du haut en bas de la machine, il faudrait donc beaucoup plus que des réformes de détail, un changement spectaculaire d'esprit et de méthode, une sorte de nouvelle déstalinisation[1].

À condition, toutefois, comme l'a fait remarquer Ernest Mandel, dans un récent article des *Temps modernes* (juin 1965), que la tendance à la décentralisation ne s'arrête pas au stade d'une simple autonomie des directeurs d'entreprises, mais qu'elle aboutisse à une véritable autogestion ouvrière. Or, nous n'en sommes pas là. Les dernières réformes économiques annoncées à fin septembre 1965 ne relâchent qu'à moitié l'étau du pouvoir central et inaugurent une sorte de «profitariat» des managers. Les ouvriers n'auront guère voix au chapitre, sauf en ce qui concerne une vague promesse de «participation aux bénéfices».

Cependant, dans un petit livre tout récent, Michel Garder pronostique, en URSS, une «inévitable» révolution. En dépit de ses tendances visiblement antisocialistes, l'auteur doute, probablement à contrecœur, que l'«agonie» de l'actuel régime puisse aboutir à un retour du capitalisme privé. Tout au contraire, il pense que la révolution à venir pourra reprendre le vieux slogan de 1917: «Tout le pouvoir aux soviets». Elle pourrait aussi s'appuyer sur un syndicalisme réveillé et redevenu authentique. Enfin, elle pourrait faire succéder à la stricte centralisation actuelle une fédération plus décentralisée. «Par un de ces paradoxes qui abondent dans l'Histoire, c'est au nom des soviets que risque de disparaître un régime faussement appelé soviétique[2].»

Cette conclusion rejoint celle d'un observateur de gauche, Georges Gurvitch, pour qui le succès possible, en URSS, des tendances vers la décentralisation et même vers l'autogestion ouvrière, bien que seulement amorcées, montrerait «que Proudhon a visé juste plus qu'on ne pouvait le croire[3]».

1. *Le Monde,* 16 février 1965.
2. Michel Garder, *L'agonie du régime en Russie soviétique*, Paris, La Table ronde, 1965, p. 201-203.
3. Georges Gurvitch, *Proudhon,* Paris, Presses universitaires de France, 1965, p. 58-59.

À Cuba aussi, où l'étatiste «Che» Guevara a dû abandonner la direction de l'industrie, s'ouvrent peut-être de nouvelles perspectives. Dans un livre, également tout récent, René Dumont, spécialiste de l'économie castriste, en a déploré l'«hypercentralisation» et la bureaucratisation. Il a souligné, notamment, les erreurs «autoritaires» d'un département ministériel qui cherche à gérer lui-même les usines et qui aboutit au résultat exactement inverse: «A vouloir réaliser une organisation fortement centralisée, on finit pratiquement [...] par tout laisser faire, faute de pouvoir contrôler l'essentiel.» Même critique en ce qui concerne le monopole étatique de la distribution: la paralysie qui en résulte aurait pu être évitée «si chaque unité de production avait gardé la faculté de s'approvisionner directement». «Cuba recommence inutilement tout le cycle des erreurs économiques des pays socialistes», confia un collègue polonais, bien place pour le savoir, à René Dumont. L'auteur conclut en adjurant le régime cubain d'en venir à l'autonomie des unités de production et, dans l'agriculture, à des fédérations de petites coopératives de production agricole. Il n'hésite pas à résumer d'un mot le remède au mal: l'autogestion, une autogestion qui se peut concilier parfaitement avec la planification[1].

En bref, ce sont des facteurs extérieurs à lui-même qui remettent l'anarchisme l'ordre du jour, à savoir, d'une part, sur le plan économique, l'engorgement bureaucratique auquel aboutit le capitalisme d'État, et la paralysie de la production qui en résulte; sur le plan politique, l'écrasement de l'individualité, de la pensée libre, de la recherche libre par l'appareil d'État totalitaire, le conflit entre cet encasernement et les aspirations humanistes des jeunes générations; d'autre part, la tentative de pays récemment déstalinisés ou décolonisés de découvrir une forme de gestion, aussi bien agricole qu'industrielle, qui ne soit ni capitaliste ni étatique. Cette double évolution concourt à rendre à la pensée libertaire une actualité et une jeunesse qu'elle ne semble pas avoir su conserver, ou retrouver, uniquement par elle-même.

1er octobre 1965

Source

Noir et rouge, n° 31-32, octobre 1965-février 1966.

1. René Dumont, *Cuba: socialisme et développement*, Paris, Le Seuil, 1964.

Pour un service public construit sur la base de la démocratisation, de la socialisation et de l'autogestion

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes appelle à lutter pour un service public et des biens communs qui garantissent, à l'échelle mondiale, une égalité de prestations et de droits pour l'ensemble de la population. Le service public constitue un salaire social, un élément décisif du revenu et des conditions de vie des classes populaires. Il détermine et définit une répartition de la richesse socialement produite. C'est pourquoi il doit être égalitaire pour toutes les populations concernées, reprendre les prestations et les structures les plus avancées des services publics nationaux et régionaux, s'aligner sur le mieux-disant pour toutes les prestations et les activités qu'il devrait assurer, se construire à partir d'une stratégie de convergence rapide, fonctionner selon des critères d'utilité sociale. Les conditions de travail, de statut et de salaire, les droits fondamentaux des travailleur·euses, leur possibilité d'action, d'expression, d'organisation et de négociation, doivent également être unifiés sur la base des situations les plus favorables aux salarié·es.

Les ressources nécessaires au financement d'un tel service public doivent être prélevées sur les bénéfices du capital. Sa mise en place se situe dans un objectif de rupture avec le capitalisme et ne pourra se faire sans prendre en compte les situations coloniales et postcoloniales et leurs conséquences sur les situations politiques, sociales, économiques et écologiques de nombreux pays dans le monde.

Le service public, tel que nous l'avons connu dans plusieurs parties du monde (à des degrés de développement différents), est aujourd'hui systématiquement attaqué. Il a un caractère éminemment contradictoire. Il s'agit certes d'une structure conçue pour soutenir le développement général du capital et sa valorisation. Mais il est aussi le fruit de luttes populaires qui ont imposé dans son organisation, dans son fonctionnement et dans ses objectifs, des dimensions de bien public, de bien commun et de propriété sociale. Tous ces éléments sont naturellement inaboutis, limités et de surcroît gravement dégradés.

Du point de vue des conditions de travail, de salaire et de statut, le service public a eu traditionnellement des critères de gestion bureaucratique, verticaliste, autoritaire, à forte prééminence hiérarchique. Mais en même temps, c'est dans le secteur public que les salarié·es ont obtenu les plus fortes avancées, ont été le plus solidement organisé·es,

ont consolidé un contre-pouvoir important. Les collectifs des travailleurs et travailleuses du service public jouent un rôle déterminant dans les résistances contre l'attaque néolibérale. Même si les institutions européennes s'efforcent d'imposer partout des critères de gestion d'entreprise capitaliste classique, des mouvements de privatisation, de transformation et de réduction des prestations, le service public continue d'assurer un ensemble de prestations indispensables aux majorités sociales. Il demeure l'enjeu d'un combat décisif. Le pouvoir n'a pas réussi totalement à le dégrader et à le restructurer.

La défense du service public constitue un creuset exemplaire d'alliances sociopolitiques pour la résistance populaire et la lutte syndicale. De surcroît, le service public, par la force même du mouvement qui en assure la défense, nous permet de poser la lutte d'une manière offensive, d'ouvrir la question de la transformation sociale. Ainsi, la revendication d'un service public européen, défendue par plusieurs organisations membres de notre Réseau, entraîne l'exigence d'une égalité de prestations pour toute la population de l'Europe ; cette question se pose de la même manière dans toutes les régions du monde, et aussi à l'échelle mondiale. C'est une dynamique d'égalisation des revenus qui pose, du même coup, la question générale de la répartition des richesses et du pouvoir. Ensuite, les travailleur·euses du service public et des biens communs constituent un pôle de résistance à forte valeur de référence pour l'ensemble du salariat. Leur action pèse de manière décisive sur la structure du marché du travail, sur le niveau des salaires, sur les conditions, les statuts et les droits. La revendication d'une convergence rapide puis d'une unification des conditions pour tout le salariat du secteur public constitue un élément d'exemplarité et un point d'appui pour l'ensemble du mouvement des travailleurs et travailleuses dans son activité de lutte et de revendication unitaires.

La défense du service public et des biens communs avec la revendication d'un service public égalitaire peuvent ouvrir sur la construction d'échéances de transformation sociale extrêmement avancées grâce à la force propre du mouvement des travailleurs et travailleuses du secteur et grâce aussi aux alliances sociopolitiques puissantes et socialement bien implantées qui en assurent la défense générale.

Le mot d'ordre de « démocratisation des services publics » autant pour les secteurs nationaux et régionaux que dans la perspective d'un projet international ouvre sur une revendication plus large, celle de la socialisation des services publics, de la tension vers des formes autogestionnaires, même partielles, avec le passage à des gestions coopératives d'activités plus ou moins étendues du service public. L'objectif

d'autogestion et de socialisation du service public doit être vu comme une tension permanente portée par l'organisation et la lutte. Il s'intègre dans un projet sociopolitique lié à la démocratie et à la transformation sociale radicale.

28 juillet 2015

Source
http://www.laboursolidarity.org/

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte

Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

Central Sindical e Popular Conlutas (CSP-Conlutas) (Brésil).
Confederación General del Trabajo (CGT) (État espagnol).
Union syndicale Solidaires (Solidaires) (France).
Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B) (Burkina).
Confederation of Indonesia People's Movement (KPRI) (Indonésie).
Confederación Intersindical (Intersindical) (État espagnol).
Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) (Algérie).
Batay Ouvriye (Haïti).
Unione Sindacale Italiana (USI) (Italie).
Confédération nationale des travailleurs-Solidarité ouvrière (CNT SO) (France).
Sindicato de Comisiones de Base (CO.BAS) (État espagnol).
Organisation générale indépendante des travailleurs et travailleuses de Haïti (OGTHI) (Haïti).
Sindacato Intercategoriale Cobas (SI COBAS) (Italie).
Confédération Nationale du Travail (CNT-f) (France).
Intersindical Alternativa de Catalunya (IAC) (Catalogne).
Union générale des travailleurs sahraouis (UGTSARIO) (Sahara occidental).
Ezker Sindikalaren Konbergentzia (ESK) (Pays basque).
Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (CNTS/FC) (Sénégal).
Independent Trade Unions for Egyptian Federation (EFITU) (Egypte).
Sindicato Autorganizzato Lavorator COBAS (SIAL-COBAS) (Italie).
General Federation of Independent Unions (GFIU) (Palestine).
Confederación de la Clase Trabajadora (CCT) (Paraguay).
Red Solidaria de Trabajadores (Pérou).

Organisations syndicales nationales professionnelles

National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (RMT/TUC) (Grande-Bretagne).

Centrale Nationale des Employés-Confédération Syndicale Chrétienne (CNE/CSC) (Belgique).
Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (SINALTRAINAL/CUT) (Colombie).
Fédération générale des postes, télécom et centres d'appel-Union générale tunisienne du travail (FGPTT/UGTT) (Tunisie).
Trade-Union dans Ethnodata-Trade Union of Empoyees in the Outsourcing Companies in the Financial Sector (Grèce).
Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (SYNTRASEH) (Bénin).
Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (ASFOC-SN) (Brésil).
Organizzazione Sindicati Autonomi e di Base Ferrovie (ORSA Ferrovie) (Italie).
Union nationale des normaliens de Haïti (UNNOH) (Haïti).
Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (CUB SUR) (Italie).
Confederazione Unitaria di Base Immigrazione (CUB Immigrazione) (Italie).
Coordinamento Autorganizzato Trasporti (CAT) (Italie).
Confederazione Unitaria di Base Credito e Assicurazioni (CUB SALLCA) (Italie).
Syndicat des travailleurs du rail-Union nationale des travailleurs du Mali (SYTRAIL/UNTM) (Mali).
Gıda Sanayii İşçileri Sendikası-Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (GIDA-IŞ/DISK) (Turquie).
Syndicat national des travailleurs du Petit Train Bleu/SA (SNTPTB) (Sénégal).
Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (ANFACSS) (Panama).
Conseil des lycées d'Algérie (CLA) (Algérie).
Confederazione Unitaria di Base Trasporti (CUB Trasporti) (Italie).
Syndicat de l'enseignement supérieur Solidaire (SESS) (Algérie).
Palestinian Postal Service Workers Union (PPSWU) (Palestine).
Union syndicale étudiante (USE) (Belgique).
Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (STCC) (Portugal).
Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (Sinutapetrolgas) (Venezuela).
Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Publicos (Mexique).
Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (CUPW-STTP) (Canada).

Organisations syndicales locales

Trades Union Congress, Liverpool (TUC Liverpool) (Angleterre).
Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (ORMA Brescia) (Italie).
Fédération syndicale SUD-Service public, canton de Vaud (SUD Vaud) (Suisse).

Sindicato Unitario de Catalunya (SU Metro) (Catalogne).
Türkiye DERİ-İŞ Sendikasi, Tuzla et Izmir (DERİ-İŞ Tuzla et Izmir) (Turquie).
L'Autre syndicat, canton de Vaud (L'Autre syndicat) (Suisse).
Centrale générale des services publics FGTB, Bruxelles (CGSP/FGTB Bruxelles) (Belgique).
Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (IG Metall Berlin) (Allemagne).
Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahia Blanca-SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahia Blanca) (Argentine).
Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT (Argentine).
UCU University and College Union, University of Liverpool (UCU Liverpool) (Angleterre).

Organisations syndicales internationales

Industrial Workers of the World-International Solidarity Commission (IWW).

Courants, tendances ou réseaux syndicaux

Transnationals Information Exchange Germany (TIE Germany) (Allemagne).
Émancipation tendance intersyndicale (Émancipation) (France).
Globalization Monitor (Gmo) (Hong Kong).
Courant syndicaliste révolutionnaire (CSR) (France).
No Austerity-Coordinamento delle lotte (Italie).
Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI) (France).
Basis Initiative Solidarität (BASO) (Allemagne).
LabourNet Germany (Allemagne).
Resistenza Operaia-Operai Fiat-Irisbus (Italie).

Marx et le mouvement coopératif

Thomas Lowit

Les textes que Marx nous a laissés sur la coopération ouvrière ne sont pas très nombreux : quelques passages épars dans les écrits les plus divers, quelques remarques, parfois même de simples allusions consignées dans sa correspondance. La rareté des textes et l'absence d'un exposé systématique expliquent indépendamment de toutes les interprétations partisanes, pourquoi les vues de Marx sur la coopération ouvrière restent généralement ignorées.

Ainsi Martin Buber, pour citer un exemple, néglige cet aspect de la pensée de Marx dans son ouvrage *Pfade dans Utopia* (Heidelberg, 1950) : il nie d'autant plus facilement l'affinité foncière du socialisme dit

scientifique et de l'utopie socialiste[1]. Pourtant, il suffit de rassembler les textes dispersés pour s'apercevoir que nous avons à faire à des éléments d'une véritable doctrine de la coopération ouvrière, éléments qui aident à mieux comprendre les buts de l'action révolutionnaire de Karl Marx.

La valeur illustrative des observations consacrées par Marx à la coopération est incontestable. Cette dernière représentait à ses yeux le nouveau mode de production, surgissant au milieu de la société capitaliste, et comme une négation de celle-ci en tant qu'abolition du salariat[2]. Par cette double caractéristique, toute la discussion du système coopératif se rattache chez Marx à celle de la société post-capitaliste. Aussi l'association coopérative – soit comme réalité déjà existante, soit comme mode de production de la société à venir – n'est-elle jamais abordée en elle-même et pour elle-même, mais toujours dans la perspective générale de l'émancipation ouvrière. En perdant ainsi toute autonomie vis-à-vis des buts de la transformation révolutionnaire de la société, l'idée de coopération, ou de «travail associé», devient chez Marx un élément essentiel de la doctrine du socialisme.

Lorsque le jeune Marx jetait les premières bases de sa critique radicale des conditions générales de la production capitaliste, l'idée coopérative – comme l'association volontaire des producteurs – avait déjà derrière elle une longue histoire. Celle-ci remonte au Moyen-Âge où les «sociétés taisibles[3]» peuvent être reconnues comme des réalisations coopératives, de même que certaines associations rurales plus récentes[4], sans oublier le travail communautaire des peuples antiques qui n'a cessé de retenir l'intérêt de Marx tout au long de sa carrière intellectuelle. Mais en même temps, l'association coopérative se présentait dans toute la pensée socialiste de la première moitié du 19e siècle – chez Robert Owen, Charles Fourier aussi bien que chez les saint-simoniens – comme une idée toute neuve, conçue pour résoudre les problèmes spécifiques de la nouvelle civilisation industrielle, pour remédier à la misère révoltante du nouveau prolétariat urbain et pour accélérer le développement industriel. Elle représentait l'espoir d'une prospérité matérielle sans précédent autant que d'une «harmonie universelle[5]» au sein de la société tout entière.

1. Voir également Henrik Infield, *Coopératives communautaires et sociologie expérimentale, adaptation française* par Henri Desroche, Paris, Minuit, 1955; p. 12 et suiv.
2. Voir surtout les textes ci-après, tirés du *Capital* et de l'*Adresse inaugurale.*
3. Voir Charles Fournier, *Étude sur les associations coopératives*, Paris, 1867, p. 155-170.
4. Mentionnons, en particulier, «Les "fruitières" du Jura et de Suisse». Voir Charles Lumm D'Ortchamps, *Les associations rurales pour la fabrication du lait, connues en Suisse sous le nom de fruitières*, Paris/Genève, 1811.
5. Voir Charles Fourier, «Harmonie universelle», *Bulletin de Lyon,* 1804. Voir également Charles Gide, *Fourier, précurseur de la coopération,* Paris, 1920.

Plus qu'une simple conception de prophètes ou de visionnaires pour un avenir plus ou moins lointain, l'idée coopérative s'affirme dès le départ par des réalisations pratiques. Les premières tentatives sont dominées par les grandes conceptions sociales de leurs promoteurs, tels les «villages coopératifs» fondés par Robert Owen ou ses disciples en Angleterre et aux États-Unis, par exemple, et qui sont rapidement connus dans le monde entier. Le caractère à la fois communautaire et éducateur des essais oweniens vient à transformer radicalement l'humanité, s'affirme avec autant de force, bien que sous des formes différentes, dans le «phalanstère» de Charles Fourier aussi bien que dans les sectes saint-simoniennes.

Mais des réalisations d'un type différent, dues à l'initiative de simples «producteurs» aux objectifs bien plus limités, voient bientôt le jour. L'Association chrétienne des Bijoutiers en doré[1], fondée en 1834 par quatre ouvriers parisiens, suivis rapidement par d'autres, peut-être considérée comme la première coopérative ouvrière de production proprement dite. Dix ans plus tard, la fameuse Société des équitables pionniers de Rochdale, fondée par 28 ouvriers tisserands d'un faubourg industriel de Manchester ouvre, par sa brillante, réussite; la voie au développement rapide des coopératives de consommation dans le monde entier. Ainsi, bien avant la première grande «poussée coopérative» de 1848, le mouvement comporte déjà, en matière de conception aussi bien que de réalisation, un passé plein de succès et d'échecs, facteurs de sa profonde transformation depuis le début de l'âge industriel[2].

En tant qu'idée, la coopération fait partie de l'héritage intellectuel du socialisme «critico-utopique» de Robert Owen et de Charles Fourier qui constituent avec Saint-Simon, «les systèmes socialistes et communistes proprement dits[3]». Certes, le fait que cette idée appartient à l'héritage socialiste n'est pas pour Marx une raison de l'accepter a priori il aurait pu la rejeter comme «utopique» en même temps que toute la «peinture fantaisiste de la société future» à travers laquelle elle s'était exprimée chez les premiers socialistes. Or, dans les critiques marxiennes du socialisme «utopique» on ne trouvera aucune affirmation impliquant une condamnation de l'idée coopérative elle-même. En déclarant que les disciples de Owen et de Fourier, les saint-simoniens et d'autres «s'obstinent à maintenir les vieilles conceptions de leurs maîtres en face

1. Voir A. Cuvillien, «L'association buchézienne des bijoutiers en doré (1834-1873)» dans *Hommes et idéologies de 1840*, Paris, Marcel Rivière, 1956.
2. Signalons, pour l'étude approfondie du mouvement coopératif, les publications de la «Bibliothèque internationale de sociologie de la coopération», collection dirigée par H. Debroche (Paris, Minuit).
3. *Le Manifeste communiste.*

de révolution historique du prolétariat» et qu'ils «tombent, petit à petit, dans la catégorie des socialistes réactionnaires ou conservateurs», Marx ne semble point viser le principe lui-même sur lequel sont fondées leurs conceptions, mais seulement les formes particulières qu'il revêt dans les systèmes qui «ont fait leur apparition dans la première période de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie[1]».

Que l'idée coopérative elle-même puisse ainsi échapper à la critique destructrice de toutes les formes particulières sous lesquelles elle est apparue au cours du premier stade du développement de la société capitaliste, cela peut paraître, au premier abord, surprenant sinon paradoxal. Or cette idée semble participer pour Marx plutôt de leur aspect «critique» des premiers systèmes socialistes que de leur aspect «utopique»: dans son principe, la coopération est une négation du travail salarié; sous sa forme positive de travail associé, elle représente la seule forme (logiquement et historiquement) concevable de l'abolition du salariat. Si toute négation radicale de la production capitaliste doit aboutir à une forme de travail coopératif, celle-ci doit apparaître pleinement au niveau «critique» des «premiers systèmes communistes et socialistes proprement dits». L'économie coopérative, en tant qu'abolition de la contradiction entre le capital et le travail, devient en définitive, pour Marx, indépendante de tout héritage doctrinal. L'opposition qu'il établit, dans un de ses tout premiers écrits, entre la coopération «conditionnée par la division du travail», «puissance étrangère et source d'aliénation», et la coopération «volontaire[2]», relève du même principe de négation de l'ensemble du système social existant. Inversement, le système capitaliste de production, basé sur l'antagonisme de classes n'est qu'un élément du long processus historique faisant suite à une «dissociation de l'unité primitive entre le travailleur et ses moyens de travail»; aussi «une révolution nouvelle [ne peut consister à son tour qu'à] restaurer l'unité primitive sous une forme historique nouvelle[3]». Les études de Marx sur l'obchtchina (la propriété commune russe) ou l'artel, véritable institution coopérative russe, s'inscrivent dans la même perspective[4].

Ainsi, la coopération devait s'intégrer, chez Marx, dans une perspective globale de l'histoire humaine dont elle constitue le point de

1. *Ibid.*
2. *L'idéologie allemande,* Paris, Éditions sociales, 1re partie, 1953, p. 25-26
3. *Salaires, prix et profit,* Paris, Éditions sociales, p. 29. Voir aussi *Le Capital* (trad., t. 1, p. 94): «Pour rencontrer le travail commun, nous n'avons pas besoin de remonter à sa forme naturelle primitive telle qu'elle nous apparaît au seuil de l'histoire de tous les peuples civilisés.»
4. M. Rubel, *Karl Marx*…, p. 424 sq.

départ – et le point d'arrivée. Cette perspective historique d'une émancipation ouvrière prochaine[1] commande à son tour les principaux jugements particuliers que Marx a portés sur les divers aspects du mouvement coopératif moderne qui surgissait, à partir de 1848, dans divers pays d'Europe et d'Amérique.

La coopération une fois admise – de façon on ne peut plus positive – dans son principe, Marx s'attache : principalement à montrer que toutes ses formes ou conceptions particulières ne peuvent, pour autant, être tenues pour valables. C'est là un aspect fondamental de sa propre conception qui explique pourquoi un bon nombre de ses jugements se présente comme une critique de tel ou tel aspect du mouvement coopératif existant. L'ensemble de ses critiques peut se résumer en une seule formule : refus de toute intervention extérieure dans l'expérience des associations ouvrières « qui n'ont de valeur qu'autant qu'elles sont des créations indépendantes aux mains des travailleurs et qu'elles ne sont protégées ni par les gouvernants, ni par les bourgeois[2] ». Nous retrouvons ici une idée fondamentale de Marx sur le mouvement ouvrier, à savoir que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes[3] ». Ce principe d'auto-émancipation ouvrière exclut non seulement un recours à l'aide financière de l'État – telle qu'elle fut préconisée en Allemagne par Lassalle et bien avant lui par Buchez en France – mais condamne aussi toute intervention extérieure d'ordre doctrinal, c'est-à-dire celle qui ne relève pas directement de l'expérience coopérative ouvrière elle-même.

Ces diverses critiques formulées à l'égard d'autres réalisations et projets coopératifs de son temps définissent en même temps la propre conception de Marx. Celle-ci repose entièrement sur la spontanéité ouvrière qui, à condition de pouvoir se développer librement, suivant son dynamisme propre, constitue sa propre justification et sa raison d'être, telles « les fabriques coopératives créées sans assistance aucune, par quelques hardis travailleurs[4] » – véritables modèles de coopération pour Marx. Cet unique critère détermine aussi les limites qu'il convient de s'imposer quand on juge des mouvements coopératifs : on ne doit pas chercher à « proclamer un système spécial de coopération », on « doit se limiter à l'énonciation de quelques principes généraux », en s'appuyant uniquement sur les éléments réels du mouvement ouvrier

1. Celle-ci est devenue possible en raison des conditions historiques « objectives » qui sont celles du développement du capitalisme lui-même dont la coopération constitue un des éléments.
2. *Critique du programme de Gotha*, 1875.
3. Préambule des statuts de la Première Internationale, 1864.
4. « Adresse inaugurale », 1864.

spontané ; il s'agit « de les combiner, de les généraliser et de leur donner de l'uniformité[1] ».

En s'en remettant à la spontanéité ouvrière, Marx n'en est que plus libre pour proclamer constamment la nécessité de maintenir un point de vue plus large qui tienne compte du processus historique en plein développement. Aussi, à une appréciation des éléments intrinsèques d'un mouvement coopératif isolé – qui varie suivant le type d'expérience envisagée – se superpose toujours une considération de sa valeur dans la perspective de l'abolition du salariat à l'échelle de la société.

Examinées sous cet angle, les expériences coopératives – même parfaitement valables en elles-mêmes – suscitent chez Marx deux séries de jugements parallèles, positifs et négatifs, suivant les divers aspects particuliers du problème envisagé. Les jugements favorables s'appliquent, en premier lieu, à la preuve pratique, fournie par ces expériences coopératives, que l'abolition du salariat est réellement possible.

En effet, « plutôt par l'action que par l'argument, ils [les coopérateurs] démontrèrent que la production peut se développer à une grande échelle et en harmonie avec le progrès de la science moderne, sans l'existence d'une classe de patrons *(masters),* qui emploie une classe de travailleurs *(hands)*[2] ». Tout en témoignant de la volonté d'émancipation des travailleurs, « les fabriques coopératives des ouvriers représentent la première brèche au sein de la vieille société [3] » et démontrent déjà que « le travail salarié, tout comme le travail de l'esclave et le travail du serf n'est qu'une forme transitoire destinée à disparaître devant le travail associé[4] ».

Mais cette « grande victoire de l'économie politique du travail sur l'économie politique du capital[5] » ne va pas sans appeler une série de jugements restrictifs, qui peuvent se résumer sous deux chefs principaux. :

1) La coopération manque d'une dynamique intrinsèque, susceptible d'animer sa propre expansion. Limité aux tentatives occasionnelles, le mouvement coopératif est « impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste » ou à « arrêter la croissance du monopole en progression géométrique ». Aussi l'action coopérative ne constitue-t-elle pas un moyen efficace pour « émanciper les masses (ni même) alléger ne serait-ce que de manière sensible le fardeau de leur misère ». Par

1. « Rapport du Conseil central de l'AIT », 1866.
2. « Adresse Inaugurale ».
3. *Le Capital*.
4. « Adresse Inaugurale ».
5. *Ibid*.

conséquent, elle ne peut pas être le domaine le plus important de l'action ouvrière

2) Les coopératives de production qui se constituent dans la société capitaliste ne peuvent pas atteindre à la forme définitive du travail associé. Dans leur organisation, on retrouve tous les défauts du système existant. Elles représentent tout au plus une «forme de transition entre le mode de production capitaliste et la production associée» de la société post-capitaliste.

Ces deux réserves critiques, relevant l'une de la considération des moyens pour parvenir à l'abolition générale du salariat, l'autre touchant à la nature même du travail coopératif au sein de la société existante, amènent Marx à affirmer constamment que la production doit être développée à l'échelle nationale. Mais «pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, les changements sociaux généraux sont indispensables», autrement dit, «le pouvoir gouvernemental doit être arraché des mains des capitalistes et de propriétaires fonciers[1]».

Mais la nécessité d'une conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, tout en appelant des moyens plus larges que l'action coopérative, n'enlève pas à celle-ci son importance. Sans constituer le moyen exclusif ou principal de l'action ouvrière, l'idée de coopération est intimement associée, aux yeux de Marx, à la fin de cette action: l'établissement du «système républicain de l'association de producteurs libres et égaux[2]».

1967

Source

Cahiers de l'ISEA, série 6, 11 juin 1967.

Les cellules imaginales de l'économie solidaire

Emily Kawano

La découverte des cellules imaginales[3] remonte aux années 1600, mais la métaphore des cellules imaginales a été popularisée par Norie

1. «Rapport du Conseil central de l'AIT», 1866.
2. *Ibid.*
3. NdE: en entomologie, le stade imaginal est le dernier moment de développement. La dernière mutation imaginale s'accompagne souvent de changements radicaux dans la morphologie du stade larvaire au stade adulte mature.

Huddle dans son livre *Butterfly* (1990). L'histoire de la métamorphose d'un papillon fournit une belle et utile métaphore pour la métamorphose d'un système capitaliste à un système postcapitaliste : l'économie solidaire (ES).

S'éveiller à une vision différente

Quand une chenille enroule sa chrysalide sur elle-même, un processus magique commence. D'abord, son corps commence à se décomposer en un liquide riche en nutriments. Dans cette bouillie se trouvent des cellules imaginales, qui étaient présentes depuis le début dans la chenille mais qui étaient en sommeil. Ces cellules imaginales commencent à exprimer un génome hérité de l'évolution, un génome différent de celui de la chenille[1].

Ces cellules imaginales, en d'autres termes, ont une vision différente de ce qu'elles peuvent devenir. Elles sont si différentes, en fait, que ce qui reste du système immunitaire de la chenille les considère comme des intrus, les attaque et les détruit.

Vision commune et regroupement

Pourtant, les cellules imaginales survivantes commencent à se reconnaître entre elles comme ayant un objectif et une vision du devenir communs. Elles commencent à se regrouper et sont capables de repousser les attaques du système immunitaire. De plus en plus de cellules imaginales se trouvent, se regroupent et survivent. Les grappes survivantes trouvent d'autres grappes et continuent à se regrouper.

Coopération, intégration, émergence

Au fur et à mesure que les cellules imaginales continuent de s'unir, elles commencent à se spécialiser dans leur expression préprogrammée. Certaines se transforment en œil, d'autres en patte, d'autres encore en corps, d'autres enfin en aile. Ces éléments travaillent ensemble, chacun s'intégrant aux autres, jusqu'à ce que ce qui émerge de la chrysalide soit une créature entièrement différente - un papillon[2].

1. Lynn Margulis et Dorion Sagan, *Acquiring Genomes : A Theory of the Origins of Species* New York, Basic Books, 2003.
2. Ferris Jabr, « How does a caterpillar turn into a butterfly ? » *Scientific American,* août 2012.

Qu'est-ce que l'économie solidaire ?

L'économie solidaire (ES) est une grande tente qui englobe de nombreuses visions coexistantes de systèmes économiques démocratiques et postcapitalistes. Ce cadre, qui est apparu en Amérique latine et en Europe dans les années 1990, rejette les formes autoritaires de socialisme dominées par l'État, affirmant au contraire un engagement fondamental envers la démocratie participative. En outre, il est explicitement féministe, antiraciste et écologique, et plaide pour une transformation économique qui transcende toutes les formes d'oppression, et pas seulement de classe.

Contrairement à l'intérêt personnel étroit, à la concurrence et à la lutte pour dominer les autres qui sont au cœur du capitalisme raciste et patriarcal, l'économie solidaire est centrée sur une culture de solidarité, de mutualité, d'attention et de coopération, y compris la responsabilité sociale, les droits humains économiques et les droits de la Terre Mère. Les institutions de l'ES comprennent les coopératives (de travailleurs, de consommateurs, de producteurs), les banques publiques, les fiducies foncières communautaires, les monnaies alternatives et les *time banks* [monnaie basée sur le temps où l'unité de compte est l'heure-personne].

En 2013, le Réseau américain d'économie solidaire (USSEN) et le RIPESS, un réseau international d'économie solidaire, ont mené un processus de consultation internationale de deux ans pour construire une compréhension commune[1]. Alors qu'il existe un large éventail au sein de l'économie solidaire pour englober un large spectre d'approches ancrées dans les réalités locales de la culture, de la langue, de l'histoire, des contextes politiques-sociaux-économiques et de l'environnement, certains éléments de sa définition s'énonce à travers ces spécificités : l'économie solidaire est un cadre. Ce cadre relie les pratiques de l'économie solidaire.

Les pratiques de la SE sont alignées sur les valeurs de la SE : la solidarité ; la démocratie participative ; l'égalité dans toutes les dimensions

1. Voir *Global Vision for a Social Solidarity Economy : Convergences and Differences in Concepts, Definitions and Frameworks* (RIPESS, février 2015). En 2012, le conseil d'administration du RIPESS a décidé de faire de la vision globale du RIPESS un thème principal de la cinquième réunion de l'ESS, qui s'est tenue à Manille, en octobre 2013. Nous avons organisé un processus de consultation mondiale au cours duquel une version antérieure de ce document a été largement a circulé, et chaque continent a pris la responsabilité de faire avancer le dialogue à travers un mélange de réunions en direct, de conférences téléphoniques et de communications électroniques. Il y avait aussi un forum électronique sur le site du RIPESS qui était ouvert aux commentaires dans le monde. Lors de la réunion de Manille, environ 100 personnes ont participé à un exercice de World Café animé et productif pour explorer davantage et partager leurs points de vue sur la signification de l'ESS. Ce document s'appuie sur l'ensemble de cette démarche, ainsi que sur la charte RIPESS adoptée en 2008, qui expose nos valeurs, notre mission et notre vision.

– race, classe, sexe, capacités, etc. ; la durabilité ; le pluralisme qui signifie qu'il ne s'agit pas d'une approche unique ou, comme le disent les zapatistes, d'un «monde dans lequel de nombreux mondes ont leur place».

Tous ces éléments articulent une vision postcapitaliste. L'ES soutient que nous ne pouvons pas atteindre le monde juste, durable, démocratique et coopératif que nous recherchons en réformant le capitalisme. Nous ne rejetons pas les réformes, mais nous insistons sur l'importance de les considérer comme faisant partie d'un processus à long terme de changement fondamental des systèmes. En l'absence de cette vision, les réformes finissent par renforcer le capitalisme.

L'ES est un mouvement international qui comprend : Le RIPESS, un réseau international d'économie solidaire composé de réseaux continentaux ; l'OIT (Organisation internationale du travail), qui organise chaque année une académie de l'économie sociale et solidaire ; les Nations unies, qui disposent d'un groupe de travail sur l'économie solidaire (le Groupe de travail inter-institutions des Nations unies sur l'économie sociale et solidaire – ou UNTFSSE) ; la Bolivie et l'Équateur, des pays qui incluent l'économie solidaire dans leur constitution ; et un certain nombre d'autres pays qui disposent de cadres politiques nationaux soutenant l'économie solidaire.

Réveiller le potentiel endormi de l'économie solidaire

Les riches fondations des pratiques de l'économie solidaire sont comme des cellules imaginales. Actuellement, elles sont dans l'équivalent d'un stade dormant au sein de la chenille du capitalisme. Cependant, les crises convergentes de la pandémie, du changement climatique, du racisme et de la violence qui ont déclenché les soulèvements généralisés pour la justice raciale, contre la fracture économique et du glissement alarmant vers le fascisme créent également des opportunités. La foi des gens dans le statu quo est ébranlée. Il y a une ouverture croissante à de nouveaux récits, de nouveaux modèles et de nouveaux paradigmes. Dans ce contexte, de nombreuses cellules imaginales de l'économie solidaire sortent de leur dormance et s'éveillent à une vision différente du devenir.

Que faudra-t-il pour que les cellules imaginales de l'économie solidaire achèvent la métamorphose en un système postcapitaliste qui fonctionne avec un ensemble différent de valeurs et de logique ? Nous n'avons pas besoin d'«attendre la révolution», car les pratiques d'ES existent déjà tout autour de nous aujourd'hui. Notre tâche consiste à rendre ces pratiques visibles, à les développer et à les connecter. Comme

les cellules imaginales, nous pouvons penser à trois phases : 1) s'éveiller à une vision différente ; 2) reconnaître les autres comme partageant une vision commune et se regrouper ; et 3) coopérer, intégrer et émerger.

S'éveiller à une vision différente

On peut affirmer sans risque que la grande majorité des personnes qui mettent en pratique les principes énumérés au point 2 ne se considèrent pas comme faisant partie d'un processus de transformation visant à construire un monde plus juste, plus démocratique et plus durable au-delà du capitalisme. Alors comment peut-on prétendre qu'ils font partie d'une économie solidaire ?

Je pense que nous pouvons identifier les pratiques économiques qui s'alignent sur les valeurs de l'économie solidaire – même si elles sont imparfaites et même si ces pratiques et praticiens ne s'identifient pas à l'économie solidaire – de la même manière que les premiers capitalistes du 17e au 19e siècle ne s'identifiaient pas en tant que capitalistes ou au capitalisme, puisque le terme n'est apparu qu'à la fin des années 1800 ou au début des années 1900[1]. *La richesse des nations* d'Adam Smith, publiée en 1776 et largement considérée comme un traité fondateur du capitalisme, ne mentionne jamais le terme.

Cela signifie-t-il que l'économie solidaire peut se développer sans une identification consciente avec un cadre et une vision ? Pas exactement. Je pense que nous avons besoin d'une masse critique de différents secteurs qui s'identifient à l'économie solidaire, afin de dépasser les activités cloisonnées que nous observons actuellement.

Nombre de ces pratiques d'économie solidaire ont existé sous différentes formes et dans une plus ou moins grande mesure tout au long de l'histoire humaine. Ces pratiques ont persisté malgré la tendance du capitalisme à les marginaliser ou à les coopter. Ainsi, la simple existence des pratiques de l'ES ne conduit pas en soi à un changement de système. De même que les graines des cellules imaginales sont en sommeil dans la chenille, ce n'est que lorsque leur auto-identification en tant que créature différente est déclenchée qu'elles sont capables de commencer à se trouver, à se rassembler, à coopérer et à s'intégrer pour émerger en tant que papillon.

Reconnaître que les autres partagent une vision commune et se regrouper.

1. Fernand Braudel a remarqué que « l'utilisation initiale du terme "capitalisme" dans son sens moderne est attribuée à Louis Blanc en 1850 ». Fernand Braudel, *Civilization and Capitalism, 15th-18th Century*, vol. 2, *The Wheels of Commerce,* Oakland, University of California Press, 1992.

Une fois que l'on s'identifie à l'économie solidaire, il devient relativement facile de reconnaître les pratiques d'ES dans d'autres secteurs. Cela facilite le regroupement, qui permet des partenariats pratiques mutuellement bénéfiques. Il existe de nombreux exemples de regroupements limités entre deux ou trois pratiques d'ES, par exemple :

> À Seattle, les demandes de définancement de la police ont été combinées à la budgétisation participative. La ville a alloué 30 millions de dollars à un processus de budgétisation participative qui permettra aux [membres de la communauté] d'avoir leur mot à dire sur l'utilisation de l'argent. Douze millions de dollars ont été directement détournés du Seattle Police Department, tandis que les 18 millions restants proviennent du Mayor's Communities Initiative Fund[1].

Le soutien du secteur public municipal aux fiducies foncières communautaires (CLT) permet d'accroître l'offre de logements abordables permanents. Le partenariat « City-CLT : Municipal Support for Community Land Trusts », un rapport de John Emmeus Davis et Rick Jacobus sur les partenariats entre CLT et municipalités, cite trois douzaines d'exemples de villes qui apportent leur soutien sous forme de financement, d'assistance technique, de dons de biens immobiliers, de dotation en personnel, d'aide pour surmonter les obstacles réglementaires, etc.[2]

Certaines connexions sont délibérément établies pour répondre à un besoin, comme dans le cas des fonds de prêts coopératifs. En fait, le sixième principe coopératif, « la coopération entre les coopératives[3] », encourage les connexions, mais un cadre d'économie solidaire s'étend au-delà de la sphère coopérative.

Coopération, intégration et émergence

Nous pouvons donc constater que les cellules imaginales de l'économie solidaire se regroupent déjà, mais que faudra-t-il faire pour passer à l'étape suivante, à savoir créer des connexions entre les éléments d'ES existants et émergents et donner naissance à un nouveau système postcapitaliste ?

Aux États-Unis, des efforts émergent pour construire des écosystèmes locaux d'ES par la coopération et l'intégration. Par exemple, Cooperation Jackson à Jackson (Mississippi) construit intentionnellement

1. Manjeet Kaur, « Seattle cut its police budget. Now the public will decide how to spend the money » *The Appeal,* 28 janvier 2021.
2. John Emmeus Davis et Rick Jacobus, *The City-CLT Partnership : Municipal Support for Community Land Trusts*, Cambridge, Lincoln Institute of Land Policy, 2008.
3. National Cooperative Business Association, « The 7 cooperative principles », CLUSA, 2021.

un écosystème d'économie solidaire avec des éléments interconnectés, notamment un centre de production communautaire qui utilise des technologies de pointe comme des imprimantes 3D et d'autres formes de fabrication numérique. Elle a également créé une fiducie foncière communautaire, qui détient une quantité considérable de terres pour un logement abordable et l'agriculture, et qui sert également à préserver les sites historiques importants des luttes pour les droits civils et la libération des Noir·es. Un centre communautaire offre un espace pour les rassemblements, l'éducation et la formation communautaires, ainsi qu'une crèche. L'association travaille également à l'achat d'un centre commercial pour une coopérative alimentaire et d'autres entreprises coopératives. Ce travail de «construction» est associé à l'organisation de la base et à l'organisation culturelle, ainsi qu'à des stratégies politiques/électorales qui sont un exemple de l'approche «Resist and Build» (Résister et construire) visant à intégrer ces domaines de travail. (Voir *Organizing the Solidarity Economy : A Story of Network Building amid Covid-19*, p. 56[1]).

Il y a d'autres exemples d'efforts locaux pour construire l'écosystème de l'économie solidaire : Cooperation Humboldt, Eureka (Californie) ; Solidarity Economy Initiative (Massachusetts) ; Boston Ujima Project ; CEANYC (Cooperative Economic Alliance of New York City) ; et MASEN (Massachusetts Solidarity Economy Network), le premier réseau d'ES à l'échelle de l'État aux États-Unis.

Voies d'avenir

Il existe un certain nombre de secteurs, certains assez importants, qui sont en général assez éloignés d'une identification avec l'économie solidaire et les principes sur lesquels elle a été fondée. Mais il existe un énorme potentiel inexploité pour activer les cellules imaginales dormantes de l'économie solidaire – par exemple :

Les coopératives électriques : dans les années 1930, la plupart des zones rurales n'avaient pas d'électricité, car les compagnies privées ne trouvaient pas rentable de fournir de l'électricité à ces zones. L'administration de l'électrification rurale a été créée pour soutenir le développement des coopératives électriques afin d'apporter l'électricité aux zones rurales. Aujourd'hui, il existe plus de 900 coopératives

1. Steve Dubb, «Organizing the solidarity economy : A story of network building amid Covid-19», *Nonprofit Quarterly,* n° 2, été 2021. NdE : voir également Patrick Silberstein, «Un plan alternatif pour Jackson City (Mississippi)», *Association autogestion,* https://autogestion.asso.fr/plan-alternatif-jackson-city-mississippi/, 2017.

électriques qui desservent 42 millions de personnes et couvrent 75 % de la superficie du pays[1]. Bien qu'elles appartiennent aux membres qu'elles servent, certains se plaignent que certaines d'entre elles ne fonctionnent pas de manière transparente, démocratique ou conforme aux intérêts de leurs membres. « La plupart des coopératives électriques sont des clubs d'hommes qui réélisent les mêmes personnes, qui élaborent des politiques qui favorisent leurs enfants ou leurs amis », déclare Tom « Smitty » Smith, de l'association Public Citizen, qui défend les droits des consommateurs[2]. Les membres des coopératives se défendent, en informant les membres de leurs droits, en encourageant les membres à défier le réseau de vieux garçons dirigeants en se présentant aux élections du conseil d'administration, et en créant des fiches d'évaluation pour demander des comptes aux conseils d'administration[3]. Southern Echo, dans le Mississippi, et Appalachian Voices s'efforcent de remédier au versement d'indemnités aux membres du conseil d'administration qui reçoivent des sommes allant jusqu'à 50 000 dollars par an pour assister à quelques réunions par mois, et des permanents qui, par exemple, gagnent 180 000 dollars par an, dans des régions où le revenu médian est de 20 000 à 25 000 dollars[4].

Les coopératives agricoles : The Grange est la plus ancienne organisation agricole des États-Unis. Fondée en 1867, la Grange est née d'un mouvement populiste de petits agriculteurs qui se sont battus contre les barons de l'élevage, les banques et les monopoles ferroviaires, ont dénoncé la domination du gouvernement par les entreprises et ont soutenu les coopératives agricoles[5]. La Grange d'aujourd'hui est présente dans 2 100 communautés réparties dans trente-sept États[6]. La National Grange a, d'une certaine manière, perdu le contact avec ses racines, se rangeant du côté des grandes entreprises agroalimentaires et résistant à l'évolution de ses jeunes membres vers une agriculture durable, biologique et sans OGM. De nombreuses Granges ferment leurs portes, car leurs membres vieillissent et leurs effectifs diminuent.

1. « Rural electric cooperatives (RECs) », *Co-opLaw,* 2021.
2. Matt Grimley, « Just how democratic are rural electric cooperatives ? » Institute for Local Self-Reliance, 13 janvier 2016.
3. John Farrell, Matt Grimley, Nick Stumo-Langer, « Report : Re-member-ing the electric cooperative » Institute for Local Self-Reliance, 29 mars 2016.
4. Bri Knisley, Benita Wells, Holmes Hummel, « Power to the People : Organizing rural electric cooperatives », *The Forge*, 19 octobre 2020.
5. Peter Lamborn Wilson, « Grange appeal », *Fifth Estate 360,* 2003.
6. Robert Longley, « The Grange Laws and the Grange Movement », *History & Culture*, ThoughtCo., 4 décembre 2020.

Et une bataille féroce a éclaté en Californie entre la National Grange et les Granges locales et d'État :

Les pouvoirs en place craignent que si la vision de California Grange se propage dans les autres États, ils ne seront plus en mesure de maintenir leur pouvoir et leur contrôle. Ils ne seront pas en mesure de diriger, parce qu'ils n'ont pas l'expertise et le populisme progressiste que la nouvelle vague exige… Les jeunes ne veulent pas adhérer à une organisation qui est dirigée par un réseau de Good Ol' Boy [bon vieux mecs][1].

Le conflit n'est pas terminé. Un certain nombre de procès et d'appels sont en cours devant les tribunaux, mais on peut en tirer des leçons quant à la possibilité pour des membres nouveaux et plus jeunes de perturber le réseau des anciens et de pousser une organisation à redécouvrir ses racines radicales.

D'autres stratégies pour réveiller les cellules imaginales dormantes

Quelles sont les autres stratégies susceptibles de motiver les cellules imaginaires dormantes à adopter une vision transformatrice ?

Changement de narration : généraliser un nouveau récit de notre économie par le biais d'un large éventail de médias, notamment des articles, des vidéos, des podcasts, des ateliers, des médias sociaux, des événements, des célébrations, du bouche-à-oreille, etc. En 2007, lorsque le réseau américain d'économie solidaire s'est formé lors du Forum social américain à Atlanta, en Géorgie, le terme d'ES était pratiquement inconnu aux États-Unis. Aujourd'hui, il fait de plus en plus partie du courant dominant et il y a une soif d'en savoir plus, comme en témoignent les plus de mille inscriptions à un atelier en ligne SE 101 en 2021[2]. Le groupe Resist & Build SE Narrative se réunit toutes les deux semaines pour tirer parti de cette ouverture historique afin de pousser à un changement narratif. (Voir « Organizing the solidarity economy : A story of network building amid Covid-19[3] ».)

Éducation sectorielle et renforcement de l'engagement : il est important d'engager directement les différents secteurs de l'économie solidaire. Pour certains secteurs, il est relativement facile de faire progresser l'identification à l'économie solidaire. Par exemple, le conseil d'administration de l'USSEN comprend, ou a compris, des associations nationales sympathisantes représentant des secteurs tels que la Fédération

1. John Collins, « West Coast Grange wars : A reborn farmers' movement takes on corporate agriculture », *In These Times,* 14 juin 2015.
2. « Solidarity Economy 101 Online Workshop », 30 janvier, 2021, hosted by the US Solidarity Economy Network and facilitated, David Ferris, Emily Kawano et Mike Strode.
3. Dubb, « Organizing the solidarity economy ».

américaine des coopératives de travail, la Fédération nationale des coopératives d'épargne et de crédit pour le développement communautaire (désormais Inclusiv), le National Community Land Trust Network (désormais GroundWorks), la Coalition rurale et Shareable. Ces organisations sectorielles ont la capacité de faire passer des messages à leurs membres et d'encourager l'engagement. Le monde des fondations commence à s'intéresser à l'économie solidaire, comme en témoigne le rapport sur les arts et l'économie solidaire commandé par Grantmakers dans the Arts[1]. (Voir *The Art Worlds We Want : Solidarity Art Economies*[2].)

Renforcement du pouvoir : ce moment historique a cristallisé les demandes de justice raciale, sociale et environnementale. L'économie solidaire, avec ses valeurs fondamentales d'égalité, de démocratie, de durabilité et de solidarité, est bien positionnée avec ces revendications. Construire des pratiques d'économie solidaire centrées sur l'antiracisme, l'anti-oppression et la durabilité est une forme de construction du pouvoir. Dans le même temps, nous redoublons d'efforts pour créer des relations solides avec les mouvements sociaux dirigés par les personnes les plus touchées par l'oppression systémique, des stratégies politiques et stratégiques, et un changement culturel vers les valeurs de l'économie solidaire. Nous utilisons le concept de « résister et construire » pour englober ces sphères interdépendantes.

La convergence des multiples crises auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui a créé une opportunité rare de faire pression pour un nouveau système au-delà du capitalisme. Il existe une base solide de cellules imaginales qui existent déjà au sein du système actuel, et de nouvelles cellules émergent en permanence. Beaucoup se considèrent déjà comme faisant partie d'un processus de transformation. Ces cellules se connectent de plus en plus les unes aux autres et, dans certains cas, commencent à construire des écosystèmes d'économie solidaire explicites. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à un regroupement systémique des cellules imaginales de l'ES, nous assistons à l'émergence par métamorphose d'une économie solidaire.

8 septembre 2021

Source

Nonprofit Quarterly, « The World we want : In search of new economic paradigms », été 2021.

1. Nati Linares et Caroline Woolard, *Solidarity Not Charity : Arts & Culture Grantmaking in the Solidarity Economy,* New York, Grantmakers in the Arts, 2021.
2. Nati Linares et Caroline Woolard, « The Art worlds we want : Solidarity art economies », *Nonprofit Quarterly,* n° 2, été 2021.

Économie des travailleur·euses : une 8e rencontre internationale en virtuel

Richard Neuville

La 8e Rencontre internationale de l'économie des travailleuses et travailleurs s'est achevée le 13 novembre à Mexico. Initialement prévue du 30 août au 31 octobre 2021, une partie de la programmation a été décalée dans le temps par le comité organisateur mexicain. Dans le contexte de pandémie, cette rencontre s'est déroulée intégralement en virtuel, ce qui a limité la diversité des activités mais a aussi été une opportunité à certains égards. Indéniablement, elle aura été d'une grande richesse tant du point de vue de la qualité des témoignages et des réflexions, que de la diversité des intervenant-e-s. Suite à l'annulation des rencontres régionales à l'automne 2020, cette 8e édition aura permis de démontrer la vitalité du réseau international et notamment son ancrage en Amérique centrale et du Sud après quatorze années d'existence.

Après la cérémonie d'ouverture organisée le 30 août dans les locaux du Syndicat mexicain des électriciens (SME) et la visite virtuelle du Centre de services communautaires de femmes en lutte de Topilejo (banlieue de Mexico) le 9 septembre au demeurant très intéressante[1], 27 sessions de débat de trois heures chacune ont été organisées entre le 6 octobre et le 12 novembre, ainsi qu'une assemblée de femmes le 23 octobre. De fait, la forme de cette rencontre aura été bien différente des précédentes rencontres au cours desquelles l'ensemble des activités étaient concentrées sur un ou deux lieux pendant quatre ou cinq jours. Mais une fois de plus, ce réseau aura permis le récit d'expériences et la confrontation d'analyse entre acteur·trices du mouvement social international en construction autour de l'économie sociale et populaire, et ce dans le contexte particulier de pandémie de Covid-19. Elle aura également permis l'articulation entre des espaces de réflexion et la pratique des travailleur·euses engagé·es dans des expériences concrètes et contribué ainsi à formuler des propositions politiques et sociales. Elle aura permis la participation variée d'acteur·trices de l'économie alternative :

1. Patrick Le Tréhondat et Richard Neuville, «Mexique : un plaidoyer pour l'autogestion des "Femmes en lutte de Topilejo"», Association Autogestion, septembre 2021, https://autogestion.asso.fr/mexique-un-plaidoyer-pour-lautogestion-des-femmes-en-lutte-de-topilejo/.

des travailleur·euses impliqué·es dans des syndicats, des coopératives, des entreprises récupérées et autogérées, des organisations de l'économie sociale et populaire mais aussi des universitaires, des étudiant·es, des militant·es sociaux, politiques et diverses personnes intéressées par une nouvelle économie des travailleur·euses.

Une alternance de débats entre théorie et pratique

Les débats ont été organisés autour des dix axes de discussion figurant dans l'appel à participation de cette rencontre[1]. Il serait fastidieux de citer tous les thèmes abordés, nous nous limiterons ici à en mettre quelques-uns en exergue pour illustrer la richesse et la diversité. L'équilibre entre des contenus théoriques et des témoignages d'expériences et/ou axés sur la praxis a été préservé.

Ainsi, il y a eu des confrontations théoriques entre universitaires et/ou penseurs sur les «perspectives économiques, politiques et sociales des travailleur·euses avec la crise du capitalisme mondial avant et pendant la pandémie», sur la «stratégie globale et la tactique des socialistes dans le contexte de la société capitaliste globale contemporaine» ou sur la «conceptualisation autour de l'économie des travailleurs et de l'autogestion».

D'autres sessions ont traité du lien entre l'université et l'économie sociale: «La contribution de l'université dans le renforcement de l'économie sociale, dans la consolidation des projets d'autogestion et dans l'autonomie et l'émancipation des travailleur·euses» et les «stratégies pour renforcer les liens universitaires et la collaboration dans le développement de projets collectifs» en argumentant à partir des expériences développées en Argentine, au Brésil et au Mexique du fait de l'engagement d'universitaires et des pratiques développées sur le terrain social. L'illustration étant par exemple le «dialogue de connaissances sur la santé, l'interdisciplinarité et l'interculturalité: des paris pour la santé et l'émancipation des travailleurs» engagé entre, d'une part, des travailleuses de coopératives argentines et mexicaines et, de l'autre, des universitaires mexicaines.

Des problématiques plus concrètes telles que les «stratégies de financement des projets de l'économie populaire, sociale et autogérée» ou l'«articulation des politiques publiques pour le secteur de l'économie

1. Voir l'Appel: «8e Rencontre internationale de "L'économie des travailleuses et travailleurs", Mexico, 30 août au 31 octobre 2021», Association Autogestion, 24 août 2021, https://autogestion.asso.fr/viiie-rencontre-internationale-de-leconomie-des-travailleuses-et-travailleurs-mexico-30-aout-au-31-octobre-2021/.

sociale, populaire et autogérée. Expériences comparatives pour la création d'emplois» à partir des programmes publics mis en œuvre en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Mexique, en Uruguay ont été traitées lors deux sessions.

Trois sessions ont abordé la relation, l'articulation, l'implication des syndicats avec les coopératives autogérées: «Les défis de la convergence du syndicalisme et du coopérativisme» à partir des cas des grosses coopératives mexicaines (Tradoc, Pascual, Luz y Fuerza) qui ont vu des responsables syndicaux devenir sociétaires et administrateurs; «La synergie et les alliances entre organisations syndicales et coopératives» en présence de syndicalistes du PIT-CNT (Uruguay), de l'Union syndicale Solidaires (France), de Solidarité ouvrière (État espagnol), de la Nouvelle centrale des travailleur·euses (Mexique) et de la Fédération graphique de la CGT (Argentine); ou autour de la gestion des services publics: «Résistance syndicale et coopérative dans les services essentiels. Les coopératives énergétiques et les revendications du public» avec des coopérateurs, des syndicalistes et des représentants d'usager·ères.

Une «Assemblée de femmes» a eu lieu pour débattre de problématiques spécifiquement féministes mais aussi des sessions relatives à l'autonomie: «La vie au centre: femmes, économie et autonomie», au rôle des femmes dans les processus de production et de gestion coopérative: «La participation des femmes de différents processus et contextes qui, au niveau organisationnel et individuel, se retrouvent dans la construction de nouveaux imaginaires et paradigmes et le besoin d'adaptation des coopératives».

La place des migrant·es a été abordée à travers les «luttes, les résistances et la construction d'alternatives pour les travailleur·euses migrant·es» et à partir de l'exploitation et les conditions de travail terribles dans le secteur agricole aussi bien en Californie, que dans l'État espagnol ou plus globalement en Grèce, au Brésil et au Mexique.

Les alternatives en termes d'échanges de produits, de consommation et l'émergence de nouveaux réseaux de distribution coopératifs ont été évoquées: «Réseaux équitables et solidaires. Ce qui est proposé comme nouveau modèle de consommation durable après Covid dans le cadre de l'économie sociale et solidaire».

Tout comme la précarité de l'emploi, les nouvelles technologies, l'insertion des jeunes, l'insécurité au travail, la santé au travail, les cadres légaux de l'économie sociale et populaire, la prise en compte de la crise climatique dans la production alternative et les modes de résistance des coopératives menacées en Argentine, en France et en Italie.

Enfin, une table ronde a été organisée à l'occasion du 20e anniversaire de la crise argentine de décembre 2001, véritable point de départ du processus de récupération des entreprises par les travailleur·euses dans ce pays[1].

En cumulé, ce sont entre 1 800 et 2 000 personnes qui ont participé ou suivi les sessions via Zoom, Facebook et Youtube, sans compter les visions ultérieures sur Youtube.

Quelques expériences françaises valorisées

L'association Autogestion et l'Union syndicale Solidaires, référents français du réseau, ont participé à plusieurs activités : Richard Neuville est intervenu au nom du réseau européen lors de la cérémonie d'ouverture, Christian Mahieux de l'Union syndicale Solidaires lors d'un débat sur la « synergie entre les syndicats et les coopératives », Benoît Borrits lors de la session portant sur la « conceptualisation et les débats autour de l'économie des travailleurs et de l'autogestion », ainsi que Patrick Le Tréhondat, qui a dressé un inventaire des formes d'auto-organisation des travailleur·euses pendant le premier confinement. L'association Autogestion a permis de faire connaître quelques expériences françaises cours à travers les témoignages remarquables et très appréciés de Fathi Bouaroua de l'Après M (Marseille), de Dominique Guerrée de Railcoop et de Serge Le Quéau de Solidaires 22 à l'origine de la Coop des Masques.

La pandémie, source de vulnérabilité pour les travailleur·euses mais aussi d'auto-organisation

D'une manière générale, nous pouvons affirmer que la pandémie a provoqué une crise profonde et a affecté les travailleur·euses sur toutes les latitudes, elle a accru la vulnérabilité des travailleur·euses formel-le-s et informel·les. Mais elle a également permis la recherche d'alternatives et parfois la mise en œuvre d'alternatives concrètes à travers la prise d'initiatives et l'auto-organisation detravailleur·euses, qui ont été valorisées dans cette rencontre. Bien évidemment, les niveaux de protection ont été différents selon le niveau d'intervention des états ou selon que l'on se situe dans les pays du Centre du capitalisme ou à la Périphérie. La privatisation des services publics engagée à une échelle planétaire a montré des carences pour assurer la protection des populations en

1. Voir à ce sujet, Richard Neuville, « Argentine : les défis récents des entreprises récupérées (2015-2021) », Association Autogestion, 19 octobre 2021 : https://autogestion.asso.fr/argentine-les-defis-recents-des-entreprises-recuperees/.

situation d'urgence. De ce point de vue, les communs, le secteur public et sa marchandisation mais aussi le rôle des usager·ères ont été des thématiques bien présentes dans cette rencontre. Si les contextes politiques sont distincts, de nombreuses similitudes ont été pointées, d'où la nécessité d'approfondir les échanges pour élaborer des stratégies de résistance mais aussi progresser dans la recherche d'alternatives pour construire une économie des travailleur·euses. Le lieu de la prochaine rencontre internationale en 2023 n'a pas été décidé mais l'an prochain de nouvelles rencontres régionales se tiendront en Afrique, dans les Amériques à Santa Fe (Argentine) et peut-être en Europe (à préciser).

Un réseau en évolution

Aussi modeste soit le réseau de l'économie des travailleur·euses, il constitue un outil essentiel à travers l'organisation régulière des rencontres régionales et internationales, un espace de réflexion, d'échanges, de convergences pour aider ses acteur·trices dans les luttes. Il permet la confrontation et une articulation entre le milieu académique et le monde ouvrier assez originale. Il devra préserver son autonomie et se renforcer territorialement et notamment en Europe. Créé en 2007 en Argentine, il a su se développer et il offre un espace de débat incomparable. Il s'est doté récemment de nouveaux outils : site internet, réseaux sociaux… et à l'initiative de l'association Autogestion, un bulletin trimestriel plurilingue d'échanges, de discussion est en cours de création avec une sortie programmée en janvier 2022.

Liens du Réseau de l'économie des travailleur·euses

Site : https://economiatrabajadors.com/events/viiie-recontre/
Facebook : https://www.facebook.com/economiatrabajadores
Chaîne Youtube : www.youtube.com/channel/UCYFx2H0YrG10lWzXiP7scfQ/videos

LES AUTEUR·ES ET LES MEMBRES DU COMITÉ ÉDITORIAL INTERNATIONAL

Encyclopédie internationale de l'autogestion / Enciclopedia internacional de la autogestión / International Self-management Encyclopedia

Ce projet fait suite à la publication du livre *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain* paru en mai 2010 qui s'est enrichi de l'expérience de l'Association Autogestion au cours des quatre dernières années, mais surtout de l'actualité de l'autogestion avec les diverses expériences et de nombreuses contributions extérieures Ce projet s'enrichira régulièrement avec des mises à jour et de nouvelles publications d'articles dans plusieurs langues

Este proyecto es la continuación de la publicación del libro *Autogestión ayer, hoy, mañana* que salió en mayo de 2010 y que fue un éxito Este libro se enriqueció de la experiencia de la asociación para la autogestión en el curso de los cuatro últimos años, pero sobre todo de la actualidad de la autogestión con distintas experiencias y de numerosas contribuciones exteriores Este proyecto se irá enriqueciendo regularmente con actualizaciones y nuevas publicaciones de artículos en varios idiomas

This project follows the edition of the printed book «Autogestion hier, aujourd'hui, demain» issued in May 2010 which has been a fair success This new edition will be enriched by the four years experience of Association Autogestion and moreover, recent events related to self-management experiences as well as external contributions This project which will be enriched on a regular basis with updates and new publications of articles in several languages

Comité de suivi éditorial / Comite internacional de acompamiento / International editorial committee

Michel Antony (France), Dario Azzellini (Autriche), David Barkin (Mexique), Benoît Borrits (France), José Luis Carretero Miramar (Espagne), Flávio Chedid Henriquez (Brésil), Annick Coupé (France), Bruno Della Sudda (France), Magali Della Sudda (France), María Inés Fernández Álvarez (Argentine), Franck Gaudichaud (France), José Miguel Gómez (Venezuela), Pablo Guerra (Uruguay), Jorge Gurbanov (Argentine), Mohammed Harbi (Algérie), Jean-Pierre Hardy (France), Willy Hajek (Allemagne), Theodoros Karyotis (Grèce), Claude Kowal (France), Paulo Leboutte (Brésil), Catherine Lebrun (France), Arthur Leduc (France), Patrick Le Tréhondat (France), François Longérinas (France), Christian Mahieux (France), Gigi Malabarba (Italie), Michel Mas (France), Fernando Matamoros Ponce (Mexique), Julie Matthaei (États-Unis), Aleksandar Matkovic (Serbie), Robi Morder (France), Vanessa Moreira Sígolo (Brésil), Richard Neuville (France), Celia Pacheco Reyes (Mexique), Florencia Partenio (Argentine), Fabían Pierucci (Argentine), Miquel-Dídac Piñero Costa (Catalogne), Armando Robles (États-Unis), Andrés Ruggeri (Argentine), Catherine Samary (France), Patrick

Silberstein (France), Nils Solari (France), Sergio Stocchero (Argentine), Gory Suarez (Colombie), Emilio Taddei (Argentine), Alan Tuckman (Grande-Bretagne).

Tome 11 : qui est qui ?

Adams, Christopher : avocat à la Community and Economic Development Clinic de la CUNY School of Law. Il fournit des services juridiques transactionnels et une assistance technique aux coopératives de travail.

Arnould, Arthur, (1833-1895) : écrivain et journaliste libertaire français. Il participe activement à la Commune de Paris et est un membre actif de la Première Internationale.

Barrios, Mario : secrétaire à l'action sociale du CTA et secrétaire général de l'ANTA.

Brinton, Maurice (Chris Pallis, 1923-2005) : un des membres les plus influents du groupe britannique Solidarity (1961-1992), qui cherchait à inspirer un mouvement de masse imprégné de politique socialiste libertaire. Il a notamment publié *The Bolsheviks and Workers Control, 1917-1921* (Black and Red, 1972).

Chaouat, Gérard (1944-2021) : militant de l'UEC et du PC, du FUA et de la JCR, de l'International Marxist Group (1974), de la LC/LCR jusqu'en 1980 ; pendant ses études de médecine, militant syndical à l'AGEMP-UNEF, un des dirigeants de la « Mino Médecine » ; chercheur au CNRS, militant du SNCS-FSU, du SNESUP, de la FSU et de l'École émancipée ; militant du NPA à sa création en 2009, puis de la Gauche anticapitaliste, et d'Ensemble !. Directeur de recherches émérite au CNRS, spécialiste de l'immunologie de l'implantation.

Crump Charlotte (1918-1990) : fondatrice du Negro Student Council en 1937, où elle a travaillé pour l'intégration raciale des dortoirs et des chalets coopératifs sur le campus. Première Afro-Américaine à faire partie de l'annuaire du Minnesota Gopher et a obtenu son diplôme en 1939, journaliste au *Pittsburgh Courier,* a travaillé au bureau national de la NAACP à Washington.

Cuervo : membre l'Union communiste libertaire de Marseille.

Daher Joseph : d'origine syrienne, il enseigne à l'Université de Lausanne. Il est le fondateur du blog S*yria Freedom Forever.* Il a publié aux éditions Syllepse, *Le Hezbollah : un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (2019) et *Syrie : le martyr d'une révolution* (Syllepse, 2022).

Dubb, Steve : rédacteur en chef du *Non Profit Quartely,* il a travaillé avec des coopératives et des organisations à but non lucratif pendant plus de deux décennies.

Du Bois, W. E. Burghardt, (1868-1967) : militant pour les droits civiques, militant panafricain, cofondateur de la National Association for the

Advancement of Colored People (NAACP) en 1909, dirige *The Crisis,* mensuel du mouvement. Auteur notamment de *Les âmes du peuple noir* (La Découverte, 2017).

Duverger, Timothée : maître de conférences associé Science-po Bordeaux, responsable de la chaire TerrESS et auteur de plusieurs ouvrages sur la pensée écologique, l'économie sociale et solidaire et le revenu de base.

Green, John : travaille pour le syndicat des enseignant·es d'Oakland.

Gros, Dominique : auteur d'une thèse (non publiée) de science politique : *Les conseils ouvriers, espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie, 1917-1920*, Université de Bourgogne, 1973.

Guérin, Daniel, (1904 1988) : écrivain révolutionnaire, anticolonialiste, militant de l'émancipation homosexuelle, théoricien du communisme libertaire, historien et critique d'art. Il participe à la constitution du Mouvement communiste libertaire (MCL, 1969). À sa mort en 1988, il est un militant de l'Union des travailleurs communistes libertaires, organisation dont est héritière Alternative libertaire qui, en 2019, fusionna avec la CGA (Coordination des groupes anarchistes) pour devenir l'UCL (Union communiste libertaire). Il est notamment l'auteur de *Autobiographie de jeunesse : d'une dissidence sexuelle au socialisme* (La Fabrique, 2016) et de *Pour le communisme libertaire* (Spartacus, 2003).

Hernández, Mario : professeur de sociologie et journaliste, auteur de *El movimiento de autogestión obrera en Argentina : empresas recuperadas y movimientos de trabajadores desocupados.*

Hoyles, Andrée : autrice de *Imagination in Power : The Occupation of Factories in France in 1968* (Spokesman Books, 1973).

Huertas-Noble, Carmen : professeur de droit a passé sa carrière professionnelle à jeter les bases d'un secteur coopératif de travail associé durable à New York et au-delà, avocate du projet de développement communautaire du Centre de justice urbaine.

Kawano, Emily : codirectrice de la Wellspring Cooperative Corporation en faveur de nouveaux emplois communautaires à Springfield, dans le Massachusetts et coordinattrice du United States Solidarity Economy Network.

Kimball, Whitney : journaliste du site *gizmodo.com* (New York)

Kropotkine, Pierre (1842-1921) : géographe, explorateur, zoologiste, anthropologue, théoricien du communisme libertaire.

Le Tréhondat, Patrick : éditeur aux éditions Syllepse, il est l'un des coordonnateurs de *L'Encycopédie internationale de l'autogestion*.

Lowit, Thomas (1929-1997) : sociologue, a notamment publié *Le syndicalisme de type soviétique : l'URSS et les pays de l'Est européen,* Paris, A. Colin, 1971.

Luxemburg, Rosa : s'oppose à la Première Guerre mondiale, ce qui lui vaut d'être exclue du Parti social-démocrate d'Allemagne. Elle cofonde la Ligue spartakiste, puis le Parti communiste d'Allemagne. Deux semaines après la fondation de ce dernier, elle est assassinée à Berlin le 15 janvier 1919 pendant la révolution allemande, lors de la répression de la révolte spartakiste.

Mermé, Henri, militant du PSU puis des Alternatifs, membre de Ensemble !

Morel, Henri (1920-1992) : historien.

Muller Victor : correspondant du journal l'*Anticapitaliste.*

Neuville, Jean : historien du mouvement ouvrier belge.

Neuville, Richard : syndicaliste et militant altermondialiste, membre du collectif Lucien Collonges qui a publié *Autogestion : Hier, aujourd'hui, demain* (Syllepse, 2010). Animateur de l'association Autogestion et du réseau international de l'économie des travailleur·euses. Il milite également à Solidaires Il a publié de nombreux articles sur l'Amérique du Sud. Il est anime le blog https://alterautogestion.blogspot.com/.

Raptis, Michel (dit Pablo, 1911-1996) : militant dans la clandestinité, en Grèce sous la dictature du général Metaxas, puis en exil il devient secrétaire international de la 4e Internationale en Europe durant la Seconde Guerre mondiale. Soutien à la lutte de libération nationale et au FLN, il constitue en 1965 la TMR IV (Tendance marxiste-révolutionnaire internationale) qui devient en 1972 TMRI (Tendance marxiste révolutionnaire internationale) mettant l'autogestion au centre de son programme. Il a notamment publié *Quel socialisme au Chili ?, Étatisme ou autogestion* (Anthropos, 1973).

Reed, John (1887-1920) : journaliste et militant communiste américain, se rend au Mexique entre 1911 et 1914 pour suivre la révolution mexicaine. Pendant plusieurs mois, il suit l'armée de Pancho Villa. Puis en Russie, il assiste à la révolution d'Octobre et publie les *Dix jours qui ébranlèrent le monde* (Nada, 2017).

Risser-Lovings Missy : avocate superviseure de la Community and Economic Development Clinic de la CUNY Law School, où elle fournit un soutien juridique et politique aux organisations communautaires qui redressent les inégalités structurelles auxquelles sont confrontées les populations marginalisées.

Thomas, Jean Baptiste : docteur en études hispano-américaines et travaille sur l'histoire du mouvement ouvrier et l'histoire sociale en Amérique latine. Il a notamment publié, avec Thomas Posado, *Révolutions à Cuba, de 1868 à nos jours* (Syllepse, 2020). Il enseigne à l'École polytechnique.

Trotsky, Léon, (1879-1940) : bolchevik, fondateur de l'Armée rouge, opposant à Staline avec l'Opposition de gauche, exclu du gouvernement

(1924) puis du Parti communiste (1927). Exilé en Asie centrale et banni dURSS (1929), il trouve refuge au Mexique où il est assassiné le 21 août 1940 par un sicaire de Staline

Vandermeeren, Jean-Claude : figure du syndicalisme wallon, membre des Jeunes FGTB de Namur puis secrétaire général de la FGTB wallonne.

Vieta, Marcelo : professeur agrégé au programme d'éducation des adultes et de développement de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto (OISE/UT), cofondateur et membre du comité exécutif du Centre d'apprentissage, d'économie sociale et de travail (CLSEW). Il a publié sur les expériences des entreprises de récupération par les travailleur·euses d'Argentine, notamment *Workers' Self-Management in Argentina Contesting Neo-Liberalism by Occupying Companies, Creating Cooperatives, and Recuperating Autogestión*, Haymarket, 2021.

Ziesing, Shelby : enseignante à Oakland.

L'Encyclopédie en castillan

Le site de la Confederación Sindical Solidaridad Obrera propose en téléchargement libre et gratuit les trois premiers volumes de l'*Encyclopédie* traduits en castillan. Nous saluons chaleureusement ce travail qui permet aux hispanophones d'accéder à nos publications.

Le site indique : «Comme on le sait, les Français sont très "attachés" aux encyclopédies. Comment pourrait-il en être autrement, car en 2014, ils ont commencé la publication de l'*Encyclopédie internationale de l'autogestion.* Nous avons commencé la traduction d'au moins une partie de cette encyclopédie. Les traductions en espagnol sont une première pour cette bibliothèque de l'Ateneo de Solidaridad Obrera virtuel.»

www.solidaridadobrera.org/ateneo_nacho/biblioteca.html

Les liens de téléchargement des volumes en espagnol

Volume 1

https://www.solidaridadobrera.org/ateneo_nacho/libros/VV%20AA%20-%20Enciclopedia%20Internacional%20de%20la%20Autogestion%20I.pdf

Volume 2

www.solidaridadobrera.org/ateneo_nacho/libros/VV%20AA%20-%20Enciclopedia%20Internacional%20de%20la%20Autogestion%20II.pdf

Volume 3

www.solidaridadobrera.org/ateneo_nacho/libros/VV%20AA%20-%20Enciclopedia%20Internacional%20de%20la%20Autogestion%20III.pdf

Autogestión

自主管理

Autogestão

самоуправления

Samoupravljanje

savivalda

Self-management

αυτοδιαχείριση

Само-управљања

selvforvaltning

autogestione

الإدارة الذاتية

samorząd

工人自治

zelfbeheer

samospráva pracovníků

jesyon ak pwòp tèt ou

각자 관리

munkavállalói irányítás

fitantanantena

Riadiaca samospráva

Özyönetim

Selbstverwaltung